MASTER
NEGATIVE
NO. 91-80068-1

MICROFILMED 1991

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES/NEW YORK

as part of the
"Foundations of Western Civilization Preservation Project"

Funded by the
NATIONAL ENDOWMENT FOR THE HUMANITIES

Reproductions may not be made without permission from
Columbia University Library

COPYRIGHT STATEMENT

The copyright law of the United States -- Title 17, United States Code -- concerns the making of photocopies or other reproductions of copyrighted material...

Columbia University Library reserves the right to refuse to accept a copy order if, in its judgement, fulfillment of the order would involve violation of the copyright law.

AUTHOR:

TIKHOMIROV, LEV

TITLE: LA RUSSIE POLITIQUE AND....

PLACE: PARIS

DATE: 1886

Master Negative #

91-80068-1

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES
PRESERVATION DEPARTMENT

BIBLIOGRAPHIC MICROFORM TARGET

Original Material as Filmed - Existing Bibliographic Record

947.01 T44
Tikhomirov, Lev Aleksandrovich, 1852-1923.
La Russie politique & sociale. 4+560p. O. P. 1886.

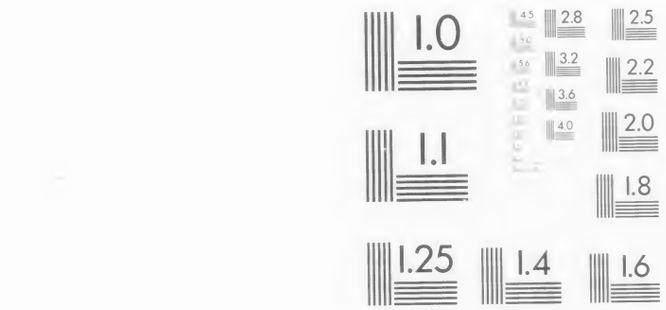
404323 v.O

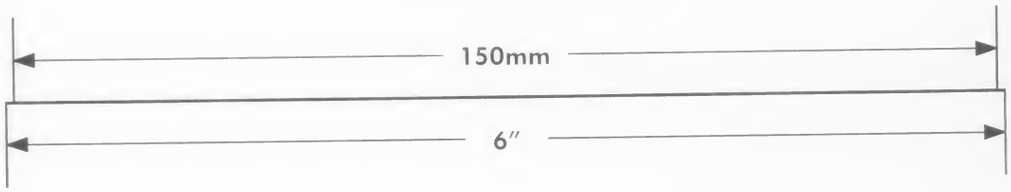
Restrictions on Use:

TECHNICAL MICROFORM DATA

FILM SIZE: 35 mm REDUCTION RATIO: 11X
IMAGE PLACEMENT: IA (IIA) IB IIB
DATE FILMED: 5-24-91 INITIALS G.G.
FILMED BY: RESEARCH PUBLICATIONS, INC WOODBRIDGE, CT

IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)





PHOTOGRAPHIC SCIENCES CORPORATION
770 BASKET ROAD
P.O. BOX 338
WEBSTER, NEW YORK 14580
(716) 265-1600

GUSTAV E. STECHERT
766 Broadway
NEW-YORK.

Class 947.01 Book T44
Columbia College Library
Madison Av. and 49th St. New York.

Bought with the A. A. Low Fund.

Beside the main topic this book also treats of

Subject No.	*On page*	*Subject No.*	*On page*

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES

This book is due on the date indicated below, or at the expiration of a definite period after the date of borrowing, as provided by the library rules or by special arrangement with the Librarian in charge.

DATE BORROWED	DATE DUE	DATE BORROWED	DATE DUE
	JAN 2 6 '52		

C28 (251) 100M

LA RUSSIE

POLITIQUE ET SOCIALE

IMPRIMERIE GÉNÉRALE DE CHATILLON-SUR-SEINE. — A. PICHAT.

L. TIKHOMIROV

LA RUSSIE

POLITIQUE ET SOCIALE

PARIS
NOUVELLE LIBRAIRIE PARISIENNE
E. GIRAUD ET Cie ÉDITEURS
18, RUE DROUOT, 18

1886
Tous droits réservés.

PRÉFACE

Depuis ces dernières années, la Russie attire de plus en plus l'attention de la France et du monde civilisé. Cette attention est d'autant plus significative qu'elle n'a plus maintenant pour objet le gouvernement seul comme naguère. Ce qui la préoccupe, c'est le pays lui-même, c'est le peuple. De nombreuses publications sur la Russie, une multitude de traductions de nos romanciers en sont la preuve évidente.

J'espère donc n'avoir pas besoin d'expliquer les raisons qui m'ont poussé à entreprendre le

74556

travail que je livre au public. J'ai tâché de le mettre le plus possible à la portée du grand public, c'est-à-dire de le rendre aussi bref que possible et en même temps assez complet et assez sérieux pour que le lecteur puisse y étudier la Russie tout entière.

La Russie, organisme social, voilà bien mon sujet. J'ai voulu décrire la Russie politique et sociale, tout simplement comme elle est, avec ses étendues infinies, peuplées de millions de paysans incultes d'esprit, mais pleins de traits sympathiques ; avec ses classes si bizarrement organisées ; avec son *intelliguentia*, cette martyre de sa mission historique ; avec ses problèmes politiques si mystérieusement embrouillés. Je voyais devant moi ce pays qui fait tant souffrir ceux qui l'aiment et qui sait pourtant les attacher si fortement que nulles souffrances pour lui ne les effraient. Je songeais à l'exclamation du poète :

> Et pauvre et riche,
> Et puissante et sans forces
> O ma mère, Russie !

Cette image se dressera-t-elle devant les yeux du lecteur ? A lui de résoudre cette question.

Il me faut donner encore une explication indispensable. Connaissant trop insuffisamment le français pour pouvoir écrire en cette langue, j'ai écrit le livre en russe et l'ai ensuite traduit en collaboration avec mon ami M. Albert Savine. Je faisais une traduction littérale : M. Savine donnait à cette traduction une tournure littéraire. Ainsi la forme purement littéraire de ce livre appartient à cette plume habile. Je puis dire que j'ai toujours été frappé de la finesse du goût de M. Savine et, quoiqu'il ne sache pas le russe, je trouve qu'il a rendu avec une admirable pénétration les plus légères nuances de mon texte, tâche d'autant plus difficile que mes idées dépassaient souvent de beaucoup les siennes, de son propre aveu, et parfois allaient à leur encontre.

En outre, mon livre est redevable à M. Albert Savine de quelques menues améliorations dans la distribution des chapitres, etc... Enfin ce qui est fort important, c'est à M. Savine que je dois de nombreuses indications sur les côtés de la vie russe qui peuvent le plus intéresser le public français. Si donc le lecteur trouve que le présent livre répond avec succès à ce qu'il peut désirer savoir sur la Russie, il devra se rappeler qu'il le doit en

grande partie à mon collaborateur, sans les conseils de qui il eût été trop difficile de venir à bout de cette tâche à un écrivain qui se présente devant un public inconnu et si différent de l'auditoire russe auquel il est habitué.

L. Tikhomirov.

Février 1886.

LIVRE PREMIER

L'EMPIRE RUSSE ET LA RUSSIE

L'EMPIRE RUSSE ET LA RUSSIE

I. — La Russie, terme de géographie politique et la Russie nation. — Faiblesse et fragilité des grands Empires. — La vitalité de la Russie. — Son mode de développement historique. — Il est surtout le fait du peuple.

II. — Population de la Russie. — Population de race russe, populations de races étrangères. — Peu d'importance de ces dernières. — Répartition de ces populations.

III. — La Finlande. — L'union sur le pied d'égalité. — Ses conséquences. — Vieilles libertés finlandaises. — Le *Modus vivendi* — Importance stratégique de la Finlande pour la Russie. — Motifs d'inquiétudes pour les Finlandais.

IV. — Provinces de la Baltique. — Importance de leurs ports pour la Russie. — Race lithuanienne. — Conquérants allemands. — Question agraire. — Indifférence maladroite de notre gouvernement.

V. — La Pologne. — Population polonaise et russe. — Question de l'Ukraine et de la Russie Blanche. — Historique. — Les idées de Milioutine : sa réforme agraire. — Liens de la Pologne et de la Russie actuelle. — Politique néfaste de notre gouvernement.

VI — La Bessarabie. — La Crimée. — Le Caucase et la Géorgie. — L'Arménie. — Politique économique et policière de notre gouvernement de nature à faire perdre à la Russie le bénéfice de ses bons services.

VII. — Le Turkestan. — Populations indigènes. — Notre gouvernement n'a su que conquérir. — Conflit commercial, et un jour, militaire, avec l'Angleterre.

VIII. — Le nationalisme en Ukraine. — Chevtchenko et les nationalistes contemporains. — Aspirations populaires. — Les nationalistes ne leur donnent pas satisfaction. — M. Dragomanov et son influence. — Résumé et conclusions du livre.

L'EMPIRE RUSSE ET LA RUSSIE

Jetez un coup d'œil sur la carte de Russie; puis, essayez de vous représenter, les yeux fermés, l'espace sans fin que vous avez devant vous, d'elle-même cette question se pose à votre esprit: La Russie est-elle en fait un pays ou n'est-elle qu'un terme géographique? Peut il y avoir un lien réel, intime, qui unisse toutes ces populations dispersées à de telles distances? Vraiment, quel lien peut-il exister entre un habitant du Kamtchatka et un habitant de la Podolie, alors que, seul, le trajet de l'une à l'autre de ces contrées comporte trois à quatre mois de voyage, en raison des moyens actuels de communication? Et si même on supposait un train marchant avec une vitesse de quarante kilomètres à l'heure, en ligne droite, de la frontière occidentale aux limites orientales de la Russie, il ne lui faudrait pas moins de quinze jours pour traverser cette distance de 15000 kilomètres, et à l'arrivée, le voyageur pourrait se féliciter d'avoir parcouru un territoire qui surpasse par sa grandeur l'Europe et l'Australie prises ensemble, un territoire qui est le

sixième de la terre ferme du globe — ce qui revient à 22311997 kilomètres carrés [1].

Vraiment, ce semble être trop pour une *nation*. L'Histoire nous donne quelques exemples de monarchies gigantesques. Ainsi l'Empire des Mongols était beaucoup plus vaste que la Russie ; la Turquie, au temps de sa splendeur, occupait un territoire de 10000000 kilomètres carrés. L'Angleterre, *avec ses colonies*, dépasse actuellement la Russie de 464000 kilomètres. Mais qui donc considérerait un de ces Etats comme un seul pays ? L'Angleterre possède l'Inde et le Canada : nul ne dira que ce sont là des pays anglais. Pendant des siècles, la Turquie posséda la Grèce ou la Bulgarie : il a toujours été évident qu'il n'y avait point de lien organique entre ces pays et leur conquérant quoiqu'il leur eût imposé sa dénomination politique. C'est là un trait caractéristique de toutes les monarchies gigantesques et qui explique leur existence relativement peu durable. Ne voyons-nous pas une poignée de montagnards pyrénéens conserver son unité organique dans l'espace des siècles pendant lesquels s'épanouissent, grandissent et se flétrissent successivement au-dessus de cette poignée de Basques, l'Empire de Rome la Ville Eternelle, l'Empire universel de Charlemagne, l'Empire de Charles-Quint pour qui le soleil ne se couchait jamais ?

Ces grands souvenirs historiques planent sur vous quand vous vous représentez l'énorme territoire de la Russie. Est-il possible d'y trouver quelque partie douée

1. Comme terme de comparaison, nous rappelons que la France, colonies non comprises, n'a que 528577 kilomètres, l'Allemagne 544907 ; l'Autriche 624045.

d'une unité organique ? N'est-ce qu'un conglomérat fragile comme les Empires d'Attila et de Tamerlan ? Cette dernière supposition semble d'autant plus plausible que dans la liste des nationalités russes on trouve plus de 70 dénominations sans compter les étrangers. Comment maintenir unis ces peuples dissemblables et ne doit-on pas s'attendre à voir un beau jour la Russie s'effritter et laisser à sa place quelques dizaines de pays indépendants ?

Sans pousser plus avant l'examen de la question, — nous allons donner plus loin quelques renseignements de nature à éclairer le lecteur, — il est hors de discussion qu'un fait bien constaté vaut toujours mieux que des suppositions théoriques. La Russie est un fait que l'humanité a eu tout le temps de reconnaître. L'existence des gigantesques empires artificiels, comme les empires orientaux, n'est pas durable. La Russie, elle, existe depuis déjà plus de cinq cents ans comme état et depuis plus de mille ans comme unité nationale. Que de changements elle a vus autour d'elle pendant tant de siècles ! Elle assista à l'éclatant épanouissement et à la chute définitive de l'Empire Tartare. Elle vit la naissance de ce redoutable empire ottoman dont la mort inévitable n'est à présent qu'une question d'années. Née en même temps que la Russie, la Pologne a déjà traversé toutes les phases du développement et de la décomposition politiques. Mêmes révolutions dans l'Europe occidentale. La puissance de l'Espagne fleurit et défleurit. La puissance temporelle des Papes naît et meurt. Une foule de petits organismes politiques, comme les Pays-Bas, le Danemarck, la Suède, ont atteint ces limites extrêmes d'accroisse-

ment qu'ils ne sauraient plus surpasser... Et la Russie ? La Russie vit toujours, elle se développe, elle marche plutôt à une éclosion complète et encore inachevée qu'elle ne s'avance au delà, sur la pente de la décrépitude. Son aspect ne ressemble guère à celui des Etats qui ont seulement une existence artificielle. Même dans la formation croissante de l'empire de Russie on sent la présence de je ne sais quelle force organique. Cet accroissement ne ressemble en rien aux conquêtes des Tamerlan qui dix ans plus tard sont comme non avenues. La Russie grandit sans relâche pendant des siècles entiers.

L'Etat russe a, au XVe siècle, 560000 kilomètres ; au XVIe, 8720000 ; au XVIIe 14392000 ; au XVIIIe siècle, 17080000 ; au XIXe, 22311992. Il convient de remarquer la régularité et la constance de la marche de ces chiffres.

Fait plus significatif encore, l'agrandissement de l'*Etat* russe était bien souvent précédé par l'agrandissement du *territoire national*. Des espaces considérables, au Nord, à l'Est et au Midi étaient souvent occupés ou conquis par les peuples, avant que le gouvernement n'ait songé à les rendre siens. Il est même arrivé qu'il refusât de prendre sous sa protection le territoire conquis par les Cosaques.

De là, ce trait caractéristique que l'accroissement du territoire de la Russie ne dépend que fort peu du génie de ses gouvernants. Cet accroissement ne s'arrête point sous des souverains imbéciles comme Théodore Ier : Il ne s'arrête pas davantage aux époques des plus grands désordres politiques. Le début du XVIIe siècle fut pour la Russie une période de désorganisation politique qui

faillit amener la perte de son indépendance. Pourtant, alors qu'en 1598 elle avait un territoire de 8792000 kilomètres carrés, en 1645, à la fin de cette période troublée, elle en avait porté la superficie à 14000000. Le même phénomène se produit durant le second quart du XVIIIe siècle. Il est évident qu'on ne peut attribuer ce fait aux succès accidentels de grands conquérants et qu'il en faut chercher les causes plus profondément, dans la vie même de la nation.

La vitalité de la Russie est démontrée plus clairement encore au temps de ses rudes épreuves historiques. Notre histoire est l'histoire d'une lutte incessante qui plus d'une fois pouvait réduire notre peuple aux abois. Dès 1238, la Russie dut fléchir sous le joug des conquérants tartares, joug terrible qu'elle supporta pendant deux siècles et demi. Vaincue et démembrée, elle recueille cependant assez de force pour se relever et rentrer en scène avec plus de résistance que jamais. Pendant l'Epoque des troubles, au commencement du XVIIe siècle, la Russie, déchirée par la guerre civile, se trouva non seulement sans dynastie régnante mais sans gouvernement national. Une partie de son territoire fut envahie par les Suédois et le reste en grande partie conquis par les Polonais qui occupèrent même la capitale de l'Empire. La Russie n'avait plus ni armée ni administration. Les boyards, qui constituaient le piteux gouvernement provisoire du pays, décrétèrent sous les baïonnettes des soldats polonais l'avénement au trône moscovite du prince Vladislas. Soudain voilà que retentissent de toutes parts les voix des patriotes : ce n'étaient pas des Tzars, de grands boyards, des gouverneurs, des fonctionnaires ; c'étaient surtout

des gens du peuple, de petits nobles comme les frères Liapounov, le moine Abraham Palitzine, un petit commerçant Kouzma Minine. Le prince Pojarsky dont la race était depuis longtemps déchue, fut le plus éminent d'entre eux. Une révolte générale éclate dans la Russie. De petits détachements d'insurgés (Chichis, comme on les appelait) épuisent l'armée polonaise. Une milice de 100000 hommes s'approche de Moscou, et comme elle se trouve impuissante, d'innombrables troupes nouvelles viennent du fond des provinces. Cette grande lutte qui finit par la délivrance complète de la patrie est soutenue par le peuple. Même après la nomination du Tzar, l'Assemblée nationale (Zemsky-Sobor) siège pendant plusieurs années, et c'est surtout à l'énergie et à la prudence de ses représentants que la Russie doit sa libération.

Ces souvenirs historiques ne dénoncent-ils pas les forces organiques que possède la Russie et dont l'activité ne cesse même pas aux époques de désorganisation politique? Ces forces trompèrent plus d'une fois les calculs des conquérants qui ordinairement ne voyaient dans la Russie que son gouvernement. Ainsi, en 1612, les jésuites, d'accord avec les rois de Pologne pour tenter la conquête de la Russie, croient suffisant de porter un coup vigoureux au centre gouvernemental. Un siècle après, le roi de Suède, Charles XII, fonda tous ses calculs sur son entente avec le gouvernement de l'Ukraine. Les plans de Napoléon Ier [1], qui croyait n'avoir à lutter qu'avec Alexandre Ier, furent toujours déjoués par le peuple.

1. Napoléon Ier, cependant, avec le flair d'un homme qui appartient par ses origines à une époque révolutionnaire, se doutait quelque peu de l'importance de la masse populaire : il essaya de séduire les serfs russes par des promesses de libération. Cette tentative timide n'obtint aucun résultat. L'imagination du peuple a subi cependant l'influence du souvenir du grand conquérant. On trouve aujourd'hui encore parmi nos sectaires un groupe dit Napoleonovchtchina (napoléoniens), qui vénère le portrait de Napoléon. Quant à la masse de la population, elle le confond avec l'Antichrist.

II

Si maintenant nous examinons, d'une manière plus détaillée, la composition de la population de la Russie, l'existence d'une unité nationale ne nous étonnera pas autant. Il est vrai que l'Empire russe renferme dans ses limites, plus de soixante-dix nationalités diverses, mais il ne faut pas exagérer l'importance de ce fait. Sur 100,000,000 d'habitants de l'Empire, la race *russe* compte pour 67 millions, de sorte que pour toutes les autres races il ne reste plus que 33 millions. Ainsi le nombre de chacune d'elles ne peut pas être grand. En effet, la race finnoise — qui, les races slaves mises à part, est la plus nombreuse en Russie, — n'est que le 6 0/0 de la population de l'Empire et d'ailleurs se subdivise en onze variétés séparées les unes des autres par d'énormes distances, par la diversité de la langue, par l'absence complète de relations. En outre plusieurs de ces peuples

sont des tribus sauvages de quelques milliers d'âmes [1]. On pourrait généralement en négliger la moitié sans que la population de l'Empire se trouvât diminuée d'un 1/2 0/0. Et ces petites peuplades, en fait, sont de plus en plus négligeables, en partie parce qu'elles s'assimilent aux Russes, en partie malheureusement par suite de la mortalité parfois effrayante chez elles.

Tous les peuples de l'Empire qui n'appartiennent pas à la race russe n'ont certes pas si peu d'importance. Des provinces entières ont eu leur histoire et conservent encore aujourd'hui leur langue parfaitement élaborée et leur civilisation parfois supérieure à celle de la race purement russe. Ces provinces occupent une partie de la zone occidentale et méridionale de la Russie. La Finlande, les gouvernements de la Baltique, la Lithuanie, la Pologne, une partie de la Bessarabie, les gouvernements situés au delà du Caucase sont tout autant de contrées où le Russe est regardé comme un étranger. Souvent ces provinces ne sont maintenues dans l'obéissance qu'à l'aide des baïonnettes et de la police. Cependant, en détachant tous ces pays par nature étrangers à la Russie, il nous reste, malgré tout, un territoire colossal, habité par la race purement russe avec alliage par taches d'un petit nombre d'habitants appartenant à d'autres races. Ce territoire de plus de

1. Exemple : Samoyèdes : 25,000 âmes ; — Vogoulis et Ougres : 2000 ; — Mongols de Sibérie : 5000 ; — Ioukaghirs, Tchouktchis, Guiliaks, Kamtchadals, pris ensemble : 40000 ; — les tribus montagnardes de Caucase ne sont souvent pas plus nombreuses (Karatchaïs, Oubikhs, Koumiks, Svanets, Ossetines, etc). Chacune ne compte que de 5000 à 25,000 âmes. On pourrait multiplier les exemples.

4 millions de kilomètres s'étend dans la Russie européenne, de l'Océan du Nord jusqu'à la mer Noire et au Caucase. Sur ce territoire, la race russe forme 90 0/0 de la population. En Asie, le territoire peuplé presque exclusivement par les Russes, occupe tout le Midi de la Sibérie et de l'Oural jusqu'à l'océan Pacifique (au moins 5 millions de kilomètres). Il est impossible de donner le chiffre exact de la population russe dans cette contrée, mais la moitié de la population de la Sibérie est russe. Quoi qu'il en soit de ce chiffre, la Sibérie appartient sans contredit aux Russes ; les indigènes — de petites tribus sauvages — ont été repoussés jusqu'aux forêts et aux plaines marécageuses du Nord et ne peuvent être nos concurrents [1].

Il y a pourtant parmi les indigènes de la Sibérie des races capables de civilisation [2], par exemple les Yakouts (près de 250,000 âmes) et surtout les Bouriates (près de

1. « Les Ostiaks, dit d'une de ces peuplades un homme dont la sympathie pour tous les opprimés n'est pas douteuse, appartiennent à la catégorie des races qui s'éteignent, On s'en rend compte au premier coup d'œil. Ils sont excessivement faibles et rabougris. Deux Ostiaks peuvent se placer dans un canot si petit qu'un seul Européen de taille moyenne y pourrait tenir à peine. Il est triste de voir ces sauvages à demi nus trotter le long d'une rivière. Les hommes ne sont vêtus que d'une chemise sale et presque en lambeaux. Leurs ventres et leurs têtes semblent être démesurément gros. Leurs pieds horriblement maigres leur donnent de la ressemblance avec les échassiers. » Debagory-Mokrievitch, *Memoires* dans *Le Messager de la volonté du peuple*, n° 1.

2. Un historien de talent Chtchapov, descendait des Bouriates du côté de sa mère. La mère du révolutionnaire Neoustroev fusilié dernièrement était une Iakoutka. Le célèbre voyageur Mikloukha-Maklaï descend aussi de je ne sais quelle race sibérienne. De semblables exemples ne sont pas rares.

260,000). Mais ces races subissent facilement l'influence russe et dès lors ne peuvent plus amener aucune complication politique.

A l'extrémité orientale de l'Empire sur les bords de l'Amour et de l'Oussouri, il y a des provinces sur lesquelles la Chine peut élever des prétentions. Ces provinces lui appartenaient autrefois.

A cela près, les 12 à 13 autres millions de kilomètres carrés de la Sibérie sont incontestablement russes.

De la sorte, en négligeant les provinces de l'Empire qui n'ont avec la Russie qu'un lien plus ou moins artificiel, on trouve toujours un territoire de 16 à 17 millions de kilomètres pour la Russie proprement dite, territoire habité par 77 millions d'âmes dont 67 millions de pure race russe. Il est vrai que l'Unité nationale n'est pas toujours la même chose que l'Unité politique, surtout quand les races ne sont pas tout à fait homogènes, comme c'est le cas pour la Russie. La prédominance de la race russe explique jusqu'à un certain point, cependant, cette unité nationale qui s'est si souvent manifestée dans l'histoire.

On voit donc que la nationalité russe est solidement assise dans l'Empire, quoique cette considération n'y détruise, certes, pas l'importance de la question des nationalité.

Parler de cette question, insister sur elle n'est pas perdre de vue le but de ce livre. Elle en limite au contraire très sévèrement le sujet. Notre étude ne peut en effet dépasser le point où finissent les provinces purement russes. Si l'auteur de ces pages se hasardait à écrire non plus sur la Russie actuelle seulement, mais aussi

sur la Pologne, sur la Finlande, sur la Géorgie, etc., son livre deviendrait une vraie bibliothèque.

L'existence de provinces immenses qui ne tiennent à la Russie que par la force des baïonnettes et la toute-puissance de la police est d'elle-même une question intérieure très grave. Les soulèvements périodiques de la Pologne nous dispensent d'insister sur ce point.

En parlant donc de la Russie, il nous faut consacrer quelques pages à ses provinces frontières, nous préoccupant surtout de la solidité du lien qui les unit à l'Etat russe et de l'importance qu'a leur possession pour les intérêts de l'Empire.

III

La Russie proprement dite, nous l'avons déjà indiqué, est entourée du côté de l'Ouest et du Midi d'une large zone de 3 millions de kilomètres, peuplée d'au moins 24 millions de sujets de race exotique. De là l'aspect particulier de l'Empire russe : son maximum de force est au centre, sa faiblesse relative dans la périphérie, dans cette écorce étrangère qui enveloppe la moelle. La Russie présente pourtant dans ses différentes provinces frontières des degrés différents de solidité ou, si l'on préfère, de faiblesse. Aussi l'importance de la question des nationalités dans chacune de ses provinces n'est-elle pas la même pour la Russie. Examinons donc la situation de chaque province.

A la frontière du Nord-Ouest, entre la Russie et la Suède est situé un pays spacieux qui se nomme la Finlande ; elle occupe un territoire de 380,000 kilomètres et renferme plus de 2,000,000 d'âmes (250,000 Suédois, le reste Finnois). La race finnoise n'a parmi les races européennes de parenté qu'avec les Hongrois. Autrefois c'était une race fort nombreuse et fort puissante qui occupait d'immenses territoires en Europe et en Asie ; mais peu à peu elle a été absorbée par les autres peuples [1] et maintenant on ne la trouve plus qu'en Russie où elle est dispersée en plusieurs endroits par petits groupes.

La langue finnoise n'a rien de commun avec le suédois. Mais la Finlande, conquise par les Suédois, il y a plus de 600 ans, et demeurée en leur pouvoir jusqu'à la paix de Tilsitt [2], qui la donna à la Russie, porte à présent encore le cachet de la civilisation suédoise.

La Finlande, quoique conquête de nos armes sur les Suédois, fut annexée à la Russie sur le pied d'égalité et non comme province conquise. Cela résulte du titre même que prennent les Tzars russes : « Nous, par la volonté de Dieu, Empereur et Autocrate de toute la Russie, Tzar de Pologne, Grand Prince de Finlande, etc. » Alexandre Ier, qui faisait parfois parade d'idées libérales, disait que l'annexion de la Finlande à la Russie était uniquement son affranchissement du pouvoir suédois. En tout cas, la Finlande conserve encore sa constitution :

1. Ce sont surtout les Grands Russiens qui ont dans leurs veines un mélange de sang finnois.

2. Du reste une partie de la Finlande (jusqu'à la rivière Kumene,) était encore aux mains des Russes en 1741.

elle a son administration propre, ses diètes, ses douanes, son budget et même sa petite armée, ce qui n'empêche pas les bataillons russes d'occuper toutes les forteresses finnoises.

La Finlande est actuellement la seule partie de la Russie où les représentants du peuple peuvent contrôler le gouvernement, où l'individu est affranchi de l'arbitraire administratif, où la presse est libre.

Au commencement de l'annexion, les sympathies pour la Suède étaient grandes dans la contrée. Aujourd'hui encore elles existent ; cependant, la fin de la domination suédoise a été le signal d'une crise grave : la race finnoise, qui forme la grande majorité de la population, se décida à élever la voix. Jusqu'alors la langue littéraire unique était celle de la Suède, et un Finnois qui, par son instruction, sortait de la foule, devenait *ipso facto* un Suédois. Peu à peu la langue finnoise fut adoptée par les tribunaux, dans la vie politique, en littérature, de sorte qu'aujourd'hui elle est presque dominante. La race finnoise s'est ravivée : elle s'est mise à lutter contre les Suédois. Cette lutte ne ressemble pas tout à fait à une lutte politique, mais elle entraîne des conséquences politiques fort importantes.

Plus la Finlande devient finnoise, plus elle se détache de la Suède... et dès lors plus elle a de motifs de se lier à la Russie.

Voilà pourquoi le gouvernement russe a toujours soutenu les tendances nationales des Finnois.

Il est pourtant indispensable d'ajouter que la Finlande tout en rompant ses liens avec la Suède ne con-

tractait aucun lien moral avec la Russie. Pour se rendre de Saint-Pétersbourg à la frontière de la Finlande, il ne faut qu'une heure de chemin de fer, et cependant, quand on dépasse cette frontière, on a l'impression que l'on est transporté à des milliers de kilomètres de Saint-Pétersbourg.

On ne saurait se figurer deux pays qui se connaissent moins et qui éprouvent aussi peu d'intérêt l'un pour l'autre. Généralement le Finnois n'aime pas les Russes qu'il traite de haut et le Russe est absolument indifférent à ce qui concerne les Finnois. Les événements qui ont un intérêt social pour la Russie trouvent un écho en Géorgie, en Pologne, sur l'Amour et ne produisent aucun effet en Finlande où une révolution parisienne aurait peut-être plus de retentissement qu'une révolution pétersbourgeoise.

Il est difficile de se représenter deux types sociaux aussi dissemblables que la Russie et la Finlande. La Finlande [1], c'est un bourgeois honnête et laborieux

1. La Finlande rappelle la Suisse en beaucoup de choses. Ses habitants sont laborieux, honnêtes et énergiques. Ils savent se créer une vie indépendante et aisée. La Finlande n'a pas de prolétariat : la majorité de sa population possède des propriétés foncières — ce qui jusqu'à un certain point est dû aux efforts opiniâtres du « Sénat » local. Le sol de la *Finlande* est stérile : le nom indigène signifie *contrée des lacs et des marais* : si on ajoutait : *et des rocs granitiques*, la caractéristique serait complète. Mais en dépit de tous ces désavantages, grâce à la persévérance des habitants, le pays est couvert aujourd'hui de champs en pleine culture. Cependant la production du blé est insuffisante pour nourrir les Finlandais ; c'est par le produit de leur commerce et de leur industrie qu'ils rétablissent l'équilibre. Les Finlandais passent pour excellents marins : leur flotte est de 1593 bâtiments. En 1875, le nombre des fabriques était de 419 avec un produit de 10 millions de roubles.

dont la vie est lucrative, réglée sur la raison.... mais toujours monotone et un peu triste. La Russie, c'est un étudiant déréglé, tantôt débauché, tantôt affamé, capable de toute sorte de folies, mais aussi de traits sublimes et qui toujours se préoccupe davantage des grands problèmes de l'humanité que de son terme à payer. Ces deux caractères si différents s'accommodent d'autant mieux que Russes et Finlandais s'occupent moins de leurs affaires réciproques : tel est en réalité le *modus vivendi* des deux peuples.

On peut affirmer qu'aussi longtemps que la Russie n'empêchera point la Finlande de vivre à sa guise, ce pays demeurera pour elle un allié fidèle. Pendant la campagne de la Crimée, la Finlande combattit courageusement pour la Russie : durant la dernière guerre contre la Turquie, les Finlandais luttèrent bravement avec nous dans les plaines lointaines de la Bulgarie.

Il est d'autant plus aisé de trouver un *modus vivendi* favorable aux intérêts des deux peuples que la Russie n'a besoin de la Finlande qu'au seul point de vue stratégique. Saint-Pétersbourg, nous l'avons dit, n'est qu'à une heure de la frontière finlandaise, et c'est encore à la Finlande qu'appartient toute la côte nord du Golfe. Protégée par les bastions de Sweaborg, une flotte ennemie bloquerait sans issue Cronstadt et Saint-Pétersbourg. Bref, aux mains des ennemis de la Russie, la Finlande serait une arme terrible contre elle. Elle le fut plusieurs fois jadis pendant nos guerres contre la Suède.

A tous les autres points de vue, la Finlande n'a aucune

importance pour la Russie. Ses ports sont loin de nos voies commerciales. Son sol ne produit rien qui nous soit d'une absolue nécessité. Le plus grand développement possible de ses forces ne menace en rien nos intérêts nationaux, car dans toutes les provinces le long de la frontière finlandaise, la Russie est absolument chez elle. De son côté, plus la Finlande se développe comme pays finnois, moins elle a de raisons de s'opposer à l'union politique avec la Russie, d'autant qu'elle a besoin du blé russe pour sa propre consommation et des marchés russes pour écouler ses produits. En 1882, l'importation en Finlande a été de 13 millions de roubles en marchandises d'origine russe [1] et l'exportation dans l'Empire de plus de 15 millions de roubles (plus de 10 millions de produits de fabriques). Cette balance n'est pas, on le voit, sans profit pour le commerce de la Grande Principauté, et les Finlandais, semble-t-il, doivent seulement désirer que leurs rapports d'amis avec l'Empire se prolongent le plus longtemps possible.

Malheureusement, compter ainsi, c'est compter sans le maître. Ce maître vient et tout change. Un gouvernement despotique qui a pour agents des millions de baïonnettes est un gros sujet d'inquiétude pour les Finlandais. La Grande Principauté ne peut oublier le sort de la Pologne qui avait, elle aussi, reçu autrefois une constitution des mains d'Alexandre Ier. Un seul caprice du despote peut anéantir les franchises séculaires du pays : or, en Russie, il y a eu pas mal de despotes, et des despotes parfois très capricieux.

1. Dont 6 millions de roubles pour les blés.

Cette crainte perpétuelle arrête le développement politique de la Finlande. Les Assemblées s'efforcent d'éviter à tout prix les modifications à la constitution afin de ne pas donner l'exemple à leur terrible Grand-Duc. C'est ainsi que la constitution finlandaise conserve encore je ne sais quel aspect bizarre et moyen âge [1], alors qu'en fait la noblesse, sous la poussée de la vie moderne, a renoncé à tous ses privilèges. C'est ainsi encore que de nouvelles classes se sont peu à peu formées, qui demeurent sans représentation dans l'Assemblée Nationale.

Jusqu'ici la Finlande s'est résignée à tous ces désavantages ; mais ils vont croissant plus les tendances à la réaction s'emparent du gouvernement russe. La police de Saint-Pétersbourg trouve chaque jour plus gênante la protection accordée par la Constitution à la liberté individuelle. En 1882, l'arrestation arbitraire de deux citoyens finlandais à Helsingsfors, capitale de la principauté, a provoqué une protestation énergique de la part du sénat. Le parti réactionnaire qui entoure Alexandre III, s'élève toujours contre les *injustes privilèges* de la Finlande. Les protectionnistes étroits, qui, durant ces dernières années, ont sacrifié tous les intérêts politiques généraux aux intérêts des fabricants de Moscou, entonnent à leur tour la

1. L'Assemblée Nationale se divise en quatre chambres: noblesse, clergé, bourgeoisie et paysans. Pour toutes les décisions le consentement de trois chambres est nécessaire, parfois celui de toutes les quatre. Le pouvoir de cette assemblée, selon les idées actuelles, était très restreint. La convocation de l'Assemblée émane du Grand Duc (Empereur de Russie), qui la convoque quand bon lui semble.

même chanson. C'est qu'à Moscou on considère comme insurmontable la concurrence de la Finlande et le gouvernement, par faiblesse, commence à multiplier les barrières qui séparent l'Empire de la Grande Principauté.

Aussi, les Finlandais se posent-ils de plus en plus cette question : Que recevons-nous de la Russie ? Où sont les avantages qui nous feraient oublier les inconvénients de notre union avec un pays d'arbitraire ? Le mécontentement, sourd jusqu'à cette heure, se témoigne de plus en plus souvent par des manifestations hostiles contre les Russes [1], et ces manifestations sont à leur tour de nouvelles raisons qu'allèguent en faveur de la politique actuelle les réactionnaires russes.

Telle est à ce jour la situation. Le danger n'est pas grand encore ; mais au cas où la domination du parti réactionnaire se prolongerait à Saint-Pétersbourg, il faut s'attendre à des complications très sérieuses — d'autant plus probables qu'entre la Russie et la Finlande il n'existe aucun de ces liens historiques qu'on ne déchire ni sans douleur ni sans regrets.

IV

En traversant le golfe de Finlande, nous trouvons sur la côte opposée un territoire qui, lui aussi, n'est pas purement russe. Ce sont les Provinces Baltiques : Esthonie, Livonie, Courlande, qui au Nord s'étendent jusqu'à Saint-Pétersbourg et touchent au Sud la Lithuanie.

1. En 1885, on a inauguré à Helsingfors un monument en mémoire d'un général finlandais servant dans l'armée suédoise et vainqueur des Russes dans un petit combat.

Cette large bande de terres sépare la Russie de la Baltique et lui ferme entièrement les communications avec cette mer. C'est à ces provinces qu'appartiennent, Saint-Pétersbourg excepté, tous les ports de la mer Baltique, ports nécessaires au commerce russe, comme Revel, Riga, Windava, Libava, Port Baltique. La Dvina de l'Est, — un des plus grands fleuves de la Russie, y a son embouchure. Aux ports de la Baltique aboutissent, en outre, plusieurs lignes de chemin de fer qui transportent les marchandises, des provinces les plus éloignées, de la province de Voronèj par exemple. Les intérêts commerciaux d'une très grande partie de la Russie sont donc étroitement liés avec les ports de la Baltique [1]. Leur perte serait pour la Russie la perte d'une partie de son indépendance économique : voilà pourquoi elle a soutenu tant de guerres pour posséder ce pays et ne le cédera jamais à aucune autre puissance. Heureusement les intérêts de la majeure partie de la population des provinces de la Baltique sont identiques aux intérêts de la Russie.

Ces provinces ont été peuplées par les races lithuanienne et finnoise : mais leur importance au point de vue commercial y a attiré les Russes dès les temps les plus anciens. Au XIe siècle, les ducs de Polotzk et les citoyens de la république de Novgorod possédaient

1. Riga seul fait le dixième de notre exportation. La balance du commerce de Libava était en 1883 de près de soixante-dix millions de roubles. L'exportation de Revel est de cent vingt-six millions de roubles.

déjà une partie du pays. En même temps commence le mouvement de conquête des Allemands vers l'Ouest. Les *Croisés* (Ordre des chevaliers livoniens) s'emparent des provinces baltiques, baptisent par force les habitants et les réduisent en esclavage. Conquise à la même époque par les Tartares, la Russie ne put entraver en rien l'invasion allemande. Plus tard, l'Ordre devint un Etat indépendant dans lequel la minorité allemande forma les classes dominantes (noblesse et bourgeoisie commerçante) tandis que la minorité (indigènes asservis) formait la classe des paysans.

Quand la Russie fut délivrée des Tartares, elle était retranchée de l'Europe. Les Allemands de la Livonie s'efforcèrent de garder en leurs mains le monopole du commerce; ils empêchèrent la science, l'art et l'industrie de l'Europe de passer en Russie. Bref, ils tâchèrent de retenir notre pays le plus longtemps possible dans un état de barbarie. Cette politique égoïste ne demeura pas sans succès : elle a durant des siècles arrêté les progrès de la civilisation chez nous. Mais la nécessité pour la Russie de se créer un débouché sur la Baltique n'en résultait que plus clairement. Ainsi s'engagea une lutte de près de deux cents ans, pour la possession de ces provinces. Au début, ce fut la guerre contre la Livonie, puis contre la Suède et la Pologne qui s'emparèrent de ce pays. Enfin, sous Pierre le Grand, la Russie put respirer à libres poumons : elle réussit à se tailler une fenêtre sur l'Europe et à s'ouvrir même une large porte de ce côté.

Telle est l'histoire de ces provinces si nécessaires à la Russie.

Cette annexion est-elle solide? Quels sont les sentiments des Provinces elles-mêmes pour la Russie? Pour résoudre ces questions, il est utile d'entrer dans quelques détails économiques et sociaux.

Sur deux millions d'habitants des Provinces Baltiques, la race allemande ne peut réclamer qu'une minorité insignifiante, ainsi qu'on le peut voir sur ce tableau :

	% des indigènes.	% des Allemands.	% des Russes.	Autres nationalités.
Esthonie . . .	87,6	7,9	4	le reste.
Livonie	87,2	10,6	1,7	—
Courlande. . .	79.6	10,6	1,6	—

Malgré leur nombre insignifiant, les Allemands possèdent *tout* dans le pays : propriété foncière, droits, pouvoir, honneurs. Le commerce, l'industrie sont entre leurs mains. Le tableau que l'on va parcourir des yeux prouve à quel point la classe laborieuse indigène est dépossédée.

Total du territoire.	8.497.000	déciatines [1]
Noblesse (allemands) . . .	6.168.037	—
Etat.	1.457.780	—
Paysans (indigènes)	215.677	—
Clergé (allemand en majorité) .	90.998	—

Le reste appartient aux villes, c'est-à-dire pour la plus grande partie aux Allemands.

1. La déciatine vaut 109 ares.

Certes, en peu de contrées la distribution des terres est aussi injuste. Il ne faut pas oublier que la noblesse pour les trois provinces ne compte que 5924 âmes. C'est à cette poignée d'hommes qu'appartiennent les trois quarts du sol. Il n'en reste qu'un quarantième à la classe innombrable des paysans. L'ordre social ancien du pays, laissé presque intact par le gouvernement russe, augmente encore la prédominance de l'élément allemand en lui livrant l'autorité administrative et judiciaire. Ajoutez les mœurs d'un peuple qui a conquis le pays, qui s'est habitué à en traiter les indigènes en esclaves, et vous pourrez avoir une idée de la situation des paysans de la Baltique.

Nulle part, en Russie, le peuple n'est soumis à un arbitraire pareil. Les journaux russes sont remplis de nouvelles qui le constatent. L'an dernier, un certain Hekken, propriétaire, a tué d'un coup de fusil un certain Krasmus sans autre raison que celle-ci : Krasmus osait traverser le pré de Hekken. Les journaux russes ont fait encore beaucoup de bruit au sujet d'un pasteur livonien qui a bâtonné un pauvre petit pâtre qu'il laissa à demi mort et qui en resta idiot. Mais le bruit fait par les journaux n'a abouti à aucun résultat. L'indigne serviteur de Dieu demeure impuni, et cependant les juges de la Baltique sont infiniment moins indulgents vis-à-vis des indigènes. Au dire des journaux, ils font fouetter d'anciens militaires que la loi exempte de toutes les peines corporelles. Un juge de paix de la Livonie a condamné une femme, pour je ne sais plus quelle faute, à l'exil dans une forêt sauvage. La malheureuse y resta quelques semaines avec ses enfants,

mourant de faim, sans asile contre la pluie, le froid et les insectes de la forêt. Bien entendu, le caprice despotique de ce prétendu juge de paix a seul inventé cette pénalité bizarre et barbare.

La population indigène est pourtant sortie de l'état où les hommes supportent sans murmure un pareil arbitraire. Parmi les paysans, surtout parmi les Latichs (de la race léthone) un mouvement national puissant s'accentue depuis vingt ans. Ces Latichs, malgré les efforts des Allemands, ont réussi à élaborer leur langue, à créer une littérature : ils possèdent déjà quelques journaux et demandent l'égalité de droits politiques et sociaux avec les Allemands. La masse du peuple, elle, commence à opposer le plus souvent la force à la force, la violence à la violence. Ces dernières années, le nombre des crimes agraires évoquait le souvenir de l'Irlande.

Le gouvernement russe n'a jusqu'à présent presque rien fait en faveur des indigènes ni pour la réforme des institutions. Les marquis des Provinces Baltiques occupent tous les emplois administratifs et militaires et jouissent de la faveur du gouvernement [1]. Un satirique russe n'a-t-il pas dit : « Un Allemand a toujours un cœur russe ; oh ! pourquoi les Russes n'ont-ils pas des cœurs aussi russes ! » Cependant, le gouvernement accorde un peu de protection aux indigènes et fait quel-

1. La noblesse des Provinces Baltiques a donné au gouvernement un certain nombre de fonctionnaires éminents. Citons le général Todtleben, le noble défenseur de Sébastopol, qui depuis a troqué cette gloire patriotique pour la triste célébrité que lui a acquise sa répression cruelle du mouvement révolutionnaire à Odessa.

ques tentatives hésitantes pour réformer les institutions. L'opinion en Russie a toujours encouragé et protégé la résurrection nationale des Latichs : elle a toujours poussé le gouvernement à réprimer l'arbitraire des hautes classes. Les Russes jouissent en conséquence d'une popularité assez grande parmi les indigènes. On peut donc affirmer sans crainte d'erreur que toute tentative des Allemands pour détacher les Provinces de l'Empire rencontrerait l'opposition énergique des 4/5 de la population.

V

En Lithuanie et en Pologne, la position de la Russie est beaucoup plus complexe et beaucoup moins solide que dans les provinces de la Baltique. On n'a pas oublié l'insurrection de 1863 et le soulèvement de 1831 qui fut plus terrible encore. Il suffirait de deux révolutions analogues pour que l'annexion de ces pays devînt très douteuse.

Le pays que Pologne et Russie se disputent encore, s'étend des frontières prussienne et autrichienne jusqu'aux bords du Dnieper sur un espace de 600000 kilomètres carrés. C'est ce qu'on appelle la Pologne historique ou la Pologne de 1772 [1]. Mais le territoire naturel de la

1. Pour reconstituer la Pologne de 1772, il faudrait ajouter encore la Galicie et Posen, qui appartiennent la première à l'Autriche, la seconde à la Prusse. A l'époque la plus florissante de son histoire (le XVIe siècle) la Pologne était beaucoup plus vaste (1176000 kilomètres).

Pologne russe, ainsi que le rayon de son influence, est beaucoup plus restreint. La superficie de la Pologne historique se divise naturellement en quatre parties sociales : La Pologne proprement dite (123874 kilomètres), la Lithuanie (118452 kilomètres) [1] la Russie Blanche et la Petite Russie ou Ukraine. Les indigènes de la Lithuanie sont d'une race à part qui n'a rien de commun ni avec les Polonais ni avec les Russes. Les habitants de la Russie Blanche et de l'Ukraine sont deux variétés d'une grande race russe. Quel est donc le nombre des Polonais dispersés sur ces divers territoires ? On peut évaluer à cinq millions deux ou trois cent mille âmes les Polonais qui occupent en masse compacte le territoire du royaume de Pologne. Dans les autres provinces, seules la noblesse et la bourgeoisie, en partie cette dernière, — sont polonaises. Dans le royaume de Pologne, les Polonais font le 64 0/0 du chiffre total de population : en Lithuanie 10 0/0 ; en Ukraine (sur la rive droite du Dniéper) 18 0/0 ; en Russie Blanche 7 0/0. Ces derniers chiffres ont peu d'importance, mais la composition ethnographique d'un pays n'est pas tout.

Les Bretons diffèrent autant des habitants de l'Est de la France que les Lithuaniens des Polonais. Les Alsaciens appartiennent à une race allemande, Bretons et Alsaciens sont cependant également Français par l'âme et par la cœur. L'histoire nous révèle clairement les sympathies réelles des peuples. Interrogeons donc l'histoire de la Pologne historique.

1. Ce sont les chiffres de divisions administratives qui ne sont pas certes identiques aux divisions ethnographiques et sociales. Ces chiffres ne sont donc qu'approximatifs.

La Russie et l'unité nationale naquirent ensemble en Ukraine et dans la Russie Blanche. Kïev, la capitale de l'Ukraine s'intitula pendant des siècles *la mère des villes russes*, selon l'expression du temps. De sombres forêts couvraient alors la Lithuanie, et ses habitants étaient tantôt soumis aux ducs russes et tantôt pillaient leurs domaines. La Pologne proprement dite avait peu de relations avec ses voisins d'Orient, absorbée qu'elle était par sa lutte continuelle contre les Allemands. Puis, au milieu du XIIIe siècle (1224-1240) se produit un grand événement historique, qui amène dans l'Europe Orientale une perturbation complète : les Tartares ont ruiné et conquis la Russie. Pour le peuple russe, c'est le début de siècles d'esclavage ; c'est la fortune pour les princes de la Lithuanie. Peu à peu leur puissance grandit et ils font la conquête de la Russie Blanche, et puis de l'Ukraine. Ils prennent, dès cette époque, le titre de *Grands ducs de Lithuanie et de Russie*. En même temps, la civilisation russe prédomine en Lithuanie au point que la langue russe y devient langue officielle.

Après avoir sauvé sa nationalité dans la lutte contre les Allemands, la Pologne mit en jeu des forces sociales prodigieuses. Son peuple, doué de tant de qualités, s'appropria rapidement les lumières de l'Europe et fonda les institutions gouvernementales les plus libérales de l'Europe entière. Une civilisation splendide et la liberté de la vie sociale attiraient vers la Pologne les sympathies des pays voisins. En 1386, la diplomatie habile des Polonais parvint à unir la Lithuanie et la Pologne. Au début c'est l'unité de dynastie, puis l'union devient définitive. En même temps, la langue et les mœurs polonaises se répandirent dans la Lithuanie, la Russie Blanche et l'Ukraine, du moins parmi la noblesse. La constitution de la Pologne était absolument aristocratique : tous les droits, toutes les lumières, toutes les richesses étaient concentrés dans les rangs de la *Chliakhta*. (noblesse). En conséquence, la Pologne n'attirait que les sympathies des hautes classes, mais ces dernières étaient partout bien vite polonisées. Ce fut alors le point culminant de son développement politique. Au XVIe siècle, les Provinces Baltiques s'unissent spontanément à elle. Au XVIIe siècle, la Pologne est bien près de conquérir toute la Russie Moscovite. Cependant, la prépondérance exclusive de la Noblesse creuse un abîme qui engloutira le pays.

En asservissant le peuple, la noblesse a perdu elle-même l'amour de la vraie liberté : celle-ci devient incompatible avec les privilèges de la *Chliakhta*. Chose inouïe avant cette époque, nous voyons en Pologne des persécutions religieuses ! Les Jésuites deviennent les précepteurs les plus estimés et les plus recherchés. En même temps, les nobles, corrompus par la vie luxueuse et l'oisiveté, perdent même leurs vertus militaires et civiques d'autrefois.

Au XVIe siècle, les hommes perspicaces prévoyaient la perte de l'Etat. « *Retch pospolita* (la république) exclame l'éminent prédicateur Skarga, devient indigente. On pille partout le trésor public à tel point, que le gouvernement ne reçoit plus la moitié des impôts. Il est impossible d'évaluer les calomnies, la chicane, les trahisons qui règnent dans les tribunaux... Et cette sueur de sang des paysans qui coule incessamment n'appelle-

t-elle pas le châtiment de Dieu sur l'Etat entier? Pourquoi ces hommes-là n'ont-ils pas la protection de la loi et des tribunaux, pour garantir leur vie, leur santé, leurs biens ? Que ne suis-je un Isaïe! J'irais, les vêtements déchirés, nu-pieds, criant sur vous, violateurs et violatrices de la loi de Dieu ! Les murs de votre république se crevassent sans cesse... Elle tombera à une heure inattendue et vous écrasera tous... L'ennemi du dehors vous envahira. Il saura profiter de vos discordes. Il dira : « les cœurs de ces gens sont divisés et ils doivent périr, » Vos discordes vous conduiront à la captivité où toutes vos libertés périront et deviendront dérisoires. Ces pays, ces grandes principautés qui se sont réunis, qui se sont liés autrefois en un seul faisceau, se détacheront, et leur lien sera rompu. Vous qui avez autrefois gouverné les autres nations, vous deviendrez pour elles un jouet, un objet de dérision ! »

Ces sinistres prédictions, qui rappellent les colères des prophètes d'Israël, étaient impuissantes. Les événement marchaient selon leur logique inévitable.

A la fin du XVIe siècle, commencèrent les soulèvements des Cosaques de l'Ukraine : un événement fatal de l'histoire polonaise. Les Ukrainiens, pour fuir les représailles et l'arbitraire de la noblesse, émigrèrent en aval du Dnieper, dans l'inaccessible *Zaporojié* (pays d'au dela les cataractes). Les émigrés, protégés contre l'armée polonaise par cent lieues de cataractes et par les steppes inhabitables des Tartares, fondèrent une république à demi indépendante qui devint le point d'appui de toute une série de révolutions en Ukraine. Ces révoltes continuèrent presque un siècle entier. Plusieurs fois, elles

furent réprimées avec une cruauté qui fait oublier que peu avant, la Pologne pouvait être citée comme la nation la plus civilisée de l'Europe. Mais tous les efforts de la *Retch pospolita* furent inutiles. Les insurrections ne cessèrent point. Enfin, en 1654, l'hetman Bogdan Khmelnitzky se placa avec toute l'Ukraine sous la protection du Tzar Alexis Ier.

Les Tzars de Moscou acceptèrent le don, mais, après une longue guerre contre la Pologne, ils lui abandonnèrent la moitié de l'Ukraine. C'était une vraie trahison envers la Russie comme envers l'Ukraine. Affaibli par des guerres prolongées, et puis démembré, ce malheureux pays ne bougea plus. Un certain temps, tous les efforts des patriotes ne visèrent qu'à repeupler les contrées dévastées et à procurer au peuple un peu de repos. Ce n'était point que la haine contre les Polonais se fût affaiblie : au siècle suivant, on en eut la preuve dans la terrible révolte de Gonta et de Zalizniak. La république terrassée ne trouva plus la force de réprimer l'insurrection. Elle demanda assistance à Catherine II. Catherine qui avait elle-même provoqué en partie l'insurrection, envoya son armée en Ukraine. Ce furent les baïonnettes russes qui soumirent le pays à la domination de ses ennemis [1]. Ce n'était plus pour longtemps : les jours de la République étaient comptés.

Sa perte devenait certaine. Tout dans le pays était écrasé et avili, sauf la Chliakhta. Mais qu'était la Chlia-

1. Un châtiment terrible attendait Gonta : les Polonais l'écorchèrent vif! Cette cruauté montre bien la dégradation de la Chliakhta. En Russie même, le chef d'une révolte aussi redoutable, Pougatchev, fut simplement écartelé sur l'ordre de Catherine II.

khta de cette époque? Narouchevitch, poète et écrivain remarquable du temps, dans les strophes célèbres de *La voix des morts* les peint sous les traits suivants : « On se sert du saint héritage des Jagellons et des Piastes pour satisfaire une ignoble ambition. La foule dorée des parasites s'empiffre dans les cours oisives. On a pillé les biens des rois et le vent renverse nos tours et nos châteaux forts... Plus de guerriers, plus de gloire... O troupeau errant de mendiants à armoiries ! Tu regardes ces grands seigneurs cauteleux, mais tu ne comprends pas qu'ils se moquent de ta niaiserie et qu'ils te servent par intérêt personnel, quand ils *rompent* et *collent* vos assemblées vendues. Tu cherches la liberté : les grands seigneurs seuls ont la liberté. Tu vends le palladium de nos libertés héréditaires pour un petit verre, pour un salut courtois du grand noble ! »

La Pologne n'était déjà qu'une oligarchie. De la masse de la *chliakhta* un petit nombre de magnats s'étaient détachés qui étaient les rois du pays. Ruinée et tombée dans l'ignorance, la Chliakhta se groupait autour d'eux, en qualité de clients, des gens d'armes, même de domestiques ou de simples parasites. Ces foules paresseuses donnèrent leur voix selon les désirs des seigneurs et parfois appuyèrent leur vote de leur sabre. L'anarchie du pays devint telle que les magnats avaient plus de soldats à leur solde que l'Etat. Les tribunaux étaient impuissants à faire exécuter leurs arrêts. De là ce phénomène bizarre du *naïezd* (irruption, envahissement). Un homme qui avait pour lui un arrêt de tribunal se croyait en droit de l'exécuter par ses propres forces. Il convoquait ses camarades ou ses clients et envahissait les domaines de son ennemi...

On comprend bien que le droit et la force n'étaient pas toujours du même côté, et d'ailleurs on faisait maintes fois *naïezd* sans aucune sorte d'arrêt légal. L'anarchie était surtout sans remèdes grâce au *liberum veto*, c'est-à-dire au droit de chacun des membres des assemblées nationales d'opposer son véto aux décisions de la majorité. Grâce à ce droit absurde, la réforme devenait impossible : l'activité législative était même tout à fait paralysée. Les élections des rois, dans la position où se trouvait la Pologne, devenaient cartes forcées, parce qu'elles donnaient lieu aux intrigues des puissances étrangères. Les puissances voisines, surtout la Prusse et la Russie, avaient toujours leurs candidats qu'elles soutenaient en achetant le vote des magnats et de simples nobles ou même par les armes. La Pologne était ainsi devenue un jouet entre les mains de ses voisins, ennemis acharnés de la réforme, par crainte de voir la Pologne se régénérer.

Les patriotes ne manquèrent pas cependant en terre polonaise. Après 1772, quand la Russie, la Prusse et l'Autriche l'eurent démembrée pour la première fois [1], les patriotes réunirent tous leurs efforts et réussirent à faire en 1791 un coup d'Etat parlementaire qui établit *la Constitution du 3 mai*. Cette Constitution décréta la monarchie héréditaire, l'abolition du *liberum veto* et donna quelques droits politiques à la bourgeoisie. On eût dit que la Pologne était sauvée. Mais la *Chliakhta* n'était plus apte à la vie politique... Une insurrection éclata contre la Constitution nouvelle. Les puissances se

1. On enleva alors un quart du territoire et presque moitié de la population de la Pologne.

déclarèrent pour les insurgés qui représentaient, disaient-elles, *l'ordre établi et légitime*. La Constitution du 3 mai fut abolie. Un an plus tard, les alliés se récompensaient de la restauration de cet ordre légitime par un nouveau partage.

Derechef, tous les cœurs nobles se révoltèrent et la Pologne prouva qu'elle ne manquait ni de talents ni de vertus civiques. Le héros de ses derniers jours, Tadeouch Kosziuchko, nous rappelle les grandes figures de Rome antique. Mais tout fut inutile. Le peuple ne fit rien pour une république qui le tenait en esclavage et la *chliakhta* préférait la perte de la patrie à la perte de ses privilèges. Chose incroyable ! on vit des membres de la noblesse chasser les paysans de l'armée du vaillant Kosziuchko qui avait proclamé leur affranchissement : — « Allez-vous-en, manants, allez à vos fléaux et à vos charrues. Ce n'est pas à vous de guerroyer. »

Battu, blessé et fait prisonnier, Kosziuchko s'écria avec désespoir : *Finis Poloniæ !*

Un an plus tard, en effet, les puissances se partagèrent entre elles les restes de la Pologne (1795).

Ce n'était là, cependant, que la ruine de la vieille Pologne. Le peuple n'avait pas péri. On peut même dire que cette rude épreuve lui fut à plusieurs égards favorable. Elle poussa l'élite du pays à travailler pendant des années à la régénération sociale, morale et intellectuelle du peuple.

Sur ce terrain, les progrès de la Pologne sont incontestables et leurs efforts furent couronnés de succès.

C'est à cette époque d'asservissement politique que l'instruction descendit pour la première fois dans les

masses. Le pays contient actuellement un nombre considérable d'hommes instruits sortis de la petite bourgeoisie et de la classe ouvrière. En un mot, le peuple, comme la noblesse, fait maintenant partie intégrante de la nation. La littérature et la science sont à la hauteur de la littérature et de la science européenne. L'industrie polonaise développa énormément les forces productives du pays. Sur ce point, la tendance à un développement organique (*praza organitchna*) a une importance particulière.

Après l'insurrection de 1863, lorsque le gouvernement russe, ayant exterminé des bandes innombrables et même des armées entières d'insurgés, se proposa de *russifier* toute la Pologne, [1] les Polonais ne se déconcertèrent point. Ils adoptèrent une tactique qui obtint une grande popularité et porta ses fruits. Ils luttèrent contre la Russie sur le terrain du progrès et soutinrent leur unité nationale en s'efforçant d'écraser la Russie par la supériorité de leur culture. Vingt ans après l'insurrection, la Pologne surpassait la Russie au point que les patriotes russes en sont quelque peu mortifiés : quant aux réactionnaires à la Katkov, ils se sentent tellement découragés par notre impuissance à vaincre la nationalité polonaise, qu'ils proposent, comme la seule issue possible, de

1. Les persécutions endurées par les Polonais furent horribles Le Polonais, qui restait catholique, n'était plus admis dans les services d'état. En Lithuanie, en Ukraine, en Russie Blanche, on défendait de parler la langue polonaise : on défendait également aux Polonais d'acquérir des biens fonds dans ces provinces, etc. Le russe devint la langue officielle, même dans le royaume de Pologne ; elle fut introduite dans toutes les écoles, de sorte que la grande majorité des Polonais est aujourd'hui en état de parler russe.

livrer à l'Allemagne une partie de la Pologne (le district de Lodze) ou même la moitié de tout le royaume avec sa capitale, jusqu'à la Vistule [1]. Cette mesure porterait sans contredit un coup formidable aux Polonais en enlevant la moitié des provinces à l'influence de Varsovie. Ces plans perfides à l'égard de la Russie, de la Pologne et de tous les Slaves en général, ne démontrent-ils pas que la force vitale de la Pologne est énorme ? Ne ressemblent-ils pas au cri de Julien l'Apostat mourant : Tu as vaincu, Galiléen !

Cette victoire réjouit le cœur de tout ami du progrès et de la liberté.

Les prétentions de la Pologne sur la Petite Russie et la Russie Blanche, si tant est que la Pologne en élève, il faut bien le dire cependant, ne sont pas plus justifiées que jadis. La Pologne se souleva deux fois en 1831 et en 1863 : chaque fois elle demanda qu'on lui rendît tout le pays jusqu'au Dnieper. Seules, les hautes classes de la société y témoignaient de la sympathie à l'insurrection. Le peuple, au contraire, facilita, même en Russie Blanche, la répression de la sédition. En Ukraine, ce fut de la haine contre les Polonais qu'on manifesta. En 1831, l'empereur Nicolas Ier ordonna de faire un appel aux populations de l'Ukraine et de former un corps de volon-

1. La rive gauche de la Vistule est la partie la plus industrieuse de la Pologne. On compte actuellement dans tout le pays 19285 fabriques qui emploient 116029 ouvriers et produisent un revenu de 153629209 roubles. Le marché principal pour la production polonaise est la Russie dont les fabriques ne peuvent soutenir la concurrence des fabriques polonaises. Il y a un an, les fabricants de Moscou ont demandé au gouvernement russe l'établissement d'une ligne de douanes protectionnistes entre la Russie et la Pologne.

taires pour combattre les insurgés polonais. 14000 hommes se présentèrent en quinze jours, et le mouvement prit des proportions si larges que Nicolas s'effraya et ordonna d'arrêter le recrutement. En 1863, les habitants de toute l'Ukraine demandèrent la permission de combattre les Polonais... En présence de ces faits, les prétentions de la Pologne sur ces provinces me paraissent tout aussi peu justifiables que les prétentions de la Russie sur la Pologne proprement dite. Il n'y a pas à s'y méprendre : ces provinces se rangeront toujours dans le camp russe dans nos conflits avec la Pologne.

Si les insurrections de 1831 et 1863 ont d'ailleurs fait naître l'idée que la Pologne est toujours prête à se détacher de la Russie, cette idée n'est pourtant pas tout à fait juste. La longue période du *développement organique*, ainsi que certaines mesures gouvernementales, ont créé entre la Russie et la Pologne des liens assez solides. La force de l'insurrection de 1863 effraya le gouvernement; Nicolas Milioutine, l'un des hommes d'Etat les plus célèbres de la Russie [1], profita de ce moment de frayeur pour arracher à Alexandre II une mesure vraiment révolutionnaire : il proposa d'affaiblir la noblesse en fortifiant les paysans. Dans ce but, Milioutine et ses amis, Tcherkaski, Soloviev et d'autres entreprirent une réforme agraire en Pologne. Il est vrai que Milioutine, brisé par une attaque de paralysie, ne put achever la réforme commencée ; il est vrai aussi que cette réforme fut ensuite rendue méconnaissable. La propriété foncière subit néanmoins des modifications très importantes. En

1. Voir *Un homme d'Etat russe*, par M. Leroy-Beaulieu, livre fort remarquable qui m'a plusieurs fois été utile.

1859, 0,6 0/0 des paysans du royaume de Pologne seulement étaient propriétaires fonciers : le reste s'occupait de fermage ou appartenait à la classe prolétaire (36 0/0 de la population)[1]. Vers 1874 — grâce à la réforme, le tiers du territoire passa aux mains des paysans. Leur propriété foncière devint ainsi plus grande que celle des nobles (la propriété des paysans s'élevait à 4716347 déciatines et celle de la noblesse à 3680847). Cette réforme fortifia beaucoup la nation polonaise : en même temps, elle attira à la Russie les sympathies d'une partie considérable des paysans polonais.

A leur tour, les classes instruites des deux pays se rapprochèrent. Les mesures répressives, qui entravaient l'instruction supérieure dans le royaume de Pologne, obligèrent beaucoup de jeunes gens à aller aux universités de Saint-Pétersbourg et de Moscou. Dès lors, des relations s'établirent entre la jeunesse des deux nations. Autrefois la Pologne ne connaissait pas la Russie, et c'était grave erreur de sa part. Les Polonais confondaient le peuple et le gouvernement russes ; ils les détestaient tous deux également. Ils savent maintenant que la classe instruite de la Russie n'a aucune haine contre les Polonais. Ils savent aussi que la littérature et la culture russes méritent bien la peine d'être étudiées. On commence à traduire en Pologne les œuvres des écrivains russes, et chose inconnue auparavant, la Russie et la Pologne échangent entre elles leurs idées politiques. Ainsi, par exemple, les socialistes polonais sortent, pour la plupart, des Universités russes et maintiennent avec

1. *Recueil militaire de Statistique*. IV, 213. — Janson. *Statistique*. II, 178-182.

leurs camarades russes des rapports continuels. D'autre part, nous voyons une foule d'hommes politiques, d'hommes de professions libérales d'origine polonaise, travailler pour les intérêts de la Russie, tout en gardant leurs sympathies polonaises. L'influence des Polonais a sa part dans le développement du *libéralisme* russe.

A côté de ces liens moraux — à l'état de germe — entre la Russie et la Pologne, on voit naître un lien économique qui devient de plus en plus fort. La Russie, je l'ai dit déjà, est le marché principal pour la Pologne : les fabricants polonais auraient donc tout à craindre et tout à perdre dans une rupture avec la Russie.

Ainsi, selon moi, l'insurrection en Pologne dans le but unique de *se détacher* de la Russie est fort peu probable. La politique répressive du gouvernement russe seule forcerait peut-être un jour les Polonais à prendre les armes. Cette politique tend à transformer la Pologne en une province russe, à limiter le plus possible les droits de ses habitants (les droits civils des Polonais sont toujours limités par la défense d'acheter des terres dans la Petite Russie, en Lithuanie et dans la Russie Blanche) et à y introduire l'arbitraire administratif.

Aucune de ces causes de mécontentement n'a disparu aujourd'hui, malheureusement. Alexandre III, immédiatement après la conférence de Skernevitz, déclara sa résolution inébranlable de maintenir en Pologne la politique antérieure ; l'administration russe prend actuellement des mesures qui semblent choisies exprès pour surexciter la population. Tantôt, par exemple, le chef de la police de Varsovie ordonne de soumettre toutes les ouvrières à la même inspection médicale que les filles pu-

bliques. Tantôt le gouvernement central forme des projets absurdes : il met de nouveaux régiments russes à la place de ceux qui stationnent en Pologne depuis vingt ans et qui ont réussi, durant cette longue garnison, à établir avec les Polonais des liens d'amitié et même de parenté. A défaut de garanties légales, ces liens personnels sont excessivement chers aux Polonais. Le gouvernement se met en devoir de les briser. Pourquoi ? Ce projet prend aussitôt aux yeux des Polonais la couleur d'une menace, annonçant toute une série de nouvelles violences prêtes à pleuvoir sur leurs têtes. La russification suit toujours son cours sous une forme encore plus rude. Lors de sa dernière visite en Pologne, l'Empereur ne trouva pour exprimer sa satisfaction rien de mieux à dire que cette phrase: « Les enfants des écoles parlent bien le russe. » Au théâtre impérial de Varsovie on commence à monter des opéras russes. Bref, on montre aux Polonais, sous mille formes différentes, qu'on veut exterminer leur nationalité.

Grâce à cette politique, il est bien possible que nous voyions encore une fois couler sur les bords de la Vistule le sang polonais et russe. Ce qu'il y a de plus triste dans cette pensée, c'est que sans nul doute cette effusion de sang restera *inutile* et *infructueuse*. Les Polonais sont trop peu nombreux pour combattre l'armée du gouvernement russe.

Leur affranchissement sera seulement la conséquence de l'affranchissement de la Russie.

VI

En avançant vers le midi, nous voyons encore un petit territoire limitrophe de la Roumanie et nullement russe. L'ambition du Tzar a créé là pour la Russie une cause de complications internationales. Le Danube, à l'embouchure duquel sont situées ces contrées, traverse le territoire slave et le territoire autrichien ; il n'a rien de commun avec la Russie. Néanmoins, lors de la dernière guerre, Alexandre II a jugé nécessaire d'enlever ces terres aux Roumains — ses propres alliés — qui protestaient hautement contre cette injustice. Affranchie, la Russie se hâterait — c'est presque certain — de rendre aux Roumains ce territoire ainsi qu'une partie de la Bessarabie.

Au reste, je n'ai pas à m'arrêter sur cette minuscule conquête : je ne me propose également pas de parler longuement de la Crimée.

D'après les souvenirs de la guerre de Crimée, on peut croire en France que cette péninsule est peuplée de Tartares. Or, après la guerre, la plus grande partie des Tartares se transportèrent en Turquie. Aujourd'hui on ne compte dans tout le gouvernement Taurique — la Crimée fait partie de ce gouvernement — que 16 °/₀ de population tartare, tandis que les Russes sont plus du 68 °/₀. Le restant de la population est grec, allemand, juif, etc...

La question nationale a une importance beaucoup plus grave de l'autre côté de la mer Noire, au Caucase.

Ces riches provinces qui servirent autrefois de route à la grande transmigration des peuples et d'appât à l'avidité des conquérants, offrent aujourd'hui une rare diversité de races entre lesquelles règne une terrible animosité. Cette circonstance aide à coup sûr au maintien de la domination russe dans ce pays.

Le Caucase du nord, qui renferme des plaines immenses dans les bassins du Kouban et du Terek, est peuplé jusqu'au pied même des montagnes par les Russes — la plupart Cosaques.

Les parties Orientale et Centrale des montagnes sont occupées aujourd'hui encore par les indigènes, parmi lesquels il faut remarquer surtout les Lezghines, les Tchetchenes, les Ossetines, les Svanetes, et enfin les Kabardiens, qui du reste habitent maintenant la plaine pêle-mêle avec la population russe.

Les montagnards du Caucase appartiennent aux races supérieures de l'espèce humaine. Toutes ces peuplades sont remarquables par leur beauté, leur bravoure et leur esprit d'indépendance. Quelques-unes d'entre elles, les Tchetchenes, par exemple, sont de vraies races de chevaliers. Ils n'ont même pas de classe princière et s'enorgueillissent de cette égalité. Le sentiment du point d'honneur est étonnamment développé parmi eux : aussi un Tchetchene ne peut-il supporter aucune insulte sans la venger, même au prix de sa vie.

Tandis que je séjournais à Vladikavkaz, en 1879, voici quel incident se produisit en cette ville : un Tchetchene, rencontrant dans la rue un officier russe, ne songea pas à lui céder le pas : ils se bousculèrent. L'officier, furieux de cette impolitesse, donna un coup au

montagnard ; ce dernier tira son poignard et tua raide son agresseur.

Des faits semblables arrivent sans cesse. C'est ce qui me permet de dire que le sentiment de l'honneur est développé chez la plupart des montagnards à un degré plus haut que chez les peuples civilisés. Les montagnards sont vraiment des gentilshommes. Notre célèbre poète Lermontov, qui les connaissait bien, était plein d'enthousiasme pour cette race et choisissait souvent chez elle les types de ses héros. Cependant, malgré ces traits sympathiques, il faut avouer que leur faire la guerre était pour nous une nécessité. Tous ces peuples, mahométans pour la plupart, se trouvaient sous la domination turque. Les garnisons de la Turquie occupaient les forteresses au bord de la mer Noire. Les insurrections des montagnards protégeaient les opérations de l'armée turque dans le Caucase. La guerre continuelle entre la Turquie et la Russie amenait logiquement la guerre contre les montagnards. Leurs brigandages incessants la rendaient plus urgente encore. Ces gentilshommes, en effet, se distinguaient de longue date par l'audace de leurs rapines. A proprement parler, on ne peut les traiter de paresseux. Les plaines situées au bord de la mer Noire étaient dans un état beaucoup plus florissant au temps où elles étaient encore peuplées de montagnards, qu'elles ne le sont à présent. Les plateaux du territoire des Tchetchenes possèdent un système de canalisation si parfait qu'il étonne nos ingénieurs. Si vous allez au cœur du Caucase, à Kasbek, vous verrez tout près de la région des neiges, au milieu des broussailles et des éboulements de roche, de petites pièces de

terre laborieusement cultivées malgré l'aridité du sol. Grâce à diverses circonstances historiques, néanmoins, le pillage passa dans les mœurs. Il était de bon ton : c'était de la hardiesse. Là où la nature est pauvre, le montagnard devient un véritable oiseau de proie, fort, hardi, mais aussi sanguinaire.

> Lorsque les étoiles brillent dans le ciel
> Ils se mettent en incursion
> Les braves fils (du Caucase).
> Toute la famille vit de pillage :
> Partout où ils passent ils portent la crainte;
> Voler ou enlever — cela leur est égal.
> Le vin nouveau et le miel c'est par le poignard qu'ils les demandent,
> Et c'est avec une balle qu'ils paient le millet.

C'est ainsi que Lermontov dépeint l'entourage de l'une de ses héroïnes dans un de ces nids d'aigles, posté sur la cime d'un rocher inabordable.

Ces braves ravisseurs terrifiaient les populations du Kouban et du Terek. Mais c'est surtout la Géorgie qui souffrait de leurs incursions. Aussi la guerre systématique contre ces montagnards commença-t-elle aussitôt après l'annexion de la Géorgie.

La Géorgie est située sur le versant méridional de la chaîne de montagne. Elle occupe la fertile vallée de Rion et partie de la vallée de la Koura. Le peuple géorgien, connu dès le temps d'Alexandre de Macédoine, avait une civilisation propre, une langue élaborée. Le royaume de Géorgie était tantôt le maître de presque tout le Caucase et tantôt la proie des conquérants arabes, tartares ou perses....

Au XVIIe siècle, la Géorgie, dévastée par les montagnards et plus encore par les Perses, demanda l'aide de la Russie qui avait la même religion qu'elle. En 1801, le Tzar géorgien, George XIII, menacé par les Perses, se résigna à céder son royaume à la Russie. Les montagnards furent dès lors entourés de provinces que la Russie avait le devoir de défendre contre leurs invasions.

Au commencement de ce siècle, une guerre de cinquante années commence de la sorte contre les montagnards. Le nom de Schamyl est indissolublement lié à cette lutte. Schamyl est l'Abd-El-Kader du Caucase. Pendant trente-cinq ans, il fut la terreur des Russes. Cet *iman* infatigable obtint à la faveur de ses talents extraordinaires et de ses grands exploits une popularité énorme parmi les montagnards. Il sut réunir des peuplades entières sous son autorité. Mais généralement les tribus montagnardes sont aussi désunies qu'il est possible de l'être. Souvent chaque *aoul* (village) est une unité indépendante et se trouve en relations plutôt hostiles avec ses voisins. Ces querelles continuelles entre les villages permirent même aux Russes de se créer des alliés parmi les montagnards, qui sont presque totalement privés du sentiment d'unité nationale [1].

Le défaut d'unité des montagnards est tel que Schamyl a dû recourir à un despotisme si dur que les persécutions de notre administration tracassière ne sont rien comparativement. En 1859, enfin, Schamyl fut

1. On ne trouve, par exemple, dans aucune de leurs langues de nom qui désigne tout le territoire du Caucase. Le nom de Caucase est une appellation russe.

pris et tout le Caucase oriental tomba sous notre domination.

Le Caucase occidental conserva encore son indépendance pendant quelques années jusqu'à l'époque où les Russes adoptèrent un système de dévastation barbare. Ils formaient de petits détachements qui se dispersaient par tout le pays, ravageaient, incendiaient et tuaient tout ce qui leur tombait sous la main. Le gouvernement russe posa cet ultimatum aux malheureuses tribus : émigrer dans la vallée du Kouban ou être exterminées. Les montagnards transmigrèrent, pour la plupart, en Turquie.

Toutes les questions nationales dans le Caucase de l'Ouest furent donc résolues avec le radicalisme de Tamerlan. Le reste des peuplades montagnardes (plus d'un million d'âmes) est toujours tout aussi peu russe qu'auparavant ; c'est un peuple vaincu qui déteste la Russie comme par le passé. Le gouvernement doit faire garder le pays par plusieurs régiments et les indigènes sont toujours prêts à profiter de toute occasion pour se révolter.

Lors de la dernière guerre, à peine la nouvelle de la prise de Soukhoum par les Turcs parvint-elle à Vladikavkaz qu'une insurrection éclata à Tchetchna. Les Kabardiens, plus prudents, attendaient l'arrivée de l'armée turque pour se révolter à leur tour. L'insurrection de Tchetchna fut écrasée et plusieurs de ses chefs exécutés. Mais le pays demeura longtemps encore en état de siège grâce aux brigandages partiels des montagnards. Pendant la conférence de Berlin, l'audace de leurs bandes alla jusqu'à oser attaquer la gare

de Vladikavkaz. Aujourd'hui même le soulèvement dans les montagnes est toujours possible. Seulement les insurrections n'iront jamais au delà. Si le montagnard craint et déteste les Russes, il déteste et méprise aussi les Géorgiens, les Arméniens et les autres tribus paisibles du Caucase. Aucune alliance ne pourrait se former entre ces peuples. En outre, le montagnard n'a aucune idée de patrie et de nationalité à notre point de vue. Le fait suivant le démontre nettement.

Pendant l'expédition de Kars, la milice montagnarde refusa de combattre ses coreligionnaires. Le général en chef, pour la punir, lui enleva ses drapeaux ; les montagnards se crurent alors tellement déshonorés qu'ils supplièrent le commandant de leur permettre de se réhabiliter. Après en avoir reçu la permission, ils se battirent avec un tel acharnement que le commandant jugea bon de les récompenser par les honneurs militaires.

Un vieux montagnard disait à ce sujet :

— Il est vrai que les Turcs sont nos coreligionnaires, mais que voulez-vous ? Autrefois nos jeunes gens pouvaient se distinguer et se couvrir de gloire en combattant les Russes. Maintenant c'est impossible : que leur reste-t-il à faire ? Mieux vaut qu'ils combattent dans les rangs de l'armée russe que s'ils restaient oisifs.

Avec tant de naïvété, on ne fait, certes, pas de grandes choses en politique.

La Caucase méridional, j'ai eu déjà l'occasion de le constater, fut obligé de rechercher la protection de la Russie et trouva quelques avantages dans cette al-

liance. Notre domination donna au pays la sécurité, grâce à laquelle il put atteindre un certain degré de prospérité. C'est également par l'intermédiaire de la Russie que la Géorgie connut la civilisation européenne. Si elle était restée une province de la Perse, la Géorgie présenterait un aspect bien autre. Cependant, si nous laissons de côté les comparaisons avec la Perse, il faut avouer que la domination russe ne peut pas exciter des sentiments trop chaleureux chez les Géorgiens. Une administration despotique pèse lourdement sur le développement du pays. Le gouvernement, jaloux de toute pensée d'indépendance nationale a privé de son autonomie passée l'église géorgienne. Les institutions du *zemstvo* et du jury [1] dont jouissent les provinces russes, n'ont pas été introduites dans le Caucase. La censure écrase la presse et la littérature du pays. Le gouvernement oppose un invariable déclinatoire à toutes les pétitions de la Géorgie pour l'établissement d'une université à Tiflis. Les intérêts économiques du Caucase, eux aussi, sont sacrifiés, parfois trop cavalièrement, aux intérêts de l'industrie russe. La suppression du transit par la Transcaucasie[2], bien que ce transit enrichît tout le pays, est un exemple concluant de cette politique. Si donc la Russie a rendu quelques bons services à la Géorgie, cette pression continuelle de sa part enchaîne le développement ultérieur de notre annexion et en irrite la population.

1. Zemstvos, assemblées provinciales. Nous en parlons plus loin.

2. C'est-à-dire par la Géorgie, l'Arménie et les provinces persanes.

En Arménie, cette irritation est d'autant plus forte que ce pays n'a presque rien reçu qui puisse compenser les inconvénients de la domination russe.

Le territoire presque entier de l'Arménie est tributaire de la Turquie [1]. Autrefois indépendante et même en possession d'une certaine civilisation, l'Arménie ne put résister aux conquérants turcs. Dans l'organisation de son église seule, elle conserva une sorte d'organisation nationale parce que le Katolikos [2] était toujours un représentant naturel de son peuple auprès du gouvernement ottoman, et jouissait d'une certaine puissance temporelle. Dès que les provinces arméniennes — gouvernement d'Erivan, de Kars, et même Etchmiadzine, résidence du Katolikos, — obéirent à l'Empire russe, l'importance du Katolikos s'affaiblit, du moins dans ces provinces, — ce qui ne pouvait être agréable aux patriotes arméniens.

En compensation, à vrai dire, en deçà de la frontière russe, ils purent plus facilement travailler à la résurrection nationale de l'Arménie. Pourtant, plus les provinces arméniennes se rangent sous l'obéissance de l'Empire, moins notre gouvernement se montre bienveillant pour cette propagande. Ces derniers temps, il est devenu soupçonneux au point de commencer à pratiquer des représailles. Immédiatement après l'annexion du pays de Kars, par exemple, le gouvernement y

1. L'Arménie a un territoire de 280000 kilomètres carrés, une population 3 millions d'âmes.

2. Les dogmes de l'église arménienne-grégorienne diffèrent autant de ceux du catholicisme romain que de ceux du catholicisme grec. Le Katolikos, chef de l'église arménienne, a le titre de *Sa Sainteté*.

ferma les écoles arméniennes. D'abord, on attribua cette maladresse à la bêtise personnelle d'un administrateur. Cependant, le temps passa et bientôt il fut évident que c'était là un système. On compte déjà mille écoles fermées de la sorte. On devine aisément l'indignation et la désolation du peuple qui perd ses écoles nationales, après les avoir conservées, même sous le joug des Turcs. Ces tentatives brutales de russification indignent d'autant plus que les empereurs avaient toujours favorisé eux-mêmes le mouvement national en Arménie.

« Il y a quelque dix ans, dit une proclamation arménienne récemment publiée, les despotes russes nous ont promis, sous la garantie de leur signature, l'indépendance du pays d'Ararat : ils nous ont promis de restaurer la constitution ancienne d'Ani et de Vagarachpad, leur gloire et leur gouvernement ; et cependant ils nient lâchement leur propre signature ; et, au lieu de ces promesses brillantes, ils ajoutent aux ruines des monuments d'Ani les ruines de nos écoles. »

Ainsi le mécontentement du pays augmente. Nous n'entendons pas encore d'appel aux armes, parce que la lutte des Arméniens seuls contre la Russie ne serait qu'une entreprise désespérée. Il est bien probable néanmoins que les Arméniens ne manqueront pas d'essayer de se séparer de la Russie, si les complications extérieures leur sont favorables. Les conséquences de cette tentative seraient d'autant plus graves que, tout le commerce du Caucase étant entre les mains des Arméniens, ils devront nécessairement essayer de nous arracher également la Géorgie. Une alliance des Géorgiens et des Arméniens est cependant invraisemblable,

à cause de la rivalité perpétuelle des deux peuples, mais le despotisme des conquérants est un puissant moyen d'enseigner aux peuples opprimés leur solidarité réciproque.

En somme, la position de la Russie dans la Transcaucasie n'est pas très assurée. On peut dire que la meilleure raison du maintien de notre domination, c'est la faiblesse extrême de tous nos voisins et l'impuissance des partis nationaux géorgiens et arméniens qui ne savent point le secret de s'appuyer sur les intérêts économiques du peuple. La proclamation que je viens de citer s'écrie : « En dehors de notre Eglise et de nos Ecoles nous sommes perdus ! » Les grands mouvements nationaux demandent, certes, des formules plus larges. Les Polonais demandaient bien plus que l'Eglise et les Ecoles, et cependant, nous avons vu quelle arme puissantes contre la révolution polonaise le gouvernement russe trouva en remuant un peu la question agraire.

VII

En traversant la mer Caspienne, nous trouvons encore sur sa côte orientale de larges espaces où l'Empire russe déborde fort au delà de ses frontières naturelles. Ce sont les déserts et les oasis de l'Asie centrale ou Turkestan [1]. Là — voici seulement quelques années, — se trouvait

1. On croit que ce pays est l'ancien lit d'une mer desséchée. Le grand lac d'Aral, la mer Caspienne seraient les restes de cette mer. Deux fleuves importants, descendant des montagnes de la Chine,

toute une série d'Etats indépendants avec les villes de Khokand, Samarkand, Tachkent, Boukhara, Khiva, Merv. Appauvris et tombés en décadence, si on compare le présent avec le glorieux passé, — ces pays avaient cependant conservé quelques restes de culture, et parfois même, comme Boukhara, ils passaient pour la capitale de la science mahométane.

L'état social de tous ces pays est très peu alléchant : c'est un type d'autocratie orientale, où les conquérants *Ouzbeks* dominent les *Sartes* vaincus et se trouvent eux-mêmes sous la domination despotique de leurs *Khans*. Les dynasties efféminées des Khans ont négligé tous les intérêts des peuples [1] et sont souillées des vices les plus infâmes de l'Orient. Les marchés d'esclaves de Khiva et de Boukhara n'ont été supprimés que par les Russes. Le nombre des esclaves était parfois tellement grand que leurs séditions devenaient fatales pour les Etats. Cela est advenu, par exemple, pendant notre campagne contre Khiva. Quant au reste des populations, elles s'occupent en partie d'agriculture, en partie elles vivent en nomades, parcourant les déserts avec leurs troupeaux.

traversent le Turkestan, ce sont le Sir-Daria et l'Amou-Daria : ils aboutissent au lac d'Aral. On peut regarder le Sir-Daria comme la frontière naturelle de l'influence russe ; mais notre domination a dépassé cette frontière très loin au midi jusqu'à l'Afghanistan.

1 M. Elisée Reclus, dans sa *Géographie* monumentale, loue fort la conduite des gouvernements de l'Asie Centrale qui confisquent les terres de ceux qui ne veulent plus les cultiver. Dans cette loi sage, on ne doit point voir cependant le soucis des Khans pour le bien-être du peuple. Ce n'est là qu'une conséquence fatale des principes sociaux du Coran. Mais ces principes sont violés dans l'Asie Centrale, si bien qu'à Khiva, par exemple, la moitié des terres cultivées appartient au Khan et à ses courtisans.

L'agriculture est partout dans un mauvais état. Pour bien cultiver les terres de la contrée, il faudrait les bien arroser, et les canaux d'irrigation sont très souvent en abandon, souvent même tout à fait obstrués par les sables du désert.

Les brigandages des nomades ont longtemps rendu impossible tout commerce et inquiétaient même nos pêcheurs de la mer Caspienne.

Merv est un nid d'oiseaux de proie. Ses habitants, les *Tekins* (de la race Ouzbek) célèbres par leur courage, ont répandu la terreur dans toute l'Asie centrale qu'ils ont dévastée par des invasions perpétuelles.

Comme les steppes de la Sibérie ne sont séparés de l'Asie centrale par aucunes frontières naturelles, les invasions des nomades dans nos possessions étaient quotidiennes, c'est ce qui rendit nécessaire notre intervention dans les affaires de l'Asie centrale. Il fallait bien une fois dompter les nomades indépendants et forcer les Khans de Khokand, de Boukhara et des autres villes à porter un peu plus d'attention aux actes de leurs sujets. Outre la nécessité d'employer la force armée pour protéger ses nationaux, la Russie avait à remplir une mission civilisatrice : elle devait contribuer à la création d'un état de choses régulier dans l'Asie centrale.

Malheureusement, le gouvernement impérial ne s'est pas montré capable, plus que dans le Caucase, de créer sur la frontière une série d'Etats dont leurs intérêts mêmes feraient des alliés fidèles pour la Russie. Le gouvernement n'a su qu'entreprendre des conquêtes aussi faciles qu'infinies.

En 1865, prise de Tachkent ; en 1868, prise de Sa-

markand et Boukhara ; en 1873, prise de Khiva ; en 1881, prise de Merv.

Ainsi toute l'Asie centrale appartient aux Russes.

Au centre de ce territoire, — Boukhara et Khiva jouissent encore d'une ombre d'indépendance ; tout le reste est soumis à l'administration russe et fait partie de nos provinces.

C'est ainsi que les *Loups blancs* [1] se trouvent aujourd'hui face à face avec les Anglais aux portes de l'Inde.

Ce mouvement a eu nombre d'épisodes brillants au point de vue militaire. Mais quelle en est la portée politique ? Il n'est pas facile de la voir.

Les pays du Turkestan n'ont rien perdu en perdant leur indépendance. La Russie y a aboli l'esclavage, mis un terme aux brigandages ; elle y maintient un certain ordre qui permet aux populations de travailler en sûreté. A Tachkent et ailleurs, la Russie a rendu égaux les droits des Sartes et ceux des Ouzbeks. Enfin, nos conquêtes ont prouvé aux peuples de l'Asie l'avantage de la civilisation : ce qui ne restera point sans influence sur les esprits.

Quel profit la Russie a-t-elle retiré de ses conquêtes ?

Nos protectionnistes y cherchent un moyen de créer un marché pour nos produits. Ce marché ne rapporte, jusqu'à présent, pas assez pour suffire à l'entretien de l'administration du pays. Tout le commerce russe avec le Turkestan n'était en 1867 que de 20 millions de roubles. Depuis lors il s'est sans doute accru considérablement, mais la balance de Tachkent, centre du com-

1. On appelle les Russes de ce surnom dans l'Asie centrale à cause de l'uniforme blanc de notre armée du Turkestan.

merce russe dans l'Asie centrale, n'était en 1873 que de 19 millions de roubles. La balance commerciale entre la Russie et Khiva ne dépasse pas 3 millions. L'exportation totale par le Turkestan en 1882 était de 3 millions de roubles également, et sur ce chiffre nos produits manufacturiers ne figuraient que pour 160,000 roubles. Ces chiffres ne peuvent étonner si l'on songe que la population de toute l'Asie centrale ne dépasse pas 7 millions d'âmes, pour la plupart gens très pauvres. D'ailleurs la concurrence de l'Angleterre n'est pas vaincue ; parfois même elle chasse les marchandises russes des marchés de l'Asie centrale.

Enfin, la conquête économique n'est pas nécessairement accompagnée de la conquête militaire. En réalité, cette dernière n'est qu'un résultat d'une ambition que le gouvernement n'a pas la force de contenir, et qui a déjà créé sur plusieurs points de la frontière une situation très tendue et périlleuse.

VIII

Pour compléter cet examen de la question des nationalités en Russie, il me reste seulement à dire quelques mots du mouvement national en Ukraine.

La figure colossale du célèbre poète Chevtchenko (mort en 1861) est indispensablement liée à ce mouvement.

Né serf, et plus tard envoyé par l'empereur Nicolas Ier dans un exil terrible, Chevtchenko sentait bouillonner

dans son âme toutes les haines du peuple opprimé. Il était Cosaque jusqu'au bout des ongles. Ses vers sont rouges de la flamme des incendies, du sang des massacres.

Malgré son génie, Chevtchenko demeura presque isolé. Les nationalistes ukrainiens contemporains s'occupent de former non un parti populaire, mais plutôt la classe instruite ukrainienne ainsi que la langue et le théâtre nationaux. Ils aspirent plutôt à l'autonomie de l'Ukraine qu'à l'autonomie des Ukrainiens.

Le peuple comprendra bien plutôt Chevtchenko que les nationalistes contemporains. Ses aspirations ont un caractère purement social. Elles portent sur la question agraire, la suppression des accapareurs villageois, la suppression de l'arbitraire des employés de l'Etat, etc... Le peuple ne s'occupe nullement de la question nationale proprement dite. Plus que le peuple de n'importe quelle autre région de la Russie, les Ukrainiens sont capables de manifester leurs désirs et leurs protestations. Jamais ils n'ont manifesté de tendance séparatiste. Les nationalistes de l'Ukraine avouent eux-mêmes que le peuple ne se souvient plus de l'*Etat cosaque*, dont la création était à demi réalisée au temps des hetmans[1]. Bien plus, le nom de l'hetman Mazeppa qui voulut séparer l'Ukraine de la Russie, est aujourd'hui encore en Ukraine une injure sanglante.

Les tendances nationalistes ne se manifestent donc que dans certains cercles de la société lettrée de l'Ukraine.

Le plus remarquable représentant de ces tendances

1. Dragomanov. *L'esprit des chansons politiques de l'Ukraine moderne* (en langue ukrainienne), p. 10.

est aujourd'hui M. Dragomanov, ex-professeur de l'Université de Kïev, homme de beaucoup de talent et d'une rare érudition. Obligé de quitter la Russie, il est devenu l'âme du cercle ukrainien nationaliste *Gromada* (la *commune* ou l'*assemblée*.) Ce cercle qui, à ma connaissance, n'a jusqu'à ce jour jamais été dissous, propagea très vaillamment ses idées et publia beaucoup de livres et de brochures en langue ukrainienne. Il n'a pu acquérir la moindre force politique. Aujourd'hui, M. Dragomanov s'occupe de l'organisation d'un cercle nouveau *Vilna Spilka* (*Alliance libre*) ; mais celui-ci n'a point manifesté son existence et son influence.

Bref, en parlant de la Russie, nous n'avons pas à tenir compte jusqu'ici du mouvement *nationaliste* ukrainien, qui n'est pas un mouvement *national*.

On peut, cependant, supposer que si notre gouvernement continue à réprimer tout mouvement d'idées en Russie et à empêcher le développement social de notre patrie — les tendances nationalistes pourront gagner du terrain en Ukraine et devenir même séparatistes. Dans le cas opposé, c'est-à-dire si la Russie suit une marche régulière de développement, on peut affirmer que ce mouvement ne dépassera jamais une certaine renaissance littéraire et artistique, ne deviendra jamais un mouvement politique.

En somme, les résultats de cette étude sont les suivants : au point de vue de l'unité nationale, la Russie a beaucoup de force au cœur du pays ; aux frontières

cette force diminue énormément le plus souvent, parfois même devient nulle.

En dépassant les limites naturelles de sa croissance, l'Empire russe se donne un talon d'Achille de la faiblesse duquel un ennemi habile peut profiter. Mais, même ainsi, la question des nationalités ne présente pas chez nous les périls extrêmes qu'elle présente dans quelques autres Etats. L'animosité contre la Russie existe en effet bien souvent dans les hautes classes seules. La masse n'éprouve que très rarement ce sentiment.

Enfin, si un ennemi puissant parvenait à enlever à la Russie la plupart de ses provinces non russes — cette amputation aurait pour elle plus d'avantages que d'inconvénients.

LIVRE SECOND

LA RUSSIE RUSSE
LES ALLEMANDS ET LES JUIFS

LA RUSSIE RUSSE

LES ALLEMANDS ET LES JUIFS

I. — La Russie physique. — Influence de son unité climatérique et agricole sur l'unité du peuple russe. — Influence du *struggle for life* sur cette même unité. — Différences des types provinciaux. — Les trois grandes races russes.

II. — Traits caractéristiques de ces trois races, d'après les chansons et les contes populaires. — Différences dialectales.

III. — Les Cosaques. — Rôle historique des Cosaques. — Organisation de l'armée cosaque. — Politique de notre gouvernement à l'égard des Cosaques. — Mécontentements qu'elle a fait naître parmi eux.

IV. — Les Allemands et les Juifs. — Prétentions des Allemands à avoir civilisé la Russie. — Grande influence des Allemands de la Baltique sur la politique russe. — Colonies allemandes laborieuses. — Leur rôle dans la Russie méridionale. — Les Juifs. — Leur importance comme population. — Leur situation méprisée. — Juifs polonais et caucasiens. — Droit de séjour. — Juifs dans l'administration et des écoles. — Rôle économique des Juifs. — Leur pauvreté et leurs pilleries. — La question sémitique. — Le moyen de la résoudre.

LA RUSSIE RUSSE

LES ALLEMANDS ET LES JUIFS

I

Les conditions physiques et historiques, dans lesquelles s'accomplit son développement, ont sur un peuple une influence tout aussi puissante que l'éducation sur l'individu.

Lorsqu'il y a mille ans, les Slaves s'établirent pour la première fois dans la zone occidentale de la Russie, ils y trouvèrent des espaces énormes qui s'étalaient devant eux à l'est, tantôt très imparfaitement peuplés par des tribus sauvages, tantôt absolument déserts. Aucune barrière ne s'élevait entre eux et ces territoires qui s'étendaient à travers l'Oural presque jusqu'à la mer Pacifique.

Sur toute leur superficie on ne rencontrait pas de montagnes. Les montagnes russes ne sont guère que des collines comme Montmartre et, sur la plus grande partie de sa longueur, l'Oural semble plutôt un plateau qu'une chaîne de montagnes. Sur leurs frontières actuelles seulement, les Russes pouvaient se heurter aux monts Carpathes, au Caucase, à l'Altaï, aux montagnes

de la Sibérie orientale, ou s'arrêter aux rivages de la mer Blanche, de la mer Noire ou de l'océan Pacifique. Nulle part ailleurs, dans la plaine sans bornes, la marche des pionniers ne devait trouver d'obstacle. Au contraire, Dnieper, Dvina du Nord, Don, Volga dont les affluents descendaient presque de la Sibérie, tout un réseau de belles rivières formait une voie naturelle de communications.

De la sorte, la marche des Russes vers l'Est devenait inévitable. Il sera toujours plus séduisant d'occuper un sol vierge que de cultiver avec bien des peines un sol que d'autres ont déjà fatigué. Chasseurs et pêcheurs — c'étaient là les professions les plus répandues, — faisaient un calcul analogue.

Quelquefois aussi les Russes s'avançaient vers l'Est en raison de certaines considérations commerciales.

Ce mouvement était d'autant plus facile que partout ils trouvaient les mêmes conditions physiques que dans leur ancien séjour.

Le climat de la Russie entière a un caractère identique. C'est un climat sec, continental, avec des saisons régulières, fortement prononcées. La différence entre la température du Nord et du Sud, sous le 70° et le 40° de latitude septentrionale, est à coup sûr énorme, mais, grâce à la marche régulière des saisons, elle devient moins sensible. L'habitant d'Arkhanghelsk connaît et les hivers rudes et les étés tièdes : la température moyenne de juillet est de 15°9. L'habitant du midi a des étés torrides et des hivers assez rudes : à Novotcherkask, la température moyenne en janvier est de 8°6 au-dessous de 0.

Grâce à ce caractère du climat, les conditions du travail sont jusqu'à un certain point les mêmes pour tout le pays. « Un été chaud rend l'agriculture possible dans les régions où, à en juger seulement d'après la moyenne de la température annuelle, on n'en admettrait jamais la possibilité. A Mezen où cette moyenne est 0°, l'orge mûrit pendant l'été. A Yakoutsk où la température moyenne est de — 11°4 et où la terre ne dégèle jamais au-dessous de trois pieds, la chaleur de l'été (14°3 en moyenne) permet au froment même de mûrir[1]. »

La nature du sol donnerait lieu aux mêmes observations.

Sous ce rapport, la Russie se divise en deux régions : la zone septentrionale couverte de marais et de forêts, la zone méridionale occupée par des steppes [2]. L'économie rurale de ces deux régions présente certes une grande diversité. Cependant, cette économie n'évolue que dans les limites de la culture des céréales. La race russe ne sort presque jamais des limites de la zone des céréales et de ce climat continental. Voilà pourquoi le paysan des forêts de Kostroma transplanté dans les steppes de Samara n'éprouve aucune difficulté à se conformer aux exigences de cette situation nouvelle. Il continue ses anciennes habitudes en y introduisant quelques changements insignifiants.

Le peuple russe pouvait, on le voit, se disperser

1. Janson. *Statistique*, t. I, p. 15.

2. Toute la zone médiane, située entre les forêts du Nord et les steppes du Sud, possède un magnifique *tchernoziom* (terre noire) qui peut donner, sans engrais aucun, des récoltes magnifiques.

sur un espace considérable, sans franchir les bornes du territoire où les conditions physiques sont homogènes. Ce gage d'unité fut encore renforcé par les circonstances historiques.

En se fixant sur le Volga, sur la Dvina, sur le Don ou l'Obi, les Russes se mêlaient aux aborigènes et les soumettaient à leur domination. Mais les aborigènes étaient à un tel degré inférieurs aux Russes, même comme race, que ces derniers se pénétraient involontairement de la conscience de leur supériorité nationale, — sentiment qui est toujours la meilleure garantie de l'unité d'un peuple.

Un événement grave poussa encore les Russes à l'union, par pur calcul cette fois. Leur marche vers l'Est se heurtait à un courant en sens contraire : la marche vers l'Ouest des nomades d'Asie. La collision qui en résulta se prolongea à peu près neuf cents ans. La nécessité absolue d'une lutte et d'une défense en commun développa chez le peuple la tendance à l'unité et au groupement. Enfin, dernière circonstance très grave : les Russes étaient et sont encore, à un certain point de vue, une population excessivement mobile. Ils ne demeurent pas longtemps dans un seul et même endroit. Les habitants des différentes provinces se confondaient continuellement, et en conséquence ne parvenaient jamais à former des types et des idiomes provinciaux fortement accentués. Ainsi toutes les conditions physiques et historiques contribuaient au développement de l'unité nationale et à la création d'un type uniforme.

Cependant, dans une période de mille années, le

peuple russe ne pouvait pas ne point créer quelques types provinciaux, dont les différences proviennent, ici de la diversité des races, là des conditions sociales.

Ainsi les habitants du Nord, surtout les *pomors* (habitants des bords de la mer) — qui descendaient des citoyens de la république de Novgorod, qui ne connurent jamais le servage et que leur profession devait aguerrir aux dangers de l'océan Arctique, créèrent fatalement un type spécial qui se distingue par sa bravoure et son indépendance. A Viatka, qui fut autrefois colonie de Novgorod, mais dont la population est considérablement mêlée d'éléments finnois, on remarque aussi certaines caractéristiques dans les mœurs et même dans le langage. Les ouvriers des mines de l'Oural se distinguent nettement, on le comprend, des laboureurs du steppe. Ils sont beaucoup plus développés et plus alertes [1]. Le Sibériak (habitant de la Sibérie), qui a toujours joué et joue aujourd'hui encore un rôle de pionnier et de colon, qui n'a jamais souffert du servage, est plus barbare qu'un Russe d'Europe, mais en revanche plus indépendant.

Je ne m'arrêterai pas à dépeindre ces distinctions des types provinciaux : cette description exigerait trop de place et ne serait que d'une mince utilité, puisque, comme je l'ai dit, elles ne sont pas assez accentuées pour avoir une importance politique.

1. On peut juger de ce développement relativement supérieur d'après les chiffres que voici. Dans un village agricole, la bibliothèque populaire de zemstvo prête pour 233 volumes traitant de matières religieuses 374 volumes de science ou de littérature. La Bibliothèque des mines communique contre 252 livres de piété 1460 volumes traitant des sujets scientifiques ou littéraires.

Les types caractéristiques russes nous arrêteront davantage.

Considérés au point de vue des races, ces types sont les Grands Russiens (*Veliko-Russes*), les Petits Russiens (*Malo-Russes*) et les Russes Blancs (*Biélo-Russes*). Au point de vue de la vie sociale, il faut classer à part les Cosaques.

II

La race des Blancs-Russiens est la plus ancienne des trois races russes : la race des Grands Russiens est la plus jeune. Mais les Grands Russiens jouent dans l'histoire le rôle ordinaire des frères cadets dans les contes russes : le frère cadet est toujours représenté comme le plus énergique des trois frères, capable de faire tout ce qui est au-dessus des forces de ses aînés. Cette race occupa la plus grande partie de la Russie actuelle et eut la prédominance dans la formation de notre unité nationale. Peu à peu aussi, elle est devenue la plus nombreuse. Les Grands Russiens sont aujourd'hui 48 millions à peu près ; les Petits Russiens plus de 15 millions ; la plus ancienne branche, comme desséchée, s'est arrêtée dans sa croissance. Elle n'a pas accru d'une semelle son ancien territoire et compte aujourd'hui seulement 4 millions d'âmes. On dirait que les cruelles vicissitudes de son histoire sont parvenues à l'écraser.

La domination de la Lithuanie et de la Pologne, la prédominance de l'aristocratie pesèrent d'un tel poids sur le peuple biélo-russe que l'opposition semblait impossible : « Nos ancêtres sont devenus esclaves. — Tout le monde dit que nous sommes des serfs — et chacun est notre maître, » gémit un de leurs poètes. En effet, la Russie Blanche n'a jamais opposé de résistance à ses oppresseurs.

Et pourtant, on ne peut dire que ce peuple n'est capable de rien. Au fond de son âme, il est loin d'être esclave. En lisant la poésie des Biélo-Russes, on est étonné d'y rencontrer une beauté, un amour poétique de la nature et de l'humanité, enfin, ce qu'il y a de plus étonnant, une intelligence nette de la dignité humaine.

Malgré des siècles d'esclavage, le Biélo-Russe ne reconnaît guère la supériorité de son maître. Quelquefois même, il se moque de lui.

Une chanson raconte les aventures d'un *chliakhtitch* (noble polonais). Il est dépourvu de toutes les vertus militaires et s'occupe de son ménage.

> Un *liachek* (un petit Polonais) en carotte
> Montait un cheval en betterave.

Ce Polonais avait aussi des balles de pomme de terre qui furent mangées un jour par les cochons, si bien qu'il ne lui resta rien pour se défendre.

Un conte compare spirituellement les idées d'un Russe-Blanc à celles d'un noble. Un *Pane* (noble) rencontre un paysan et lui fait cette question : —A qui es-tu ? ce qui voulait dire : *quel est ton maître ?* Le paysan

feint de ne pas comprendre. Il répond : — A mon père et à ma mère. Le *Pane*, ne se doutant pas que la réponse est ironique, explique de nouveau son idée : — Je te demande qui est le plus grand dans votre village. Le paysan répond : — Chez nous c'est le compère Avdei qui a la plus grande taille. Le *Pane* se fâche, il trouve que le paysan est stupide et il se décide à changer encore la forme de sa question : — De qui avez-vous peur ? — Notre pope a un chien fort méchant, répond le paysan. Tout le monde chez nous a peur de ce chien, et on prend des bâtons quand on doit passer près de lui. »

Tout en ne reconnaissant pas au fond de son âme la supériorité des nobles, le Biélo-Russe ne leur oppose aucune résistance ouverte ; on ne sait quelle humanité débonnaire l'empêche de recourir à la violence, même pour se défendre. Les chansons de la vie domestique sont pleines chez eux de plaintes du mari contre sa femme et de la femme contre son mari, mais tout ce mécontentement va rarement au delà de la plainte et n'atteint jamais la violence. Voici comment il se manifeste par exemple : tantôt c'est la bru qui se réjouit de ce que sa belle mère est tombée dans les orties, tantôt c'est le mari qui prie la pluie de bien tremper sa femme. Mais avec cette malicieuse bonhomie, le Russe-Blanc se distingue par je ne sais quelle conscience de son impuissance, par la conviction que la prédominance du mal est la loi inéluctable de la vie.

Les chansons des Grands Russiens expriment souvent l'angoisse : cette angoisse est provoquée d'ordinaire par un fait isolé qui pouvait et même devait ne pas exister.

Le chagrin est pour le Grand Russien le malheureux hasard. Les peines du Biélo-Russe sont moins aiguës, mais elles sont sans espoir. Le Biélo-Russe n'est pas terrassé par son chagrin, uniquement par suite de la conviction que ce malheur est inévitable. Aussi s'abstient-il de toute protestation. Quelquefois seulement il se décide à invoquer l'aide du ciel :

Sainte Vierge, mère du pays russe, — ton pouvoir est grand ici et en haut, — de tes mains tu sauves le pécheur d'un châtiment sévère. Ne me laisse pas périr.

Mais le Biélo-Russe ne peut même trouver de consolation dans la religion.

Un conte poétique des Grands-Russiens met en scène le combat de l'Injustice et de la Justice, combat dans lequel la victoire reste, il est vrai, à l'Injustice, qui dès lors règne sur la terre, mais où la Justice ne périt cependant pas. Elle passe seulement de la terre dans le ciel. Il y a aussi chez eux un beau conte sur le Malheur qui poursuit incessamment l'homme, quoique celui-ci trouve le repos au couvent : « Le Malheur s'arrête au seuil des portes saintes. »

Les Biélo-Russes, au contraire, ne peuvent avoir beaucoup d'espoir même dans le pouvoir d'En haut. Leur Dieu anthropomorphique n'est souvent pas plus juste qu'un *stanovoï* (commissaire de police rural).

Voyez un peu quelle justice, quelle humanité les malheureux mortels trouvent dans le ciel !

Un soldat mourut un jour, raconte une histoire populaire. Ce soldat avait si bien servi pendant sa vie que le tzar le connaissait et en avait souvent fait son planton.

Lorsque ce soldat se présenta dans l'autre monde, Dieu lui donna aussi le rôle de planton et lui ordonna d'annoncer les visiteurs.

Un jour, la Mort vint chercher les ordres de Dieu.

Par l'intermédiaire du soldat, Dieu lui ordonna de tuer pendant trois ans les hommes d'âge moyen. Le soldat eut pitié de ces infortunés et se décida à un mensonge. Il dit à la Mort que Dieu lui ordonnait de ronger durant trois ans les chênes d'âge moyen. La Mort, malgré son étonnement, n'osa pas désobéir aux ordres du Très-Haut. Elle détruisit assidûment durant trois ans les forêts de chênes et, au bout de ce terme, se présenta de nouveau devant Dieu. Le soldat ne la laissa pas parvenir jusqu'à Dieu, et lui demanda ce dont elle avait besoin. « Prie Dieu, lui répondit la Mort, de vouloir bien me charger d'une besogne moins pénible, car cet ouvrage-ci m'a littéralement harassée. » Le soldat transmit le message à Dieu, sans lui dire toutefois que la Mort rongeait les chênes.

— Bon, répondit Dieu, qu'elle redescende sur la terre pour faire mourir durant trois ans les petits enfants, et qu'elle tâche de les faire bien mourir, pas comme ces dernières années où elle n'a rien fait. Il paraît qu'elle devient paresseuse, la Mort !

Le soldat transmit cet ordre de la manière suivante : — Dieu se fâche. Tu as mal rongé les chênes. Il te pardonne seulement à cause de ta vieillesse. Ronge maintenant pendant trois années les jeunes chênes.

La Mort partit et se mit de nouveau à la besogne.

Au bout de trois ans, elle revint tout à fait épuisée. Elle n'avait plus de confiance dans le soldat et voulut

absolument voir Dieu. Elle fit un tel bruit que Dieu se précipita dans le vestibule. Le soldat vit qu'il était perdu. En apercevant la Mort, Dieu se mit à la gronder. Il lui disait que, grâce à sa paresse, il n'y avait pas eu un décès sur la terre durant les six dernières années. Tout s'expliqua et la colère de Dieu se tourna contre le soldat. Le Maître de l'Univers irrité lui infligea une rude punition. Pour châtier son excès d'humanité, le soldat dut porter la Mort à travers la terre sur ses épaules. La résistance était inutile : il fallait se résigner à ce triste sort. Pourtant le cœur du soldat souffrait encore et il cherchait toujours le moyen de venir en aide aux hommes. Le hasard lui en fournit bientôt l'occasion. Il avait l'habitude de priser. La Mort lui demanda un jour pourquoi il le faisait. Le soldat répondit que le tabac le fortifiait et qu'autrement porter la Mort eût dépassé ses forces. La Mort parut fort contente de connaître ce réconfortant : elle prie le soldat de lui donner une prise.

— Cela me fera peut-être du bien, disait-elle, j'ai à peine le souffle.

— Il est vrai, repartit le soldat, que cela te fera beaucoup de bien, mais si tu prises comme moi tu devras attendre trop longtemps le résultat. Tu feras mieux de te plonger tout droit dans ma tabatière et d'y rester un certain temps ; dans trois jours tu seras tout à fait bien portante.

La Mort suivit son conseil. Le soldat l'enferma dans sa tabatière et la porta avec lui pendant les trois ans pour ne pas transgresser l'ordre de Dieu. Ainsi les hommes furent encore une fois sauvés...

Que de fois les laquais biélo-russes, qui avaient un

bon cœur, devaient recourir à de pareilles ruses pour sauver leurs frères — les paysans — de la colère aveugle de leurs maîtres !

La bonhomie des Biélo-Russes qui semble ne pouvoir jamais se changer en indignation et en colère, est un trait du caractère russe en général, poussé seulement chez eux à l'extrême. Les Grands Russiens ainsi que les Petits Russiens sont très peu vindicatifs et tout aussi doux. Notre peuple, au point de vue de l'humanité, de l'intérêt qu'il porte aux malheurs d'autrui, pourrait servir d'exemple à beaucoup de philanthropes. Il donne à tous les criminels le nom de *nestchastnenkïe* (pauvres malheureux), et ce n'est pas là une simple phrase. Les meilleurs observateurs de la vie du peuple, les meilleurs artistes russes ont remarqué ce trait du caractère national. Mais il y a sous ce rapport une grande différence entre le Grand et le Petit Russien : le Petit Russien est quelque peu sentimental, le Grand Russien nullement. Il agit plutôt par conviction que d'après l'impulsion de ses sentiments. Le Grand Russien ne dit jamais rien de sentimental s'il n'éprouve aucune émotion réelle ; le Petit Russien, très souvent. Mais en revanche, si le Grand Russien est irrité, désespéré, s'il s'emporte, il est capable d'une cruauté froide, inconcevable pour le Petit Russien. Il est curieux de comparer, par exemple, comment les chansons des deux races racontent un même fait — l'empoisonnement d'un amant infidèle par une jeune fille.

La Petite Russienne Maroussia empoisonne son amant Gritz, mais elle l'aime toujours, elle le nomme même Gritzenko (diminutif caressant). Elle raconte en détail

tous les apprêts de cette terrible action ; elle raconte aussi tout ce qui se passe après la mort de Gritz, mais elle ne dit rien du fait même, rien que ces mots : *Gritz est mort.* Il est évident qu'il lui est trop pénible de se rappeler les détails de cette mort.

La jeune fille de la chanson de la Grande Russie, au contraire, s'arrête surtout sur toutes les tortures qu'éprouve son amant empoisonné : elle a même la cruauté de lui demander au milieu de ses souffrances : « A présent, mon chéri, dis-moi ce que tu as sur le cœur ? » Il semble qu'elle ne puisse assouvir sa méchanceté et qu'elle trouve un plaisir douloureux à s'arrêter sur chaque détail de sa vengeance. Pareille cruauté, il est vrai, est rare dans les chansons des Grands Russiens, mais dans celles des Petits Russiens, mon souvenir n'en trouve pas d'exemple.

Le Petit Russien est plus doux, il conserve davantage des traits caractéristiques du Méridional. Il est énergique, mais son énergie est saccadée et volontiers l'inaction contemplative du lazzaroni lui succède. L'énergie du Grand Russien est persévérante. Dans les chansons des Grands Russiens, dit notre célèbre historien Kostomarov, « la force de la volonté revêt un caractère hautement poétique... Les meilleures chansons grandes russiennes sont celles qui disent les mouvements d'une âme rassemblant toutes ses forces, celles qui en représentent le triomphe ou l'échec qui n'en écrase point la puissance intérieure [1]. » Telle est la magnifique chanson de bandit *La forêt de chênes verts.* Un brave « fils de paysan » qui a vengé peut-être l'outrage de ses

1. *Monographies.* t. I, p. 92.

frères asservis se prépare à aller chez le tzar pour subir un interrogatoire. Il médite d'avance ses réponses pour ne pas trahir ses camarades et pour se placer à une telle hauteur que le tzar lui-même, en l'envoyant à la potence, soit obligé de dire : « Honneur à toi, brave garçon, fils de paysan ! »

Cette force intérieure s'énonce bien plus faiblement dans les chansons des Petits Russiens. Mais en général le Petit Russien est plus poète. Ses chansons n'ont pas de rivales pour la beauté de la forme, la finesse du sentiment et le charme de la mélodie. Le Petit Russien sent très vivement ses droits et sa dignité individuels. C'est pour cela que par nature il est toujours prêt à protester contre tout despotisme. Les révoltes de l'Ukraine ébranlèrent, je l'ai dit, la puissance de la Pologne. Les Petits Russiens protestèrent aussi contre la tendance de leur *starshina* (chefs de l'armée des Cosaques) à la formation d'une aristocratie. Actuellement enfin, les mouvements révolutionnaires populaires se manifestent davantage au sud, en Petite Russie.

Le Petit Russien est un profond démocrate, un champion de l'égalité — ce qui ne l'empêche pas d'être en même temps un peu individualiste et de prendre soin surtout qu'un autre ne possède pas plus que lui. Le Grand Russien n'est pas moins démocrate, mais c'est un homme sociable jusqu'à la moelle des os. Il ne peut se représenter une vie en dehors de sa société, en dehors du *mir*. Le Petit Russien dit quelquefois : *Ce qui est à tous est au diable*. Le Grand Russien dit : *Le Mir est un grand homme. Je ne suis pas déserteur du Mir. La Mort même est belle en communauté*, etc. Trahir la

commune, c'est le plus grand péché possible, le seul impardonnable [1]. Les idées de salut public, de volonté du peuple, pénètrent l'être entier du Grand Russien et prennent chez lui l'austère aspect du *devoir*. Le Grand Russien proteste moins contre le despotisme que contre l'injustice. De l'idée du bien public, il déduit l'idée de ses droits. Le Petit Russien arrive, au contraire, à l'idée du bien public en prenant pour point de départ les exigences de son droit individuel. Le Grand Russien est homme de discipline, excellent organisateur — qualités qui font défaut au Petit Russien à qui il est très pénible de se départir de son indépendance individuelle, même quand ce sacrifice est indispensable au bien public.

L'esprit du Petit Russien est apte aux combinaisons, mais trop paresseux pour scruter l'avenir, il confond facilement les choses qu'il désire avec celles qui doivent arriver : « Ne regardons pas le jeu, dit-il, laissons venir les atouts. » L'esprit pratique du Grand Russien a acquis, au contraire, une réputation méritée. Il distingue promptement le possible de l'impossible et aime à agir d'après un plan entièrement combiné d'avance. Le Grand Russien est rusé, mais il aime à prendre un masque de bonhomie. Le Petit Russien est d'un caractère très franc, mais il aime à prendre un air rusé. Ce trait de son caractère est relevé avec finesse par un récit populaire composé, il n'y a pas de doute, par des Grands Russiens.

1. Le célèbre Niekrassov, Grand Russien de naissance, exposa admirablement cette idée dans une de ses meilleures pièces.

Une fois, un khokhol [1] villageois vint à la ville. Tout ébahi, il contempla les maisons, les églises... Son attention fut attirée par un spectacle qu'il avait souvent vu dans son village : une nuée de corbeaux perchés sur un clocher. Par désœuvrement il se met à les compter. Soudain retentit le cri sévère d'un soldat :

— Que fais-tu là, khokhol ?

— Je compte les corbeaux.

— Et comment oses-tu compter les corbeaux du gouvernement ?

Le soldat se mit à crier. Le khokhol s'effraya, fit des excuses. Le soldat lui notifia catégoriquement que pour chaque corbeau compté on était obligé de payer 10 kopecks.

— Combien de corbeaux as-tu comptés ?

— Mais à peu près dix !...

— Eh bien, tire ta bourse, donne un rouble.

Le khokhol donna l'argent demandé, et le soldat, tout fier de son triomphe, se rendit au cabaret pour se payer à boire avec l'argent du naïf paysan. Quant au khokhol, très content de lui-même, il sourit et murmura en voyant le soldat s'éloigner :

— Te voilà bien joué, Moscal (moscovite), j'ai compté au moins 100 corbeaux et je n'ai payé que pour 10 !

Chacune des nationalités a un grand nombre d'anecdotes de ce genre concernant l'autre nationalité, mais

1. *Khokhol* signifie littéralement *mèche de cheveux*. Les Grands Russiens appellent ainsi les Petits Russiens en souvenir de la grande mèche que les Cosaques laissaient sur leurs crânes rasés. Les Petits Russiens qui ne portent pas de barbe répondent à quolibet par quolibet. Ils appellent à cause de leurs longues barbes les Grands Russiens *Khatsap* (semblable à un bouc).

on n'en doit pas conclure qu'il existe une inimitié sérieuse entre les Grands et les Petits Russiens. En général ils s'entendent parfaitement. Dans le sud de la Russie, il y a d'énormes territoires peuplés pêle-mêle par ces deux nationalités, et il ne se produit jamais entre elles de collisions. Dans certains endroits, le mélange est même très accentué. Parfois on ne peut même pas entendre une chanson en pure langue grande russienne ou petite russienne. On peut aisément reconnaître par son idiome original, composé d'un mélange de sons, d'accents, de tournures de phrases empruntées aux deux langues, les naturels des bords de la mer d'Azov, de Stavropol ou de la Crimée. De même on remarque au sud le mélange des mœurs et des coutumes qui appartiennent aux deux nationalités.

En ce qui concerne la langue, il est indispensable de remarquer que la différence n'est pas telle que les Grands Russiens, les Petits Russiens et les Biélo-Russes ne se puissent comprendre les uns les autres. Seulement chacune de ces langues a des sons, des mots et des tournures des phrases qui lui sont propres ; cela suffit pour créer des quiproquos. Les Petits Russiens racontent par exemple une anecdote sur la position risible du soldat grand russien logé chez un Petit Russien. Il avait fort apprécié un plat servi par l'hôtesse et appelé *Varenniki* : il demanda à l'hôtesse le nom du mets. La femme, fâchée de la présence d'un convive imposé, se borna à grommeler entre ses dents : *jri movtchki* (mange et tais-toi) [1]. Quelque temps après, le soldat, devenu l'ami

1. La traduction littérale en grand russien serait une tournure exclusivement littéraire.

de ses hôtes, demandait en vain à l'hôtesse de lui préparer encore des *jrimovtchkis*. Quoique désireuse de le satisfaire, elle ne pouvait deviner ce qu'il voulait.

Il va de soi qu'un calembour ne démontre rien. Le plus souvent, Grand et Petit Russien peuvent se comprendre quoiqu'il leur soit impossible de soutenir une conversation rapide.

La langue grande russienne se divise en quatre dialectes : l'un d'eux ne diffère presque pas de la langue biélo-russe, un autre est très voisin de la langue petite russienne. Nos savants admettent généralement que le grand russien était autrefois une branche de la langue biélo-russe ce qui explique encore mieux la facilité avec laquelle Grand Russien et Blanc Russien se comprennent. D'ailleurs, en étudiant les types russes, il ne faut pas oublier que leurs différences ne sont que des différences de famille. Dans la physionomie de trois frères aussi, vous remarquez toujours beaucoup de traits dissemblants, mais si vous comparez ces frères à des personnes étrangères, les traits de famille ressortiront vivement à vos yeux. Comparé à un Allemand — le Grand Russien semble aussi plein d'élan et facile à entraîner que le Petit Russien ; comparé à un Finnois, le Biélo-Russe ne paraîtra pas mou.

III

Un type autre, je l'ai dit, se détache plus originalement dans la famille russe. C'est le Cosaque.

Les Cosaques ne sont pas une nationalité. Il y a des Cosaques Grands Russiens et des Cosaques Petits Russiens. Les Cosaques de Sibérie présentent même un étrange mélange de Grands Russiens, de Polonais, de Petits Russiens et de Tartares. Les Cosaques sont une classe semi militaire, semi civile. Tous, ils sont tenus au service militaire et fournissent des régiments d'infanterie et de cavalerie. Mais pendant le temps que leur service n'occupe pas, ils s'adonnent a l'agriculture, à l'industrie et au commerce.

Au total, hommes et femmes, la population des Cosaques est maintenant de 2,267,676 âmes réparties en dix régions ou *armées*[1]. Certaines de ces armées se sont formées d'elles-mêmes ; les autres sont d'organisation gouvernementale.

Cosaque est un mot tartare qui signifie au sens propre *cavalier*, *brave*.

Il y a trois cents ans, au plus fort de la lutte entre es nationalités russes et les tribus nomades des Tartares, le gouvernement avait ses Cosaques de service sur les frontières du pays. Mais le mouvement de colonisation créa, outre les Cosaques réguliers, obligés au service militaire, un nombre beaucoup plus grand de Cosaques indépendants, irréguliers, larrons (*Vorovskiĕ*).

La population russe fuyant l'oppression des voyévodes du tzar et de la noblesse polonaise ou tout simplement cherchant une vie libre, quelquefois aussi par désir de se livrer au brigandage, s'avançait bravement au cœur des contrées occupées par les Tartares. La Russie trouvait en elle une défense toute naturelle. Ces

1. Almanach de Hoppe. 1885.

avant-postes de la nation recevaient les premiers chocs des tribus nomades et elles le faisaient chèrement payer aux Tartares. Tels furent dans l'Ukraine polonaise les *Zaporojtsi* et dans la Grande Russie les Cosaques du Don, du Térek, du Iaïk et du Volga.

La témérité de ces colons est vraiment stupéfiante. Les Cosaques du Don, par exemple, occupèrent les forêts et les cannaies de leur *paisible Don* au temps que toute cette région appartenait encore aux Khans de Crimée et aux Sultans de Turquie qui faisaient trembler l'Europe comme le Tsar moscovite. Souvent le Khan de Crimée et le Sultan firent au Tsar des représentations au sujet de l'insolence des Cosaques et exigèrent leur éloignement. Le gouvernement moscovite répondait que ces Cosaques étaient des *larrons*, qu'ils occupaient les bords du Don sans aucune autorisation et que le Khan et le Tsar pouvaient les exterminer quand il leur plairait. Le Khan et le Sultan se le tinrent pour dit et déployèrent tous leurs efforts pour exterminer les Cosaques — ce qui fut plus d'une fois la cause de véritables guerres. Ainsi le célèbre siège d'Azov est une date mémorable dans l'histoire du Don. Azov — forteresse turque qui fermait aux Cosaques l'accès de la mer où ils allaient piller les vaisseaux, — fut prise par les Cosaques à la suite d'un audacieux coup de main. Le gouvernement turc, résolu à punir cette horde téméraire, envoya deux armées de plus de cent mille hommes reprendre Azov et exterminer les Cosaques. Deux fois ses efforts aboutirent à un échec. Cette lutte héroïque nous transporte au temps des exploits épiques des chevaliers de Malte.

Endurcis par les privations, les Cosaques formèrent une race invincible qui semblait comme forgée d'acier. Aujourd'hui encore, les Cosaques du Don étonnent l'observateur par leur haute stature et leur force, quoique leurs vieillards trouvent que maintenant les hommes sont devenus *faibles*.

Les Cosaques du Terek et du Iaïk [1] s'avancèrent plus loin encore dans le fond de l'Asie. Une poignée des premiers, entourée de tous côtés par des nations ennemies, atteignit peu à peu le pied du Caucase. Les seconds, défiant comme à plaisir les nomades à la lutte, établirent leurs colonies de façon qu'elles coupèrent en deux dans toute leur largeur les terres de ces tribus et se laissèrent séparer de la Russie par les nombreuses hordes de Kirghis. Ce sont de même des bandes cosaques, commandées par le célèbre ataman Iermak Timofiéévitch, qui passèrent la chaîne de l'Oural et conquirent la Sibérie.

J'ai dit plus haut que souvent, dans les moments difficiles, le gouvernement russe abandonnait les Cosaques à la merci de leurs ennemis. Et pourtant ils rendaient d'énormes services à la Russie. Les terres, situées derrière leurs lignes, étaient peu à peu peuplées par de paisibles cultivateurs. Ainsi, d'énormes territoires devenaient la propriété de notre nation. Les Cosaques — le fait est à remarquer — ne perdirent jamais conscience des liens qui les unissaient à la Russie. Sé-

1. On nommait alors ainsi le fleuve, connu maintenant sous le nom d'Oural grâce à Catherine II, qui désirait anéantir tout souvenir de la révolte de Pougatchev commencée chez les Cosaques du Iaïk.

parés d'elle par des milliers de lieues, devant tout à leur seule énergie, ils continuaient à se regarder comme faisant partie du peuple russe. Et cela établissait forcément un lien entre eux et le gouvernement de la Russie. Dans l'immensité des forêts (taïgas) et de steppes de la Sibérie, les bandes de Cosaques *cherchaient les terres du Tzar* et quand ils occupaient une région quelconqne, ils ne manquaient pas de l'annoncer au gouvernement moscovite.

Il va de soi que les services qu'ils rendaient volontairement à la Russie n'étaient pas le seul but que poursuivaient les Cosaques : ils cherchaient le butin, la gloire et surtout une vie indépendante, mais en même temps ils n'ignoraient pas qu'ils servaient les intérêts de la Russie. Ainsi Iermak, quand il entreprit la conquête de la Sibérie considérait ce fait comme un exploit destiné à racheter ses péchés.

Tout en servant le gouvernement, les Cosaques n'avaient pas pour lui de sympathie. Une indépendance illimitée et une liberté républicaine régnaient chez eux. Ils détestaient le despotisme des Tzars et surtout celui de leurs voïevodes. Ils firent plusieurs tentatives pour renverser leur gouvernement pendant le *Temps des Troubles*, lors de la révolte de Stenka Razine et de celle de Pougatchev. Mais comme ils ne voulaient pas se détacher de la Russie, les Cosaques étaient fatalement obligés à reconnaître l'autorité qui la gouvernait. Sous Pierre le Grand, une partie des Cosaques du Don, refusant de souffrir la restriction de leurs franchises, passèrent en Turquie. Le Sultan les accueillit avec empressement, leur donna des terres et la pleine

liberté de se gouverner à leur gré. Malgré ces avantages, ces Cosaques (les Nieckrassovtsi) supportaient difficilement la pensée qu'ils servaient l'ennemi de leur patrie : la plupart d'entre eux retournèrent ensuite en Russie. Leur aide fut très utile à l'Empereur Nicolas Ier dans les victoires qu'il remporta sur les Turcs.

Les Cosaques n'étaient nullement brigands de profession. A dire vrai, ils rançonnaient la Crimée et la Turquie, s'approchaient dans leurs barques de Constantinople, dévastaient la Perse, parfois pillaient les marchands russes, mais en même temps ils travaillaient. Les fleuves des Cosaques — le Dnieper, le Don, le Volga, l'Oural — regorgeaient de poissons ; les steppes vierges étaient de riches pâturages. Les Cosaques s'adonnaient assidûment à la pêche et à l'élève des troupeaux. Quand leur position devenait plus assurée, ils cultivaient les champs.

Par son organisation intérieure, chaque armée cosaque semblait une énorme commune se gouvernant elle-même. Toutes les affaires étaient à la décision des *Krougs* de villages et des *Krougs* de l'armée (assemblées.) Toutes les autorités étaient nommées à l'élection. Les terres des armées appartenaient à toute la communauté ; l'exploitation de certaines industries se faisait en commun : pour les pêches sur l'Oural, par exemple, l'armée entière se réunissait et agissait dans un ordre régulier. Les stanitsi (villages) des Cosaques s'étendaient partout. De la sorte ils ne se bornaient pas à accroître le territoire de la Russie, ils cultivaient les régions conquises et leur donnaient une organisation sociale.

A mesure que la puissance des Cosaques croissait, le gouvernement russe s'appliquait à chercher les moyens d'agir sur eux. Il avait beau, en cas de complications diplomatiques, ne pas les avouer pour ses sujets ; sous main il leur venait souvent en aide en leur fournissant des armes et des munitions. Peu à peu, il commença à les leur fournir régulièrement à titre de solde, à avouer officiellement les Cosaques pour ses sujets, à leur donner des récompenses : en même temps il s'immisçait dans leurs affaires intérieures. Peu à peu il fonda de nouvelles armées et réforma les anciennes. Parfois il les soumettait par la force, mais avec précaution : l'armée des Zaporojtsi fut même entièrement anéantie, presque sans résistance, sous Catherine II. La plus grande partie des Zaporojtsi fut transportée sur les bords du fleuve Kouban où elle forma une nouvelle armée.

A présent l'autonomie des Cosaques, en ce qui concerne leur administration centrale, n'existe plus. De l'ataman de l'armée, il ne reste que le nom. C'est le titre porté par l'héritier du trône. Par cette mesure habile le gouvernement russe a mis adroitement fin à toutes tentatives d'élire un ataman. Quant aux *nakaznoïs* le gouvernement les choisit ordinairement parmi les généraux russes [1]. Si l'on nomme à ce poste un Cosaque, on le prend toujours dans une autre armée. Par exemple, on nomme un Cosaque du Don ataman de l'armée du Terek ou *vice versa*. En bonne règle, on a soin de ne nommer les Cosaques à aucune poste, même dans la direction générale de l'armée, et le gouvernement fait des efforts systématiques pour détruire leurs traditions républicaines et pour les assimiler entièrement au reste de ses sujets.

1. Le nakaznoï ataman est, pour ainsi dire, un adjoint, un représentant du Voïskovoï Ataman (Ataman de l'armée).

Pour y parvenir, le gouvernement tâche depuis longtemps de semer la discorde parmi les Cosaques. Ainsi il conféra la noblesse à tous les officiers cosaques, quoique le grade d'officier ne soit chez eux qu'une charge remplie par celui qu'on élit à cette fin. Sous Alexandre II encore, le gouvernement distribua, à titre de propriétés privées, presque la moitié des terres des armées cosaques : il fit preuve d'une largesse toute particulière envers les officiers, mais assigna aussi de modestes domaines aux simples Cosaques. Et pourtant les terres des armées étaient une propriété collective qui n'était distribuée à tous les Cosaques qu'à titre de jouissance. Cette aliénation des terres aux officiers a eu pour résultat qu'aujourd'hui les Cosaques possèdent parfois moins de la moitié des terres auxquelles ils ont droit aux termes de la loi. La politique du gouvernement a pour but de créer entre eux l'inégalité et partant l'animosité des classes pour rendre une protestation — leur droit à tous — impossible.

Pour atteindre ce même but, le gouvernement a tenté d'établir chez les Cosaques le *Zemstvo* qui aurait servi à effacer toute différence entre les Cosaques et le reste de la population. L'autonomie locale des *stanitsi* (villages) cosaques reste jusqu'à présent très large. Mais l'année passée, le gouvernement a introduit certaines règles pour restreindre le droit d'assistance à l'assemblée villageoise. Cette mesure prise — les droits des Cosaques deviennent moins larges même que ceux des

paysans. Les Cosaques qui forment une sorte d'aristocratie populaire sont fiers de leur autonomie et l'on peut deviner le mécontentement général provoqué par cette mesure.

IV

Sur le territoire, où domine la population de pure nationalité russe, se trouve aussi un certain chiffre de populations finnoise, tartare, etc., dispersé çà et là. J'ai eu déja l'occasion de mentionner plusieurs de ces races [1]. Il ne me reste ici à dire quelques mots que des deux races non russes qui méritent surtout d'éveiller l'attention de l'observateur.

Ce sont les Juifs et les Allemands :

Les uns comme les autres habitent çà et là plusieurs endroits de la Russie. Les uns comme les autres occupent une position sociale à *part*, mais dans un sens tout a fait opposé.

La position des Allemands est jusqu'à présent, pour ainsi dire, privilégiée. On peut presque répéter aujourd'hui encore la saillie du célèbre général Miloradovitch au sujet des Allemands. L'empereur Alexandre Ier lui demandait quelle récompense il désirait pour ses services. Le général pria l'empereur de le *faire Allemand.*

Les Juifs sont, au contraire, comme des parias, qui

1. Voir le Livre Ier, pages 9, 10 et seq.

ne jouissent pas même des droits piteux, réservés à tous les autres sujets russes.

Les Allemands doivent surtout leur situation privilégiée à l'influence de la noblesse des provinces Baltiques. Se regardant comme les culturtragern [1] de ce pays barbare, ils s'appuient les uns sur les autres, trouvent toujours une place plus haute, un travail plus lucratif que n'en trouvent les Russes.

Le comte de Kankrine, un des ministres les plus éminents de l'empereur Nicolas, disait : « C'est par une faveur toute particulière de la Providence que la Russie, qui jusqu'alors n'avait formé qu'une agrégation mécanique d'éléments très disparates, a pu acquérir les provinces allemandes de la mer Baltique. C'est par là qu'il lui est devenu possible de former peu à peu un organisme politique. Ces provinces lui ont servi de modèle ; c'est de là que proviennent toutes les institutions organiques (!) de la Russie, les gouvernements, la constitution de la noblesse, l'organisation municipale, etc. ! »

Cette lettre peint admirablement la présomption des Allemands, ainsi que leur ignorance, mêlée de mépris, de la Russie. La Russie était plongée dans le chaos et les ténèbres, Dieu dit : « que les Allemands soient ! » et tout s'éclaira ! Malheureusement le comte a raison en ce qui concerne l'influence des institutions allemandes, modèle qui n'avait rien de bien enviable. Les institutions des Provinces Baltiques créées par la domination cruelle d'une minorité, c'était vraiment un beau modèle. Et c'est bien pour cela que les souvenirs des Russes sur la domination des Allemands, d'ailleurs sur son déclin, ne

1. Educateurs.

sont que trop pénibles. Les Allemands nous ont apporté beaucoup de sciences et de technique industrielle ; en politique, ils furent les principaux organisateurs du despotisme et bien souvent ils ont agi de façon à mériter les malédictions de nos patriotes. On se rappelle la domination des Allemands comme celle des Tartares.

S'il n'y avait en Russie d'autres Allemands que les employés du gouvernement, organisateurs de notre bureaucratisme et que les régisseurs ou intendants qui s'efforçaient d'organiser les domaines seigneuriaux sur le modèle de la Baltique, on les haïrait purement et simplement. Les six cent mille Allemands qui habitent la Russie, n'appartiennent pas tous à ces tristes catégories. Outre un certain nombre d'hommes instruits qui ont su réellement comprendre leur nouvelle patrie et apprendre à l'aimer, et qui ont fait beaucoup pour notre science et même pour le développement de l'esprit national en Russie, nous avons encore des colons allemands, qui occupent des territoires entiers dans la Russie méridionale. Ces colons jouissaient aussi d'une position très privilégiée ; ils avaient reçu du gouvernement d'excellentes terres en quantité considérable, l'autonomie communale ; ils étaient affranchis des impôts et du service militaire [1]. Grâce à toutes ces faveurs, et à l'aide pécuniaire que ces colons recevaient de leur coreligionnaires d'Allemagne (ils sont sectaires mennonites), grâce aussi à leur amour du travail, ils atteignirent à un rare bien-être, et leur mode de culture eut une grande influence

1. Ce dernier privilège n'a été aboli qu'à l'institution du service militaire obligatoire pour tous. A la suite de cette mesure, beaucoup de colons passèrent de Russie en Amérique.

sur le développement économique de la Russie méridionale. Ces colons donnèrent une impulsion à l'élevage des moutons mérinos, ils répandaient les meilleures espèces de blé, etc. Malheureusement comme ils occupent des espaces non interrompus, aussi vastes qu'une principauté allemande, ils sont aujourd'hui encore isolés des Russes et souvent ne savent même pas notre langue. Les colons riches ont en outre acquis en divers endroits des terrains si vastes que les paysans russes s'en trouvent lésés, — ce qui provoque parfois des démonstrations hostiles de la part de la population russe, comme cela eut lieu pendant les troubles antisémitiques. D'autre part, des faits récents indiqueraient le début de rapports plus amicaux entre les Russes et les Allemands. L'une des meilleures preuves nous en est donnée par la *Stunda*, secte répandue dans le Midi, qui a été créée par la propagande des colons allemands.

Dans tous les cas, bien que l'on continue à ne pas aimer les Allemands en Russie, il n'existe pas pourtant de question allemande. Au contraire, à mesure que décroissent les privilèges des Allemands les sentiments des Russes envers eux prennent un meilleur cours.

La position des Juifs est bien plus anormale, bien plus dangereuse, car les sentiments des populations russes envers eux semblent devenir plus hostiles qu'auparavant.

Près de la moitié de la nation juive habite la Russie : presque deux millions d'âmes, et trois millions, si l'on y comprend la population de la Pologne. Les Juifs habitaient notre territoire depuis les temps les plus reculés. Il y a dix siècles, il existait dans le Midi de la Russie le royaume de Khasars, où la religion juive

était dominante. Les plus anciennes *Vies des Saints* mentionnent les Juifs qui habitaient Kïev, et les chroniques relatives à Vladimir le Saint, fondateur du christianisme en Russie, parlent des missionnaires juifs, qui espéraient faire embrasser leur religion au grand-duc. Mais la masse la plus considérable n'émigra en Russie que lors des persécutions que les Juifs subirent dans l'Europe occidentale. Cette émigration eut lieu quand tout l'ouest de la Russie appartenait à la Pologne. Les rois de Pologne observaient la même politique vis-à-vis des Juifs que les souverains de l'Europe du moyen âge. Ils les considéraient comme un article de rapport et déclarant très franchement que le rôle des Juifs consistait à accumuler de l'argent, leur donnaient donc toute possibilité d'exploiter le peuple. Nos Israélites instruits, qui déplorent plus que qui ce soit le triste rôle de leurs coreligionnaires en Russie, — attribuent à cette législation la plus grande part des habitudes de lucre enracinées dans le milieu juif. Quoi qu'il en soit, les Juifs ont depuis des siècles encouru les malédictions de la population de l'Ukraine. Durant leurs révoltes contre la Pologne, les Petits Russiens massacraient les Juifs sans quartier. Ils pendaient à côté les uns des autres un Polonais, un Juif et un chien et mettaient une inscription : *Polonais, Juif, chien se valent.*

Lorsque la Pologne fut subjuguée, les empereurs de Russie, où il était depuis les temps les plus reculés défendu aux Juifs de vivre, ne leur permirent pas d'y pénétrer. Ils ne furent autorisés à séjourner que dans les anciens domaines de la Pologne et dans le territoire alors désert, qui confinait à la mer Noire. En outre, on

leur permet d'habiter le Caucase, où ils avaient droit de domicile, avant l'annexion. Ces restrictions relatives au droit de domicile des Juifs existent pleinement aujourd'hui, bien que cette règle générale ait des exceptions. Les exceptions en ont à leur tour, et en somme la question du droit de domicile dépend avant tout de l'arbitraire administratif. Elle est donc décidée souvent par les pots de vin, le caprice, le hasard. Des milliers de Juifs habitent pendant des années Moscou ; puis, un beau jour, on leur fait la chasse : la police les expulse et les disperse de tous côtés. La législation d'Alexandre III a encore amoindri les droits des Juifs. Un quantum de leur race peut seul entrer, à cette heure, au service de l'Etat ; le même règlement est appliqué aux écoles. Ce quantum est calculé sur le nombre des Juifs qui habitent la Russie.

La législation empêche les Juifs de se confondre à la population russe. D'ailleurs, les Juifs ont été forcés par leur histoire même à former une masse compacte, trop imbue de fanatisme religieux et national, et plus en Russie qu'elle ne l'est partout ailleurs. L'ancienne hostilité biblique des Israélites pour tout ce qui n'était pas *eux*, est encore vivace chez nos Juifs russes. Ils ont un langage à eux : une espèce de vieux dialecte allemand et parlent très mal le russe, quand ils le parlent. Pour la plupart d'entre eux, un Russe est un *goï* [1], c'est-à-dire un être étranger, auquel ne sont pas applicables les règles de la morale obligatoire envers les membres du peuple élu de Dieu. — A leur tour, les Russes sont encore pleins d'un mépris traditionnel et même inconscient

1. Expression juive.

pour les Juifs. Ces tristes relations mutuelles changent beaucoup et disparaissent complètement entre Russes et Juifs instruits; malheureusement les milieux intelligents sont trop restreints de part et d'autre, pour que leur exemple puisse influencer d'une manière appréciable les grandes masses; chez celles-ci, les relations mutuelles empirent, au contraire, par suite de causes économiques.

Le rôle économique du Juif, c'est surtout celui d'intermédiaire entre le producteur et le consommateur. Il est commerçant, commissionnaire, courtier.

Dans le gouvernement de Tchernigov, 22 % des juifs sont cabaretiers, 40 % n'ont nulle occupation définie, c'est-à-dire s'occupent de toute affaire qui leur tombe sous la main et avec laquelle on peut gagner quelque chose. Dans le gouvernement de Kherson, sur le nombre total des marchands de spiritueux, 96 % sont Juifs; sur celui des cabaretiers, 77 % et sur le nombre total des marchands de blé 78 %[1]. Mais toutes ces professions de cabaretiers, marchands de blé, ne peuvent mener à la fortune sans tromperie et sans cruelle exploitation des paysans.

Au surplus, les Juifs s'occupent beaucoup du *louage des terres* aux paysans. La possession des terres par les Juifs et leur affermage par eux est assez considérable en Russie: ainsi dans le gouvernement de Ekatérinoslav ils possèdent 61,000 déciatines; dans le gouvernement de la Tauride 109,000, dans celui de Kherson 219,000. L'affermage des terres par les Juifs est dans le gouvernement de Ekaterinoslav de 58,000 déciatines, dans

1. *La Parole Libre*, n. 45.

celui de Kherson, 271,000, etc. Dans certains endroits, comme dans le gouvernement de Poltava, par exemple, dans les derniers temps, les Juifs commençaient à acheter les terres par lots de plus en plus petits et cela permet d'espérer qu'une certaine tendance à la culture directe du sol se dessine parmi eux. Mais en général — les juifs ne possèdent les terres que pour les affermer aux paysans, nouvelle occasion de les exploiter, de se rendre odieux aux yeux des paysans.

Cette exploitation prend un caractère d'autant plus aigu que la population juive, tassée par le pouvoir dans 16 gouvernements de la Russie, n'y trouve pas de ressources suffisantes pour ses besoins. La plupart des Juifs sont indigents. Dans les gouvernements de Kïev, de Volynie et de Podolie 2 1/2 % sont officiellement portés sur les registres de mendicité. Les autres ne mendient pas et volent férocement les paysans. Au prix de toute sorte de canailleries, ils parviennent à gagner un misérable morceau de pain et se voient obligés à piller, même s'ils ne le voulaient pas, car autrement la nourriture leur manquerait.

Ainsi, la *question juive* en Russie est des plus embrouillées et des plus difficiles à résoudre. Seuls les efforts unis des Russes et des Juifs eux-mêmes peuvent la faire sortir de cette triste situation qui a eu pour conséquences les affreux troubles antisémitiques. Le gouvernement a le devoir de prendre des mesures pour égaliser les droits des Juifs avec ceux des Russes. De la part des Juifs, il faut exiger *avant tout* qu'ils cessent d'exister en tant que nation, entièrement isolée, solidaire et hostile au reste de la population. Les circons-

tances elles-mêmes travaillent quelque peu dans ce sens, en amenant la ruine complète de la majorité des Juifs et en les convainquant que leurs roitelets — les millionnaires — ne sont vraiment pas aussi solidaires avec le reste des Juifs que ceux-ci ont la naïveté de le croire ! Cette ruine peut aussi obliger les Juifs à se consacrer de plus en plus au travail productif. Il ne faut pas, en effet, considérer la masse juive comme composée exclusivement d'exploiteurs. Dans ce même gouvernement de Tchernigov, par exemple, 13 % des Juifs s'occupent d'agriculture ; dans les gouvernements de Kïev, de Volynie, de Poltava sur le nombre total de 750,000 Juifs des deux sexes, on en compte 160,000 artisans, cochers, porteurs d'eau. Dans les villes du Sud, les Juifs s'occupent souvent du travail le plus pénible, le chargement des marchandises de transport. Cette masse juive travailleuse en bas et les Juifs civilisés en haut peuvent merveilleusement détruire les divergences d'intérêts et les haines s'ils savent se séparer de la masse des Juifs exploiteurs et si... hélas ! ils trouvent chez nous un soutien moral et quelque désir de rapprochement. Et cela aussi, c'est malheureusement une question.

Les troubles antisémitiques qui ont sévi dans le Sud et qui maintenant encore ne sont pas entièrement apaisés, ont produit sous ce rapport une action, qu'il n'est pas aisé de comprendre à l'heure actuelle. Ils ont obligé, d'une part, les Juifs à examiner sérieusement leur situation et à lui chercher une issue. Il en est résulté beaucoup de plans romanesques d'émigration en Palestine ou en Amérique. Pareille issue est évidemment tout à fait impossible pour une population évaluée par

millions, mais il est caractéristique que dans ces appels une voix se soit toujours fait entendre invitant les Juifs au *travail de production*. Là, dans la lointaine Palestine, ils ne seront plus des exploiteurs, mais des agriculteurs et des ouvriers, à l'exemple de leurs pères. On entend cette même voix dans les assemblées des émigrés juifs à Paris, où il existe une société *ouvrière* juive. En Russie, il s'est formé un groupe considérable qui se donne pour mission de réformer la nation juive : des sectes juives apparaissent, telles que les *juifs spirituels*, sectes qui sont une tentative de rapprochement des Juifs avec les chrétiens, même sur le terrain religieux. D'un autre côté, la haine des Russes, qui s'est manifestée avec tant de férocité pendant les troubles antisémitiques, semble avoir écarté de notre nation les Juifs instruits. Cet éloignement saute aux yeux dans les derniers temps, de même que le redoublement du *patriotisme* juif, s'il est permis d'employer ce mot en parlant d'un peuple qui n'a pas de patrie.

Sans prétendre exposer ici aucunes prévisions sur la solution définitive de la question juive, je ferai pourtant la remarque que la période de la politique la plus libérale du gouvernement fut chez nous le temps du plus grand rapprochement des Juifs (du moins dans les classes supérieures) avec les Russes. On peut donc espérer que la suppression des lois sévères qui unissent

forcément les Juifs en une masse compacte et privée de tout droit aura une influence favorable sur la solution de la *question juive* chez nous, comme elle l'a eue en Europe.

Quand donc viendra le temps de l'abrogation de ces sévérités ? Jusqu'à présent le gouvernement d'Alexandre III ne fait que les accroître.

LIVRE TROISIÈME

LES CLASSES SOCIALES EN RUSSIE

LE PEUPLE

LES CLASSES SOCIALES EN RUSSIE — LE PEUPLE

I. — Les invasions tartares ont coupé court au développement des germes d'aristocratie foncière et de la classe commerciale. — Le village ancien en Russie. — Le *mir* primitif. — Importance prépondérante de la classe populaire. — Son action indirecte sur le pouvoir. — A ses yeux, le servage ne fut qu'une institution passagère. — Il la rattacha davantage au *mir*, seul asile de la liberté.

II. — Ce qu'est le *mir*. — Village russe : l'*izba*, la *dvor*. — L'*osmak*. — Organisation du travail. — Administration du *mir*. — Les Assemblées. — Les droits des femmes. — Le contrôle administratif. — Partage des terres. — Travail en commun. — Pourquoi les partages avaient cessé ? — Leur reprise.

III. — Origine historique du *mir*. — M. Leroy-Beaulieu et l'école de M. Tchitchérine. — Pas de connexité entre le *mir* et le servage. — Mouvements respectifs de la propriété individuelle et de la propriété en commun. — Le régime *tchetvertnoï*. — Transition au régime du *mir*. — Obstacles de la législation d'Alexandre II. — Progrès du *mir*. — Esprit de solidarité du peuple russe. — Associations ouvrières.

IV. — Le *mir* contraste avec le système politique du pays. — Naïveté des idées populaires. — Elles confondent les effets des phénomènes physiques et ceux des phénomènes politiques. — Exemples tirés des observations des voyageurs et des traditions populaires. — La croyance aux sorciers. — La légende de l'Emancipation. — Mépris de la dignité humaine. — La grande famille ancienne.

V. — Le peuple prend part au mouvement moral. — Le schisme. — Ses causes et ses effets. — Les sectaires. — Leur rôle dans la Russie actuelle. — L'action de l'Europe. — La classe instruite se rapproche du peuple. — Ministère Tolstoï : Les écoles en Russie. — Les *otkhojie promysly*. — Leur importance dans la vie du peuple russe. — Disparition de la famille ancienne. — Partages familiaux.

LES CLASSES SOCIALES EN RUSSIE

LE PEUPLE

I

Dans l'ancienne Russie, il existait certaines conditions favorables au développement d'une aristocratie foncière et d'un ordre des industriels et des marchands.

Dès le XIIIe siècle, cependant, les choses prennent une autre tournure. Les Tartares d'un côté, les Allemands de l'autre, forcent la Russie à entrer dans une sorte de cul-de-sac, la séparent du monde entier [1]. Le commerce et l'industrie tombent dans un marasme complet. Le pénible travail de l'agriculteur-pionnier de-

1. Pendant 300 ans, à partir de 1224, la Russie subit *vingt-quatre* invasions tartares, sans compter les petites incursions chroniques de ces barbares. Nous ne pouvons insister ici sur les conditions ruineuses dans lesquelles fut placé tout commerce russe grâce aux privilèges accordés aux Tartares : nos chasseurs, par exemple, étaient obligés de leur céder, au cas où ils l'exigeraient, jusqu'à leur matériel de chasse. La dépréciation excessive des métaux est un signe frappant du dépérissement du commerce. La *grivna* russe, qui valait au XIe siècle 48 drachmes, tombe vers la moitié du XIIe à 40 drachmes, à la fin de ce siècle à 24 et au commencement du XIIIe à 14. Cette affreuse crise économique est antérieure à la conquête définitive tartare. (KLIOUTCHEVSKY, *Le conseil des boyards de l'ancienne Russie*, p. 99.)

vient le sort de tout le pays et ne donne plus à tous que des moyens d'existence également modiques. En dehors du brigandage, il n'y a aucune facilité de s'enrichir et, dès lors, les hautes classes ne naissent et se développent que très difficilement. Le sentiment de l'égalité grandit peu à peu sous l'influence de cette égalité de fait. Et en même temps, la lutte cruelle avec la nature et avec les nations ennemies force à se serrer les uns contre les autres et impose l'unité.

Voilà à quelle école sociale et économique se forme le caractère du peuple russe.

Imaginez-vous l'existence d'un petit village de pionniers russes situé quelque part près de Simbirsk, il n'y a que deux siècles. Devant le village, et derrière le Volga, s'étendent des steppes sans limites d'où viennent s'abattre, comme des faucons rapaces, des nuées de sauvages Nogaïs ; tout autour, des forêts épaisses remplies de bêtes fauves et de tchérémisses rebelles. Un marécage impraticable sépare le village du fortin du tzar qui est, en cas d'attaque, le seul refuge des habitants..... En hiver, le marécage se couvre d'un pont de glace ; en revanche, le froid atteint 40° ; les *bourans* de Sibérie (tempêtes) amoncellent des montagnes de neige capables d'engloutir des villages entiers... Est-il alors commode de vivre séparés, par familles par fermes ? N'a-t-on pas chaque jour besoin de l'aide de son voisin pour se défendre contre les Nogaïs, pour abattre les arbres de la forêt, pour en défricher des quartiers afin de les mettre en culture, pour ne pas périr de faim si le champ n'a rien rendu, — car il n'y a aucun endroit où l'on puisse *acheter* du pain, — pour entretenir dans un

état passable le chemin qui mène au fortin du tsar, unique refuge dans les cas de danger ?

L'homme est, par nature, un animal sociable : il tend à se lier avec ses semblables ; mais cet instinct naturel s'accentue encore plus dans de pareilles circonstances. Il s'affermit de toute la force des calculs utilitaires. La masse du peuple naissait donc, vivait et mourait dans des conditions qui développaient en elle un respect religieux envers le *mir*. En dehors de lui la vie semblait impossible.

Les anciens villages russes n'étaient généralement pas grands : 2, 3, 4 *dvors* (cours) [1] : les parcelles de terre cultivables, disséminées çà et là dans les forêts et les marécages, obligeaient à ne former que de petits villages. Mais ces villages, malgré la distance qui les séparait, vivaient dans une continuelle alliance et dans des rapports constants. Un *mir* occupait, par exemple, une circonscription territoriale de 300 verstes (320 km). Ici la commune, au sens actuel du mot, n'existait pas encore. Seules les terres vierges étaient un bien communal. Les terres cultivées appartenaient aux familles ou bien à de petites communes patriarcales ; mais le sentiment de solidarité que développait la vie dans le *mir* préparait peu à peu les esprits à la possession communale de la terre.

Les spéculations intellectuelles du paysan devaient évidemment être dirigées vers la recherche de la meil-

1. Le *dvor*, cour, est l'unité économique : elle contient une ou plusieurs maisons et un ou plusieurs couples mariés s'y logent. Le *dvor* n'a qu'une haie et qu'une porte communes à ses habitants.

leure organisation du *mir*. La nécessité de la commune obligeait chacun à penser à son organisation la plus parfaite, d'autant que la masse populaire ne pouvait compter pour s'organiser que sur ses propres forces, car il n'y avait pas dans le village de maître qui fût capable d'assumer quelque responsabilité. Le maître — dans les cas où il existait — servait le tzar et bornait ses relations avec le village à des prestations aussi abondantes que possible.

En s'habituant ainsi à se gouverner lui-même, le peuple se formait dans son milieu, sous l'empire d'une complète égalité et transportait ensuite peu à peu l'idée de l'égalité, des droits de chacun dans les rapports économiques. Le développement de la pensée dans ce sens était inévitable. Au fond, l'idée que tous sont égaux, que les institutions sociales n'existent que pour le bien de la société et, enfin, que la société a l'obligation d'assurer à l'individu le travail — n'est que la conséquence naturelle et logique de l'idée même de la société. Ces simples conséquences ne viennent pas seulement à l'esprit, là où le développement des classes trouble la marche régulière de la pensée humaine. Le peuple russe, malgré toute son ignorance, grandit dans des circonstances où *il n'existait presque pas de classes;* aussi ne put il manquer de déduire que deux et deux font quatre. Plus tard, quand le caractère du peuple fut déja formé et que la masse populaire s'organisa dans son *mir*, ce fut déja un gros obstacle à l'éclosion des classes privilégiées, qui subsista alors même que tout le reste favorisait cette éclosion.

Les dispositions et les tendances des masses populaires pesèrent comme une lourde pierre sur le développement de la noblesse et rendirent sa chute plus facile qu'on ne pouvait imaginer. Aujourd'hui elles nuisent beaucoup au développement de la bourgeoisie et très probablement la feront échouer à son tour comme la noblesse. D'autre part, elles ont créé l'absolutisme russe, ou plus exactement elles ont rendu possible son éclosion triomphale en une institution d'un arbitraire illimité et souvent même — ce qui est plus curieux — dirigé contre les intérêts du peuple.

Ainsi l'importance des masses populaires est très grave. Que le peuple parle ou qu'il se taise, qu'il agisse ou qu'il se blottisse dans ses champs de blé — tout ce qui est dans le pays se règle involontairement sur lui. La haute politique du gouvernement, le développement et la décadence des classes privilégiées, le travail de la pensée des classes instruites — tout cela, et mille autres choses, porte le cachet de l'influence des paysans, sans qu'ils connaissent leur influence, sans que bien des fois ceux mêmes qui la subissent connaissent la vraie cause de leurs destinées. Le paysan agit sur eux comme agit la nature, comme agit le milieu qui prédétermine nos actions indépendamment de l'intelligence que nous avons ou que nous n'avons pas de leurs causes.

En conséquence, l'étude du caractère et des institutions du peuple présente en Russie un plus haut intérêt que partout ailleurs. Cette étude nous explique à la fois le passé et le présent du pays et jette des lumières sur son avenir. Jusqu'à présent, en effet, l'influence des masses populaires sur la politique ne se manifes-

tait que par contre-coup. Aujourd'hui l'esprit du peuple se développe, devient capable de vastes conceptions politiques. Une heure arrivera, où les masses diront plus clairement leur mot. Je ne veux pas jouer au prophète, mais il est évident que le peuple tentera de reproduire dans les institutions gouvernementales quelque chose de ce qu'il crée chez lui.

Regardons donc le peuple vivre chez lui, dans ses villages ; voyons ce qu'il crée, lorsqu'il crée conformément à ses goûts et à ses tendances.

J'ai déjà marqué les tendances à l'égalité et le sentiment de sociabilité qui sautent aux yeux de l'observateur du peuple russe. C'est surtout chez les Grands Russiens que ces traits sont le plus prononcés, mais ils sont très nets aussi chez les autres races russes. Pour un Russe, le respect profond de l'ouvrier anglais pour le gentleman est un sentiment presque incompréhensible. Aux temps de l'indépendance de la Pologne, quand le gouvernement polonais octroyait à certains Cosaques des titres de noblesse, ces nouveaux privilégiés échangeaient des sourires, se demandaient l'un à l'autre : — Eh bien, frère, dis-moi, l'ombre de mon corps est-elle devenue plus longue à présent?

Le servage même ne pouvait détruire chez le peuple ce sentiment d'égalité démocratique. Sans doute, cette période de rudes épreuves, qui pesèrent surtout sur le paysan grand russien, ne pouvait rester sans influence sur son caractère, mais malgré tout, notre paysan n'est pas devenu esclave, (l'esclavage existait dans la Russie ancienne, il fut absorbé par le servage).

En dépit des tendances esclavagistes de la noblesse,

en dépit de l'appui que le gouvernement donnait à ces tendances, — notre servage n'a jamais pu se transformer en esclavage pur.

Le *pomiechtchik* (gentilhomme possédant des serfs) n'eut jamais de droit sur la vie de son sujet : aux termes de la loi, un maître cruel était lui-même soumis à la tutelle de l'administration. Les serfs jouissaient des droits de propriété et pouvaient jadis à leur tour posséder des serfs. La loi reconnaissait que si le maître des paysans ne pouvait leur fournir 4 déciatines et demi de terre, les paysans avaient le droit de demander que le gouvernement les fît passer au nombre des paysans de l'Etat [1]. Il est vrai qu'en même temps les paysans n'avaient le droit de porter aucune plainte, aucune réclamation contre leur maître.....

Ainsi notre servage jusqu'à sa fin demeure plutôt un abus colossal de la noblesse et du gouvernement, qu'un ordre social bien établi.

C'était justement là aussi le point de vue des paysans eux-mêmes. Les paysans furent toujours convaincus que le servage était une institution passagère. Les paysans obéissaient aux nobles, non comme à des *seigneurs* mais comme à des *serviteurs du tzar* qui est un représentant du peuple. L'idée du peuple sur le servage était la suivante : le tzar, ayant besoin des services de ses employés (*sloujiloïé soslovïe*), les récompensait par le travail des paysans. A leur avis, le tzar avait égale-

1. Cette loi ne fut jamais abrogée ; on l'omit tout simplement dans la deuxième édition du *Svod Zakonov* (code civil). Les abus de cette sorte ne sont pas rares dans la législation russe. Cela s'appelle *changer une loi d'une manière codificative*. Il serait plus exact de dire *à la manière d'un correcteur typographe*.

ment le droit de faire d'un paysan un noble ou d'un noble un serf, selon l'exigence du bien public. En même temps, le peuple continuait obstinément à croire que les terres de la noblesse appartiennent à ceux qui les labourent [1]. Bref, l'esprit du peuple n'était pas abattu. Il n'a jamais reconnu la légalité du principe d'esclavage soutenu par les tsars et par la noblesse. Néanmoins il était soumis à l'arbitraire cruel de ses maîtres.

C'était là une source de corruption. Le sentiment de la liberté devenait encore plus terne : le sentiment de la dignité humaine encore moins sensible. S'affaiblissant sous le joug du travail éternel, le paysan n'avait pas les moyens de développer son esprit. D'autre part, — le joug même de l'esclavage commun donnait aux paysans de nouvelles raisons de serrer leurs rangs, les rattachait d'un lien plus cordial à leur *mir*, la seule institution où ils se voyaient *des hommes*, où leurs droits étaient reconnus et où ils trouvaient enfin un appui moral et matériel, et même quelque protection contre l'arbitraire du maître. L'histoire du servage nous rapporte des miracles d'abnégation des paysans pour le bien du *mir*. *Souffrir pour le mir* — cette expression resta classique — devint une formule de martyre et d'héroïsme. Ainsi le paysan russe sort du servage avec les mêmes qualités de caractère avec lesquelles il y entre, mais

1. Conformément à ce point de vue, l'imposteur Pougatchev — qui se prétendait l'Empereur Pierre III — déclarait qu'après avoir reconquis le trône de ses ancêtres, il rendrait toutes les terres aux paysans et récompenserait désormais les nobles par des appointements.

avec ces qualités pour ainsi dire encore plus prononcées.

II

Qu'est-ce donc que le *mir* paysan ?

Le *mir*, c'est une commune qui a pour lien l'unité de l'autonomie et de la possession des terres.

Le *mir*, c'est parfois un seul village. En ce cas, l'administration économique s'adapte exactement sur l'administration civile. Il arrive aussi qu'un grand village est divisé en plusieurs communes rurales. Alors chacune des communes a son administration économique spéciale, tandis que l'administration civile et policière est commune pour toutes. Parfois enfin plusieurs villages ne font qu'un *mir*. Ainsi les proportions du *mir* varient de vingt ou trente à quelques milliers de *dvors*.

Il n'est pas bien joli, le village russe ! Un village de dimensions moyennes est ordinairement coupé par une longue rue [1]. Elle est aussi large que les boulevards de Paris, mais elle n'est pas pavée. Ravinée en tous sens par les eaux de la fonte des neiges, elle est toute creusée de flaques de boue et çà et là l'herbe la couvre. De part et d'autre de la rue s'espacent les maisons de bois couvertes de chaume. Dans les provinces du Nord, où il y a beaucoup de forêts, ces *izbas* sont parfois très grandes : elles ont rez-de-chaussée et étage.

1. Je prends pour type le village grand russien.

Dans lesp rovinces du Sud, la *khata* ukrainienne est construite ordinairement de branches entrelacées, enduites de terre glaise et blanchies avec de la craie. Parfois la *khata* est en bois. En tous cas, le village ukrainien est très coquet. Les *khatas* sont gaies, proprettes, brillantes de craie, embellies par des jardins et des rideaux de fleurs. Un village grand russien n'a point de couleurs. Les poutres des *izbas* sont grisâtres: la paille des toits est devenue noire. Pas d'arbres ; pas de fleurs. Le village est sale : il est tout enfumé, d'autant plus qu'on trouve parfois encore ce qu'on appelle des *kournaïas izbas*, c'est-à-dire des *izbas* qui n'ont pas de cheminées et qu'on chauffe d'une manière tout à fait primitive. On allume le bois au milieu de la chambre : de la sorte la chaleur et la fumée restent à l'intérieur. Quand on a bien chauffé la chambre, on ouvre la porte pour laisser sortir la fumée. On comprend qu'avec ce système de chauffage toutes les murailles deviennent bien vite noires comme les bords d'un tuyau de cheminée.

La façade des *izbas* donne sur la rue. Derrière elles, se trouve une large cour avec les locaux de service : c'est un monceau de paille et de bois. Souvent les cochons de lait et les veaux vivent dans les izbas côte à côte avec les hommes. Derrière les cours sont situés les potagers et les petits champs de chanvre. Si le village est un gros bourg, il a plusieurs rues (3 ou 4) qui rayonnent d'une place centrale, où se trouve ordinairement une église.

Le grand village petit russien est beaucoup moins régulier : il présente un labyrinthe de rues et de ruelles comme un village français. Ici la différence du système

économique se manifeste déjà. Chez les Grands Russiens le *mir* tend à régulariser même la distribution des terres qu'occupent les maisons ; le *mir* a le droit de faire changer de place les *dvors* et le fait toujours d'après un plan. Chez les Petits Russiens, les *khatas* s'amoncellent, se collent dans le désordre pittoresque créé par le hasard séculaire de l'héritage, de la vente et de l'achat.

S'il n'est pas bien beau, le village grand russien est plein de vie. Les hommes n'y sont pas liés entre eux mécaniquement, parce qu'ils sont domiciliés dans le même endroit géographique. Ils sont entrelacés de mille relations, de mille engagements, de mille intérêts communs. Ils sont liés par la propriété en commun [1], parfois par le travail en commun. En principe, les terres mêmes occupées par les maisons sont propriétés communales [2].

Outre les terres, les communes possèdent aussi des propriétés d'un autre genre : lac poissonneux, moulins communaux, troupeau communal pour l'amélioration des races bovine et chevaline ; enfin magasins de provisions destinés à distribuer aux paysans des semences pour leurs champs ou des aliments pour leurs familles. Il faut distribuer la jouissance de toutes ces propriétés entre les membres de la commune, la distribuer régulièrement, la distribuer également et équitablement. Puis, ce qui est très justement partagé aujourd'hui ne le sera plus justement dans cinq ou six années, parce que,

1. Les paysans grands russiens jouissent parfois, outre les terres communales, de parcelles de terre en propriété privée. Mais cette propriété personnelle est insignifiante.

2. On les partage parfois contrairement à la loi.

dans quelques familles, le nombre des membres se sera accru, et dans d'autres diminué. Il faudra donc tout distribuer à nouveau pour égaliser les parts. Très longtemps on pourra réaliser cette égalisation au moyen de partages partiels, par l'échange des lots de terre entre les divers intéressés sans déranger tout le monde par un partage général. Les membres des *osmaks* échangent surtout entre eux leurs lots de terre.

Le lecteur ne sait pas encore ce que c'est que l'*osmak*.

Le *mir* russe n'est pas une unité élémentaire. Il se compose de plusieurs cellules primordiales, de petits cercles qui se forment en toute liberté. Le *mir* demande seulement que ces cercles (*osmaks*) soient égaux par leur force de travail [1]. Cette condition remplie, je suis libre de choisir mes compagnons selon mes amitiés ou mes calculs. Quand le village a quelques travaux à exécuter, quelques propriétés à distribuer, l'administration ou l'assemblée de la commune se préoccupent le plus souvent non des individus mais de l'*osmak*. Supposons qu'il y ait dans le village trois *osmaks* et qu'il faille envoyer six ouvriers pour la réparation des chemins. Le maire du *mir* (*selskï starosta*) fait savoir aux *osmaks* qu'ils doivent envoyer chacun deux ouvriers. Mais ces deux ouvriers, c'est à l'*osmak* de les choisir parmi ses membres. Il peut arriver, par exemple, que je consacre toute mon année à ces travaux obligatoires, tandis que mes compagnons de l'*osmak* me récompensent par leur travail sur mes champs de blé, ou me remboursent même mon temps en argent comptant. Cela dépend de nos arrangements privés et amiables : l'administration ou l'assemblée communale n'ont rien à y voir. En partageant les terres, l'assemblée communale [1] tâche donc de les distribuer également entre les *osmaks* ; puis les membres de chaque *osmak* partagent entre eux leur lot commun et en font de petits lots destinés à chaque famille.

1. Ces petits cercles portent dans les différentes provinces des dénominations différentes. J'emploie la dénomination moscovite. Bien entendu, il n'existe pas de divisions analogues dans les petites communes.

Cette organisation donne à tous les actes du *mir* un ordre et une discipline presque militaires ; en même temps elle garantit très bien l'indépendance de chaque famille.

Chaque village a une administration : elle est représentée par un maire (*selskï starosta*) choisi par le *mir* [2]. Mais cet administrateur n'a de compétence que dans les affaires résolues en principe par l'assemblée communale. Le *starosta* n'a pas le droit d'établir des mesures de quelque importance. Ces questions (partage des terres, nouvel impôt, bail des biens communaux, etc.) ne sont jugées et décidées que par l'assemblée du *mir*.

Tous les paysans habitant dans le village se rendent à l'assemblée, même les femmes. Si la femme est chef

1. *Skhod.*

2. Un certain nombre de communes villageoises font une *volost* (cercle), en tête de l'administration de laquelle se trouve le *volostnoï starchina* (chef de *volost*), choisi par l'assemblée de la *volost*. Il y a aussi des juges de paysans choisis de la même manière. Ainsi l'autonomie des paysans est en droit très large, mais *de facto* cette autonomie est littéralement écrasée sous le poids de la police et de l'administration impériales.

de famille, par suite, par exemple, de la mort de son mari, elle jouira à l'assemblée du droit de vote. Les paysans donnent aux femmes beaucoup plus de droits que la loi de l'Etat ne leur en accorde. Ainsi il arrive que la femme devient un maire de *mir*, — ce qui est au point de vue de la loi un véritable non sens. Parfois toute l'assemblée du village n'est composée que de femmes, et cette assemblée décide le partage général des terres [1]. Il en arrive ainsi quand les pères de famille croient plus lucratif de s'en aller au dehors pour quelque travail et laissent les travaux des champs aux plus jeunes membres de la famille et à des ouvriers. Les droits des paysannes ne sont, d'ailleurs, pas bien définis. L'idée des paysans est que la femme, si elle est indépendante — c'est-à-dire si elle n'est soumise ni à un père ni à un mari, — a les mêmes droits que les hommes. La loi de l'Etat, au contraire, accorde aux femmes aussi peu de droits que les législations du reste de l'Europe. De là il résulte que les droits des villageoises sont indécis et flottants. De nos jours elles *s'émeutent*, selon l'expression des paysans, elles se révoltent contre l'arbitraire du mari; elles sont déjà parvenues partout à faire leur propriété personnelle des fruits de leur travail (filage, etc.). Souvent les femmes demandent des lots de terre pour elles aussi, et parfois elles les obtiennent. Dans certains endroits, les assemblées communales, en distribuant les terres, prennent en considération les filles comme les garçons [2]. Il n'est

1. Orlov. *Des formes de la tenure du sol par le paysan dans le gouvernement de Moscou*, p. 35.
2. M. Kharizomenov, dans *la Gazette russe*, 1884, n. 119.

pas sans intérêt d'observer que le célibat, gardé afin de conserver leur indépendance, est devenu un cas fréquent chez les paysannes.

Revenons aux assemblée du *mir*.

Les paysans s'assemblent très souvent, parfois pour décider quelques affaires, parfois pour contrôler les dépenses de l'administration, etc... Bien souvent, les assemblées ne sont pas convoquées pour décider la question, mais pour la discuter en principe. C'est ainsi que la question du partage général des terres est parfois discutée, pendant deux ou trois années, avant d'être décidée définitivement. Ces assemblées fréquentes ont pour but la recherche d'une décision unanime autant que possible. Les paysans n'aiment pas à décider à la majorité des voix et cherchent toujours à trouver un arrangement qui satisfasse tout le monde.

Les assemblées sont très animées. L'ordre y manque parfois, la liberté jamais, au moins jusqu'à l'intervention du *natchalstvo* (administration de l'Etat). Le paysan assemblé devient courageux et indépendant : le *natchalstvo* même perd pour lui une partie de son prestige terroriste. Pris à part, le paysan tremble devant un employé de la couronne ; entouré de son *mir*, il devient opiniâtre. L'Administration, pour influencer les décisions des assemblées du *mir*, est obligée de recourir à des mesures d'une extrême violence. Il est vrai que l'administration ne fait pas beaucoup de cérémonies pour les employer et ne s'arrête devant rien. Personnellement, j'ai vu un *stanovoï* (le chef de la police cantonale), pour empêcher les paysans de choisir un de ses ennemis, l'arrêter à la veille de l'assemblée, et le tenir en

prison jusqu'à la fin de l'élection. Plus souvent encore, l'administration a recours à d'autres subterfuges. Elle convoque l'assemblée à l'improviste, s'arrange en sorte que les chefs de l'opposition ne peuvent recevoir l'avertissement à temps. En revanche, il arrive que les paysans refusent systématiquement obéissance aux ordres de chefs choisis grâce à ces fraudes illégales. En général, le *mir* est toujours opprimé et volé, mais il ne cède pas et combat courageusement tous les abus.

Voilà une scène de révision des dépenses écrite d'après nature.

L'assemblée fait son contrôle ; ce sont les comptes du *starosta* que l'on discute.

Une foule pressée remplit la vaste chambre du *selskoïé pravleniié* (direction de la commune). L'odeur des touloups (pelisses en peau de mouton mal tannée), des grandes bottes goudronnées, la respiration d'une centaine de poumons alourdissent l'air à étouffer.

Près d'un mur, on voit une table à laquelle sont assis les *stchetchiki* (contrôleurs) choisis par l'assemblée. L'un d'eux lit une liste de dépenses. Le starosta se tient près de lui et suit attentivement la lecture. Les paragraphes se succèdent et suscitent sans cesse de nombreuses remarques. Enfin on vient à la note de l'enterrement d'un soldat enterré aux dépens de la commune.

« *Les caleçons du soldat* : 75 *kopecks; sa chemise* : 1 *rouble* 25 *kopeks*, lit d'une voix monotone le contrôleur.

— C'est beaucoup ! c'est trop cher ! lui crie-t-on dans la foule.

— Non, ce n'est pas beaucoup, réplique le starosta dont on vérifie les comptes.

— Tu mens, lui crie son voisin. Aux jours de fête, nous ne portons pas un habit de ce prix-là. Tu n'iras pas habiller de la sorte le corps d'un soldat. Le prix de son caleçon ne peut pas dépasser 30 kopecks et la chemise en vaut 70.

— Je vois que tu aimes le bon marché, réplique le contrôleur.

— Mais si, c'est le vrai prix... dis-moi, commère, poursuit le paysan, en s'adressant à une femme dans la foule, quel est le prix d'un caleçon et d'une chemise ?

On décide la réduction des chiffres proposés et on accepte 40 kopecks pour le caleçon et 85 pour la chemise.

« *Aux prêtres pour l'enterrement* : *trois roubles*, » poursuit le contrôleur.

— N'acceptez pas, n'acceptez pas, crie un paysan.

— Comment ne pas accepter ? lui réplique-t-on avec surprise.

— On devait l'enterrer gratuitement ; c'était un étranger venu on ne sait d'où.

— Il ne faut pas dire des bêtises, remarque un des assistants. Les prêtres ne consentiront jamais à enterrer gratuitement qui que ce soit.

— Tout de même, observe un autre, ce n'est pas trois roubles qu'on leur donne.

— Lorsque tu mourras, dit un des ennemis du starosta en le prenant à partie, ou lorsque tu voudras enterrer ta femme, tu peux payer trois roubles pour tes obsèques. Mais avec l'argent du *mir*... Alors pourquoi ne pas donner dix roubles ? il y aurait peut-être plus d'honneur.

Le starosta ne dit rien. Le chiffre est accepté tout de

même « parce que ce paragraphe est évident » remarque le contrôleur [1].

La critique est sévère, l'opposition pointilleuse. Mais l'assemblée ne se laisse pas entraîner par des querelles personnelles ; elle est guidée avant tout par une justice absolue.

Le partage des terres est certainement ce qui surexcite le plus les passions des paysans. Les discussions privées sur le nouveau partage se poursuivent ordinairement fort longtemps. Lorsque les mécontents ont suffisamment préparé le terrain, l'affaire passe à l'assemblée officielle. Ici les débats sont fort prolongés, fort orageux. Les personnes, dans les mains desquelles se sont entassés beaucoup de lots de terre, tâchent sans doute d'empêcher le nouveau partage. Il arrive quelquefois que les assemblées ne peuvent se concerter pendant un ou deux ans, car les paysans ne se décident à cette perturbation économique qu'en présence d'une nécessité absolue. D'autant plus que la loi exige pour le partage général le consentement des deux tiers des propriétaires. Mais il faut remarquer, comme un trait de mœurs caractéristique, que malgré cette loi l'assemblée se décide à décréter le nouveau partage même dans le cas où il est demandé par un nombre de propriétaires très inférieur. Quelquefois l'assemblée cède à une très petite majorité, quelquefois même à une minorité. Nous rencontrons, par exemple, lors des derniers partages (1882-1883), les cas suivants. Dans le village de Iaroslavka le partage est avantageux pour

1. Orlov. *Des Formes de la tenure du sol par le paysan dans le gouvernement de Moscou.*

272 *dvors*, il ne l'est pas pour 227 ; dans le village de Makarovka, il est avantageux pour 64 familles et désavantageux pour 71 ; à Ouglianka, il est avantageux pour 46 familles seulement et ne l'est pas pour 51 [1]... Cependant, dans tous ces villages, le partage s'est effectué. On voit qu'ici la majorité sacrifie avec discernement ses intérêts à la justice. Ces exemples montrent au lecteur quelle place tient l'idée des droits de chacun sur la terre dans l'esprit de nos paysans. Cependant, la loi, autant que la nécessité de concilier le plus d'intérêts possible, font que les décisions d'un nouveau partage traînent en longueur. Enfin les partisans du partage prennent le dessus et le village s'anime de sentiments extraordinaires. Le *mir* devient grave, préoccupé, solennel. Il se met à l'œuvre comme s'il s'apprêtait à la célébration de l'office divin.

La terre doit être partagée avec une justice absolue et en parties égales. Pour y parvenir on divise tous les champs suivant leur qualité en trois *iarousses* [2]. Dans le premier, on range les terres de la meilleure qualité ; dans le second, celles de qualité moyenne ; dans le troisième, les plus mauvaises. Puis on divise chaque iarousse d'après le nombre d'*osmaks*, de sorte que chaque *osmak* reçoit une partie des terres de chacune de ces trois qualités [3] ; ensuite les membres de l'*osmak* partagent entre eux avec la même justice la terre

1. Voir les recueils statistiques de zemstvo (Kozlov, p. 18 et 19 — Voronej, p. 72). Le peu d'exemples que je prends ne sont pas des cas isolés.
2. Dénomination moscovite. Elle varie suivant les provinces.
3. Pour éviter un abus possible, on tire les lots au sort.

reçue par l'*osmak*. S'il n'y a pas moyen d'égaler la qualité de la terre, le *mir* tâche de compenser la qualité par la quantité. Il s'efforce aussi de récompenser le propriétaire des améliorations faites par lui à la terre qu'on lui enlève. En plusieurs endroits, le *mir*, pour ne pas décourager les bons propriétaires, introduit l'engrais obligatoire et met à l'amende ceux qui négligent leur lot [1]. Le partage est fait par des personnes choisies spécialement pour cette besogne et il est soumis au contrôle du *mir*. Les paysans ne se hasardent jamais à confier ce soin à un arpenteur. Ils partagent eux-mêmes leurs terres avec une extrême habileté. Dans un petit village, toute la procédure ne dure que quelques heures.

C'est avec la même vitesse, la même régularité qu'on exécute les travaux du *mir*.

Voici par exemple le tableau de la fauchaison dans la commune d'Ostrov (gouvernement de Moscou). Cette commune est composée de dix villages, en tout 2684 hommes qui possèdent en commun des prairies le long de la Moskova. La veille de la fauche, six mesureurs, un au nom de chaque village, se rendent sur la prairie et la partagent en *kholst* (division analogue aux *iarousses*), suivant la qualité de l'herbe. Chaque kholst est partagé en sections (*delianka*) suivant le nombre des *osmaks*. En même temps, dans les villages, les *osmaks* choisissent dans leurs réunions privées chacun

J'expose brièvement cette question, mais on pourrait écrire un volume entier si l'on voulait raconter les moyens inventés par les paysans pour amener un partage équitable et protéger les intérêts de chacun.

dix ouvriers faucheurs. A deux heures du matin, ces petites équipes arrivent de tous côtés sur le lieu de l'action : les retardataires paient une amende. La prairie étant déjà préalablement mesurée et la place de chaque équipe étant désignée depuis la veille, il suffit d'une demi-heure pour que toute cette foule s'entende sur l'ordre du travail. Les *osmaks* sortent des rangs l'un après l'autre, occupent les places désignées, et de cette manière, toute la masse des faucheurs se répand sur l'immense espace des prairies. Dès trois heures, tous manœuvrent leurs faux à l'unisson. Les dix faucheurs de chaque *osmak* travaillent ensemble et chaque équipe prend soin de ne pas rester en arrière. A huit heures, tout est fini. Les faucheurs, la faux sur l'épaule, s'en vont chez eux, en chantant, manger et prendre du repos. Des équipes de femmes et d'adolescents venant des *osmaks* les remplaçent sur les prairies et remuent les foins. A leur suite, les paysans viennent des villages avec leurs charrettes. Vers deux heures, la prairie est couverte de meules que l'on partage, d'après le sort, entre les membres de l'*osmak* et les charrettes emportent le foin dans les villages [1]. Vers huit heures du soir, il ne reste pas une touffe de foin sur la prairie [2].

1. Les propriétaires de ces villages sèchent les foins chez eux.

2. Le lecteur ne doit pas croire cependant que les paysans russes ne s'occupent que du partage de leurs champs. C'est là une fable répandue par les adversaires de la tenure communale du sol, par les seigneurs qui ont eu, d'autre part, l'idée ingénieuse de mettre en même temps en circulation des bruits tout contraires : ils disaient que les paysans eux-mêmes commençaient à se lasser de la tenure communale et qu'ils renonçaient au partage de la terre. En réalité, les deux assertions sont également fausses.

En général, les communes exploitent leurs terres comme il suit [1].

Les pâturages sont ordinairement en jouissance commune et indivisible sans aucune réglementation.

Les forêts, si elles sont de peu d'importance, sont de même en jouissance commune : si elles méritent des soins, elles sont souvent interdites pour dix à vingt ans, et ensuite on les partage comme la fauche, ou bien l'abattage est fait en commun par tout le village, et le bois abattu partagé entre les membres du *mir*. Du reste, les paysans ne possèdent presque pas de forêts. Elles sont restées entre les mains des *pomiechtchiks* (seigneurs).

Il arrive très rarement que la répartition des champs se fait chaque année. Les paysans comprennent trop bien qu'il faut laisser à chaque cultivateur le temps de profiter de toutes les améliorations qu'il a faites. Ainsi, par exemple, dans le gouvernement de Moscou le délai moyen de répartition est de plus de 13 ans [2]; dans le gouvernement de Riazan, il est de 10 à 15 ans [3] et dans le gouvernement de Tambov de 10 à 12 ans [4]. Il faut pourtant dire que depuis 1861 (c'est-à-dire depuis l'émancipation des serfs) les partages cessèrent de s'opérer pendant longtemps dans une grande partie de la Russie. Ce fait fut relevé avec joie par les adversaires du *mir*. Cependant il leur fallut se désillusionner bien vite.

1. J'expose la règle générale sans m'arrêter à certaines variations et exceptions.

2. *Recueil statistique de zemstvo de Moscou.* T. IV. l. I. (conclusion basée sur l'observation de 9427 cas de partages nouveaux.)

3. *Statistique de zemstvo du gouvernement de Riazan.*

4. *Statistique de zemstvo du gouvernement de Tambov.*

Les paysans, chez lesquels l'inégalité de la répartition de la terre était arrivée à vrai dire à un haut degré, ne faisaient pas de répartitions compensatrices parce qu'ils attendaient la *revisia* (recensement). La distribution des impôts directs est liée à la *revisia* et les paysans trouvent juste de placer la répartition de leurs terres dans une certaine dépendance de la distribution des impôts. En outre, parmi les paysans, il existe la conviction que la répartition injuste de la terre faite en 1861 [1] sera corrigée lors de la première *revisia* au moyen du partage général de la terre sur la surface de l'empire entier. Mais ce sont justement ces espérances et la crainte des troubles qu'elles pourraient susciter qui forcent le gouvernement d'ajourner le recensement d'une année à l'autre [2].

La patience du peuple s'est enfin épuisée, et vers 1879, il a commencé en divers endroits une série de partages qui continuent, en se répandant toujours, jusqu'à la présente année. La tendance à lotir également les terres gagne même les villages où jusqu'à ces derniers temps la propriété privée dominait : elle émigre de la Grande Russie au cœur de l'Ukraine. Le *mir* prouve ainsi encore une fois sa vitalité au moment même où ses ennemis se préparaient à assister à son enterrement.

1. Lors de l'abolition du servage (1861), les paysans serfs des pomiechtchiks reçurent 22000000 déciatines : il en reste 82000000 entre les mains des seigneurs. *Recueil militaire de statistique*, p. 203.

2. Le dernier recensement est de 1858.

III

La vitalité de la commune en Russie étonne ceux-là seulement qui la regardent comme un simple débris de l'époque préhistorique. Il est vrai qu'aujourd'hui la science a indubitablement établi que la tenure communale du sol se retrouve chez tous les peuples à une certaine période de leur développement. Le lecteur français connaît certainement sur ce sujet un important article de M. Wyroubov, écrit précisément au sujet de la commune russe [1]. De l'ancienneté de la tenure collective du sol, on ne peut cependant nullement conclure que toute forme de tenure collective du sol soit par cela même un débris du passé. Les recherches de nos savants russes, notamment M. Tchitcherine, ont rendu depuis longtemps déjà l'ancienneté du *mir* russe très douteuse. Aujourd'hui, après les travaux de madame Iefimenko, M. Blumenfeld, etc. on ne peut presque plus nier que le *mir* russe soit une phase de développement et non une phase de stagnation.

Dans la Russie ancienne, il existait à la fois plusieurs

1. *Le communisme russe* (dans *La Philosophie positive*), année 1870. J'indique cet article non pas à cause de la théorie qu'il contient sur l'ancienneté du principe communal, idée qui est à cette heure incontestable dans la science, mais à cause de la date déjà fort ancienne à laquelle il fut publié et à laquelle cette théorie fut exposée au public français. D'autre part, je ne m'associe pas aux idées de M. Wyroubov sur les modes de développement de notre commune actuelle.

formes de communes familiales analogues à la *Zadrouga* des Serbes. Les formes archaïques de la tenure du sol, en se décomposant, se transformèrent avec le temps partie en propriété individuelle et partie en *mir*. Il est remarquable, comme le dit M. Blumenfeld [1], que la propriété individuelle ait précédé chez nous la propriété du *mir*. Cette dernière apparaît comparativement assez tard (vers le XVIe siècle) et se répand ensuite de plus en plus sur des espaces toujours croissants quoiqu'elle n'ait pas encore gagné définitivement — même de nos jours — toute la Russie. La possession communale de la terre paraît avoir chez nous le plus de force : elle se substitue à la commune de famille et à la propriété individuelle. C'est pour cette raison que la commune de famille s'est conservée de préférence dans les provinces où le *mir* n'existe pas et où la propriété individuelle existe seule, comme par exemple dans la Russie Blanche, dans l'Ukraine et parmi les *tchetvertniks* de la Grande Russie.

Pour bien exposer les causes des progrès que fait la propriété communale, il faudrait un traité spécial. Je dois seulement rappeler qu'il existe une école (Tchitcherine et d'autres) qui les rapportent à l'influence du servage. M. Leroy-Beaulieu, quoique très près d'elle, n'a pu s'empêcher de constater combien sa théorie est exagérée. « Chose singulière ! dit-il. Ces statuts de 1861 (l'abolition du servage) semblent avoir momentanément étendu à de nouveaux villages, en même temps que consolidé dans son aire ancienne, un mode de tenure

1. *Les formes de la tenure du sol dans l'ancienne Russie.* Odessa, 1885.

du sol qui, trois siècles plus tôt, paraît avoir été fortifié par l'établissement du servage.[1] » *Chose singulière*, en vérité ! On établit le servage : la commune se fortifie. On abolit le servage : la commune se fortifie de nouveau... Mais alors comment admettre des théories qui mènent à des conséquences aussi bizarres ? N'est-il pas plus simple de dire qu'il n'existe aucune liaison de cause entre la commune et le servage ?

En réalité, ce sont là deux faits historiques qui ont coexisté et qui, certainement, influèrent l'un sur l'autre, mais entre eux il n'y eut aucune dépendance directe. Le régime de la propriété communale se développa dans les régions de la Russie qui ne connurent pas le servage aussi bien que dans celles où il fut établi [2]. D'un autre côté, le servage ne parvint pas à créer la commune en Europe et dans certains endroits de la Russie, par exemple dans les provinces de la Baltique, dans la Russie Blanche, etc...

C'est dans notre mouvement de colonisation, dans l'histoire guerrière de la Russie et dans les conditions de notre travail national exclusivement agricole, qu'on

1. *L'Empire des Tsars*. Livre I, page 471.

2. On ne peut nier l'importance qu'eurent dans ce cas les mesures gouvernementales : mais les mesures naissent sous l'influence des conditions de la vie et ne prennent racine que lorsqu'elles trouvent un terrain favorable. Quand le gouvernement décréta pour les régions du Nord le partage des terres, *les paysans allèrent plus loin*, ils firent biens communaux non une partie des terres, comme l'avait prescrit le gouvernement, mais toutes les terres ; ils répartirent non seulement *la quantité*, — comme le voulait le gouvernement, — mais eurent aussi égard à la *qualité*, etc. — Iefimenko. *Recherches sur la vie du peuple*, p. 354. Voir aussi Semevsky. *Les paysans sous Catherine II*.

doit chercher les causes réelles du développement de la commune du *mir*. L'histoire démontre la tendance continuelle de cette dernière à élargir de plus en plus son aire.

Il existe encore maintenant de vastes terres dans les gouvernements de Koursk, Voronej, Tambov, Riazan et autres, où on peut de ses propres yeux observer la lutte de la propriéte individuelle et de la propriété communale ainsi que les conquêtes graduelles de cette dernière. Il est à remarquer que tout ce territoire, qui jadis faisait partie des frontières de la Russie, était peuplé de colonies militaires (*sloujilié lioudi*) qui avaient l'obligation de défendre l'Etat des invasions tartares et qui recevaient à titre d'usufruit individuel — et ensuite à titre de propriété individuelle — un certain nombre de quartiers de terre (*tchetvert*) ; d'où provient la dénomination actuelle *tchetvertnoï* qui s'applique à un des modes de tenure du sol. Les descendants de ces soldats colons formèrent de nombreux villages qui occupent des provinces entières. Nous voyons maintenant la propriété privée s'y transformer presque partout en commune de *mir*.

Dans différents endroits, la mémoire des paysans conserve le souvenir des temps où ils furent propriétaires de leur sol et où ils abandonnèrent ce mode de tenure pour le régime communal afin d'éviter l'extrême morcellement des biens [1]. Dans d'autres villages, l'idée même du régime *tchetvertnoï* a disparu [2].

1. *Recueil statistique du zemstvo de Kozlov*, p. 46. *Recueil statistique de Morchansk*. — *Recueil statistique de Rannenbourg*.

2. *Recueil statistique du zemstvo de Voronej*, p. 87.

Nous pouvons à présent même observer partout cette lutte. Il y a encore beaucoup de terres qui sont juridiquement soumises au régime *tchetvertnoï*. Mais de fait leur exploitation a reçu un caractère semi-communal. Les lots de terre des paysans *ne sont pas égaux* (grâce à l'héritage, à l'achat, etc.), mais le paysan possède non pas un lot de terre dont l'*emplacement* est défini, mais une certaine *quantité abstraite* de terre. L'assemblée du *mir* a le droit de faire l'échange des lots appartenant à diverses personnes. Il diminue même proportionnellement la quantité des terres chez tous, si, par exemple, les terres d'un des membres ont été inondées ou expropriées par le gouvernement pour établir une voie ferrée. De cette manière, la propriété des *tchervertniks* n'est déjà plus une propriété purement individuelle.

L'idée populaire du droit de chacun à la terre se fait donc jour, même parmi les propriétaires, qui jouissent de leurs terres à titre de propriété individuelle, et donne naissance à des modes de tenure qui ont pour conséquence logique une pleine et entière transition au régime communal. En réalité, cette transition se produit sans cesse dans tel ou tel endroit. Des données curieuses sur ce sujet ont été recueillies par la statistique des zemstvos et on en trouve aussi souvent dans les journaux [1].

Il va sans dire que cette transition ne s'opère pas sans lutte. Les riches qui possèdent beaucoup de terres s'y opposent de toute leur influence ; ils résistent pres-

1. Par exemple dans le *Recueil statistique du zemstvo de Koursk*; la province de Graïvoron (*Gazette russe*, 1885, n° 271) ; la province de Soudja, (*Gazette russe*, 1884, n° 201.)

que à main armée. On voit même des meurtres s'accomplir. Parfois les partisans de la commune obtiennent la victoire ; puis, trois, quatre années plus tard, c'est le parti opposé qui prend le dessus [1]. Souvent, même dans d'anciennes communes les riches parviennent à établir en fait le régime de la propriété privée. Les deux partis luttent avec acharnement, mais le résultat total de cette lutte est l'agrandissement toujours croissant de l'aire du régime communal.

Et cependant, selon la loi, le village entier même n'a pas le droit de forcer le *tchetvertnik* à céder son lot de terre. Son bien lui appartient à titre de propriété individuelle, il le sait fort bien et souvent il a recours à la protection de l'autorité. Il n'est pas rare en ce cas qu'on renvoie les paysans devant les tribunaux. Ces mesures sont d'un faible secours. Et puis même si en certains endroits le régime de la propriété individuelle est conservé pour les anciennes terres, toutes les terres nouvellement achetées sont soumises au régime communal — c'est la règle générale pour certains villages.

Les efforts de la législation d'Alexandre II pour détruire la commune furent également sans résultats. Selon la loi, le village a le droit d'abolir la commune par une majorité des 2/3 des voix et même chacun de ses membres peut obliger le *mir* à lui aliéner à titre de propriété individuelle le lot de terre auquel il a droit [2].

1. Recueil de statistique du gouvernement de Koursk. p. 60. Voir les détails de cette lutte de la commune tantôt triomphant et tantôt succombant racontés d'une manière très pittoresque par M. Kharisomenov, pour le gouvernement d'Ekaterinoslav (*Revue du zemstvo. Poltava*).

2. Statuts du rachat des terres, § 165.

Les cas de ce genre sont pourtant très rares. Dans la moitié du gouvernement de Moscou, par exemple, sur le nombre total de 74,480 *dvors*, il n'y eut en dix-huit ans que 19 dvors qui se séparèrent définitivement de la commune [1]. Dans la plupart des cas la séparation de la commune n'est qu'une pure fiction, un moyen, par exemple, de se soustraire à la solidarité communale en matière d'impôts (*Krougovaïa porouka.*) Le *mir* décréta l'abolition de la commune, mais de fait il continue à vivre sous son régime [2]. Tous ceux qui ont étudié la question avec quelque compétence témoignent du désir des paysans de conserver le régime de la tenure communale [3]. Et les faits le démontrent avec évidence; le lecteur a pu s'en convaincre plus haut. Nombre de documents [4] — et parmi eux le compte rendu officiel du directeur de la Banque foncière des paysans [5], — établissent qu'en achetant des terres à l'aide des subsides de cette Banque de création récente, les associations de paysans se transforment parfois en communes chez les Grands comme chez les Petits Russiens.

1. Orlov. *Des formes de la tenure du sol par le paysan dans le gouvernement de Moscou.*

2. On trouve un grand nombre de cas de ce genre. Voir par exemple le *Rapport de la commission chargée par ordre impérial de l'enquête sur la situation présente des cultures, etc.* Supplément au T. I.

3. Voir M. Laloche (gouvernement d'Olonetz) M. Sokolovsky, et aussi nombre de Recueils de zemstvos.

4. Par exemple la province de Rilsk (*le Nouveau Temps*, 1er février 1885) ; la province de Pietrovsk (*Gazette russe*, 1884, n° 176); la province de Poltava (Petit Russien). *Gazette russe*, 1884, n° 201, etc.

5. *Le Messager de l'Europe*, avril 1885. *Question agraire*, par M. Slonimsky.

En somme, selon le calcul approximatif de M. Fortunatov, l'aire du régime communal est à présent dans les diverses parties de la Russie : région du Bas-Volga 98,4 % de toutes les terres paysannes ; région de Moscou 97 %; Oural 95,4 %; Sud grand-russien 89,1 %; gouvernements petits-russiens de la rive gauche du Dniepr 58,5 %; Russie Blanche 55,5 %; Ukraine polonaise 15,1 %; Lithuanie 0,7 % [1].

Après l'abolition du servage, le régime communal a pénétré dans la Russie Blanche (gouvernement de Moghilev) et fait sa réapparition [2] dans l'Ukraine (gouvernements de Kiev et de Poltava), où il était presque détruit. Il en vient même à franchir les frontières de la nationalité russe et prend racine chez les Moldaves de la Bessarabie de même qu'autrefois il s'acclimata chez les colons allemands venus en Russie [3].

Je suis entré dans de tels détails en parlant de la commune agraire, que je n'ose insister sur les associations ouvrières (artels). Celles-ci sont d'ailleurs mieux connues en dehors de la Russie. Je me bornerai à faire remarquer que la tendance à l'association est très développée dans la Petite Russie comme dans la Grande [4]. Le Russe n'aime ni à vivre ni à travailler seul et, grâce à une longue pratique, il est parvenu à développer en lui à un haut degré de perfection la capacité

1. *Gazette russe*, 1885, n° 320.

2. Voir pour les détails nombreux qui prouvent l'existence toute récente de la commune dans une partie de la Petite Russie, le livre capital de M. Loutchitzky.

3. Klaus. *Nos colonies.*

4. Chtcherbina. *L'association ouvrière dans la Russie du sud.* Cette sérieuse étude détruit complètement le préjugé que les Petits Russiens sont individualistes à l'excès.

d'agir en commun. Il n'est pas rare que le *mir* des paysans exécute collectivement de grands travaux publics : drainages des marais, creusement d'étangs, labourage et ensemencement des champs.

Une série entière de coutumes fait vivement ressortir cet esprit de solidarité. On voit sans cesse un jeune paysan, en s'établissant, inviter ses voisins à lui construire son *izba* et tous les membres de son *mir* bâcler l'affaire dans deux ou trois journées sans aucune récompense pécuniaire. Une jeune fille qui, pour raison de force majeure, n'a pu finir à l'approche des fêtes la quantité usuelle de filage, invite ses compagnes à l'aider : ne pas répondre à cette invitation serait une grossière inconvenance. Partout règne la coutume des *pomotchis* ou *tolokis* (aides). Une famille qui a un travail pressant à accomplir (préparation de la choucroûte, charroi du fumier sur les champs), invite ses voisins à l'aider. On ne paie pas ce travail, mais les hôtes sont obligés d'organiser une sorte de fête du travail. Dans le milieu paysan et ouvrier, les coutumes de ce genre abondent.

Il est vrai que dans les sphères de la grande production l'association ouvrière n'a pas d'applications. Elle y est aujurd'hui une très rare exception qui attire l'attention générale. Nous citerons comme exemple le fait suivant : 15 paysans (cultivateurs) du village de Grekovka (Petite Russie) achetèrent un bien en commun, il y a quelques années, et décidèrent de ne pas le partager et de le cultiver collectivement : cette petite association donna un résultat très satisfaisant [1]. On cite aujourd'hui l'association ouvrière de l'usine de Votkine, dont les produits ont mérité une mention honorable à la dernière exposition de Moscou.

1. *Messager Juridique*. 1881, n. 9.

Si les cas de ce genre sont rares, on ne peut en dire de même des petites associations ouvrières [1] : on les rencontre à chaque pas. La forme d'association qu'on peut nommer association pour la consommation est le mode normal de la vie des ouvriers. Dans les villes, les ouvriers venus du dehors vivent très rarement isolés : le plus souvent une équipe loge et se nourrit en commun. Une des dernières études sur la vie des ouvriers de fabrique donne des exemples d'associations de consommateurs qui atteignent 79, et même 300 ou 340 membres [2].

Le faible développement des associations productives dépend avant tout de l'extrême pénurie de capitaux chez les ouvriers. Les associations de pêcheurs, par exemple, passent souvent aux mains d'entrepreneurs parce que l'association qui compte plus de dix membres n'a pas à sa disposition une misérable somme de 100 à 200 roubles indispensable à l'achat du matériel de pêche. Et en même temps les entrepreneurs ont toujours l'appui du gouvernement, — ce qui est cause que les associations ouvrières, abandonnées à leurs propres forces, ne peuvent soutenir utilement la concurrence. Il n'y a pas longtemps, en 1882, l'assemblée des pêcheurs d'Arkhanghelsk, convoquée par le gouverneur Baranov, fit

1. Voir pour la question des associations ouvrières le livre de M. Issaev sur *Les Artels*.

2. *La vie de fabrique dans le gouvernement de Vladimir* par M. Pieskov, inspecteur des fabriques. 1885. Pourtant dans ce gouvernement les associations des ouvriers de fabriques ne sont pas une règle générale.

des démarches auprès du gouvernement pour obtenir des subsides en faveur des associations de pêcheurs. Le gouvernement ne donna aucune suite à ces démarches; au contraire, et comme tout exprès, il favorisa à Arkhanghelsk le développement de la propriété foncière individuelle et fit des efforts pour livrer aux capitalistes les diverses branches de l'industrie locale.

IV

Quand on étudie l'organisation harmonieuse du *mir*, quand on considère l'aptitude de la masse populaire à l'autonomie dans l'administration et dans le travail, quand on voit enfin le principe de l'égalité pénétrer parfois la vie des paysans plus profondément que celle des nations les plus développées de l'Europe, on est porté à attendre de l'ordre politique en Russie quelque chose de semblable à celui de l'Angleterre ou de la Suisse. Du moins, pense-t-on, le paysan russe doit bien vivre, doit être assuré contre l'exploitation économique et le bon plaisir dans la sphère de ses droits civils?

La première connaissance, cependant, que l'on prend de la Russie en général et de la vie du village russe en particulier, fait renoncer à toute illusion à ce sujet!

J'aurais, certes, occasion de parler dans ce livre du despotisme sans frein qui pèse sur la vie politique, du manque absolu de sûreté personnelle, de la négation des droits du citoyen en Russie. Dans son ensemble, d'ailleurs, le fait est connu partout.

Ce qu'ignore à peu près le lecteur européen, c'est l'état pitoyable du paysan russe qui, au milieu de ses institutions républicaines et dans son *mir*, devient la victime d'une exploitation formidable, est opprimé avec un arbitraire dont n'a aucune idée le plus malheureux des prolétaires de l'Occident.

Quelles peuvent être les causes d'un phénomène aussi paradoxal?

Elles résident surtout dans la civilisation arriérée du peuple, dans son extrême ignorance, qui rétrécit son horizon et l'asservit à mille superstitions.

On pourrait dire sans exagération que le peuple russe ne vit d'une vie de citoyen que dans les limites étroites de son *mir*.

Tous les phénomènes politiques ou économiques plus complexes sont pour lui tout aussi incompréhensibles, tout aussi en dehors de son entendement et de sa volonté que ceux de la nature. Un favori obtenait-il de l'impératrice à force de platitudes 10000 serfs, jusqu'alors paysans libres et indépendants? Un entrepreneur contemporain reçoit-il du gouvernement une avance d'un million de roubles pour une affaire véreuse qui ruine quelques milliers de gens du petit métier? Ce sont là aux yeux du peuple des phénomènes de force majeure qui dépassent son entendement et contre lesquels par conséquent il ne peut rien.

D'où la bourrasque qui a réduit le village en ruines s'est-elle déchaînée? Comment en triompher? D'où le favori ou l'entrepreneur se sont-ils abattus sur le paysan? Comment s'en défendre? Toutes ces questions sont également inconcevables pour le paysan. Dans la région

de la haute politique, comme dans celle des phénomènes physiques, le peuple vit dans un monde fantastique d'hypothèses qui n'a rien de commun avec la réalité. Il dépêche un messager au tzar, avec autant de foi qu'il fait célébrer une messe, pour implorer la fin de la sécheresse, car il n'a pas plus l'idée du gouvernement du ciel que du gouvernement de la terre. Ce n'est pas là une conséquence du peu de développement de son intelligence, mais d'une ignorance extrême. Le paysan raisonne très bien sur ce qu'il sait : le malheur est qu'il ne sait presque rien.

La civilisation peu avancée de la Russie cesse d'étonner si l'on se rappelle que le peuple russe a été privé pendant des siècles de toute communication avec les nations civilisées. Il ne se rencontrait alors qu'avec des peuplades sauvages qui lui étaient inférieures sous tous les rapports. Les fruits du travail de la raison humaine et de la science lui étaient inaccessibles. Aujourd'hui même, le peuple est fétichiste et païen dans nombre de cas, parce qu'il ne peut juger du ciel et de la terre que d'après un nombre restreint d'observations faites dans l'aire étroite de son champ, de sa forêt, de son *mir*. Est-il étonnant, dès lors, qu'en prenant pour base un nombre si insignifiant de faits, le peuple ne puisse se faire une idée des lois des phénomènes, qu'il ne puisse parvenir à connaître ce qui est le fond même de la science humaine et ce qui seul peut tirer l'homme de la servitude envers la nature et envers la société ? Les paysans d'Olonetz, raconte M. Hielferding, lui relataient des contes sur les géants avec une inébranlable conviction. Ils comprenaient cependant fort bien qu'il

n'y a plus aujourd'hui de géants — « Eh bien ! disaient-ils, il n'y en a plus. C'est parce que le monde est en décadence, mais il y en avait beaucoup au temps jadis. » Ailleurs, le paysan assure qu'il n'y a plus dans le pays de liechï [1] : — « Il y en avait jadis beaucoup. A présent les forêts sont abattues et les pauvres diables ne trouvent plus où se nicher ! » Nous ne voyons pas là un manque d'observation individuelle — l'observation est au contraire très exacte, — mais un manque absolu de connaissance des lois de la nature.

On trouve toujours un fond d'anthropomorphisme dans les opinions religieuses du peuple, surtout dans celles des Russes Blancs, la plus arriérée des races russes. Voyez comme les chansons blanches-russiennes représentent Dieu. Elles nous racontent des fêtes chez Dieu, où *Dieu lui-même édulcore l'hydromel où Elie le prophète brasse la bière !* Un jour Dieu chercha en vain Elie.

Elie s'en est allé aux blés.

La Sainte Vierge, elle aussi, fait le ménage et se plaint à Dieu de sa fatigue :

Elle s'est inclinée devant Dieu :
Et moi, mon Dieu, je ne me suis pas promenée,
J'ai labouré la terre, j'ai semé l'orge,
J'ai semé l'orge, je l'ai récolté.

Un jour, un frère et sa sœur s'en allèrent chercher

1. Cet être fantastique de la mythologie russe habite les forêts et se plaît à égarer les voyageurs.

Dieu, et ils les trouvèrent *près, près d'un baril buvant de la bonne eau-de-vie* [1].

Un de mes amis a rapporté un souvenir analogue de la province de Kouban. Il y a beaucoup parlé des différentes villes de la Russie aux Cosaques — la province est habitée par des Cosaques petits russiens. Un paysan lui demanda un jour de son air le plus sérieux : « Ayez la bonté de me dire si vous êtes allé dans l'autre monde? » Mon ami se froissa de la question. Il la prit pour une moquerie et une allusion au manque de foi de l'auditeur en ses récits. La question du Cosaque était cependant très sérieuse. Un des habitants de son village, au retour d'un pèlerinage, avait raconté que, chemin faisant, il était passé au ciel où les défunts de son village l'avaient prié de saluer leurs parents en leur nom. Il partit ensuite, et cette fois directement pour le ciel, chargé de cadeaux rustiques et même d'argent que les crédules Cosaques lui donnèrent pour qu'il les transmît à leurs parents décédés. Il était donc tout naturel que le Cosaque désirât apprendre de mon ami, puisqu'il le jugeait homme expérimenté, à quel point les voies de communication entre la terre et l'autre monde étaient praticables.

Il est clair qu'une manière de voir aussi naïve a une action sur la vie sociale. Il y a deux ans, les Cosaques du Don renoncèrent à combattre les sauterelles qui envahissaient leurs champs et préférèrent faire dire des messes. A tout prendre, les paysans ont autant de foi dans l'efficacité des cérémonies religieuses que dans celle des médicaments ordonnés par un médecin.

1. Cheïn. *Les chansons blanches-russiennes.*

— Pourquoi avons-nous de mauvaises récoltes ? se demande le paysan.

— Parce que, répond-il, les prêtres touchent maintenant un traitement. Au temps jadis, les popes cultivaient, eux aussi, la terre ; alors, ils célébraient des messes avec ferveur afin d'obtenir du bon Dieu une abondante récolte. Aujourd'hui, ça leur est bien égal, et ils disent négligemment leurs prières.

Il est très redoutable, même de nos jours, d'être accusé de sortilège dans nos villages. Cette accusation aboutit quelquefois aux conséquences les plus tragiques. Les journaux russes enregistrent de temps en temps la nouvelle de la combustion d'un prétendu sorcier. Et, cependant, les paysans ont très souvent recours aux sorciers. Il y a quelques années, dans le village de Megletzi (gouvernement de Novgorod), on vola la caisse de la société villageoise de prêt et d'épargne. L'assemblée du village décida de consulter un sorcier pour qu'il découvrît le voleur. Le sorcier procéda publiquement à sa besogne. Il invita les paysans à regarder un seau plein d'eau et leur distribua de petits bâtons mystérieux qui, selon lui, grandiraient entre les mains du voleur.

Dans les cas d'épizootie, les paysans, au lieu de recourir aux mesures hygiéniques, se servent parfois de l'*opakhivanié*. Voici en quoi consiste ce procédé de conjuration.

A une heure avancée, par une nuit sombre, quelques femmes, les cheveux épars et les vêtements flottants, s'attèlent à une charrue et tracent un sillon autour du territoire qu'il s'agit de préserver de la visite de la

Mort. Cette cérémonie est accompagnée de chants sauvages que les femmes braillent de leur mieux : mais ces chants sont un mystère pour les hommes. Leurs yeux ne doivent pas voir la cérémonie, et malheur à celui que la procession rencontre par hasard sur son passage : il est roué de coups et court même le danger d'être mis en pièces. Mais il va sans dire que les hommes, en entendant les hurlements sauvages des femmes, se hâtent de s'enfuir ou de se cacher [1].

Ces grossières superstitions sont entretenues chez les paysans et même développées par l'Eglise. Il existe dans le rituel ecclésiastique nombre d'exorcismes qui ne diffèrent en rien du sortilège, d'autant qu'ils sont destinés souvent à en combattre les effets. Si un paysan trouve par hasard un *zalome* sur son champ [2], dans son affliction il a recours avec une foi égale au sorcier ou au pope.

Il n'est donc pas étonnant que l'inculpation de sortilège, soit en Russie, une arme employée parfois dans les luttes politiques. On s'en sert notamment contre les sectaires. Toujours sobres, laborieux et intelligents, ils jouissent, malgré les persécutions du gouvernement, d'une aisance qui surpasse beaucoup celle des orthodoxes. Alors on prétend qu'ils reçoivent leur argent du diable. J'ai entendu moi-même un récit de ce genre d'un misérable qui assurait avoir vu de ses propres yeux un

1. Il n'y a que quelques années un cas d'opakhivanié a eu lieu aux alentours mêmes de Moscou, à Fili.

2. Un *zalome* est un faisceau de tiges de blé, lié d'une manière particulière, avec des exorcismes. Si un ennemi vous a fait un *zalome*, votre blé est perdu à moins que vous n'annuliez le *zalome* par des exorcismes appropriés à la circonstance.

chalapoute — c'est le nom d'une secte, — en conversation avec le diable qui aurait surgi d'une cuve pleine d'eau et lui aurait donné de l'or.

En 1873, on lança contre les socialistes, à Saint-Pétersbourg même, pareille inculpation de sortilège.

C'est ainsi que la superstition confine à la politique. La chose est d'autant plus facile que les paysans n'ont, je l'ai dit, qu'une idée très confuse des questions sociales. On en rencontre qui ne savent même pas que le tzar est un monarque héréditaire. Les paysans d'un village du gouvernement de Simbrisk s'imaginaient que le tzar est élu à terme par le sénat. C'est là, certes, un cas exceptionnel : mais, en général, les idées des paysans sur le tzar sont tout à fait fantastiques. Ils le considèrent souvent comme un représentant et un protecteur du peuple, qui ne se soucie que de le secourir. Seulement les gentilshommes l'en empêchent toujours. Comment l'en empêchent-ils? C'est une chose mystérieuse et inconcevable. Toujours est-il que le tzar est forcé d'avoir recours à la ruse pour triompher des gentilshommes et des sénateurs. Voilà comment la légende populaire raconte l'abolition du servage.

Le tzar s'en préoccupait beaucoup depuis longtemps, mais il n'y pouvait rien. Comment s'y prendre pour délivrer le peuple? Il trouva enfin. Revêtu du grand uniforme et décoré des ordres de Nicolas Ier, le tzar se rendit au Sénat :

— « Messieurs les sénateurs, demanda-t-il : ai-je le droit de m'habiller de cet uniforme et de me décorer de ces ordres ?

— Non, Sire, répondirent les sénateurs, c'est feu

votre père qui a mérité cet uniforme et ces ordres : ce n'est pas vous. »

Un autre jour, le tzar se rendit au Sénat avec la grande tenue d'Alexandre Ier. Les sénateurs lui dirent qu'il avait tort de la revêtir, puisque ce n'était pas lui qui l'avait méritée, mais son oncle.

Une troisième fois, le tzar vint au Sénat, revêtu de son propre uniforme et décoré de ses ordres.

— Vous avez raison de les revêtir, lui dirent les sénateurs, puisque c'est vous qui les avez mérités.

Et le tzar de répondre.

— Très bien, messieurs les sénateurs, très bien. Décrétez donc que chacun ne jouisse que de ce qu'il a gagné lui-même, mais non pas de ce qu'ont gagné son père ou ses aïeux.

Les sénateurs virent alors qu'ils avaient donné dans un piège. Qu'y faire ? Ils furent obligés de signer le décret.

Alors le tzar de leur demander.

— Messieurs les sénateurs, où avez-vous gagné vos paysans ?

L'un les avait eus de son père, l'autre de son grand-père, le troisième de son aïeul. Nul ne les avait gagnés personnellement. Les sénateurs durent reconnaître qu'il fallait abolir les droits des nobles sur les paysans.

Et ce fut ainsi qu'eut lieu l'abolition du servage [1].

Voici une autre légende qui appartient, celle-ci, au

1. Cette légende, qui a été publiée pour la première fois, si je ne me trompe, dans le journal socialiste *Terre et liberté*, est contrôlée par le témoignage de plusieurs publicistes qui ont étudié la vie du peuple.

domaine de la haute politique. Elle est citée par M. Ouspensky [1].

Pourquoi la guerre Turco-Russe a-t-elle éclaté ?

— Parce que, raconte le paysan, un *taureau primitif* repose dans le pays turc. Un trésor immense, peut-être la source de l'or de la terre, est enterré sous le sabot de derrière de ce taureau. Le tzar a voulu conquérir ce taureau. Après cette conquête, les paysans ne paieront plus d'impôts.

Dans un autre cas, à l'occasion évidemment des livres et des brochures socialistes, qui se répandent dans le peuple, il est né la légende que voici. Un monstre d'une longueur de quelques dizaines de verstes serait tombé du ciel dans un gouvernement quelconque. Sur son dos est gravé tout ce qui doit arriver : mais personne jusqu'à présent n'a déchiffré ce qui est écrit. Les autorités interdisent rigoureusement de le lire.

Les événements politiques, on le voit, se reflètent parfois dans la pensée du peuple, même de nos jours, d'une manière purement mythique.

Certes, ce serait commettre une grande faute que de juger de l'état intellectuel du peuple uniquement par ces preuves de son ignorance. Ce ne sont là que des cas exceptionnels, mais il est évident qu'une population qui forge de pareilles légendes ne peut émettre des jugements suffisamment raisonnables sur la vie politique. Tant que la pensée de l'homme ne peut briser les fers de la conception mythique, son développement demeure

1. M. Ouspensky est un de nos écrivains contemporains de talent et un grand observateur de la vie du paysan.

incomplet. C'est ce développement incomplet qui est aujourd'hui le grand vice social de la Russie.

Il n'y a qu'une centaine d'années, les gentilshommes mêmes, il faut s'en souvenir, ne considéraient pas les peines corporelles comme injurieuses pour leur dignité. Il y a quelque dix ans, on châtiait encore corporellement les gens inculpés de crimes politiques par la troisième Division de la Chancellerie impériale (Police secrète).

Dans les procès de droit commun la torture n'est supprimée que depuis 1801. Pour les procès politiques, elle n'est pas encore tout à fait supprimée dans la pratique.

Jusque sous Pierre le Grand, les Russes s'intitulaient *khotops* [1] dans leurs rapports officiels avec l'empereur. Pierre modifia cette formule et leur ordonna de s'intituler désormais *rabs* au lieu de *kholops*. A son tour, Catherine II mit en usage l'épithète *sujet* au lieu de *rab*.

Les chefs tutoient parfois en Russie leurs subalternes même dans les administrations les plus instruites comme dans la Division médicale. Dans le service militaire, les officiers sont *obligés* de tutoyer les soldats.

Si la Petite Russie est plus avancée à cet égard, cette grossièreté de mœurs, qui reflète le dédain des droits et de la dignité de l'homme, est poussée à l'extrême chez les Grands Russiens. Dans la Grande Russie, la peine corporelle est celle qu'imposent partout le plus habituellement les tribunaux de *volost*. On punit de verges un mari qui abandonne sa femme, une femme qui a manqué de respect à son mari, des fils qui ont désobéi à leur père, des pères qui n'ont pas payé les

1. *Kholops*, serfs, au sens péjoratif; *rabs*, serfs, au sens simple.

impôts, etc., etc. Cet ignoble mépris de la dignité humaine s'est développé surtout sous l'influence de *la grande famille ancienne* que les réactionnaires russes ont raison de regretter comme le pilier le plus solide des *principes conservateurs*.

Il importe de ne pas passer sous silence cette institution de *la grande famille ancienne*, qui n'a pas été un moindre obstacle que le servage au développement moral du peuple russe.

Du temps de nos aïeux, ces familles étaient composées de 20 à 30 membres, et même souvent de 50 à 60. Elles étaient soumises à l'autorité absolue de l'ancien de famille (*bolchak*), ordinairement le plus vieux grand-père [1]. Il gérait les travaux, contrôlait la consommation, réglait les mariages des membres de la famille, etc. La famille travaillait en commun, prenait en commun ses repas et habitait souvent une demeure commune.

On peut s'imaginer ce que devient l'homme dans une pareille vie. Des dizaines d'yeux épient chacun de ses mouvements ; il n'a ni volonté, ni propriété, ni même sentiments, dont il puisse disposer à son gré.

L'autorité despotique de la famille et du bolchak s'est le plus lourdement abattue sur la femme. Les chants russes sont remplis de ses plaintes touchantes contre cet état de servitude et dépeignent souvent ses révoltes implacables pour la reconquête de ses droits foulés aux pieds. Les Petits Russiens ont un dicton bien caractéristique :

1. Dans les cas où le *bolchak* devenait décrépit au point de ne plus pouvoir maintenir l'ordre, on procédait parfois, même de son vivant, à l'élection d'un *bolchak* plus jeune.

Qui apportera de l'eau ? La bru.
Qui va-t-on frapper ? La bru.
Pourquoi la frappera-t-on? Parce qu'elle est la bru [1].

La bru était l'esclave de son mari, qui était lui-même l'esclave du *bolchak*. Esclave de sa belle-mère, qui vengeait sur elle ses propres souffrances d'autrefois, la jeune femme était vouée dans sa nouvelle famille à un travail sans fin, à des reproches incessants, aux coups, à l'éternel renoncement à sa volonté. Elle entre dans la maison, revêtue encore de ses habits de noce : aussitôt l'enfer commence.

Et le beau-père dit :
On nous amène une ourse.
Et la belle-mère dit :
On nous amène une mangeuse d'hommes.
Et les beaux-frères disent :
On nous amène une saligaude.
Et les tantes disent :
On nous amène une fileuse fainéante.

C'est en vain que la pauvrette tâche de complaire à tous : elle n'obtiendra d'eux un pauvre mot bienveillant. Le mari même, fût-il amoureux, est impuissant à la protéger, comme le dit un chant poétique des Grands Russiens : la plainte de la femme accablée de fatigue.

Moi, la jeune, j'ai sommeil,
Ma tête penche vers l'oreiller.
Et le beau-père va et vient dans le vestibule,

1. Iefimenko. *La femme paysanne* dans *Recherches sur la vie du peuple.*

Il se promène tout furieux dans le nouveau vestibule.
Il frappe, il tonne, il frappe, il tonne,
Il empêche la bru de dormir :
Lève-toi, lève-toi, somnolente !
Lève-toi, lève-toi, dormeuse !
Toi, somnolente, dormeuse, sans ordre !

La pauvrette frissonne, essaie de se lever, mais n'en a pas la force.

Moi, la jeune, j'ai sommeil,
Ma tête penche vers l'oreiller.

Voici la belle-mère qui arrive comme une trombe. Nouvelles gronderies et nouveaux reproches :

Dormeuse, somnolente, sans ordre !

Et le mari ? Le mari n'y peut rien. Il voit l'injustice, mais il ne peut que murmurer en secret, en compatissant à sa femme qui sommeille malgré elle :

Dors, dors, ma sage,
Dors, dors, ma très douce.
Épuisée, harassée, par trop tôt mariée [1].

Mais que sont les coups, les reproches, le travail ! L'autorité despotique du *bolchak* aboutit à de pires abus. La langue populaire s'est même enrichie d'une expression toute spéciale : snokhatch [2]. Les drames judiciaires découvrent souvent d'affreuses scènes de jalousie du fils

1. Cheïn. *Chants grands-russiens.* I. p. 335
2. On pourrait traduire par le néologisme *bruaire.* La liaison du beau-père avec sa bru est fréquente.

contre son père, montrent quelquefois le père tombant sous la hache du fils ou empoisonné par la jeune femme qui se venge de la violence qu'on lui a faite. La grande famille est une véritable école de servitude. L'homme qui a été élevé dans ce milieu endure sans honte le despotisme le plus sanglant du maître ou du gouvernement.

V

On ne peut nier que ces défauts traditionnels du peuple russe ne se soient beaucoup atténués aujourd'hui et ne s'atténuent toujours. Une révolution morale s'opère dans le fond de la masse populaire : elle réclame ses droits et sait les conquérir. A cet égard, on peut considérer la fin du XVIIe siècle comme l'époque de la crise dans l'histoire russe.

Après les grandes guerres nationales contre les Suédois et les Polonais, une renaissance intellectuelle se manifeste partout.

D'une part, une classe instruite naît, tente des efforts énergiques pour rapprocher la Russie de l'Europe, et acclimater chez nous la civilisation européenne. Parmi les hommes qui partagèrent la tâche de la tzarevna Sophie et de Pierre le Grand, on trouve beaucoup de gens du peuple, mais qui ne représentaient nullement le peuple à vrai dire, puisqu'ils marchaient en avant de leur siècle. Dans la population entière, on aperçoit un

autre courant qui naît également du réveil des âmes et des intelligences. C'est le schisme (*raskol*).

Le schisme nous peint l'état mental du peuple russe sous un jour peu réjouissant. Il éclata à la suite de la réforme que le patriarche Nikon entreprit pour centraliser le clergé, pour l'arracher à l'influence des paroissiens, pour régler les cérémonies conformément au rituel de l'Eglise grecque. Cette réforme alluma la guerre. Nikon ordonna de se signer avec les trois doigts ; les *raskolniks* affirmaient qu'il suffisait de deux doigts et invoquaient les vieilles images, où les saints sont peints se signant avec deux doigts. Nikon ordonna de chanter trois fois l'*alleluia* ; les *raskolniks* affirmaient qu'il ne fallait le chanter que deux fois. Toutes les controverses sont de cette importance. Elles suffirent cependant pour que les deux partis se nommassent mutuellement hérétiques, pour que les *staroobriadtzi* (partisans de l'ancien rituel) fussent brûlés vifs, convaincus qu'ils étaient qu'ils seraient damnés s'ils se signaient autrement qu'avec deux doigts. Dans les deux camps, le fanatisme dominait en maître.

Les représentants contemporains des *raskolniks* signalent une cause plus profonde du schisme. Ils affirment qu'il ne s'agissait pas de la forme des cérémonies. Cette forme doit être établie par l'usage et le clergé n'est pas seul à y prendre part, les fidèles y ont leur rôle. Il n'est donc pas permis, pensent-ils, de changer le rituel sans le consentement de l'Eglise qui n'est autre chose que l'ensemble des croyants. L'esprit de l'Antichrist, qui agissait en Nikon, fit seul exclure les fidèles de l'Eglise et arroger au clergé une autorité despo-

tique sur la conscience des croyants[1]. En effet, l'Eglise russe ancienne était constituée dans un sens beaucoup plus démocratique : les fidèles choisissaient même leurs prêtres. On peut voir en somme dans le schisme une protestation très accentuée du peuple contre les tendances despotiques du haut clergé, quoiqu'il soit parfaitement avéré que les schismatiques croyaient en leur croix à huit pointes comme le sauvage croit en son fétiche.

Une fois éveillée, la pensée ne put retomber dans le sommeil, bien qu'elle n'eût pour s'exercer d'abord d'autre terrain que la scholastique cléricale. Elle se développa et elle progressa. Les persécutions incroyables que subirent les *raskolniks*, les poussèrent à transporter leurs critiques de l'Eglise au gouvernement. Ils déclarèrent alors que le tzar était l'Antichrist. Nombre de sectes furent bientôt obligées de se passer de prêtres, et en firent même un dogme de leur religion : le droit de chacun à discuter les questions religienses fut, en conséquence, admis dans toute son étendue. L'esprit qui avait jusqu'alors été esclave du rituel, d'une image en bois, d'une croix en cuivre, devint maître de soi.

De nos jours, on peut évaluer le nombre des *staroobriadtzi* et des sectaires à 12 à 15 millions. Ils sont divisés en une foule de doctrines et de sectes; quelques-unes se distinguent par leur fanatisme grossier, celle entre autres des *skoptzi* (castrats). Une partie des *staroobriadtzi*, la *popovchtchina* qui s'intitule ancienne église orthodoxe, remplace l'autorité de l'Eglise offi-

1. Voir, par exemple, *La Polémique moderne du schisme*, dans *Le Messager de l'Europe*.

cielle par la sienne propre. Cette église ne peut évidemment contribuer beaucoup à la diffusion du libre examen. Toutes les sectes de la *bezpopovchtchina* tendent au contraire indubitablement à se transformer en pur rationalisme. C'est du reste à peu de chose près le but atteint par les *chrétiens spirituels*. En général, les sectaires sont la partie la plus développée du peuple. Ils savent lire et écrire, et connaissent à merveille la Sainte Ecriture. Mais ce n'est pas la Sainte Ecriture seule qu'ils étudient. Leurs *natchottchiks* (érudits) connaissent les livres de Renan, sont familiers avec l'histoire, s'intéressent à la littérature des questions sociales. Les *natchottchiks*, tels que le célèbre Paul le Curieux, — comme facultés littéraires et comme érudition — sont parfois bien au-dessus de leurs adversaires, les docteurs des académies théologiques. En règle générale, les sectaires se distinguent par leur moralité, leur sobriété et leur activité intellectuelle.

Il est remarquable que toutes les sectes comtemporaines se différencient des anciennes par l'accroissement de l'importance qu'elles donnent aux principes sociaux. Elles font moins d'attention aux dogmes, davantage aux questions de morale et de vie sociale. Elles se tiennent rarement dans le domaine de la pure politique [1] ! Mais, dans le domaine de la vie sociale, elles

1. Il y a, du reste, des exceptions parmi lesquelles il faut inscrire la secte des *stranniks* ou *biégouni* (fuyants). Cette secte regarde le Tzar comme l'Antichrist, croit qu'un jour les croyants se réuniront et combattront son armée. En attendant, ils rejettent absolument toutes les institutions sociales : ils se dérobent au service militaire, ne paient pas d'impôts, refusent de prendre des passeports, ne font pas d'affaires qui réclameraient l'inter-

insufflent au peuple beaucoup d'idées saines et pures.

Impossible de ne pas marquer, par exemple, le rôle éminent des femmes chez nos schismatiques : elles y deviennent égales aux hommes sous tous les rapports. Elles y exercent même très souvent les fonctions de chefs des sectes.

Chez ces sectes, le mariage — libre alliance — comporte beaucoup moins d'obligations de forme et donne une importance bien plus grande aux devoirs moraux.

Les communes des sectaires sont souvent des associations très intéressantes. Aucun membre n'en peut devenir indigent : on l'aide et on ne le laisse pas se ruiner. Ces associations (chez les *chalapoutes*) se composent parfois de plusieurs familles possédant et cultivant la terre en commun. L'indépendance individuelle y est heureusement jointe à la possession et au travail collectif.

Les sectaires contribuent énormément à ruiner l'esprit d'exclusivisme national. C'est ainsi, par exemple, que les *soubbotniks* (sabbataires) se rapprochent des Juifs. Les *stundistes* apparurent, il n'y a qu'une quinzaine d'années, sous l'influence de la propagande des colons allemands qui habitent le sud de la Russie. Du reste, les *stundistes* devancèrent de beaucoup leurs maîtres. En général, nos sectes importent de nom-

vention de la loi. Il est clair qu'avec de telles convictions ils sont obligés de mener une vie errante et de se mettre à l'abri des persécutions des autorités. Aussi savent-ils se construire très adroitement des maisons avec nombre de passages secrets et de recoins où l'on peut se cacher avec succès.

breux éléments civilisateurs dans la vie du peuple, et historiquement on doit les considérer comme ses éducateurs les plus actifs.

En même temps que le *raskol* s'y développait, la Russie est entrée dans une voie nouvelle, évolution plus importante encore par ses conséquences : je veux parler de son rapprochement de l'Europe et de l'importation de la civilisation européenne en Russie. Il va de soi que la science acquise ainsi n'a eu longtemps sur le peuple qu'une bien faible action : elle demeura l'apanage d'une minorité plus ou moins privilégiée, mais peu nombreuse. Cependant, grâce aux exigences du développement de l'homme dans la masse populaire, elle pénétra jusqu'à un certain degré, comme par un réseau de filets capillaires, le milieu populaire russe.

Après l'abolition du servage, la réaction de la classe instruite sur le peuple s'est singulièrement accrue. Se rapprocher du peuple est devenu son rêve favori : les écoles, les livres populaires, le commerce personnel furent à cet égard ses meilleurs instruments. Alors intervint le parti réactionnaire. Le comte Dmitri Tolstoï arriva au ministère de l'Instruction publique et son administration fut telle qu'un bon mot populaire dans toute la Russie l'appela *le ministère de l'obscurcissement public*. Il tâcha — autant qu'il put — d'empêcher la fondation des écoles primaires, en y créant des obstacles insurmontables même pour le *zemstvo*, à plus forte raison pour les particuliers.

Le nombre des écoles n'en est pas moins évalué dans la Russie européenne à 22770 avec 1140000 écoliers

(904000 garçons et 236000 filles). Certes, c'est peu pour la Russie puisque le nombre des écoliers atteint à peine le 2 °/₀ de la population entière. La Pologne se place au premier rang (4 °/₀ de sa population) ; la Russie proprement dite est déjà au-dessous de la moyenne (à peu près 1 °/₀) ; (la Sibérie plus bas encore (0,3 °/₀). Il est à remarquer que, sur le terrain des écoles primaires, les Allemands de la Baltique qui se vantent tant de leur mission civilisatrice, n'ont pas beaucoup devancé la Sibérie. Leurs écoles ne reçoivent que le 0,7 °/₀ de la population. On en peut conclure à quel point ils craignent de laisser la civilisation pénétrer parmi les aborigènes conquis et dépossédés.

Le gouvernement russe agit de même vis-à-vis de son peuple : ayant un budget de 800 millions de roubles, il n'en dépense que 3 pour les écoles primaires. Le *zemstvo* ajoute 5 millions à cette somme dérisoire, mais, en somme, le lecteur voit à quel point le premier instrument de l'instruction — savoir lire et savoir écrire — est peu accessible au peuple russe.

On ne peut indiquer que par conjecture la statistique de l'instruction primaire du peuple. Nous avons, cependant, des renseignements exacts sur le nombre des jeunes gens sachant lire pris par le service militaire : en 1882, plus de 76 °/₀ ne savaient lire. Parmi les conscrits paysans et ouvriers, on peut évaluer à environ 20 °/₀ ceux qui savent lire. C'est là déjà un progrès, bien que très lent, puisque en 1870 il n'y avait que 11 °/₀ des conscrits qui sussent lire, et en 1868 8 °/₀ seulement.

Si insignifiants que soient les moyens d'instruction accessibles au peuple, il en use avec une grande ardeur.

Le Russe est très impressionnable. Son esprit sommeille ; il n'est pas hébété. L'instruction, c'est de la lumière ; l'ignorance, c'est de l'obscurité, dit le peuple, et il désire beaucoup s'instruire. Il prête une oreille avide aux récits d'un homme expérimenté, observe attentivement chaque fait nouveau. Les conférences publiques, faites pour les ouvriers à Saint-Pétersbourg et aux alentours, en 1880-1883, attirèrent plus de 50000 auditeurs. Il y a dans les musées à Moscou et à Saint-Pétersbourg peu de visiteurs aussi attentifs que l'ouvrier, le petit bourgeois, etc. Passez, par exemple, un jour de fête devant l'entrée du musée de Roumiantzov à Moscou. Vous y verrez bien avant l'ouverture une foule d'ouvriers, attendant patiemment l'heure fixée. Malheur à vous si vous liez par hasard une conversation avec un ouvrier : il ne vous quitte pas, fait des questions détaillées sur tout ce qu'il voit, à commencer par l'ossature d'une baleine et à finir par une machine quelconque. Grâce à ce désir d'instruction, ce que l'on appelle les travaux au dehors (*otkhojïé promysly*) doit être considéré comme les agents les plus puissants de l'éducation du peuple.

Les *otkhojïe promysly* sont les absences temporaires de leurs villages de travailleurs qui émigrent pour chercher ailleurs de la besogne. Le fait se produit sur une très large échelle. Chaque année, des dizaines et même des centaines de milliers d'ouvriers, avant le commencement des travaux des champs, envahissent les gares des chemins de fer et s'acheminent vers le midi, vers les steppes heureux, où des prairies magnifiques et de grasses moissons réclament dix fois plus de travailleurs que n'en peut fournir la population indigène. Là

aussi les ouvriers trouvent dans les ports de la mer Noire et de la mer d'Azov le travail de chargement des navires. Au nord, les *otkhojie promysly* sont occasionnés par le flottage du bois, etc... Les travaux d'été et la navigation terminés, on remarque le fait tout contraire. La foule des ouvriers se dirige vers les villes pour y travailler dans les fabriques, au charroi, etc.

On peut se faire une idée de l'importance des *otkhojie promysly* par quelques exemples : Saint-Pétersbourg seul contient plus de 200000 de ces ouvriers ; il y en a à Moscou plus de 250000. De même pour les autres grandes villes.[1]

Toute cette multitude ne rompt pas ses liens avec le village natal. Nombre de paysans vont passer l'hiver dans les villes et retournent chez eux au temps des travaux des champs. D'autres ont dans les villages leurs familles. D'autres encore vivent dans les villes, même avec femme et enfants, mais le temps nécessaire seulement pour amasser un petit capital qui les aide à renouveler dans le village l'installation qu'ils ont quittée pour un temps. D'autres enfin, tout en allant séjourner dans

1. Il arrive à Saint-Pétersbourg et à Moscou pour chercher du travail :

du gouvernement de Moscou,	11,5 %	de la population masculine,
du gouvernement de Iaroslav,	12,3 %	—
du gouvernement de Tver,	5 %	—
des autres gouvernements environ,	5 %	—

Les femmes quittent plus rarement le village. Cependant le gouvernement de Iaroslav envoie à Saint-Pétersbourg et à Moscou le 2,5 % de la population féminine : le gouvernement de Tver le 2 %. Il ne faut pas oublier qu'il y a encore beaucoup de paysans qui s'en vont ailleurs.

Voir Ianson, *Statistique*, t. I, p. 369-370.

des villes, fréquentent de temps à autre leurs parents dans les villages. L'influence qu'exercent sur les paysans les *hommes expérimentés* est énorme. Par leur intermédiaire, une foule de connaissances des plus variées, d'idées nouvelles, d'habitudes et de besoins nouveaux envahissent le village. Ces habitudes ne sont pas toujours bonnes. L'ouvrier de fabrique se gâte souvent, s'accoutume à fréquenter les cafés, fait connaissance avec les prostituées. En revanche, il importe au village des connaissances qu'on ne saurait apprendre à l'école officielle. Il s'accoutume à une vie indépendante, à la libre disposition de soi. Il n'est pas étonnant qu'à son retour, il devienne la coqueluche des belles et le modèle des jeunes gens. Il n'est pas étonnant qu'il soit *gorlan* (braillard) chef de l'opposition aux *stariks* (anciens du village) dans les assemblées et contempteur de l'autorité des *bolchaks* dans la famille.

Sous l'influence de ces causes diverses, la conscience de ses droits se réveille et se développe dans les rangs du peuple, en ébranlant l'ancien régime patriarcal et en préparant le terrain à un nouveau régime plus humain. Des signes nombreux de ce réveil, j'en citerai un seul, celui que déplorent surtout les conservateurs : les partages familiaux contre lesquels le gouvernement d'Alexandre III commence à prendre des mesures législatives. La grande famille ancienne disparaît. Les jeunes générations trouvent insupportable le joug que leurs pères et leurs aïeux subissaient avec patience. Après s'être marié, le paysan se hâte de se détacher de la famille et de fonder un ménage. La femme a une part très importante dans ce changement d'usage, — ce qui n'est

certes pas pour étonner si l'on se souvient de l'état de la femme dans la famille ancienne. Son instinct d'indépendance ne peut plus s'accommoder des entraves anciennes. Nos tribunaux de villages reçoivent en abondance les plaintes des femmes contre l'oppression de leurs maris et des membres aînés de la famille. Là où plaintes et protestations ne réussissent pas, la femme *agit*.

Les chansons modernes jettent une vive lumière sur cette lutte. La femme dit qu'elle n'est plus la créature soumise d'autrefois :

Et moi la jeune,
Je me suis mariée ayant l'esprit mûr.

Elle prend la défensive. Elle rend dent pour dent. Elle réplique aux injures des vieux par dix fois plus d'injures. Elle répond aux gronderies des vieillards :

Que le beau-père sur la soupente
Est comme un chien à la corde
Et la belle-mère sur le poêle
Comme une chienne à l'attache.

Il va sans dire qu'un tel crime de lèse-autorité mérite une punition : mais la femme ne renonce pas, pour se défendre, aux partis les plus extrêmes :

Tu as beau loucher,
Je n'ai pas peur de toi;
Tu ne me frapperas pas!

dit-elle à son mari, et quand la querelle s'engage, elle se défend vaillamment :

Le mari allongea la main,
Il souffleta sa femme à l'oreille;
La femme allongea la main,
Elle le souffleta par tout le visage [1].

Bref, la femme fait de la famille un tel enfer que les anciens eux-mêmes sont disposés à prier les jeunes gens de s'en aller. Le jeune ménage *se détache*, se bâtit une izba séparée, obtient un lot de terre. Et cela d'une extrémité à l'autre de la Russie.

La population du gouvernement de Moscou (sauf la ville de Moscou), s'est accrue de 8 °/₀, de 1858 à 1881, tandis que le nombre des ménages séparés s'est accru dans le même temps de 40 °/₀. Le nombre des paysans s'est accru dans la même période, dans la province de Dankov (gouvernement de Riazan) de 26 °/₀ et le nombre des ménages de 87 °/₀.

La transformation est notable même dans les pays les plus éloignés : l'accroissement du nombre des paysans (23 °/₀) est accompagné dans la province de Morchansk d'un accroissement des ménages de 55 °/₀ [2].

Chaque famille paysanne dans le gouvernement de Moscou contient en moyenne 5 à 6 hommes : dans la province perdue de Morchansk, la moyenne varie de 6, 8 (chez les paysans organisés en *mir*); à 8, chez ceux qui possèdent la terre à titre de propriété personnelle. Il est à remarquer, bien que je me garde de généraliser l'observation, que les familles sont parfois plus nombreuses sous le régime de la propriété personnelle que sous le régime de la propriété en commun. C'est pres-

1. Cheïn. *Chansons grandes-russiennes*. I.
2. *Statistique des zemstvos*.

que une règle pour la Grande Russie. Pour la Petite Russie, c'est plutôt le contraire. D'ordinaire la famille petite russienne est moins nombreuse que la famille grande-russienne (5 membres 6, par famille dans la province d'Odessa), mais là où règne le *mir*, elles croissent visiblement (6, 5 dans le gouvernement de Rostov). Du reste, la famille est un phénomène très compliqué qu'on ne saurait assujétir exclusivement aux conditions économiques.

Quoi qu'il en soit, les partages familiaux sont un des événements les plus importants de la vie moderne du paysan : ils créent un type de village tout à fait nouveau. Nous l'avons vu déjà, la même génération qui détruit la famille ancienne manifeste une tendance énergique au maintien de la tenure communale du sol, qui, de la sorte, s'affranchit définitivement des traces dernières de son origine archaïque. D'autre part, les partages affaiblissent la force ouvrière des familles et nuisent beaucoup aux ménages paysans. Tout le monde s'en plaint. Mais ces partages mêmes ne doivent-ils pas familiariser les paysans avec la nécessité d'une libre association au lieu de l'association obligatoire de la grande famille qui va s'anéantir ?

LIVRE QUATRIÈME

LES CLASSES SOCIALES LE CLERGÉ, LA NOBLESSE ET LA BOURGEOISIE

LES CLASSES SOCIALES

LE CLERGÉ, LA NOBLESSE ET LA BOURGEOISIE

I. Y a-t-il en Russie d'autre force organique que le peuple et le tzar. L'autocratie moscovite et son rôle historique. — Elle dégénère en tyrannie. — Les tzars s'efforcent de concentrer autour d'eux les hautes classes domesticisées.

II. Le clergé russe — Organisation de notre église — Rôle policier de notre clergé. — Clergé noir et clergé blanc. — Tyrannie du clergé noir. — Absence d'influence morale. — Persécutions contre le Raskol. — Le clergé de Tolstoï — Le Nihilisme enlève la fleur de la jeunesse ecclésiastique. — Le clergé actuel et la politique impériale.

III. Ancienne aristocratie princière. — Notre *noblesse* russe. — Son recrutement dans la plèbe. — Le *tchin*. — Impuissance générale de notre noblesse. — Les privilèges anciens et le servage. — Les horreurs du servage. — Révoltes des serfs. — Rôle civilisateur de la noblesse. — Elle introduit chez nous les idées de l'Occident. — La noblesse et l'ukase d'émancipation. — Comment elle devait se faire et comment elle se fit. — Noblesse libérale.

IV. La bourgeoisie : Bourgeoisie des villes. — Notre capitalisme. — Pas de tiers état en Russie. — L'*accumulation primitive*. — Les fraudes, les vols, sources des fortunes. — Les faiseurs d'affaires. — La bourgeoisie villageoise : *Koulaks* et *Miroïeds*.

LES CLASSES SOCIALES

LE CLERGÉ, LA NOBLESSE ET LA BOURGEOISIE

I

La masse populaire nous a longtemps arrêté. Nous avons fait là ce que sont obligés de faire tous ceux qui étudient la Russie de nos jours. L'importance des masses populaires, résultant de leur énorme supériorité numérique, et aussi de leur condensation morale, frappe involontairement tout observateur. Dans les publications russes, surtout dans les ouvrages des Slavophiles, on trouve souvent cette affirmation que « chez nous il n'y a d'autre force indépendante que celle du peuple et celle du Tzar. » Cette opinion, quoique trop tranchée, contient une certaine dose de vérité : elle indique la faiblesse relative des classes supérieures.

Si dans l'ancienne Russie — la Russie des principautés — l'aristocratie foncière et la classe commerçante avaient pu naître et se développer, la crise des invasions et des guerres porta, au XIIe et au XIIIe siècles, un coup définitif, ainsi que nous l'avons dit, à cette éclosion et à ce développement. Le vieil ordre so-

cial tout entier fut ébranlé sans espoir de consolidation possible.

La bourgeoisie perdit son opulence. L'aristocratie princière, dont les dissensions avaient affaibli la Russie, perdit pour toujours son prestige. Sa domination resta à jamais, aux yeux du peuple, synonyme de désordre, de guerre civile, de tyrannie mesquine. En même temps, nous l'avons vu, la nécessité de l'indépendance nationale amenait à l'idée de condensation, d'organisation, d'unité [1]. Le développement de la *volostnoïé samoouprav leniié* (le *self government des volosts*) redouble de force chez le peuple. Incapable, d'ailleurs, d'organiser l'Etat, il soutient énergiquement le premier qui, en possession du pouvoir, se montre capable d'exterminer l'aristocratie et de donner l'unité à la Russie.

Tel fut le rôle des Princes moscovites, qui prirent bientôt le titre de *Tzars*.

La maison moscovite des Danilovitchs (ou d'Ivan Kalita) se confondait dans les rangs des familles princières très secondaires sans que rien ne l'en distinguât. Les princes moscovites étaient avant tout *propriétaires fonciers* (*votchinniki*) : ils pensaient tout d'abord à leurs intérêts, à ceux de leurs familles et de leurs biens-fonds ; mais la situation géographique de Moscou fit de cette ville la tête d'opérations dans la lutte des Russes contre les Tartares. Grâce à ce fait, Moscou devint le point de ralliement des patriotes et des hommes d'Etat, de toutes les forces vives de la Russie. Ces hommes, en se con-

1. Livre III, p. 10.

centrant autour des princes moscovites, communiquèrent à leur politique une rare sagesse, une prudence et une fermeté qui bientôt firent converger sur ces princes les regards de tout le peuple. D'une main assurée, ils accomplissaient la grande œuvre nationale de l'unification de la Russie, en détruisant l'aristocratie princière. Sentant cette main ferme, le peuple accorda partout son appui à Moscou. Les régions mêmes soumises à l'autorité de la république marchande de Novgorod trahirent la métropole, et le gouvernement de la république terrorisa en vain ses propres sujets pour les empêcher de passer à Moscou [1].

Un siècle après, la Russie unifiée put commencer l'œuvre de sa libération.

On ne peut donc se refuser à constater que l'autocratie moscovite a rendu de grands services à la Russie. Il est évident, en effet, que les tzars ne pouvaient accomplir l'œuvre de la libération nationale que grâce à une dictature absolue et illimitée. Cependant le gouvernement des tzars avait bien peu d'éléments qui rendissent possible son unité morale avec le peuple. Il existait même au contraire des germes de contradiction profonde entre l'autorité de l'Etat — telle qu'elle résultait de sa formation historique — et le développement fatal de la masse populaire.

L'Etat moscovite prit naissance au moment où l'histoire commençait à faire de la Russie *un pays de paysans*.

Le peuple, sous l'influence des conditions du travail

1. Kostomarov. *Histoire de Novgorod, Pskov et Viatka*, pages 70, 71, 78, 127, 128, 135, 141, etc.

et du mouvement colonisateur, sous l'impulsion, enfin, de la rude expérience qu'il avait faite, commençait à s'organiser sur les bases de la possession en commun. L'ancienne organisation patriarcale (par famille et par clan) reçut une première secousse. Le peuple tendait confusément à admettre le principe de la volonté du peuple, du bien public. Cent cinquante à deux cents ans plus tard, on ne peut plus se tromper sur la direction qu'a prise le développement populaire : la commune rurale et l'organisation cosaque en fournissent des exemples frappants.

Que pouvait avoir de commun avec une évolution de ce genre l'Etat moscovite?

Il devait son origine précisément aux vieilles assises de la propriété foncière et aux traditions de clans, (*votchinno-semeinoïé natchalo*). Il ne pouvait, cela va de soi, s'abandonner lui-même. Les intérêts de la famille des tzars, les intérêts de leurs serviteurs (*dvornia*) tenaient naturellement la première place dans les préoccupations de l'Etat moscovite. Les intérêts de la Russie s'identifiaient pour les tzars avec les intérêts de leurs biens-fonds agrandis; le bien-être du peuple avec l'état florissant de leurs domaines. Les tzars et leurs boyards pouvaient servir quelquefois les intérêts du peuple : leurs agissements pouvaient même coïncider parfois avec les nouvelles tendances qui graduellement gagnaient tout le peuple. Plus souvent encore, le gouvernement, fidèle à sa propre ligne de développement s'opposait au développement du peuple et, soit involontairement, soit en pleine connaissance de cause, faisait tous ses efforts pour y mettre un terme.

Les tzars seuls avaient jusqu'à un certain degré conscience de cette divergence : le peuple ne l'avait pas. Disséminé sur d'énormes étendues, occupé à lutter péniblement pour l'existence, il ne pouvait exercer aucun contrôle sur les actes du gouvernement, n'en pouvait bien comprendre la portée, et s'il soutenait les tzars, ce n'était pas qu'il approuvât leur politique dans ses détails. Il ne soutenait dans les tzars que l'autorité populaire unique, l'autorité qui s'élevait également au-dessus de tous. Le sentiment d'égalité démocratique stimulait la masse populaire à sympathiser avec les tzars et à les aider dans leur œuvre d'anéantissement des classes privilégiées. Les tzars étaient-ils toujours les champions de l'égalité? Le peuple le croyait tout simplement, sans examen ni contrôle. C'était là une de ces nombreuses illusions qui dominent l'esprit inculte des masses et ont déjà fait tant de Césars dans l'histoire.

Grâce à cet appui sans conditions des masses populaires, uni à leur impuissance à contenir par leur propre importance l'Autocratie, l'autorité des tzars prend l'aspect d'une force politique immense et indépendante. Le tzar fait ce qu'il lui plaît, parce que le peuple lui accorde toujours son soutien, même alors que ses actes portent atteinte aux intérêts du peuple. Il n'y a qu'une chose que le tzar n'aurait jamais pu faire, même s'il l'eût voulu : limiter son autorité par celle d'une classe privilégiée quelconque. Le peuple ne reconnaissait pas de compromis de ce genre, et par cela même il les anéantissait, car, appuyé sur lui, le tzar pouvait, quand tel serait son bon plaisir, recommencer à agir à sa guise et à sa

fantaisie. C'est ainsi que devinrent immédiatement, caduques et nulles, aussitôt que l'idée vint aux tzars de s'en débarrasser, les restrictions de pouvoir imposées par les boyards aux Romanovs. Toute la première moitié du XVIIIe siècle, pleine de révoltes de palais, donne à notre noblesse bien des occasions favorables pour limiter l'Autocratie. Mais les résultats de ces tentatives nous enseignent que les nobles pouvaient seulement *changer* les tzars, ou même les tuer, pouvaient gouverner en leur nom, mais ne pouvaient formellement limiter leur autorité, même d'après les notions les plus élémentaires des droits de l'homme.

L'Autocratie russe avait dès lors toutes facilités pour dégénérer en une véritable tyrannie. Il semble même superflu de donner des exemples de l'absurde despotisme auquel elle parvint. Ivan le Terrible tua son propre fils ; il tua le métropolitain Philippe, que l'église canonisa, il tua les hommes par dizaines, par centaines, par milliers... tous ces meurtres restèrent impunis. Il n'y a que 80 ans, on étouffa un autre tyran fou, qui prouvait que le temps d'Ivan le Terrible n'était pas d'un retour impossible pour la Russie contemporaine, pour la Russie européisée. Les caprices de Paul Ier frappent par leur extravagance. Je ne parlerai pas de la torture, des déportations, des confiscations; tout cela est inhérent au règne de l'arbitraire; Mais Paul Ier réglait par ukase le costume de ses sujets; il prescrivait quels mots de la langue ne devaient pas être usités; ses fantaisies, parfois sanguinaires, ne peuvent souvent être exprimées dans un idiome raisonnable. Une fois, à un bal de la cour, un officier déchira, par mégarde, la traîne de l'impératrice. L'empereur s'emporta. Il fit appeler le coupable, commença à l'injurier, puis s'échauffant de plus en plus, s'écria : « Chassez-le du service ! » Cet arrêt ne l'apaisa pas. Criant de plus belle, il s'adressa à un haut personnage : « Faites-le quitter immédiatement Saint-Pétersbourg !! »... Puis, toujours injuriant et toujours s'échauffant davantage, il poursuivit : « Qu'on l'exile dans ses terres ! »

— Sire, remarqua un des ministres, il ne possède pas de terres ! — Qu'on lui donne 300 âmes[1] ! »

Tel fut l'arrêt dans sa forme définitive. L'officier reçut 300 paysans.

Tâchez de distinguer dans tout ceci la colère, la faveur, et en général le but que voulait atteindre l'empereur ?

Je ne sais à quel point cette anecdote mérite la confiance, mais *si non e vero e ben trovato*. Cela résume le régime.

Les champions de la monarchie russe font tous leurs efforts pour démontrer qu'elle et le despotisme ne sont pas chose identiques. Mais si l'Autocratie russe n'est pas despotique — le despotisme n'existe pas. Dans les tyrannies musulmanes, il existe au moins le *chariat*. En Russie, l'empereur Nicolas Ier envoie au conseil des ministres les pièces d'une affaire avec une note conçue à peu près ainsi : « Je prie MM. les ministres de lire et de se convaincre, que dans de pareils cas on ne peut agir conformément aux lois[2] !.. » Ici, dans l'alterna-

1. C'est-à-dire un village peuplé de 300 paysans mâles.
2. Traduction russe de l'histoire de LORENTZ, avec appendices de MARKOV.

tive la plus favorable, la loi existe autant seulement que le permettent les ordonnances impériales, et en fait, l'arbitraire du tzar n'est limité que par les obstacles physiques ou par les conditions sociales et économiques, que nul ne peut modifier.

Ce caractère de l'autorité politique, telle qu'elle résulte des périodes moscovite et pétersbourgeoise, fit de cette autorité un instrument très commode pour l'*intrigue* politique. Aucune classe qui eût dans le pays une base réellement solide ne pouvait souffrir une forme de gouvernement semblable à l'Autocratie russe. Aussi les tzars russes se querellèrent-ils sans cesse avec leurs *boyards* [1], qui n'avaient pas encore oublié le rôle joué jadis par eux en Russie. Quand les anciennes familles perdirent définitivement leur prestige ou furent la plupart éteintes, la Russie se trouva par le fait nivelée à l'excès. Dès lors, et jusqu'à notre époque, aucune classe ne fut capable de dominer le peuple par ses propres forces.

Pourtant le démembrement naturel du peuple en classes eut lieu en Russie comme partout, et ces classes, ou ces embryons de classes, trouvèrent toujours dans l'autorité des autocrates un instrument et un soutien de leurs forces.

Chez les tzars et les empereurs, on sent toujours comme une conscience incessante de l'anomalie qui existe entre l'Etat qu'ils ont créé et celui qui devait logi-

1. J'appelle de ce nom générique tous les restes de l'ancienne aristocratie foncière qui, après avoir perdu leurs droits de souveraineté, se joignirent aux tzars moscovites en qualité de conseillers et d'aides dans les affaires gouvernementales. Au XVIe siècle, le nombre de ces familles était de 200 à peu près.

quement naître des idées sociales du peuple. Sans doute, celui-ci n'a pas développé ses institutions au point qu'il en puisse conclure une déduction générale ; les tzars, cependant, semblent pressentir que le moment de cette déduction doit arriver inévitablement, et tâcher de s'en garantir d'avance, en se procurant un appui durable, l'appui des classes privilégiées, qui, pour dominer le peuple, seraient obligées, par leur propre intérêt, de soutenir l'autorité du tzar. Trouver dans ces classes des rivales, les Autocrates n'ont pas eu à le redouter jusqu'à cette heure. D'ailleurs, en dehors de leurs efforts prémédités, la concentration des classes privilégiées autour de leur trône se faisait tout naturellement, et ensuite, arriva, comme conséquence logique, l'influence de ces classes sur les tzars. Les tzars étaient très éloignés du peuple, les nobles et les riches près d'eux. L'absence de tout contrôle sur leurs actes donnait une ample liberté à toute influence individuelle sur leurs personnes. Aussi voyons-nous chez nous tout le monde recourir avec succès à la protection du tzar : la noblesse, le clergé, la bourgeoisie. Le gouvernement leur prête un appui incessant, développe avec zèle leurs forces et, ce qui est encore plus important, emploie son autorité à écraser dans le peuple toute résistance, toute protestation. Il n'est pas douteux, par exemple, que la noblesse doit à la confiance du peuple dans les tzars de n'avoir pas été massacrée une vingtaine de fois par les paysans. Le peuple souffrait les nobles, seulement parce qu'il s'imaginait que le tzar accomplissait par eux une œuvre utile au peuple lui-même.

L'histoire de nos classes supérieures est ainsi étroi-

tive la plus favorable, la loi existe autant seulement que le permettent les ordonnances impériales, et en fait, l'arbitraire du tzar n'est limité que par les obstacles physiques ou par les conditions sociales et économiques, que nul ne peut modifier.

Ce caractère de l'autorité politique, telle qu'elle résulte des périodes moscovite et pétersbourgeoise, fit de cette autorité un instrument très commode pour l'*intrigue* politique. Aucune classe qui eût dans le pays une base réellement solide ne pouvait souffrir une forme de gouvernement semblable à l'Autocratie russe. Aussi les tzars russes se querellèrent-ils sans cesse avec leurs *boyards* [1], qui n'avaient pas encore oublié le rôle joué jadis par eux en Russie. Quand les anciennes familles perdirent définitivement leur prestige ou furent la plupart éteintes, la Russie se trouva par le fait nivelée à l'excès. Dès lors, et jusqu'à notre époque, aucune classe ne fut capable de dominer le peuple par ses propres forces.

Pourtant le démembrement naturel du peuple en classes eut lieu en Russie comme partout, et ces classes, ou ces embryons de classes, trouvèrent toujours dans l'autorité des autocrates un instrument et un soutien de leurs forces.

Chez les tzars et les empereurs, on sent toujours comme une conscience incessante de l'anomalie qui existe entre l'Etat qu'ils ont créé et celui qui devait logi-

1. J'appelle de ce nom générique tous les restes de l'ancienne aristocratie foncière qui, après avoir perdu leurs droits de souveraineté, se joignirent aux tzars moscovites en qualité de conseillers et d'aides dans les affaires gouvernementales Au XVIe siècle, le nombre de ces familles était de 200 à peu près.

quement naître des idées sociales du peuple. Sans doute, celui-ci n'a pas développé ses institutions au point qu'il en puisse conclure une déduction générale ; les tzars, cependant, semblent pressentir que le moment de cette déduction doit arriver inévitablement, et tâcher de s'en garantir d'avance, en se procurant un appui durable, l'appui des classes privilégiées, qui, pour dominer le peuple, seraient obligées, par leur propre intérêt, de soutenir l'autorité du tzar. Trouver dans ces classes des rivales, les Autocrates n'ont pas eu à le redouter jusqu'à cette heure. D'ailleurs, en dehors de leurs efforts prémédités, la concentration des classes privilégiées autour de leur trône se faisait tout naturellement, et ensuite, arriva, comme conséquence logique, l'influence de ces classes sur les tzars. Les tzars étaient très éloignés du peuple, les nobles et les riches près d'eux. L'absence de tout contrôle sur leurs actes donnait une ample liberté à toute influence individuelle sur leurs personnes. Aussi voyons-nous chez nous tout le monde recourir avec succès à la protection du tzar : la noblesse, le clergé, la bourgeoisie. Le gouvernement leur prête un appui incessant, développe avec zèle leurs forces et, ce qui est encore plus important, emploie son autorité à écraser dans le peuple toute résistance, toute protestation. Il n'est pas douteux, par exemple, que la noblesse doit à la confiance du peuple dans les tzars de n'avoir pas été massacrée une vingtaine de fois par les paysans. Le peuple souffrait les nobles, seulement parce qu'il s'imaginait que le tzar accomplissait par eux une œuvre utile au peuple lui-même.

L'histoire de nos classes supérieures est ainsi étroi-

tement liée à la politique des tzars, et en même temps l'Etat se trouve continuellement *sous l'influence* des classes privilégiées, sans jamais devenir leur *représentant* et en restant seulement leur *protecteur*, rôle qu'il lui est aisé de remplir à l'aide des forces que lui fournit la confiance de la masse populaire.

II

Examinons maintenant un peu plus attentivement le caractère et l'état de nos hautes classes.

Nous commençons par le clergé, bien qu'il n'ait point une importance plus grande que les autres classes.

L'Eglise russe n'a jamais atteint le degré d'importance et de force dont a pu jouir l'Eglise catholique. Elle dépend à tel point de l'Etat que, même, parmi son clergé, des voix s'élèvent quelquefois pour se plaindre que «l'Eglise se trouve dans la captivité de Babylone.»

Le pouvoir supérieur de notre église est concentré dans le *Synode* composé de quelques archevêques nommés par le gouvernement; ce fait seul lui enlève toute indépendance. Le Synode est forcé de se conformer aux ordres du gouvernement, d'autant plus que l'empereur est aussi jusqu'à un certain point, même d'après les statuts ecclésiastiques, le chef de l'Eglise [1].

1. Au XVIe siècle le gouvernement érigea lui-même, dans un but politique, le Patriarcat en Eglise. Il délivrait ainsi l'église russe de l'influence du Patriarcat de Constantinople. L'église centralisée manifesta quelque tendance à se mêler aux affaires de l'Etat. Certains

Le synode n'a aucun pouvoir politique, il ne prend aucune part au gouvernement de l'Etat. Il ne se mêle de politique que lorsque le gouvernement l'exige: ainsi, par exemple, l'église porta des *malédictions* solennelles contre les divers ennemis du tzar (l'imposteur Otrepiev, l'insurgé Stenka Razine, le traître Mazeppa, etc). Actuellement les popes ont l'ordre de prêcher contre les aspirations au partage de la terre, contre les socialistes, etc. Après l'assassinat d'Alexandre II, l'Eglise ajouta au service ordinaire une prière spéciale: « Prions Dieu d'exterminer les ennemis furieux qui trament des complots... »

Tel est le rôle politique de l'Église: on voit que c'est celui d'un employé, d'un policier. Cela devient plus clair encore, lorsqu'on sait que tous les services ecclésiastiques sont soumis à une censure sévère et qu'on envoie même à nos popes des modèles de sermons. Parfois l'intervention du clergé a un caractère tout à fait honteux: c'est de l'espionnage. L'humiliation de

Patriarches, comme Hermogène, Filarete, Nikon, jouèrent un rôle politique fort important. Au temps de Nikon, l'Eglise russe manifesta des prétentions qui rappellent celles de la Curie romaine. Mais ces prétentions eurent une fin bien triste pour elle. Le peuple éleva une protestation formidable contre son despotisme: le schisme, (*Raskol*). De son côté, le gouvernement, tout en poursuivant le *Raskol*, exila Nikon. Puis, Pierre le Grand, pour écraser à jamais les tendances politiques de notre église, abolit le patriarcat et créa le *Synode*. Au milieu du XVIIIe siècle, le gouvernement confisqua tous les biens-fonds des couvents et leur assigna une rente fixe. L'indépendance de l'église était à jamais détruite. L'histoire de l'église subit ainsi les mêmes vicissitudes que celle de la noblesse. L'église acquit un pouvoir politique énorme en apparence, mais seulement en tant que le tzar le veut ou le permet. Le premier tzar, qui voudra abolir ce pouvoir, le fera sans nulle difficulté.

l'Eglise est telle que le prêtre est obligé, dans certains cas, par l'ordre même du Synode, de *faire un rapport* à la police sur ce qu'on lui révèle en confession [1].

Il faut sans doute chercher en partie les causes de cette situation désastreuse de notre église dans sa propre organisation.

Notre clergé n'est pas composé d'hommes soumis au pouvoir d'une autorité, étroitement unis et ne connaissant d'autres intérêts que ceux de leur ordre. Il se divise en clergé noir (régulier) et clergé blanc (séculier) [2]. Le clergé noir, ce sont les moines basiliens, — le seul ordre existant en Russie. Le clergé blanc, qui remplit tous les services religieux et administre tous les sacrements, est obligé d'avoir une famille. Un homme non marié ne peut être ordonné prêtre; de la sorte, le clergé séculier n'est pas en dehors de la société et du peuple, mais il est d'un autre côté enchaîné par tous les besoins matériels, qui oppriment si fortement l'homme, qui a une famille à nourrir. Et pourtant, toutes les richesses de l'Eglise sont concentrées entre les mains des moines qui sont investis en même temps des hautes charges ecclésiastiques. Les moines seuls peuvent être sacrés archevêques; tous les diocèses sont donc entre leurs mains.

Cette aristocratie cléricale traite le clergé blanc avec

1. Ce rapport doit être fait dans le cas où le prêtre croit que le pénitent n'a pas abandonné son dessein criminel.

2. D'après le compte rendu du procureur général du Saint Synode, en 1882, il y avait 566 couvents, 10709 moines et frères convers, 18748 nonnes, en tout 29457. *La Gazette diocésaine de Penza.* 1884. n. 21 Il faut estimer le clergé séculier (avec ses familles) à près de 570000 âmes (*Statistique* de Janson).

le plus grand mépris. Dans son diocèse, l'archevêque est un Roi, un Pape. Sa chancellerie, le consistoire, dispose de la vie du malheureux pope absolument comme un seigneur disposait de la vie de ses serfs. La seule chose que possède le prêtre, c'est sa paroisse: il la reçoit du consistoire et la conserve aussi longtemps que ce dernier le veut. En conséquence, le prêtre est prêt à subir toutes les humiliations pour conserver les bonnes grâces de son archevêque. Les abus et les concussions règnent dans le consistoire. Et le prêtre, cet esclave, dont le sort, ainsi que celui de ses enfants, se trouve entre les mains de cette aristocratie noire, doit souffrir en silence.

Dans l'ancienne Eglise russe, nous l'avons dit, les paroissiens élisaient eux-mêmes leurs prêtres. Mais cette coutume est depuis longtemps abolie. La paroisse est impuissante à défendre son prêtre [1].

Autrefois, on organisait des congrès du clergé blanc ou du moins il pouvait exprimer ses besoins. Maintenant ces congrès sont supprimés. Le prêtre n'est plus que l'esclave muet des moines.

Est-il possible qu'en de pareilles conditions les prêtres se distinguent par leur courage civil et moral, qu'ils aient une influence quelconque sur leurs paroissiens? Non, certes. Un homme intelligent et indépendant fuit l'état ecclésiastique. Le clergé, toujours volé par le consistoire, toujours prêt à être mis en disponibilité, dont les premiers besoins matériels ne sont ja-

1. Dernièrement le zemstvo de Moscou sollicitait la permission pour les paroissiens d'indiquer les prêtres qu'ils voudraient voir dans leurs paroisses. Le gouvernement repoussa cette prière.

mais assurés, pressure à son tour les paroissiens. Cet impôt, en argent ou en nature, est parfois tout à fait révoltant. On voit souvent le prêtre refuser d'enterrer un mort, avant qu'on ne lui donne ce qu'il demande. Il tient ferme jusqu'à ce que le cadavre commence à se décomposer et que les paysans se voient obligés de céder à ses exigences. Des abus analogues se produisent pour la célébration des mariages [1]. Il y a deux ans, le prêtre du village Svinaïa, ne recevant pas de ses paroissiens autant d'argent qu'il en exigeait, se mit, un jour, à l'église, pendant la célébration de la messe, à prier Dieu de punir ce village par la famine et la peste. Les paysans indignés fermèrent l'église et en cachèrent les clefs. Un dicton populaire dit que « les yeux du prêtre sont envieux, jaloux, et ses mains prêtes à saisir tout ce qu'il voit. »

Il faudrait donc quelque naïveté pour supposer que notre clergé a une influence morale sur le peuple. Cette influence devient plus faible encore, grâce à un ignoble système de dénonciations que développent chez les prêtres leur peu de moralité et la nécessité continuelle où ils sont de chercher à plaire. Les dénonciations de tout genre pour causes politiques, morales ou religieuses devinrent si nombreuses et si effrontées que les dignitaires mêmes de l'Eglise se virent obligés de prendre des mesures contre leur fréquence. Cet esprit de chicane, cet espionnage détruisent complètement le crédit du clergé parmi le peuple [2]. Le

1. En Russie, pour être légal, le mariage doit être célébré à l'église.

2. Comme un petit échantillon des nombreuses protestations du peuple, je citerai ici l'affaire du paysan *Artemenko*. Il fut jugé à Tchiguirine le 25 mai 1882 pour injures à un prêtre. Le prêtre dénonça Artemenko, disant qu'il ne s'était pas présenté pour prêter le serment au nouveau tzar. Artemenko, comme on pense, fut arrêté et obligé de prêter le serment. Une fois sorti de prison, il vint à l'église où prêchait le prêtre et lui cria : « Tu n'es pas un pasteur, mais un mercenaire et un homme vénal ! » (*Golos*, 14 juillet 1882.)

manque d'estime pour le clergé a été une des causes les plus efficaces des progrès du Raskol et des sectes.

J'ai déjà dit que le Raskol naquit comme une protestation contre les réformes du patriarche Nikon, il y a près de 200 ans. Les réformes avaient, entre autres buts, celui de centraliser l'Eglise, de donner plus d'importance à la hiérarchie ecclésiastique, de soustraire le clergé blanc à la dépendance de la paroisse. Aussi — c'est un fait caractéristique — les premiers chefs du Raskol sortirent-ils du bas clergé [1]. Ce lien entre le clergé bas et le peuple est visible de loin en loin par la suite. Par exemple, lors des insurrections des paysans au XVIIIe et au XIXe siècles, le clergé rural prit une grande part dans la lutte et se mit du côté des paysans, dit Romanovitch Slavatinsky [2]. Mais ces faits sont de plus en plus rares. A mesure que l'Eglise devenait un serviteur docile de l'Etat, le clergé se disciplinait au point de vue policier et sa valeur morale s'abaissait. Ce fait fut constamment signalé par le schisme qui le citait comme prouvant que la grâce divine se détournait de

1. De trente-huit premiers chefs du schisme (*Dictionnaire encyclopédique*, de Klioucknikov) vingt-cinq appartenaient au clergé, et au clergé bas presque exclusivement.

2. Romanovitch-Slavatinsky, *La noblesse en Russie*, p. 363.

l'église officielle. Le clergé ne savait répondre qu'en recourant à l'appui de la police.

Les premiers temps des persécutions contre le Rascol furent souillés par quelques auto-da-fé, crime presque inconnu en Russie [1]. Mais si les condamnations au bûcher cessèrent au bout de quelques années, des persécutions d'un autre genre continuèrent, toujours dirigées par des dignitaires ecclésiastiques. Les prêtres surveillent aujourd'hui encore les raskolniks en vrais policiers ; ils ne disent rien si les raskolniks paient leur silence ; mais s'ils se refusent à l'acheter, le prêtre, assisté par la police, commence la campagne. On ferme les oratoires, on enlève les vieux livres religieux, on arrête les chefs de sectes. J'ai entendu moi-même les plaintes de juges d'instruction que les prêtres ennuyaient de leurs continuelles dénonciations et de leurs demandes perpétuelles de mandats de perquisition, d'arrestation et d'autres représailles — mesures contre lesquelles se révolte la conscience de tout honnête employé de notre temps [2].

Parallèlement à cet affaissement moral de notre clergé, le nombre des sectaires et des rascolniks grandit ; on en compte maintenant près de quinze millions.

1. Quelques voix ecclésiastiques s'élevèrent aussi pour louer l'Inquisition d'Espagne ; elles restèrent sans écho. Un tel fanatisme est opposé au caractère russe.

2. Ces traits se rapportent à l'époque qui précède l'avènement au trône d'Alexandre III qui donna un peu plus de liberté aux rascolniks. Néanmoins les poursuites continuent. Ainsi en 1883, l'archevêque des *Staroobriadtzi* Genadï fut exilé, parce qu'il avait eu l'audace d'officier dans son oratoire *reconstruit*. On ne permet encore aux raskolniks de construire aucune église sans une permission spéciale.

Pendant les vingt dernières années, et surtout, au temps où le comte Dmitri Tolstoï était procureur général du synode, le gouvernement entreprit une série de réformes qui avaient pour but d'améliorer l'éducation du clergé. Les nouveaux séminaires préparèrent réellement une génération de prêtres beaucoup plus instruits que leurs prédécesseurs. En même temps aussi, on a porté encore un coup — peut-être le dernier, — à l'influence morale du clergé.

Autrefois, on pouvait rencontrer un prêtre très ignorant, superstitieux comme ses paroissiens, tout aussi hébété et craintif, mais bon et simple, vivant en paix avec les paysans et capable en cas de nécessité de défendre le *mir*. Ce type devient de plus en plus rare. L'école du comte Tolstoï, ayant pour base le système de discipline passive des jésuites, exigeant bien moins des convictions que des apparences convenablement gardées, démoralisa au plus haut degré la nouvelle génération de notre clergé. Autrefois du moins, les prêtres n'étaient pas athées. Les prêtres de l'école de Tolstoï ne s'embarrassent point de croire en Dieu. Ce nouveau type de bigots hypocrites a pour but unique de se créer un avenir. Homme instruit, élégamment mis, aimant le confort, le prêtre de la nouvelle génération est, à l'égard des paysans, le plus fin, le plus insatiable et le plus impitoyable des pillards.

Tandis que l'école de Tolstoï préparait le nouveau type sacerdotal, toutes les forces vives de la jeunesse ecclésiastique aspiraient à déserter les rangs du clergé. Elle accourait aux universités. Cette invasion des universités par les séminaristes ne fut même pas étran-

gère au développement de ce que l'on appela *nihilisme*. Les séminaristes appartenant à une classe aussi avilie que l'est la classe paysanne, en sortaient avec la haine et le dégoût de l'ancien régime tout entier. Détestant profondément toute hypocrisie, ils quittaient l'état ecclésiastique, parfois littéralement de force, rompaient avec leur famille. Le clergé perdit ainsi ses éléments les plus honnêtes : les uns par la désertion, les autres par la perversion par la nouvelle école.

Cet abaissement moral du clergé correspond chronologiquement au développement le plus grand de la pensée scientifique dans la *société*. La classe instruite de la société russe se distingue, depuis longtemps, par son indifférence religieuse. On ne peut dire qu'elle déteste la religion ; elle lui est indifférente. Etre religieux n'est pas *comme il faut*. Cette opinion de notre société sur la religion n'a pas un caractère de nouveauté, mais le nombre des gens instruits s'est énormément accru durant ces vingt à trente années. L'instruction cesse d'être un privilège. Les idées scientifiques pénètrent par mille voies diverses toute la Russie jusqu'à son cœur même — le peuple.

J'ai déjà dit qu'il y a dans le peuple même des sectes nouvelles qui se rapprochent de plus en plus du rationalisme. Ces sectes rejettent chaque jour davantage l'autorité et donnent en matière de foi la prépondérance à la raison et à la conscience de l'homme. Voilà à quel moment le clergé perd définitivement toute faculté d'exercer une influence morale sur le peuple ! On doit donc actuellement moins que jamais parler de son influence. Pourtant, aujourd'hui certaine

circonstance peut lui donner un peu plus de force. L'empereur Alexandre III, dans sa lutte contre les révolutionnaires, cherche autour de lui tous les éléments conservateurs qu'il peut trouver et tâche de les soutenir.

Dans ce dessein, le gouvernement prête son appui au clergé[1]. Quel sera le résultat de ce rapprochement? Il est d'autant plus difficile de le dire que la politique de l'empereur est aussi changeante que le ciel de Saint-Pétersbourg. Seulement cette remarque est à faire que chez nous on ne peut soutenir *tout* le clergé ; on peut soutenir le clergé noir, et alors le clergé blanc restera aussi nul qu'il l'est à présent ; on peut soutenir le clergé blanc, mais alors il aspirera à une révolution dans l'église. Soutenir l'église entière n'est pas réalisable à cause de l'antagonisme qui règne entre les clergés noir et blanc. Pourtant, c'est justement le but que poursuit la politique de l'empereur et c'est ce qui la rendra probablement sans résultat.

III

Le rôle politique de la *noblesse* fut beaucoup plus bruyant, beaucoup plus profondément influent sur la vie du peuple.

1. On construit des nouveaux couvents (en trois ans on en a créé trente, je crois) ; on fonde des journaux ecclésiastiques; on prend des mesures pour raviver la chaire chrétienne, on institue des sociétés ecclésiastiques de bienfaisance ; on tâche de concentrer entre les mains du clergé l'éducation primaire, etc.

J'ai parlé plus haut de l'ancienne aristocratie princière. Il ne faut pas croire pourtant que notre *noblesse* (*dvorianstvo*) en tire son origine. Certainement, il y a dans la noblesse russe un certain nombre d'anciennes familles, plus nobles même que la maison régnante des Romanovs [1]. Mais, en général, elle n'a par ses origines rien de commun avec les anciens *souverains* du pays.

L'étymologie même du mot *dvorianstvo* ne contient en soi aucune notion de souveraineté ou de haute origine, comme les mots *noblesse*, *nobility*, *adel*. Dans les temps anciens, on nommait *dvorianïe* les serviteurs du prince qui étaient logés et nourris dans sa *cour* (*dvor*). Parmi eux, il y avait jusqu'à des esclaves.

Pendant si longtemps on n'attacha au mot *dvorianstvo* aucune idée de noblesse de distinction, qu'au XVIIIe siècle, l'éminent publiciste Tatichtchev jugeait convenable de permettre aux *dvorianïé* retirés du service de se convertir en serfs[2].

Notre noblesse tire son origine historique des *hommes de service* (*slougilïé lioudi*) que les tzars moscovites gratifiaient de soldes et de terres pour qu'ils fussent en état d'accomplir le service militaire [3]. Ces *slougilïé lioudi* étaient formés en partie des descendants des anciennes

1. En 1858, selon la statistique du Prince Dolgorouky, on ne comptait sur l'ensemble de notre noblesse (600 000 âmes) que 68 familles qui descendissent des anciens princes souverains. ROMANOVITCH-SLAVATINSKY. *La noblesse en Russie.*

2. DITIATINE, *Pour l'histoire des ordonnances royales de gratification* note n. 6 dans la *Pensée Russe*, avril 1885.

3. C'étaient de préférence des militaires ; mais, par exception, c'étaient aussi des fonctionnaires civils.

droujina (garde princière), des boyards et des princes entrés au services de Moscou. Beaucoup cependant se recrutaient parmi les aventuriers : Cosaques, Tartares, anciens brigands, on y trouvait tout ce qu'on voulait. Ce mode de recrutement des gens de service dans la classe la plus plébéienne persista plus tard, quand la noblesse commençait déjà à s'ériger en classe dirigeante. Ainsi la célèbre famille des Menchikov a pour ancêtre un marchand de gâteaux, le premier comte Razoumovsky fut chantre, Siverse laquais. Pierre Ier prenait des fonctionnaires même parmi les serfs (Varaksin, Ierchov, Nesterov). Le comte Iagouginsky était le fils du questeur d'une église protestante. Fouks passa tout droit de la cuisine du palais où il était chef dans la noblesse. Zotov, fut laquais du prince Potiomkine, amant de Catherine II, avant d'être anobli, et ainsi de suite... Le recrutement de la noblesse dans les rangs de la plèbe continua jusqu'à nos jours, grâce surtout à l'usage que voici : certain grade (*tchin*) et certaines décorations donnaient droit à la noblesse [1]. Cette loi fut abolie, il y a seulement un an par Alexandre III.

La *classe de service*, dont les membres étaient de même que les paysans esclaves du *grand souverain*, comme elle était formée de militaires et de gens riches, avait néanmoins quelque importance dans l'Etat. C'est ce qui explique que les tzars se soient depuis longtemps appuyés sur elle. Ainsi le rusé favori Boris Godounov, en se frayant un chemin au trône des tzars et en sachant s'appuyer sur la petite noblesse pour dompter les

1. Dernièrement le grade de conseiller d'État et la décoration de Vladimir entraînaient la noblesse héréditaire.

boyards, accomplit l'asservissement des paysans à la glèbe[1].

Peu à peu les privilèges des hommes de service s'étendent : ils acquièrent de plus en plus de droits sur les paysans.

Les biens-fonds (*pomiestïé*), qui n'étaient donnés qu'en échange du service et étaient repris quand celui-ci cessait, commencent à devenir héréditaires, même dans la ligne féminine. Pierre le Grand finit par les considérer comme la propriété de ceux qui les possédaient, indépendamment du service de ceux-ci. Seulement, la noblesse que Pierre le Grand organisa pour la première fois en classe, fut obligée au *service perpétuel* de l'Etat, indépendamment de la question de propriété foncière. Ceux qui n'avaient pas de terres durent le service comme les autres. En outre, selon Pierre, le *service* est placé plus haut que l'*origine*. « *La noblesse de la chliakhta*[2], écrit-il au Sénat, *doit être qualifiée selon la capacité.* » Le tableau des grades[3], créé par Pierre Ier confère au tchin, avec son grade et la noblesse et la préséance. Pierre le Grand ordonnait, que tout noble (à quelle famille qu'il appartînt) fît le salut et cédât le pas à tout

1. Au commencement, cet asservissement n'anéantissait pas les droits individuels et civils des paysans. On se bornait à leur enlever le droit de quitter leur lieu de domicile. Cette mesure avait pour but unique de garantir la régularité des revenus des nobles.

2. Longtemps on ne put trouver une dénomination convenable pour la classe naissante : tantôt on la nommait en polonais « *chlia khta* » tantôt « *dvorianïe* ». Peu à peu, au bout de 50 ans, la dernière dénomination fut définitivement adoptée.

3. On affirme qu'il fut institué selon la pensée de Leibnitz dont Pierre Ier prit conseil. Voir Romanovitch-Slavatinsky, *La noblesse en Russie*.

officier. Plus tard, quand furent créés pour les nobles des signes extérieurs de distinction (les costumes riches, le nombre de chevaux dans l'attelage, etc.), tous ces signes furent rattachés au *tchin*, de sorte que, par exemple, une princesse qui descendait de Rurik, mais dont le mari n'avait aucun *tchin* ne pouvait porter de robes de velours, et si elle portait des robes en soie, l'étoffe ne devait pas coûter plus de deux roubles le mètre[1].

Toutefois, le service obligatoire, quelque pénible qu'en fût la charge, assurait à la noblesse la première place dans l'Etat, d'autant plus que l'accès facile à cette classe y fit entrer un grand nombre de parvenus de talent.

De quelque façon qu'on apprécie les résultats de l'histoire russe du XVIIIe siècle, il est impossible de ne pas admirer la bouillante énergie, les brillants talents militaires et gouvernementaux, la force de caractère que la Russie déploya durant cette époque. Grâce au *tableau des grades*, grâce aux nombreuses révolutions de palais, ces talents affluèrent dans la classe noble. Ils donnaient de l'éclat et une apparence de consistance à la masse paresseuse et ignorante des *nobles* proprement dits, anciens hommes de service. Le principe du mérite ne disparaissait donc pas et faisait continuellement obstacle au développement du principe de l'*origine*. Le *dvorianstvo*, classe créée par le service, était incapable de se transformer en classe gouvernementale. Il briguait les droits *individuels*, cherchait les récompenses et les privilèges de service, mais ne comprenait nullement les efforts que faisait le gouvernement pour le transformer

1. Voir Romanovitch-Slavatinsky, *La noblesse en Russie*.

en une classe dirigeante fermée. Il fallut que le gouvernement contraignît le *dvorianstvo*, à prendre les mesures qui pouvaient sauvegarder son prestige, comme classe. C'est le gouvernement qui ordonna l'*instruction obligatoire* des nobles. La noblesse comprenait si mal ses intérêts qu'elle se dérobait opiniâtrément à l'instruction : le gouvernement dut la surveiller comme des écoliers [1]. Le gouvernement s'occupait de son éducation avec une minutie ridicule. Pierre le Grand, par exemple, ordonnait aux nobles : « qu'ils ne se couchassent pas dans leurs lits avant d'enlever leurs bottes ou leurs souliers[2].

La noblesse ne comprenait pas davantage les autres mesures protectrices du gouvernement. Celui-ci créa le *majorat* pour préserver du morcellement les domaines des nobles. Les nobles firent à cette mesure une résistance si opiniâtre qu'après plusieurs dizaines d'années il fallut la supprimer. Plus tard, les nobles usèrent aussi mal du droit de *self-government* que le gouvernement mit en leurs mains : non seulement ils n'avaient aucune hâte à jouir de ce *droit*, mais ils le considéraient comme un *devoir* ennuyeux et même avilissant. Les empereurs furent obligés de les contraindre par une série de décrets à ne pas éluder les élections et l'ac-

1. Les jeunes nobles étaient obligés de venir subir leurs examens à Moscou ou à Saint-Pétersbourg, la première fois à 7 ans, puis à 12, à 16 et 20 ans. Le noble qui n'avait pas subi le dernier examen était obligé de servir dans la marine comme simple matelot *sans avancement*. C'est au moyen de mesures aussi rigoureuses que le gouvernement les contraignait à s'instruire. — Voir Romanovitch Slavatinsky, *La noblesse en Russie*, page 126.

2. Romanovitch-Slavatinsky, *La noblesse en Russie*, page 5.

complissement des fonctions qu'exigeait le *self-government*[1]. Les ukases eurent peu de succès ; « la noblesse écrit M. Ditiatine, n'a aucun souci ni des intérêts du zemstvo ni de ses propres intérêts corporatifs. »

De même, malgré ses énormes richesses, la noblesse n'a pas su imposer au peuple son empire économique. En général, les propriétaires fonciers (*pomiechtchiks*) tiraient parti de leurs paysans de deux manières : ou bien ils les taxaient d'un *impôt* (*obrok*) en leur laissant ensuite pleine liberté de mener leurs exploitations à leur gré, — ou bien ils cultivaient eux-mêmes leurs biens, et alors les paysans étaient obligés de fournir le travail gratuit (*barchtchina*). Il est clair que le second système seul était capable, développé convenablement, de maintenir aux mains des propriétaires la production des paysans et par conséquent la prépondérance économique. Les propriétaires menaient si mal leurs domaines ruraux que non seulement le système du travail gratuit (*barchtchina*) ne se développait pas, mais qu'il était en réelle décadence. A la fin du XVIIIe siècle, 44 % de tous les paysans serfs étaient soumis au régime de l'impôt. Vers le milieu du XIXe siècle, leur nombre, au lieu d'avoir diminué, s'élevait à 49 %[2]. Du reste, les paysans obligés au travail gratuit (*barchtchinnïé*). ne perdaient pas leur indépendance économique, ne devenaient pas simples manœuvres (*batraks*) et continuaient à cultiver leurs propres champs à côté de celui du maî-

1. L'ukase de 1802, l'ordonnance de 1827, la loi de 1831, l'ukase de 1848.

2. Semevsky. *Les paysans sous Catherine II*, pages 48 et 49. Les chiffres cités se rapportent à 13 provinces. Pour le reste des provinces, il n'y a pas de statistique.

tre. Au total, le *dvorianstvo* resta toujours ce qu'il fut en naissant, une classe de service : il occupait toutes les places dans l'administration et malgré ses énormes privilèges, se montrait complètement incapable d'acquérir sur le peuple une autorité durable, *organique*.

Quant aux privilèges de la classe prépondérante, ils étaient réellement illimités. Les impératrices et les empereurs ne se montraient pas avares sous ce rapport. La noblesse reçut le droit *exclusif* à la possession de la terre et aussi le droit exclusif à la possession des hommes. Pierre III supprima le service obligatoire des nobles. L'impératrice Catherine II confirma ce décret et de plus leur livra l'administration locale. C'est alors que les tzars russes commencent à se dire *premiers gentilshommes*, expression qui n'était qu'une parodie, qu'un emprunt à l'Europe et n'avait aucun sens en Russie. Pour donner plus d'éclat aux nobles, on emprunte encore à l'Europe les titres de comtes et de barons, on invente des décorations, des blasons. L'histoire de la transformation du *dvorianstvo* en classe supérieure évoque souvent le souvenir d'une vraie mascarade. On n'avait, par exemple, en Russie, aucune notion des blasons. Beaucoup de nobles russes sont redevables de leur rang, non à leur mérite et à leurs *tchins*, mais aux juifs polonais qui leur fabriquaient des titres de noblesse et des blasons [1].

Les gratifications des tzars aux nobles, gratifications qui consistaient en des mille et des cent mille paysans

1. Il existait à Berditchev et dans d'autres villes des fabriques de ce genre. Les titres de noblesse étaient souvent à très bas prix : 1 rouble.

sont un fait beaucoup plus important que ces futilités. Il est impossible de se rendre un compte exact de ces gratifications, mais les renseignements de détail que l'historien réussit à se procurer, promettent déjà d'énormes chiffres. Ainsi, pour la période qui s'écoule entre Pierre le Grand et Paul IV, il existe des renseignements relatifs à 1,243,000 paysans (sans compter les femmes) donnés aux nobles, outre l'extension tout à fait illégale du servage sur des régions entières, dans l'Ukraine, etc [1]. C'est avec la même prodigalité que la main des empereurs gratifiait les nobles de l'or du trésor de l'Etat. L'impératrice Catherine II donna à ses amants et aux personnes qui prirent part au coup d'État qui la plaça sur le trône au moins 200 millions de roubles, selon le cours du change actuel [2]. Au service, la noblesse recevait aussi d'énormes sommes non comme honoraires, ceux-ci n'étaient pas grands, mais en *revenus* illégaux (*dokhody*). Ainsi, par exemple, un régiment de cavalerie produisait à son colonel au commencement de ce siècle un revenu annuel de 100000 roubles [3]. Il n'est pas étonnant que la cour et le service attirassent la noblesse. C'était une corne d'abondance avec laquelle les empereurs, durant un siècle entier, l'arrosèrent d'une pluie d'or, espérant que la classe prépondérante atteindrait une ample florescence et deviendrait enfin un soutien inébranlable *du trône et de*

1. Karnovitch. *Les grandes fortunes de la Russie*. Ces renseignements se rapportent seulement à une partie des gratifications.
2. 48520500 roubles d'alors. Tous ces chiffres n'indiquent qu'une partie insignifiante des dons véritables.
3. Karnovitch. *Les grandes fortunes de la Russie*.

la partie. A la fin, cependant, les empereurs durent perdre leurs illusions à ce sujet. Les lois naturelles du développement national menaient la noblesse à la décadence par l'extension même de ses privilèges.

Les droits des nobles sur les paysans se modifièrent plusieurs fois dans le détail. Pendant un certain temps, les nobles eurent la faculté de condamner leurs paysans aux *travaux forcés* pour le temps qu'il leur plaisait. Plus tard, cette faculté leur fut enlevée; généralement, le gouvernement abandonnait en fait les paysans à l'arbitraire des nobles et ceux-ci commettaient d'affreux abus.

Sous Alexandre Ier, qui se disait républicain, le fait suivant a eu lieu à Saint-Pétersbourg.

La comtesse Saltykov eut le malheur de devenir chauve. Pour cacher ce défaut, elle portait une perruque. Elle tremblait à la pensée que son secret pouvait être découvert par le monde, et pour l'éviter elle imagina d'installer dans sa chambre à coucher une cage, où elle enferma son coiffeur sans lui permettre d'en sortir. L'infortuné passa trois années dans cette cellule; il vieillit, il se courba, son état devint épouvantable à voir; enfin il parvint à briser sa cage et s'échappa... La comtesse est au désespoir! Le secret de sa calvitie ne tient qu'à un cheveu. Accablée de son malheur, elle va trouver l'empereur, lui raconte toute l'affaire et le prie de donner ordre que le coiffeur soit retrouvé sans rémission. Alexandre fit prendre des renseignements et reçut de la police un rapport sur l'affreuse vie du coiffeur. Alors l'empereur, le *bien-aimé* empereur, comme on le nommait, ordonna de ne pas rechercher le coiffeur et de faire à la comtesse « pour la tranquilliser » un rapport officiel où l'on dirait qu'on avait trouvé le cadavre de son serf dans la Néva [1]. Voilà comment se comportaient envers le peuple et les nobles et les tzars.

On a constaté bien des cas où les propriétaires faisaient un commerce régulier de jeunes paysannes qu'ils vendaient à des maisons publiques. Des multitudes de serfs étaient conduits comme de vrais esclaves aux marchés du sud où les marchands arméniens les achetaient pour les exporter ensuite en Turquie. Quant aux harems des propriétaires, il est superflu d'en parler ici; nous rappellerons seulement que leur généreuse hospitalité slave mettait ces harems à la disposition de leurs amis.

Il n'est pas d'abomination infâme dont la noblesse ne se soit rendue coupable sous le régime du servage. Les punitions infligées aux serfs dépassent souvent toutes les horreurs racontées par madame Beecher-Stowe. La princesse Kozlovsky ordonnait de mettre nus ses laquais, les faisait attacher à un poteau et lançait sur eux une meute de chiens, ou bien elle contraignait des jeunes filles à fouetter de verges l'infortuné attaché au poteau. Parfois, emportée par la rage, elle saisissait la verge et frappait le malheureux sur les parties génitales. Un autre gentilhomme ordonna de brûler avec des charbons ardents la plante des pieds d'un de ses serviteurs pour le punir de ce qu'il avait noyé deux petits chiens que sa femme avait reçu l'ordre d'allaiter[2]...

1. Semevsky, *Les paysans sous Catherine II*.
2. Le lecteur trouvera un grand nombre de ces faits odieux chez les écrivains qui traitent de l'histoire du servage. Les faits cités ici sont empruntés à l'historien Semevsky.

Nous ne continuerons pas plus longtemps à nous occuper de ces abominations qui couvrent de honte le nom russe. Je me bornerai à remarquer que tous ces abus révoltaient d'autant plus le peuple, que les nobles n'étaient pas les conquérants du pays et n'avaient pas la force de le tenir en esclavage. Leurs cruautés n'étaient pas épouvantables ; elles ne terrorisaient pas ; elles semblaient simplement hideuses, car elles n'avaient même pas pour excuse le droit du plus fort.

L'ardente haine du peuple se comprend donc facilement.

A présent encore, vingt-cinq ans après l'abolition du servage, les paysans parlent avec indignation des temps où « les nobles échangeaient des hommes contre des chiens ; » à présent encore, les paysans sont prêts à toutes les violences contre les nobles. Aux temps du servage, les assassinats des propriétaires et de leurs intendants étaient des faits presque habituels. Pendant les vingt dernières années du règne de Nicolas Ier, on constate 268 cas de ce genre, et ce chiffre officiel est très inférieur à la réalité. Les soulèvements de tout un village ou de toute une volost étaient plus fréquents encore. Dans la même période de vingt années, M. Semevsky évalue le nombre de ces émeutes de paysans à 420[1].

Les violences du peuple pour se défendre contre les excès des nobles étaient le seul frein mis à l'arbitraire des propriétaires. Pendant les dernières années du servage surtout, ces émeutes prirent un caractère de cruauté extrême, elles furent accompagnées de mutila-

1. Semevsky, *Les paysans sous Catherine* II, p. 375.

tion des intendants, d'assassinats de propriétaires et de toute sorte d'excès. Aussi l'empereur Alexandre II avait-il parfaitement raison, quand il disait à la noblesse de Moscou en 1856 : « Il vaut mieux abolir le servage par une mesure venant d'en haut, qu'attendre le moment où il s'abolira lui-même d'en bas [1]. »

Ainsi les privilèges accordés à la noblesse, loin de servir à consolider son autorité sur le peuple, rendirent, au contraire, cette autorité complètement impossible.

La propagation de l'instruction porta un nouveau coup à la noblesse. Le nombre des hommes instruits capables de servir l'Etat augmentait, et la noblesse, même comme classe de service, perdait sa dernière raison d'être.

En outre, avec la propagation de l'instruction, apparaissait dans la noblesse composée de parvenus, un nombre toujours croissant d'individus qui, au nom des intérêts du peuple, maudissaient et la noblesse et les tzars qui avaient créé et soutenaient cette noblesse. Le nombre de révolutionnaires et de démocrates auxquels a donné naissance la classe noble est vraiment étonnant. La conspiration dite des Décembristes (1825) recruta ses adhérents presque exclusivement parmi les nobles, et pourtant, elle avait autant pour but l'abolition du servage que la promulgation d'une constitution. Les conditions générales dans lesquelles se trouvait la patrie l'emportaient sur les intérêts de la classe. Les nobles ne pouvaient se refuser à voir que les forces physiques, tout

1. Ivanioukov, *La chute du servage*, p. 8.

comme les forces morales de la Russie, étaient dans le peuple.

Les plus habiles défenseurs de la noblesse ont plus d'une fois réclamé en faveur du rôle civilisateur de cette classe en Russie. Notre grand poète Pouchkine adopta cette thèse et l'on ne peut la nier absolument.

A côté d'une foule de fainéants ignorants et grossiers, la noblesse fournit beaucoup de riches et intelligents protecteurs à la civilisation. Un grand nombre de talents furent mis en lumière grâce à cette protection. Ainsi le célèbre poète de l'Ukraine, Chevtchenko, fut sauvé de l'esclavage, grâce aux efforts de Joukovsky et de ses amis. Les jeunes plébéiens trouvaient asile et protection dans les maisons de nobles Mécènes. La mode le voulait ainsi. L'énorme affluence des idées de l'Europe se faisait alors en Russie, grâce à l'intermédiaire des maîtres étrangers, que la noblesse y appelait en nombre considérable. On ne peut nier que la noblesse russe ne fit preuve de tolérance à cet égard. Pouchkine avait parmi ses maîtres le frère de Marat. Dans les mémoires de Hertzen, nous voyons encore un vieux jacobin français répondre à une question de son élève lui demandant pourquoi Louis XVI fut guillotiné : « Parce qu'il a été traître à la patrie ». Cette influence de l'émigration, en majorité française, n'était possible matériellement que grâce à la richesse des nobles. Les nobles Mécènes fondaient, enfin, quelquefois même, des institutions qui propageaient les lumières : le Lycée de Demidov, le Lycée de Kouchelev-Bezborodko, la bibliothèque de Roumiantsev (la meilleure en Russie après la bibliothèque publique de Saint-Pétersbourg) etc. Tout cela n'était peut-être qu'un très insuffisant dédommagement pour tout le mal que faisait la noblesse: en tous cas, on ne peut nier ces faits.

Le rôle civilisateur de la noblesse fut cependant en telle contradiction avec son rôle social qu'il se tournait fatalement contre cette classe même. La pensée, une fois réveillée, ne pouvait s'illusionner sur l'ineptie, la parfaite illégalité et le peu de solidité du régime de la noblesse.

Voilà pourquoi ni le peuple, ni les gens civilisés ne croyaient à la durée de la puissance des nobles.

Au moment où les tzars commençaient à peine à les combler de privilèges (1724), l'éminent publiciste Possochkov écrit: « Les propriétaires ne seront pas éternellement maîtres des paysans, ils les possèdent temporairement. » « Qu'est-ce que notre noblesse, dit en 1801 le comte Stroganov, c'est la classe la plus ignorante, la plus insignifiante et intellectuellement la plus stupide. » Pour convaincre Alexandre Ier d'effectuer l'émancipation des serfs, sans craindre la résistance des nobles, le comte ajoute : « Ni le droit, ni la loi ne peuvent éveiller en eux (les nobles) l'idée de la plus faible résistance... La noblesse est souvent tricheuse dans le service, mais... toutes les mesures gouvernementales, qui tendaient à enfreindre ses droits propres, furent toujours exécutées avec une étonnante ponctualité[1]... »

Cette prophétie s'accomplit avec une entière exactitude en 1861.

La noblesse s'effondra presque en un clin d'œil. Cela

1. Romanovitch-Slavatinsky, *La noblesse en Russie*, p. 69.

semble étonnant ; mais c'est aisément explicable : elle n'avait aucun soutien. Le peuple la haïssait et ne subissait son influence qu'à titre purement policier. Les classes instruites haïssaient le servage parce qu'elles lui attribuaient la non-existence en Russie des droits individuels. Enfin les classes industrielles étaient ennemies de la noblesse, parce qu'elle comprimait le développement des forces productrices du pays. Cette dernière circonstance avait peut-être le plus d'importance aux yeux du gouvernement.

La guerre de Crimée avait montré à quel point la Russie était affaiblie. Et comment pouvaient se développer les forces productives, si l'esclavage enchaînait le travail de presque la moitié des la population? Le gouvernement abandonna sa fidèle noblesse. La sympathie des tzars commença à incliner d'un autre côté. *Le premier gentilhomme* se préparait à devenir *premier boursier*... Et la noblesse s'effondra sans résistance. Ici aussi elle se montra *tricheuse dans le service* : elle usa de toutes les ruses, de toutes les tromperies pour obtenir le plus d'argent possible pour son compte et pour rogner, autant que cela se pouvait faire, les terres des paysans... Elle ne résista pas et, sans aucun doute, elle eut raison de ne pas commettre cette folie.

A vrai dire, il s'en fallait de beaucoup que le gouvernement d'Alexandre II l'abandonnât entièrement. En 1861, la politique impériale entrait dans une ère nouvelle. Le gouvernement commençait à protéger les capitalistes avec autant d'ardeur qu'il en avait mise pendant le siècle précédent à protéger la noblesse. Or, en enlevant à la noblesse toute influence politique

sur le peuple, le gouvernement lui donnait tous les moyens d'acquérir sur lui une influence économique.

Les paysans reçurent généralement une quantité très insuffisante de terre. Pendant le servage, ils avaient à leur disposition près de 35 millions de déciatines ; l'émancipation ne leur en attribua que 22 millions. Ainsi les paysans étaient indispensablement obligés à prendre en fermage aux propriétaires au moins 42 à 43 % de la terre qui leur était nécessaire [1].

En outre, les terres furent distribuées d'une telle manière que celles des propriétaires *gênaient* le paysan dans l'exploitation de son lot ; elles entouraient ses terres comme d'un cercle étroit, de sorte que pour éviter les amendes pour dégât causé par le bétail dans les champs des propriétaires, les paysans devaient vivre avec eux dans une sorte de soumission.

Puis, l'émancipation elle-même donna aux propriétaires d'énormes sommes qu'ils purent appliquer à l'exploitation de leurs terres. En moyenne, les paysans ne payèrent pas les terres moins de 39 roubles par déciatine, prix exorbitant [2]. Au surplus, dans les provinces fertiles, où le revenu de la terre suffit au paiement des impôts, les paysans reçurent une quantité de terre tout à fait insuffisante. En revanche, dans les provinces arides, où les paysans retirent la plus grosse part de

1. Ces chiffres donnent encore de la situation des paysans une idée meilleure qu'elle n'est en réalité.

2. *Compte rendu de la situation de l'opération du rachat des terres au 1er janvier 1885. La Gazette russe* de 1885, n° 17. Dans les provinces occidentales, où le gouvernement tâche de paralyser l'influence de la Pologne, le prix de la déciatine est presque trois fois plus bas.

leur revenu des diverses industries locales, on leur donna beaucoup de terre, et cela à un prix supérieur au revenu que cette terre est capable de donner. De cette manière, l'industrie même des paysans fut indirectement taxée d'un impôt en faveur des propriétaires.

On n'attribua presque pas de forêts aux paysans; de même ils reçurent très peu de prés. Au total, grâce aux procédés les plus divers, ils sont partout placés sous la dépendance des propriétaires.

Les statuts des institutions du zemstvo, dont dépend toute l'administration de l'économie rurale des provinces et des gouvernements, sont aussi rédigés de manière à assurer aux nobles une invariable prépondérance. Le nombre total des représentants du zemstvo (*glasny*) est distribué de telle façon que les nobles en ont 6309, les paysans 5725, les habitants des villes 1791.

Outre une situation privilégiée, la noblesse eut l'avantage, je viens de le constater, de recevoir pour prix des terres cédées aux paysans à peu près 500 millions de roubles en argent comptant et la remise des sommes qu'elle devait à l'Etat, prêtées sur le gage de ses terres et s'élevant à plus de 300 millions de roubles.

Ainsi elle avait en mains tous les moyens d'acquérir la prépondérance économique sur les paysans. Elle ne sut en tirer parti.

La vieille classe de service ne trouva point la force de se transformer en classe industrielle. Les sommes énormes reçues des paysans furent dissipées en festins et en excès de toute sorte à Saint-Pétersbourg, à Moscou ou à l'étranger. La culture des terres, au lieu d'être améliorée, fut partout abandonnée. Peu à peu les nobles manquent d'argent pour mener un train fastueux : ne sachant pas travailler, partout ils vendent leurs terres. Ces ventes s'effectuèrent sur une grande échelle. Dans le gouvernement de Moscou, les nobles perdirent ainsi dans une période de douze ans (1865 à 1877) 296220 déciatines de terres [1]; dans le gouvernement de Saint-Pétersbourg, de 1867 à 1876, 280166; les paysans seuls en achetèrent dans celui de Tver, de 1861 à 1883, plus de 612985 déciatine [3]; dans celui de Poltava, de 1864 à 1881, les nobles perdirent 25 % de leurs terres [4]; dans le gouvernement de Saratov les pertes des nobles s'évaluent à un million de déciatines [5], etc.

Parallèlement à ces pertes, s'effectue la ruine définitive de la noblesse; peu à peu elle disparaît de la vie sociale. Le *raznotchiniets* (roturier), qui, depuis longtemps déjà, jouait un rôle important, afflue maintenant dans toutes les carrières : science, beaux-arts, littérature, fonctions administratives. La noblesse, chose étrange! paraît diminuer même en nombre! Du moins, en 1858 les nobles héréditaires étaient 609973, et en 1870, leur total s'abaisse à 544188 [6].

Tout ce qui dans la noblesse a reçu la moindre instruction renonce de soi-même au souvenir de son passé. On voit apparaître un nouveau type que la presse

1. *Statistique du Zemstvo de Moscou*, V, 11e partie, p. 36.
2. Ianson, *Statistique*, p. 176.
3. *La Gazette russe*, 1884, n° 181.
4. *Esquisse du mouvement de la propriété foncière dans le gouvernement de Poltava.*
5. *La Gazette russe*, 1884 n° 345.
6. Ianson, *Statistique*, I, p. 82.

baptise du nom de *noble repentant*, dénomination très juste. Ce sont les nobles qui s'efforcent de racheter les fautes de leur classe, de devenir de bons fils de la patrie. Ces hommes forment une génération d'ardents propagateurs du perfectionnement moral de l'homme, tels que le célèbre publiciste D. I. Pissarev. Une grande quantité de ces nobles repentants essayèrent ensuite de se confondre au peuple. Ils entrèrent dans les rangs des révolutionnaires et des socialistes [1].

Une autre partie de la noblesse se fondit dans le *tchinornitchestvo* (la classe des fonctionnaires) et la classe commerciale : les banques, les administrations de chemins de fer, etc., sont remplies de nobles ruinés. D'affreux tableaux de la ruine de la noblesse se déroulent souvent sur les bancs de la cour d'assises. Dans le célèbre procès des *valets de cœur* (association de filous et de chanteurs) on vit figurer de jeunes nobles de familles anciennes, aux manières élégantes, à la tenue mondaine : *sic transit gloria mundi* !

Quoique inscrite comme telle par la statistique, cette noblesse déchue s'est confondue aux hommes de professions libérales et au prolétariat. Cependant, certaine partie de la noblesse plus riche, élevée d'après des idées plus raisonnables, se maintient au milieu de cet écroulement. Quoique à demi dépossédée de ses terres, elle a réussi à ne pas sombrer; elle s'est mise à cultiver ses domaines conformément à l'état social nouveau, et maintenant elle forme une partie importante du *zemstvo*. L'élite de ces

1. Sur le chiffre total des accusés pour crimes politiques, il n'y a pas moins de 15 % d'accusés nobles (Voir la *Volonté du peuple*, n° 5), et ce chiffre est sans doute inférieur à la réalité.

nobles a renoncé aux prétentions de leur classe : et c'est là tout simplement une classe de propriétaires fonciers instruits, souvent ardents défenseurs des intérêts du peuple, surtout contre la bourgeoisie villageoise. Pour la plupart, ce sont des hommes modérés, de tendance libérale, partisans du développement de l'autonomie locale, de l'inamovibilité des tribunaux, de la liberté de la presse, enfin des garanties des droits du citoyen et, à tout prendre, de la constitution. Ces hommes, quoique extrêmement peu nombreux, forment la couche la plus instruite et la plus intelligente dans tous les zemstvos. En conséquence, ils jouissent d'une certaine influence, de sorte qu'au sens usuel, le mot *zemstvo* est devenu synonyme de quelque chose de libéral. Le zemstvo prête aux libéraux le même appui que les hommes de professions libérales et le prolétariat aux révolutionnaires. Il va sans dire que cette couche libérale du zemstvo, noble d'origine, n'a plus rien de commun avec la noblesse. Le zemstvo libéral n'a rien plus à cœur que de faire oublier au peuple l'époque de la domination de la noblesse : il tâche de fonder l'autonomie provinciale sur des principes exempts de tout esprit de caste. Il est même difficile d'en nommer les membres des gentilshommes.

Les vraies traditions de la noblesse, la tentation de ressusciter son ancien rôle se sont conservées seulement dans le parti réactionnaire extrême, fort peu nombreux et dont on peut considérer comme le porte-voix le prince Mechtchersky, publiciste connu [1]. Ce sont des

1. Il publie le journal *Graj danin* (*Le citoyen*). Il est aussi connu par quelques mauvais romans.

hommes qui n'ont rien appris, rien oublié, qui ont conservé les appétits avides de leurs pères, mais qui ont perdu la possibilité de les contenter. Ils se tapirent longtemps dans leurs trous, enragés contre les réformes; ils restèrent inaperçus jusqu'au règne d'Alexandre III. Ressuscités à présent par la faveur du tzar, ils ont parlé! Ces fous furieux de la réaction savent rarement écrire correctement en russe et témoignent d'une ignorance que nous avons déjà perdu l'habitude de trouver dans le monde politique. Ils rêvent de ramener la Russie à l'ancien régime. Il n'y a rien dans la nouvelle Russie dont l'anéantissement ne soit réclamé par eux. Ils demandent la suppression de l'instruction des femmes, l'abolition du jury, une autorité dictatoriale pour les gouverneurs, la destruction du zemstvo... Le zemstvo, ils le haïssent en particulier. « C'est la gangrène de la vie russe », s'écrie un de ces fous dans le *Citoyen*. Le prince Mechtchersky pose en principal article de son programme : que l'autorité du zemstvo sera partagée entre des fonctionnaires responsables séparés, ou transformé en assemblée des nobles avec représentation des paysans [1]. Mêmes anathèmes sur la banque foncière des paysans, etc.

Tel est le délire avant-coureur de la mort des *derniers mohicans de l'ordre des nobles*, car il n'est pas besoin de prouver que les partis ne vivent pas avec de tels programmes.

1. *Le Citoyen*, 1885, n° 39.

IV

La classe capitaliste dans les rangs de laquelle, comme je l'ai dit, passe graduellement une partie de la noblesse, mérite bien autrement l'attention.

Le régime du servage avait beau nuire au développement des forces productives de la Russie, ce développement s'effectuait lentement. En 1855, un homme qui savait aussi bien sa Rursie que Kochelev, tenait les revenus des gentilshommes et ceux des commerçants pour égaux. L'abolition du servage et la politique gouvernementale qui le suivit ouvrirent de larges horizons à l'activité des entrepreneurs et leur livrèrent à titre de subsides des milliards de roubles.

La classe industrielle crut avec une rapidité incroyable. Les villes grandirent à vue d'œil. Les habitants des villes (les commerçants, les *miechtchanïé*, les artisans, etc.) qui, en 1858, étaient le 7,25 % de toute la population de la Russie, s'élevèrent en 1870 au 9,2 % de cette population[1]. Le capital des sociétés par actions n'était que de 400 millions de francs en 1855 [2]; en 1879, il s'élèvait déjà à 6600 millions de francs [3]. Le nombre des personnes s'occupant d'industrie et de

1. Ianson, tome I, p. 82.
2. *Annuaire du ministère des finances*, 1878, Cours du change: 400 centimes pour 1 rouble.
3. *Almanach de M. Souvorine*, 1881: Cours du change, 246 centimes pour un rouble.

commerce s'accroît. En 1867, le nombre des patentes et autorisations de toutes sortes pour le commerce et l'industrie est de 670464 [1]; en 1874, il s'élève déjà à 980137 [2]. Outre les énormes capitaux en espèces, concentrés dans les mains de la classe commerciale et industrielle, une grande quantité des propriétés foncières commencent à tomber en sa possession. La plupart des terres que vendent les gentilshommes devient la propriété des commerçants au lieu de devenir celle des paysans. Ainsi, pendant la période de 1867 à 1876, dans le seul gouvernement de Saint-Pétersbourg, 122000 déciatines furent acquises par des personnes appartenant aux diverses classes des villes [3]. Dans le gouvernement de Moscou, plus de 120000 déciatines sont vendues à des commerçants de 1865 à 1877 [4]. Ce passage des terres aux mains de la classe industrielle a lieu même dans les provinces les moins industrieuses, comme par exemple, dans celle de Poltava : en 8 ans, 40000 déciatines y ont été achetées par des commerçants, des *miechtchanïé* et des Juifs [5].

La prépondérance de la classe industrielle s'accentue; elle se témoigne sous les formes les plus diverses. Les écoles sont pleines d'enfants de la classe bourgeoise. On pourrait nommer un grand nombre de journaux qui sont entièrement au pouvoir de compagnies industrielles : chose tout à fait ordinaire en Europe, mais qui était

1. *Recueil militaire de statistique.*
2. Ianson, *Statistique* I, p. 108.
3 Ianson, *Statistique*, II, p. 176.
4. *Recueil statistique de Moscou*, 1re partie, p. 37.
5. *Esquisse du mouvement de la propriété foncière dans le gouvernement de Poltava.* 1881.

complètement inconnue en Russie jusqu'à ce jour. Les bourgeois enrichis jouent même quelquefois le rôle de Mécènes réservé jadis à la seule noblesse. Ainsi, par exemple, à Moscou, un théâtre russe très connu qui engage les meilleurs artistes, notamment Pissarev, Andréiev Bourlak, etc., est une création d'un riche fabricant et entrepreneur, Malkiel.

On voit déjà, parfois, dans la classe industrielle poindre l'idée d'acquérir le droit à une certaine représentation dans le gouvernement de l'Etat. Il y a une année, les commerçants de Nijni-Novgorod [1], firent des démarches pour obtenir la création d'un conseil particulier attaché au ministère des finances et composé de représentants du commerce et de l'industrie. Cette question fut de rechef lancée par le professeur Mendelieiev et M. Chneider dans la brochure *Des chambres commerciales et industrielles.* Cette brochure fut interdite, et d'ordinaire le gouvernement ne montre aucun désir de satisfaire cette tendance de la classe capitaliste, mais il écoute volontiers ses requêtes d'un caractère privé, concernant divers de ses besoins, et s'empresse de les satisfaire.

On peut indiquer un grand nombre de mesures prises par le gouvernement sous l'influence de ces requêtes, dont nos industriels le bombardent sans relâche. C'est ainsi que fut aboli l'impôt sur le sel. C'est ainsi encore qu'on a récemment augmenté les droits de douanes entre la Russie et la Finlande; ainsi qu'on a interdit le transit par la Transcaucasie, qu'on a élevé

1. A Nijni-Novgorod a lieu la plus importante foire de la Russie; c'est un mouvement commercial de 400 millions de francs.

à plusieurs reprises les droits d'importation, etc. Au nombre des concessions les plus timides du gouvernement, on doit noter la modification de la loi sur le travail des enfants dans les fabriques. Au début, il avait l'intention d'interdire complètement leur travail nocturne; puis, grâce aux démarches des fabricants, il le permit dans beaucoup de cas [1].

Bref, la classe commerciale et industrielle a acquis pendant les 30 dernières années une influence très marquante dans la vie sociale de la Russie, et la question du *capitalisme* est maintenant pour les publicistes russes un sujet du plus vif intérêt.

La classe commerciale et industrielle deviendra-t-elle définitivement classe dominante en Russie? Prendra-t-elle définitivement la direction du travail du peuple et de la production nationale?

Cette question a suscité chez nous une polémique importante à laquelle prennent part des deux côtés les hommes qui savent le mieux la vie russe. La reproduction des types de la bourgeoisie occupe nos romanciers et nos écrivains de talent. Le capitaliste — c'est, à un certain point, le héros du jour de la vie russe contemporaine. Cependant, malgré cette apparence de force et de croissance, il est impossible de ne pas remarquer un fait extrêmement caractéristique pour la situation de notre classe capitaliste.

En France, par exemple, la classe industrielle, le tiers-état, entre en scène entouré d'une vraie popularité, plein de foi en ses propres forces. Le tiers-état

1. A l'heure qu'il est, le travail nocturne des enfants et des femmes est de nouveau interdit. *La Gazette de Moscou*, 9-21 juin 1885.

était *tout*, il était *la nation*, Les esprits les plus marquants du siècle étaient pour lui. Ses principes semblaient ouvrir une ère nouvelle dans la vie de l'humanité. Les révolutionnaires les plus extrêmes, tels que Camille Desmoulins, défendaient avec une même ardeur la liberté individuelle et le droit sacré de la propriété. Les philosophes les plus avancés, comme Saint-Simon, prennent pour idéal social, un Etat, où l'autorité appartient aux savants et aux industriels. Le tiers-état, en agissant d'après ses propres intérêts, servait en même temps l'humanité entière.

Comme ce portrait est peu celui de notre classe industrielle naissante!

Presque dès son premier jour, les esprits les plus marquants de la société russe opposent les intérêts de la masse du peuple travailleur à ceux de la classe industrielle. Tchernychevsky, l'écrivain le plus populaire de la Russie et même l'unique économiste russe remarquable, est un adepte des doctrines socialistes. Son ami, Dobrolioubov — le plus éminent critique russe, dévoile dans son célèbre *Tiomnoïe Tzarstvo* (Le règne de l'obscurantisme), la corruption et la grossière ignorance de la bourgeoisie. Il lui oppose dans une série d'articles le peuple travailleur, plein de force et de vie. Les meilleurs publicistes, les plus éminents observateurs de la vie populaire insistent continuellement sur l'indispensabilité de soutenir la commune rurale, d'encourager et de développer les branches d'industrie locales qui se trouvent dans les mains des producteurs et non des capitalistes, mesures qui sont en contradiction directe avec les intérêts de la bourgeoisie.

Ces mesures sont approuvées même par des savants qui croient inévitable la domination *temporaire* du capitalisme en Russie, Kabloukov, Issaïev.

Quant à ceux qui ne tiennent pas cette domination pour inévitable, comme le profond observateur de la Russie qui signe ses ouvrages du pseudonyme V. V [1], il va sans dire qu'ils approuvent d'autant plus des mesures de ce genre. Les plus éminents professeurs d'économie politique, tels que MM. Postnikov et Ivanioukov, démontrent la nécessité de conserver la commune rurale. Un écrivain presque conservateur, d'une grande érudition, le prince Vassiltchikov, tout en croyant la grande propriété foncière indispensable dans une certaine mesure, donne le conseil de conserver la commune rurale des paysans... Mais les noms et les citations pourraient remplir des pages entières, si je m'imposais la tâche de mentionner tous les publicistes et tous les savants russes qui, dans diverses circonstances, se mettent du côté du peuple contre la classe industrielle. A tout le mieux, ils se comportent envers les capitalistes comme envers un *mal temporaire et inévitable*. Chose remarquable, il n'est pas difficile de rencontrer, même parmi les capitalistes millionnaires, des individus qui se disent *communistes* et assurent qu'ils ne sont pas ennemis du régime socialiste. Je n'examine pas la sincérité de ces affirmations, mais il est évident que des gens qui parlent de la sorte ne peuvent être convaincus de l'utilité du régime créé par eux. En

1. Le véritable nom de ce publiciste de talent est connu de toute la Russie, mais il persiste à se couvrir de son pseudonyme. Je me garde bien de trahir ce secret de comédie.

général, les gens complètement ignorants, ou les extrêmes réactionnaires tels que M. Katkov, M. Tsitovitch, etc., se mettent seuls sans réserve du côté de la bourgeoisie. Cette classe industrielle, qui triomphe en France grâce à la révolution, est liée en Russie à la réaction la plus violente ! La bourgeoisie, qui apparut en France comme un présage d'un régime nouveau, seul juste et éternel, semble en Russie un mal temporaire et inévitable !

La science économique a une expression, *accumulation primitive*, qui s'applique au moment de la vie économique où la richesse provient moins de la *production* que du vol plus ou moins franc. La classe industrielle russe, il est impossible de le taire, se trouve actuellement dans cette phase d'*accumulation primitive*.

Le manque de probité de notre industriel et de notre commerçant est devenu proverbial. La banqueroute frauduleuse est un fait tellement ordinaire en Russie, qu'une faillite simple paraît presque incroyable. Quand une banqueroute a lieu, la première question que l'on se pose est celle-ci : *combien contient-elle de bronze?* Qu'elle contienne *du bronze* [1], personne n'en doute !

Une des sources importantes des grandes fortunes, surtout dans le Sud, ce furent les faux assignats et la contrebande. Un moyen plus habituel, c'est le vol le plus éhonté du trésor d'Etat et des institutions publiques. Je doute fort que nulle part ailleurs qu'en Russie on vole avec autant d'impudence les institutions publi-

1. *Le bronze*, expression technique servant à indiquer les lettres de change fictives que le banqueroutier frauduleux délivre à ses amis.

ques. Les banques et les diverses sociétés financières ont acquis une vraie célébrité sous ce rapport. Le directeur de la banque de la ville de Skopine, s'est enrichi par des vols de ce genre de plus de dix millions. Il n'y a pas longtemps, la banqueroute de la banque de la ville d'Orel fut accompagnée des mêmes abus, et à l'heure actuelle la ville en faillite est obligée de vendre même les ponts situés sur l'Oka qui traverse Orel.

Il va sans dire que nos industriels épargnent encore moins le trésor. Plusieurs des fortunes les plus considérables de la Russie, ont eu pour source les fournitures de l'Etat. Les agissements de MM. les fournisseurs pendant la dernière guerre sont incroyables! Les vivres payés pour l'armée russe passèrent même dans l'armée turque. Un nombre considérable de fournisseurs furent cités devant les tribunaux...

« Les sots! ils n'ont que ce qu'ils méritent, disait à cette occasion un des concussionnaires les plus connus, ils veulent faire des affaires et ne savent seulement s'y prendre. On ne me citera pas, moi, devant les juges! — Et comment faut-il s'y prendre pour ne pas être cité devant les juges? — Il faut avoir pour associés dans ses affaires des gens *qu'on ne peut citer* devant les tribunaux [1]. »

On disait que ce sage faiseur d'affaires avait la précaution de prendre pour associés des membres de la famille impériale.

Une autre source de fortune, c'étaient les che-

1. Vu l'absence de documents juridiques, je ne donnerai pas ici le nom de ce personnage que tout le monde connaît à Moscou, mais je me porte garant de l'authenticité de cette conversation.

mins de fer et toute sorte de spéculations, dites entreprises industrielles. Un des hommes qui ont le mieux étudié nos entreprises de chemins de fer, M. Golovatchev, évalue à plus de 6 milliards de francs les sommes que le Trésor a employées pour la construction des voies ferrées [1]. De quelle manière fructueuse furent dépensées ces sommes, nous en pourrons donner idée par l'exemple du chemin de fer de Moscou à Riazan. Selon M. Golovatchev la construction de ce chemin de fer coûta 7700000 roubles, et le gouvernement garantit le revenu d'un capital de 14 millions! Des centaines de millions, des milliards restaient ainsi dans les poches des entrepreneurs, sans le moindre travail, sans la moindre production.

On répand de la même manière l'or du Trésor dans une quantité innombrable d'entreprises industrielles de tout genre. Un grand nombre d'entre elles n'existent, à ce qu'il semble, que comme prétexte pour recevoir des subsides du Trésor. Témoin l'usine de la Néva appartenant à la Société russe des usines mécaniques. En 1876, elle devait déjà au Trésor une somme qui dépassait sa valeur, ce qui n'empêcha pas le gouvernement de lui avancer encore 1650000 roubles. En 1881, pour encourager de nouveau cette Société, le gouvernement acheta un certain nombre de locomotives pour 2 millions de roubles, quoiqu'il n'en eût aucunement besoin. En outre, le gouvernement donne à la société le droit de faire des emprunts à la banque d'Etat sur *gage de ses locomoti-*

1. Golovatchev, *Histoire des chemins de fer en Russie*, p. 1 et 2.

ves, à raison de 30000 roubles la pièce ; elle usa largement de cette liberté en se mettant à fabriquer, dans le seul but de les engager, des locomotives de qualité tout à fait inférieure et qui ne pouvaient servir à rien, reçut 30000 roubles par pièce et envoya ensuite ses locomotives dans les dépôts de la société où elles achèvent de perdre leur peu de prix. En 1884, l'usine devait au Trésor 4700000 roubles. Elle ne les paya pas et reçut, au contraire, du gouvernement une nouvelle commande pour la somme de 2 millions 150000 roubles, bien que cette fois encore le gouvernement n'eût pas besoin de locomotives.

Il va sans dire que les concessions, les garanties, les subsides ne s'obtiennent pas gratis.

On raconte qu'Alexandre II dit un jour au Prince héritier (maintenant empereur) : — Il me semble qu'en Russie il n'y a que deux personnes qui ne volent pas : toi et moi !

Je ne sais à quel point l'assertion était juste, mais en tout cas, l'empereur Alexandre II ne faisait nullement obstacle à ces vols. Il disait volontiers : — « Il faut bien que tout le monde vive », et avec ce principe, il conduisit nos administrations à une dépravations inouïe.

Voilà ce qu'écrit, par exemple, Kochelev, un de ces rares Russes qui, tout en conservant intactes leur intelligence et leur probité, ont su rester monarchistes : « Les concussions, les pots de vin, les fraudes illégales, etc., ont atteint à Saint-Pétersbourg le *summum*... La plupart des personnes haut placées ont des maîtresses, qui prennent avidement l'argent qu'on leur

offre et qui, ensuite, donnent des ordres despotiques à leurs amants... L'immoralité, l'impudence et l'ineptie de l'administration supérieure surpassent toutes les filouteries et toutes les âneries de nos employés provinciaux. » Voilà, à proprement parler, les instruments de travail de la branche la plus productive de l'industrie russe, où l'argent du peuple coule du Trésor tout droit dans les poches des faiseurs d'affaires.

En somme, le type d'un industriel aux yeux de la société russe — est tout simplement le type d'un adroit filou et d'un tripoteur. Je ne veux pas dire qu'il n'y ait point parmi eux de gens honnêtes ; je parle du type prépondérant qui donne le ton et la couleur, de celui qui, de préférence, accomplit la mission de l'*accumulation primitive*.

Le type bourgeois, issu du milieu villageois, est encore moins sympathique. J'ai déjà dit que les paysans russes sont si pénétrés du sentiment de sociabilité, si imprégnés de la tendance à vivre conformément *à la vérité, selon les commandements de Dieu*, qu'il est difficile de trouver leurs pareils à ce point de vue. Mais la législation d'Alexandre II leur créa une situation telle, que vivre selon *la vérité, selon les commandements de Dieu*, devint du pur héroïsme.

L'émancipation des paysans fut accompagnée, nous l'avons dit, de la diminution de leur lot de terre et de l'augmentation des impôts. Eprouvant d'impérieux besoins d'argent, le paysan tombe naturellement aux mains des *koulaks*, *des miroïèds* (usuriers). D'un autre côté, quand fut abolie l'autorité des gentilshommes propriétaires, l'autorité de l'administration dans les

campagnes devint illimitée. Cette autorité fit partout, pour soutenir les koulaks et les miroïèds, la même chose que l'administration supérieure pour les gros faiseurs d'affaires. Ainsi, le *koulak* et le *miroïèd* virent s'ouvrir devant eux un vaste champ d'action.

Et que d'impulsions invitaient le paysan à devenir *miroïèd* ! S'il ne possède pas une quantité suffisante d'argent, sa vie est véritablemeut affreuse. S'il est en retard pour payer ses impôts, on le fouette ; s'il n'a pas d'argent pour donner des pots de vin, il est en butte à des milliers de persécutions de la part du *pissar*, de l'*ouriadnik*, du *stanovoï* et des autres innombrables autorités des villages. L'argent est l'unique *habeas corpus*. En conséquence il faut en avoir.

Un travail honorable ne suffit pas à en acquérir. Le travail du paysan est placé dans des conditions trop peu avantageuses : souvent, il ne peut même le nourrir. Le seul moyen facile de s'enrichir — c'est de voler ouvertement morts et vivants, c'est l'usure sous toutes ses formes, c'est la filouterie. Alors parmi les paysans les plus intelligents et les plus énergiques, apparaît un nombre de plus en plus grand de ces *miroïèds*. Parfois, les paysans acquièrent ainsi d'immenses fortunes. Dans les journaux, on parle de temps à autre de paysans qui possèdent 100000 déciatines de terres. Fort souvent, ces parvenus enrichis s'inscrivent dans l'ordre des commerçants et manient des millions. La majorité ne va certainement pas aussi loin. Ils restent simples tripoteurs villageois, usuriers cabaretiers. C'est justement eux qui sont les plus féroces exploiteurs. Ayant épuisé toutes les atrocités de la misère

et de l'abaissement, ils font preuve ensuite de la plus affreuse férocité et sucent les paysans comme des sangsues. Répudiant le travail qu'ils sont habitués à considérer comme l'unique moyen d'existence honorable dans la profondeur de leur conscience ces gens ne se respectent souvent pas eux-mêmes. Ils infligent avec une jouissance cruelle toute sorte d'avilissements aux paysans qui tombent entre leurs mains. Quand le paysan, au nom de sa famille que la faim tourmente, supplie le *koulak* d'ajourner le paiement, quand il se traîne à ses pieds, supportant en silence son coup de pied plein de mépris, le *miroïèd* semble oublier ses remords, il se délecte de sa puissance..... Quelquefois un de ces *koulaks* sortis du *mir* est tellement brute qu'il ne ressent même aucun remords. Par degrés, il devient un simple oiseau de proie, ne pensant jamais à la justice, ou bien se disant une fois pour toutes que *le monde est ainsi fait. Le paysan est un sot, il faut l'instruire*, dit-il avec sang-froid. Cependant il n'est pas douteux qu'un grand nombre de ces gens, qui pillent sans remords, n'agissent ainsi que parce qu'autrement il leur serait impossible de vivre. Dévore ou tu seras dévoré. Devant un tel dilemme, la majorité des hommes ne peut hésiter longtemps.

Ainsi, en fin de compte, la classe industrielle russe est jusqu'ici une masse hétérogène qui n'a encore nourri aucune idée sociale définitive, aucune tendance de classe ; ceux qui la composent ignorent eux-mêmes où ils vont, ce qu'ils doivent vouloir. Il est évident que tant qu'ils resteront ainsi, ils ne peuvent devenir pour

longtemps une classe dominante. Pendant combien de temps la classe industrielle restera-t-elle dans cet état ? l'avenir seul le dira. On pourra cependant former certaines prévisions sur cette question, quand nous aurons examiné de plus près l'état de l'industrie russe, c'est-à-dire le milieu dont le développement dans telle ou telle direction devra nécessairement déterminer l'avenir de notre bourgeoisie.

LIVRE CINQUIÈME

LA RUSSIE ÉCONOMIQUE ET INDUSTRIELLE

LA RUSSIE ÉCONOMIQUE ET INDUSTRIELLE

I. Richesses naturelles de la Russie. — Sa pauvreté au point de vue des produits effectifs. — Total de la production annuelle. — Revenu par habitant. — Charges de l'Etat. — Expansion rapide de la population disproportionnée à l'accroissement du revenu national — L'agriculture et l'industrie russe, leur situation arriérée.

II. La guerre de Crimée révéla à la Russie son infériorité économique. — Emancipation des serfs. — Politique gouvernementale contraire à la logique. — L'agriculture est la principale force économique de la Russie. — La grande propriété foncière. — La possession paysanne. — Mesures contraires à l'extension de cette dernière. — Spéculation du rachat. — La crise agraire. — L'exportation est stationnaire.

III. Industrie — Efforts gouvernementaux pour favoriser le gros capital. — La spéculation. — Sociétés par actions. — Chemins de fer. — Tarifs protectionnistes. — Questions de la Transcaucasie et des frontières. — Les Allemands en Pologne. — Remède merveilleux proposé par M. Katkov. — Bilan commercial.

IV. Finances de l'État. — Leur situation. — La dette de l'État. Le déficit et la crise monétaire. — Dépréciation du rouble.

V. Caractère démocratique de la propriété foncière. — Transmigration des paysans, — Politique du gouvernement. — Les industries locales. — Initiative des paysans. — Crise que soulèvent ces industries.

VI. Situation matérielle du peuple russe. — Budget de la famille aisée et de la famille indigente. — Salaires des ouvriers. — Budget des paysans moscovites. — Nourriture. — *Le pain de famine.* — Accroissement de la population. — Naissances et mortalité.

LA RUSSIE ÉCONOMIQUE ET INDUSTRIELLE

I

La Russie a la réputation d'une contrée riche, et cette réputation n'est pas dénuée de fondement s'il s'agit des ressources *naturelles* du pays. Toute sa région méridionale renferme d'énormes superficies de terre noire (près de 90 millions de déciatines); en outre elle jouit d'un climat favorable à la culture du *froment*, le meilleur des blés. L'hiver froid de la Russie ne permet pas de tirer d'un seul et même champ autant de récoltes différentes qu'en France par exemple : en revanche, la chaleur de l'été fait que l'agriculture est possible même dans les régions voisines du cercle polaire. La sécheresse du climat de la Russie peut paraître défavorable à la culture des prairies, mais les provisions énormes de neige, accumulées pendant l'hiver, forment une espèce de caisse d'épargne de moiteur, d'où croissance d'une herbe exubérante, qui donne, grâce aux chaleurs de l'été, un foin de qualité supérieure.

La moitié septentrionale de la Russie possède toutes les conditions favorables à la croissance de bois magni-

fiques dont la lignine a des qualités rares. Les bois de Russie (sans tenir compte de la Sibérie) occupent une superficie de plus de 130 millions de déciatines et sont à eux seuls une immense richesse.

Grâce à ces vastes forêts, la chasse est chez nous aujourd'hui encore une industrie productive. La pêche est partout plus développée. Nos rivières et nos mers abondent en poissons et, sur les plages désertes de l'océan Arctique, on pratique la pêche de la baleine, du morse et du phoque. Il y a aussi des phoques dans la mer Caspienne.

Dans ses limites la Russie renferme des espèces fort variées de produits métallurgiques : l'or, l'argent, le platine, le fer, le cuivre, les pierres précieuses, le sel, l'étain, le soufre, le charbon de terre, le naphte, etc. La Sibérie a des sables aurifères qui comptent parmi les plus riches du monde. Le fer forme en Oural de magnifiques agglomérations. On trouve le charbon de terre en énormes gisements au centre de la Russie et à ses extrémités, dans l'Oural, sur le Don, etc. Entre autres produits minéraux de prix, il faut indiquer le phosphorite, à l'efflorescence duquel la Russie méridionale doit en grande partie sa fertilité. Ce beau minéral, contenant 16 à 27 % d'acide phosphorique, s'étale par vastes couches dans une dizaine de provinces. Par endroits, il est si abondant qu'on l'emploie pour le pavage ; la ville de Koursk est entièrement pavée de cet engrais unique.

Ainsi, sous un certain point de vue, la Russie peut être qualifiée de pays riche. Mais, si on prend en considération la quantité effective des produits que la population

russe sait tirer du sol, on verra que c'est plutôt un pays fort pauvre. Il est vrai que chez nous il est plus facile de gagner un morceau de pain qu'en Europe, mais, pour la majorité de la population, ce morceau de pain est si petit qu'il ne suffit même pas toujours à la moitié des besoins de la vie. La cause de ce fait réside autant dans la civilisation arriérée de la Russie que dans les divers vices de son organisation politique qui empêchent le peuple de mettre en jeu toutes ses forces productives.

La statistique russe n'est pas, malheureusement, assez développée pour qu'on puisse donner une évaluation précise du revenu national. Cependant, on peut supposer que le total de la production annuelle en Russie (sans compter la Finlande, la Pologne, le Caucase méridional et l'Asie centrale) est à peu près de 3740 millions de roubles [1]. Cette somme se répartit ainsi :

(A) *Valeur des produits d'agriculture* (déduction faite de la valeur des semences).....	2131	millions roubles.
(B) *Valeur des produits des forêts*....	750	—
(C) *Valeur des produits, provenant des bestiaux* (en décomptant la valeur du fourrage et le travail qui sont compris dans le parag. A.....	176	millions roubles.
(D) *Sériculture et apiculture*	7	—
(E) *Chasse et pêche*	28	—
(F) *Mines*.....	153	—
(G) *Grande et petite industrie* (en décomptant la valeur de la matière première)	503	—

Si nous divisons le total du revenu par le nombre

1. Voir l'appendice A.

des habitants du même territoire (84 millions), nous aurons près de 45 roubles pour la part de chacun. Pour comprendre combien est petite cette somme eu égard à nos prix, il faut savoir que, même dans une famille *aisée* de paysans, la dépense annuelle de chaque membre de famille est une fois et demie plus grande. Le traitement de nos maîtres d'école de village est de 100 à 300 roubles, ce qu'on trouve très insuffisant. La vie à la ville est encore plus chère. Nos étudiants vivent fort pauvrement, mais leurs bourses sont cependant de 300 roubles. Si l'étudiant reçoit moins, il souffre de la faim.

Une très grande partie du revenu national est néanmoins engloutie par les charges de l'Etat. Pour l'année 1885, le budget est évalué à 885 millions de roubles, ce qui forme 23 °/₀ du revenu national. En outre, un grand nombre de gens riches dépensent chaque année des milliers de roubles par tête. Ainsi, la part de chaque personne du reste de la population sera beaucoup plus petite que ces misérables 45 roubles.

Il est évident qu'un pays ainsi constitué ne peut être *content*. Sous ce rapport, la statistique jette une vive lumière sur les causes de ce mouvement révolutionnaire, qui dans l'espace des dix dernières années s'est manifesté de plus en plus nettement par nombre de conspirations et de révoltes de paysans.

Il ne faut pas oublier aussi de faire entrer en ligne de compte l'expansion rapide de notre population parallèlement à ce manque de ressources économiques. En 1859, la population de la Russie européenne était de 59 millions, en 1881 elle s'élèvait à 76 millions et le

rapport des naissances à la population croît toujours. L'accroissement de la population de la Russie proprement dite est en moyenne par an :

1857	à	1867	de	0,73 0/0
1868	à	1870	—	1,07 0/0
1871	à	1881	—	1,70 0/0

Il est évident qu'une progression aussi rapide des naissances peut rendre la situation du pays insupportable, si les moyens de production ne grandissent pas au moins dans la même proportion, et on est loin de ce résultat en Russie.

Il y a trente ans, M. Tengoborsky fixait le chiffre de revenu de l'empire russe à 2970 millions de roubles, ce qui donne (pour la population de 48 millions) une somme de 43 roubles par habitant, c'est-à-dire à peu près le même chiffre que nous avons obtenu plus haut. Mais, au temps de Tengoborsky le rouble valait 4 francs, tandis que maintenant il en vaut moins de 3... Faut-il conclure de ceci que, après ces trente années de développement, la Russie est plus pauvre ? Je ne le crois pas. Les chiffres de Tengoborsky sont en général fort exagérés. Néanmoins cette comparaison fait voir que le progrès des forces productives en Russie n'est pas grand, n'est même pas suffisant, d'autant plus qu'avec la civilisation, les besoins se développent et s'étendent à la masse même du peuple. Alors ce qui pouvait peut-être satisfaire le paysan, il y a trente ans, lui paraît maintenant insupportable.

Cet état des forces productives du pays dépend,

sans doute, de causes fort complexes. Il faut donner parmi elles une place fort importante à ce fait que la Russie est généralement fort arriérée, ce qui empêche le peuple russe de pousser l'exploitation des ressources de son territoire au degré qu'atteignent des contrées plus avancées.

La branche principale de notre revenu — l'agriculture — en est encore à la période primitive. La culture régulière des forêts n'existe pas chez nous, on peut le dire, et il en est de même de la culture des prés. Il est vrai que notre gouvernement et les paysans font quelques efforts pour dessécher les marais ; mais c'est tout. La culture herbagère n'existe presque pas, ce qui produit indubitablement un effet fâcheux sur l'élevage, et en conséquence sur l'agriculture. Sur tout le territoire de la Russie européenne, il n'y a que 21,5 % de terres cultivées, tandis qu'en Angleterre par exemple, les terres cultivées régulièrement occupent le 61 % du territoire. En France, cette quantité est encore plus grande : 83 %.

Encore les Russes mettent ils mal à profit leurs terres cultivées. Chez nous, on ne laboure que très superficiellement ; l'engrais est d'ordinaire fort insuffisant et le plus souvent on s'en passe tout à fait. C'est pour cela qu'en Russie une déciatine produit seulement 9436 litres de blé, tandis qu'en France le même espace de terre donne 24115 litres. On peut faire la même remarque pour les autres branches de la production. Notre exploitation des mines et des sables aurifères, par exemple, souffre fort de ce système de gaspillage qui épuise les mines avec une rapidité anormale.

L'industrie des fabriques et des manufactures n'est pas, jusqu'à présent, en état de soutenir la concurrence de l'Europe occidentale, même sur notre marché, car les produits russes sont chers et mauvais. Cet état économique déplorable est en grande partie le fait de la politique gouvernementale qui, depuis trente ans, par son intervention maladroite a porté dans les fonctions économiques du pays une épouvantable confusion.

II

L'infériorité économique de la Russie — par rapport à tout autre pays de l'Europe — fut comprise par notre gouvernement, et surtout par notre société, lors de la guerre de Crimée. La nécessité des réformes économiques et sociales fut reconnue plus ou moins clairement par le peuple entier, du dernier des paysans à l'empereur Nicolas. Au moment de sa mort, ce conservateur fanatique légua à son fils l'ordre de prendre une mesure presque révolutionnaire, l'émancipation des serfs.

La nécessité d'agrandir les forces productives de la Russie était évidente, et les hommes les plus perspicaces de la Russie d'alors étaient convaincus que les moyens de ce développement se trouvaient surtout dans le développement du travail du peuple proprement dit, des paysans. Le *mir* russe avec sa tenure communale de la terre prouvait, semblait-il, la possibilité de la culture en commun que l'on eût effectuée en grand

sur la base de l'association. L'existence des *Koustarnïé promysly* (petits métiers) jointe à l'habitude du Russe de travailler en *artel* donnait, semblait-il, la possibilité de développer l'industrie dans le même sens. Enfin, un grand nombre d'usines et de manufactures appartenant à l'Etat étaient pour le gouvernement un tremplin facile pour préluder à l'organisation de la grande industrie, sans l'abandonner entièrement aux mains des entrepreneurs. C'était chose d'autant plus aisée que la Russie a très peu de grands capitalistes et que la concentration rapide du capital ne pouvait s'effectuer sans que le gouvernement lui vînt largement en aide. Il semblait plus économique et plus productif que les efforts de l'Etat tendissent à organiser le travail dans les institutions (*artel*, *mir*) que la vie même du peuple avait développées.

En fait, la politique économique de l'Etat, malgré quelques fluctuations, prit un caractère tout inverse. Il ne sut créer un système propre et se borna à l'imitation servile de l'Europe, il ne vit la possibilité de développer les forces productives de la Russie que dans l'introduction de l'organisation économique qu'il trouvait en Europe. Ce manque de génie créateur mène toujours à un état de choses artificiel, qui ne correspond point au développement naturel des forces productives. C'est ce qui arriva. Aucun propriétaire sensé, s'il se propose d'introduire de nouvelles branches d'exploitation dans ses domaines, n'abandonnera pour cela celles qui soutiennent actuellement sa fortune et lui donnent le moyen matériel de faire des innovations. La Russie actuelle agit au rebours de ce propriétaire raisonnable. Est-il étonnant que son domaine touche à la ruine ?

La principale force économique de la Russie était et est actuellement l'agriculture. Au temps de Tengoborsky, la valeur des produits agricoles était à celle des produits industriels comme 85 à 15. Nous avons aujourd'hui presque le même rapport (83 à 17). En conséquence, l'importance de la Russie sur le marché international est due principalement à l'agriculture. Durant une période de dix ans (1873-1882) nous exportions en moyenne annuellement :

(A) des denrées pour 276 millions de roubles.
(B) des matières premières et produits à demi travaillés pour 195 millions.
(C) des bestiaux pour 15 millions.
(D) de produits de fabrique pour 11 millions 1/2.

C'est surtout l'exportation des denrées qui augmente rapidement. Elle est en moyenne annuelle de :

1847	à	1851	—	31,8 0/0	du total	d'exportation.
1863	à	1867	—	39 0/0		—
1873	à	1877	—	53 0/0		—
1878	à	1882	—	56,9 0/0		—

Parmi les denrées, c'est surtout l'importation des céréales qui augmente. De 1858 à 1867, les céréales s'élevaient à 38 0/0 du total de notre exportation ; en 1872 à 40 0/0 ; en 1882 à plus de 47 0/0 ; c'est-à-dire presque la moitié de notre exportation ; et les produits de l'agriculture en général étaient près de 90 0/0 du

total d'exportation. Malgré cette énorme importance de l'agriculture dans l'économie du pays, elle est l'objet du mépris complet de nos gouvernants; bien plus, à partir de l'émancipation des paysans, elle est en butte aux attaques de leur politique.

Nous avons en Russie beaucoup de grandes *propriétés foncières*, mais l'exploitation de ces domaines se fait le plus souvent d'après le type des exploitations de paysans. Le grand propriétaire n'y consacre ordinairement ni travail ni capital; son rôle se borne à toucher les fermages. Si nous prenons, pour donner des exemples, 15 provinces situées dans les diverses régions de la Russie et bien étudiées par la statistique moderne [1], nous verrons que les *pomiechtchiks* (propriétaires nobles) y cultivent seulement 14,5 °/₀ de leurs terres, tandis que les paysans, outre leur propre terre, prennent à ferme 36 °/₀ de la terre des *pomiechtchiks*. Le reste demeure inculte. Ainsi toute la force de la culture est dans les paysans. Et cependant, lors de l'émancipation, on a à la fois diminué la quantité de leurs terres au mépris des principes légaux et fait la distribution des lots à leur préjudice [2]. D'après les données de la statistique officielle les paysans de *pomiechtchiks* auraient reçu 37 °/₀

1. Les provinces : Mojaïsk, Volokolamsk, Zvenigorod, Vereia, Poltava, Zenkov, Fatej, Lgov, Koursk, Dmitrov, Rostov, etc.

2. Le célèbre promoteur de la réforme de 1861, Nicolas Milioutine avait bien posé le principe que les paysans affranchis devaient recevoir en propriété au moins la même quantité de terres, que leurs seigneurs leur donnaient en jouissance au temps du servage Malheureusement l'accomplissement de la réforme fut arraché des mains de Milioutine et de ses amis pour être confié à celles des adversaires mêmes de la réforme, en conséquence les principes sages posés au temps de Milioutine se trouvèrent violés.

de moins que leur part. La qualité des terres assignées aux paysans s'est trouvée également inférieure par suite d'une manœuvre frauduleuse. La preuve de cette assertion est que la récolte des paysans sur leurs terres est de beaucoup moindre que celle qu'ils font sur les terres affermées par eux aux *pomiechtchiks*[1]. Mais il est évident que cultiver ses propres terres, si mauvaises soient-elles, peut tout de même être plus avantageux pour le paysan que la culture de la bonne terre dont il devrait payer le fermage. Ainsi le travail du cultivateur fut surtout transporté sur un sol de mauvaise qualité. D'autre part, les *pomiechtchiks*, privés du travail gratuit, ne surent plus mener leurs domaines et leur magnifique terre resta inculte sur d'immenses espaces. Le coup porté à l'agriculture fut d'autant plus lourd, que le gouvernement écrasa littéralement le paysan par l'impôt destiné au rachat des terres. Dans 16 gouvernements, cet impôt est supérieur d'un dixième ou de moitié au prix de la terre.

L'incapacité d'apprécier l'immense importance nationale de l'agriculture, le peu d'attention qu'on lui prêtait devinrent tels que le gouvernement imagina de faire une spéculation. En prêtant aux paysans pour le rachat de leurs terres, il ne se contenta pas d'une somme égale à ses débours : il réalisa encore un

1. Par exemple la récolte de 1883 était :

	Terres de pomiechtchiks.	Terres des paysans.
Le seigle	4.5	3.6
Le froment	4.9	4.6
L'avoine	4.2	3.4
Le blé sarasin	3.9	3.6

certain bénéfice : au total 40 millions de roubles. Lors de la translation de la dette des *pomiechtchiks* sur les paysans, le gouvernement fit une spéculation analogue [1]. Pour cette dette (300 millions de roubles) les *pomiechtchiks* payaient au fisc 4 °/₀ d'intérêt et 2 °/₀ d'amortissement. Des paysans, le gouvernement commença à percevoir 7 °/₀ dont seulement 0,5 à titre d'amortissement de la dette. J'entre dans tous ces détails pour montrer à quel point le gouvernement se trouvait peu à la hauteur de la situation et par quelles considérations mesquines étaient dirigés ses actes, alors qu'il accomplissait la grande réforme d'où dépendait l'avenir du pays. Le paysan ainsi entravé dans la possession de la terre, et accablé d'impôts, allait sans doute se ruiner ; or la ruine du paysan est la ruine de la Russie. L'hostilité du gouvernement contre la commune que j'ai signalée plus haut, avait aussi indirectement une fort mauvaise influence sur l'agriculture. La protection que l'administration accorde constamment aux richards du village, qui usurpent les terres communales, les obstacles que les *chambres de gouvernement* mettaient à tout instant aux partages, le fameux article 165 de la loi sur le rachat

1. Au temps du servage, l'Etat avait créé un crédit foncier pour prêts à la noblesse. En 1861, celle-ci devait à l'Etat sur ses propriétés plus de 300 millions de roubles. Aux termes des statuts d'affranchissement, les paysans devaient payer plus de 800 millions aux nobles pour racheter leurs terres. Le gouvernement prit ce paiement à sa charge à la condition de se substituer à la noblesse comme créancier des paysans. Seulement il ne paya que 500 millions, retenant ce qui lui était dû. Jusqu'ici rien que de juste et même de commode, mais,... il y a un mais, ce *mais* c'est la spéculation.

des terres [1], l'autorisation aux Assemblées rurales d'enlever provisoirement ses terres à un contribuable peu exact à payer l'impôt, toutes ces mesures et d'autres encore ruinaient une foule de paysans. Cela est d'autant plus facile que le gouvernement n'a rien fait pour l'organisation du crédit villageois. Les associations de prêt et d'épargne n'avaient aucun résultat vu la pauvreté des paysans : en 1883, le total des versements s'élevait à peine à 12 millions de roubles. En dehors de ces associations, le paysan ne pouvait avoir recours qu'au capital dit d'approvisionnement qui lui fait de petits prêts en cas de grande famine locale, ou lui donne des semences en cas de mauvaise récolte générale. Cette belle institution est trop pauvre pour pouvoir prêter vraiment un utile secours, d'autant plus qu'elle n'est destinée pour ainsi dire qu'à soutenir des villages entiers et non des individus.

Le paysan a une multitude de besoins qui le forcent à s'adresser à des usuriers ruraux. Une fois entre leurs griffes, il est perdu. Comme une araignée, le *miroïèd* suce tous les sucs de sa victime jusqu'à ce qu'il la réduise à une misère complète. L'Etat est indifférent en présence de ce mal qui prend des proportions dangereuses. Avant la création de la banque foncière des paysans, on n'avait pris, à proprement parler, aucune mesure sérieuse pour soutenir la culture des paysans, mais la banque des paysans elle-même, si elle aide les paysans à acquérir des terres, tend en même temps par ses statuts à soutenir la propriété foncière individuelle

1. L'article 165 donne au paysan qui a payé le prix du rachat le droit de recevoir son lot à titre de propriété privée.

et à pousser les paysans à abolir le *mir*. Si la terre du paysan est placée sous le régime communal, il n'a droit qu'à un prêt de 125 roubles au maximum, et si elle est propriété privée, on lui en prête 500 au maximum. Enfin, la banque n'a été fondée qu'il y a deux ans.

Sous la pression de ces faits, l'exploitation agricole paysanne s'est trouvée dans une position tout à fait critique ; dans la province de Moscou, par exemple, sur le nombre total des familles de paysans on en compte 15 °/₀ qui n'ont pas le moyen de continuer la culture. Encore faut-il remarquer que sur le nombre des familles ruinées, 42 °/₀ l'ont été par l'énormité des impôts perçus avec trop de rigueur et par la conscription. Dans quelques localités, la ruine de la culture paysanne est encore plus complète. Ainsi, dans la province de Poltava où il n'y a pas de commune pour sauvegarder les paysans, 38 °/₀ d'entre eux n'ont pas fait de semailles de blé en 1882 ; dans la province de Zenkov, ce chiffre est de 40 °/₀. Dans les autres provinces où la crise agraire n'a pas causé ces ruines, la culture est également dans un état lamentable. Appauvri, criblé de dettes, le paysan ne peut faire aucune amélioration dans ses terres. Il est forcé de les cultiver tant bien que mal. Le manque de bestiaux ne lui permet pas de fumer. En général, les bestiaux sont trop peu nombreux en Russie. En 1870, on estimait que la quantité des bestiaux était 3 et même 6 fois plus petite que le chiffre nécessaire aux besoins de l'agriculture ; depuis lors, l'état des choses s'est encore empiré. D'après le recensement des chevaux de 1882, le quart des paysans n'en possèdent pas.

Il ne faut pas penser que les paysans ne déploient

pas assez d'énergie dans la lutte soutenue dans ces circonstances défavorables. Tout au contraire ! Observant leurs efforts opiniâtres pour améliorer leur exploitation agricole, un des plus habiles agriculteurs russes, M. Engelgard se montre même assuré, du moins pour son pays (le gouvernement de Smolensk), qu'avec le temps les terres des propriétaires (*pomiechtchiks*) se changeront en terrains incultes, et celles des paysans en gras potagers. Dans certains endroits, la culture pratiquée par le paysan a reçu beaucoup d'améliorations. Ailleurs on trouve des outils agricoles perfectionnés, par exemple des machines à battre le grain mises en mouvement par des chevaux. En comparant les récoltes pour une période de 15 à 20 ans, il est aussi impossible de ne pas remarquer que la culture des champs de paysans devient plus variée. Enfin, la quantité même du grain récolté ne diminue pas, elle augmente considérablement, au contraire ; de 1834 à 1840, on récoltait dans la Russie d'Europe (sans compter la Pologne et la Finlande) 179 millions de *tchetverts* par an ; de 1864 à 1866, on récoltait sur le même territoire 200 millions de *tchetverts* ; en 1883, plus de 272 millions de *tchetverts*. Mais cette victoire coûte cher.

La nécessité de travailler des terres de mauvaise qualité, le prix élevé du fermage, le manque de bétail et de capitaux, toutes ces causes ont une très mauvaise influence sur la qualité et le prix des produits. Dans les derniers temps, elles ont commencé à porter leurs conséquences sur le marché international. Les espèces supérieures de grains, c'est-à-dire les différentes qualités de froment, dont les prix augmentent

surtout sous l'influence de ceux du fermage, tendent de plus en plus à céder la place aux produits américains. Pendant les dernières années, la concurrence de l'Inde, qui produit le froment à un prix excessivement bas, est devenue plus redoutable encore que la concurrence américaine. Notre seigle se maintient plus solidement sur le marché international, peut-être parce que les paysans le cultivent le plus souvent sur leurs propres terres. Mais c'est un des grains qui donnent le moins de profit, qui valent le moins cher. La même concurrence atteint les autres produits de l'économie rurale. Notre lin, un des principaux éléments de notre commerce, est forcé de céder le terrain au lin de l'Italie et à celui de l'Inde. Dans le courant de l'année 1885, le consul britannique, M. Mitchel, a même fait à notre gouvernement une représentation officielle, où il est dit que, si la culture du lin russe ne s'améliore pas, les commerçants anglais seront obligés de n'en plus acheter [1]...

Qu'arrivera-t-il, si l'économie rurale russe est battue sur le marché européen? Où prendrons-nous des ressources pour nous procurer les produits de l'industrie européenne? Rappelons-nous, que plus de 90 °/₀ de l'exportation russe consiste en produits agricoles. Ces questions prennent une singulière gravité par suite de la crise commerciale. En 1884, l'exportation russe diminue de 57282000 roubles comparativement à l'exportation de 1883. En 1885, du moins à en juger par les premiers mois, la situation semble empirer encore : l'exportation pour les mois de janvier et février a diminué

1. *Gazette de Moscou*, 1885, n° 156.

de 6 millions 1/2 de roubles, comparativement à celle de l'exercice antérieur.

III

La politique économique de l'Etat a influé indirectement tout aussi bien que directement sur la situation de l'agriculture. Sa tendance dominante pendant les 30 dernières années a toujours été la création du *gros capital* qui, prétendait-on, devait développer les forces industrielles de la Russie, ainsi qu'il le fait dans l'Europe occidentale.

Le souci d'imiter l'Europe occidentale contraignit notre politique économique à s'occuper très soigneusement aussi du développement de l'industrie manufacturière. Dans ces vues, le gouvernement ne négligeait réellement aucun moyen, ne ménageait aucun des intérêts de l'énorme majorité de la population, qui lui fournissait l'argent employé au développement du gros capital. L'Etat était comme une sorte de pompe aspirant du sein de la Russie les moindres parcelles des revenus populaires, pour en arroser les germes du gros capital. Grâce à cette politique, le placement du capital dans de sérieuses entreprises industrielles devint chez nous moins avantageux que son emploi dans la *spéculation*. Elle créa dès lors pour l'industrie une atmosphère des plus malsaines. L'agriculture, qui vit tous les capitaux se détourner d'elle, porta le poids des plus lourdes conséquences de cette politique qui eut aussi

une influence fatale sur l'industrie manufacturière elle-même. On peut juger, par exemple, de ce qu'a d'anormal cette tendance générale du capital en Russie par le rôle qu'il joue dans les diverses sociétés par actions.

En 1880, ces sociétés possédaient un capital de 6609000000 de francs. Cette somme se répartissait de la manière suivante :

1) Compagnies de chemins de fer et compagnies de bateaux à vapeur.	5374 millions.
2) Banques et compagnies d'assurances . .	400 —
3) Sociétés de commerce et industrie. . .	835 —

Ainsi, nous voyons que 80 °/₀ du capital actionnaire est placé sur les voies de communication. Et pourquoi cela? Oh, ce n'est pas difficile à comprendre, malheureusement. Parce que le gouvernement a gaspillé pour les chemins de fer une somme de près de 6 milliards de francs, qu'il avait puisés dans l'économie rurale et les emprunts. Ici le gouvernement ouvrait un crédit, garantissait un revenu au capital : il va sans dire que tout le monde se jeta sur une affaire si avantageuse dans laquelle on pouvait gagner de l'argent, non seulement sans rien risquer, mais même sans capital. — Aussi a-t-on construit chez nous un grand nombre de chemins de fer qui ne répondent aucunement aux nécessités économiques et ne sont pas en état de couvrir leurs frais ! Aujourd'hui le gouvernement rembourse à ces chemins sans avenir des millions de garanties : ainsi, en 1884 [1], on paya plus de 14 millions de roubles de garanties, c'est-à-dire, près de 3 °/₀ sur

1. J'estime le rouble métallique à 4 francs, le rouble papier à 250 centimes, cours de 1880.

tout le capital actionnaire des compagnies de chemin de fer. Et pourtant, réellement, tout ce capital[1], les compagnies l'ont reçu directement des mains du gouvernement. En 1881, tout le capital actionnaire, (excepté la part qui appartient au gouvernement) était de 554 millions de roubles. Quant a la dette des compagnies envers le gouvernement, — elle montait à 530 millions de roubles [2]. Nous voyons ainsi que les compagnies n'ont créé par elles-mêmes qu'un capital de 24 millions de roubles à peine. Les banques actionnaires et, malheureusement, aussi les banques des villes furent encore une source considérable de gains.

Pour ne pas lasser l'attention des lecteurs par la masse des détails, je ne mentionnerai ici qu'un seul exemple des spéculations auxquelles la politique économique de l'Etat donna l'essor. Désirant soutenir le cours des effets russes à l'étranger, le gouvernement d'Alexandre II effectua pendant plusieurs années le paiement de la différence qui existait entre leur valeur réelle et leur cours sur le marché européen ; cette mesure s'étendait à tous les capitaux transportés à l'étranger... C'était un moyen de se procurer l'argent de l'Etat d'une simplicité géniale. La spéculation ne manqua pas l'occasion. Voici comment elle procédait : on faisait passer l'argent en Russie, puis, après l'avoir transformé en valeurs russes, on le faisait revenir à l'étranger, afin de recommencer aussitôt l'opération... Je n'ai malheureusement pas de données suffisantes pour évaluer combien de millions les spéculateurs ont gagné de cette manière ;

1. La *Gazette russe*, 1884, n° 193.
2. Golovatchev, *Histoire des chemins de fer en Russie*, p. 383.

mais, en tout cas ils ont gagné des sommes colossales.

Peut-il exister une entreprise industrielle sérieuse dans le pays où l'on gagne si simplement et si aisément l'argent? Ici un côté de la politique économique de l'Etat — la création du capital — détruisait l'autre — la création de la grande industrie. En conséquence, le gouvernement fut obligé de redoubler d'efforts pour atteindre ce second but. Sa politique devint de plus en plus protectionniste. L'industrie russe était sauvegardée de la concurrence étrangère par un tarif assez protecteur, quoi qu'on l'estimât libre comparativement. En 1877, l'on institue les droits de douane en or. En 1881, le tarif est augmenté de 10 %. En 1885, nouvelle augmentation de 20 %. En même temps l'industrie est encouragée par des commandes. C'est une habitude d'exiger, quand on accorde des concessions de chemins de fer, que l'entrepreneur fasse la commande d'une certaine quantité de rails et de matériel roulant à des usines russes. Des subsides directs viennent encore au secours de l'industrie, comme cela eut lieu pour l'Usine de la Néva. Sur le marché international aussi, elle est toujours soutenue par le gouvernement. Alexandre II étendit cette protection aux plus extrêmes limites. Alexandre III a l'intention d'aller, à ce qu'il semble, plus loin encore. Aujourd'hui nous faisons, pour le soutien de la grosse industrie, le sacrifice des intérêts politiques les plus sérieux, et dans la question du transit transcaucasien, et dans les questions frontières de la Finlande et de la Pologne.

Si, en prenant pour point de départ Paris, nous traçons une ligne droite jusqu'a Calcutta, cette ligne

traversera le Caucase. Ainsi la Russie tient entre ses mains le chemin le plus court vers l'Inde. Dès lors, quand on eut construit le chemin de fer de Poti à Bakou, qui reliait la mer Noire à la mer Caspienne, et quand ensuite on eut commencé la construction de la ligne de Krasnovodsk (sur la mer Caspienne), aux confins de l'Afghanistan, la Russie eut entre ses mains une des plus importantes artères commerciales du globe terrestre. Il n'est pas difficile de comprendre quelle influence politique sur l'Europe donnerait à la Russie cette seule ligne de Poti à Bakou ! Il n'est pas difficile de comprendre non plus, que non seulement la région transcaucasienne, mais aussi la région transcaspienne — jusqu'à présent liées à la Russie principalement par la force des armes — pourraient être attachées à elle par la puissante force de l'intérêt économique. Possédant les deux moitiés de ce chemin, qui a une valeur dans son ensemble seulement, la Russie tiendrait solidement entre ses mains chacune des régions que traversent les deux tronçons du chemin de la mer Noire à l'Afghanistan. D'un autre côté, il est aisé de comprendre quel mécontentement et quelle irritation éclateront contre la Russie dans ces régions, si nous les privons forcément des énormes avantages que leur donne la position géographique du pays. Voilà outre la réduction possible dès lors des dépenses militaires pour le Caucase et la région transcaspienne, ce que l'on sacrifia à une poignée de fabricants et de marchands russes. Désirant monopoliser entre leurs mains le commerce avec la Perse et les régions transcaspiennes, le gouvernement russe a interdit le transit par le chemin

de fer transcaucasien. Et pourtant tout le mouvement commercial russe avec l'étranger qui a pour chemin la région transcaucasienne et la mer Caspienne, ne dépasse pas 21 millions de roubles (moins de la moitié en marchandises russes). Au surplus nous n'exportons par cette voie que pour 4 millions de produits manufacturés seuls menacés de concurrence. Voila au profit de quels futiles intérêts industriels on sacrifie chez nous les plus graves intérêts politiques !

La même chose a lieu maintenant pour la Finlande et menace de se répéter aussi pour la Pologne. C'est qu'en Finlande, de même qu'en Pologne, l'industrie se développe avec plus de célérité qu'en Russie. En 1872, la Russie a importé en Finlande des produits manufacturiers pour 1 million 500 mille roubles et elle en a reçu pour 3863000 de marchandises ; en 1882, cet état de choses s'était modifié au désavantage encore de la Russie : notre exportation de produits manufacturiers en Finlande était de 2888000 roubles et celle de la Finlande en Russie s'élevait à 9673000 roubles. Ainsi il est évident que l'industrie russe ne peut garantir son marché de l'affluence des produits manufacturés de Finlande. Pendant tout le cours de l'année dernière, une active agitation fomentée par les fabricants russes a eu lieu en faveur de l'augmentation des droits douaniers sur la frontière finlandaise. Entre autres choses, les Finlandais sont accusés d'introduire chez nous, comme produits de leurs fabriques, les produits européens... Jusqu'à un certain point l'assertion est juste. Mais l'on sait quelle importance au point de vue politique ont pour la Russie ses bons rapports avec le grand Duché. Les doléances des fabricants ont prévalu cependant, et dans le cours de l'année 1885 les droits douaniers sur la frontière de la Finlande ont été élevés, ce qui éloigne encore de la Russie ce pays, qui avait déja peu de goût pour une alliance forcée.

La douane entre la Russie et la Pologne est depuis longtemps supprimée, de sorte qu'il est difficile de se rendre un compte exact des conquêtes que les Polonais accomplissent sur notre marché. Elles doivent être en tous cas énormes, puisqu'elles ont pu former entre la Russie et la Pologne un lien économique, que les Polonais redoutent de briser. L'industrie du royaume de Pologne se développe beaucoup plus vite que celle de la Russie. Dans le courant des seize dernières années, la somme de production des fabriques de la Russie d'Europe s'est accrue de 99 °/₀ [1]. Le nombre des ouvriers employés par les fabriques et les usines s'est accru pendant la même période de 15 °/₀. En Pologne, pendant cette même période de temps, la production s'est accrue de 196 °/₀, et le nombre des ouvriers — de 67 °/₀. La Pologne est, sans aucun doute, en partie redevable de ces énormes progrès à la réforme agraire. L'émancipation des paysans y a été appliquée beaucoup plus largement qu'en Russie, ce qui augmente considérablement le bien-être de la masse du peuple. Mais la principale raison, selon toute probabilité, n'est pas là ; on doit la chercher dans le tarif prohibitif russe. En rencontrant des difficultés pour

1. Si on prend en considération la baisse de la valeur du rouble, l'accroissement de la somme de production sera beaucoup moins considérable, quoique toujours pas inférieure à 52 °/₀.

l'importation de leurs marchandises en Russie, les fabricants allemands jugèrent plus commode de transporter des succursales de leurs fabriques par delà notre frontière. Ainsi s'élevèrent, tout le long de cette frontière, des colonies de fabriques allemandes avec des capitaux, des gérants et des ouvriers allemands. Ces avant-postes de la nation et de l'industrie allemandes forment quelquefois des villes entières, comme, par exemple, la célèbre Lodz, la ville la plus industrielle du royaume. En 1860, la population se partageait à peu près également entre les nationalités polonaise d'une part, allemande et juive de l'autre. Aujourd'hui, elle s'élève à 70000 âmes. C'est une ville si allemande que, quand un de ses journaux allemands (car il n'en existait pas de polonais) ouvrait ses colonnes à la langue polonaise [1] — les Polonais célébraient cette tolérance comme une *victoire*. L'industrie de la Pologne n'est en grande partie, nous le voyons, qu'une industrie allemande et, à ce titre, elle présente pour l'industrie russe un danger sérieux, car elle a pour elle les énormes capitaux de l'Allemagne, son caractère entreprenant, son habilité.

Quelles mesures prend-on chez nous pour conjurer ce danger? Hélas! l'intérêt mesquin des fabricants continue à aveugler les yeux du gouvernement. Au lieu de modifier sa politique économique, notre gouvernement se borne à élever les tarifs de prohibition. Dans les milieux dont la voix est toujours un signe avant-coureur des décisions gouvermentales, on entend parler de projets extravagants qui menacent l'intégrité même de l'empire. Les fabricants exigent l'établissement d'une frontière douanière entre la Russie et la Pologne! La *Gazette de Moscou* va plus loin. Elle projette tout simplement de *céder* à l'Allemagne toute cette moitié de la Pologne dont l'industrie allemande a fait la conquête. Beau et judicieux projet, vraiment! Et qu'arrivera-t-il ensuite, quand les Allemands, après avoir absorbé les 1000 lieues carrées qu'on leur aura cédées, franchiront avec leurs ouvriers la nouvelle frontière? Faudra-t-il dans quinze ans leur céder encore 1000 ou 10000 lieues carrées? Faudra-t-il ainsi sacrifier la moitié de la Russie pour sauvegarder les intérêts des fabricants moscovites? Mais enfin qui donc existe pour l'autre; les fabricants pour la Russie ou bien la Russie pour les fabricants?

1. Il existe maintenant à Lodz un journal polonais le *Dzennik Lodzky* (*Le Mémorial de Lodz*).

Le lecteur le voit nettement, la manie de protéger la grosse industrie, qui a coûté tant de milliards à la Russie, n'a pu jusqu'à présent donner une assiette solide à son industrie. Si, sauvegardée de toute concurrence, cette industrie se développe, elle reste faible et maladive. Aujourd'hui non seulement elle n'ose se risquer sur le marché international, mais elle n'est même pas invinciblement établie sur le marché russe. En 1885, pour les inviter à se risquer sur le marché international, notre gouvernement dut promettre aux fabricants de sucre de betterave (une des branches les plus fortes de notre industrie) une prime de 1 rouble sur chaque poud (40 livres) de sucre exporté à l'étranger, et le remboursement des droits de régie. Or, pour se procurer les ressources nécessaires au paie-

ment des primes, on a augmenté les droits de régie sur les sucres consommés en Russie.

C'est la un échantillon des continuels surpayements qu'est obligée de faire la population de la Russie en faveur de l'industrie. Et cependant cette industrie est lente à conquérir le marché étranger. La valeur des produits de fabriques exportés par la Russie formait par rapport à la valeur générale de l'exportation

de	1847	à	1851	—	10, 0/0
de	1865	à	1867	—	7,5 0/0
de	1873	à	1877	—	2.5 0/0
de	1878	à	1882	—	2 0/0

Ainsi la place, qu'occupent dans l'exportation russe les produits de fabriques devient de plus en plus insignifiante. Ce qui est plus dangereux encore, c'est que les produits de nos fabriques russes ne sont même pas en sûreté sur notre place. De 1865 à 1867, les produits de fabriques, qui paraissaient sur le marché russe valaient en moyenne 697 millions 500 mille roubles par an ; 9 0/0 de cette somme était fourni par les produits importés de l'étranger. De 1878 à 1882, les exigences du marché s'étant accrues, les produits de fabriques s'élèvent à 1335 millions de roubles par an, mais dans cette somme les produits étrangers figurent déja pour 11 0/0, et cela sans compter l'énorme quantité de marchandises de contrebande, sans compter les produits des fabriques allemandes de la Pologne. Au total, la dépendance industrielle dans laquelle se trouve la Russie, par rapport aux pays environnants augmente sans aucun doute, on le voit

clairement par le rapport qui existe entre l'exportation des produits de fabriques russes et l'importation des produits analogues étrangers. De 1873 à 1877, les premiers formaient 8,4 0/0 des derniers. De 1878 à 1882, ils n'en forment déjà plus que 8,1 0/0 ; d'où il résulte que la quantité des produits de fabriques importés en Russie croît plus promptement que la quantité de ceux qui sont exportés hors de notre pays.

Ainsi les efforts démesurés, tentés pour créer en Russie le gros capital, en mettant des entraves au développement de notre agriculture, ne donnèrent cependant pas une base d'opérations solide à l'industrie manufacturière. Les forces productives du pays se trouvent dans un état de faiblesse aiguë qui ne présage rien de bon. Il en résulte aussi un contre-coup extrêmement anormal pour le bilan commercial. Au total, notre commerce extérieur s'accroît sans nul doute. En 1858, son virement général n'était que de 300 millions de roubles ; en 1882, il monte à l'énorme chiffre de 1223 millions de roubles. Il est vrai qu'une partie considérable de cette augmentation est purement fictive, que l'augmentation du nombre des roubles n'est dû qu'à la baisse de leur valeur. Mais si nous retranchons du chiffre de l'exportation pour 1882, 40 0/0, conformément au cours du rouble, l'accroissement du virement commercial restera néanmoins très considérable. Cet état des affaires, à première vue favorable, apparaîtra cependant sous une tout autre lumière, si nous examinons attentivement le bilan commercial. Réellement, pendant les dix années comprises entre 1873 et 1882 [1], le chiffre total de l'ex-

1. Pendant les années 1883 et 1884, la position de notre commerce

portation russe est de 4964 millions de roubles et celui de l'importation en Russie de 5117 millions de roubles : ainsi les forces productives du pays se montrèrent de beaucoup insuffisantes à payer de *leur propre marchandise* celles de l'étranger qui nous étaient indispensables. Dans une telle situation, l'on est obligé, pour opérer le paiement, d'entamer le capital même et, en fait, l'exportation des métaux précieux (monnayés et en lingots) s'élève à 386 millions de roubles alors que leur importation n'est que 122 millions de roubles. De 184 à 17878, la moyenne annuelle de cet excédant d'exportation des métaux précieux était seulement de 6 millions de roubles ; de 1879 à 1883, elle s'élève brusquement à 34 millions de roubles.

IV

A la situation anormale des forces productives du pays que je viens d'exposer est étroitement liée la situation des finances de l'Etat.

Le désordre de nos finances n'est pas un fait nouveau et la constitution du pays seule suffirait à le créer. L'absolutisme coïncide difficilement avec une gérance régulière des finances. L'absence de contrôle dans l'emploi des ressources nationales est un mauvais stimulant

est encore plus anormale. Ces années coïncident avec une crise évidente et reconnue de tous.

à l'économie et la centralisation administrative coûte toujours cher.

Notre politique belliqueuse, parfois exigée par les intérêts nationaux, plus souvent encore soutenue dans le seul but d'assouvir l'ambition des tzars et des généraux, fut plus dispendieuse encore. Ainsi depuis longtemps déja, notre gouvernement a-t il dû recourir à des emprunts et aux assignats. Chez nous, les derniers sont préférés. Le papier-monnaie à cours forcé, simple confiscation déguisée de l'avoir populaire, est très avantageux pour les gouvernements. Si, par exemple, la somme totale de l'argent, qui est en circulation dans le pays, égale 5 milliards, le gouvernement, en émettant 100 millions de roubles-papier, ne touche à vrai dire, vu la dépréciation de l'argent, que 98 millions de roubles, mais en revanche, l'argent est enlevé au peuple si adroitement que celui-ci ne s'en aperçoit guère. Le peuple voit seulement que tout a enchéri, mais il n'attribue pas ses malheurs au gouvernement, comme cela aurait lieu si ce dernier établissait un nouvel impôt ou essayait une confiscation franche.

Depuis que notre gouvernement a inauguré sa nouvelle politique économique, ses dépenses se sont encore plus accrues et leur accroissement devance toujours celui des revenus. C'est un trait caractéristique du budget russe contemporain qui s'explique précisément par ce qu'a d'artificiel la politique du gouvernement. En suivant une direction opposée aux tendances de croissance naturelle des forces productives, elle amène d'énormes dépenses qui, ou ne se remboursent point du tout, ou bien ne se remboursent que très faiblement.

La dépense doit donc nécessairement croître plus vite que le revenu.

Pour faire face aux besoins, le gouvernement eut recours à de nouvelles émissions de papier-monnaie, en donnant, il est vrai, de continuelles assurances du désir qu'il avait de cesser les émissions et même de retirer tout à fait de la circulation le papier-monnaie. Cependant, tandis qu'en 1857 il ne circulait du papier, que pour 568 millions de roubles, en 1883 on dépassait 1100 millions de roubles. Il est aisé de comprendre quelle perturbation causait continuellement dans notre industrie ce jet incessant d'émissions L'affreuse baisse du cours et l'élévation des prix pouvaient seules retenir le gouvernement et l'empêcher d'émettre de nouveaux millions d'assignats. En revanche, il dut adopter avec plus d'entrain le système des emprunts.

En 1856, on évaluait les dettes de l'Etat à 2537 millions de roubles. En 1883, elles montent à 5424 millions de roubles. Tout compris, voici quelles avaient été les ressources pécuniaires de l'Etat pendant cette période de vingt-sept ans :

A) revenus budgétaires...	12,770	millions de	roubles.
B) emprunts.....	2,887	—	—
C) papier-monnaie.....	550	—	—

En d'autres termes, notre gouvernement dépense systématiquement un cinquième en plus de ses revenus normaux et il augmente ainsi chaque année sa dette d'une somme moyenne de 100 millions de roubles. Cette dette a déjà atteint des proportions si colossales que le paiement seul des intérêts engloutit annuellement le quart du budget (plus de 200 millions de roubles sur 800 et quelques millions de roubles de la dépense totale). Ces dettes pèsent maintenant aussi lourdement sur la Russie que l'entretien de son armée.

Les résultats de cette administration financière si périlleuse furent pendant un certain temps déguisés par l'excitation artificielle que produisait dans notre industrie la spéculation stimulée par la politique gouvernementale. Pourtant dès le début, le cours de notre rouble eut à subir des fluctuations terribles qui valent aux entreprises industrielles sérieuses autant de désastres qu'elles eurent d'avantages pour la spéculation boursière. Après la campagne de Crimée, notre rouble se tint pendant quelque temps à 4 francs; puis le cours tomba lentement [1].

D'abord, une partie de la masse d'argent que le gouvernement jetait sur le marché lui revenait sous forme d'augmentation des revenus ; mais dès l'année 1876, l'équilibre rompu des forces de production et de la dépense se vengea avec une rigueur toujours croissante. Un déficit opiniâtre éclata dans notre budget. Pendant dix années, de 1876 à 1885, il n'y en eut que trois sans déficit. Pour le règne d'Alexandre III, le déficit des revenus ordinaires s'élève déjà à près de 120 millions, et le crédit de l'Etat devient si suspect que pour conclure le dernier emprunt, chez Bleichroder, de Berlin, l'intervention de Bismarck fut indispensable.

1 En 1876, le rouble vaut 320 centimes.
En 1880, — 269
En 1883, — 242

V

Le lecteur a pu déduire de ce qui précède que la situation économique de la classe populaire est fort triste chez nous. Toute crise industrielle est toujours ressentie par l'ouvrier. Notre ouvrier en subit d'autant plus fortement le contre coup, que ce détraquement du travail est accompagné de la destruction des formes que notre histoire a données à notre travail national.

La propriété foncière russe a encore un caractère très démocratique. Du nombre total de 433 millions de déciatines que renferme la Russie d'Europe (sans compter le Caucase septentrional), plus de 120 millions de déciatines appartiennent aux paysans et 151 millions sont la propriété de l'Etat, c'est-à-dire en principe, sont également la propriété nationale. Seuls 100 millions de déciatines appartiennent aux propriétaires fonciers [1]. Le reste des terres appartient aux villes, aux Cosaques, etc., c'est-à-dire se trouve en grande partie en possession directe de la classe laborieuse. Si nous étudions relativement au chiffre de population les possesseurs de terres, nous trouvons le même principe démocratique. M. Ianson n'estime pas à moins de 23 millions le nombre des individus possédant des terres en Russie, ce qui forme 36 °/₀ de la population. Encore ce chiffre est-il de beaucoup inférieur à la réalité.

1. Ianson, *Statistique* II. p. 169.

En France, le nombre des propriétaires fonciers ne forme que 10 °/₀ de la population. Mais ce qui pourrait contenter la population agricole de l'Europe occidentale est loin de suffire à celle de la Russie, autant en raison des habitudes et des idées de cette dernière qu'en raison des conditions de la culture. Le Russe pense que la terre est propriété nationale. Le cultivateur russe — grâce à la culture extensive qu'il pratique, a besoin d'une grande quantité de terre, et il a l'habitude d'être satisfait sous ce rapport. Dans une moitié de la Russie, le paysan est habitué à trouver dans sa commune agraire une sauvegarde contre le manque de terre, et si dans son pays il se trouve à l'étroit, il est habitué à trouver dans les limites mêmes de la Russie une grande quantité de terres libres, que l'émigrant peut occuper sans rencontrer d'obstacles de la part de personne, sans payer rien pour la terre.

Toutes ces conditions ont subi une modification notoire dans le temps actuel. La quantité des terres cultivées par les paysans considérée à un point de vue absolu grandit, mais envisagée relativement à la croissance de la population, elle diminue de plus en plus. La commune, à la fois privée de la protection des lois et directement sapée dans ses fondements par la législation, soutient avec peine la lutte pour son existence.

Plus haut j'ai déjà eu l'occasion de dire quel combat les paysans doivent engager pour parvenir à rétablir l'égalité et l'équité dans la répartition des terres communales.

Pour les transmigrations, on trouverait maintenant

comme autrefois beaucoup de terrains plantureux et libres, mais ici aussi, la tendance générale de la politique économique gouvernementale intervient. La transmigration des paysans est onéreuse pour les propriétaires fonciers, car elle élève le prix de la main d'œuvre dans les pays où elle a lieu. Le gouvernement entrave chez nous la transmigration par une foule de formalités. Au surplus, par suite des mêmes tendances, le soin de créer des grandes propriétés foncières pousse le gouvernement à placer une énorme quantité de terres libres entre les mains des grands propriétaires. C'est ainsi que l'on distribua aux officiers de l'armée du Caucase de magnifiques terres dans la province de Kouban ; ces terres étaient restées inoccupées depuis qu'on en avait chassé les Tcherkesses. Entre les mains de ces nouveaux propriétaires, elles restèrent aussi en friches, car ces officiers n'avaient pas les connaissances nécessaires pour s'occuper personnellement d'agriculture, et ils ne possèdaient pas non plus les capitaux indispensables à la mise en culture. Cependant ces terres sont de la sorte devenues inaccessibles à la population transmigrante, car on ne quitte pas son pays natal pour devenir fermier dans un pays étranger. Acheter des terres, elle n'en a pas les moyens ; de la sorte, la plantureuse région de la mer Noire, dont les terres nourrissaient près d'un million de Tcherkesses, maintenant vingt ans après son annexion à la Russie, n'a pas plus de 15,000 habitants ! Avec la même largesse exorbitante, on distribua aux officiers et aux fonctionnaires les terres situées à l'Est dans les provinces d'Oufa et d'Orenbourg.... Voilà

comment, bien qu'il existe d'énormes étendues de terres non peuplées, le paysan ne sait où se porter. Nos lecteurs pourront-ils croire que même là où on tâche d'attirer la transmigration, par exemple sur les bords du fleuve Amour, le gouvernement réserve les meilleures terres au fisc ou aux apanages et ne livre aux paysans émigrés que les plus mauvaises ! On agit ainsi parce que plus tard, quand le pays se sera peuplé, les terrains réservés donneront un bon revenu... Le seul résultat qu'on obtienne, c'est que le pays reste désert. La population restreinte use en vain ses efforts sur un sol ingrat, et a côté, tout près, des terres excellentes sont envahies par les mauvaises herbes et servent de repaire aux fauves.

Cette politique myope commence même à causer en Russie une inquiétude générale, car elle menace le maintien de la domination russe sur l'Amour. Les Chinois qui se bercent constamment du rêve de nous reprendre ce pays, font des efforts énergiques pour peupler la rive de ce fleuve qui leur est échue en partage. Ils passent même déjà sur la rive russe... Et chez nous, sur ces terres illimitées est dispersée une pauvre population de 20,000 âmes à peine, et cela trente ans et plus après l'annexion !

Il va sans dire que la transmigration de la population russe ne discontinue pas ; elle prend au contraire des proportions considérables. Malheureusement, la statistique de la question est très peu étudiée, de sorte qu'il est difficile de donner à ce sujet des chiffres d'une exactitude approximative.

La majorité des paysans est obligée néanmoins de

rester à l'étroit dans le pays natal, sur ses terres morcelées. Pour toute ressource elle n'a que le fermage des terres appartenant aux grands propriétaires fonciers et le travail sur les champs de ces derniers. Mais le fermage exige des avances, et quant au travail, les propriétaires fonciers en ont peu à donner. Il est impossible de ne pas arrêter l'attention sur cette circonstance. Alors que le nombre des paysans qui cherchent du travail va en croissant, les terres des propriétaires fonciers n'occupent qu'une insignifiante main d'œuvre. Si nous prenons 8 provinces [1] dans la partie la plus fertile de la région de la terre noire, où la culture des grandes propriétés foncières est le plus développée — nous constaterons que dans ces 8 provinces la culture des grandes propriétés foncières ne fournit de travail qu'à 15938 ouvriers (hommes et femmes); cependant le nombre des paysans qui ont atteint l'âge du travail y est de 485946. Par ces chiffres, on peut se faire une idée des difficultés qu'éprouve le paysan à trouver du travail chez les propriétaires fonciers, quand la culture de son propre terrain rencontre des obstacles.

On observe quelque chose d'analogue dans l'industrie. Pour la masse de notre population les industries locales (*Koustarnitchestvo*,) ont toujours été et restent jusqu'à présent d'un grand secours. Le *Koustarnitchestvo* comprend des petites industries locales dont la famille entière du paysan ou bien quelques-uns de ses membres s'occupent, sans abandonner pour cela l'agriculture. Il va sans dire, que cette industrie est

1. Les provinces de Soudja, Rylsk, Dmitriev, Fatiej, Lgov, Poltava, Zenkov, Voronej.

développée davantage dans les provinces peu fertiles et surtout dans les provinces centrales de la Grande Russie. Aujourd'hui encore, même dans le gouvernement de Moscou, où l'industrie manufacturière a atteint un énorme développement, elle ne donne à la population que 13 % [1] de ce que cette population gagne par son travail, tandis que la petite industrie locale lui en donne 18 %. L'histoire de cette petite industrie locale est pleine d'exemples remarquables d'énergie, d'activité et de sagacité dont les paysans ont fait preuve.

Comment naît dans tel ou tel autre village la petite industrie ?

Dans la plupart des cas, cela se passe ainsi : — Pendant son séjour à Moscou, à Saint-Pétersbourg ou dans une autre ville, un paysan remarque un métier quelconque qui lui semble avantageux pour son pays; de retour chez lui, il essaie de s'en occuper. Si cela lui réussit, ses voisins apprennent le métier qui se propage dans des volosts et des provinces entières.

Quelquefois, l'apparition d'une industrie dans un village est due à une cause toute fortuite. Dans le district de Miedyn, un postillon venant de Moscou brisa sa *douga* (arc en bois qui fait partie de l'attelage russe) et l'abandonna sur la route ; un paysan la ramassa. Il examina la fracture et vit que la douga était faite du bois d'un arbre dont il y avait dans son district des forêts entières.... Le paysan essaya de faire une douga. Il y parvint, et maintenant cette industrie rapporte à la population quelque dix milliers de roubles.

1. *Statistique du Zemstvo de Moscou*, VII, IIIe partie.

Un certain tricotage en laine fit son apparition dans la province de Moscou d'une manière toute pareille. Une paysanne trouva sur le chemin un bonnet en laine perdu par un monsieur quelconque...

De pareils exemples emplissent l'histoire de l'industrie locale, qui embrasse les branches les plus diverses de l'industrie ; forgeage, coutellerie, confection de boutons, d'instruments musicaux, tissanderie, poterie, etc.

L'assiduité au travail de notre paysan est généralement au-dessus de toute louange ; il a pour le travail un respect religieux, et dit que : « Dieu aime le labeur. » Chaque instant libre, dit un observateur compétent, est employé à un ouvrage quelconque. « Une fillette de onze ans, si vous la questionnez sur l'ouvrage qu'elle fit pendant le cours de l'hiver, répond qu'elle a filé, qu'elle a préparé du fil pour 2 toiles de 7 murs chacune. (un mur contient 5 archines) puis encore du fil pour des bas, enfin qu'elle a tricoté 20 paires de chaussettes.

— Et qu'as-tu fait encore ?

— J'ai aidé ma mère à soigner le bétail, j'ai balayé l'izba, j'ai gardé les enfants ; en automne j'ai battu le grain !

— Tu sais battre le grain ?

— On m'a fait un fléau plus léger que les autres, et l'automne dernier j'ai battu le blé...

C'est une fillette de onze ans qui accomplit toute cette besogne ! [1]»

En outre, les paysans n'ont pas une trop forte inclination à la routine. Au contraire, quand cela est possible, ils perfectionnent très souvent la production; si un

1. *Statistique de Moscou*, VII, IIe partie, page 147.

genre d'industrie cesse d'être avantageux, ils passent peu à peu à un autre. La diversité de notre petite industrie locale est comparativement de récente origine, quelquefois elle prend naissance sous nos yeux et le plus souvent elle n'a pas 100 ans d'existence. Cette flexibilité permet au petit industriel de lutter même avec les fabriques.

L'an passé encore, un Allemand, M. Blomkwist, après avoir étudié sur le vif notre petite industrie locale lui présagea de l'avenir. Il me semble, cependant, qu'on n'en peut pas être sûr. Il faut savoir que chez nous on ne fait rien pour le petit industriel (*koustar*) ; il n'y a ni écoles techniques, ni musées modèles ni crédit pour les producteurs, ni entrepôts pour faciliter la vente des produits. Grâce à tous ces désavantages, le petit industriel, privé d'instruction technique autant que d'instruction générale, n'étant pas en mesure de voir des bons modèles, souvent même ignorant où va la marchandise qu'il produit et par qui elle est employée — est forcément devancé dans la technique de son industrie par la fabrique. Puis il n'a pas de capital, et travaille ou tout seul ou bien en compagnie de deux ou trois ouvriers salariés, parfois (très rarement pourtant) en petite association. Toutes ces causes l'empêchent de placer ses produits sur une large échelle, d'employer les machines indispensables, etc., ce qui rend peu lucratif son travail. Généralement il ne continue d'exister que parce qu'il se contente du gain le plus minime. Ainsi, par exemple, dans la province de Moscou, l'ouvrier tisserand, employé par une fabrique, gagne 13 à 14 roubles par mois. Le petit industriel, qui tra-

vaille sur son propre métier n'en gagne que 5 à 6 [1]. Cependant il préfère travailler à domicile, car cela lui permet de ne pas abandonner la culture de son domaine. Mais si minime que soit le gain dont il se contente, la concurrence avec la fabrique n'est possible que jusqu'à de certaines limites.

La grande production, plus perfectionnée, abaisse à un tel degré le prix du produit, que le petit industriel, s'il ne veut travailler pour rien, est obligé d'abandonner complètement son industrie ou bien de s'adonner à quelque autre genre que la production manufacturière n'a pas encore envahi. Souvent il choisit une voie intermédiaire. Il se met à travailler pour la fabrique à domicile. La fabrique devient son commissionnaire. Dans les fabriques de tissanderie de Moscou où on emploie encore le metier à bras, 80 % des produits sont fabriqués par les petits industriels auxquels les propriétaires de ces fabriques distribuent la filasse qu'ils travaillent à domicile. Il est évident que ce compromis n'est possible que tant que la fabrique n'est pas encore de force à employer les machines à vapeur. Sitôt la machine en fonctions, le petit industriel est obligé de choisir entre la ruine et le rôle de salarié.

Cependant l'industrie est loin de se développer avec assez de promptitude pour fournir du travail à tous les petits industriels. Selon les calculs approximatifs du *Recueil statistique militaire*, plus de 5 millions d'âmes s'y adonnent chez nous. Quant au nombre des ouvriers employés par les fabriques de la Russie d'Europe, il était

1. *Statistique du zemstvo de Moscou*, VII, IIIe partie.

en 1882 de 954970 individus seulement, et ce nombre, eu égard à l'accroissement de la population, reste stationnaire. En 1866, selon le *Recueil statistique militaire*, le nombre total des ouvriers employés par les fabriques était 1,3 % de celui de la population, en 1882, il est 1,2 % de celle-ci, c'est-à-dire, qu'il *va même en diminuant* comparativement. Ainsi le salaire se trouve placé par rapport à l'offre et à la demande, dans des conditions telles qu'elles ne peuvent que l'abaisser. Et la masse de paysans ici comme en agriculture, quand elle voit décroître sa petite industrie indépendante, n'a pas l'espoir de trouver un dédommagement à ses pertes en travaillant dans les fabriques comme salariés.

VI

Quelle peut être dans de telles conditions la situation matérielle de la masse populaire?

Voici quelques chiffres qui en donnent une idée :

M. Sémiénov, observateur très circonspect appelle *famille aisée*, pour la province de Riazan, celle qui composée de 10 membres (les enfants compris), a 340 roubles de revenu annuel, c'est-à-dire en moyenne 34 par membre. *Une famille indigente*, comptant 4 membres, a 112 roubles de revenu, c'est-à-dire en moyenne 28 roubles par tête. Mais, dans la même région, on trouve des familles tellement misérables, que pour quatre membres elles n'ont que 20 roubles de revenu, c'est-à-

dire en moyenne par tête 5 roubles [1]. Naturellement une famille aussi pauvre est obligée de mendier... Dans les villages russes, la mendicité n'est pas une chose rare. Un grand nombre de cultivateurs sont, chaque année, obligés pendant un certain temps, en attendant que la moisson mûrisse, d'aller mendier leur pain... chaque paysan considère comme un devoir d'aider le nécessiteux, qui l'année suivante, lui rendra peut-être à lui-même pareille offrande...

On peut juger par là à quel point est précaire la situation du paysan. Dans le gouvernement de Tver la statistique du zemstvo déclare indispensable pour une famille médiocrement aisée de paysans (membres : 5,7) un revenu de 191 roubles, c'est-à-dire près de 34 roubles par individu. Pour le paysan *il n'est pas toujours possible* d'atteindre ce revenu [2].

Les salaires des ouvriers sont fort variés. Ils dépendent du genre d'occupation et de l'état de l'industrie. M. Ianjoul, qui en sa qualité d'inspecteur officiel connaît bien le sujet, affirme que le salaire de l'ouvrier russe est de 400 °/₀ inférieur au salaire de l'ouvrier américain et de 300 °/₀ au salaire de l'ouvrier anglais [3].

Dans le gouvernement de Moscou, tout l'argent gagné par les paysans dans l'agriculture, les fabriques, le *Koustarnitchestvo* ou toute autre industrie forme une

1. Sokolovsky. *Recueil des matériaux pour l'étude de la commune agraire*, p. 140 et *seq.*
2. *Comment est rétribué le travail d'une famille de paysans médiocrement aisée du gouvernement de Tver.*
3. *Rapport à la Société juridique*, 24 Décembre 1883.

somme de 42 millions de roubles, qui répartie entre 1195000 paysans, donne 35,5 par homme et par année [1]. Et comme le gouvernement de Moscou est loin d'être le plus pauvre, on peut supposer que ce chiffre est à peu près juste pour toute la Russie.

Quel que soit le bon marché de la vie en Russie, cette misérable somme ne peut néanmoins suffire même à une existence tout à fait indigente. Notre ouvrier et notre paysan réduisent leurs besoins à un minimum dont l'ouvrier français ne peut se faire une idée. L'inspecteur des fabriques du gouvernement de Vladimir, M. Pieskov fait un calcul d'après lequel l'ouvrier de fabrique dépenserait pour sa nourriture mensuelle 5 à 6 roubles et même 2,5 à 3. Que peu-ton donc manger pour 10 kopeks par jour? Quelquefois, dit M. Pieskov, « les ouvriers ne mangent pas du tout de viande et se nourrissent exclusivement de pain, de *poustyia chtchi* (soupe aux choux préparée seulement avec de l'eau.) et de sarrasin avec du lard ou de l'huile. Quelquefois l'ouvrier a 37 grammes de viande par jour et dans les meilleurs cas près de 103 grammes de viande ou de poisson [2]. Le paysan remplace la viande par des champignons, mets fort nutritif, mais indigeste. La nourriture ordinaire des ouvriers nous frappe par sa simplicité : c'est une soupe de kvass avec beaucoup d'oignon et très peu de poisson, ou bien c'est une soupe aux choux assaisonnée avec de la farine sans viande ou avec un tout petit morceau, rien que pour donner le goût. Ce plat unique, l'ouvrier le mange avec une énorme quantité de pain bis qui

1. *Statistique du zemstvo de Moscou*, VII, IIIe partie.
2. Pieskov. *La vie dans les fabriques du gouvernement de Vladimir.*

est la base de sa nourriture. En examinant les budgets des familles paysannes, même pas les plus pauvres, nous les voyons se contenter du strict nécessaire. Prenons par exemple la famille n° 2 d'une brochure *Les métiers du gouvernement de Moscou*. La dépense pour chaque membre de la famille est de 41 roubles, 5 (cela veut dire qu'elle est au-dessus de la moyenne). Eh bien! nous trouvons au budget les dépenses pour le pain, le sel, les choux, le sarrasin, les concombres, etc : Il n'y a que 131 k. 220 gr. de viande par an pour une famille de 8 membres et seulement 150 œufs. Le seul objet de luxe, c'est une petite quantité de thé et de sucre; les dépenses aux jours de fête dans les auberges ou ailleurs sont pour toute la famille de 4 roubles par an. Au total, la dépense de luxe ne s'élève qu'à 2 °/₀ du budget... Nous parlons ici du paysan dont les biens sont en bon rapport. Que de fois il arrive que le paysan n'a même pas cette rude nourriture! Alors il mêle à sa farine du son, de la balle, de l'arroche, de l'écorce de pin. Dans certaines localités pauvres, dans le gouvernement de Kazan par exemple, le *pain de famine* ou *pouschnoï* est constamment sur la table du paysan. Voici l'analyse de ce pain faite par le laboratoire de l'Université de Kazan.

« La grosseur est celle d'une galette ordinaire, l'épaisseur de près de 1 centimètre 1/2. La surface a une couleur gris sale et les cassures une couleur brun foncé; ce pain est fort cassant et il n'y a pas longtemps qu'il est cuit. A la surface, ainsi qu'aux cassures, on voit en quantité considérable des restes des membranes de grains et des parcelles de balle; il a parfois le goût salé et

croustille sous les dents comme une matière minérale. On ne lui trouve pas le goût du pain. L'analyse miscroscopique constate une grande quantité d'arroche, de l'amidon de seigle et de balles : cela prouve que ce pain contient du seigle. Il donne 7,6 °/₀ de cendres et 24 °/₀ d'eau. Dans les cendres on trouve beaucoup de chlorate. L'essai au chloroforme a signalé la présence d'une grande quantité de mélanges minéraux. »

Ainsi il faut une analyse chimique et microscopique pour décider si l'on a devant soi du pain ou un morceau de boue. Pourtant ce pain forme la nourriture de milliers de gens, et quelquefois, au temps des mauvaises récoltes, peut-être de millions. N'est-il pas surprenant que l'organisme de nos paysans soit assez fort pour qu'ils puissent vivre avec pareille nourriture! Souvent nulle force n'est capable d'endurer ces privations. La dégénération de notre race à l'époque actuelle est un fait constaté. La taille moyenne de notre peuple a baissé, ses forces physiques diminuent. J'ai dit plus haut que l'accroissement de la population est très grand chez nous : cet accroissement provient de la fécondité de notre peuple : le coefficient de naissances dans la Russie européenne est en moyenne de 4,8 °/₀ et même de 5 dans quelques provinces, tandis que le peuple le plus fécond de l'Europe, les Prussiens, n'a que 3,8 et la France seulement 2,6. En revanche, la mortalité en Russie est démesurément grande, et son coefficient s'est considérablement accru dans les dernières années. La mortalité de 1859 à 1863 était de 3,6 °/₀ et de 1868 à 1870 de 3,73 °/₀[1].

1. La mortalité en Prusse est de 2,7 °/₀ et en France elle est encore plus petite : 2, 1 °/₀. Janson. *Statistique*, I.

Dans plusieurs endroits de la Russie, on a constaté même que le nombre des décès dépasse le nombre des naissances. Cette remarque s'étend parfois à des gouvernements entiers, celui de Kazan par exemple, et à beaucoup de volosts du nord. D'après les conclusions de la *Statistique de Moscou*, ces localités seraient justement celles où l'exploitation personnelle des paysans est ruinée. Cela n'a rien d'étonnant puisque la grande industrie, au développement de laquelle le gouvernement dépense des sommes énormes et sacrifie constamment les intérêts de la classe ouvrière, ne peut donner un gagne-pain qu'à une toute petite partie du peuple.

LIVRE SIXIÈME

LE MOUVEMENT DES ESPRITS

LE MOUVEMENT DES ESPRITS

I. L'*intelliguentia*. — Sa naissance. — Son développement. — Le gouvernement en persécute les maîtres. — L'*intelliguentia* lutte au nom du peuple. — Sa conscience de sa force. — Son idéalisme. — Théoriquement l'*intelliguentia* et les révolutionnaires ne font qu'un.

II. La question des femmes. — Pourquoi elle se posa? — Idées des hommes; idées des femmes. — Erreurs d'application — L'application sérieuse. — La femme de l'*intelliguentia*. — La famille de l'*intelliguentia*.

III. L'Université. — Son rôle est secondaire. — Idée gouvernementale de l'Université. — Besoin général d'instruction. — Etudiants et professeurs. — Troubles universitaires. — Leur cause. — Leur inutilité.

IV. La littérature. — Rôle social de notre littérature. — La littérature est un moyen d'exprimer les idées que ne peut exprimer la presse. — L'art, objet de luxe. — Protection de la littérature par mode. — Le roman social. — La presse naît. — Littérature à tendance. — Mal qu'elle causa aux écrivains artistes. — La censure. — La presse hors la loi. — La littérature est absorbée par la satire. — Chtchédrine. — Poètes et conteurs. — Ouspensky et Garchine.

LE MOUVEMENT DES ESPRITS

I

En étudiant les classes sociales de la Russie, nous avons passé sous silence la classe éclairée russe, l'*intelliguentia*. Pourtant son rôle est à la fois très curieux et d'une importance capitale dans notre histoire contemporaine.

Mais, d'abord, qu'est-ce que l'*intelliguentia*?

L'instruction est-elle en Russie le privilège d'une seule classe quelconque? N'existe-t-il pas chez nous de nobles, de marchands, d'ouvriers, de paysans instruits? Et si l'instruction est plus ou moins propagée dans toutes les classes, quel lien peut-il exister entre les idées d'un noble instruit et celles d'un paysan instruit, d'un fabricant ou d'un ouvrier tous deux instruits? Chacun d'eux n'est-il pas imprégné des idées de sa classe, idées opposées et peut-être hostiles à celles des autres classes?

C'est justement ce qui n'est pas tout à fait ainsi chez nous. Certainement parmi les gens instruits, il y en a eu et il y en a beaucoup qui représentent les idées de leur classe, c'est-à-dire, par exemple, les idées de la no-

blesse, du clergé, de la bourgeoisie. Mais au total ceux-là sont l'exception et qui plus est, ils sont généralement sans talent et peu remarquables. Leur existence semble toute fortuite. Ils exercent très peu d'influence sur la marche générale de la civilisation russe, ils n'ont ni prédécesseurs, ni successeurs. La masse des gens éclairés de la Russie, nobles ou ouvriers, pense tout autrement. La marche générale de la civilisation russe et son rôle historique sont tout autres que ne l'aurait, par exemple, désiré le prince Chtcherbatov qui, sous Catherine II, représenta dans le mouvement l'idée noble ou bien les représentants des idées bourgeoises de notre temps, tels que Bezobrazov et d'autres. Chose étrange! Les gens qui ont représenté une idée de classe sont si insignifiants, laissent partout si peu de traces, que le choix même de noms quelque peu marquants et influents m'embarrasse. Surtout celui des noms influents...

Aujourd'hui, M. Katkov jouit d'une énorme influence... mais cette influence s'exerce sur le gouvernement. Il a sur la politique une influence telle, qu'assurément, en aucun temps et en aucun pays, un publiciste n'en a exercé une pareille. Mais où est son influence sur la société et surtout sur le mouvement intellectuel. Questionnez le premier Russe venu. Il éclatera de rire : « M. Katkov et les lumières! Quelle idée! Mais ce sont deux choses tout à fait opposées! » Pourtant M. Katkov publie deux journaux et une revue. Une pléiade entière de ses camarades et de ses créatures sont rédacteurs d'autres publications, professeurs dans les universités, des centaines de maîtres choisis par lui emplissent les gymnases. Le ministère de l'instruction

publique est, voilà plus de vingt ans, le ministère de M. Katkov. Enfin, pour implanter plus profondément ses idées, il a fondé, sous sa direction immédiate, le lycée du prince héritier Nicolas .. Or si nous connaissons plusieurs révolutionnaires sortis de ce lycée, nous ne connaissons à M. Katkov aucun héritier de quelque valeur, fusse même uniquement comme journaliste. Si vous lisez dans la *Gazette de Moscou* un bon article, soyez assuré d'avance qu'il est de M. Katkov lui-même.

La civilisation russe suit son cours et passe à côté de ces gens sans en tenir compte. Ils ont beau essayer d'arrêter le courant, de creuser des canaux pour le détourner dans telle ou telle direction ; ils troublent la pureté de l'eau, rendent le fleuve moins profond, ils n'ont pas la force de le détourner. Il suit sa propre route, marche à son propre but, à l'accomplissement de sa propre mission, se dirige là où l'entraîne irrésistiblement la situation sociale du pays.

Notre civilisation est encore très jeune, c'est à peine si elle a deux cents ans d'existence. En outre, elle prit naissance chez nous sous l'action de l'Europe. Elle en a été, pour ainsi dire, transplantée chez nous : et, dès lors elle fut longtemps et reste encore très imitative. Mais le milieu influa sur elle, même avant le temps où les gens civilisés, où l'*intelliguentia*, parvinrent à se comprendre, à s'expliquer à eux-mêmes leurs sympathies, leurs antipathies, et en un mot, la tendance de leurs idées. Dès le début, elle se distingue par un profond démocratisme, complètement inintentionné, inné pour ainsi dire. Notre *intelliguentia* grandit de compagnie avec le développement du servage, au temps du

plus fort asservissement du peuple, au temps de la rapide croissance de la noblesse. Et, cependant, elle semble ne pouvoir comprendre le bien public autrement que dans le sens des intérêts des masses populaires. Elle est imprégnée d'un profond sentiment d'égalité. Ce démocratisme dirige tout le développement à venir de la pensée de l'*intelliguentia*.

L'histoire de la Russie était certainement bien loin de résoudre la question de l'organisation de l'Etat, des droits et des devoirs des diverses classes, dans le sens des intérêts des masses populaires.

— Pourquoi en est-il ainsi? se demanda la classe éclairée. Est-ce juste?

— Non, répondit-elle.

Et aussitôt elle s'opposa à cet ordre de choses contraires à la justice, elle le désapprouva.

Le premier chronologiquement de nos poètes de talent, le prince Kantemire écrit, dès 1738, dans ses satires :

> Adam n'a pas donné naissance à des nobles

ou

> Noé ne sauva dans son arche que des individus égaux à lui,
> de simples laboureurs, renommés seulement pour leurs mœurs.

Un autre éminent écrivain de l'époque de Catherine II[1], prononce déja, par l'organe du héros de sa tragédie, *Vadime*, de sévères philippiques contre la tyrannie.

1. Kniajnine.

> L'autocratie, auteur de tous ces maux,
> détruit même la plus pure vertu
> en donnant au tzar la liberté d'être tyran!

Les plus célèbres publicistes de ce temps, Novikov et Krylov, qui acquit bientôt une réputation universelle par ses fables, accusent sévèrement les abus du servage, raillent les prétentions des nobles, démontrent que les hommes sont égaux. Radichtchev, auteur du célèbre *Voyage de Saint-Pétersbourg à Moscou*, s'écrie au milieu d'ardentes malédictions contre le servage :

> Oh liberté...
> transforme en lumière les ténèbres de l'esclavage,
> que Brutus et Tell s'éveillent,
> que par ta voix les tzars
> sur leur trône se sentent troublés.

Voilà avec quelles idées est venue au monde l'*intelliguentia* russe.

Et pourtant n'est-ce pas les tzars qui implantèrent chez nous la civilisation? N'est-ce pas la noblesse qui fut la première classe au milieu de laquelle elle prit naissance? Comment donc l'*intelliguentia* se mit-elle si rapidement en opposition contre les tzars et la noblesse dont elle faisait elle-même partie?

Je dois rappeler au lecteur que la noblesse, à laquelle appartenait au début la plus grande partie de l'*intelliguentia*, se composait en majorité de parvenus, de plébéiens qui n'avaient et ne pouvaient avoir aucune idée de classe. Un des premiers publicistes russes, Possochkov, était un paysan. Le premier savant russe, homme de capacités vraiment géniales, rival de Franklin pour la

découverte des lois de l'électricité et en même temps vrai fondateur de notre langue littéraire contemporaine, Lomonossov était un simple pêcheur d'Arkhanghelsk, qui abandonna sa chaumière pour aller chercher dans la lointaine Moscou les lumières de la science. Un poète de notre temps, voyant un pauvre petit villageois qui va à l'école, l'encourage en ces termes :

> Bientôt tu apprendras à l'école
> comment un paysan d'Arkhanghelsk,
> grâce à sa volonté et à celle de Dieu
> devint savant et grand [1].

L'enfant l'apprenait à l'école et cela greffait encore plus profondément en son âme l'idée de l'égalité des hommes.

Quant aux tzars, leur mission civilisatrice n'est que pure invention. De nos tzars, un seul fut en réalité un grand ouvrier de la civilisation : Pierre Ier. Cet homme étrange, élevé dans la rue, loin de la cour qui attentait à sa vie, ce tzar qui abolit l'hérédité de la monarchie [2], qui tâcha de placer *la loi* au-dessus de lui et de sa propre volonté, passa par tous les grades militaires qu'il avait institués, en commençant par les plus inférieurs. Les successeurs de Pierre Ier furent bien loin de l'esprit qui l'animait. Assurément ils avaient besoin de gens instruits, fonctionnaires, militaires, techniciens, ils aimaient les arts et les belles-lettres, comme ornement de leur cour,

1. Niekrassov.
2. La loi de Pierre Ier donna au tzar le droit d'indiquer lui-même son successeur. Cette loi ne fut rapportée que par Paul Ier, qui institua la loi aujourd'hui en vigueur sur l'hérédité du trône.

mais la protection qu'ils accordaient au mouvement intellectuel n'allait pas au delà. Dès que la civilisation sortait de son rôle servile et obéissant, on commençait à la persécuter. Il ne pouvait en être autrement. La civilisation russe met involontairement en avant l'idée du *bien du peuple*. Par là, elle s'insurge contre les classes que la monarchie s'efforce de créer et contre la monarchie elle-même qui trahit les intérêts de la masse populaire. Puis l'instruction développait la personnalité de l'individu, et par conséquent renforçait chez lui le sentiment de dignité, les aspirations à la liberté, et cela à un degré beaucoup plus considérable que ne pouvait le permettre une monarchie absolue basée sur le servage. Tout naturellement la monarchie s'efforça de détruire les *idées subversives* auxquelles l'instruction a donné l'essor.

Les persécutions commencent. Les énumérer est vraiment impossible... Pour ne parler que des auteurs que j'ai cités, Kniajnine était mort avant que sa tragédie ne fût dénoncée par la censure, mais sa famille fut persécutée ; Novikov, ainsi qu'un grand nombre de ses camarades, eut à subir une longue détention dans la forteresse de Pierre et Paul et vit le gouvernement ruiner tous ses plans civilisateurs. Radichtchev fut condamné à mort et la grâce seule commua cette peine en déportation en Sibérie.

Voilà quelle conduite tenait Catherine II vis-à-vis de la civilisation. Sous Paul Ier, toute tentative analogue fut persécutée avec une vraie fureur. Alexandre Ier qui se targuait de libéralisme organisa pourtant la censure : la seconde moitié de son règne fut le temps de la plus

ténébreuse réaction. Depuis Nicolas Ier, le gouvernement devient ouvertement hostile à la civilisation; pour le mouvement des esprits, cette hostilité n'a pas eu de trêve.

Pour ne pas entrer dans de longs détails historiques, il suffit de dire qu'aujourd'hui il est difficile de trouver parmi les plus illustres champions de notre *intelligentia* un homme qui n'ait pas enduré dans le courant de sa vie des persécutions gouvernementales, qui n'ait pas été considéré comme *mal intentionné*, qui n'ait pas eu à subir la surveillance de la police, etc. Dostoïevsky fut un vrai martyr. On le condamna à mort, puis il fut gracié et envoyé aux travaux forcés. Cette terrible vie dans le monde du crime, sous l'autorité illimitée de chefs que personne ne contrôle et qui sont plus grossiers que les forçats eux-mêmes, le célèbre romancier la décrivit plus tard dans la *Maison morte*; mais la vie réelle avait été pire encore que le roman. Aux travaux forcés, Dostoïevsky fut battu de verges pour avoir refusé de dénoncer ses camarades. Cette torture barbare ébranla les nerfs du malheureux artiste. Après le châtiment, il eut un accès d'épilepsie, maladie dont il souffrit jusqu'à la fin de ses jours.

Un autre écrivain plus célèbre encore, Alexandre Hertzen fut accusé de *crimes politiques*. Il subit plusieurs années d'internement, puis émigra et tous ses biens furent confisqués.

Tchernychevsky, après de longues années de travaux forcés, en passa encore plusieurs dans un fort-poste perdu de Sibérie sous la surveillance sévère des gendarmes qui étaient son unique société. Aujourd'hui seulement, après vingt ans de ce martyre, vieilli par les souf-

frances, il a été transféré dans un lieu d'exil plus doux, à Astrakan.

Chtchédrine (Saltykov) fut interné par mesure administrative.

Tourguéniev subit aussi plusieurs années de relégation dans ses terres et fût pendant toute sa vie considéré comme suspect.

Niekrassov, mourant, vit les policiers fouiller tous les recoins de son logis.

Chez Léon Tolstoï, on a encore opéré récemment une perquisition...

Ces exemples, on pourrait les multiplier à l'infini. Des gens comme Ivan Aksakov, qui publie maintenant un journal slavophile réactionnaire, eurent à subir la relégation par mesure administrative. Il est superflu, je crois, de parler de l'arbitraire sans gêne aucune avec lequel le gouvernement intervient constamment dans la vie privée des gens appartenant à l'*intelligentia*. Il ne peut vraiment pas faire d'exception en leur faveur.

Ainsi par exemple, lorsque les premiers slavophiles — quelques-uns étaient des gens très riches et appartenaient à d'illustres familles — (Khomiakov, les Kireïevsky, Aksakov, Kochelev, — eurent, sous l'influence de leurs tendances nationalistes, la fantaisie de revêtir le costume russe et de laisser pousser leur barbe, le gouverneur général de Moscou leur ordonna par l'intermédiaire de la police de raser leur barbe et de reprendre le costume européen.

Toutes ces persécutions, parfois mesquinement taquines, parfois terribles, ne pouvaient certainement qu'exciter l'esprit d'opposition de la classe civilisée, quoique

assurément cet esprit existât avant les persécutions. Si les idées de l'*intelliguentia* avaient pu être *saines*, *raisonnables*, *vraies*, aux yeux du gouvernement, aucune persécution n'eût eu certainement lieu. Elles ne pouvaient être autres que ce qu'elles furent. L'ignorance, l'inconscience avaient engendré l'ordre de choses qui régnait en Russie à l'aurore de ce mouvement. En se développant, en devenant consciente, la pensée devait infailliblement travailler à la destruction de ce système social, d'autant que nous subîmes l'influence morale de l'Europe à l'heure même où elle était entraînée dans le grand cataclysme révolutionnaire. Dès qu'il savait lire, le Russe était livré aux enseignements de Voltaire et de Rousseau. A leur école, il puisait une doctrine qui sanctifiait les inspirations de son instinct et les fortifiait d'une autorité scientifique.

Tel fut le mode de développement de notre *intelliguentia*, et c'est précisément cette idée démocratique, cette idée d'opposition qui donne son originalité à notre civilisation. L'histoire de notre civilisation, c'est l'histoire de cette idée. A la partie de notre classe instruite qui en est imbue appartiennent presque tous les grands hommes de notre pays, tous les talents, presque tout ce qui laisse après soi une tradition, tout ce qui fait des prosélytes. Dispersée dans toutes les classes, l'*intelliguentia* semble composer une classe particulière, liée par une unité spirituelle et morale, l'unité de sa mission historique. Dans toutes les classes, l'*intelliguentia* joue le rôle d'une sorte de ferment qui, dans le milieu où il se trouve, fait naître l'esprit critique, les aspirations à la

science, à la justice. Partout son rôle est purement révolutionnaire; partout elle ronge l'édifice de l'autocratie, les classes, le prestige du pouvoir; partout elle pose en première ligne les droits du peuple et de l'individu. Peu à peu l'idée même des lumières se confond presque entièrement chez nous avec l'idée de quelque chose de subversif, et réellement pendant tout le XIXe siècle, tous les complots et toutes les tentatives de perturbations politiques se produisent chez nous grâce à l'initiative de l'*intelliguentia*, et cela non pas au nom des intérêts d'une classe mais des intérêts du peuple entier. Cela cause même souvent un semblant de contradiction dans les agissements des classes supérieures, contradiction que le comte Rostoptchine formula avec autant d'esprit que d'injustice à l'occasion de l'émeute des Décembristes. « Je comprends, disait le comte, que le bourgeois français ait accompli la Révolution pour *acquérir des droits*, mais comment comprendre le noble russe faisant la révolution pour les perdre? » La méprise du comte et le mot de l'énigme, c'est que le noble qui tentait cette révolution, ce n'était pas le noble resté fidèle à sa classe, mais celui qui était passé aux rangs de l'*intelliguentia*.

En fin de compte, la classe éclairée, avec ses tendances démocratiques et son esprit d'opposition, est en quelque sorte un groupe de représentants du peuple vis-à-vis du gouvernement et des classes supérieures. Situation étrange, en grande partie profondément tragique. Les membres de l'*intelliguentia* qui appartiennent, comme le comte Léon Tolstoï, à la haute aristocratie éprouvent *une affection étrange*,

presque physique pour le vrai peuple travailleur [1] !.... Comme Nicolas Milioutine, ils se jurent de détruire le servage parce qu'eux-mêmes ils en ont involontairement abusé. Tourguéniev, gentilhomme en vue, riche propriétaire foncier dont la mère atteignait à la férocité vis-à-vis de ses serfs, avait prêté le *serment d'Annibal* de détruire le servage. Hertzen, héritier d'un riche patrimoine peuplé de serfs, déclare avec orgueil que jamais il ne voulut trafiquer d'êtres humains..... Ce qu'ils ont de plus sacré, c'est le *bien du peuple*, la *liberté du peuple*, leur orgueil est de servir cette cause. Pour elle ils deviennent ennemis de leurs pères, de leurs frères, de leurs proches ; ils agissent contre leurs propres intérêts. Ce petit noyau d'hommes voit les forces du gouvernement dirigées contre lui. Et pour lui, qu'a-t-il ? Pour eux ils n'ont que la conscience de leur mission historique. Le peuple n'est pas pour eux; le peuple ne les connaît pas, et eux aussi ils connaissent peu le peuple. Il est vrai que l'*intelliguentia* faisait des efforts gigantesques pour connaître le peuple et se rapprocher de lui. L'étude du peuple, de ses coutumes, de ses chansons, de ses légendes, de ses besoins, a depuis longtemps attiré l'élite des forces de l'*intelliguentia*. Plus tard, quand cette classe comprit plus nettement sa tâche politique, elle tendit avec la même énergie à l'union avec le peuple. Ces efforts devaient se continuer de longues années avant que le peuple commençât à comprendre l'*intelliguentia* et à agir un peu de concert avec elle. De longues années elle a lutté au *nom du peuple*, sachant pleinement que le peu-

1. *Confession*, page 45.

ple ignorerait même jusqu'à son existence, ne ferait nulle distinction entre elle et le premier venu de ceux qui vivent de lui, ne bougerait pas le bout du doigt pour la défendre ou la soutenir. Les ennemis de l'*intelliguentia* lui criaient dès le début : « Vous n'avez nulle part de soutien, vous êtes un fait anormal en Russie, une importation venue d'on ne sait où. » S'il refusait de reconnaître la justesse de ce dire, l'homme éclairé sentait pourtant lui-même que, pendant de longues, de très longues années encore, son rôle serait le rôle d'un martyr. Il se disait :

> Peut-être, comment le savoir ? Mon sang sera-t-il
> la goutte qui, tombant, pareille au plomb ardent,
> éveillera de son sommeil la conscience du peuple,
> et, se voyant avec effroi en face du spectre d'un des siens,
> cette fois, la conscience du peuple comprendra
> quelles horreurs elle laisse commettre [1] ?

Beaucoup moururent avec cette seule consolation.

Et pourtant dans une pareille situation notre classe ne chancela jamais dans sa foi illimitée en sa mission historique qui a pour but la transformation complète de la Russie ; elle ne douta jamais de ses forces pour l'accomplissement de cette mission. Parfois, après des échecs particulièrement sensibles, elle tombe dans le découragement, dans le désenchantement, comme il advint après le 14 décembre 1825, à la fin du règne de Nicolas Ier et pendant les années qui suivirent l'émancipation des paysans et marquèrent le début de la période de réaction du règne d'Alexan-

1. Tcherny, *D'au delà les barreaux.*

dre II. Ces moments de découragement passent bien vite et font place de nouveau à une foi fanatique dans la mission historique qui lui incombe. Cette foi rappelle par son intensité la foi des premiers chrétiens, qui, même au milieu des flammes des bûchers qui consumèrent presque tous leurs coreligionnaires, ne doutaient pas du triomphe de la *Grâce divine*. En peignant la lamentable décadence de la Russie au temps de sa jeunesse, Alexandre Hertzen écrivait : « Le niveau moral de la société s'était abaissé, le développement était interrompu, tout ce qu'il y avait d'avancé, d'énergique avait été effacé de la vie..... l'immense monde paysan se taisait indifférent. » Affreuse situation, n'est-ce pas ? Mais ne pensez pas que la Russie marchait à sa perte. « *La Russie de l'avenir*, reprend Hertzen, c'étaient quelques adolescents, à peine sortis de l'enfance, si insignifiants, si peu remarqués qu'ils pouvaient aisément tenir entre la semelle des bottes de l'autocrate et la terre. — C'est en eux qu'était l'héritage du 14 décembre, l'héritage de la science universelle et d'une Russie purement populaire [1]. »

Michel Mikhaïlov, un de nos plus remarquables poètes, au moment où on l'envoyait aux travaux forcés [2], en 1861, répondait à l'adresse de condoléance des étudiants :

> ... Jusque dans les ténèbres de la réclusion
> Je conserverai saintement dans mon cœur

1. *L'Étoile polaire*, VII et V.
2. Il y mourut bientôt à cause, dit-on, de l'ébranlement produit en lui par les châtiments corporels qu'on lui infligea.

> *Ma foi souveraine*
> *Dans la jeune génération.*

La foi la plus ardente de cet homme qui règle ses comptes avec la vie, — c'est la foi dans la jeune génération qui porte en elle l'idée civilisatrice !

La propagande de Dmitri Pissarev est plus caractéristique encore. Ce jeune publiciste, doué de capacités géniales, eut quelque temps une immense influence en Russie. Pendant sa longue réclusion dans la forteresse de Pierre et Paul, il écrivit de cette prison des articles pour la revue, *La parole russe*, qui en firent, durant plusieurs années, l'oracle de la jeunesse éclairée. Quel enseignement donnait-il à la Russie ? Constamment il signalait les défauts de la vie russe. En Russie presque tout est mauvais, presque tout doit être modifié, et en même temps, hors de l'*intelliguentia*, il n'y a aucune force vitale et capable de créer. C'est à l'*intelliguentia* de tout faire. Elle transformera les mœurs, elle implantera la civilisation, elle réformera les institutions, elle développera les forces productives du pays. La Russie est aux yeux de Pissarev une sorte de masse inerte, un corps sans vie dont toute la force consiste en son âme, l'*intelliguentia*. Il est vrai qu'il n'y a pas eu en Russie un second admirateur de la classe éclairée aussi chaud que le fut Pissarev, et que son mépris pour le peuple ne tarda pas à renverser le trône de cet oracle. Cependant, pendant des années, des milliers d'âmes l'admirèrent, le considérèrent comme leur maître et naturellement trouvèrent en lui quelque chose qui correspondait à leurs propres idées. Cette

même foi illimitée dans leur force, on la retrouve plus tard chez les révolutionnaires russes. Souvent ils se proposent des plans que du premier coup d'œil on juge irréalisables. C'est que la conscience de sa force parle haut dans l'âme de l'homme de l'*intelliguentia* et rend pour lui très relative la notion de l'impossible. Ici le souvenir très vivant d'un des plus sympathiques compagnons de ma jeunesse s'impose à ma mémoire.

Durant sa longue réclusion, D. se révoltait constamment, exigeant des chefs les faveurs les plus illégales, la permission pour les détenus soumis au régime cellulaire de causer entre eux et de se promener ensemble, par exemple. — Il faut protester, répétait-il. — Mais que peux-tu faire? lui répliquaient ses camarades plus raisonnables, n'oublie pas que tu es sous les verrous, entouré de grilles, gardé par des soldats. Où trouveras-tu la force sans laquelle tu ne peux forcer les chefs à t'obéir?... — Où est la force? En moi, en toi... *Moi, je suis la force!* — Cher ami, cette force ne peut rien : on la brisera en une minute!... — On la brisera? Eh bien! qu'on la brise d'abord! Qu'on essaie!

En 1878, j'eus l'occasion de faire la connaissance de plusieurs *terroristes* comme on les appelait alors. Je ne connaissais pas encore ce type et questionnai avec curiosité l'un d'eux, Ivitchévitch, sur leurs plans. — Il est douteux, — je risquai cette observation, — qu'on puisse rassembler une force suffisante pour renverser le gouvernement. Pour cela il faudrait un complot trop étendu. — On peut forcer le gouvernement à faire des *concessions*, alors qu'on n'aurait pas la force de le renverser, répliqua mon interlocuteur. — Quel est donc

votre plan? — Nous le châtierons pour chacun de ses forfaits. Nous le terroriserons et nous l'obligerons à respecter les droits de l'homme. — Mais espérez-vous vraiment effrayer le gouvernement? Oubliez-vous qu'il a à sa disposition la police, l'armée, d'énormes moyens de défense. Lui aussi il pendra, il fouillera, et il vous exterminera tous plus vite que vous ne le ferez de ses serviteurs. — Pour cela il faudra voir.

C'était un gaillard robuste, solide, gai, d'une bravoure illimitée. A la guerre il aurait fait des prodiges. Un an plus tard, il fut blessé mortellement dans une lutte désespérée avec les gendarmes [1].

Que signifie cette foi illimitée en sa force? N'est-ce pas une manifestation de folie, comme le disent nos réactionnaires? Non pas, la vie réelle, du moins la vie russe, prouve souvent à la stupéfaction générale que l'individu isolé, muré dans un cachot, est en effet une force. Dans les prisons russes, les détenus politiques, constamment exposés à être jetés au cachot, se faisant rouer de coups, prêts à périr d'anévrisme ou de phthisie, parvenaient parfois à lasser les chefs par cette lutte incessante, les amenaient à douter du succès et à leur laisser faire tout ce qu'ils voulaient. Ce qui se passe dans les prisons se passe aussi parfois dans la politique. Celui qui connaît la Russie, celui qui sait combien l'ac-

1. Je remarquerai ici que l'idée de terroriser le gouvernement existait antérieurement à la formation en 1879 du parti de la *Volonté du peuple* dont le plan est tout autre. Il se propose pour but de renverser le gouvernement par un grand complot. Les gens peu familiers avec la question confondent ordinairement ces deux mouvements, et appellent à tort terroristes les membres du parti de la *Volonté du peuple*.

tion de l'*intelliguentia* se manifeste dans la vie nationale, celui-là ne peut hésiter à reconnaître que cette confiance en soi-même de la classe éclairée est le résultat de son expérience historique. L'importance du rôle de l'homme de l'*intelliguentia* dans notre histoire fut souvent immense et justifie entièrement l'exclamation de Niekrassov :

> Essaie-le, doute de ses héros de l'époque préhistorique,
> quand, de nos jours aussi, deux, trois hommes
> portent sur leurs épaules toute une génération.

Cette foi s'enracina inébranlablement dans l'esprit de la classe éclairée. Certes, si héroïques que fussent certains de ses membres, ce ne sont pas leurs capacités qui firent naître cette confiance de l'*intelliguentia* en sa force : c'est la conscience plus ou moins nette de ce fait historique que l'*intelliguentia*, même incomprise par le peuple, est l'instrument des lois organiques de croissance du pays entier, ce qui assure la persistance de sa vitalité.

Ce mode de croissance a deux côtés essentiels : le développement de l'individu, le développement des forces populaires. Tous deux conduisent par leurs conséquences logiques à la ruine de la monarchie et des classes supérieures contemporaines. Telle est la marche que suit le développement du pays : c'est précisément ainsi qu'il se reflète dans la pensée de la classe éclairée et y produit deux courants principaux, qui s'y font constamment sentir.

Ces deux courants demeurent le plus souvent sans démarcation tranchée entre eux et n'entrent presque jamais en lutte, mais chacun d'eux communique sa

couleur propre aux fractions diverses de l'*intelliguentia*. Nous avons déja vu Dmitri Pissarev, le représentant le plus accentué d'un de ces courants, celui qui pousse au développement de l'individu, qui a surtout foi dans l'individu et par conséquent dans ce qui est sa principale force : dans la science, dans le perfectionnement moral. Cette même tendance sous d'autres formes se manifesta plus tard dans ce qu'on appela les *socialistes propagandistes*. C'est elle aussi qui se manifeste dans la plupart des cas chez nos libéraux. L'autre tendance s'est manifestée chez les slavophiles, chez beaucoup de nos plus célèbres publicistes comme Dobrolioubov, dans une fraction considérable du parti révolutionnaire, nos démocrates par exemple, (*narodniks*). Ils donnaient une importance prédominante au développement de la masse populaire, à la confiance dans la force de ce développement. Ces deux courants principaux se mêlent ordinairement à des doses diverses dans notre *intelliguentia* : parfois ils se confondent dans un ensemble harmonique chez les représentants de génie de notre mouvement intellectuel. Il en fut par exemple ainsi chez Alexandre Hertzen. Dans tous les cas, d'ailleurs, le développement des diverses fractions de notre classe éclairée a sa base dans les différentes manifestations de la marche du développement de la Russie. C'est de là que proviennent la force et l'indestructibilité de l'*intelliguentia* et aussi la confiance qu'elle a en ses propres forces. C'est de là également peut-être que provient en partie son idéalisme.

C'est un trait sur lequel il m'est impossible de ne pas insister. Notre classe éclairée fait constamment preuve

d'un tel idéalisme, d'une telle tendance vers l'*idéal absolu* du bien et du juste, qu'elle se met en lutte ouverte avec la réalité. Cet idéalisme, qui donna à notre *intelliguentia* une ferveur presque religieuse, doit probablement avoir pour base la conscience plus ou moins confuse que le mouvement se développe conjointement avec le développement du pays lui-même, d'après un plan assez grand pour faire naître l'idée de quelque chose d'*absolu* qui engloutit l'homme tout entier dans son idéal.

Cet idéalisme est aussi la conséquence de l'insuffisance et de la faiblesse du régime actuel. Ce régime n'inspire ni respect ni peur ; il produit évidemment l'impression d'une tentative avortée, qui n'est bonne à rien et qui, en conséquence, doit être non pas modifiée mais refaite à nouveau de la cime à la base. L'Européen est sous ce rapport beaucoup plus circonspect, plus raisonnable, moins libre. Il ne peut se soustraire à l'influence du fait existant. Chez nous, au contraire, le respect du fait existant est presque ignoré : cela provient, sans nul doute, de ce que chez nous le fait historique lui-même est peu durable et contient en soi beaucoup de circonstances pour ainsi dire fortuites. Nos institutions d'Etat, nos lois sont nées sous l'influence d'une trop infime partie de la population. Elles sont donc pour la plupart privées de la sanction de l'opinion publique. Très souvent même, elles se formèrent en pleine contradiction avec les besoins, les instincts et les désirs de la majorité. Voilà pourquoi nos lois et nos institutions sont loin d'avoir un prestige capable d'imposer au vol hardi de la pensée humaine. Ne respectant pas les institutions, ne

ressentant aucune peur devant elles, l'individu se sent naturellement plus indépendant, plus apte à réaliser tout ce qu'il veut. Il ne comprend pas bien pourquoi c'est lui qui doit se soumettre à l'histoire et non l'histoire à lui. Alors pour l'être intelligent et raffiné, c'est sa propre logique et son propre sentiment moral qui deviennent les principaux mobiles du bien et du vrai. La tradition, le pouvoir peuvent agir par le crayon du censeur, par la hache, par la baïonnette, ils ne peuvent enchaîner intérieurement l'individu et celui-ci pousse tout naturellement, jusqu'a leurs extrêmes déductions logiques, et ses négations et ses aspirations idéales.

A cause même de cette indépendance de volition, l'homme de notre *intelliguentia* cherche toujours une base morale à sa philosophie politique et sociale. Nulle part, l'on ne s'occupe davantage de questions morales qu'en Russie. Tout ce qui concerne le rôle de l'individu dans l'histoire, le libre arbitre, la responsabilité des criminels, la nature de la morale, etc. — est chez nous question aussi brûlante que les questions politiques et économiques. Elles le sont même beaucoup plus, ce sont elles qui excitent le plus de passion, le plus de discussions, d'enthousiasme, de haine.

C'est une chose très remarquable que notre *intelliguentia* qui semble complètement séparée de la masse du peuple, lui ressemble par là tout au contraire si profondément. Notre paysan illettré, qui croit que la terre repose sur trois baleines, est grand philosophe sur les questions morales. Ses contes, ses ballades, ses chants analysent ces questions d'une manière si détaillée, si poétique, parfois avec tant de profondeur, qu'il est évi-

dent qu'il y met toute son âme. Nos sectes par leur façon de considérer les questions morales se rapprochent encore plus de la classe éclairée. *Chercher la vérité, chercher la vraie foi* est une idée si naturelle aux yeux de notre peuple que nos socialistes s'en sont parfois servis. Un homme qui ne travaille pas, qui est tout à fait étranger au pays, étonne dans un village, me disait Rogatchev [1]. — De quoi t'occupes-tu? demande à cet intrus le paysan. Pourquoi es-tu venu ici? — Je cherche la vraie foi, répondait Rogatchev, et cela suffisait. Il se pouvait que dans les environs une secte quelconque se cachât, avec laquelle l'arrivant désirait entrer en rapports, ou bien il venait peut-être consulter tout simplement un homme pieux. Puis la *foi* ne signifie pas toujours chez les sectaires la *religion*. C'est tout simplement une idée assez large pour nous expliquer l'univers et la place qu'y occupe l'homme, ainsi que ses sentiments, ses tendances et les questions qu'il se pose sur le bien et le mal. L'expression favorite de l'*intelliguentia*, *philosophie générale* (*obchtchéé mirossozertsanïé*) a la même acception. Sans cette *philosophie générale*, l'homme éclairé ne fait pas un pas. Il ne lui suffit pas d'avoir un programme politique, une théorie sociale : il doit trouver dans ce programme et cette théorie une place pour *lui*, pour sa personnalité, pour ses sentiments, pour sa conscience. Il doit comprendre comment sa personnalité se relie à l'ensemble, à la société, à l'univers entier. Ce sont ces questions qui composent ce que chez nous on désigne sous le nom de questions sociales.

1. Un de nos propagandistes les plus connus.

Idée qui certainement n'est nullement positiviste, quoique les Russes aiment à se donner le nom de positivistes, réalistes, matérialistes, etc. Les Russes sont, il me semble, encore trop jeunes, trop pleins d'une force historique vivace, pour pouvoir être positivistes. Involontairement, ils font une *religion* de toute théorie très positive en apparence. Notre mouvement civilisateur est par cela même réellement capable de produire sur la société la profonde et vaste action des mouvements religieux. Il pénètre dans toute la vie sociale, modifie les plus intimes rapports de l'individu, comme par exemple ceux de l'homme et de la femme, des parents envers leurs enfants, les rapports entre camarades, etc., et préparent de cette manière pour la réforme sociale une base infiniment large, composée de ces menus rapports en apparence purement personnels.

Quelles sont donc les idées morales de l'*intelliguentia?* Les a-t-elle trouvées ou les cherche-t-elle encore? Il me semble que là on ne cherche ordinairement qu'une formule précise. Le sentiment, mais vague et confus, existe chez nous depuis longtemps. Quoi qu'il en soit, chez notre *intelliguentia*, ces idées sont très nettement définies. Elle fonde sa morale sur le développement le plus complet de l'individu ; elle présume que plus l'individu est développé, plus ses intérêts s'élargissent. Or l'intérêt le plus large, c'est l'intérêt social. Dès lors l'individu en se développant se pénètre de plus en plus des intérêts de la société comme s'ils étaient les siens propres. L'individu arrive ainsi à posséder la vraie morale. Ce n'est pas la moralité vulgaire de la loi faite de formes et de contraintes. L'homme de l'*intelliguentia*

méprise profondément cette morale. Nos artistes savent trouver l'*étincelle divine* même chez les criminels en apparence les plus endurcis : ils la recherchent avec une sollicitude particulière. Chez Dostoïevsky, par exemple, Svidrigaïlov est à la fois un meurtrier et un homme bassement dépravé. Pourtant au moment où il se loge une balle dans la tête, vous ressentez pour lui plutôt de la commisération que du mépris, et involontairement vous vous demandez pourquoi cette force morale n'a pas été employée au bien ? Au contraire, dans nos œuvres littéraires, l'homme qui obéit à la morale conventionnelle est toujours un type d'une parfaite trivialité. Chez lui, notre artiste ne peut trouver rien de bon, rien qui n'excite en lui le dégoût. Je me souviens d'un personnage de George Sand qui répète continuellement : *Rien d'illégal, c'est mon principe*. Ce personnage prend part à l'enlèvement d'un enfant à sa mère, mais parfois il inspire quelque sympathie. Pour un écrivain russe, le type est inadmissible. Si encore ce personnage avait enlevé l'enfant par intérêt, par haine, s'il ne s'occupait pas du *légal* et de l'*illégal* au moment où il risque les galères, l'artiste russe aurait pu lui pardonner, découvrir en lui quelque chose d'humain, croire en son repentir possible. Avec *rien d'illégal* pour principe, jamais ! Cette formule seule prouve déjà à notre artiste que selon les idées russes il a devant lui un homme profondément perverti. C'est facile à comprendre : la moralité réside dans la tendance *intérieure* au bien, sans dépendance aucune avec ce que la loi exige ou n'exige pas. Si l'homme cherche dans la loi une règle pour sa morale, cela signifie que lui-même il n'a aucune moralité, c'est-

à-dire en d'autres termes, qu'il n'est pas même un homme, qu'il n'est qu'en apparence un être humain.

Voilà les idées.

La moralité, c'est une tendance intérieure au bien, un désir d'être utile, un besoin de voir autour de soi les hommes heureux. C'est l'idée de notre *intelliguentia*, idée commune à des gens d'opinions tout opposées. Dans cette moralité, notre *intelliguentia* semble chercher le moyen d'accorder les exigences du bien public avec une liberté individuelle sans limites. L'idéal de la morale — c'est *l'état immédiat*, comme on dit chez nous, c'est-à-dire un état moral donné dans lequel l'individu fait le bien, sans même le remarquer, sans aucun effort de sa part. Ce point de vue, fut-il revêtu de l'habit noir de l'utilitarisme de Bentham ou de la camisole d'aliénés de Dostoïevsky, semble être une base fondamentale, générale, de la philosophie des classes éclairées. Il est évident que cette idée est capable de relier les questions politiques et les questions de morale en un ensemble indivisible. Elle introduit la politique dans la région de la morale et fait de la morale une sorte de contrôleur de notre activité politique.

Je suis forcément obligé, tant le sujet de ce livre est complexe, de me borner à cette caractéristique à grands traits, sans entrer dans l'examen détaillé des modifications que subissent les tendances de l'*intelliguentia* dans ses diverses fractions.

J'ai établi déjà que notre classe éclairée n'a pas une tendance entièrement homogène. A la source de divergences, dont je viens de m'occuper, s'ajoute encore

l'influence des idées de classe qui, par certains penchants, troublent la pureté de l'idée civilisatrice générale. Ainsi, par exemple, nous avons des partisans modérés de la noblesse, comme le célèbre poète Pouchkine, ou certains publicistes appartenant au parti slavophile, comme Kochelev ou le prince Vassiltchikov. De même, dans l'*intelliguentia*, une tendance religieuse se fait parfois jour, comme chez Dostoïevsky ou bien chez le comte Léon Tolstoï : et cela quand l'*intelliguentia* est d'ensemble irréligieuse et libre-penseuse.

Avec une force aussi grande les idées européennes se frayent un passage chez nous : celles de la France, de l'Allemagne, de l'Angleterre. Ainsi, on peut rencontrer en Russie des anglomanes partisans de la constitution aristocratico-libérale de l'Angleterre, et des anarchistes, quoique les conditions de fait ne fournissent chez nous aucun terrain favorable au développement tant de l'un que de l'autre de ces partis. Toutes ces sources de divergences produisent des résultats d'autant plus marquants que le Russe intelligent est toujours un théoricien déterminé qui poursuit l'idée qu'il a acceptée jusque dans ses plus extrêmes déductions logiques.

Néanmoins, le fond général de l'idée civilisatrice apparaît nettement à travers toute cette diversité. Dostoïevsky, par exemple, fut par ses liaisons politiques réactionnaire et clérical, si l'on peut appliquer ces expressions aux choses russes. Pourtant il ne fut pas orthodoxe : il devint une sorte de sectaire fanatique qui, peut-être à son insu, produisait dans les idées une révolution beaucoup plus grande que ne le font beaucoup d'autres qui se considèrent comme révolutionnaires. Dostoïevsky descend dans les profondeurs du bagne, dans les maisons de tolérance, dans les plus affreux abîmes du vice et de l'infortune. Il recherche l'égalité des hommes là où il est le plus difficile de l'imaginer ; il montre combien sont relatives les notions conventionnelles du moral et de l'immoral et pose devant nous avec une terrible évidence la fatale question de la *responsabilité* du crime et de la vertu. Et quelle chaude compassion pour tout ce qui est opprimé et humilié, quelle foi dans l'homme du peuple qui, sans paraître nulle part, est partout dans ses romans l'inébranlable support de la société ! Dostoïevsky était l'ennemi politique des théories socialistes et révolutionnaires, non pas, je crois, parce qu'elles tendent à la domination des masses et à l'affranchissement de l'individu, mais parce que, selon lui, elles sont incapables de procurer cet affranchissement. Il prêchait son christianisme nébuleux et mystique comme la seule doctrine capable d'inaugurer sur la terre le règne de la liberté, de l'égalité et de la fraternité.

Le comte Léon Tolstoï se donne aussi le nom de chrétien. Il se prononce contre la révolution dans sa fameuse thèse sur la *non résistance* au mal. Mais son christianisme n'est que nominal. Il renie toutes les autorités du christianisme; il marche ouvertement contre l'Eglise, et toute sa doctrine aboutit à cette conclusion que l'homme ne peut être heureux et vivre conformément à sa nature, que s'il ne vit pas pour lui seul, de sa vie personnelle, mais de la vie de l'humanité entière. Quant à la non résistance au mal, cette thèse est si illogique chez Tolstoï, si peu conforme au reste de sa doctrine,

qu'il est même permis de croire que ce n'est qu'une *habileté* du nouveau Maître, comme celle des premiers chrétiens. Eux aussi, ils ne résistèrent pas ouvertement jusqu'au temps où ils acquirent une force suffisante pour triompher. On raconte pourtant que le comte Tolstoï lui-même n'a pas la force de rester conséquent avec cette thèse. Un jour, il démontrait chaleureusement qu'on ne doit pas employer la force, fût-ce même pour défendre quelqu'un contre la violence... — Et si sous vos yeux on violait une femme... que feriez-vous ? demanda un des interlocuteurs. Le comte fut tout déconcerté et reconnut dans son trouble qu'en ce cas il était permis d'opposer la force à la violence... De l'esprit démocratique de Tolstoï, de sa persistance à croire que ce n'est que parmi le peuple travailleur qu'on peut trouver l'homme vrai, il est même superflu de parler. Le comte a plus d'une fois écrit lui-même sur ce sujet de la manière la plus claire.

On retrouve chez un grand nombre d'écrivains et d'hommes d'action de la Russie, ces principes purement révolutionnaires admis comme fondement de leur philosophie générale par des gens qui ne se considèrent pas eux-mêmes, et que personne ne considère comme faisant partie du camp des révolutionnaires ; qui parfois se trouvent même dans les rangs des adversaires de ces derniers.

Un de nos écrivains, M. Lieskov, qui n'est pas sans talent et qui a employé une bonne partie de sa carrière littéraire à écrire de vrais libelles contre les révolutionnaires, est de ce nombre. M. Katkov le reçut à bras ouverts, car il est sans contredit le mieux doué des

écrivains réactionnaires. Chose étrange ! quand vous lisez avec attention les attaques violentes jusqu'à l'inconvenance, parfois effrontément menteuses, de M. Lieskov, — il écrivait sous le pseudonyme de Stebnitsky, — vous y sentez comme la colère d'un coreligionnaire chagrin, qui n'est si violent et si injuste que parce qu'il ne trouve pas dans le mouvement révolutionnaire l'élévation morale qu'il *aurait désiré* y voir. Plus tard, M. Lieskov cessa d'écrire des romans politiques : dans ses nouvelles, souvent empreintes d'un étrange mysticisme, vous sentez parfois une parenté frappante avec les démocrates : le même profond mépris pour toute la haute société, la même profonde sympathie pour le peuple, et aussi les mêmes immenses exigences vis-à-vis de l'individu.

Il est à propos, d'ailleurs, de constater ici que récemment M. Lieskov, employé du gouvernement cependant, a reçu la défense d'écrire.

Bref, notre mouvement civilisateur, exclusion faite de quelques dissidents, n'a qu'une seule idée : l'*affranchissement des masses*, l'*affranchissement de l'individu*, idée qui en Russie est inévitablement révolutionnaire, car elle sape dans ses fondements le régime actuel, établi sur les bases de la soumission des masses et de l'oppression complète de l'individu. Les idées de l'*intelligentia* se manifestent en outre avec le plus de précision dans la partie de cette classe qui s'intitule ouvertement révolutionnaire [1]. C'est chez elle que ces idées atteignent leur complet développement logique.

1. J'emploie l'expression *révolutionnaire* et non *nihiliste*. Le lecteur en trouvera l'explication à l'appendice B.

C'est là surtout qu'elles se transforment en action et président à la naissance des partis politiques.

Cependant dans les courants de la pensée de l'*intelliguentia* qui en connaissance de cause ne veulent pas être révolutionnaires, le travail général historique libérateur est le même. Dénoncé à maintes reprises par nos réactionnaires, ce fait est de pleine évidence.

II

Si nous prétendions examiner les diverses conséquences qu'a produites pendant les deux derniers siècles le mouvement intellectuel en Russie, nous devrions consacrer à ce sujet une monographie entière, car il est douteux qu'on puisse trouver un seul trait de la vie nationale sur lequel ce mouvement n'ait plus ou moins influé. Cette influence est d'autant plus diverse qu'ici nous n'avons pas affaire à un mouvement politique restreint, qu'il s'agit d'un mouvement *civilisateur* des plus larges ; d'autant plus profonde que grâce aux propriétés inhérentes à l'*intelliguentia*, elle ne se laisse intimider par aucun obstacle, ne s'incline devant aucun fait accompli, parce qu'il est un fait accompli ; et comme le flot, ne se lasse de ronger, jusqu'à ce qu'elle s'écroule, miette à miette et de tous côtés à la fois toute habitude de sauvagerie et d'ignorance.

Il m'est impossible dans cet ouvrage d'analyser en ses détails l'immense travail déjà accompli par l'*intelliguentia*, et je ne m'arrêterai longuement que sur un

des côtés de cette action, celui qui attire involontairement l'attention de tout observateur et qu'il n'est pas permis de négliger à tout écrivain qui traite du *nihilisme*. Le lecteur devine certainement, que je parle de la question féminine, de la situation des femmes en Russie, de la famille russe. Question pleine d'intérêt et fort grave en effet, car dans la famille, cette petite cellule de la société, le travail social de la nation se reflète peut-être plus nettement que dans les institutions politiques.

La situation de la femme dans les classes supérieures de la société russe était, il y a deux cents ans, presque pire que dans la famille paysanne. Vivant isolée à la tartare, la femme était réduite à un complet esclavage. La cravache du mari, avec laquelle il *élevait* sa femme. était toujours suspendue au-dessus du lit des époux, Pour la femme pas de société. Quand Pierre Ier *ordonna* aux hommes et aux femmes de se réunir ensemble dans des *assemblées*, on considéra cela comme une innovation des plus étranges. Pour faire exécuter ses ordres, Pierre Ier fut obligé de publier un décret qui faisait de ces assemblées une corvée obligatoire, et expliquait en détail comment le maître de la maison devait se comporter envers ses invités et ceux-ci envers lui. La femme ne savait ni quelle tenue observer, ni de quoi parler.

Aujourd'hui les rapports mutuels du mari et de la femme dans la classe éclairée sont pleins d'une liberté et d'une égalité beaucoup plus grandes que chez toutes les autres nations de l'Europe. Ce changement violent, opéré dans un temps relativement très court,

est dû en premier lieu à l'influence du mouvement intellectuel. L'homme instruit la femme; puis il est à son tour obligé de compter avec l'action de celle-ci sur la famille et sur lui-même. Les rapports d'autrefois sont désormais impossibles. Cette action réciproque de l'homme sur la femme et de la femme sur l'homme sous des formes plus ou moins prononcées, on peut la considérer comme d'origine fort récente. Maintenant encore elle est loin de sa complète extension et continue sous nos yeux.

Pendant la première période de son existence, le mouvement des esprits avait surtout pour terrain les hommes. L'homme travaillait à son propre perfectionnement. Dans la littérature du règne de Nicolas Ier nous trouvons déjà une vive image de la translation du mouvement intellectuel dans le milieu féminin. On ne saurait mettre en doute les causes de ce fait. Du moment qu'il travaillait activement à son propre perfectionnement, l'homme avait jugé impossible sa conduite d'autrefois envers la femme. Avec son idéalisme habituel, l'*intelliguentia* idéalisa l'*amour*. Elle y chercha une union si harmonique des êtres, un sentiment si profond que la passion physique seule ne peut les donner. Mais où trouver la femme capable de faire naître l'amour qu'il faut à cet homme ?

« Aimer... mais qui donc?... demande Lermontov avec angoisse. Dans l'amour il faut l'égalité du sentiment au physique comme au moral. » Le paradoxe écrit par Lermontov sur l'album d'une jeune fille de qui il fut quelque temps amoureux[1] avait pour les gens d'alors

1. *Souvenirs de madame Khvostova.*

un sens profond. « L'amour, qu'est-ce? demandait le poète. Aimer plus qu'on est aimé — dégoût; aimer moins qu'on est aimé — malheur : choisir! » La réponse de la jeune fille montre que la femme commençait à avoir une volonté à elle. « Mon D³eu dit-elle, il faut aimer autant qu'on est aimé. » Mais pour que cette volonté devînt réalisable, l'égalité des deux êtres qui s'aiment est indispensable et longtemps, très longtemps cette égalité fut impossible. L'homme se tourmente, se plaint, maudit la femme comme Tchatsky (*Trop d'esprit porte malheur*[1]); il se venge d'elle, comme Petchorine (*Un héros de notre temps*); il se venge volontairement et involontairement de ce qu'elle lui est inférieure, de ce qu'elle ne peut lui offrir que sa sincère affection, sa fidélité, son abnégation. Cela ne suffit pas à l'homme, ce n'est pas une esclave, ce n'est pas le dévouement d'un chien qu'il lui faut, comme il s'écrie avec colère, il lui faut l'amour d'un *être humain* auquel, lui aussi, puisse s'attacher avec la même force et le même abandon, non comme un maître et un possesseur, mais comme un égal à son égal, donnant vie pour vie, âme pour âme, liberté pour liberté; de là une multitude de conflits qui empoisonnent la vie de l'homme et posent à la femme le dilemme: ou bien s'élever jusqu'à l'homme, ou bien tomber encore plus bas que l'esclave de l'ancienne famille — devenir la maîtresse d'un instant, avec qui on se lie en la méprisant et qu'on quitte sans souvenir aucun.

Pour l'*intelliguentia* de nos jours, il est difficile de comprendre tout le tragique de cette situation elle la trouve

1. De Griboïedov.

ridicule. Dans les couches sociales inférieures cependant, on peut l'observer encore dans les proportions les plus larges. Parmi les ouvriers des villes, par exemple, influencés par le même mouvement intellectuel, on peut entendre continuellement d'amères plaintes sur l'impossibilité de trouver parmi les femmes de leur classe une compagne capable de comprendre les nouvelles aspirations de l'ouvrier. Dans une de ses dernières nouvelles, M. Ouspenky traite ce thème avec le talent qui lui est habituel. Un aide-chirurgien de province, qui ne sait même pas se servir correctement de la langue littéraire, mais qui subit l'influence du *mouvement*, raconte ses insuccès auprès des femmes. « C'est que parfois on a besoin d'un refuge, dit-il, tu gèles, tu gèles pendant les hivers, le désir te vient aux heures de loisir de te réchauffer et d'échanger quelques paroles. Eh bien! — le croiriez-vous — cela ne réussit pas!... » De quoi s'agit-il précisément? L'aide-chirurgien se voit de tous côtés assailli par les femmes; elles se pendent à son cou. Mais sont-ce là des femmes? « Pas le moindre développement et dans la tête une pure insanité! s'écrie l'aide-chirurgien indigné. » Il est en proie à de plus hautes inspirations et ne peut vivre pour son ventre. « Quoique je ne sois qu'un aide-chirurgien, raconte-t-il, qu'un rouage infime, je sers la société autrement que par des paroles, par des actes... qu'un paysan vienne me chercher par exemple et qu'un koulak quelconque envoie une calèche pour me ramener, j'irais chez le paysan et le koulak attendra. » Il trouve même moyen de secourir les paysans avec ses mesquines ressources. « Tu arrives, dit-il, chez un malade, pas de bougie, pas de pain,

pas de bois, pas de quoi faire bouillir de l'eau... Eh bien, tu donnes, que faire? » Voilà comment est notre aide-chirurgien. Et les femmes? Une jeune veuve lui plut, il lui semblait qu'elle le comprenait. Par malheur la pauvrette lui découvrit dans un élan de tendresse que loin de penser l'entraver dans ses services à la société, elle était prête à se débarrasser des trois enfants qui lui étaient restés de son défunt mari pour se livrer sans réserve à celui qu'elle aimait! L'aide-chirurgien fut abasourdi. « Vraiment je brûlais de honte pour elle. Je ne savais pas comment regagner au plus vite mon logis. Voilà comment elles comprennent le bien public! »

Il lui arriva nombre d'aventures de ce genre. Ce qui l'accabla définitivement, ce fut le trait suivant. Il crut enfin trouver une vraie perle. Anfissa Nicolaevna était très bonne, intelligente, et même *capable de développement*. L'aide-chirurgien se mit à la développer; il lui apporta une montagne de livres à *tendances*, fait-il remarquer avec un certain orgueil. Anfissa Nicolaevna lit tout, s'intéresse à tout. L'aide-chirurgien avait déjà fait les préparatifs du mariage, il était même déjà venu habiter chez sa compagne. Mais soudain, ô terreur! il apprend, que durant les quelques mois où il lui parlait si chaleureusement du *bien public*, Anfissa Nicolaevna avait bien des fois renvoyé les malades qui venaient le consulter! L'aide-chirurgien l'interroge sévèrement et Anfissa Nicolaevna est obligée d'avouer avec trouble, que parfois elle avait renvoyé les malades parce que l'aide-chirurgien fatigué, à bout de force, dormait et qu'il lui en coûtait de le réveiller. Plusieurs fois, elle avait renvoyé des malades atteints de la peste

sibérienne, ou bien n'avait pas dit à l'aide-chirurgien qu'on était venu l'appeler pour un typhique... « Dans les livres mêmes, remarqua-t-elle en guise de justification, il n'est pas dit qu'on doive exposer son bien-aimé à la peste sibérienne. » L'aide-chirurgien se sentait anéanti. Elle aussi, cette femme unique est incapable de rien. Désillusionné définitivement, il prit la décision de fuir. « J'abandonnerai tous ces plans, raconte-t-il, je m'installerai dans un endroit peu fréquenté, me livrerai tout entier à mon devoir. Cet amour des femmes ne me va pas. Il me nuit, il affaiblit ma conscience, et quand ma conscience s'éteindra, que serais-je ? reproduire la race et rien de plus? Non, cela ne me va pas ! » Quand l'aide-chirurgien fut parti, la pauvre Anfissa Nicolaevna se répentit beaucoup ; elle lui écrivit même une lettre où elle disait : « Maintenant je comprends tout et je ne manquerai jamais de vous réveiller, et après le dîner et à minuit et après minuit... » Mais l'aide-chirurgien resta inébranlable. « Elles sont privées, dit-il, d'horizon intellectuel. La bonté et tout le reste, elles l'ont, mais pour le développement intellectuel, chez elles il n'y a qu'étroitesse. »

C'est ainsi qu'un pauvre aide-chirurgien, détaché dans une gare isolée de chemin de fer, nous décrit dans sa langue peu lettrée le même conflit tragique qui, dans les salons mondains, arrachait du fond de l'âme désillusionnée de Lermontov ces strophes magnifiques :

Quand avec une nonchalante hardiesse, des beautés mondaines
les mains depuis longtemps incapables de tressaillement,
effleurent mes mains froides.....

. . . . . .
Ah ! comme je voudrais troubler leur gaîté
et leur jeter au visage un vers d'airain
trempé d'amertume et de colère.

Cet appel, ce besoin appuyé par toute la force de la passion et de la haine, de l'adoration et du mépris pouvait-il rester sans écho ? La réponse à cette question, c'est le rapide développement de la femme russe, qui avec la sincérité, les aptitudes spéciales de son sexe à suivre tout chemin jusqu'au bout devient bientôt elle-même pour l'homme un stimulant non moins puissant au perfectionnement. La femme aussi commence à rechercher l'homme *honnête*, *développé*. Avec lui, il est tout au moins plus facile de vivre. Sa liberté, ses droits, le raffinement de son goût exigent qu'elle trouve cet homme. Mais chez nous un homme honnête et instruit ne peut rester étranger à la mission intellectuelle historique, renoncer à *servir la société*, *à être utile*. A son tour, la femme se pénètre de cette mission. Déjà Niekrassov dans son poème, *Les femmes russes*, constate qu'elle aime non seulement le *mari*, mais le *héros* et le *martyr*. Seul un tel amour lui fait abandonner les écussons, les titres et la richesse pour suivre le héros, le martyr dans les mines, aux travaux forcés de Sibérie. Affranchie, la femme commence à pousser elle-même l'homme. Les exigences, énoncées par lui, lui reviennent par ricochet, et dans nos mouvements politiques des dernieres années les exemples ne sont pas rares où l'influence de la femme excita l'homme à faire l'impossible pour être meilleur, plus actif, plus énergique.

Peu à peu, la femme, une fois poussée dans la voie du *développement humain* comme on s'exprime chez nous, dépasse les exigences de l'homme. Elle devient à la fois une compagne intelligente et instruite de l'homme et un *être humain*, ayant sa personnalité et par conséquent vivant de sa *propre vie* ; des tendances à l'indépendance apparaissent chez elle. La question féminine naît ; depuis longtemps déjà elle mûrissait, elle fit éclat au commencement du règne d'Alexandre II, sous l'élan passionné d'une multitude de femmes, plus susceptibles pourtant de sentir le besoin de l'indépendance que de savoir réellement en user. De là une foule de faits bizarres et ridicules, saisis au vol, cela va sans dire, par la raillerie et la calomnie des adversaires du *nihilisme*. Certes il n'y eut que trop de ridicules. La femme, dans les premiers temps, sut seulement singer l'homme, comme l'homme lui-même, cent ans avant, avait singé l'Europe. La tendance à l'émancipation s'exprimait surtout dans l'extérieur. La femme porta des lunettes, coupa ses cheveux... Pourquoi ne les aurait-elle pas coupés? Est-il vraiment indispensable que, pour le plaisir de l'homme, elle soit obligée de traîner après elle ces lourdes et gênantes nattes? La femme se mit à fumer des cigarettes... Pourquoi n'aurait-elle pas fumé, si l'homme fume? On vit apparaître des costumes bizarres. Tout cela est presque toujours ridicule et fort souvent même niais. Mais la conduite du sexe masculin, durant la première phase de notre rapprochement avec l'Europe, surabonde de stupidités aussi ridicules. Lui aussi, il s'affublait du costume de marquis du XVIIIe siècle, lui aussi, il se rasait la barbe et se laissait

pousser une queue de cheveux. Rien de plus naturel que ces enfantillages. Mais dans le mouvement de la femme vers l'émancipation, il y avait autre chose que le côté ridicule ; il y avait là, et chez toutes les femmes, quelque chose de tout à fait sérieux. Nos femmes comprirent parfaitement que pour être indépendantes, elles devaient avant tout égaler l'homme sous le rapport de l'*instruction*, et de l'aptitude au *travail*. L'instruction des femmes et le travail féminin sont tout aussitôt les pierres angulaires de notre question féminine, et cela encore pendant la période des cheveux courts, période qui, il n'est pas besoin de le dire, fut de très courte durée.

Les aspirations de la femme à l'instruction et au travail indépendant trouvèrent dans notre société un accueil sympathique. C'est là peut-être la plus populaire des questions sociales. Le gouvernement, au contraire, la considérait d'un mauvais œil. Alexandre II n'aimait pas ces fantaisies, et pour les cheveux courts, il engageait parfois la lutte en personne. Je me souviens d'une anecdote qui remonte au temps de mes études universitaires. Alors les nattes coupées, les robes courtes, les manchettes intentionnellement défraîchies, commençaient à passer dans le domaine des souvenirs : c'était déjà le signe d'une certaine étourderie. Pourtant j'eus encore l'occasion de voir les photographies de quelques demoiselles de ma connaissance vêtues de costumes masculins et coiffées d'un petit chapeau fantastique en guise de toque polonaise. Un jour, une de ces jeunes filles aux cheveux courts rencontra l'Empereur, dans la rue. — C'était à Saint-Petersbourg.

Elle salua et poursuivit sa route. Le lendemain, elle reçoit une assignation : on la mande à la police. Stupéfaite et effrayée, elle se présente au commissariat et y trouve le commissaire qui, lui aussi, semblait embarrassé. Elle demande pour quelle cause elle a été mandée. L'embarras du commissaire augmente. « Hier vous vous êtes croisée avec Sa Majesté... Sa Majesté est mécontent... Sa Majesté a daigné ordonner... Je dois vous faire signer un acte par lequel vous vous engagerez à ne plus couper vos cheveux dorénavant ». L'Empereur avait remarqué la jeune fille aux cheveux courts, et avait immédiatement ordonné à la police de la trouver et de lui enjoindre de modifier sa tenue. Le commissaire était tout honteux de jouer un pareil rôle et d'avoir à avouer que l'Empereur s'occupait de pareilles billevesées.

Le gouvernement se vit obligé malgré qu'il en eût, à faire quelque chose pour l'instruction secondaire des femmes. Les exigences des parents étaient trop unanimes. Le nombre des gymnases de jeunes filles fut augmenté et maintenant avec les instituts il dépasse 300; leur programme est presque entièrement le même que celui des gymnases de garçons. Quant à l'instruction supérieure, les femmes eurent à conquérir chaque pas presque de force. De 1859 à 1861, les femmes affluèrent aux universités sans en avoir aucunement le droit. Durant un certain temps, on le toléra, ensuite on le défendit expressément. Alors les femmes se portèrent à l'étranger, cherchant à s'instruire dans les écoles supérieures françaises et suisses. J'ai eu l'occasion de voir la correspondance officielle du ministère de l'intérieur qui montre

combien cette conduite inspirait d'inquiétude au gouvernement; il se doutait bien qu'à l'étranger les étudiantes pouvaient subir l'influence de l'Emigration. Ces considérations obligèrent à faire des concessions et le gouvernement donna l'autorisation de fonder à Saint-Pétersbourg et à Moscou un simulacre d'Universités pour les femmes. L'initiative privée eut l'honneur de cette création faite avec des ressources insignifiantes. Néanmoins ces cours, surtout ceux de Guérié à Moscou et de Bestoujev à Saint-Pétersbourg, rendirent quelques services à l'instruction de la femme.

En même temps, le gouvernement permit de fonder près l'académie de Saint-Pétersbourg des cours de médecine pour femmes. Cette dernière institution surtout marcha très bien grâce au libéralisme du ministre de la guerre Milioutine, qui céda aux femmes un assez bon local muni de cliniques convenables — l'Hôpital de Nicolas. Ce qui assura plus encore l'existence des cours, ce fut la sympathie des professeurs de médecine qui, recevant une rémunération infime, sacrifièrent pendant des années leur temps et leurs forces à l'instruction des étudiantes. Les femmes étudièrent avec zèle, et en 1883, le nombre des étudiantes qui avaient subi l'examen du doctorat était déjà de 221 [1]. Au début, elles étudièrent sans espérance aucune, ne sachant nullement si le gouvernement voudrait ou non leur donner des droits officiels. La guerre de Turquie aida un peu les femmes. Un grand nombre d'étudiantes en médecine se rendirent sur le théâtre de la guerre et firent preuve

1. Souchtchinsky *La femme médecin en Russie.* Le nombre total des femmes-médecins était en 1883 de 350.

d'un zèle si infatigable et d'un tel savoir que l'inspecteur médical des hôpitaux militaires adressa au gouvernement un rapport plein d'enthousiasme [1], et sollicita pour elles une récompense. Cette récompense fut une médaille instituée pour les femmes-médecins : une couronne de laurier fermée dans sa partie supérieure par un aigle à deux têtes ; en dedans de la couronne les lettres slaves G. V. (femme-médecin). On avait ainsi l'air de reconnaître à demi, que les femmes qui avaient suivi jusqu'au bout les cours de Nicolas, étaient réellement considérées comme médecins. Mais les femmes ne reçurent pas de droits strictement définis, et maintenant, sous Alexandre III, les cours ont failli être supprimés. On dit qu'ils sont surtout peu aimés de l'impératrice qui veut *rendre à la famille la femme russe* ! En tous cas, le nouveau ministre de la guerre a repris aux cours leur local, ce qui met en danger leur existence. Quant au droit de la femme-médecin à la pratique médicale, il n'est jusqu'à présent toléré qu'à *titre d'expérience*. A la fin du règne d'Alexandre II, le service des femmes-médecins dans le zemstvo fut même complètement interdit, et maintenant l'occupation de ce

1. « Les étudiantes des cours médicaux féminins envoyées à l'armée dès le début de la campagne, avec un zèle infini et un parfait savoir se sont montrées au-dessus de toute louange. Les secours chirurgicaux et médicaux donnés par elles ont parfaitement justifié dans cette première expérience les espérances des autorités médicales supérieures. Le travail plein d'abnégation des femmes chefs d'hôpitaux, au milieu de la contagion typhique, dont plus d'une fut victime, a attiré l'attention générale. Cette première expérience mérite d'être signalée et encouragée. » *Recueil de travaux sur la médecine légale, etc.*, publié par le Département médical 1878, p. 207.

genre de fonction par des femmes dépend du caprice du gouverneur.

Le gouvernement permit le service des femmes seulement dans les fonctions médicales inférieures — comme aides-chirurgiens. Voilà pourquoi le contingent principal des femmes suit les cours d'aides-chirurgiens, — la Russie en avait un assez grand nombre sous le dernier règne. Là aussi, la femme a fait preuve de qualités excellentes. « Ayant eu l'occasion d'observer le degré d'instruction et la manière dont les femmes se comportent envers les malades, les zemstvos ne cessent de s'adresser à la communauté de Saint-George et demandent qu'on leur envoie des femmes aides-chirurgiens, » dit-on dans le rapport officiel du Département médical.

En dehors de la médecine, la femme trouve du travail dans les écoles : on compte chez nous près de 5000 maîtresses d'écoles, outre le nombre assez considérable de femmes qui remplissent les fonctions de dames de classes dans les écoles secondaires. En général, les femmes se jetèrent sur tout travail qui ne leur était pas formellement interdit. Il y eut même des cas où les femmes pratiquèrent la profession d'avocat. Mais le gouvernement fait tous ses efforts pour ne pas tolérer le travail féminin, partout où cela dépend de lui. Ainsi, par exemple, les femmes profitant du silence de la loi, occupèrent un certain temps une multitude de places dans le service télégraphique. Elles remplirent leur service irréprochablement : malgré cela, le gouvernement chassa quelques années plus tard toutes les femmes qui occupaient des fonctions dans cette administration. Ainsi les femmes ne trouvent à appliquer leurs forces et leur savoir que dans

les institutions privées, dans toutes sortes de bureaux, dans l'enseignement privé, etc.

Il est impossible aussi de ne pas mentionner la participation assez marquante des femmes au mouvement littéraire. Je dis marquante au point de vue plutôt de la quantité que de la qualité. Nous avons eu des femmes-auteurs, il y a déjà longtemps, comme la poètesse Rostopchina ou bien madame Kokhanovskaïa. Aujourd'hui c'est presque par centaines qu'il faut compter les femmes-auteurs. Nous avons même une revue spécialement féminine où les collaborateurs du sexe masculin ne sont pas admis. Il est vrai que cette revue est très faible. C'est sur l'arène de la littérature pédagogique que la femme montre le plus de capacités. Dans les belles-lettres on distingue surtout madame Markevitch (pseudonyme Marko-Vovtchok) et un autre écrivain qui signe du pseudonyme Vsévolod Krestovsky. C'est un des talents de premier ordre de notre littérature. Certaines femmes, comme madame Gorbounova se sont fait connaître par d'excellentes études sur la vie populaire. Nous avons aussi des femmes publicistes comme madame Tsebrikova[1]. Il en est comme madame Iefiménko, dont les travaux jouissent d'une renommée honorable même dans le monde savant : je ne parle pas de travaux purement spéciaux médicaux et pédagogiques, exécutés par nos femmes médecins et pédagogues. Au total pourtant, je le répète, la participation de la femme à la vie intellectuelle du pays est encore de trop récente date pour qu'elle ait pu produire quelque chose de particulièrement remarquable. Elle mérite d'attirer l'attention plutôt que par le bien qu'elle a déja pu faire au pays, parce qu'elle relève la situation morale de la femme en habituant la société et le peuple à voir l'effort féminin, la pensée féminine sur la même ligne que l'effort et la pensée de l'homme.

1. Je signalerai parmi elles madame Nikitine de qui, sous le nom de Gendre, on vient de publier à Paris des *Études sociales, philosophiques et morales,* contenant notamment de brillantes pages sur la Russie révolutionnaire.

La question féminine de l'égalité des droits et de l'indépendance de la femme est loin encore d'être résolue par les efforts déjà accomplis par les femmes avec l'aide des hommes de l'*intelligentia*. Chez nous, comme partout, la domination économique reste aux mains de l'homme. C'est dans ses mains aussi que se trouve concentrée toute la force que donne la supériorité du savoir et de l'instruction. Pourtant le degré d'égalité qu'a atteint la femme russe a suffi pour modifier l'ancien caractère des rapports mutuels de l'homme et de la femme et l'organisation de la famille — non au point de vue légal mais en fait. Ici plus encore qu'ailleurs, la loi semble ignorer les modifications effectives qui se produisent dans la vie sociale de la Russie.

Nous autres Russes, on nous accuse souvent d'être enclins à nous poser en originaux ne ressemblant pas aux autres nations. Ce n'est pas sans hésitation qu'un Russe emploie ce mot originalité en s'adressant au public européen. Et cependant comment l'éviter? Ne doit-il donc pas exister dans les rapports mutuels de l'homme et de la femme de la Russie nouvelle quelque chose de très spécial, puisque l'observateur européen ne peut le comprendre ! Ici je songe encore une fois involontairement à M. Leroy-Beaulieu. Voyez comme il se repré-

sente le milieu de ses *nihilistes* : c'est le règne de la dissolution où le principe de l'*amour libre* a inauguré les mœurs d'une tribu de singes et dans cette tribu bestiale passe parfois une vestale qui s'interdit de jouir par le fait de la liberté qu'elle exige en principe. Quel tableau fantastique ! Il est superflu de dire que M. Leroy-Beaulieu ne le dessine pas d'après son observation propre, mais d'après les racontars de ses amis russes du camp conservateur. Pourquoi n'a-t-il pu du premier coup sentir la fausseté de ces racontars ? C'est ici que, selon moi, réside précisément la plus ardente preuve de l'*originalité* de la famille de notre *intelliguentia*. M. Leroy-Beaulieu et nous, nous prononçons les mêmes mots, mais nous y attachons un sens complètement différent. *Le libre amour*, on en parle chez nous il y a déjà bien longtemps. C'est en effet un principe que l'*intelliguentia* s'efforce depuis bien des années de donner pour base à la famille. L'amour doit être libre, et là où un sentiment existe, il a le droit de se manifester librement. Mais l'*amour* dont il s'agit, ce n'est pas *la sensualité*. Elevant l'amour au niveau d'une sainteté, notre mouvement intellectuel se comporte autrement, envers *la sensualité*. *La sensualité*, c'est un vice indécent chez un homme, déshonorant chez une femme. Quant à l'amour, c'est un sentiment fondé sur le respect et la sympathie réciproques, sur la concordance des propriétés spirituelles et physiques qui font que deux êtres semblent devenir un indispensable supplément l'un à l'autre. Voilà de quel sentiment parle l'homme de l'*intelliguentia*, quand il exige la liberté de l'amour et indique l'amour comme fondement du mariage. Par cet amour,

il s anctifie la liaison entre l'homme et la femme, et quand ce l ien n'existe pas, le mariage, même s'il est accompagné de la fidélité formelle, est déclaré par lui immoral. Les lecteurs qui ont lu la première partie de ce livre comprennent aisément qu'ici se manifeste encore la tendance générale de notre *intelliguentia* à remplacer les liens formels par des liens moraux, à détruire le fait nuisible non par la contrainte de l'individu, mais par son développement, à arranger les choses de manière que l'individu agissant selon sa libre impulsion ne fasse que ce qui est bien, que ce qui n'est pas nuisible. Et je prie le lecteur de retenir qu'ici je n'expose nullement une théorie, que je ne fais qu'expliquer un fait, que chacun remarquera dès les premières observations qu'il fera sur notre jeunesse.

En effet — je l'affirme hardiment — les rapports mutuels des jeunes gens appartenant à notre *intelliguentia* sont beaucoup plus purs que dans tout autre pays que je connaisse. C'est aussi à cause de cela qu'ils sont plus libres. La mère russe ne craint pas de permettre à sa fille une promenade avec un jeune homme. Elle sait bien qu'il n'en résultera rien d'inconvenant. Les jeunes gens se réunissent pour étudier ensemble ou simplement pour se divertir : personne ne les surveille. Notre jeune fille a plus de liberté d'allures, elle est moins tenue que dans les autres pays, moins gênée par la crainte du *Qu'en dira-t-on*, mais cette liberté, c'est celle d'une imagination pure. Deux jeunes Russes de ma connaissance étudiaient en Suisse au moment de la guerre néfaste de 1870. L'armée de Bourbaki fut contrainte de passer la frontière suisse. Cette multitude

de gens, exténués par les marches forcées ne purent tout d'abord trouver un abri. Une nuit, comme une furieuse tempête soufflait et qu'une froide pluie tambourinait sur les toits, plusieurs soldats français frappèrent à la porte de la maison où demeuraient mes compatriotes. Les soldats disaient qu'ils ne pouvaient trouver un abri ; la maîtresse de la maison, une Suissesse, refusa de les laisser entrer, disant que dans la maison il n'y avait pas d'hommes. Le bruit réveille les étudiantes. Elles s'indignent. Comment pour une pareille bêtise les gens doivent-ils rester sous la pluie ? Les jeunes filles s'habillent en toute hâte et introduisent les soldats dans leur chambre, sans faire aucune attention à l'effroi de la maîtresse du logis. Il va sans dire que ni l'honneur de mes compatriotes ni l'honneur des soldats français n'eut à souffrir de cette hospitalité.

Tout Russe qui vit à l'étranger est très souvent obligé de remarquer cette divergence avec nos mœurs. Ici, par exemple, à Paris, les mères des jeunes filles françaises qui suivent les cours universitaires les accompagnent souvent. En Russie, c'est à un tel point superflu que cela paraîtrait un peu ridicule. Un étudiant français, ayant entendu dire qu'une jeune fille russe était allée en coupé avec un jeune homme de sa connaissance, en fut excessivement choqué et ne voulut jamais croire que ces promenades n'amenassent pas des aventures d'amour. Je ne veux nullement généraliser, mais cette opinion n'est sans doute pas exclusivement individuelle. Pour un Russe, au contraire, ces soupçons sont le plus souvent étranges. Un homme et une femme ne peuvent-ils se trouver seuls sans qu'immédiatement ils ne succombent à la tentation ? « Alors, c'est que vous, Russes, vous n'avez décidément pas de tempérament ! » s'écria l'étudiant dont j'ai parlé, convaincu enfin par les preuves de son ami. Ce n'est cependant pas manque de tempérament. La femme russe sait aimer sans réserve jusqu'à la tombe. Lisez nos romans. Voyez enfin la statistique qui montre qu'annuellement plus de 2000 femmes s'en vont de leur *propre volonté* en Sibérie à la suite de leurs maris déportés, les suivent même aux travaux forcés. Voyez quelles poétiques images d'amour évoque la femme dans ce monde de réfractaires de la société, au milieu des forçats. Une d'elles dit à son bien-aimé criminel :

> L'univers entier t'a répudié,
> Et ténébreuse est ton âme.
> L'univers entier t'a répudié.
> Mais moi non, moi non, moi non [1]....

Ce n'est pas manque de tempérament : la vie russe fourmille aussi d'un grand nombre de crimes et de malheurs où leur tempérament entraîne l'homme et la femme. Mais l'être humain est d'autant moins esclave de son tempérament que ses instincts moraux sont plus développés. Notre jeune fille de l'*intelligentia* reçoit une éducation sérieuse ; dès l'enfance, elle s'habitue à voir dans la vie des intérêts graves qu'elle est plus ou moins capable de partager. Son imagination n'est pas exclusivement occupée d'amourettes et de prétendants : elle se ferait scrupule de considérer le mariage

1 Iadrintzev. *La prison et la déportation.*

comme une carrière. Elle a son idéal dans la vie, elle veut vivre de manière à ne pas rester un être inutile, à avoir des raisons de se respecter. Voilà pourquoi notre jeune fille ne cède pas au premier élan de passion. Pour elle, ce serait réellement une chute, à son point de vue. Une jeune fille ne considérera pas comme mauvais d'entrer en liaison avec un homme sans le consentement de ses parents, sans la bénédiction nuptiale, sans aucune formalité légale, si seulement elle l'aime *sérieusement*. Mais elle serait honteuse d'épouser un homme, quoique du plein consentement de ses parents et légalement, si en se mariant elle cédait seulement à l'intérêt ou à un élan de sensualité. Cela serait une *chute*, non pas au sens banal du mot, mais au point de vue de l'idéal, inspiré à la femme par le mouvement intellectuel, une chute au point de vue de la dignité humaine de la femme.

Sous l'influence de cette tendance — l'intrigue amoureuse est infiniment plus rare dans le milieu de l'*intelliguentia* que dans tout autre milieu russe et l'amour amène le plus souvent une liaison durable indépendamment de sa légalité ou de son extralégalité. La famille ainsi formée est sans nul doute plus pure et plus durable. La femme et l'homme s'unissent ici pour s'aider mutuellement, vivre leur vie honnêtement et utilement pour l'humanité. Contractant avec circonspection leur liaison, ils se méprennent plus rarement dans leur choix mutuel. La femme plus développée, plus égale à l'homme, devient pour lui un ami avec qui on ne rompt pas sans des raisons particulièrement graves. Le despotisme de l'homme dans la famille qui atteint à la monstruosité chez les marchands et dans

notre petite bourgeoisie, est un fait extrêmement rare dans la classe éclairée. Le plus souvent c'est l'opposé : une certaine prépondérance de l'influence féminine. Bref la famille de l'*intelliguentia* est réellement parvenue à un état très attrayant qui est un objet d'envie pour les femmes des autres classes. Cette petite association primordiale s'est organisée si bien chez l'*intelliguentia* que les cris des réactionnaires, qui emplissaient l'air il y a vingt ans et qui disaient que la famille était sapée par le *nihilisme*, que la classe éclairée était immorale, ont cessé de se faire entendre. Ils sont maintenant répétés par les étrangers seuls. Quant à la Russie, les Katkov mêmes n'y gémissent plus que sur la destruction de la propriété, de l'Etat, etc. : ils ne parlent plus de la destruction de la famille. Fait très caractéristique, mais qui portera peut-être à croire que ni la propriété ni l'ordre social ne seront perdus quand l'influence de la classe éclairée se reflètera sur eux au moins autant qu'elle a pu se refléter jusqu'ici sur la famille !

III

En Russie comme partout, la littérature et l'école furent les principales armes de l'instruction. Dans certaines contrées, en Bulgarie par exemple, l'école a été l'arme régénératrice. En Russie, le rôle de l'école est beaucoup moins éclatant, beaucoup moins en relief.

Notre Université a cependant une importance énorme pour le pays. Il suffit de dire que dans les six Universi-

tés [1] on compte près de neuf mille étudiants, et que pendant tout le temps de leur existence, elles ont donné probablement l'éducation au moins à 100000 personnes, en entretenant ainsi constamment dans le pays la pensée scientifique si peu développée en Russie. Il est difficile de s'imaginer l'existence de notre *intelligentia* sans Universités. Mais dans cette œuvre civilisatrice, l'Université, ainsi que les écoles supérieures, agissaient pour ainsi dire silencieusement, sans se mettre au premier rang. Elles n'avaient pas l'initiative du mouvement intellectuel, elles le suivaient plutôt. Le rôle de la littérature est au contraire beaucoup plus en vue, beaucoup plus bruyant : son œuvre, qui ne serait peut-être pas possible sans l'aide de l'Université, se trouve au premier plan du tableau de notre mouvement intellectuel.

La cause de cette différence, c'est sans contredit que la littérature, quoique écrasée par la censure, reste néanmoins toujours l'œuvre directe de la société et est par conséquent beaucoup plus indépendante. L'Université, au contraire, fut toujours une institution du gouvernement. Notre Université n'est pas une institution mûrie dans l'indépendance et grandissant pendant des

1. Il y a en tout 9 Universités dans l'Empire : celles de Saint-Pétersbourg, de Moscou, de Kazan, de Kiev, de Kharkov, d'Odessa, d'Helsingfors, de Dorpat, de Varsovie. Les trois dernières ne sont pourtant pas russes. Le nombre des Universités russes sera bientôt augmenté par la création de celle de Tomsk (en Sibérie). Outre les Universités, nous avons encore à peu près dix-huit écoles supérieures spéciales : des académies ecclésiastiques, militaires, une académie de médecine, des instituts des mines, des forêts, des sciences techniques, etc. Toutes ces écoles, quelquefois très bien organisées au point de vue de leur spécialité, ont en général beaucoup moins d'importance pour le développement de l'instruction.

siècles comme une république de la science dont les droits doivent être reconnus par le gouvernement le plus despote. Notre Université n'est qu'une école fondée par le gouvernement, entretenue à ses frais et donnant une éducation supérieure conforme aux besoins de l'Etat.

A propos des frais, il faut remarquer cependant que les donations de la société pour les écoles supérieures s'élèvent à un total fort considérable ; des écoles supérieures comme les lycées de Iaroslav et de Niejine sont même fondées principalement avec l'argent des particuliers. Mais tout cela ne modifie guère le type de l'école supérieure : elle est institution *de la couronne* comme tout tribunal ou tout poste de police : c'est là la tendance originelle. Il fut un temps où les étudiants recevaient un traitement du gouvernement, comme si en étudiant ils accomplissaient on ne sait quel service. Le professeur de l'Université est au service de la couronne, c'est un *tchinovnik*. L'Université est si bien institution de la couronne que le gouvernement lui confiait quelquefois même la censure ; cette coutume subsiste aujourd'hui encore dans le droit qu'ont les Universités de publier leurs recherches scientifiques avec le seul contrôle de leur censure.

Les examens universitaires passés sans aucun contrôle spécial du gouvernement donnaient jusqu'ici aux étudiants le droit de pratiquer la médecine, la jurisprudence, etc. Le diplôme entraînait même le droit à un *grade civil*. Actuellement, par le règlement de 1885, le gouvernement a retiré à l'Université le droit de délivrer les diplômes et créé pour lui suppléer des com-

missions spéciales. Il est caractéristique que ce règlement impose en même temps aux Universités un contrôle gouvernemental plus sévère. C'est illogique sans doute, mais le règlement de 1885 est si bien une résultante de la lutte des partis, qu'il est difficile d'en attendre de la logique. D'ailleurs le caractère fiscal de l'Université est clair jusqu'à l'évidence.

Le gouvernement donnait avant le règlement de 1885 à la corporation des professeurs des droits différents tantôt petits, tantôt grands, absolument comme il le faisait pour toute autre institution d'état. Il réglementait les rapports des professeurs avec les étudiants et diminuait ou élargissait d'une manière ou de l'autre le programme des études, en n'écoutant que son caprice. Le gouvernement, si l'envie lui en vient, peut fermer une Université ou la transporter dans une autre ville, comme s'il s'agissait d'un bureau de poste. L'Université n'a aucun droit si petit qu'on puisse l'imaginer, que le gouvernement ne puisse lui retirer sans violation aucune de la loi. Le gouvernement se croit même en droit d'exiger que les professeurs fassent leurs cours dans un certain esprit. C'est d'après cette théorie que le ministère actuel change les règlements. La tendance du professeur à enseigner à ses auditeurs les données de la science sans égard à la façon dont le gouvernement entend cette science, est toujours envisagée chez nous comme la manifestation d'un certain esprit d'opposition ou même de révolte. Sous Alexandre Ier, l'Université, à peine instituée, devint l'objet de persécutions impitoyables. Des bruits sur l'esprit libéral qu'on reprochait à l'Université de Kazan,

y firent envoyer comme commissaire-enquêteur un certain Maghnitzky, fameux adversaire de l'instruction qui, après avoir été *jacobin* et comme tel exilé, s'était repenti et avait tourné casaque. Ce personnage méprisé fit un rapport à l'Empereur où il disait que l'Université était si imbue d'esprit malsain qu'il ne restait plus qu'à la détruire pour donner un exemple aux générations futures. Alexandre Ier voulut faire de la générosité: « Pourquoi détruire ce qu'on peut modifier » remarqua-t-il. Et les modifications commencèrent.

Pour donner une idée des exigences du gouvernement d'abors, il suffit de dire que le professeur de mathématiques, en parlant des triangles devait élever les cœurs des étudiants vers le ciel, en leur rappelant le mystère de la Sainte Trinité qui forme une unité comme les trois angles d'un triangle. Un étudiant mis aux arrêts ne pouvait en sortir qu'après avoir reçu l'absolution de ses péchés. Sous l'Empereur Nicolas, le célèbre professeur Granovsky se plaignait à ses amis qu'on ne lui permît pas, dans son cours d'histoire universelle, de faire mention non seulement de la Révolution française, mais de Luther et de la Réformation. D'ailleurs, Nicolas exposa lui-même très nettement ses idées sur l'éducation, dans le discours qu'il prononça à Kiev en 1839 : « Vous étudiez bien, dit-il aux étudiants, mais ce n'est pas encore assez ; la science seule n'amène pas de bons résultats ; j'ai besoin de fils fidèles du trône, j'ai besoin d'un dévouement sans bornes, d'une soumission qui ne raisonne pas, d'une obéissance absolue ». S'adressant ensuite aux professeurs, l'Empereur les menaça du doigt. « Et vous, dit-il, prenez garde. La science peut suivre son cours, mais si

vous n'avez pas soin de développer les notions de la morale chez les étudiants, si vous n'agissez pas sur leurs convictions politiques, j'aurai raison de vous à ma manière. » Les deux derniers empereurs n'ont jamais visité les universités, mais les hommes d'Etat contemporains sont capables de répéter presque mot pour mot les paroles de Nicolas. Ainsi dans l'Université de Kiev le gouverneur général, Drenteln, il y a deux ans, dit tout net aux professeurs que l'Université « porte la lourde responsabilité des crimes commis dernièrement en Russie. La racine du mal, continua-t-il, réside dans le goût des professeurs pour la popularité ». Bref, le gouvernement s'efforça toujours d'imposer à l'université un certain rôle politique : préparer de bons *tchinevniks* et fomenter parmi la jeunesse un courant d'idées qui lui soient favorables. L'Université, telle que la rêve le gouvernement, c'est un de ces bureaux du département de l'opinion publique que rêvait Napoléon Ier.

Pourtant l'Université, sous n'importe quel programme et sous n'importe quel contrôle, demeure quand même par le genre de ses occupations une source de science, et la science a besoin d'être libre. Par conséquent, l'Université a une tendance naturelle à se débarrasser de la tutelle administrative, à devenir comme un libre temple de la science libre. Certes, elle n'a jamais pu arriver à ce but, mais il est évident qu'en recevant à quelque dose cette liberté, elle communique involontairement aux étudiants des idées peu capables de développer en eux *le dévouement sans bornes*, *la soumission qui ne raisonne pas* et *l'obéissance absolue*. L'Université entre ainsi en lutte avec le gouvernement. Ce

dernier a sans doute en ses mains, outre le contrôle, le choix des professeurs, arme puissante, mais il est bien forcé de choisir ces professeurs dans l'*intelligentia*. Grâce à ces complications, le rôle de l'Université pâlit. Si le gouvernement n'a pas la force de la transformer à son goût, l'Université ne peut du moins atteindre le but auquel elle tendait.

Au début de son existence, et même ensuite durant une période de 50 ans environ, la pression du gouvernement sur elle était facilitée par la présence d'un grand nombre d'étrangers parmi les professeurs. Cette période du *règne des Allemands* — c'étaient pour la plupart des Allemands d'Allemagne ou des provinces de la Baltique, — laissa un souvenir pénible. Certes, la Russie avait trop peu d'hommes de science pour pouvoir se passer de ces étrangers; en tout cas elle leur doit une certaine reconnaissance. Mais les services qu'il lui rendaient lui coûtaient assez cher. La prédominance de l'élément étranger fut si forte qu'il y a 60 ans, dans quelques Universités, les cours ne se faisaient jamais en langue russe, mais toujours en allemand ou en latin. Les professeurs qui faisaient les leçons en russe, étaient tenus par le *parti allemand* pour des libéraux. Du reste, il n'était pas facile alors pour un Russe d'obtenir la place de professeur, puisque le parti allemand faisait tout son possible pour les empêcher d'arriver aux grades. Les hommes du *parti allemand*, même lorsqu'ils étaient de vrais savants et non de simples employés, avaient en tout cas ce défaut de ne pas connaître la Russie et les Russes et de les mépriser comme un *pays sauvage*, comme une *race inférieure*. Ces hommes étaient d'irré-

prochables serviteurs du gouvernement, et jusqu'au moment où il se forma dans l'Université un certain nombre de savants russes d'origine ou de cœur, car quelques étrangers surent s'attacher à leur nouvelle patrie — l'Université fut condamnée naturellement à jouer un bien faible rôle dans le mouvement des esprits. La science était loin de la vie, qu'elle ne connaissait pas et à laquelle elle ne s'intéressait même pas. Néanmoins, même dans cette première période de l'existence de l'Université, nous avons eu l'exemple d'une école supérieure qui créa toute une tradition dans l'éducation russe. Le lycée de Tzarskoïe Sielo, pendant le règne d'Alexandre Ier, grâce à sa direction libérale, parvint à créer une école. Il produisit toute une série d'hommes de lettres et de politiques qui périrent très nombreux dans la tentative de coup d'Etat du 14 décembre 1825. Un professeur de ce lycée, Kounitzine, s'est particulièrement illustré dans l'histoire de l'éducation russe; Pouchkine, élève de ce lycée, lui consacra ce toast :

> A Kounitzine, hommage de cœur et de vin !
> Il nous a créés, il alluma notre flamme,
> il éleva la pierre angulaire,
> il alluma la lampe pure de l'autel. »

Une autre période brillante dans l'histoire de notre Université correspond au règne sombre de Nicolas. C'était le temps où l'Université de Moscou formait un certain nombre de savants purement russes qui s'efforçaient d'établir un lien entre les sciences et les exigences de la vie russe. Le célèbre Granovski, dont j'ai parlé, se trouvait à la tête de toute une école et jouait

un rôle unique dans le développement de l'éducation russe. Dans ce cas-ci, comme dans les autres, l'influence des professeurs n'avait aucun caractère politique. A en juger par les cris de nos réactionnaires, on pourrait croire que nos professeurs ne font que de la politique. En réalité, il n'en est rien. L'élite de nos professeurs, ceux contre qui sont précisément dirigés ces cris, se proposent un but tout différent: ils s'efforcent de donner aux étudiants une science *vraie* et non la science officielle ; ils s'efforcent de faire des étudiants des *hommes*. C'est un courant purement humanitaire qui peut amener indirectement certains résultats politiques, comme tout ce qui d'une manière ou de l'autre sert à développer l'individu. C'est ce que nous voyons au temps de Granovski et ce qui continue jusqu'à nos jours. Cela suffit déjà pour exciter dans notre gouvernement la plus vive inquiétude. Au temps de Nicolas, nos gouvernants considéraient franchement l'éducation comme un mal inévitable qu'on ne pouvait pas éviter entièrement, mais qu'il fallait restreindre aux proportions strictement nécessaires. Le nombre des étudiants de chaque Université fut réduit à 300. Lorsque la noblesse du gouvernement de Baltique, qui n'était pas habituée à ces doses homéopathiques d'instruction, pria l'empereur d'augmenter le nombre des étudiants, Nicolas déclina la demande, disant que les nobles pouvaient entrer en nombre indéfini dans *les corps des cadets* et que le service militaire convenait à merveille à la classe noble [1].

1. Traduction russe de l'histoire de Lorentz avec des appendices de Markov.

Sous Alexandre II, les restrictions apportées au nombre des étudiants furent abolies, mais en revanche le prix des cours augmenta ; dès lors il fut de 50 roubles par an a peu près ; les étudiants chez nous ne payaient pas par objet d'enseignement et par examen, mais pour l'ensemble de l'enseignement. Actuellement, avec le nouveau règlement, on a élevé le prix des cours ; il est de 158 roubles, en moyenne, quoiqu'il varie beaucoup puisque aujourd'hui il est perçu par objet d'enseignement. Le gouvernement n'a pourtant pas fait preuve de générosité dans les dépenses pour l'éducation nationale. En 1884, la somme totale des dépenses d'Etat était de 800 millions de roubles, tandis que pour l'éducation on dépensait a peine 34 millions. Encore cette dépense ne ressort-elle pas exclusivement du ministère de l'instruction, mais se répartit-elle entre divers départements, puisque chez nous presque chaque ministère a ses écoles spéciales : instituts, séminaires, académies [1]. Le ministère de l'instruction publique n'a qu'un budget de 20 millions de roubles (2600000 roubles pour les Universités). Ainsi la part du ministère de l'instruction publique ne revient qu'à 2,5 % de toutes les dépenses de l'Etat.

Agissant avec cette prudence pour la diffusion de l'éducation, le gouvernement s'efforce de la tenir sous un contrôle vigilant, non pour que les sciences fleurissent mais pour qu'elles ne deviennent pas la source

1. Outre les Universités et les écoles primaires, le ministère de l'instruction publique a près de 210 gymnases et progymnases comprenant 55000 élèves et près de 70 écoles *réales* avec 15000 élèves. Le clergé (saint synode) entretient près de 60 académies et séminaires ayant 15000 élèves. Le ministère de la guerre donne l'éducation à plus de 12000 jeunes gens dans ses écoles de cadets.

des *idées perverses*. C'est peut-être par cette pression constante qu'on peût expliquer le rôle modeste de l'Université dans le mouvement intellectuel du pays. Il est remarquable, en effet, que les représentants de l'Université n'y ont pas joué un rôle brillant. Granovski fut sous ce rapport une véritable exception. En nous remémorant toutes les impulsions politiques ou sociales auxquelles a obéi la société russe, nous les voyons toujours émaner des publicistes et non des professeurs : Bielinsky, Hertzen, Khomiakov, Aksakov, Tchernyschevsky, Dobrolioubov, Pissarev, Bakounine, Lavrov, etc. On en peut dire de même chose des doctrines purement scientifiques qui se répandaient en Russie : le darvinisme, le positivisme, les théories économiques de Karl Marx, l'utilitarisme, etc. Ce n'étaient pas non plus des professeurs qui importaient ces théories. Et si nous trouvons des professeurs parmi les gens qui ont une influence plus ou moins grande sur l'opinion publique, ce sont toujours d'anciens professeurs qui n'ont pu s'accommoder de l'Université ou qui en ont été chassés. Une pléiade d'hommes de valeur, dans la littérature, dans la vie sociale ou politique du moment, a cette origine : Stassioulevitch, Kostomarov, Kaveline, Spassovitch, Chtchapov, Dragomanov, Engelgard, Chelgounov, Pypine, Ziber, et d'autres. Parmi eux, Dragomanov fut même forcé d'émigrer. Chtchapov finit ses jours en Sibérie. Engelgard et Chelgounov furent internés la moitié de leur vie. La position des professeurs est peu compatible avec un rôle important dans le mouvement intellectuel quelle qu'en soit la direction. Ainsi, par exemple, Sietchenov, ne jouant en fait aucun rôle en politique, mais

Sous Alexandre II, les restrictions apportées au nombre des étudiants furent abolies, mais en revanche le prix des cours augmenta ; dès lors il fut de 50 roubles par an a peu près ; les étudiants chez nous ne payaient pas par objet d'enseignement et par examen, mais pour l'ensemble de l'enseignement. Actuellement, avec le nouveau règlement, on a élevé le prix des cours ; il est de 158 roubles, en moyenne, quoiqu'il varie beaucoup puisque aujourd'hui il est perçu par objet d'enseignement. Le gouvernement n'a pourtant pas fait preuve de générosité dans les dépenses pour l'éducation nationale. En 1884, la somme totale des dépenses d'Etat était de 800 millions de roubles, tandis que pour l'éducation on dépensait a peine 34 millions. Encore cette dépense ne ressort-elle pas exclusivement du ministère de l'instruction, mais se répartit-elle entre divers départements, puisque chez nous presque chaque ministère a ses écoles spéciales : instituts, séminaires, académies [1]. Le ministère de l'instruction publique n'a qu'un budget de 20 millions de roubles (2600000 roubles pour les Universités). Ainsi la part du ministère de l'instruction publique ne revient qu'à 2,5 % de toutes les dépenses de l'Etat.

Agissant avec cette prudence pour la diffusion de l'éducation, le gouvernement s'efforce de la tenir sous un contrôle vigilant, non pour que les sciences fleurissent mais pour qu'elles ne deviennent pas la source

1. Outre les Universités et les écoles primaires, le ministère de l'instruction publique a près de 210 gymnases et progymnases comprenant 55000 élèves et près de 70 écoles *réales* avec 15000 élèves. Le clergé (saint synode) entretient près de 60 académies et séminaires ayant 15000 élèves. Le ministère de la guerre donne l'éducation à plus de 12000 jeunes gens dans ses écoles de cadets.

des *idées perverses*. C'est peut-être par cette pression constante qu'on peût expliquer le rôle modeste de l'Université dans le mouvement intellectuel du pays. Il est remarquable, en effet, que les représentants de l'Université n'y ont pas joué un rôle brillant. Granovski fut sous ce rapport une véritable exception. En nous remémorant toutes les impulsions politiques ou sociales auxquelles a obéi la société russe, nous les voyons toujours émaner des publicistes et non des professeurs : Bielinsky, Hertzen, Khomiakov, Aksakov, Tchernyschevsky, Dobrolioubov, Pissarev, Bakounine, Lavrov, etc. On en peut dire de même chose des doctrines purement scientifiques qui se répandaient en Russie : le darvinisme, le positivisme, les théories économiques de Karl Marx, l'utilitarisme, etc. Ce n'étaient pas non plus des professeurs qui importaient ces théories. Et si nous trouvons des professeurs parmi les gens qui ont une influence plus ou moins grande sur l'opinion publique, ce sont toujours d'anciens professeurs qui n'ont pu s'accommoder de l'Université ou qui en ont été chassés. Une pléiade d'hommes de valeur, dans la littérature, dans la vie sociale ou politique du moment, a cette origine : Stassioulevitch, Kostomarov, Kaveline, Spassovitch, Chtchapov, Dragomanov, Engelgard, Chelgounov, Pypine, Ziber, et d'autres. Parmi eux, Dragomanov fut même forcé d'émigrer. Chtchapov finit ses jours en Sibérie. Engelgard et Chelgounov furent internés la moitié de leur vie. La position des professeurs est peu compatible avec un rôle important dans le mouvement intellectuel quelle qu'en soit la direction. Ainsi, par exemple, Sietchenov, ne jouant en fait aucun rôle en politique, mais

devenu un représentant du *matérialisme*, perdit bientôt sa place. C'est par pur patriotisme qu'il n'a pas voulu quitter sa patrie alors qu'on lui proposait une chaire dans plusieurs Universités allemandes.

Le professeur s'enferma donc dans les murs de l'Université. Mais dans ces murs mêmes, ce n'est pas lui qui domine, ce n'est pas lui qui donne le ton, ce n'est pas lui qui imprime telle ou telle direction d'esprit aux étudiants. L'Université, c'est le rêve de la jeunesse de province; c'est pour elle je ne sais quel sanctuaire, un temple de la science, un endroit où le jeune homme peut résoudre toutes les questions, d'où il peut sortir muni de toutes les armes. Tout tend à l'Université. J'ai vu un jeune séminariste se rendre à pied d'Arkhanghelsk à Moscou (1200 verstes à peu près). Un autre jeune homme de ma connaissance, un Sibérien, pour entrer à l'Université se mit comme laquais au service d'un noble qui venait à Saint-Pétersbourg. Il n'y a pas de privation que ne supporte notre jeune provincial pour pouvoir se rendre à l'Université. S'il y parvient, il vit généralement dans une grande pauvreté, dans quelque chambre sale, souvent mourant de faim. Nos étudiants des diverses écoles appartiennent le plus souvent à la classe médiocrement aisée, souvent même tout à fait pauvre.

Dans ses rêves, notre jeune homme pense très peu à la *personne* des professeurs. Leur enseignement répond-il ou non aux attentes de la jeunesse: cette question semble être secondaire pour lui. Si elle est résolue dans le sens négatif, eh bien ! il cherche un maître dans la littérature ou dans les livres des savants étrangers. C'est là un fait fort remarquable. Certes, il se trouvera toujours parmi

les professeurs quelques savants appartenant à l'élite de l'*intelligentia*, et dès lors toujours prêts à aider la jeunesse dans son désir de connaître la vraie science. Ceux-là ne sont pas fort nombreux et sont bien souvent médiocres. En règle générale, l'influence des professeurs sur le développement de certaines tendances dans notre jeunesse est toujours insignifiante. Les jeunes gens s'instruisent sous des influences qui sont hors de l'Université, qui ne joue ici qu'un rôle machinal; elle fournit aux étudiants la bibliothèque, les musées, les laboratoires; elle les assemble par centaines, par milliers et leur donne ainsi la possibilité de se développer comme par un enseignement mutuel. Le collège des professeurs vit à part: il est encore heureux s'il ne se trouve pas en antagonisme direct avec les étudiants.

La discipline militaire et policière à laquelle l'Université était soumise sous Nicolas, ne pouvait sans doute pas rehausser, aux yeux des étudiants, l'autorité des professeurs. D'après le règlement de 1863, le collège des professeurs fut plus affranchi de l'arbitraire de l'administration. En revanche, les étudiants, comme corporation, furent décidément mis hors la loi. La loi ne reconnaissait dans l'étudiant qu'un simple particulier et poursuivait rigoureusement chaque manifestation de l'esprit de corps. Comme les étudiants par le simple fait de leur position sont une corporation, le collège des professeurs dirigeant l'Université était dans une position tout à fait fausse. Partout où le professeur a affaire à un étudiant, il se heurte non à un individu, mais à une personnalité collective, les besoins communs, les intérêts communs et les actes communs. On ne pouvait mécon-

naître la corporation des étudiants qu'en méconnaissant les étudiants en général. Les professeurs agissaient ainsi et ne pouvaient agir autrement sans violer à chaque pas la loi. Ainsi la loi de 1863, tout en rehaussant considérablement les collèges de professeurs, creusa peut-être encore plus profondément l'abîme qui les séparait des étudiants. Actuellement, ce règlement détesté par les réactionnaires, à cause de ses bons côtés, est aboli. La nouvelle loi de 1885 met les professeurs presque autant que les étudiants sous le pouvoir illimité de l'inspection. Peut-être cela les rapprochera-t-il les uns des autres, mais la mesure est trop récente pour qu'en en puisse voir les conséquences.

On peut conclure de ce qui précède combien l'accusation d'après laquelle les professeurs pousseraient les étudiants à la révolte, est peu fondée. Non seulement le professeur ne *veut* pas, mais il ne *peut* pas le faire. Si l'on peut accuser quelquefois les professeurs du mouvement des étudiants, c'est en ce sens que les étudiants ont très peu de confiance en eux. Ainsi les dernières révoltes à l'Université de Kiev, — elles ont fait exclure tous les étudiants, près de deux mille jeunes gens — éclatèrent parce que les étudiants ne croyaient pas un mot de ce que leur disait leur recteur, qui les trompait à chaque minute. Les soulèvements des étudiants proviennent en général de causes que les professeurs, à leur honte, sont parfois en mesure d'accentuer, mais qu'ils ne peuvent jamais écarter. C'est un accident triste de la vie russe que ces désordres, et pourtant il n'est peut-être pas une génération d'étudiants qui, durant les quatre années de cours, n'ait passé par cette épreuve.

Quelle est la cause de ces événements et quelle est leur signification? Quels sont les désirs des étudiants? Pensent-ils réellement changer quelque chose en Russie par leurs révoltes? C'est là la question que peut se poser le lecteur, puisqu'il n'entend pas les explications des étudiants et ne trouve jamais dans les journaux russes une description véridique de leurs soulèvements. En fait, il n'y a le plus souvent pas de *but*; il n'y a ordinairement que des *causes*. Nos étudiants, comme toute la classe éclairée regardent d'un mauvais œil le gouvernement. Il n'est pas rare de trouver parmi eux des gens ayant des idées tout à fait révolutionnaires. Enfin il s'en trouve aussi une petite quantité qui sont révolutionnaires de convictions et de conduite, qui forment déjà des plans d'action révolutionnaire : ce ne sont pas ceux-là qui sont les principaux acteurs des désordres universitaires. Au contraire, ils font tout leur possible pour prévenir les agitations pendant lesquelles leur propre situation est plus difficile : ne pas soutenir les camarades est impossible; ils y perdraient leur considération et la popularité indispensable à un conspirateur; participer à l'agitation, cela revient à être presque infailliblement déporté ou tout au moins à se voir placé sous la surveillance de la police, c'est-à-dire à perdre la possibilité de travailler pour la cause révolutionnaire par le complot ou par la propagande. Dans la plupart des cas, l'agitation commence parmi les étudiants qui n'ont rien de commun avec les révolutionnaires. Pourquoi donc s'agitent-ils? Comment ne s'agiteraient-ils pas, si pour l'étudiant tout au monde est défendu, si bien qu'il ne peut bouger sans commet-

tre un crime, et par conséquent sans s'attirer une semonce, un grossier et brutal rappel à l'ordre, une punition ? Quelques étudiants s'assemblent-ils pour une simple causerie, — la police soucieuse commence déjà à rôder sous les fenêtres ; dans l'enceinte même de l'Université, — chaque démarche est espionnée par les agents de l'inspection. Le moindre mot subversif, prononcé par un étudiant, est immédiatement suivi de représailles Un livre défendu — et c'est ceux-là qu'il est intéressant de lire — sert de prétexte d'arrestation, voire de déportation. Les étudiants s'assemblent-ils sur l'escalier de leur école, l'inspecteur disperse brutalement le groupe. Si l'idée leur vient d'intervenir en faveur de leurs camarades maltraités, les étudiants commettent un crime en présentant une pétition collective. Toutes ces chicanes futiles se répétant chaque jour, chaque heure, accumulent enfin peu à peu un mécontentement qu'un rien transforme en une protestation irraisonnée.

En janvier 1882 eut lieu à Kharkov, dans un cercle ou dans un théâtre, une dispute entre plusieurs étudiants et un journaliste réactionnaire qui écrivait des pamphlets contre la jeunesse. Un étudiant traita ce dernier de lâche ; le journaliste jeta son verre à la figure de l'étudiant... Il semblerait que les autorités universitaires n'avaient rien à voir dans cette dispute survenue hors des locaux universitaires, car selon la loi, les étudiants hors de l'Université sont soumis exclusivement à la police générale. Mais non... Le conseil universitaire se décide à faire preuve de zèle et à exclure les insolents de l'Université. Cette basse complaisance pour la police

indigna les étudiants ; ils tentèrent de défendre leurs camarades ; ils tinrent des réunions ; ils firent du vacarme. L'arbitraire policier entra en scène. On ferma l'Université. On prononça l'exclusion de 55 étudiants pour cause de désordre.

En octobre 1882, des désordres éclatèrent à l'Université de Saint-Pétersbourg. Un financier fort connu organisa pour les étudiants, à titre de donation, un phalanstère qui pouvait contenir 150 hommes. Cet homme d'argent est loin de jouir en Russie d'une brillante réputation. On raconte que le tzar lui-même avait dit à cette occasion : « Il est facile de faire des donations avec de l'argent volé ! » Les étudiants se sentirent plutôt blessés que reconnaissants de ce cadeau ; il s'en trouva cependant une centaine qui se rendirent au festin solennel organisé à l'occasion de l'inauguration et offrirent au donateur au nom des étudiants une flatteuse adresse de remercîment. Les étudiants furent indignés. Quel droit avait-on de parler en leur nom, et de dire des choses qui, selon eux, portaient préjudice à leur honneur ? Ils rédigèrent une déclaration collective dans laquelle ils constataient que l'adresse était l'acte personnel de ceux qui l'avaient signée. Qu'arrive-t-il? Leur conduite est déclarée illégale. Comment ont-ils osé se réunir ? Comment ont-ils osé rédiger une déclaration collective? Les autorités universitaires s'adressent en toute hâte à la police et lui demandent des secours. Voilà les désordres !

Dans les derniers désordres de Kiev (1884), c'est la même histoire. L'Université se préparait à fêter son jubilé. Or, il faut le dire tout de suite, l'Université de Kiev jouit par toute la Russie d'une triste renommée. Nombre

de ses professeurs se sont trouvés mêlés à des abus commis par la municipalité. Certains professeurs sont connus comme délateurs au point d'être méprisés par la police : « Chez nous, ce ne sont pas les gendarmes et les mouchards qui sont à redouter, disait récemment un membre marquant de la société de Kiev : ce sont les professeurs de l'Université. » On comprend qu'entre les étudiants et un pareil collège professoral les rapports ne sont pas très cordiaux. Sachant cela, le recteur de l'Université ayant peur que, pendant le jubilé, le mécontentement des étudiants ne se manifestât sous une forme quelconque, se mit pour l'éviter à les courtiser et les invita même à participer à l'organisation de la solennité. L'entente ne dura pourtant pas bien longtemps. Les étudiants ne pensaient nullement à faire du désordre; ils voulaient organiser leur solennité pour qu'elle soit réellement une fête de la science, une fête intellectuelle. Etant donnée la persécution actuelle contre tout ce qui est lumière et intelligence, ce plan prenait involontairement le caractère d'une manifestation toute d'opposition. Soudain le recteur change de ton, il déclara grossièrement qu'il était seul maître de la fête et qu'il organiserait tout, comme il lui plairait. Les étudiants s'agitèrent. Pourquoi les avait-on donc invités? N'était-ce que pour les blesser plus douloureusement et leur rappeler que selon la loi ils n'étaient rien? Le recteur, voyant grandir le mécontentement, décida que, pour prévenir les désordres possibles, les étudiants ne seraient pas admis au jubilé ! Cette mesure absurde, inattendue, porta tout aussitôt ses fruits. Les étudiants que l'on n'avait pas admis à leur

propre fête, que l'on avait irrités et blessés comme à plaisir, quelques heures seulement avant la solennité, se rassemblèrent dans la rue devant l'Université, sifflèrent le recteur et divers représentants marquants de la réaction, comme par exemple M. Pobiédonostsev, lancèrent même des pierres contre leurs voitures. Dans la soirée, ils firent au recteur un charivari et avec des pierres brisèrent les vitres de sa maison. C'est ainsi que l'Université fêta son jubilé. Plusieurs jours après, tous les étudiants, même ceux qui, au su de tout le monde, n'avaient nullement participé à la manifestation, furent en masse exclus de l'Université. M. Katkov eut assez d'impudence pour défendre l'*équité* de ce châtiment. « *Les étudiants qui n'ont pas pris part à la manifestation*, déclara-t-il dans la *Gazette de Moscou*, *sont responsables de n'avoir pas su la prévenir.* » Voilà la logique réactionnaire ! On ne reconnaît pas les étudiants comme corporation ; on leur défend toute réunion, toute organisation; en même temps on admet le principe de la responsabilité corporative !

L'immense majorité des désordres universitaires a précisément ce caractère : ce n'est pas un fait prémédité, c'est une protestation toute réflective, excitée par un des innombrables prétextes que fournit l'absence de tous droits chez l'étudiant. L'arbitraire et l'émeute sont toujours les deux côtés d'une seule et même médaille, mais assurément dans un milieu de gens jeunes qui s'enflamment plus facilement, l'arbitraire fomente plus souvent l'émeute que dans un autre milieu. Nos désordres universitaires, qui ont pour résultat la perte de tant de centaines de jeunes gens, constituent à ce titre un malheur

inévitable jusqu'au jour où la Russie possédera enfin des lois fortes qui consacreront les droits de l'individu et de toute corporation formée naturellement.

IV

Le rôle de la littérature est bien autrement en vue.

Pendant une période de cent cinquante ans, c'est-à-dire à partir de sa naissance [1], la littérature a été dans les mains de l'*intelliguentia* le principal moteur du développement politique et social de la Russie. Elle fut pendant cette période la création la plus marquante du génie national. Elle est donc profondément intéressante à étudier et il serait désirable que le public français en possédât enfin un bon aperçu. Intéressante par elle-même, par ses couleurs originales, par sa hardiesse

1. Notre langue écrite existe depuis presque dix siècles. La Russie ancienne et la Russie des tzars moscovites possédaient déjà certains germes de littérature qui produisirent quelquefois des œuvres d'une grande valeur, la *Chronique de Nestor*, le *Chant de la légion d'Igor* ou la comédie moscovite *Frol Skobeiev*. Considérée en général néanmoins, cette littérature est scolastique et sans portée. Seule, la littérature non écrite, la littérature populaire, — chansons, ballades et contes — était un vrai trésor de poésie. La littérature écrite ne se développa qu'après Pierre le Grand ; c'est sous son règne que l'alphabet actuel fut créé. L'influence européenne, sous laquelle naquit notre littérature, agit aussi sur la langue qui, au XVIIIe siècle, était corrompue au point de nous paraître aujourd'hui ridicule. On peut considérer l'époque de Pouchkine et de Gogol comme le moment où notre langue s'affranchit et où notre littérature prit un caractère vraiment national.

de formes et parfois d'idées, elle est plus intéressante encore comme reflet fidèle de la vie russe. Malgré les sévérités de notre censure, notre littérature, considérée en bloc, peut être caractérisée par son extrême honnêteté, sa tendance aiguë à la vérité artistique.

Malgré les nombreuses traductions que l'on a publiées en France pendant ces dernières années, notre littérature y est encore très insuffisamment connue [1]. A mon grand regret, je ne puis ici lui consacrer l'étude dont je sens la nécessité et qui demanderait, hélas ! beaucoup trop de place. J'insisterai donc de préférence bien plus sur le côté social de la question, que sur le côté purement littéraire.

Dans le chapitre que j'ai consacré à définir la classe éclairée, j'ai été constamment obligé de parler de la littérature. Notre littérature est en effet sa création favorite : elle reflète tous ses traits caractéristiques. Les tendances générales de l'*intelliguentia* ont imposé leur empreinte à la littérature, en lui communiquant du coup un caractère sérieux. Je n'emploie pas ici le mot *sérieux* dans le sens d'*ennuyeux*, j'entends dire seulement que notre littérature, par ses convictions, par ses idées, n'est pas une littérature amusante et même

1. L'admission d'articles, comme celui que mademoiselle Olga Smirnoff y a publié récemment, dans une revue aussi sérieuse que la *Nouvelle Revue* me paraît concluant à ce point de vue. Mademoiselle Smirnoff y parle des mérites littéraires de divers archevêques (Philarète et Innocent) et en même temps elle accorde une indulgente mention (!) à Chtchédrine (Saltykov). Ce n'est même pas une appréciation fausse. Je vois d'ici le sourire de madame Adam si elle avait pu lire elle-même les lourds ouvrages de nos *Bossuets russes* et avec son goût littéraire si délié en comparer les auteurs au talent plein d'éclat et de puissance de Chtchédrine.

ne se propose pas pour but la création d'œuvres indifféremment belles ou spirituelles. A plus forte raison encore, elle n'est, le ciel nous en préserve, ni un état, ni un gagne-pain. Elle se considère comme une grande œuvre sociale, une grande arme de progrès, un grand moyen de développer la pensée nationale. Pour un écrivain russe honnête, il n'est rien de plus pénible et de plus humiliant que d'être obligé de se prêter aux goûts du public ou de ne travailler que par lucre. Pour un journaliste, il n'y a pas d'accusation plus blessante que celle de songer surtout au nombre des exemplaires vendus.

Quand M. Souvorine[1], rédacteur en chef du *Nouveau Temps*, déclara qu'il était temps que la littérature descendît de son piédestal et comprît qu'elle était un état comme un autre, qu'elle était soumise aux mêmes lois de l'offre et de la demande, et qu'il n'y avait là rien d'humiliant, l'article fut accueilli comme la manifestation de la plus éhontée, de la plus dégoûtante prostitution littéraire.

Jusqu'ici tout écrivain de quelque valeur, de quelque honnêteté, a sur lui-même et sur sa profession de tout autres idées. Il est un travailleur de la cause sociale, il doit faire non pas ce que désire le public, mais ce qu'il juge lui-même juste et utile. Une pareille conception de la littérature, toute naturelle étant donné le caractère de l'*intelliguentia*, fut particulièrement fortifiée

1. Il se peut que cet article ne fut pas de M. Souvorine, mais de son collaborateur le plus intime, M. Bourénine, cela revient au même, car ils travaillent ensemble et peuvent être mis sur la même ligne pour les éléments intellectuels et moraux qu'ils apportent dans notre littérature.

par l'école de l'Art pour l'Art, par Pouchkine et d'autres. Plus tard cette école a souvent été accusée d'indifférence pour la vie, reproche complètement dénué de fondement chez nous. Certainement Pouchkine déclare hautainement au public :

> Allez-vous-en, quel besoin
> le poète paisible a-t-il de vous !

Certainement, il s'écrie :

> Poète, ne donne aucun prix à l'amour du peuple.

Selon l'admirable expression de Ivan Tourguéniev, il a laissé un magnifique testament à l'écrivain russe :

> Par un chemin libre,
> va où te conduit ton libre esprit.

Il est pourtant ridicule de voir là de l'indifférence pour la vie. Ce n'est qu'une manifestation contre la soumission de l'écrivain au joug de la *rue* et du *moment*. Servir honnêtement la société, l'histoire, c'est une autre affaire. Pouchkine ne voulait pas être l'esclave de la rue et du moment, justement parce qu'il voulait servir la société et l'histoire. Quand il déclare avec le même orgueil : « *Je me suis érigé un monument plus grand qu'une œuvre humaine*, » il explique tout de suite lui-même pourquoi ce monument est grand, parce que le poète fut *utile aux hommes*, fit appel à la miséricorde pour *les misérables*, etc. L'art et la pensée doivent être libres, mais il tombe de soi sous le sens, que cet art et cette science libres

sont de la plus grande utilité pour les hommes en les élevant, en élargissant leur horizon, en leur dévoilant les mystères de la vie. La tendance à servir l'humanité est si forte, que deux fois déja deux des plus vigoureux talents de notre littérature furent poussés par elle à des actes voisins de la folie. Gogol abandonna ses *Ames mortes* pour publier une absurde *Correspondance avec des amis*, dès que son esprit malade s'imagina que *cela serait plus utile*. Aujourd'hui Léon Tolstoï abandonne l'art avec mépris, dès qu'il a acquis la conviction qu'il *avait enseigné les hommes sans savoir lui-même ce qu'il enseignait*...

Notre école naturaliste est imprégnée de cette tendance à servir l'humanité. L'école naturaliste qui, on peut l'affirmer, a créé la littérature russe, est elle-même venue au monde au temps de la plus cruelle réaction, sous Nicolas Ier. L'*intelligentia* voyait trop l'impossibilité absolue d'une lutte directe; l'élite des forces du pays que n'avaient pas exterminées les représailles qui suivirent l'émeute du 14 décembre, s'appliquèrent à préparer un meilleur avenir par le développement intellectuel du pays. Ce développement devint pour elle un objet d'adoration. Cette même réaction qui persécutait la science, asservissait l'école, ne tolérait aucune activité politique et sociale, rendait cependant fort difficile la tâche de ces pionniers. Quelle voie suivre, quels moyens employer? Tout était écrasé, mais tout n'était pas écrasé au même degré. En entrant dans la région de l'art, l'homme éclairé sentait tout de suite qu'ici il pouvait faire quelque chose, alors que dans toute autre région il ne pouvait rien.

En réalité, ici aussi, la censure ne chômait certainement pas... Nos censeurs défendaient par exemple un poème par cette seule raison qu'il parlait d'amour, ce qui *en temps de carême est inconvenant*. L'auteur écrivait-il :

> Oh ! combien je voudrais dans le silence des pays déserts,
> Ignoré de tous, m'habituer près de toi à la félicité.

Le censeur interdisait et ajoutait l'annotation suivante : « *Cela signifie que l'auteur ne désire pas continuer son service à l'empereur, afin d'être toujours avec sa maîtresse ; au surplus, on ne peut s'habituer à la félicité qu'auprès de l'Evangile et non auprès des femmes*[1]. »

Le corps de garde où on enfermait les jeunes écrivains comme des écoliers, dès que la fantaisie en venait à l'administration, était toujours plein. Néanmoins l'art était considéré comme une chose si insignifiante qu'on ne le redoutait pas... L'empereur Nicolas n'était pas poltron : il n'avait pas peur de ce qui, selon lui, n'avait pas une force vraiment sérieuse. Et quelle force peut avoir l'art ? Un esprit élevé au milieu des baïonnettes, des canons, des sabres de gendarmes ne pouvait s'imaginer la force que sous des formes grossières. Assurément une proclamation séditieuse ou bien la critique des actes gouvernementaux, toute intervention directe de la littérature dans les affaires politiques — c'est dangereux. Mais l'art ! Quelle idée ! — Après avoir fait revenir de l'exil Pouchkine, l'empereur Nicolas lui posa cette question :

— Dis-moi franchement, Pouchkine, si le 14 décembre tu avais été à Saint-Pétersbourg, aurais-tu pris part

1. *Renseignements historiques sur la censure russe.*

à l'émeute ? — Infailliblement, Sire, répondit le poète.

Cette franchise excessive plut à l'empereur, et, quand Pouchkine lui promit de ne plus s'occuper de politique, il lui accorda foi entière. Puisqu'il ne s'occupait effectivement pas de politique, pourquoi ne lui eût-on pas permis d'écrire ? Quel danger peut présenter un poème quelconque ? L'empereur Nicolas devint le protecteur décidé de Pouchkine et son *censeur*. Grâce à cette protection le poète put résister à l'action pernicieuse de la censure. L'empereur accorda de même sa protection à Gogol. La célèbre comédie le *Révisor* fut interdite par la censure. L'interdiction déplut à l'empereur et il donna l'ordre de mettre en scène cette cruelle satire de sa propre administration. Dans un des actes, le préfet lançait au public, qui riait à gorge déployée : « Qu'avez vous à rire ? C'est de vous-mêmes, que vous riez. » L'empereur était au nombre de ceux qui riaient, mais non du nombre de ceux qui pouvaient comprendre le sens amer de cette apostrophe. L'Empereur n'était pas seul à agir vis-à-vis de l'Art avec cette méprisante indulgence. L'idée était générale. Les uns s'en amusaient, comme d'un objet de luxe. Les autres le méprisaient tout simplement. Un général, supérieur de Lermontov, lui dit un jour : « Est-il vraiment possible que vous fassiez des vers ? Rougissez, jeune homme : vous êtes gentilhomme et officier ! » Le général n'était pas fâché que Lermontov dans ses vers se montrât très révolutionnaire pour son temps et son pays, oh, nullement ! il ne le savait même pas. Tout simplement des occupations si futiles lui semblaient indignes d'un gentilhomme et d'un officier.

Cette méprisante inattention crée pour l'art une situation privilégiée. La littérature politique, même la plus modeste, n'était à aucun prix tolérée. Sous le couvert des belles-lettres, Gogol écrit ses satires, Hertzen compose *A qui la faute ?* et les *Mémoires du docteur Kroupov* où il met en cause les bases mêmes de la société humaine ; Siergueis Aksakov, censeur lui-même, écrit sa *Chronique de famille* et les *Jeunes années du petit-fils de Bagrov* [1] qui, peut-être à l'insu de leur auteur, prononcent une terrible sentence contre les propriétaires de serfs. La loi n'a aucune notion des droits de l'homme ; tout est humilié et asservi. Lermontov ne se lasse pas d'appeler les hommes à la liberté et place l'*homme* au-dessus de toutes les lois conventionnelles. L'idée fondamentale de *l'Art pour l'Art* était elle-même alors pour la Russie on ne peut plus révolutionnaire. L'homme chez nous était partout un zéro, nul ne se souciait de lui. Dans l'Art, cette personnalité humiliée ne reconnaît au-dessus d'elle aucune autorité, ni celle du gouvernement ni celle de la société : — « Je ferais ce que je voudrais, déclare-t-elle, selon les indications de ma raison, de mon talent et de ma conscience, et personne n'a de pouvoir sur moi ! »

Cette liberté relative attira vers les belles-lettres une multitude de talents. Il était rare alors celui qui n'essayait pas d'écrire des vers, des nouvelles, un roman. On s'adonnait à l'Art avec une sorte de piété. Les talents

1. Les romans d'Aksakov qui, en Russie même, ne sont pas suffisamment appréciés, demeurent complètement inconnus à la France. Cependant, c'est le chef-d'œuvre du roman russe au-dessus duquel nous n'avons que les œuvres de Léon Tolstoï.

étaient recherchés, entourés de soins. Découvrir un talent littéraire, c'était pour tout homme de l'*intelliguentia* un acte qui lui faisait honneur, un devoir bien doux. C'est ainsi que fut sauvé pour les lettres le poète petit-russien Chevtchenko, et quand ensuite, après une satire contre le tzar, il fut envoyé au Turkestan comme simple soldat, l'assistance des admirateurs de son talent allégea considérablement le poids de ce terrible châtiment [1]. Gogol, arrivant à Saint-Pétersbourg de la province, inconnu et sans fortune, ne put ainsi faire son chemin et se livrer sérieusement au développement de son talent que grâce à la protection de Pouchkine et de quelques autres. C'est aussi de la sorte que put se développer le talent de Koltzov, pauvre petit bourgeois de province, qui composa d'admirables chants imprégnés du souffle populaire. Ainsi, et par la force naturelle des choses et par une préméditation voulue une multitude de forces, presque toutes celles dont disposait la Russie intelligente, étaient attirées indéniablement vers les belles-lettres.

L'école *naturaliste*, à la tête de laquelle on place ordinairement Gogol, disciple lui-même de Pouchkine, avait pour principe une stricte fidélité à la vie réelle, et ce principe qui fut peut-être raffermi davantage par l'influence de Balzac, s'accordait, on ne peut mieux, avec les

1. Chevtchenko n'écrivait pas en russe, mais exclusivement en petit russien. « Je le puis, mais je ne le veux pas » dit-il dans la même satire. En exil, il lui fut défendu d'écrire et de dessiner, (il était peintre de talent). Ce châtiment valait les travaux forcés sous Nicolas et il était infligé très fréquemment. Parmi les plus éminents auteurs de cette époque, Bestoujev-Marlinsky, Poléjaïev, etc., y furent soumis.

tendances à servir la société professées par l'*intelliguentia*. Il est naturel que plus l'art se rapproche de la réalité, plus il en reflète les tendances. Ainsi naît le roman social qui, de concert avec la satire, est le fond caractéristique de notre littérature.

Le roman social décrit plutôt la société que l'individu : ce qui est bien plus artistique, car en réalité l'individu ne se développe que dans la société. Puis cela donne à l'art une portée sociale directe : l'artiste se transforme en homme politique, la critique plus ou moins en critique sociale, car tout en analysant les œuvres artistiques, elle s'occupe à proprement parler de la vie réelle, de ses aspirations, de ses complications.

Dans la région de la critique d'art, on doit surtout retenir le nom de Vissarion Biélinsky. Tourguéniev comparait son influence sur le développement de la civilisation russe à celle qu'eut Lessing en Allemagne. D'un incomparable instinct artistique, d'une extrême honnêteté, doué d'une intelligence capable des conceptions sociales les plus profondes, Biélinsky fit de la critique d'art une telle chaire d'enseignement humanitaire, que la Russie ne pourra cesser de la regretter, quelles que soient les limites de développement qu'il lui sera donné d'atteindre. Biélinsky fut encore un maître de notre langue russe qui, dans son œuvre, est toujours aussi forte qu'élégante. Comme styliste, Biélinsky ne céda le pas qu'à Granovsky de qui j'ai parlé et dont le style est le dernier mot du perfectionnement qu'a pu atteindre notre langue.

Ainsi l'*intelliguentia*, ne pouvant directement jouer un rôle social, se fit de l'Art une compensation, un pe-

tit monde qui lui appartenait sans partage et dans lequel elle jugeait, analysait et créait ses conceptions de l'idéal social. Pour les puissants d'ici-bas, ce petit monde isolé ne semblait être qu'un jouet. En réalité, c'était la vraie vie russe jugée par la pensée naissante de la classe éclairée. Ce jouet nous apprit à nous connaître nous-mêmes ; il accomplit la plus grande partie de cet immense travail de conscience nationale, qui plus tard obligea Alexandre II à entreprendre les réformes. Durant une période de vingt à trente ans, les belles-lettres et la critique d'art tinrent à la Russie lieu de tout : de philosophie, de sociologie, de littérature politique. C'est par l'art que la Russie fut convaincue de l'imprescriptibilité des droits individuels, de l'absolue nécessité d'émanciper les serfs, de l'irréfutable importance du *self-government*, etc.

Cette grande œuvre de la littérature artistique fit naître en Russie un profond respect pour l'Art, respect que ne purent détruire les vicissitudes de l'époque suivante qui y produisirent une vraie révolution.

Cette révolution eut lieu au début du règne d'Alexandre II. Les forces accumulées pendant la période précédente manifestèrent enfin leur influence dans la politique, et forcèrent le gouvernement à donner une plus grande liberté à la presse. Jusque-là la littérature d'art avait régné sans partage. Dès lors, elle dut se replier sur elle-même pour faire place à la presse politique. En soi c'est un fait entièrement normal et qu'il serait ridicule de trouver regrettable. Mais la littérature politique ne se contenta pas d'occuper la place qui lui *appartenait de droit*, elle sortit de ses limites et

envahit même le roman, privant ainsi pour longtemps l'Art de sa liberté morale sans laquelle il lui est impossible de se développer.

Comme tout au monde, cette révolution eut pourtant ses causes fatales. Après la campagne de Crimée, la Russie sembla s'éveiller d'un lourd sommeil. Elle se vit au bord d'un gouffre. La confiance dans la force du gouvernement s'écroula. La patrie était en danger ! Tous se mirent à parler de la nécessité des réformes. L'activité politique devint soudain le principal besoin du moment et la littérature ne put rester insensible à ce besoin. La presse politique apparaît créée pour ainsi dire de force. Je dis de force, car le gouvernement d'Alexandre II n'était nullement disposé à tolérer son apparition. Mais l'*intelliguentia* se sentait déjà la force d'agir seule. La presse politique impossible en Russie, apparaît à l'étranger... « Maintenant ou jamais, » dit Alexandre Hertzen à la première nouvelle de la mort de Nicolas, et immédiatement il entreprit à Londres la publication de l'*Etoile polaire* que remplaça ensuite la célèbre *Cloche*. *Vivos voco*, cette devise de la *Cloche* devait être prophétique. Le journal, défendu naturellement en Russie, pénétra pourtant partout, même au Palais d'hiver, et créa à Hertzen un vrai parti. Dès ce moment, il devenait absurde de défendre *complètement* en Russie la littérature politique. Le gouvernement se sentit obligé de relâcher les rênes, d'autant plus que, sous la pression des circonstances, il était forcé d'entreprendre des réformes sérieuses, et en vertu de ces réformes d'admettre au ministère et dans les commissions gouvernementales ceux qu'il haïssait tant, les *rouges* :

Nicolas Milioutine et ses coreligionnaires. Le parti des réformes, dès qu'il occupa une certaine place dans le gouvernement, ne tarda pas à réclamer le concours de la presse, étant assuré que, si la moindre liberté lui était donnée, la presse défendrait de toutes ses forces les réformes. Cette prévision se trouva justifiée avec éclat. La presse, à laquelle il fut enfin possible de parler, mit en vue de remarquables talents, parmi lesquels il faut retenir les noms de Tchernychevsky et Dobrolioubov [1].

En quelques mois, les réactionnaires furent tellement refoulés par la presse, qu'ils n'osaient souffler mot, et s'ils s'y risquaient, — comme le journal de la noblesse, *Viest* — ce n'était que pour devenir un objet de risée générale. Bref, la presse posa de telle sorte la question de l'émancipation des serfs (la première à l'ordre du jour) que tout pas en arrière devint tout simplement impossible.

La presse dépassait de beaucoup les limites que les *rouges* du ministère tenaient pour nécessaires. La classe éclairée voyait alors dans ses rêves une révolution générale en Russie, peut-être pacifique, peut-être sanglante, très nuageuse dans ses détails, mais en tous cas rebâtissant le pays entier, de haut en bas, sur les bases de la liberté et de la justice. La presse lui préparait le terrain, elle s'attaquait à tout fait de violence, d'injustice, d'exploitation, elle s'efforçait d'extirper *tout ce qui est indigne, sauvage, méchant.* — La certitude de l'approche de la révolution faisait illusion à tous les esprits et les mettait tous dans un état de

1. Ils écrivaient tous les deux dans le *Contemporain*, qui devint bientôt l'organe le plus influent de notre presse.

surexcitation fiévreuse. Tout le monde veillait dans l'attente de grands événements. Le moment semblait exceptionnel et il l'était en réalité. Il fallait travailler sans perdre une seconde.

Comment eût pu se dérober à ce travail la littérature d'art qui, depuis longtemps, avait si vaillamment servi la Russie, qui par ses services s'était érigé un monument plus grand qu'une œuvre humaine?... La réponse n'était pas douteuse. La tendance civique emporte la littérature avec une force irrésistible. L'Art, l'éternelle beauté, la création — tout cela est parfait, tout cela l'a été et le sera de nouveau dans son temps. Maintenant il faut lutter. Le roman, la nouvelle, la poésie — tout devient tendantiel. Ils accusent, lancent des proclamations, excitent, peignent le portrait de vertueux citoyens comme on n'en a jamais vu. Chacun cherche à faire progresser une *idée* quelconque. A la tête de ce roman tendantiel qui a longtemps régné et qui maintenant encore n'a pas entièrement disparu, il faut certainement placer le *Que faire?* de Tchernychevsky. Ce roman fit en Russie un bruit sans précédent, il fut bientôt interdit et resta pendant de longues années l'évangile de la jeunesse. On en imitait les héros, on formait ses idées à leur école. Au point de vue de l'Art, ce roman est pourtant fort ordinaire. Tchernychevsky est grand comme penseur; comme économiste, il est le premier en Russie, comme publiciste, il a fort peu de rivaux, mais il n'est pas romancier [1]. Seules, plusieurs scènes de *Que faire?* peuvent

1. Il existe un autre roman de Tchernychevsky, celui-là, inachevé, *Le prologue du prologue*. Certes, il n'est nullement remarqua-

être considérées comme passables. Elles empoignent le lecteur non par l'art, mais par la pensée. Dans les romans à tendance de Mikhaïlov (Cheller), Kholodov, Ghirse et d'autres, les qualités de *Que faire ?* ne se retrouvent plus qu'à des doses microscopiques, tandis que ses défauts grandissent dans une proportion toute contraire. La tendance n'existe pas seulement dans le camp des progressistes. Les ouvrages des réactionnaires Stebnitsky et plus tard Avséienko, Boleslas Markévitch, etc., sont, sous ce rapport, encore plus monstrueux. Markévitch ne peut s'imaginer un officier de la gendarmerie qui ne soit « élégant, » et un *nihiliste* qui ne soit « un être monstrueux, méchant et faible ». Un libéral est toujours chez lui un sot et un lâche ; le gentilhomme conservateur resplendit de beauté physique, d'esprit, de ferme volonté... Les romans peignent toujours les funestes conséquences du nihilisme [1]. La tendance nuit même à des talents très remarquables, comme celui de Piesiemsky, oblige un poète de talent Alexis Tolstoï à écrire contre les *nihilistes* des vers absolument mauvais. La même tendance civique préjudicie même à Tourguéniev en l'obligeant à faire le *portrait des générations*. Dans *Pères et Enfants*, il est déjà forcé de recourir à de fausses généralisations. Dans *Terres*

ble au point de vue artistique, mais il a beaucoup d'intérêt, car il met en scène un grand nombre d'hommes politiques très connus du dernier règne que Tchernychevsky eut souvent l'occasion d'observer.

1. Mademoiselle Olga Smirnoff, dans son article, traite cet auteur de romancier de talent. Peut-être en était-il doué naturellement, mais ce don fut écrasé par les tendances politiques; il n'a pas écrit un bon roman.

vierges, il décrit tout simplement des choses sur lesquelles il n'a aucune notion.

A coup sûr, cette furie de tendance influa bien plus funestement sur les talents jeunes qui n'avaient pas encore mûri. Tels Pomialovsky, Rechetnikov. Sortis des classes inférieures, ces romanciers brûlaient d'indignation. Ils ne se souciaient nullement de l'art. Ils ne brûlaient que d'un seul désir — montrer toute l'étendue du mal. S'ils eussent vécu vingt ans plus tôt, leur talent eût sans nul doute grandi sous d'heureuses influences et qui sait, ils eussent peut-être créé quelque grande œuvre. Il en arriva tout autrement. Les *Esquisses de la Bourse* (séminaire) de Pomialovsky étaient pleines de promesses. L'auteur mourut bientôt et il ne pouvait pas ne pas mourir. Il menait une vie affreuse. Brisé par la terrible lutte qu'il eut à soutenir pour sortir de son milieu, plein d'une haine brûlante pour l'ordre établi, il buvait, il buvait sans pitié, il se traînait sans cesse dans d'ignobles bouges au milieu des adeptes du crime et de la débauche, en partie pour sonder la profondeur du mal social, en partie par une sorte de désir maladif de montrer à *la société comme il faut* qu'il ne voulait pas rester en sa compagnie, qu'il préférait à ses vertus hypocrites — la société des voleurs et des femmes publiques. La vie de Rechetnikov fut courte également. Les *Podlipovtzy* et *Où est-il mieux?* malgré l'absence complète de science de l'art, contenaient les germes d'un grand talent. Ce talent ne fut jamais développé. Fils de prolétaire, facteur de son métier, ayant reçu une éducation des plus médiocres, Rechetnikov entra dans la littérature avec le seul désir de montrer *combien souffrait*

le pauvre peuple. Il est même douteux qu'il ressentit un désir quelconque de travailler à se perfectionner dans l'Art; puis il ne l'aurait même pas pu, écrasé qu'il était par la misère...

La critique d'art était loin de contrecarrer la propagation excessive des tendances civiques; au contraire elle la secondait de toutes ses forces. En réalité, elle s'était elle-même complètement anéantie de sa propre volonté et s'était transformée en critique sociale. Le dernier critique littéraire Dobrolioubov consacrait déja à peu près toutes ses forces a la politique *sur le terrain de la critique littéraire*. Dobrolioubov comprenait encore les exigences de l'art et il pouvait beaucoup lui donner. Son successeur Pissarev — (Dobrolioubov mourut bientôt) — alla plus loin. Tout simplement il déclara la guerre à l'Art, a l'esthétique. Il dépensa la plus grande partie de son immense talent en de hardis paradoxes et en une sophistique destinée à ruiner le prestige des grands maîtres de l'art, tels que Pouchkine, etc. Le but direct de cette tactique était de détourner les talents de l'Art et de les pousser à une *activité utile*... Cependant chez Pissarev, ainsi que chez une multitude de ses contemporains, outre les calculs utilitaires, il y avait encore quelque chose de plus fort, un sentiment instinctif. C'était le même sentiment qui, chez les premiers chrétiens, poussait à détruire les chefs-d'œuvre de l'art antique. Tout cet art est la création du *péché*, il est acheté au prix du sang et des larmes du peuple! Combien de gémissements durent retentir dans toute la Russie pour que les régions supérieures de la société pussent entendre l'admirable harmonie des vers de

Pouchkine ou de la musique de Glinka! Le gentilhomme faisait *pénitence* de son péché historique envers le peuple, il s'écriait avec Niekrassov:

D'entre les joyeux et les bavards,
qui baignent leurs mains dans le sang,
emmène-moi dans le camp de ceux qui périssent
pour la grande cause de l'Amour.

Par un sentiment tout naturel chez un pénitent, il se mettait, comme Pissarev, à haïr toutes ces délices que le péché lui avait données a lui ou a ses pères. Il ne niait pas que ces délices suprêmes devaient être à la portée des hommes, mais *de tous*. Que l'Art se développe, mais seulement lorsque tout le peuple sera en état d'en profiter. Et jusqu'a ce temps — a bas toutes les jouissances futiles! Nous avons assez bu le sang du peuple, il est temps de le servir, de ne faire que ce qui lui est utile. Il faut étudier et enseigner, il ne faut pas jouir...

Mais l'Art ne peut-il aussi servir d'enseignement? *Le noble repentant* successeur de Pouchkine, Biélinsky, savait parfaitement qu'il en était ainsi; il ne voulait pas y penser. Il devint plein de suspicion contre lui-même. Dès qu'il s'agissait de quelque chose qui pouvait lui faire éprouver des jouissances — il s'inquiétait: n'était-il pas amolli par son propre désir de jouissance? Non, décidait-il, il est plus sûr de rejeter cela entièrement. La conscience sera plus tranquille...

Ainsi la vivacité du mouvement réformateur portait des contrecoups très sensibles à l'art. Beaucoup s'en désintéressèrent. Les réformes d'Alexandre II, si restreintes qu'elles fussent, firent tout de même sentir à la

Russie un énorme besoin d'hommes éclairés capables à s'adonner aux affaires sociales — arbitres, juges de paix, avocats, membres du zemstvo, instituteurs, etc. Cela diminuait certainement en très grande proportion le contingent des forces intellectuelles qui pouvait rester pour la part de la littérature. Enfin, dans la littérature même, la presse recrutait aussi ses forces parmi ceux qui jusque-là appartenaient à l'art...

Une telle situation n'aurait pourtant pas eu de conséquences particulièrement nuisibles, si elle n'avait pas été compliquée d'autres circonstances encore. Il ne faut d'ailleurs pas grossir outre mesure le mal causé par la manie de la tendance. Malgré tout, le respect pour l'art indépendant avait poussé de si profondes racines en Russie que nulles tendances politiques ne pouvaient les arracher. Dans le courant des trente dernières années, nous voyons réellement chez nous une série de grands talents qui pourraient rendre fière n'importe quelle époque. Léon Tolstoï, Dostoievsky, Niekrassov, Chtchédrine (Saltykov), Ostrovsky, Tourguéniev [1], Glièb Ouspenky, talent un peu maladif mais colossal; un certain nombre d'écrivains moins puissants mais toujours marquants: Vsévolod Krestovsky (pseudonyme) [2], Alexis

1. Gontcharov, dont le roman *Oblomov* est un des plus grands chefs-d'œuvre de notre littérature ne peut presque pas être considéré comme appartenant à notre époque. Son *Abîme* ne vaut déjà pas grand'chose et en réalité il a fini sa carrière littéraire avec *Oblomov*.

2. Outre Vsévolod Krestovsky (pseudonyme), il existe encore un vrai Vsévolod Krestovsky, qui a fait beaucoup de bruit avec ses interminables *Repaires de Saint-Pétersbourg*, mais qui est un écrivain sans valeur.

Tolstoï, Kourotchkine, et parmi les tout jeunes, Garchine : cela n'est déjà pas si pauvre. Il serait certes difficile de dire que sur aucun de ces écrivains les tendances civiques aient eu une influence irréparable. On peut être sûr que, sans d'autres influences nuisibles, notre Art, tout en cédant une certaine partie du terrain à la littérature politique, aurait tout de même continué à se développer avec une force et une plénitude suffisantes. Par malheur, le sort funeste de la Russie continua à lui porter de nouveaux coups, à l'Art autant qu'à la littérature politique, et conduisit enfin de nos jours toute littérature quelconque à une situation absolument anormale.

La révolution attendue par l'*intelligentia* fit fiasco. Les forces réformatrices et les forces réactionnaires du pays se trouvèrent en proportion telle qu'elles arrivaient tout juste à se paralyser mutuellement et n'aboutissaient qu'à une sorte de piétinement sur place, à une sorte de décomposition. Et pourquoi cela, alors qu'il est évident que les forces réformatrices étaient infiniment plus nombreuses? Parce que les réactionnaires étaient organisés, leurs forces condensées dans les mains d'un gouvernement et la force réformatrice dispersée par tout le pays et complètement désorganisée... Le moment où cet état de choses se dessina nettement des deux côtés fut le signal de la réaction gouvernementale, qui avec des repos insignifiants s'est prolongée jusqu'à cette heure. Cette réaction systématique n'a pu encore créer dans le pays aucun appui conservateur dont le gouvernement puisse s'étayer. Le gouvernement est continuellement obligé de se

tenir sur le pied de guerre. De son côté, l'*intelligentia* voit aussi que les réformes ne font presque nul progrès, et qu'en tous cas elle ne parvient à rien créer de stable. Naturellement un mouvement révolutionnaire qui dépasse la politique réformatrice et est nettement antigouvernemental et insurrectionnel se produit dans le pays.

La littérature se trouve alors placée dans une situation fort triste.

La presse de la période précédente avait su acquérir une immense influence et créer en Russie des forces énormes. Elle avait atteint ce but par le développement et la propagande des *principes généraux*. Elle parlait de Dieu, mais elle n'osait toucher ni au prêtre ni au sacristain. Elle parlait de l'*autorité* et ne faisait aucune mention ni du tzar, ni même du dernier sergent de ville. Elle parlait des lois de la production et de la distribution, sans oser effleurer les plus injustes articles du code. Tout cela était parfait pendant un certain temps, mais il est évident que, lorsque les bases générales de la philosophie sont suffisamment éclaircies, il est enfin indispensable de passer à la pratique, il est indispensable de s'occuper des choses qui se font aujourd'hui, demain ; en un mot, c'est l'avénement de la presse politique au sens étroit du mot. Cet avénement fut pourtant absolument impossible. Les sévérités de la censure grandissaient de plus en plus. Notre presse fut naturellement obligée de *se taire*, c'est-à-dire de périr. Les meilleurs écrivains durent renoncer à écrire. Certainement, il y eut chez nous des essais de littérature politique chaque fois que cela fut possible : tels sont, par exemple, les travaux de MM. Golovatchev, Demert, Elisseïev, Gradovsky, etc. Mais ils avaient beau avoir du talent : ils ne pouvaient toucher les questions gouvernementales, c'est-à-dire celles qui sont *tout* actuellement. Le publiciste le plus typique de ces temps malheureux, c'est M. Mikhaïlovsky[1]. C'est un grand talent, renforcé par une érudition très remarquable et ayant même la profondeur de la pensée. Il a un seul défaut : c'est de vivre de son temps. A quoi lui servirait son talent à une époque, qui impose à l'écrivain de traiter les questions sociales et politiques — et en même temps ne lui permet pas de souffler un mot sincère et clair sur ces questions? Un cachet de tristesse, de prostration, s'imprime d'abord sur les œuvres de ce publiciste. Puis il quitta la littérature et maintenant il est employé de chemin de fer. C'est un véritable symbole de notre presse entière. Aussi sa réputation pâlit-elle ; le public la traite déjà avec mépris et la raille.

Cette presse émigre en partie, je le sais, au delà de la frontière. Dans la période précédente, nos publicistes de l'intérieur avaient si bien conquis le public que leur influence est devenue plus vaste que celle de Hertzen ou de Bakounine, que l'influence de l'Emigration. Peu à peu la situation change. Les derniers échos de l'influence des publicistes de l'intérieur, c'étaient les ouvrages de M. Flerovsky et surtout les *Lettres historiques* de M. Piotre Lavrov, livre un peu lourd, mais très profond. L'auteur y étudie les devoirs de l'homme et du citoyen, et il tâche de les établir avec la netteté d'une formule mathématique. Il y a très peu de livres qu'on

1. Un des rédacteurs des *Annales de la Patrie*.

puisse lui comparer pour l'importance sur le développement du parti révolutionnaire. Mais comme je l'ai déjà dit, ce furent les derniers succès de nos publicistes. Persécutée et abattue la presse se tait ou émigre à l'étranger. La voix de Bakounine retentit de nouveau. Lavrov s'exile. Il paraît à l'étranger une série de journaux, de brochures, de proclamations [1]. Ensuite l'imprimerie des révolutionnaires qui avant n'apparaissait qu'à de rares intervalles au dela de nos frontières, s'établit au cœur de la Russie — en secret bien entendu. L'influence de cette littérature produit un des plus intéressants phénomènes de la Russie actuellement : le mouvement révolutionnaire. En même temps, la littérature légale restait sans aucune influence sur ce mouvement et n'osait même pas en parler !

Certes la chute complète de notre presse était inévitable dans ces conditions. S'il est vrai qu'elle tâche de mettre à profit tout moment de liberté pour dire son mot, ces moments sont rares et courts. Les *journaux*

1. Parmi les publications faites à l'étranger, on peut remarquer les publications de M. Lavrov : *En avant!* recueil non périodique (six grands volumes), puis sous le même titre un journal mensuel. Parmi les publications de M. Bakounine, une surtout a fait beaucoup de bruit, *Les principes autoritaires et l'anarchie. Le Tocsin*, de M. Tkatchev; *L'Ouvrier*; *La Commune*. M. Dragomanov a publié un recueil en plusieurs volumes et en langue ukrainienne *Gromada* (Commune). Citons encore un journal constitutionnel, *La parole libre*, organe de l'Alliance des zemstvos, qui fut accusé de quelques liaisons avec le monde officiel. Actuellement on publie à l'étranger. *La Cause générale* (journal constitutionnel), *Le Messager de la Volonté du Peuple*, (revue révolutionnaire) de publicité irrégulière. Ajoutons les publications d'un groupe socialiste *La délivrance du travail*, celles de M. Dragomanov. Je ne cite pas une foule de brochures et de proclamations qui forment toute une littérature.

seuls peuvent en profiter. Est-ce pour cela que la presse quotidienne se développe beaucoup plus qu'avant. Elle bat partout la *revue*. Mais toute leste et flexible qu'elle est, elle ne peut faire l'impossible, et demeure en somme très nulle.

La littérature *hors la loi* ne peut certes pas suppléer aux lacunes causées par l'oppression de notre gouvernement. Notre presse libre, sans distinction de tendances, compte de très grands talents au sens littéraire, mais la presse ne peut se développer d'une façon normale et avec quelque richesse que sur le *sol natal* en rapports permanents avec la vie. Sa place n'est pas à l'étranger. La presse révolutionnaire à l'intérieur de la Russie, toujours écrasée par la police n'a jamais pu dépasser les limites des petites feuilles. Parmi celles-là, le journal *Narodnaïa Volia* [1] a fait beaucoup de bruit, il n'a pu cependant publier que dix numéros en cinq années (abstraction faite des suppléments). En de telles conditions, on peut composer de bonnes proclamations ; pas davantage... Encore est-il que la durée moyenne de la vie active d'un révolutionnaire russe ne dépasse guère six mois à un an. Il est évident que c'est peu pour mûrir un talent naissant. En somme, notre presse dépérit visiblement. Jusqu'ici, même depuis l'avénement d'Alexandre III, elle n'est pas réduite à l'état piteux qu'elle atteignait sous Nicolas Ier, ou pour mieux dire, elle n'est pas encore anéantie. Elle existe, mais elle est impuissante. La presse politique est passée aux mains des agents directs du gouvernement, qui n'ont pas besoin

1. *La Volonté du peuple.*

de talent et ne sont pas choisis, cela va sans dire, en raison de leur valeur littéraire [1]. Mieux encore, le gouvernement tolère, dans la presse politique, des marchands comme M. Souvorine, qui tournent du côté d'où souffle le vent. Enfin, dans l'opposition, on n'admet que des nullités. Comme elle ne manque pas de gens de talents, elle est sans cesse écrasée par le gouvernement d'Alexandre III. Ce fut le cas des *Annales de la patrie*, de *La Voix*, du *Télégraphe de Moscou* et d'un grand nombre d'autres périodiques.

Quelle est la situation actuelle de la presse, le lecteur pourra s'en faire une idée plus juste par la liste des sujets qu'il était interdit de débattre en 1881 et en 1882 [2]. La liste des livres défendus est aussi très instructive. En 1884, le gouvernement a défendu la lecture aux bibliothèques de toute une liste de livres : 125 titres. Toutes les meilleures revues russes qui aient jamais existé (le *Messager de l'Europe* excepté). Les œuvres de presque tous nos publicistes importants y figurent [3]. Des écrivains étrangers on a défendu divers écrits de Louis Blanc, de Proudhon, de Lassalle, de Marx; on a défendu même le livre de Sudre, *Le communisme*; cet auteur fait justement *la guerre* au communisme. Qu'importe ! Nos gouvernants sont si

1. Il y a bien de journaux en Russie qui touchent un subside; ceux qui le reçoivent le plus franchement sont *La Gazette de Moscou* de M. Katkov, *La Gazette de Saint-Pétersbourg* et *Le Kievien*, etc. Du reste, ce dernier y a maintenant renoncé.

2. Voir l'appendice C.

3. Blagoviestchensky, Bajine, Dubrolioubov, Joukovsky (Julian), Zassodimsky, Zlatovratsky, Mirtov Mikhaïlov (Scheller), Mikhaïlovsky, Pissarev, Pomialovsky, Priklonsky, Flerovsky.

instruits qu'ils ne savent même pas ce que contiennent les livres qu'ils défendent. Plus loin, c'est le tour des œuvres d'Agassiz, de Quetelet, de la Géographie d'Elisée Reclus, des œuvres de Spencer et même de celles d'Adam Smith ! Il est vrai qu'Adam Smith a été réhabilité plus tard. Je n'insiste pas. On voit ce qu'est la position de notre littérature sous ce despotisme éclairé, comme on appelle quelquefois en Europe notre monarchie.

Jusqu'à un certain point, la littérature d'art tient lieu, comme auparavant, de littérature politique. Je remarquerai ici que c'est la *Satire* qui résiste le mieux à la crise. C'est une circonstance bien caractéristique. La Satire existe chez nous depuis les temps le plus reculés, et elle est devenue chez nous la forme d'œuvres d'art plus nationales peut-être que le roman social. Les premières œuvres importantes de notre littérature revêtaient un caractère satirique : satires de Kantemir, comédies de Von-Vizine, écrits de Krylov. Derjavine lui-même tendait parfois à la satire ; Griboïedov (*Trop d'esprit porte malheur*), Gogol viennent ensuite. De nos jours, ce sont Niekrassov (poésies), Ostrowski (comédies), Chtchédrine (Saltykov), sans compter une dizaine de talents moins grands bien que toujours très appréciables, comme Kourotchkine, Dobrolioubov, Minaïev, etc. Sitôt que l'existence est possible pour la presse, des journaux satiriques surgissent immédiatement, et ordinairement ils sont rédigés avec talent. Tels avaient été les journaux de Novikov et de Krylov. Sous Alexandre II, ce fut le *Svistok* (*Sifflet*) de Dobrolioubov, étincelant d'esprit, la terreur des réactionnaires ; puis l'*Iskra* (*Etincelle*) de Kou-

rotchkine, le meilleur de nos journaux à caricatures. Au début du règne d'Alexandre III, quand le gouvernement n'était pas encore de force à serrer de trop près la presse, le meilleur journal politique d'alors (*Télégraphe de Moscou*) publia une partie satirique dont les articles très spirituels furent attribués à Minaïev. Du reste, les suppléments satiriques abondèrent chez nous après le *Sristok*. L'avénement de la satire indique une époque où la discordance entre les conceptions idéales de la société et la réalité éclate en plein jour. Un certain degré d'idéalisme est indispensable à la satire, puisque c'est par comparaison avec l'idéal que la vie actuelle peut paraître ridicule ou viciée. La multiplicité et la profondeur de la satire russe est un indice du vaste idéal de l'*intelligentia*. Notre satire cite devant son tribunal l'ordre social tout entier. Si Gogol et Griboïédov se tiennent dans le domaine de la bureaucratie et de la noblesse, les satires de nos contemporains pénètrent plus profondément dans la vie de notre pays.

Ostrovsky, le représentant le plus considérable, après Gogol, de notre drame, a sa note à lui ; il écrit des comédies de la vie de notre bourgeoisie. Plusieurs types créés par lui sont aussi immortels que ceux de Griboïédov et Gogol. Mais les chefs-d'œuvre de la satire, c'est à Chtchédrine (Saltykov) que la Russie les doit. Ecrivain extraordinairement fécond et universel, il peint dans ses satires toutes les faces de la vie actuelle. Son ingéniosité est étonnante. C'est une source intarissable de plaisanteries et de railleries, tantôt gaies, tantôt accablantes. Il a su vaincre par son talent ceux mêmes qu'il châtie. La censure elle-même ne lève pas quelquefois le doigt sur Chtchédrine, et aux moments où la presse est muselée, il sait toucher au point le plus épineux de l'actualité. Il traîna sur la scène les créateurs de la Ligue sainte, châtia l'espionnage, dit toute la vulgarité de la réaction gouvernementale, etc. Bien entendu, un grand nombre de ses écrits sont défendus, mais il sait éluder les difficultés ; il a même créé son langage à lui, un *langage de serfs*, comme il l'appelle lui-même, un langage excessivement flexible qui taille comme un rasoir sans donner à l'adversaire l'occasion de lui chercher noise sur quoi que ce soit. Abstraction faite de ce langage qui est tout russe, le public français pourrait se faire une idée de Chtchédrine par Paul-Louis Courier. Il y a bien des traits communs dans leur façon d'écrire. Si Paul-Louis, comme styliste, est bien au-dessus de Chtchédrine, en revanche il lui est inférieur comme artiste. Chtchédrine est artiste de premier ordre. Il a créé des dizaines de types et les a ciselés avec une profondeur et une netteté étonnantes. Je citerai les types de notre bourgeoisie naissante (Koloupaëv, etc.) plusieurs types de notre bureaucratie, puis Ioudouchka du roman *Les Messieurs Golovlev*. C'est un avare tout à fait particulier qui augmente d'un nouveau type la collection d'avares créés par Molière, Balzac, Gogol, etc.

En étudiant la satire russe, on ne peut se dispenser d'indiquer son ton général de confiance en elle-même. Elle s'en tient de préférence au sarcasme indigné et ne se laisse que très rarement entraîner vers les anathèmes de désespoir. La satire du célèbre Niekrassov est la plus sombre. Son talent, développé dans les der-

nières années du servage, en garda à jamais une empreinte de tristesse qui, si elle n'est pas désespérée, n'en est pas moins désolée.

> Tais-toi, Muse de vengeance et de douleur !
> Je ne veux plus troubler le sommeil d'autrui ;
> nous avons assez maudit,

s'écrie le poète, et il ajoute :

> A quoi bon parler, à quoi bon écrire ?
> Tu ne réduiras pas le nombre des sots en Russie,
> et tu attristeras le sage.

Niekrassov, noble d'origine, est par excellence le poète des douleurs populaires. Il a écrit bien des tableaux poignants de la vie populaire, il a créé plusieurs types coulés en bronze; le plus beau est le *Koulak* repentant *Vlas*, les *bourlaks* (haleurs), etc. Mais il ne donne presque point de tableaux sereins. Cependant le poète les voyait. Les *Enfants des paysans* sont une scène ravissante, pleine de lumière. On trouve encore chez lui une scène de la vie heureuse des paysans, une idylle sereine dont le charme est difficile à interpréter, si ce n'est dans une version littérale. Savez-vous où se passe cette scène ? Elle se passe en rêve. C'est le rêve d'une veuve de paysan qui gèle dans la forêt [1] où elle s'était rendue pour fendre du bois afin de chauffer ses orphelins affamés et transis. Tout Niekrassov est dans ce poème. Cependant l'anathème est l'exception. Notre satirique est toujours comme étonné qu'un mal si absurde puisse exister, il ne peut croire que ce mal n'ait pas disparu... De nos jours, c'est-à-dire sous Alexandre III, Chtchédrine pousse un cri désespéré... C'est une superbe satire, *Le cochon triomphant*. J'étais habitué jusqu'à présent, dit le satirique, à endurer tous les maux avec l'assurance étourdie que « si Dieu ne le permet, le cochon ne nous dévorera pas » (proverbe russe). A présent pour la première fois le satirique est effrayé. Il s'écrie : « Le cochon nous dévorera, il nous dévorera ! » N'exagérez pas pourtant cette frayeur ! Regardez cet homme épeuré malmener ce cochon, — la réaction triomphante, — et vous vous convaincrez qu'il est bien loin du vrai désespoir.

1. L'homme qui meurt de froid s'endort et a, dit-on, des rêves heureux.

Il y a dix-huit mois, une photographie circula en Russie où elle était, bien entendu, interdite. On peut la considérer comme l'emblème de notre satire. C'est une forêt sombre et impraticable envahie par les ténèbres de la nuit. Un homme effrayé glisse entre les arbres, un livre à la main : c'est Chtchédrine. La figure, sa pose sont admirablement saisies. Il semble attristé, épeuré. Des monstres fourmillent autour de lui, un serpent essaie de le mordre, le *cochon triomphant* qui vient d'être malmené par le satirique, le menace de ses défenses et est en train de le saisir par la jambe, traînant toujours un grand sabre de gendarme bouclé par une ceinture à son ventre. Des feux follets brillent entre les arbres, ce sont les yeux des espions qui remplissent le pays. Au fond, dans le brouillard de la nuit, on aperçoit l'ombre d'un gendarme aux

yeux étincelants. Le satirique glisse timidement entre ces monstres, mais où va-t-il? Oh! il voit une issue. Cette forêt avec ses monstres a beau d'être effrayante, la lumière s'y fait voir par la clairière et elle brille sur une plaine éloignée ; le premier rayon du soleil levant éclaire la silhouette d'un paysan. C'est vers ce soleil brillant de l'avenir qui va disperser les ténèbres et les horreurs de la nuit, que le satirique s'achemine. Le tableau porte l'inscription :

La voie est pénible, mais l'aurore est prochaine!

Est-elle prochaine, cette aurore? En attendant, la voie de la littérature est horriblement pénible. Elle l'est tellement que la littérature politique épuisée ne marche plus, elle s'y traîne. La satire tient encore, mais c'est toujours en la personne de Chtchédrine presque seul. Le roman social a souffert davantage. J'ai déjà dit plus haut que la situation présente de la littérature d'art est infiniment plus menaçante pour elle que les entraînements politiques de 1860. Ce qui écrase la presse écrase aussi la littérature d'art.

La censure en Russie a presque toujours été excessivement sévère et stupide. Mais jamais elle n'a exercé une influence aussi écrasante sur la littérature d'art que de nos jours. Les privilèges de l'Art ont été abolis. On a cessé de le dédaigner, on commença à le craindre. Il a presque moins de liberté que la presse. Cependant, grâce au développement du mouvement révolutionnaire, l'écrivain qui veut représenter la vie actuelle touche de plus en plus souvent, et bien malgré lui, aux

questions épineuses. Une œuvre, poème ou roman, n'est grande que si elle reproduit le *type social*. Par le temps qui court, l'importance du type révolutionnaire est telle en Russie qu'on ne saurait peindre notre société sans toucher, d'une manière ou d'une autre, aux révolutionnaires. Or, avec la censure c'est absolument impossible. La poésie et le roman sont ainsi fauchés à la racine. On ne peut affirmer que le talent créateur soit exterminé chez nous, toutefois, si nous trouvons quelque part des tentatives poétiques, c'est dans les publications révolutionnaires. Telles sont par exemple les *Dernières confessions* dans le numéro 1 de la *Volonté du Peuple*. C'est une scène vraiment belle et très puissamment conçue. L'auteur met en scène deux hommes de philosophies opposées : l'un, prêtre honnête, intelligent, convaincu ; l'autre, révolutionnaire condamné à mort, pour tentative d'assassinat. « Tu es venu entendre ma confession, dit-il au pope, je ne crois pas en ton Dieu : mais si tu en as le désir, écoute :

Dieu, pardonne-moi d'avoir aimé chaleureusement, comme frères, les pauvres et les affamés ;

pardonne-moi de n'avoir pas traité le bien éternel comme un conte irréalisable ;

pardonne-moi d'avoir servi ce bien, non seulement par la langue mielleuse,

mais par mon être entier : par mon esprit, par mon cœur, par mes mains...

pardonne-moi, d'avoir exécuté les assassins pour leurs meurtres ;

pardonne-moi, étant né comme un esclave parmi les esclaves,

de mourir à présent parmi les esclaves comme un homme libre.

Le rapprochement de ces deux types par un homme de talent, qui écrit en vrai russe, aurait pu être le sujet d'un grand poème.

C'est comme un grand talent qui se manifeste dans les *Chants de la jeune génération* récemment publiés dans le *Messager de la volonté du Peuple*. On y voit encore une fois des germes qui auraient pu éclore dans des conditions favorables, en un grand poème. Mais à vrai dire, les journaux révolutionnaires sont-ils un asile favorable pour l'art? Ils ont leur but, leurs fins, celles du parti, qui pèsent sur le poète comme une autre censure. Quant à la littérature légale, le poète n'y peut que se taire. Et voila pourquoi nous avons actuellement plusieurs jeunes talents comme Minsky, Martov, Iakoubovitch, etc., et pas de poésie. Les *derniers Mohikans* de la poésie du passé, comme A. Tolstoï, Maïkov, Polonsky, etc. s'éteignirent ou s'éteignent loin de la vie actuelle qu'ils ne comprennent pas et qui ne leur donne plus d'inspiration.

La Muse répond à leur appel :

> Ne m'appelle pas Muse, non !
> au déclin du jour pénible,
> je ne puis pas chanter, je suis lasse, poète.
> J'ai tout oublié, je ne sais plus
> de quoi s'entretient la rose avec la source bruyante
> ce que chante le rossignol à la rose!
> Je ne sais même pas s'il lui chante.

Cette perplexité en face de la vie accable peut-être l'art plus que ne le fait la censure. Le roman s'affaisse sous le poids de ce même joug des circonstances.

Il est devenu presque impossible. « Pourquoi n'écrivez-vous pas un grand roman? demandait-on une fois à un de nos artistes. — « Parce que dans la Russie contemporaine, un roman sans révolutionnaires serait un mensonge », répondit-il. Et c'est vrai. Il ne s'agit certes pas ici uniquement des révolutionnaires mais des *complications politiques* en général. Le roman est un tableau complet de la vie : en conséquence s'il reste fidèle à la réalité, il ne manquera pas de se heurter à ces complications... Le seul moyen d'éviter ces collisions sans fausser la réalité, c'est de se borner aux esquisses, aux croquis, aux faits isolés. Notre roman est ainsi remplacé par la nouvelle Les dimensions moyennes des œuvres d'art se rétrécirent extrêmement. La dimension moyenne d'une nouvelle d'Ouspensky est de 30 pages. Dans le petit volume des œuvres de Garchine, que j'ai sous mes yeux, sur 207 pages de texte il y a huit nouvelles. Et, à dire vrai, lorsque on apprend depuis les dernières années la publication d'un grand roman quelconque, on peut supposer d'avance qu'il s'agit d'une médiocrité. Les écrivains se sentent parfois même blessés de ce qu'on leur propose d'écrire un roman. « Attendez un peu, disait l'un d'eux, avec un amer sourire, jusqu'a ce que mes enfants aient grandi. Il me faudra beaucoup d'argent pour leur éducation. Eh bien ! je vous écrirai un roman... Un roman, ajouta-t-il caustiquement, un roman en trois parties ! Pour le moment, Dieu merci, je n'en suis pas réduit la ! »

A ces difficultés s'ajoutent celles qui résultent de notre vie sociale. Pour fleurir, en partie même pour exister, le roman exige que les conditions générales

de la vie sociale soient distinctement précisées, qu'il y existe par conséquent des types sociaux nettement formés. Dans la Russie contemporaine, où que vous regardiez, la lutte, la fermentation se propagent, et cette lutte n'est pas toujours bien définie. Ce n'est pas celle que l'organisme soutient contre la fièvre ardente, contre le typhus ou contre toute autre maladie bien caractérisée. Ça ressemble souvent plutôt à un *status febrilis* quelconque, durant lequel le médecin même le plus habile ne sait que redouter : simple fièvre ou typhus. L'artiste est dans la même perplexité devant les phénomènes de notre vie. Où est le vrai type qui résume tel ou tel fait social toujours formidablement compliqué, embrouillé, confus? Notre artiste demeure le plus souvent interdit. Il se voit obligé de commencer une étude détaillée, minutieuse de la vie. Plus il se familiarise avec elle, plus la complexité lui en paraît évidente. Il s'agite, il est aux prises avec la même inquiétude fébrile qui agite la vie. Il sent qu'il ne peut saisir le pivot de la vie et commence à s'effrayer. Ce sentiment d'ébahissement en face de la complexité de la vie le ramène parfois directement au mysticisme, comme c'est le cas pour Dostoïevsky et Tolstoï. Cet état mystique des âmes perce d'ailleurs distinctement à travers la littérature. L'écrivain est convaincu qu'il ne comprend pas la vie, que quelque chose d'inconnu et de très grand y joue le rôle prédominant et qu'il ne peut saisir ce grand inconnu. A celui-ci, ce je ne sais quoi se présente sous des formes surnaturelles ; pour tel autre, c'est la révolution; pour un troisième — c'est une réaction quelconque, inconcevable, du peuple... En présence de ce grand inconnu,

l'école réaliste contemporaine s'est décidée presque consciemment à ne pas entreprendre la représentation de la vie dans son ensemble, dans sa totalité. Elle se résigne à l'étudier et à ne donner que des études, et toujours des études, sans composer un seul grand tableau. Dans cette voie, toute une série d'artistes travaille : Ouspensky, Zlatovratsky, Ertel, Naoumov, et surtout les jeunes : Karonine, Korolenko, Garchine, etc. Leur attention est surtout dirigée vers l'étude du peuple.

Glieb Ouspenky tient le premier rang dans cette école du naturalisme moderne. Garchine ne lui appartient presque pas. Garchine est absolument original dans nos lettres. Encore très jeune, atteint déjà à plusieurs reprises d'aliénation mentale, écrivain d'un talent énorme et de nerfs impressionnables jusqu'à en être maladif, il est comme écrasé par la vie contemporaine. De toute son âme il lutte pour je ne sais quel idéal du beau et du bien, mais il est plein de désespoir.

L'un de ses meilleurs contes est *Attalea princeps* (c'est le nom d'une famille de palmiers). Un arbre des Tropiques, transporté dans une orangerie à Saint-Pétersbourg, cherche le ciel clair et le soleil brûlant de son pays natal. Il est résolu de les revoir quand même. Il commence à croître pour briser le toit de l'orangerie et regagner sa liberté... Enfin le moment désiré est venu. Les carreaux du plafond craquent sous la pression du tronc flexible, le palmier jusque-là courbé se redresse dans l'air libre. Quoi donc? C'est le ciel gris de Saint-Pétersbourg ; le soleil se cache dans les nuages, le vent froid souffle sur la neige mouillée, glace le pau-

vre enfant du Midi. — Est-ce pour regarder ce ciel gris, cette neige, qu'il a tant lutté?... Mais voici le propriétaire de l'orangerie qui ordonne d'abattre l'arbre...

Garchine est tout entier dans ce conte. Pour tout ce qui est beau et serein, il ne voit d'autre issue sur la terre. Il ne cherche à rien obtenir de la vie. Il écrit tout simplement parce qu'il ne peut s'en abstenir, parce qu'il doit peindre des tableaux... Mais ce n'est pas là un but... Il se peut que Garchine, s'il ne devient pas tout à fait fou et s'il ne suit pas Tolstoï dans quelque secte pour y chercher un repos mystique pour son âme malade, il se peut que Garchine crée quelque chose de grand... Mais dans ses dispositions actuelles, il est fatalement réduit à créer de petites scènes passagères, comme l'est la beauté que l'auteur a su trouver dans la vie.

L'école naturaliste, qu'on appelait vers 1860 école réaliste, et qui même alors compta des talents notables comme Rechetnikov et Pomialovsky, n'a pas réussi, je l'ai dit, jusqu'à présent à se rendre maîtresse de la vie russe : elle l'étudie toujours. Sous ce rapport, les œuvres de Glièb Ouspenky resteront à tout jamais le monument historique le plus précieux. Ecrivain extraordinairement doué et fécond, Ouspensky n'a pas écrit moins de dix à douze volumes français; ce sont toujours des esquisses, des scènes. Leur fidélité de rendu, leur justesse sont parfois étonnantes. Un autre écrivain, avec cette masse énorme d'observations, aurait déjà fait depuis longtemps plusieurs romans. Ouspensky est plus exigeant envers lui-même et envers l'art. Il continue toujours les esquisses... C'est le procédé de notre célèbre peintre Ivanov pour son *Avénement du*

Christ : il fit ce tableau pendant vingt années. Peut-être Ouspensky produira-t-il un jour une grande œuvre ! Peut-être aussi ne sera-t-il jamais de force à passer de l'étude à la création ! Ses études resteront toutefois les œuvres les plus parfaites de notre littérature contemporaine. Ce sont des esquisses qui valent pour un amateur plus que les grands tableaux des autres écrivains.

Telle est la situation actuelle de notre littérature, et elle n'en sortira que lorsque la fermentation sociale aura abouti à un mouvement décisif de la vie dans un sens ou dans un autre.

LIVRE SEPTIÈME

LA RUSSIE POLITIQUE

LA RUSSIE POLITIQUE

I. L'administration russe. — Administration médicale. — L'armée — Le procès Skariatine : ses révélations. — L'administration locale. — Ses abus.
II. Les partis politiques : Réactionnaires ; — libéraux ; — révolutionnaires. Les fautes des libéraux et des révolutionnaires. —. Réaction. — L'état-major révolutionnaire. — La jeunesse va dans le peuple. — Procès et persécutions. — Propagande dans l'armée.
III. *Le partage noir*. —La question agraire. — Les désordres antisémitiques. — Les crimes agraires.
IV. La politique libérale. — Les zemstvos. — Avénement du parti libéral en 1880. — Loris Melikov. — Lutte des partis libéral et réactionnaire — Attentat du 1/13 Mars. — Avénement d'Alexandre III. — Sa politique. — Associations secrètes. — Ministère du comte Ighnatiev. — *Les hommes compétents*. — La police. — Ministère du comte Tolstoï. — Influence prépondérante de M. Katkov.

LA RUSSIE POLITIQUE

I

Dans les contes populaires russes on voit figurer souvent un être mythique — la mangeuse de chair humaine, *baba ïaga-kostianaïa noga* (vieille sorcière pied en os). L'habitation de cette vieille sorcière est ordinairement représentée comme une petite cabane plantée sur des ergots de poules et si délabrée, que depuis longtemps elle aurait déjà dû tomber et qu'elle reste debout uniquement parce qu'elle ne sait de quel côté tomber. Cette image poétique vient involontairement à l'esprit quand on pense à la constitution politique de la Russie contemporaine. Et effectivement par quoi tient-elle?

Entre la monarchie historique et la masse populaire, il existe une profonde contradiction qu'un malentendu séculaire dissimule seul. La classe instruite est franchement hostile, autant au principe de l'autorité irresponsable et absolue qu'à ses formes policières et bureaucratiques. Les classes prépondérantes exigent de la part de la monarchie plus de protection qu'elles ne

peuvent lui en fournir elles-mêmes. Sans nul doute, il y a bien peu de garanties pour la tranquillité politique du pays et la durabilité du régime actuel.

Au premier coup d'œil, il peut sembler qu'un monarque absolu, tenant dans ses mains le pouvoir illimité et soutenu par la confiance sans réserves que lui témoigne le peuple, possède l'entière facilité, s'il en a le moindre désir, d'agir réellement dans l'intérêt de ce peuple, de trancher tous les nœuds gordiens de notre politique intérieure. Il n'a qu'à se ranger du côté du peuple, à devenir le tzar des paysans et des ouvriers ou, pour mieux dire, leur dictateur, et tout s'arrangera. Les classes supérieures seraient, bon gré, mal gré, obligées de se soumettre et de se contenter de l'aumône, quelque piteuse qu'elle fût, que lui auraient jetée peuple et tzar pour les indemniser des privilèges dont on les priverait.

Ce rêve a ses croyants en Russie : les uns tremblent devant une telle issue, les autres fondent sur elle toutes leurs espérances. Récemment encore, alors que l'empereur Alexandre III ne s'était pas encore définitivement engagé dans les voies de la politique réactionnaire, beaucoup de gens espéraient l'entraîner à jouer le rôle de dictateur révolutionnaire du peuple et promettaient à la Russie un développement d'une promptitude inouïe devant lequel le monde étonné reculerait, et à l'empereur une gloire immortelle devant laquelle celle de Pierre le Grand ne serait que poussière.

Seulement en sociologie, comme en biologie, il existe de certaines limites pour la variabilité du type, que l'organisme ne peut franchir. Et dans la monarchie historique russe, le type est très stable, peu plastique. Pour

résoudre les nouveaux problèmes que la vie de l'Etat posait en se compliquant, les tzars russes tâchèrent, maintes fois, d'en réformer le mécanisme : toutes ces modifications, toutes ces améliorations n'apportèrent aucun changement au type, au contraire elles l'accentuèrent de plus en plus. La puissance des bureaux, la centralisation se développent avec une force croissante. Sous ce rapport, la Russie de la période impériale laisse loin derrière elle la Russie moscovite, et la Russie contemporaine toutes les époques précédentes. L'autorité de l'administration et du tchinovnitchestvo (bureaucratie) peut être maintenant plus douce, grâce aux mœurs plus raffinées, mais elle enveloppe de plus en plus étroitement et profondément la vie du pays. Le tchinovnik devient tout-puissant.

Il est partout.
Il sait tout, il voit tout,
Fourre son nez partout.

Et cependant, la machine administrative en est plus complexe, plus vaste ; il en devient plus difficile d'exercer sur elle un contrôle qui a pour base l'autorité *personnelle* de l'empereur qui, entouré lui-même de toute part par ce tchinovnitchestvo, ne voit et n'entend que ce qu'il plaît à cette administration de lui laisser voir et entendre. L'empereur Nicolas disait que la Russie était gouvernée par les *Stolonatchalniks* (chefs de bureaux) : le mot est très profond. Le despotisme semble ici étouffer par pléthore. L'autorité du despote se trouve par le fait limitée de tous les côtés, seulement cette limitation n'est pas établie par le pays : elle l'est par le

tchinovnitchestvo, qui de la sorte rédige les lois, les exécute et contrôle la régularité de leur exécution.

Inutile d'indiquer quels affreux abus, quel arbitraire résultent d'un tel état des choses. La centralisation bureaucratique se transforme en une oligarchie de tchinovniks. Les divers ressorts du gouvernement deviennent par le fait indépendants ; les chefs des administrations agissent souvent arbitrairement de leur propre initiative et indépendamment de leurs chefs respectifs... Souvent la Russie n'a qu'à bénir cet arbitraire, car parfois l'arbitraire des autorités locales adoucit et rend seul supportables les mesures décrétées par le gouvernement. Ainsi, dans une comédie d'Ostrowsky, un préfet, nouvellement nommé, demande à ses administrés qui sont venus lui souhaiter la bienvenue : « Comment voulez-vous que j'agisse envers vous?... Selon les lois?... Mais les lois sont nombreuses... ajoute-t-il d'un ton significatif. Holà, montrez-leur les lois. Le secrétaire apporte un tas énorme de volumes ; les habitants avec agitation : — Non, non, père, pourquoi donc selon les lois... Il vaut mieux sans elles [1]... »

En revenant à la vie réelle, on pourrait citer une grande quantité de faits qui témoignent des bienfaits que procure parfois à la Russie cet arbitraire des institutions et des chefs. Combien trouve-t-on de gens qui, comme le statisticien Arseniev furent conservés à la science russe par l'arbitraire individuel et ravis au sort que leur réservait l'arbitraire général ! Chez nous, on peut rencontrer un préfet qui, pendant que la politique

1. Je cite de mémoire.

gouvernementale tend à détruire la commune agraire, dira à ses amis dans une causerie intime : « Ne pensez pas que j'ai accepté cette place par ambition. Je suis devenu préfet uniquement pour soutenir et développer le *mir*. » Les lecteurs comprendront que je ne puis citer de noms, mais le fait est patent. Si le beau pays de l'Amour ne nous est pas enlevé et si un jour il devient la base du bien-être de la Sibérie et la clef de la puissance russe sur l'océan Pacifique, la postérité reconnaissante dira que la Russie est redevable de la possession de ce pays à l'arbitraire du comte Mouraviev et regrettera que cet arbitraire ait été cependant limité sous beaucoup de rapports par le gouvernement. Il est presque superflu de dire que ce même arbitraire est une source innombrable d'abus et livre les habitants au régime le plus tyrannique. Notre triste époque est tout particulièrement riche en faits semblables. Le scandaleux procès du docteur en médecine Bouche (1883) a montré l'influence presque incroyable qu'exerce le pot-de-vin dans le Département médical. Son chef, le docteur Bouche, ayant sans nul doute besoin de beaucoup d'argent et pour cause, — il avait deux familles, celle de sa femme et celle de sa maîtresse — institua un impôt régulier prélevé sur tous les médecins en quête de places. Les pots-de-vins se payaient ouvertement, selon une taxe fixée. Ce système dura bien des années. Ce n'est pas tout. Dans le cours de ce même procès, il fut constaté que dans les autres Départements les mêmes faits se produisaient. Le gouvernement craignit de soulever davantage le rideau et n'intenta aucunes poursuites.

Les abus commis dans l'intendance militaire sont

connus de tout le monde et ont été constatés par un grand nombre de procès. Pendant la dernière guerre avec la Turquie, l'armée russe se trouvait, comme on disait alors, entre deux feux : elle avait devant elle les Turcs et derrière l'intendance. En 1878, je rencontrai à Vladikavkaz un commissaire, qui était par extraordinaire un honnête homme. Un jour ce commissaire arrive plein d'indignation chez un de mes amis, chez lequel j'avais justement fait sa connaissance : là, il raconte la filouterie d'un entrepreneur qui lui avait livré une fourniture d'avoine si avariée que sa puanteur rendait pénible l'abord du magasin... « — Eh bien ! jeune homme, dit-il en s'adressant à moi, vous ne faites que rêver toutes sortes de constitutions, vous feriez vraiment mieux d'accepter une fonction pour diminuer au moins le nombre de ces impudentes filouteries. Voyez, un cheval peut-il manger une si abominable nourriture ? » Le commissaire entr'ouvrit son mouchoir qui renfermait un petit échantillon de cette avoine. C'était réellement quelque chose d'inimaginable, de vraies ordures : une certaine quantité de grains d'avoine qui s'y trouvaient mêlés, avaient déjà poussé des germes, les autres étaient entièrement pourris. — « Mais est-il possible que vous acceptiez une telle cochonnerie ? — Certes non ! Mais ces filous tâchent toujours de profiter de la moindre négligence pour fournir des provisions qui ne valent rien. J'ai déjà télégraphié à Tiflis. » Tiflis, c'était la capitale du Namiestnik [1] (lieutenant) frère du tzar, et le centre administratif russe du Caucase. Plusieurs jours plus tard, j'appris, que pour toute réponse, le commissaire avait reçu de son chef cet ordre laconique. — « Acceptez immédiatement l'avoine. » Je ne sais pas si après cela il modifia son opinion sur les rêves de constitution dont je me berçais. Je ne le revis plus.

1. Il n'y a plus aujourd'hui de lieutenance.

Il est douteux qu'on puisse expliquer uniquement par la perversité de l'administration le grand nombre de faits pareils qui se rencontrent en Russie à chaque pas. Je pense au contraire, que placée dans les mêmes conditions, c'est-à-dire ayant pleine possibilité de faire ce que bon lui semble, l'administration de tout autre pays ne se montrerait pas meilleure. Souvent sans nul doute, elle serait pire, et dans la plupart des cas elle ne se montrerait pas aussi humanitaire. La cause du mal ne se trouve pas dans les personnes, mais dans une organisation défectueuse, dans un pouvoir immodéré, dans l'absence de contrôle. Partout les hommes se ressemblent plus ou moins, mais l'impuissance des institutions qui sont censées diriger les affaires et l'impossibilité de créer un contrôle efficace font peser sur les populations de la Russie une sorte de joug féodal, tantôt risible et tantôt criminel. Je prends dans les journaux russes les faits relatifs à cette tyrannie administrative qui me tombent les premiers sous les yeux. Le préfet du gouvernement de Perm meurt. Le maître de police de la ville de Perm se croit le droit d'imposer à cette occasion le deuil à la population. Il supprime une fête qui devait avoir lieu dans le jardin public, défend une soirée du cercle des marchands, sans égards pour les protestations du public qui, ayant payé ses cartes d'entrée, ne fut même pas remboursé.

Ce fait est ridicule. En voici un qui est loin de prêter au rire. Pendant le cours de l'année 1880-1881, les vols commis à la gare de Kharkov devinrent de plus en plus nombreux et prirent enfin un caractère épidémique. On eut bientôt la conviction qu'ils étaient le fait d'une bande régulièrement organisée et à la tête de laquelle se trouvait.... la police. L'affaire vint devant les tribunaux, et au cours du procès il fut constaté que le commissaire de police Filipov prenait une part directe aux vols et prélevait sur le produit une taxe fixe (15 °/₀). En revanche, il entourait l'association d'une faveur toute spéciale ; ni les gendarmes, ni la police n'arrêtaient jamais les voleurs, ou bien, quand il était impossible de ne pas le faire, on les relâchait immédiatement ; les gendarmes recevaient aussi un °/₀ fixe ; en outre la police s'efforçait d'obtenir la destitution de tous les conducteurs de trains qui pouvaient être un obstacle pour les voleurs, et facilitait la besogne de ces derniers, afin qu'ils puissent plus à leur aise dévaliser les voyageurs. Bref, l'intimité des rapports était complète. « Pourquoi donc, camarades, montrez-vous si peu de zèle ? » disait aux voleurs d'un ton de reproche le sergent Rossolovsky, quand ceux-ci lui apportaient un maigre butin. Cette bande de policiers et de voleurs avait une organisation si forte qu'au début de l'instruction de l'affaire, le juge d'instruction fut longtemps dans l'impossibilité de rien découvrir. Les vols se commettaient sous ses yeux et les auteurs demeuraient invisibles. Le juge d'instruction ne parvint à saisir les voleurs qu'après avoir organisé à l'insu de la police officielle, sa propre police, composée d'employés préposés aux bagages.

Une fois, ayant l'intention de prendre les voleurs sur le fait, le juge d'instruction informé que ceux-ci avaient rendez-vous à la gare, s'adressa directement et sans témoins au maître de police Korovine, en le priant de n'en parler à aucun de ses subordonnés... Les filous furent tout de même prévenus. Je ne veux aucunement inculper M. Korovine, mais le simple fait que cet étrange incident est demeuré *sans éclaircissement* et que M. Korovine resta tranquillement maître de police de la ville de Kharkov, caractérise fort bien l'administration russe. Notons encore un point important : M. Rossolovsky qui personnellement faisait partie de la bande (cela fut prouvé par l'enquête judiciaire), mais qui, s'étant brouillé avec Filipov, dénonça ce dernier, échappa à toute poursuite et même fut récompensé par une promotion à un grade supérieur. Cependant, par pur égard pour les convenances, il dut subir un déplacement et fut nommé à Koursk adjoint au commissaire.

On le voit, il est assez difficile pour un citoyen russe de se sentir tranquille pour la sûreté de sa personne et de sa propriété, placé qu'il est sous la sauvegarde de pareils protecteurs !

Voici encore un petit tableau de mœurs qui, lui aussi, a été dévoilé par une enquête judiciaire. Il existe en Russie une petite ville nommée Voltchansk. Là — il y a deux ans de cela — le poste d'*ispravnik* était occupé par un certain Zograf. Les dépositions des témoins le peignent comme un homme sans méchanceté, mais le rôle de roitelet, ayant plein pouvoir de commettre toutes sortes d'infamies, est plus dangereux que tous les défauts personnels. Dans cette même ville de Voltchansk

habitait un certain Ponomarev qui possédait un restaurant. Sa femme Ouliana, fort jolie, plut à l'*ispravnik* et ne se montra pas trop cruelle. Pendant quelque temps les deux tourtereaux se contentèrent de rendez vous chez une tante. Plus tard, ils désirèrent être plus libres et l'ispravnik résolut de se débarrasser du mari. « Maintenant la Russie a de telles lois, disait Zograf à Ouliana, qu'il n'y a personne qu'on ne puisse déporter. » Ouliana abandonna son mari. L'ispravnik envoya des agents pour enlever ce qui appartenait à la femme. Ils s'emparèrent sans cérémonies de tout ce qu'on leur avait indiqué, en y ajoutant encore une partie de ce qui appartenait en propre à Ponomarev. Quant à ce dernier, l'ispravnik, pour plus de sûreté, le fit arrêter et mettre en prison. Le juge de paix indigné par cet abus de pouvoir, intervint; le malencontreux époux fut remis en liberté. L'ispravnik dirigea l'attaque d'un autre côté. Il persuada plusieurs individus de lui dénoncer Ponomarev comme *malintentionné* et, se fondant sur cette dénonciation, il voulut le déporter. Sur ces entrefaites, Ouliana qui, sans doute, eut enfin pitié de son mari, abandonna l'ispravnik et se réconcilia avec Ponomarev. Zograf, désespéré, ne se possédant pas de fureur, assembla la police, assiégea la boutique, arrêta les époux et les interna pour cette fois tous deux ensemble dans le district de Starobielsk. Naturellement les Ponomarev furent complètement ruinés. Leur commerce ne put se relever et tout ce qu'ils possédaient fut partie égaré, partie volé. Ouliana paya cher son petit roman!

Passons maintenant à l'armée, objet principal de la sollicitude du gouvernement.

Le 3 mai 1882, le médecin militaire Skariatine reçut l'ordre de se rendre à Bobrouïsk pour occuper le poste de médecin de l'hôpital militaire de cette ville. Il ne partit pas, et accompagna son refus d'un rapport où il était dit que lui, Skariatine, renonçait au service parce que, dans les circonstances actuelles, la situation de médecin dans le Département du ministère de la guerre était incompatible avec les exigences de l'honneur et du serment prêté. Skariatine fut cité en justice pour une aussi flagrante désobéissance. Son procès, qui eut lieu le 11 mars 1883, dévoila tant d'horreurs qu'il fut défendu d'en publier le compte-rendu. Dans notre presse judiciaire il ne parut que de légères insinuations sur ce sujet. Cependant, j'ai entre les mains copie du compte-rendu des séances du tribunal. Le docteur Skariatine n'est pas un révolutionnaire. C'est simplement un honnête homme. Il avait depuis longtemps déjà connaissance des ignominies de la Russie gouvernementale. Pendant la guerre turco-russe, le gouvernement, en face de la nécessité qu'il y avait de lutter contre l'épidémie de typhus qui décimait notre armée, fit appel aux étudiants des facultés de médecine. Skariatine, encore étudiant de l'Académie de Médecine de Saint-Pétersbourg, fut au nombre de la généreuse jeunesse qui se rendit à cet appel. C'est alors qu'il eut pour la première fois l'occasion d'apprécier la situation du soldat russe, et il fut frappé de ce qu'il vit. Il vit, selon ses propres paroles, un si profond mépris pour la vie et la personnalité de l'homme, un tel vol, qu'il n'avait même jamais pensé que cela fût possible. A Odessa, il assista à l'embarquement des soldats. La

mer était fortement houleuse et la barque qui transportait les soldats était presque plate et sans garde-fou. Skariatine, de concert avec un de ses camarades, s'adressa au commandant de port et le pria de ne pas entasser les soldats si près des bords, car ils pourraient avec le roulis, tomber à l'eau. « Grand malheur s'ils y roulent! répondit le commandant, de cette marchandise nous en avons assez. Ce ne sont pas des chevaux dont il faut rendre compte!! »

Ce que le jeune médecin observa dans les hôpitaux était bien pire. Là, les soldats étaient littéralement pillés comme chez les bandits. Le règlement oblige les malades à déposer leur argent entre les mains de l'administration du lazaret, le plus souvent les soldats ne parvenaient pas à se le faire rembourser. Alors aucunes protestations n'aboutissaient. Un jour, Skariatine essaya d'intervenir en faveur d'un soldat qui, devant l'impossibilité de se faire rembourser ses derniers sept roubles, ne pouvait retenir ses larmes. « Ce n'est pas votre affaire, » lui cria-t-on. En passant d'un lazaret à l'autre, Skariatine put se convaincre que cet ordre de choses était une règle générale. Les soldats tâchent donc de trouver des gens entre les mains desquels leur argent soit en sûreté contre les voleurs, mais ces derniers ne cèdent pas facilement leur proie. Ainsi, par exemple, les soldats témoignaient une confiance particulière à une sœur de charité, madame Féodorov. L'inspecteur du lazaret ayant appris un jour qu'un des soldats lui avait confié son argent, ne crut même pas nécessaire de dissimuler son mécontentement et apostropha en termes de halles la sœur de charité. On volait ouvertement, sans

se cacher. Un des témoins, l'officier Sytchevsky avait aussi présenté un rapport au sujet de deux de ses soldats qu'on avait volés, mais le rapport, après avoir voyagé par toutes les instances, demeura sans résultat. Une fois, Skariatine se plaignit à M. Prissielkov, l'inspecteur en chef du service sanitaire, qui jouit d'une parfaite réputation d'honnête homme. Celui-ci, sous l'empire de la première impulsion, saisit un crayon pour prendre note du nom de la personne coupable de vol, mais dès qu'il eut entendu le nom, le crayon lui tomba des mains.. « Malinine ? Ah! celui-ci est connu... Avec un homme de sa taille, on ne peut rien faire... *Eux, vous ne pouvez les prendre les mains dans le sac !...* » Que veut dire cette phrase ? Je ne le comprends pas clairement. Sans doute Malinine avait des amis puissants.

Il est superflu de dire que les vols au fisc s'opéraient plus ouvertement encore. « Je pensais alors, remarque Skariatine pendant le procès, que dans notre armée de Turquie la lie de notre société était réunie tout entière : je me disais : ce qui est possible en Turquie, est impossible en Russie.... Voila pourquoi, sans égards pour mon amère expérience, j'entrai de nouveau (c'est-à-dire après qu'il eut terminé ses études) au service du ministère de la guerre, me proposant d'être dans la mesure de mes forces, utile aux soldats. Pourtant je me trompais cruellement. Cette même lie que j'avais vue manœuvrer en Turquie, manœuvrait impunément ici. »

Skariatine entra au service comme médecin en second dans le neuvième régiment de Uhlans [1] et se mit

1. Maintenant que les régiments de Uhlans ont été licenciés, il porte le nom de 26e Dragons de Bougue.

énergiquement au travail. Une série de dépositions de témoins est là pour nous convaincre que le jeune médecin se donna sans réserve à ses nouveaux devoirs. Il ne fréquentait personne, ne se permettait aucune distraction, restait toute la journée et même jusqu'à une heure avancée de la nuit dans le lazaret, achetait de son propre argent les médicaments nécessaires aux malades... Il montrait la même sollicitude pour les malades de la ville, si bien que les représentants de Loubny lui offrirent en signe de reconnaissance un album en argent avec l'inscription : *Au médecin et à l'homme.* — Cependant, à chaque pas, la réalité montrait à Skariatine qu'être utile aux soldats était très difficile. Dans les hôpitaux, il voyait des spéculations effrontées sur la vie humaine. Le lazaret comprend deux sections; le lazaret proprement dit, destiné aux maladies graves, et l'ambulance pour les maladies de peu d'importance, où la plupart ne faisaient que passer à la visite. La comptabilité régulière n'existe que pour le lazaret ; quant à l'ambulance, il n'y a aucune sorte de comptabilité pour les malades qui y viennent seulement subir la visite médicale. C'est de cette circonstance que profite l'administration militaire de concert avec les médecins. Les chefs du régiment savent que les comptes-rendus portent le nombre mininum des malades : c'est une preuve du bon entretien des soldats. Alors, pour ne pas abîmer les comptes-rendus (expression technique), on renvoie à l'ambulance comme atteints d'affections légères, les hommes souffrant des maladies les plus graves. En août 1881, quand le typhus gastrique commença à sévir dans le régiment, 30 hommes étaient entassés

dans l'ambulance, en proie au délire, souffrant de la diarrhée — et cependant l'ambulance ne disposait, selon le règlement, d'aucune autre nourriture que la ration habituelle du soldat et ne pouvait procurer aux malades aucune des conditions de confort qui leur sont indispensables. Pendant ce temps, au lazaret la moitié des lits restaient disponibles. Tout cela pour la beauté des comptes-rendus. Skariatine, profitant de l'absence du médecin en chef, transporta au lazaret les malades gravement atteints. Il reçut une réprimande pour le chiffre inouï des malades.

Si les médecins agissent ainsi, l'administration militaire fait encore moins de cérémonies avec les soldats. Ainsi, par exemple, pendant une revue du régiment faite par le général de brigade, le soldat Pietrenko était malade à l'ambulance à tel point qu'on dut ensuite le transférer au lazaret et qu'il fut libéré du service à titre d'invalide. Le commandant de l'escadron injuria ce malheureux parce qu'il osait rester couché à l'ambulance, (à l'ambulance un malade ne doit pas oser être gravement malade!) Il lui intima l'ordre de se présenter à l'escadron pour subir une punition, et quelle punition! Seule la résistance opposée par le médecin empêcha de châtier un homme malade. Cela se passait presque sous les yeux du général de brigade, qui pendant ce temps était occupé à recueillir les plaintes. Telle est la sollicitude des chefs pour la santé des soldats!

Pendant les deux années que Skariatine passa au service, la pharmacie du régiment n'avait pas de médicaments à sa disposition. En exigeant des médicaments, on risquait d'exciter un mécontentement du dé-

pôt général (où les mêmes vols ont lieu), et le médecin en chef, pour éviter des désagréments, aimait mieux se taire. Alors on n'employait pour l'achat des médicaments que les sommes affectées au lazaret par la caisse du régiment. Et le commandant du régiment ne permettait de prendre à cette caisse que *cent roubles* par an, somme qui devait suffire à la nourriture des malades (vingt-quatre lits !), aux médicaments, aux réparations du lazaret... Une telle parcimonie s'explique par la pauvreté du régiment; or la pauvreté du régiment provient de ce que toutes les économies (soixante-dix à quatre-vingt mille roubles) en avaient été volées par les chefs. Convaincu qu'il est impossible de traiter des malades dans ces conditions, Skariatine consacra toute son attention à l'hygiène préventive. « Et c'est ici, a-t-il dit au tribunal, que je me suis heurté aux agissements du Ministère de la guerre. »

Les collisions de Skariatine avec la haute administration eurent pour cause première les coups implacablement infligés aux soldats. Les peines corporelles étaient depuis longtemps abolies par la loi ; néanmoins les cas de maladies, résultant de coups reçus, étaient fréquents dans le régiment. Ce fait est prouvé au procès par la déposition de nombreux témoins. Le trompette Temvrioukov, pour châtier ses progrès trop lents en musique, fut assommé par le chef d'orchestre de coups de trompette portés au nez et aux dents. Le soldat ensanglanté se rend à l'hôpital où le docteur le garde pendant trois jours. Nouveau crime. Comment a-t-il osé aller à l'hôpital ! Dès qu'il sort du lazaret, le colonel lui inflige une peine disciplinaire : une garde de dix jours. Un autre trompette

Iarko paya encore plus cher, et, à ce qu'il paraît, sans aucune faute de sa part. Le chef de musique de mauvaise humeur frappa si rudement l'oreille d'Iarko de sa trompette que le sang jaillit de l'oreille opposée. Le soldat fut forcé de rester à l'hôpital pendant un mois entier. Un jeune soldat, Gostinsky, fut si meurtri de *coups dans le museau* par un sous-officier, qu'on le sauva difficilement d'une inflammation cérébrale. Longtemps après encore, il souffrait d'une atorrhée. Après avoir passé plusieurs mois à l'hôpital, Gostinsky fut renvoyé dans ses foyers comme incapable de service. Le soldat Zakhartchenko, pour avoir présenté ses armes à quatre pas de distance, (et non à vingt), reçut un coup analogue. Le soldat Lioubezko, par suite de coups au *museau* et à l'oreille, était sans connaissance à l'hôpital ; les docteurs craignaient une rupture du tympan ; le malade resta sourd d'une oreille. Le soldat Korneienko fut battu par l'officier Goriaysky jusqu'à ce que le sang jaillît de sa bouche. Cela n'apaisa pas la colère de l'officier et il força le soldat à courir devant lui avec son fusil ; le soldat courut en avalant son sang pendant deux heures jusqu'au moment où il tomba. Plusieurs personnes ont vu à l'hôpital un verre rempli du sang de Korneienko qui échappa à la mort, et fut réformé. Le soldat Krakh fut battu par le colonel, parce qu'il ne savait pas guérir un cheval. « Il le battit pendant cinq jours, (déposition de l'officier Jikharev) et plusieurs fois par jour : il allait se reposer dans sa tente, puis il revenait et le battait de nouveau. » Assez d'exemples, et cependant combien j'en omets ! Le colonel menaça même l'aide-chirurgien Svert-

chevsky, ex-étudiant en médecine, de lui donner cinq cents coups de bâton.

Ces infamies provoquaient quelquefois les protestations de personnes étrangères à l'armée. Ainsi, une fois la foule enleva un soldat des mains du cornette Arakine qui le battait cruellement. Une autre fois, l'indignation du public s'éleva contre le major Filimonov qui donnait des coups de cravache aux recrues pendant les exercices.

Ces châtiments cruels sont encouragés par les autorités et même érigés en je ne sais quel principe. Le chef du régiment déclare tout haut « qu'on ne peut pas ne pas battre un soldat russe, *qu'il faut battre le soldat, il faut le détruire* (expression authentique confirmée par des témoins). » Tiajelnikov, ce chef de brigade venu pour recueillir les plaintes, déclara devant les troupes assemblées que les « peines disciplinaires ne sont bonnes que pour les sots, mais que pour un bon soldat il faut le poing. » Le poing ! excellent moyen vraiment de soutenir dans l'armée la discipline, l'honneur militaire, le courage, l'art musical, l'art vétérinaire, etc.

MM. les généraux ne peuvent appliquer ce talisman magique aux officiers. Mais le principe du mépris de l'homme se reflète aussi sur la vie de ceux-ci. On bat les soldats et on a peu d'égards pour les officiers. L'officier a le droit d'aplatir le museau des soldats, mais à son tour il est obligé de supporter toutes les injustices possibles de la part de ses supérieurs. Les plaintes n'aboutissent souvent à rien, même dans les cas les plus criants.

Les infamies qui distinguaient surtout le premier escadron du régiment de Bougue, étaient le fait du chef d'escadron Matveienko de la part duquel l'enquête a découvert une quantité d'illégalités. Ainsi, par exemple, l'escadron souffrait de la faim, parce que son chef s'appropriait la nourriture des soldats et l'envoyait à ses nombreux parents. Aux dragons on ne payait pas leur solde ; ils ne recevaient même pas l'argent que leur envoyaient leurs parents. Le jeune *rotmistre* Sytchevsky ne put voir froidement ces abus ; il protesta plusieurs fois, mais en vain, les dragons eux-mêmes, à bout de patience, se décidèrent à porter plainte au général de brigade Korevo, lors d'une revue des troupes. Les maréchaux des logis (*vahmistres*) menacèrent vainement à voix basse les soldats de les fourrer sous terre, en leur disant que le général était avec eux aujourd'hui, que demain ce serait à eux qu'ils auraient affaire. La plainte fut exposée : Sytchevsky mandé par le général confirma la justice des réclamations de l'escadron. Comment finit toute cette affaire ? Sytchevsky, félicité personnellement durant la revue par le général de brigade, fut mis aux arrêts sous prétexte qu'il ignorait le service. L'officier Kopatch, contre lequel étaient principalement dirigées les réclamations des soldats, fut six jours après proposé pour une gratification. Matveienko, malgré cette affaire, reçut un régiment.

Revenons cependant à Skariatine. Indigné des châtiments corporels qui accablaient les soldats, il voulut de prime abord faire protester son chef, le premier docteur. Celui-ci préféra ne pas se mêler d'histoires désagréables. Alors Skariatine s'adressa au colonel. Aucun résultat ou plutôt un résultat inattendu. Le colonel ne

voulant pas que les protestations du jeune enthousiaste pussent se renouveler, donna tout simplement l'ordre de ne plus mettre à l'hôpital les soldats qui avaient reçu des coups. Les peines corporelles continuaient à être infligées, seulement les soldats ne recevaient plus aucun secours médical. Skariatine, révolté, disait ouvertement qu'il n'abandonnerait pas cette affaire sans protestation. C'est alors qu'on voit se former tout un complot contre lui. Le colonel demande au chef de la division la révocation de Skariatine, bien qu'il ne puisse lui imputer que les fautes suivantes : il présente négligemment les armes et fume dans des endroits où cela est interdit. Le chef de la division trouva ces considérants insuffisants ; cependant pour maintenir la discipline, il ordonna de mettre Skariatine aux arrêts pour un mois. Après les arrêts, Skariatine adressa de nouveau au docteur de la division un rapport sur les abus. Le docteur se mit en colère. « Pourquoi vous faites-vous tant de bile, mon cher? Nous voyons bien tout cela, mais nous nous taisons ; sommes-nous plus bêtes que vous ? » Pour ébranler la réputation de Skariatine, afin de diminuer l'importance de ses protestations, le docteur de la division ordonna une inspection de l'hôpital avec le parti pris d'y trouver quelque désordre. Ce fut impossible, mais on accusa Skariatine de négligence dans ses devoirs et on envoya en secret un rapport où on le traitait d'ignorant en médecine ! Cette accusation fut portée à la sourdine, parce que, si elle avait été connue au régiment, elle eût provoqué une trop grande indignation. En même temps, on répandit le bruit que Skariatine était fou. Le jeune docteur ne se déconcertait pas.

Au sujet de l'affaire de Korneienko, il demanda une enquête médicale, et, comme la délégation ne voulut pas reconnaître le fait évident de la mutilation, il qualifia dans un rapport officiel un des médecins d'*indigne de sa profession*. Ce rapport le fit traduire pour la première fois devant le tribunal et ici commence la seconde phase de sa lutte avec l'administration.

Un juge d'instruction, chargé de faire l'enquête sur l'affaire de Skariatine, vint au régiment de Bougue pour contrôler ses déclarations. Dans ce but il interrogea naturellement les officiers. Quelques uns, Savenkov, Jikharev, Danilevsky, obéirent aux exigences de l'honneur et du devoir et témoignèrent sur les infamies que leur étaient connues. C'était un coup terrible, on le comprend, pour le parti des abus. Le chef de la division vint au régiment sous prétexte d'y passer une revue. Après la revue, il assembla autour de lui tous les officiers. Il commença par leur dire qu'il y avait au régiment on ne sait quel intrus, Skariatine, qui s'appliquait à brouiller tout le monde et que certains officiers avaient eu l'audace de soutenir. « Selon moi, conclut le chef, il faudrait exclure ces officiers du régiment comme on chasse une brebis galeuse hors du troupeau. » Il est inutile de dire que l'allusion visait les officiers qui avaient déposé devant le juge d'instruction. Savenkov, qui se trouvait parmi les officiers, le comprit ainsi. Il s'adressa au général et demanda la permission de s'expliquer. Le général répond qu'il n'acceptait aucune explication et que l'officier pouvait s'adresser au colonel du régiment. Savenkov agit en conséquence. Le colonel refusa aussi de l'entendre, en disant qu'il partageait complètement l'opi-

nion de son divisionnaire, et qu'il pensait qu'il est préjudiciable pour un officier de répondre aux questions d'un juge d'instruction. Savenkov, atteint dans son honneur, exigea alors le jugement de ses pairs. Des témoins nombreux affirment qu'un tribunal d'officiers régulièrement constitué l'aurait acquitté. Le colonel le comprenait bien ; c'est pour cela qu'il se décida à agir autrement. Le tribunal des officiers, sanctionné en pareil cas par la loi, est entouré de formalités telles que la pression sur les officiers devient fort difficile. Le chef du régiment convoqua donc une simple assemblée des officiers, en s'abouchant auparavant avec les chefs d'escadron pour faire condamner Savenkov. La pression sur l'assemblée était facile. L'adjudant-major Beneké, homme méprisé au régiment, se mêla au débat avec une persévérance effrontée, en répétant tout haut : « Nous, (lui et le colonel) chasserons du régiment tous les Savenkovs et les Jikharevs. » Les autres amis du colonel disaient tout haut que ceux qui voteraient pour Savenkov seraient exclus tôt ou tard du régiment. Après ces avertissements, le chef exigea un scrutin *ouvert*. Savenkov fut condamné... Voila comment on agit chez nous avec une assemblée de régiment. Savenkov n'avait qu'à quitter le régiment. Bientôt après, Jikharev, sur la réquisition du colonel, dut s'en aller à son tour. Danilevsky et Sytchevsky furent exclus de même. Encore un incident curieux. Lorsque Savenkov porta plainte contre ce tribunal inique, car il ne voulut pas subir son sort sans tenter une protestation, le colonel qui l'appelait seulement jusque-là un officier insubordonné, avertit alors les autorités que Savenkov appartenait au parti socialiste. Cette accusation est fréquente en Russie et entraîne des conséquences épouvantables, si peu fondée qu'elle soit.

Entre temps, Skariatine continuait ses protestations, mais le président du tribunal ne permettait pas à l'accusé de s'appesantir sur certains détails de l'affaire. Néanmoins le procès découvrit beaucoup de choses. Skariatine s'adressa trois fois au ministre de la guerre : il alla lui-même à Saint-Pétersbourg. Surmontant des difficultés presque insurmontables, il parvint à mettre son rapport sous les yeux du ministre. A quoi aboutit-il ? On lui proposa tout d'abord de le délivrer du service obligatoire[1] s'il rétractait son rapport. « Mais ce n'est pas pour cela que je l'ai présenté ! » répondit-il et il refusa d'une façon catégorique de se prêter à cet arrangement. Alors Son Excellence donna ordre d'exclure immédiatement Skariatine du régiment et de le transférer dans un hôpital quelconque. Cette issue d'une affaire aussi juste, portée presque au pied du trône, frappa paraît-il, horriblement Skariatine. Il tomba malade ; immédiatement après sa guérison, il présenta son audacieux rapport avec le refus de continuer le service, ce qui servit de prétexte pour le mettre une seconde fois en jugement. Voilà ce qu'on peut faire dans notre armée.

Ce serait cependant une grande erreur que de tirer de ces faits une conclusion défavorable contre tous nos officiers. Né dans une forteresse, je connais bien notre classe militaire parmi laquelle j'ai passé ma jeunesse. Cette classe se distingue par les traits les plus sympathiques. Le sentiment de l'honneur est développé chez l'officier

1. Skariatine avait fait ses études à l'Académie de médecine, et comme boursier il était au service.

russe sous sa forme la plus noble. Son sentiment du devoir est indescriptible. Mais on trouve partout des hommes capables d'abus et la déplorable administration de l'armée permet à ces hommes de faire tout ce qu'ils veulent ; voila la source du mal qui excite tant d'indignation chez nos officiers. C'est là aussi que se trouve la cause du succès parmi eux de la propagande révolutionnaire, dont je parlerai un peu plus loin.

Le désordre du gouvernement central qui se reflète par des abus d'arbitraire dans toutes les branches de l'administration, ne pèse sur personne aussi lourdement que sur les paysans. On exerce sur eux une tyrannie si incroyable, que le dicton russe : « les paysans libérés des *pomiechtchiks* devinrent les serfs de l'administration » est loin d'être une exagération. On n'a qu'à glaner au hasard dans un numéro quelconque de nos journaux pour trouver des exemples révoltants de violence. Les concussions et les extorsions de toute sorte de l'administration écrasent le paysan. Il s'est formé dans le peuple toute une littérature de chansons, de proverbes qui signalent ces agissements. « Ne crains pas le tzar, mais crains le piqueur, » — « le tzar n'est pas redoutable, les serviteurs du tzar le sont, » disent les paysans, et une chanson apprécie en ces termes le stanovoï :

Dans un champ large,
vient le stanovoï
pour une affaire grave,
pour un cadavre,
et avec lui le pillard
son secrétaire aussi.
Pour le souper du stanovoï

il faut trouver des vivres frais
et pour nettoyer sa gueule
deux bouteilles d'eau-de-vie.

La chanson finit par dire de lui que le stanovoï s'en va *sans rien voir*, après avoir dévoré tous les vivres. Les ouriadniks surtout (sorte de police à cheval instituée pendant les dernières années du règne d'Alexandre II), devinrent célèbres dans les villages. Ces hommes, — on en compte plus de 5000 recrutés parmi la canaille de la pire espèce, sont de vrais aventuriers en uniforme. Leur pouvoir est énorme ; ils en profitent pour commettre des abus inimaginables. Voici par exemple des faits empruntés au hasard aux journaux. Le tribunal d'arrondissement d'Odessa a examiné l'affaire de l'ouriadnik Datzenko. Cet ouriadnik, en faisant sa tournée, rencontra un juif qui lui parut suspect, on ne sait pourquoi. Il le fit marcher devant lui et, tout en le suivant à cheval, il s'amusa pendant le trajet à lui donner des coups de fouet. C'est ainsi qu'ils arrivèrent au logis du chef de la volost qui certifia l'identité de Trantz. Datzenko n'ajouta aucune foi aux paroles du syndic, qu'il injuria, et se mit à battre de nouveau Trantz. On eut encore à juger à Odessa l'affaire d'un autre ouriadnik, qui viola, après l'avoir dévalisée, une femme qu'il rencontra dans les champs.

Dans la province de Kanev, l'ouriadnik Tcherniavsky, ayant reçu en cadeau quatre chariots de paille, ordonna aux paysans de les transporter chez lui. Les paysans refusèrent de le faire gratuitement... « Comment, leur cria l'ouriadnik, vous demandez de l'argent pour le transport de la paille du gouvernement. Chapeaux

bas ! » Et il fit tomber leurs chapeaux à la force du poignet. Les paysans s'indignèrent et lui crièrent que sa conduite autorisait de le chasser du village. L'ouriadnik prit alors note de leurs noms et donna ordre au starosta de les faire venir chez lui pour dresser un procès-verbal de cet outrage à la police dans l'exercice de ses fonctions.

Dans le village de Balatzkoïé (gouvernement de Kherson), un incendie éclata. Les ouvriers du pomiechtchik Rogatchev accoururent et travaillèrent à éteindre le feu. Tout à coup l'ouriadnik arriva avec des cris furieux et bouscula en grondant les ouvriers. Le pomiechtchik lui fit remarquer que les ouvriers étaient venus de leur propre gré et que par conséquent il n'avait pas le droit de leur donner des ordres. Devant un tel crime de lèse-majesté, l'ouriadnik s'emporta, frappa les ouvriers de son fouet. A ce moment arrivaient les ouvriers du village de Khristoforovka. L'ouriadnik excité tomba sur eux aussi, leur porta des coups et mit tout le monde en fuite ; deux paysans sont horriblement meurtris par des coups de naghaïka (fouet) à la suite de cette scène.

A Kakhovka (gouvernement de la Tauride), un gendarme, — ceci n'est plus l'ouriadnik, — en faisant sa ronde, entre chez un paysan dont la femme était jolie. Avant tout, il exigea qu'on lui fasse faire bombance. Ensuite ivre, il ordonna au mari de s'en aller ; les intentions du gendarme étaient si claires, que le paysan refusa d'obéir. Le gendarme s'emporta et, tirant son revolver, tua le paysan.

A Chadrinsk, le secrétaire, se trouvant à une fête villageoise, fut frappé de la beauté de deux jeunes filles...

Il se retira dans le bureau d'administration communale et ordonna au sotsky (gardien) d'arrêter ces filles, sous prétexte qu'elles troublaient l'ordre; ce qui fut fait. Alors le misérable les viola toutes les deux...

Le lecteur croit peut-être que je lui raconte l'histoire de la Bulgarie envahie par les bachi-bouzouks ? Non, par malheur, je parle de la Russie, et encore ces faits, quoique si horribles et révoltants qu'ils soient, ne sont nullement exceptionnels. Avec les journaux que j'ai en ce moment sous les yeux, je pourrais remplir des pages entières du récit de forfaits aussi révoltants. Je pourrais raconter également de sanglantes vengeances des paysans contre les ouriadniks, qu'on déteste par toute la Russie plus que qui que ce soit.

Le gouvernement même a constaté plus d'une fois ces abominations. Voici par exemple un extrait du rapport du sénateur Polovtzev sur l'inspection du gouvernement de Kiev [1]. « L'impunité des chefs de la police érigée en système, écrit le sénateur, et l'absence de tout moyen de défense pour la population contre l'arbitraire de la police, sont une source de corruption de l'esprit politique de la population. La population ne croit plus à la possibilité de se garantir contre les abus par les voies légales : la la conscience de son impuissance devant l'arbitraire de police pénètre dans toutes les classes de la société, de sorte que si le paysan ignorant porte au policier ce qu'il a acquis par le travail, les hommes instruits et haut placés paient aussi leur tribut à la police. » Ainsi le gouvernement lui-même connaît le mal.

1. *Journal des Etudiants.*

Parfois il fait des efforts pour lui imposer des limites. Mais quelles que soient les intentions du tzar, que peut-il faire pour abolir les conséquences sans toucher aux causes?

L'autocrate, comme le dit un mot célèbre chez nous, a pour autocrate l'autocratie des bureaux, et cette oligarchie d'en haut se reflète en bas dans l'oligarchie des petits chefs. Un pouvoir réellement fort, capable d'agir systématiquement, devient un mythe. L'ordre disparaît à tel point que l'idée de se défendre par les concussions, les intrigues ou la violence fait des progrès énormes parmi les habitants de la Russie. C'est surtout chez les paysans que cette idée se propage. La défense par ses propres forces, remplace de plus en plus l'idée de recourir a la justice légale. Ainsi chez Ouspensky, un paysan se plaignant d'un marchand, qui a fait construire une digue pour empêcher le poisson de passer dans la rivière des paysans, profère des menaces. « — Il faut porter une plainte contre le marchand, lui dit son interlocuteur. Il ne peut vraiment pas agir de la sorte. — Porter une plainte ! Mais sa bourse est remplie comme ça. Il recevra un ordre et il ne l'accomplira pas : voila tout... Selon moi il vaut mieux faire ainsi... — Comment? — Voici comment : percer le fond ! jeter la digue à bas ! et lui donner de bons coups, alors personne n'aura plus à se plaindre. Ce n'est pas la même chose que d'écrire une plainte. Tu écris le papier, lui pêche et vend le poisson. Non, il n'y a rien de mieux que d'agir soi-même. Avant tout il faut lui bien tanner le cuir, il sera moins prompt à voler. » Cet homme raisonnant ainsi, résume les idées du mo-

ment. Quelle absence de confiance dans le gou.ernement cette façon de penser et d'agir indique dans la population! Et pourtant, malgré tout, ce régime subsiste! Quelle force le maintient donc debout? N'est-ce pas surtout la faiblesse par trop forte de ses adversaires *conscients* ou directs?

II

Dans un pays où il n'existe pas de liberté, il est difficile à l'opinion publique de se diviser en partis nettement définis. Ces partis n'auraient pas de champ pour développer leur action; la majorité de la population n'est donc par rien poussée à adhérer à l'un d'eux. Puis, sans la liberté de la parole, des réunions, de l'agitation électorale, il est extrêmement difficile même d'élucider sa propre opinion. Pour toutes ces causes, l'énorme majorité de Russes, même ayant reçu une certaine instruction, trouve moyen de s'accommoder des idées politiques les plus opposées. Cette confusion des convictions politiques donne à l'instinct dans la société et dans la masse populaire un rôle beaucoup plus important en Russie que dans tout autre pays. La masse russe agit plutôt à *la manière des éléments*, comme on dit chez nous, que guidée par une conviction nette.

Je dois cependant observer que si cette circonstance rend plus difficile la formation de programmes réguliers, elle est bien loin d'assurer le règne de l'ordre et de la tranquillité dans le pays. Elle favorise, on ne peut mieux,

les révolutionnaires, car *instinctivement* chaque Russe est un peu révolutionnaire. Notre constitution politique pèse si absurdement sur tous, que chacun sent s'accumuler en soi une énorme quantité de mécontentement personnel occasionné par toute sorte d'atteintes, d'injustices, d'oppressions. Pour des raisons très diverses, tout le monde chez nous est mécontent. Selon le mot spirituel de M. Lioubimov, l'un des plus intimes amis de Katkov, chez nous « il n'y a que les montagnes et les forêts qui ne se plaignent pas : les montagnes, parce qu'il n'y en a pas, et les forêts parce qu'on les a abattues [1]. » Ce mécontentement général s'accuse à chaque occasion favorable avec d'autant plus de vivacité et de désordre, que le Russe, au plus intime de son être, ne se sent presque jamais retenu par des traditions ou des autorités quelconques. Cette circonstance a une importance énorme, et pour tous ceux qui connaissent la Russie, il ne peut être douteux qu'au moment d'une perturbation politique quelconque — les révolutionnaires russes acquerront un nombre considérable d'adeptes parmi ceux-là mêmes qui maintenant réclament pour eux des potences.

Aujourd'hui cependant ce vague des idées politiques, qui, chez le peuple, va jusqu'à l'absurde et dans la société jusqu'au chaos, est un obstacle formidable à la formation des partis. Les partis en Russie sont par conséquent très insignifiants numériquement. La masse populaire, obéissant à des impulsions purement accidentelles et instinctives, approuve tour à tour de plein

1. *Contre le courant*, dialogue de deux amis.

gré, tel ou tel acte, telle ou telle opinion d'un parti et ne soutient systématiquement aucun d'eux. C'est là que réside la plus grande faiblesse de nos partis, c'est là le plus grand obstacle à la réforme pacifique et graduelle de notre ordre social.

Ordinairement, on divise nos partis en trois groupes principaux : 1° les *réactionnaires* ou conservateurs ; 2° les *libéraux* ; 3° les *révolutionnaires*, ou comme on les nomme ordinairement, les socialistes. A cette nomenclature on peut ajouter encore un quatrième groupe, les *slavophiles*, quoique maintenant il n'existe vraiment pas numériquement et un cinquième, les *nationalistes* que les étrangers appellent quelquefois *parti russe*. Ce dernier ne mérite même pas le nom de parti, puisqu'il a des idées aussi peu nettes que celles qui règnent dans le public. Dans notre littérature les organes analogues au Nouveau Temps *Novoïe Vremia*, qui oublient aujourd'hui ce qu'ils ont dit hier et ignorent ce qu'ils diront demain, appartiennent aux idées nationalistes. Ce sont les vrais représentants de la majorité, mais non ses guides. Ils ne font que suivre la direction du vent, sans savoir eux-mêmes où ils vont. Ce n'est pas une tendance, c'est l'absence de toute tendance qui, en littérature, sert de tremplin aux gens qui se soucient uniquement de la vente. Leur influence sur le sort de la Russie se limite à fournir leur appoint de forces aux tendances dominantes.

Ainsi nous avons trois partis seulement à examiner, comme forces plus ou moins indépendantes et sérieuses. La supériorité numérique est sans nul doute du côté des *libéraux*. Pourtant mes lecteurs commettraient une

forte erreur, s'ils se faisaient une idée de nos libéraux et de nos socialistes en se basant sur les tendances des partis qu'en Europe on désigne sous ces dénominations. Les libéraux, dans le vrai sens du mot, existent fort peu chez nous, à part quelques personnalités complètement isolées. Nos libéraux considérés en masse, se rapprochent des radicaux français, et leurs opinions contiennent une part notable de socialisme. L'organe le plus caractéristique de nos libéraux, *Le Messager de l'Europe* a, par exemple, publié récemment un article de M. Slonimsky, où l'auteur démontre la nécessité de la nationalisation du sol et l'absurdité de l'idée même de la propriété agraire. Publié dans cette revue, l'article est assez étonnant. *Le Messager de l'Europe* est très nettement libéral. Mais, si nous nous adressons à la masse des libéraux, nous y trouverons beaucoup de socialistes parfaitement convaincus. Parmi eux, il y a surtout un nombre considérable de partisans de Karl Marx et du socialisme de la chaire allemande. Nos libéraux ont pour programme politique la liberté de la parole et de la presse, le *self-government* local, la représentation populaire, en un mot, le régime constitutionnel. En général, les libéraux, issus de ce même mouvement intellectuel, dont j'ai parlé plus haut, sont imbus de toutes les idées qu'il a lancées dans la circulation. Leur idéal, c'est une société organisée sur les bases de la liberté et du self-government, formée de personnalités développées, libres, égales dans leurs droits, ayant une position matérielle garantie par une organisation économique régulière. Si, après cela, nous examinons les programmes du parti

socialiste, il nous sera très difficile de tracer une limite nette entre les idées de ce parti et celles du parti libéral. La difficulté augmentera encore si nous faisons plus d'attention à ce qui se dit entre socialistes qu'aux programmes publiés. Ordinairement, dans leur jargon familier, les socialistes se donnent le nom de radicaux, et par leurs idées ils se rapprochent réellement beaucoup des radicaux. Je citerai comme exemple le programme du parti de la Volonté du Peuple (*Narodnaïa Volia*) publié en 1879. Voici les huit paragraphes dont il se compose :

1) Une représentation populaire élue par le suffrage universel et possédant l'autorité suprême dans toutes les questions d'intérêt général ;

2) Une large autonomie locale et la nomination élective à toutes les fonctions ;

3) L'indépendance du *mir*, comme unité économique et administrative ;

4) La nationalisation du sol ;

5) Un système de mesures tendant à remettre entre les mains des travailleurs toutes les fabriques ;

6) La liberté de conscience, de la parole, de la presse, des réunions, des associations et de l'agitation électorale ;

7) Le suffrage universel sans restriction aucune ;

8) Le remplacement de l'armée permanente par l'armée territoriale.

Une énorme majorité de nos libéraux n'aurait qu'une observation à faire sur ce programme : il ne peut être

réalisé d'un coup, et en conséquence, il est superflu de mettre en avant toutes ces exigences.

Les socialistes, qui ont publié ce programme, ont d'ailleurs déclaré qu'ils ne feraient que le *proposer* au peuple. Quant à exiger, ils n'exigent du gouvernement qu'une seule chose : la convocation d'une Assemblée constituante. Là, ils tâcheront de faire accepter leur programme, quoiqu'ils déclarent d'avance se soumettre aux décisions de l'Assemblée. Certainement les autres fractions du socialisme russe ont énoncé, et sans nul doute, énonceront encore des programmes, quelquefois même diamétralement opposés à celui-ci ; cela ne change en rien la situation. Cela prouve seulement qu'entre nos socialistes, il peut y avoir plus de divergences qu'entre certains de nos socialistes et certains de nos libéraux. D'ailleurs, la *Volonté du peuple* n'est pas un groupe sans lendemain. Il fait preuve d'une force que n'ont possédée aucun autre groupe ni aucune autre fraction. Pendant deux à trois ans, ce fut sans nul doute le parti politique le plus fort en Russie ; donc même sans vouloir aucunement préjuger de son avenir, le programme cité est de lui seul un fait très important.

En y réfléchissant, il est impossible de ne pas arriver à cette conclusion que la raison effective des divergences entre les socialistes et les libéraux réside moins dans les programmes et dans le but, que dans cette circonstance que les uns sont et les autres ne sont pas révolutionnaires. Les divergences résultent plutôt des qualités personnelles, du tempérament, du désintéressement. Un homme énergique, susceptible d'entraînement, livré sans réserve aux intérêts publics, ne deviendra chez nous presque jamais un *libéral;* il devient *socialiste* et *révolutionnaire*. Un homme plus circonspect, plus modéré, non de convictions mais de caractère, adhère aux libéraux. Ainsi, sans nier la différence des programmes, il est néanmoins impossible de ne pas constater que la divergence essentielle entre les deux partis consiste en ce que les uns sont décidés à une lutte active et désespérée contre le gouvernement, lutte dans laquelle une énorme majorité des combattants doit inévitablement périr après tout au plus un an d'efforts ; en ce que les autres, au contraire, préfèrent agir par des moyens pacifiques, on ne peut plus légaux, et qui, en tous cas, ne présentent pas grand danger. Voilà pourquoi le parti libéral se recrute principalement parmi les gens aisés pères de famille, occupant une position sociale, enfin parmi les révolutionnaires découragés. Voilà pourquoi il est plus nombreux ; et en même temps, voilà pourquoi malgré son évidente supériorité en ressources matérielles, il agit avec une mollesse, une indécision extrême et est battu à plate couture à chaque attaque d'un petit groupe de réactionnaires résolus. Le parti révolutionnaire se recrute de préférence parmi l'élément jeune, particulièrement parmi le prolétariat éclairé, ou bien parmi les gens les plus énergiques du premier groupe. Possédant des ressources insuffisantes, il choisit les plans les plus désespérés et ne recule pas devant le but le plus difficile à atteindre.

Sous ce rapport, nos révolutionnaires peuvent être considérés comme l'incarnation la plus caractéristique de l'esprit de la classe éclairée. C'est là leur principale force. Involontairement ils disent ce que les autres osent

seulement penser. Ils font aujourd'hui ce que les autres ne feront que demain. Cette connexité des deux partis est si bien ressentie par eux, que beaucoup de libéraux prêtent souvent largement leur appui aux révolutionnaires et à leurs entreprises. Mais assez de théorie!

Voilà une petite scène beaucoup plus caractéristique : Une descente domiciliaire a lieu. Au nombre des locataires de l'appartement se trouve Mirsky, qui plus tard devait commettre un attentat à la vie du chef de la gendarmerie, Drenteln, et alors venait de sortir de la prison à laquelle il avait été condamné pour un fait de peu d'importance. Après avoir bouleversé l'appartement de ses patients, l'officier de police s'adresse à Mirsky : « Ah! jeune homme, pourquoi consommez-vous vous-même votre perte? Vous feriez mieux de rester tranquille. Admettons que dans cinquante ans on vous érige un monument.... Mais, pour vous quel profit? vous aurez déjà pourri en la prison!... » Un officier de police admet qu'avec le temps on devra ériger des monuments aux révolutionnaires! En 1825, un petit groupe appartenant à la classe éclairée de la Russie tenta un coup d'État militaire. L'insurrection fut écrasée, et le long règne de Nicolas est une réponse négative et systématique au programme des Décembristes!... En 1856, au plus fort de la malheureuse guerre de Crimée, la société russe tout entière vit qu'il n'y avait de salut pour la Russie hors du programme des Décembristes. La mémoire des Décembristes devint sacrée, les restes peu nombreux de cette génération héroïque, rappelés de la déportation par l'empereur furent reçus comme des triomphateurs. Les représentants de la tradition révolutionnaire qui

n'avaient pas trahi leur drapeau pendant le règne de Nicolas, devinrent les oracles de la société. Hertzen à Londres est un phénomène inouï en Russie. Ce proscrit, cet éditeur d'un journal interdit, *Kolokol*, (*la Cloche*) devient un centre vers lequel affluent des milliers de Russes. Des hommes d'Etat prennent conseil de lui; tout Russe venant à l'étranger tient à se présenter tout d'abord à lui. Le *Kolokol* est remis par ordre officiel à la commission qui étudie les bases de l'émancipation des paysans. Ce fut le moment où tous les éléments de l'opposition russe se rallièrent autour du programme des Décembristes, afin d'exercer sur le gouvernement une pression irrésistible. Le gouvernement fut placé dans une situation sans issue. Les réformateurs l'entourèrent de tous côtés. Alexandre II disait de Nicolas Milioutine que c'était un révolutionnaire, un homme à surveiller, et il fut obligé de le placer à la tête de l'œuvre de l'émancipation des paysans. L'empereur ressentait une telle aversion pour le r volutionnaire que même en le nommant adjoint du ministre il ne le fit qu'à titre provisoire, mais les circonstances furent plus fortes que la volonté du tzar et l'adjoint provisoire du ministre demeura « provisoirement permanent » comme disaient en plaisantant ses ennemis. Quel était donc le programme des Décembristes? C'était l'émancipation des paysans, c'était la confirmation des droits individuels par des lois stables, l'établissement d'une justice équitable... C'était enfin la représentation du peuple dans le gouvernement. L'empereur Alexandre II, alors qu'il était héritier du trône, n'avait guère une réputation de libéralisme. Dans les commis-

sions secrètes, instituées sous Nicolas pour délibérer sur la question des serfs, l'héritier du trône se prononçait *contre* l'émancipation des paysans. Immédiatement après son avénement au trône, Alexandre II déclara par une circulaire du ministre de l'intérieur, qu'il était décidé à « sauvegarder inébranlablement les droits octroyés par ses augustes ancêtres à la noblesse. » La pression de l'opinion publique fut pourtant plus forte. Toutes les forces de l'opposition se rallièrent contre le *statu quo*, elles pouvaient même être soutenues par un mouvement populaire : partout en effet les paysans se soulevaient contre le servage... Alors l'empereur entreprend une série de réformes. En 1863, Alexandre II déclara même que le moment favorable venu, il appellerait les représentants de la population à participer aux affaires de l'Etat. En convoquant, dans le courant de la même année, la Diète de Finlande, il parla avec sympathie des « institutions libres placées entre les mains d'un peuple sage [1]. »

Par cette politique, l'empereur Alexandre II parvint très adroitement à rompre la coalition des forces de l'opposition, qui elle-même avait commis pendant ce temps une série de fautes qui montrent combien le développement politique des Russes était encore peu avancé. La vraie politique, la politique du bon sens exigeait que la coalition insistât absolument et avant tout sur la convocation des représentants du peuple, en même temps que sur l'émancipation des paysans. Au lieu de cela, les libéraux modérés, quoique sans illusions sur la sincérité du tzar, consentirent à renoncer à la constitution et à suivre le tzar, afin de parvenir, ne fût-ce que graduellement et avec toute sorte de restrictions et de réserves, à réaliser les réformes indispensables à la Russie. Les révolutionnaires ne sont pas exempts de cette énorme faute. Bakounine lui-même écrivait encore en 1862 : « Qui suivrons-nous ? Romanov, Pougatchev ou bien Pestel (un des héros du 14 décembre 1825), si un nouveau Pestel apparaît ? Disons franchement : *plus volontiers nous suivrions Romanov, si Romanov pouvait et voulait se transformer d'empereur pétersbourgeois en tzar populaire.* » Il est vrai que, parmi les révolutionnaires russes, ceux qui n'appartenaient pas à l'émigration, un petit groupe sentait qu'il était ridicule de supposer un Romanov tzar populaire. Mais ce groupe était sans influence. Au surplus, les révolutionnaires eurent l'imprudence de commettre une autre faute immense, celle de se perdre de réputation en se ralliant à l'insurrection polonaise de 1863.

1. *La Parole libre*, n° 56.

Cette insurrection fut également funeste à la Pologne et à la Russie. Le gouvernement d'Alexandre II prit toutes les mesures capables de la provoquer; ce fut réellement une bonne amorce par laquelle les révolutionnaires polonais se laissèrent jouer ainsi que les révolutionnaires russes. La Russie fait peser sur ces derniers un reproche capital. Les revendications nationales des Polonais étaient tout à fait justes, je l'ai dit, tant qu'elles concernaient la Pologne proprement dite, mais leurs prétentions sur la Russie Blanche et surtout sur l'Ukraine, étaient inadmissibles pour tous les Russes; les révolutionnaires polonais avec lesquels s'allièrent nos révolutionnaires consentirent à déclarer, il est vrai, qu'ils n'exi-

geaient la réunion de l'Ukraine à la Pologne que si la population elle-même n'y faisait pas d'objection. Un Russe, surtout un révolutionnaire, pouvait-il, avait-il le droit de se satisfaire de cette réserve? Pas plus certainement que s'il s'agissait du gouvernement de Moscou. L'Ukraine n'avait-elle pas prouvé par un siècle entier d'insurrections continues qu'elle ne voulait pas être polonaise? Les hetmans de l'Oukraine n'assemblèrent-ils pas contre la Pologne des armées de volontaires beaucoup plus considérables que celles que les Polonais pouvaient rassembler chez eux contre la Russie? De telles négociations du fait d'un Russe sont étranges et une entente avec les Polonais, quand ceux-ci énoncent une prétention quelconque sur ces contrées ne peut être permise à personne. Je ne parle même pas de l'inopportunité d'une alliance pareille, au moment où les révolutionnaires russes ne jouissaient auprès du peuple d'aucune faveur et étaient obligés de lui parler des restrictions qu'il fallait apporter à l'autorité du tzar, discours que le peuple ne peut écouter sans les prendre en suspicion, que de la part de gens, en qui il a pleine confiance et de la part desquels il ne peut craindre une trame *noble* ou *polonaise*. Le gouvernement profita adroitement de cette faute; le parti réactionnaire releva alors pour la première fois la tête. Katkov proclama *la perfidie*, la « trahison des nihilistes vis-à-vis de la Russie »...

La cause était perdue. Le moment favorable à la restriction du pouvoir absolu fut manqué. Les libéraux et les révolutionnaires rompirent entre eux. Les réformes émanant du tzar s'opérèrent extrêmement mal, avec une absence complète de sincérité. Mais les libéraux se contentaient de bouder, de gémir et espéraient dans l'avenir. Les révolutionnaires restés seuls, n'ayant aucun soutien ni en haut, ni en bas, dépensaient trop souvent infructueusement leurs forces en conspirations en faveur de la cause polonaise, et au surplus sans le moindre profit pour la Pologne. Le gouvernement sentit enfin que ses mains étaient déliées. Pendant les six premières années du règne, il n'osa montrer ses griffes. C'est seulement en 1861 qu'il fit deux procès politiques. Dès le commencement des troubles de Pologne, il se livra sans crainte à des représailles en Russie. De 1863 à 1867, il intenta des procès politiques à 160 personnes ; 8 d'entre elles furent même exécutées. Je ne compte pas les châtiments infligés par mesures administratives qui, chaque année, prirent une extension de plus en plus grande. Je ne compte pas non plus les procès polonais. En Pologne, il périt alors des milliers d'hommes. Profitant de l'inaction des libéraux, et voyant que l'appui du peuple faisait défaut aux révolutionnaires, le gouvernement renonça avec une hardiesse croissante à l'idée de larges réformes, se comporta sans ménagement aucun vis-à-vis de la presse, interdit les organes indépendants... Ces poursuites, cette politique aigrirent de plus en plus les révolutionnaires. En 1866, le mécontentement accumulé éclata par l'attentat de Karakozov à la vie de l'empereur. Le gouvernement mit sur pied la police, investit d'une vraie dictature le célèbre Mouraviev *le Pendeur*, qui venait d'achever sa sanglante besogne en Pologne. Une véritable terreur commença et dans la société une violente réaction s'accentua. Katkov avait raison de s'écrier : « Le coup tiré par Karakozov a purifié l'air ».

L'année 1866 fut effectivement une année de crise définitive dans la politique gouvernementale. On acheva encore les réformes commencées auparavant, mais en restreignant le plan au dernier point. En 1870 fut promulguée la dernière d'entre elles : le service militaire obligatoire pour tous. Les forces révolutionnaires paraissent si affaiblies que, durant cette même période de 1866 à 1870, il n'y eut en Russie qu'un seul procès politique intenté à une seule personne. Pourtant le mouvement révolutionnaire n'avait pas disparu : il était représenté par une jeunesse tellement *verte* qu'elle n'était capable d'entreprendre contre le gouvernement aucune tentative sérieuse. Netchaïev, homme d'une énergie indomptable, enfant du peuple, d'une instruction médiocre, despote, ne choisissant pas les moyens, mais fanatique de la révolution, homme capable de jouer dans un autre moment un grand rôle historique, tenta de recruter dans les rangs de cette jeunesse une société secrète. Le gouvernement porta encore un coup. En 1871, le gros procès des 88 adeptes de Netchaïev, des centaines de déportations rognèrent de nouveau les forces déjà très petites des révolutionnaires. Les années 1870-71-72 forment une des époques les plus assoupies de l'histoire russe. Le gouvernement, définitivement hors d'inquiétude, gouvernait avec une négligence, un mépris du peuple et de la société, une absence de toute grande idée et enfin une licence qui rappellent les plus mauvais jours de Byzance. J'ai déja dit sous quelles sombres couleurs Kochelev peint la décadence des hautes sphères gouvernementales du temps. Combien ces impressions du vieux Slavophile se rapprochent des miennes, celles

d'un jeune étudiant qui venait d'arriver à la capitale du fond d'une province éloignée! Combien tout ce que je voyais et entendais dans la capitale me semblait futile; et quel mépris pour le gouvernement ce spectacle faisait croître en moi!

Je me souviens d'un épisode qui se produisit alors pour ainsi dire sous mes yeux. Un commerçant, riche fabricant de draps, notre voisin, fut un jour subitement mandé à Saint-Pétersbourg. A son retour, il raconta avec étonnement ce qu'il avait vu à la cour. Voici l'affaire : un des membres de la famille impériale avait dessiné un uniforme bleu, le plus joli qu'on puisse imaginer. L'héritier du trône, maintenant empereur, se prit d'enthousiasme pour cet uniforme. Le père ne voulut pas refuser à son fils, mais le ministre de la guerre fut effrayé devant cette fantaisie, qui rendait inutiles toutes les provisions de draps faites pour l'armée et entraînait d'immenses dépenses. C'est pour amener le tzar à renoncer à cette fantaisie qu'il avait mandé ce commerçant comme expert. Dans une conversation à huis clos, le ministre conjura le fabricant de trouver quelque chose qui pût convaincre l'héritier du trône et lui faire abandonner sa fantaisie. Le lendemain, le fabricant se rendit au palais et y fut témoin d'une scène qui ne s'harmonisait nullement avec l'idée qu'il avait de la gravité des occupations des tzars. L'immense salle était encombrée d'échantillons de draps, de gravures, de patrons. L'héritier du trône, très agité, rouge, se démenait sur le parquet, rampant sur le drap, prenant des mesures et disposant les échantillons pour juger quelles couleurs se mariaient mieux aux autres. Sur le parquet rampaient avec lui quel-

ques officiers : quelques autres se tenaient debout tout autour et montraient le plus vif intérêt pour la question qui préoccupait l'héritier du trône. Le commerçant fut reçu à bras ouverts. Il était de leur bord, n'est-ce pas? le drap n'est-il pas excellent et beaucoup plus avantageux que l'ancien? Que faire? Le commerçant, se tenant à quatre pour rester grave, fit semblant de discuter sérieusement l'affaire, examina attentivement le drap. En réalité, il avait déja préparé son rôle; en venant, son plan était fait; il devait découvrir que le drap déteignait facilement. Il le démontra à l'héritier du trône. Celui-ci en fut très peiné, mais il dut céder à l'évidence. Ce n'est que de cette façon que le trésor put éviter une dépense inutile de plusieurs millions de roubles. Voila ce qu'on entendait raconter sur le compte du gouvernement et ce n'était pas la le pire. On parlait de pots-de-vin reçus par des membres de la famille impériale. On parlait d'orgies de palais. Les gens de bien étaient déportés ou bien se livraient au désœuvrement, plongés dans le désespoir. L'administration écrasait systématiquement le self-government. Les hommes du zemstvo croisaient les bras. La presse s'avilissait...

Les remontrances des hommes les plus sérieux, les réclamations faites au nom des intérêts de la Russie étaient reçues avec un mépris brutal. En 1870, la noblesse de Moscou envoya au tzar une adresse à l'occasion de la promulgation du décret du service obligatoire dans laquelle, en témoignant sa gratitude pour cette nouvelle mesure, elle exprimait l'espérance que l'empereur couronnerait l'édifice des réformes, en octroyant aux représentants du peuple, la participation au

gouvernement de l'Etat. Je ne me rappelle plus bien la teneur textuelle de cette adresse, mais tel en était le sens. L'Empereur ne se sentit pas de rage ; le bruit courait à Moscou qu'entre lui et le gouverneur général de Moscou avait eu lieu l'échange de dépêches laconiques que voici : Tu as lu l'adresse ? — Je l'ai lue. — Imbécile ! L'Empereur était furieux que le gouverneur général n'eût su empêcher de lui remettre pareille adresse.

Ce gouvernement à la fois despotique et faible, qui avait fait des réformes sociales un truc politique mécontentait bien des gens dans le pays. D'autre part, les événements ne montraient que trop clairement l'impuissance du parti libéral, et même l'impuissance de la société en général. L'attention de tout homme énergique, cherchant des moyens d'action, se reportait malgré lui sur le peuple dans l'espérance d'y trouver davantage de force vitale. Les vieilles tendances démocratiques de la classe intelligente étaient absolument favorables à cette conduite. En outre, les idées socialistes se propageaient de plus en plus en Russie. On peut juger de l'intérêt que les Russes prenaient au développement du socialisme par ce fait que la première traduction du *Capital* de Karl Marx parut en langue russe. Enfin, la foi dans le peuple reçut une vive impulsion des grands mouvements populaires de l'Europe, le développement de l'Internationale qui, du fond de la Russie, semblait une force gigantesque, la Commune de Paris, la Révolution espagnole. Toutes ces influences agissaient avec d'autant plus de force sur notre jeunesse qu'une foule de jeunes gens des deux sexes, en présence

des difficultés qu'on leur opposait dans nos écoles supérieures, se rendaient à l'étranger et y subissaient l'influence de l'Emigration. Celle-ci comptait dans ses rangs Bakounine, Lavrov et enfin Tkatchev, quoique ce dernier ne pût être comparé aux deux premiers ni par ses capacités ni par son influence.

Mikhaïl Bakounine, homme d'une valeur énorme, orateur éloquent, agitateur infatigable, conspirateur indomptable, a depuis longtemps acquis un renom parmi les révolutionnaires de l'Europe. En 1848, il se battait déjà sur les barricades de Dresde et fut pendant quelque temps dictateur. On raconte que la nouvelle de l'honneur qu'on lui faisait flatta beaucoup l'empereur Nicolas : « Tiens, dit-il, chez moi il était simple lieutenant : chez les Allemands, il est devenu dictateur. Un brave gaillard ! » Malgré cet enthousiasme, quand Bakounine, arrêté par les Autrichiens, fut livré aux autorités russes, l'Empereur l'enferma dans la forteresse de Pierre et Paul, où il passa neuf ans, chargé de chaînes et endurant des privations que son organisme athlétique lui permit seul de supporter. Bakounine fut ensuite déporté en Sibérie. De Sibérie il s'enfuit en Amérique ; de là il passa en Europe, pendant un certain temps aida Hertzen dans ses travaux de publiciste, prit ensuite une part active à l'insurrection polonaise, et enfin devint le rival de Karl Marx dans l'Internationale et le *leader* des anarchistes, à l'apparition desquels il aida même beaucoup.

Piotre Lavrov est un homme de tout autre genre. Jadis professeur de mathématiques à l'Académie d'artillerie, il acquit en Russie une grande renommée par

son immense et rare érudition, par l'étendue et la diversité de ses connaissances. Interné dans le gouvernement de Vologda, il s'évada et se rendit à l'étranger où il continua ses travaux scientifiques. Socialiste convaincu, ses théories ne sont pas la conséquence de son tempérament, mais le résultat d'une conviction approfondie incessamment renforcée par une multitude de faits que le savant écrivain puise avec un succès égal dans l'histoire, l'anthropologie, la psychologie et l'économie politique. Lavrov est bientôt un des fondateurs principaux du socialisme russe. Les *Lettres historiques* et *L'Élément gouvernemental dans la société future*, seront toujours des œuvres capitales dans notre littérature. La première de ces œuvres eut, en Russie surtout, une influence particulière.

Tous les deux, Bakounine et Lavrov, tiennent pour uniquement équitable le régime socialiste ; tous les deux supposent qu'il existe dans le peuple russe, dans ses coutumes communales, des tendances plus ou moins nettes vers ce régime. De même, tous deux sont d'accord pour admettre qu'un révolutionnaire doit agir non seulement pour le peuple, mais aussi par le peuple. Mais il y a entre eux une différence. Lavrov a surtout foi dans les instincts socialistes du peuple. Il croit indispensable la création dans le peuple d'une minorité de socialistes conscients, qui ensuite pourraient former le noyau du parti révolutionnaire. A celui-ci incomberait le soin de mener à terme en Russie la révolution sociale. Ainsi Lavrov met en première ligne la propagande armée de toute la force de la science. Bakounine avait surtout foi dans les tendances ré-

volutionnaires du peuple et il faisait appel directement à l'émeute immédiate : il faut soulever le peuple et ensuite tout ira de soi-même. Cette divergence dans le point de départ dépend encore en partie de la différence de vue sur l'organisation de la société. Bakounine est anarchiste ; Lavrov, socialiste de l'école de Marx, admet l'importance de l'*élément gouvernemental*. La question de l'organisation de la société future semble à Bakounine une chose de peu d'importance ; pour Lavrov c'est une question d'importance capitale.

Tkatchev entra en action un peu plus tard et n'exerça qu'une influence insignifiante comparée à celle de Lavrov et de Bakounine. Ses idées sont celles d'un pur Jacobin. Renonçant à l'action sur le peuple, les révolutionnaires doivent faire un coup d'Etat et se saisir de la dictature. C'était répéter les idées de Netchaïev que celui-ci avait compromises par sa propre conduite. L'affreux despotisme de Netchaïev et le sans-gêne dont il faisait preuve dans l'application du principe : le but justifie les moyens, avait pour longtemps laissé dans la classe intelligente russe une sorte d'aversion pour le jacobinisme. En outre, la vénération pour le peuple, pour la sainteté de sa volonté, allait contre lui. Pourtant il faut dire que, malgré le nombre considérable de talents sous l'influence desquels se développa le mouvement révolutionnaire de l'*intelligentia* il est douteux que cette dernière eût trouvé chez eux sa formule et le vrai sens de son rôle historique. Lisez les maîtres : vous ne voyez pas dans leur œuvre l'explication des actes des élèves, de cette multitude qui est souvent plus fortement gouvernée par son instinct de foule que par les

formules logiques. Quelle théorie sociologique nous expliquera cette croisade entreprise en 1873 par des milliers de jeunes gens qui *allaient dans le peuple !* Ce fut une veritable croisade. La jeunesse, — car, pour la plupart, c'étaient des jeunes gens, — abandonnait les Universités, abandonnait ses parents : des jeunes filles renonçaient à une brillante vie mondaine. Personne ne pensait à soi, à sa propre existence. La grande Cause accapare toutes les pensées. La tension nerveuse est telle que les gens supportent sans tomber malades, les privations les plus affreuses auxquelles ils sont le moins habitués. Et tout cela sans le moindre calcul d'intérêt personnel, en opposition avec les avantages personnels, avec les habitudes acquises, avec les affections enracinées ! Ces gens reniaient tout le passé. Ils n'avaient plus de proprieté. Si quelqu'un hésitait à donner sa fortune, pour la Cause, il excitait aussitôt une commisération pleine de mépris. Ils brisaient leur avenir. Comme les premiers chrétiens, ils se disaient : « Je renie Satan et tout ce qui vient de lui, et tout son orgueil : je souffle et crache sur lui... » Souvent on rencontrait parmi eux des gens occupant une très bonne position sociale. Voïnaralsky, à 40 ans environ élu juge de paix de son village, s'adonne à la propagande, après avoir donné pour la Cause toute sa fortune : 40 mille roubles. Kovalik, président de l'assemblée des juges de paix du gouvernement de Tchernigov, propriétaire foncier, homme de capacités remarquables, agit de même. Le prince Krapotkine, déja connu comme géologue, chargé de missions spéciales près du Gouverneur général de la Sibérie orientale, maître d'une fortune indépen-

dante, devient simple ouvrier peintre. Des jeunes filles appartenant à de bonnes familles, riches héritières, vont travailler aux fabriques comme simples ouvrières : Batiouchkova, les Soubbotines, Fighner, Lioubatovitch, Bardina... Souvent c'étaient des beautés qui faisaient fureur dans les bals aristocratiques. Elles abandonnent tout pour *aller dans le peuple*. Pourquoi ! Pour le soulever? Pour l'instruire ?

Cela pouvait être formulé de manière ou d'autre par Bakounine ou par Lavrov. Cela pouvait être expliqué dans un sens ou dans un autre par ceux mêmes qui *allaient dans le peuple*, mais en réalité, cela avait pour base quelque chose de plus fort que les raisonnements et que toutes les intentions. C'était un sentiment semblable à celui qui entraîne le proscrit vers sa patrie. Le peuple, — c'était justement la patrie qui réclamait l'âme de la classe éclairée. Retourner la-bas dans cette patrie, à laquelle vous ont ravi les conditions sociales, les accidents de la naissance, de l'éducation, des occupations. Plus forte que tous les raisonnements et toutes les intentions retentissait la voix de l'intime parenté spirituelle qui existait entre l'*intelliguentia* et le peuple. Vivre avec le peuple, partager son existence, vivre de ses malheurs, de ses joies, spirituellement ne faire qu'un avec lui, agir comme fils du peuple :

> Devenir spirituellement et fils et père de son peuple,
> voilà une vie digne qu'on y travaille, voilà un travail digne de la vie.

Ces strophes du poète polonais, chaque Russe pouvait les répéter. C'est alors justement que se forme le mot

narodnik du mot *narod* (peuple), mot qui littéralement signifie démocrate, mais qui caractérise un homme qui agit non seulement pour le peuple, mais aussi selon l'esprit du peuple. Si, en Russie, la vie politique eût été un peu libre, cette émigration dans le peuple aurait, sans nul doute, livré dans les campagnes toutes les places de maîtres d'écoles, d'écrivains, d'aides-chirurgiens, tous les métiers (ouvriers et agriculteurs) à l'*intelliguentia*. Elle aurait certainement réussi à organiser un parti puissant parmi les paysans et les ouvriers. Une multitude d'exemples prouve que les paysans vivaient en parfait accord avec ces émigrés et que ces derniers exerçaient sur eux une forte influence. En revanche, l'influence des paysans sur les propagandistes qui vivaient au milieu d'eux est hors de doute. De la région trop lointaine des théories, cette influence les ramenait aux questions de la réalité quotidienne ; de la recherche du régime social le plus parfait elle les rappelait à la lutte avec le *koulak*, avec le *stanovoï*, à la question du *zemstvo*, du village, de l'école, à l'organisation de tel ou tel *artel*. Bref, ce parti paysan-ouvrier, quoiqu'il dût certainement avoir un programme fortement nuancé de socialisme, n'eût renfermé en soi rien d'utopique... La réalité en disposa autrement.

Les persécutions que le gouvernement fit endurer aux propagandistes furent terribles. Les renseignements que nous avons constatent que pendant six années, de 1873 à 1879, 2884 personnes furent poursuivies pour crimes politiques. Ces crimes politiques consistaient tantôt dans une propagande de caractère socialiste ou révolutionnaire, tantôt aussi dans le simple fait d'instruire le

peuple, dans le simple fait d'avoir pouvant être un fonctionnaire, mieux aimé s'installer en paysan à la campagne. Dans le fameux procès des 193, dont l'instruction enveloppa plus de 700 individus, l'immense majorité fut arrêtée *sans avoir rien fait*. Une compagnie d'émigrants dans le peuple s'assemble, arrive dans un village, fonde une tonnellerie ou une forge quelconque et commence à fréquenter les paysans. Après un ou deux mois, la police fond sur les émigrants et les arrête tous. L'enquête commence. Les propagandistes sont en prison. Quelles prisons ! Sur le nombre total de 265 inculpés, qui subirent la prison préventive à l'occasion du procès, dit des 193, la majorité fit *deux ans*, la minorité *trois ans*, plusieurs individus *quatre ans*. Le jugement rendu, des 700 personnes inculpées dans l'instruction de l'affaire, 100 furent condamnées. Par conséquence, 86 °/₀ d'entre elles furent arrêtées, subirent la prévention, peut-être moururent ou perdirent la raison — sans avoir *rien* fait, si bien rien fait, que les procureurs mêmes ne purent avancer contre eux de preuves convaincantes. Figurez-vous maintenant la situation d'un jeune enthousiaste, électrisé jusqu'au fanatisme par l'idée de servir la Cause populaire. Devant lui, passe comme en rêve la courte période de la propagande, puis la prison, la terrible réclusion solitaire dans une cellule de cinq pas de long, avec le régime de la prison qui vous nourrit avec cinq kopecks par jour, des mois, des années de putréfaction, de décomposition idiote durant lesquels s'il regarde en arrière il ne voit rien — et s'il regarde en avant, il ne voit que la déportation, le bagne ou

la mort. Et quelle envie de vivre, quelle envie de travailler !

> Oh ! comme je voudrais non comme un froid cadavre
> pourrir sous le couvercle d'un cercueil,
> aux combattants pour la cause populaire dans leur lutte [noble
> pouvoir apporter un aide quelconque,
> pour que je puisse, quand viendra le moment austère,
> quand éclatera la bataille définitive,
> leur crier, des ténèbres sépulcrales,
> au moins un mot d'encouragement !

Ces strophes sont d'un jeune poète révolutionnaire Verbovtchanine, qui a passé en prison la plus grande partie de sa vie à peine épanouie. Jeté en prison pour crime de propagande, il a subi quatre années de réclusion préventive et doit subir encore de longues années de travaux forcés. Comme saisi d'un pressentiment funeste, il finit par une exclamation désespérée :

> Mais la mort est implacable : après m'avoir emporté dans [la tombe,
> elle ne me relâchera plus,
> elle enchaînera ma volonté, elle enchaînera ma force
> et ma haine et mon amour.....

Cette implacable persécution, pour mieux dire cette extermination, produisit enfin sur le public la plus pénible impression. La mère d'un jeune homme condamné au bagne, qui devait subir sa peine dans l'affreuse prison centrale, s'écria en s'adressant à un groupe de procureurs et de juges d'instruction : « Jusqu'à cette heure j'aimai et je vénérai le tzar : mainte-

nant je le hais et je le méprise ! » Ces terribles condamnations au bagne semées à droite et à gauche par centaines, l'aspect de ces jeunes gens amaigris, exténués par les tourments, qui peu de temps avant débordaient de vie, produisaient une impression d'autant plus terrible qu'on châtiait la parole, la propagande !. Au banc des accusés une femme se lève, le visage intelligent, les manières modestes, la voix pénétrée de conviction. C'est Sofia Bardina, une des personnalités les plus marquantes du mouvement. Elle vient d'entendre le réquisitoire foudroyant du procureur sur la destruction de la famille, de la propriété, sur l'anarchie, et elle lui répond :

« La propriété, — je ne l'ai jamais niée. Au contraire, j'ose prétendre que je la défends, car je reconnais que chaque individu a droit à la propriété assurée par son travail. Dites, est-ce moi qui détruis la propriété ou bien le fabricant qui laissant à l'ouvrier 1/3 de la journée de travail s'en approprie les 2/3 pour rien ? Ou bien ce spéculateur, qui, en jouant à la bourse, ruine des milliers de familles, et s'enrichit à leurs dépens sans rien produire lui-même ?

» Le communisme, comme quelque chose d'obligatoire, ni moi, ni personne des Propagandistes ne le prêchons. Nous ne faisons que constater le droit *du travailleur au plein produit de son travail.*

» Pour la famille, je ne saurais dire aussi qui la sape : est-ce le régime social qui oblige la femme à l'abandonner et aller gagner un mince salaire à la fabrique où inévitablement elle et ses enfants doivent se débaucher, ce régime qui fait que grâce à la misère la femme

tombe dans la prostitution... ou bien est-ce nous qui sapons la famille, nous qui tâchons d'extirper cette misère ?

» Au point de vue religieux, je puis seulement dire que je suis toujours restée fidèle à l'esprit de la religion et à ses principes fondamentaux, tels qu'ils furent prêchés par le fondateur même du christianisme... »

» On m'accuse d'excitation à la révolte. Mais je n'ai jamais excité le peuple à une révolte immédiate... Les massacres, en tant que massacres me sont odieux... J'admets seulement que la révolution par la force, certaines situations données, est un mal inévitable... »

A cette époque, on décriait beaucoup les révolutionnaires russes, comme *anarchistes*, et effectivement, en *théorie*, pour la plupart, ils se nommaient anarchistes ; c'était une anarchie très inoffensive, qui se traduisait par une sorte de nébuleux idéal de liberté illimitée que l'avenir devait réaliser. Sophia Bardina ne laisse pas cette question sans éclaircissement. « Le ministère public, continue-t-elle, dit encore que nous voulons inaugurer l'anarchie.... mais ce mot dans le sens que lui attribue la littérature contemporaine et tel que je le comprends moi aussi, ne signifie aucunement le désordre et l'arbitraire. Elle n'est pas l'arbitraire des individus, car elle reconnaît que la liberté d'un individu finit là où commence celle d'un autre. Elle n'est que la négation de cette autorité vexatoire qui étouffe le libre développement de la société. »

Le discours de Sofia Bardina, dont je ne cite que quelques courts fragments, produisit un énorme effet.

— Quant à celle qui prononça ce discours, elle fut condamnée à neuf ans de travaux forcés. Pour quel crime? chacun se posait involontairement cette question; involontairement ensuite on s'abandonnait à une méditation pleine d'angoisse, si admirablement exprimée par un poète que personne ne suspectera de tendances révolutionnaires [1].

Que m'est-elle? Ni femme, ni amante,
ni fille chérie non plus.
Pourquoi donc alors cette vision douloureuse
m'empêche-t-elle de dormir toute la nuit?
Pourquoi donc alors ce rêve incessant?...
Jeune, dans une prison sans air,
une étroite cellule aux voûtes écrasantes...
un lit dans l'humide crépuscule...
du lit regardent fiévreusement ardents
des yeux sans pensée, sans larmes, —
du lit pendent presque jusqu'à terre de longues
mèches de lourds cheveux...
Sans mouvement sont les lèvres et les pâles
mains sur la pâle poitrine
qui faiblement se pressent sur ce cœur sans défaillance,
et sans espérance dans l'avenir.....

Ce douloureux cauchemar pesait involontairement sur chacun. Combien de Russes, ce cauchemar obligea à risquer leur propre personne pour adoucir au moins un peu le sort de ces martyrs !

Par ce sentiment commun, et aussi par l'affinité des idées entre la partie pacifique et la partie militante de la classe éclairée, on peut s'expliquer l'assistance que

1. Polonsky.

les libéraux prêtent si souvent aux révolutionnaires. On accuse continuellement nos libéraux de poltronnerie, et certainement la Russie a de lourds reproches à faire à leur pusillanimité. Sans elle, à l'heure qu'il est, les Katkovs ne pourraient régner en Russie. Mais pour l'humanité, partout où il n'est pas affreusement périlleux d'en faire preuve, il est difficile de reprocher à notre société d'en manquer. Je me souviens parfaitement que, lors de l'élargissement d'une centaine de prévenus mêlés à l'affaire des 193, ils furent à la lettre enlevés par des gens de bonne volonté. C'était pendant la nuit que, par une raison inconnue, on effectuait l'élargissement du plus grand nombre. L'heure était avancée; depuis des heures entières, des dames se tenaient aux portes de la prison, attendant la sortie des prisonniers. Un groupe de politiques paraît sur le seuil se demandant où aller? à droite ou à gauche? Personne n'a d'argent. Des amis, on en avait il y a trois ans, mais où les chercher : ils ont sans doute changé de domicile. « Messieurs, dit une voix dans l'ombre, un de vous n'a t-il pas besoin d'un asile ? » C'est une dame distinguée, dans une voiture de maître. Beaucoup de fautes seront remises à la société russe pour cette chaude compassion pour la souffrance.

Quant à la peur, comment ne pas la ressentir? Pour la compassion seule, on destitue, on déporte, on perd des familles entières. On a le cœur déchiré en se rappelant certaines scènes, celles par exemple qui advinrent à Odessa, pendant la terrible administration du gouverneur général Todtleben. Vous passez devant la prison et tout d'un coup, de la fenêtre, grillée de fers rongés

de rouille, deux blondes têtes d'enfants regardent dans la rue en gazouillant. Oui, ce sont des enfants, une fillette de quatre ans, un garçon de cinq .... Comment se fait-il que ces pauvres êtres roses se trouvent en ce lieu ? Hélas, le père a été arrêté pour crime de compassion. Il a versé 5 roubles dans une caisse défendue, dont le but est de prêter secours aux déportés politiques ; il a dit dans son cercle que, de la part du gouvernement, de si cruelles persécutions étaient vraiment révoltantes ; il est suspecté d'avoir connu un révolutionnaire important. Le malheureux *compatissant* va être transporté dans la Sibérie Orientale par mesure administrative, et sa famille avec lui.... Il est impossible de ne pas craindre, il est impossible de ne pas trembler. Et pourtant cette société tremblante, terrorisée, est capable à se sacrifier généreusement. Un révolutionnaire enfermé dans une prison, tente de s'évader. C'est un homme d'un courage téméraire, d'une grande force. Deux camarades l'aident. Ils entrent en lutte avec les agents qui transfèrent le prisonnier d'une prison à une autre. Après une escarmouche momentanée, mais violente, le prisonnier parvient à s'échapper des mains de ses gardes, ensanglanté, couvert de poussière (car pendant la lutte il fut trois fois jeté à terre), les vêtements en lambeaux. Il s'élance à toutes jambes dans la première direction venue, séparé de ses camarades, qui eux aussi ont pris la fuite.... La police, mise sur pied par les coups de sifflet, les poursuit de tous côtés. Où fuir dans un état si affreux ? Il se lance dans la première maison venue, où demeure un libéral, qu'il ne connaît pas, mais dont il a, par hasard, entendu parler. Le

fuyard ouvre brusquement la porte.... « Pardon.... je suis un politique... Je me suis évadé. On me poursuit, permettez que je me lave et que je change de vêtements. » Le maître du logis, stupéfait, apporte sans mot dire de l'eau et du savon, ouvre hâtivement sa garde-robe ; pendant ce temps, la police fouille de haut en bas toutes les maisons voisines, ne sachant pas au juste dans laquelle s'est jeté le fuyard. Quelques instants, et la toilette est terminée. Comment sortir ? Le maître du logis lui indique l'escalier du service et le fuyard s'échappe heureusement.

Si les persécutions portaient l'effervescence jusque dans les couches les plus paisibles de la classe éclairée, il est aisé de s'imaginer l'impression qu'elles produisaient sur les révolutionnaires ! Déja, par sa composition même, le parti révolutionnaire, cette élite de tout ce qu'il y a d'énergique en Russie, n'était nullement disposé à souffrir qu'on le frappât impunément : des appels à la vengeance commencent à retentir ; l'amer reproche de M. Mikhaïlov, jeté aux révolutionnaires russes en 1861, revient à la mémoire :

« Pourquoi donc la haine se tait-elle en vous, frères ?
Pourquoi l'amour se tait-il ?
Ou bien dans votre amour n'y-a-t-il que des larmes
pour nos atroces malheurs ?
Ou bien de la force pour menacer,
n'y en a-t-il pas dans votre haine ?

Une brochure parue en 1877 fait de violents reproches aux révolutionnaires. « Absorbés par d'idéales abstractions, ils sont parvenus à refouler en eux les sen-

timents naturels qui sont inhérents à tout homme libre. » Cette brochure, cet appel à la vengance, est significativement dédiée à la mémoire de Dmitri Karakozov [1]. Si l'on ne devait songer à Dmitri Karakozov que deux ans plus tard, peu à peu les révolutionnaires commencent à montrer leurs griffes. Théoriquement, ils aboutissent de plus en plus à l'idée de renverser le gouvernement, et cela immédiatement. Sous l'influence de cette idée, leur programme devient plus révolutionnaire et moins socialiste. Il faut soulever le peuple au nom des questions qui s'agitent *maintenant même* dans son milieu. Un groupe fort, *Terre et Liberté*, qui avait de nombreuses ramifications en province, où les membres de l'organisation fondaient des *colonies* au milieu du peuple, se développe alors. L'organisation comptait qu'elle parviendrait à formuler les réclamations du peuple et à le soulever en leur nom. En même temps il est indispensable de se défendre de la police. Il faut se créer un corps de défense qui repousse à main armée les attaques du gouvernement. Le Comité Exécutif du parti socialiste révolutionnaire formé à Kiev, tente de remplir ce rôle. Dans la tête de personnes isolées, quoique fort nombreuses, l'idée d'obtenir les droits politiques par la terreur se fait jour. Cette idée fut aussi adoptée par le Comité Exécutif du parti socialiste révolutionnaire. Sous l'influence de cette disposition des esprits, même avant qu'elle ne se fût exprimée dans l'organisation de sociétés secrètes, les révolutionnaires commencent à tuer çà et là des espions. L'impulsion définitive

1. *Les Bachi-bouzoucks de Saint-Pétersbourg*, 1877.

n'est donnée que par le fameux coup de pistolet tiré par Vera Zassoulitch sur le préfet Trépov, le 24 janvier 1878, à Saint-Pétersbourg.

Plusieurs mois avant cela, le 13 juillet 1877, par l'ordre de ce même Trépov, on avait frappé de verges à la prison de Saint-Pétersbourg le prisonnier politique Bogolioubov. Ses camarades qui avaient entendu les cris du malheureux firent un affreux tapage de leurs fenêtres grillées, ils lancèrent à Trépov des injures. En proie à une impuissante colère, ils s'efforcèrent de briser les fenêtres et les grilles, mais la prison construite de pierres et de fer résista à ces efforts des pygmées. Les geôliers les tirèrent un à un de leurs cellules, les battirent jusqu'au sang et les jetèrent ensuite au cachot... Bien des gens se juraient de tuer Trépov la première fois qu'il paraîtrait dans la prison. Mais il ne paraissait pas. Vera Zassoulitch se fit l'exécutrice de l'indignation publique. Trépov fut blessé. On jugea Véra et les jurés rendirent un verdict d'acquittement! Cet acquittement inattendu provoqua une bruyante explosion d'enthousiasme par toute la Russie. Un publiciste libéral de talent dit dans un de ses articles, « que le juste acquittement de Zassoulitch débarrassa d'un lourd poids la conscience publique »; il sembla la convaincre qu'elle n'avait encore pas perdu tout sentiment élevé. Cette appréciation est très exacte. La société russe fêta dans le verdict des jurés le triomphe de sa conscience sur la pusillanimité dont elle faisait preuve devant les excès du gouvernement. La foule, qui s'écrasait aux abords du Palais-de-Justice, salua l'acquittée de bruyantes exclamations d'enthousiasme. Les gendarmes tentèrent d'arrêter de nouveau

Zassoulitch, mais ils furent repoussés par la foule, et l'héroïne de la journée partit brides abattues dans une voiture que lui avait offerte un de ses admirateurs.

Le coup tiré par Zassoulitch sembla le signal d'une série de meurtres et de tentatives de meurtres politiques. Le gouvernement, momentanément découragé, répondit par une pression redoublée, par des châtiments multipliés. Kovalsky fut exécuté à Odessa. La vengeance du gouvernement s'abattit avec une pesanteur particulière sur les détenus de la prison centrale. En fait, ils étaient *enterrés vifs*... Mais M. Stepniak peint si éloquemment dans *La Russie sous les Tzars* [1], la vie dans la prison centrale, que je n'ai nul désir d'en retracer une fois de plus l'affreux tableau. La lutte s'acharnait des deux côtés. Le 2 avril 1879, Alexandre Soloviev, obéissant à son initiative personnelle, commit un attentat à la vie du tzar. Le tzar évita la mort et répondit à l'attentat en élevant des gibets et en établissant l'état de siège. Des derniers jours d'avril au mois d'août 1876, à Saint-Pétersbourg, à Kiev et à Odessa, 13 hommes furent pendus. Parmi eux était Dmitri Lisogoub. Voué sans réserve à la cause révolutionnaire, il possédait une immense fortune évaluée à 400 mille roubles environ et la donna pour la Cause. Il vivait lui-même presque comme le dernier des indigents, tremblant de dépenser pour lui un sou de cet argent qu'il considérait comme la propriété de tous. Lisogoub ne prenait aucune part aux entreprises révolutionnaires, occupé uniquement de réaliser ses biens. C'était une torture pour lui qui brûlait de lutter pour la Cause.

1. Giraud, éditeur.

Mais il n'eut le temps de remettre aux révolutionnaires qu'une partie insignifiante de sa fortune. Un ami, en qui il avait pleine confiance, dénonça ses projets au gouvernement et s'appropria sa fortune. Ne voulant pas dévoiler le misérable, le procureur ne put dans le cours du procès se servir de ses dépositions, de sorte qu'il n'y eut contre Lisogoub *aucune* preuve juridique, mais les procès politiques ne sont en Russie qu'une formalité. Le sort de l'accusé est presque toujours décidé d'avance, selon les renseignements fournis par la police secrète. On pendit Lisogoub. Vittenberg qui, en mourant conjurait ses camarades de pardonner sa mort et de ne pas tirer vengeance de ses bourreaux fut aussi du nombre des pendus.

La peine de mort, il est à propos de le faire remarquer, est absolument étrangère aux mœurs russes, elle n'existe même pas dans notre code pénal. Elle n'existe que dans le code militaire, et hors de lui, seulement pour les attentats contre la personne de l'empereur. Si, par exemple, le gouvernement croit nécessaire de punir de mort quelque terrible assassin, il le cite, par ordonnance spéciale, devant un tribunal militaire; jusqu'à ces dernières années cette procédure extraordinaire s'employa rarement. L'application de la peine capitale était pour la Russie un spectacle terrible, inusité, qui répugnait. En 1825, quand il fallut pendre 5 des conspirateurs, *personne ne sut construire un gibet*. Les cas où la corde casse sous le poids du pendu sont très fréquents en Russie. En 1825, dans les cinq pendaisons, elle cassa trois fois; le même accident se répéta lors de l'exécution des auteurs de l'attentat du 1/13 mars,

lors de l'exécution d'Ossinsky, etc. Il n'est pas facile de trouver un bourreau. Les criminels condamnés à mort et graciés pour salaire de cette abominable fonction acceptent seuls cette charge. Notre bourreau lui-même habite une prison et y est surveillé. C'est un réprouvé de la société tout entière. Dans une prison pleine de forçats, il est arrivé qu'on ne pouvait trouver un homme qui consentît à se charger de ce rôle. Frolov, notre célèbre bourreau, qui pendant plusieurs années voyagea par toute la Russie et y accomplit toutes les exécutions, est à cause de cela un homme, presque impossible à remplacer [1]. Mais lui-même, il n'exerçait ses fonctions que dans un état d'ivresse complète et presque inconscient.

L'anecdote que voici a déjà été publiée et je l'ai entendue de la bouche de personnes exerçant des fonctions au Palais de justice... Quand Sofia Perovskaïa fut condamnée à mort, le bruit courut dans le monde judiciaire qu'elle serait graciée, parce que Frolov ne consentait pas à la pendre : « Je ne puis, aurait-il dit, j'ai maintes fois pendu des hommes. Je ne saurais lever la main sur une femme... » Etait-ce vrai ou non : en tout cas, on répéta ce propos dans le fumoir du Palais de justice de Saint-Pétersbourg. Un jeune homme, garçon sans valeur, méprisé par ses collègues à cause de ses mœurs contraires à la nature, assistait à cette conversation. Il s'écria : « Eh bien! elle ne sera pas graciée faute de bourreau! Si Frolov ne veut pas la pendre — je m'offrirai à le remplacer! » Ce zèle plut aux autorités,

1. Frolov est aujourd'hui en prison pour vol.

le jeune monstre fut remarqué et il occupe maintenant un poste très considérable dans la police.

Retournons à notre récit interrompu. L'application de la peine capitale remplissait les révolutionnaires d'un désespoir plein de rage. Certainement, elle n'est pas faite pour inspirer la peur. Mais en revanche le désir de la vengeance était excité au plus haut degré. De qui donc tirer vengeance? Du tzar, répondaient des milliers de voix, du tzar qui lui-même encourage les cruautés, qui de sa propre autorité augmente les châtiments infligés par les tribunaux. Ce fait, presque incroyable, se produisit en 1878. L'empereur Alexandre II usa de son pouvoir souverain, non pour atténuer l'arrêt du tribunal, comme le font parfois les monarques, mais pour augmenter les peines de quelques dizaines de condamnés. Cette mesure fut prise par représailles du coup de pistolet de Vera Zassoulitch. Alors la pensée de se venger de l'empereur plana dans l'air. De tous côtés, des gens apparurent brûlant du désir de tuer le tzar. Parmi eux, on voit surtout beaucoup de femmes : Perovskaïa, Helfmann, Fighner, Iakimova... fait excessivement caractéristique, qui montre à quel point l'empereur avait blessé les sentiments moraux des Russes.

Cependant il s'effectua dans le mouvement révolutionnaire russe un certain revirement qui eut son contrecoup dans les deux congrès révolutionnaires de Lipietsk et à Voronej pendant l'été de 1879. La partie la plus énergique des révolutionnaires se fixa comme but immédiat l'obtention *avant tout* des réformes politiques. Ce revirement est aisé à comprendre, car la tyrannie ini-

maginable du gouvernement prouvait péremptoirement la nécessité de limiter l'absolutisme. Récemment encore (1878), les révolutionnaires laissaient complètement de côté la question de la limitation de l'autorité du tzar et exigeaient : 1° la liberté de la parole et de la presse, 2° le jugement par le jury des affaires politiques, 3° l'amnistie pour les crimes politiques antérieurs [1]. En 1879, il leur parut qu'on ne pouvait rien attendre de pareil si des limites n'étaient imposées au pouvoir absolu. Les révolutionnaires qui prirent le nom de parti de la *Volonté du Peuple* exigèrent du gouvernement la convocation d'une assemblée constituante. Le Comité Exécutif du parti se proposa d'organiser une conspiration pour forcer le gouvernement à cette convocation ou, en cas de refus, le renverser. Une *organisation* énergique des forces commence. Pendant les premières années du mouvement, on n'avait accordé aucune attention à l'organisation des forces — on était même contre la centralisation et la discipline qui en est inséparable. Dès qu'apparaît le programme démocratique du groupe Terre et Liberté, avec la perspective d'une lutte prochaine, un revirement se fait relativement à l'organisation. Le Comité Exécutif exige une discipline et une centralisation toute militaire. C'est un trait éclatant des dernières années du mouvement. En même temps le Comité Exécutif entreprend une série d'attentats à la vie de l'Empereur. C'était alors le devoir fatal de tous ceux qui voulurent acquérir une popularité parmi nos révolutionnaires : se venger du tzar est le cri

1. *L'assassinat du chef des gendarmes, le lieutenant général Mezentsev*, Saint-Pétersbourg, 1878.

général, et les meneurs du mouvement quelque regret qu'ils eussent de dépenser leurs forces à une entreprise si difficile qui ne menait pas directement au but du parti, ne pouvaient s'y derober. Les attentats à la vie du tzar commencèrent le 10/22 novembre 1879 et finirent le 1/13 mars 1881 — par la mort d'Alexandre II.

Telle fut la fin de ce prince, qui avait fusillé et pendu trente accusés politiques, en avait jeté deux cents aux travaux forcés et déporté plusieurs mille, les souvenirs qu'il laissa après lui sont pénibles et la postérité, même en s'apitoyant sur le sort déplorable de ce tzar, qui avait débuté d'une façon apparemment si brillante, n'oubliera pas que parmi les pendus, il y eut un enfant Rozovsky, accusé seulement d'avoir affiché des proclamations [1].

Son successeur, immédiatement après son avénement au trône, reçut des Révolutionnaires une déclaration, dans laquelle ceux-ci lui proposaient de mettre fin à la lutte, en s'en rapportant à l'arbitre des représentants du peuple. Le tzar répondit par de nouvelles exécutions. A cette heure, dans une période de quatre années, il a déjà exécuté quinze personnes, et dans ce nombre une femme. Les condamnations au bagne, la déportation surtout par mesure administrative, continuent de plus belle. La lutte s'engage de nouveau. Je ne veux pas écrire l'histoire du mouvement révolutionnaire russe, encore moins celle d'un parti ou d'une organisation quelconque. C'est pourquoi je n'entrerai pas dans le détail des péripéties de cette lutte, si intéressante

1. Rozovsky avait, je crois, dix-huit ans.

qu'elle soit. Il me serait impossible cependant en concluant de ne pas nous poser une grave question : Quelle est l'importance de ce mouvement, quels en sont les résultats?

Dans son ensemble cette question est claire ; il n'est pas facile de la résoudre dans le détail; tout ce qui pourrait donner le moyen d'y répondre est mystère. La police tient secrets ses renseignements, les révolutionnaires et les conspirateurs font à coup sûr de même. Cependant les renseignements insignifiants, dont on peut disposer, montrent que ce mouvement a pris de fort larges proportions. Les forces révolutionnaires *organisées* ont toujours été très restreintes, quoique l'organisation du Comité Exécutif à la veille du 1/13 mars 1881 comptât dans ses rangs près de cinq cents hommes [1]. Mais le nombre des forces *organisées* ne donne aucune notion sur les forces révolutionnaires en général. Les renseignements officiels [2] donnent, de mars 1873 à décembre 1876 inclusivement, — 1611 personnes mises en accusation du chef de crimes politiques. Dans ce nombre sont compris pêle-mêle ceux qui furent cités devant les tribunaux et ceux qui eurent à subir un châtiment par mesure administrative. De 1877 à 1879, le chiffre de ces derniers est inconnu; mais le chiffre des personnes soumises à des enquêtes judiciaires s'élève à mille deux cent soixante-treize individus, les crimes de lèse-majesté non compris, et à deux mille trois cent quatre-vingts ceux-ci inclus.

1. *Almanach des Révolutionnaires russes*, 1883.
2. Malchinsky. *Aperçu du mouvement socialiste-révolutionnaire en Russie.*

Pour le règne d'Alexandre III, en ne nous en rapportant qu'aux chroniques incomplètes des publications révolutionnaires (1881-1884), nous trouvons près de deux mille personnes arrêtées pour causes politiques, et cela aussi sans compter les crimes de lèse-majesté. Il est à remarquer que le nombre des crimes de lèse-majesté s'accroît dans une proportion énorme. En 1877 il y en a deux cent quarante-six ; en 1878, trois cent soixante-huit ; en 1879, quatre cent quatre-vingt-treize. Après la mort d'Alexandre II, le nombre des crimes de lèse-majesté s'accroît dans une proportion étonnante. En huit mois, du 1/13 mars au 1/13 novembre 1881, il fut intenté pour cette cause quatre mille huit affaires [1]. Ce chiffre scandaleux obligea le gouvernement à donner l'ordre de ne plus traduire devant les tribunaux pour les affaires de ce genre et de punir les coupables par simples mesures administratives.

Cet accroissement du nombre de crimes de lèse-majesté est d'autant plus significatif que les personnes que frappent ces accusations appartiennent presque exclusivement uniquement à la classe des soldats, des paysans et des autres gens de petite condition : dans la plupart des cas même, ce sont des illettrés. La propagande révolutionnaire dans le peuple est en effet loin de rester sans influence. A l'heure qu'il est, on peut trouver dans les grands centres manufacturiers une multitude d'ouvriers intelligents, ayant beaucoup lu et sincèrement révolutionnaires. Ils essaient constamment de s'organiser, et quoique ordinairement ce soit sans succès, certaines

1. *La Volonté du Peuple*, nos 6, 8 et 9.

de ces organisations pourtant, comme par exemple, *l'Alliance ouvrière du Nord* formée par Kaltourine (celui qui a fait sauter le Palais d'hiver) — comptaient plusieurs centaines de membres. Aucun meurtre politique, pas même l'assassinat du tzar, n'a eu lieu en Russie sans la participation d'ouvriers. Rarement un procès politique a lieu sans que des ouvriers y soient impliqués. Bref, les ouvriers des villes font aujourd'hui au même titre que l'*intelligentia*, partie intégrante du mouvement révolutionnaire. C'est sans nul doute un très grand résultat pour les révolutionnaires, car, il y a quinze ans, je crois, on aurait à grand'peine pu trouver un révolutionnaire sur dix mille ouvriers.

Il est difficile d'apprécier les succès de la propagande révolutionnaire dans l'armée, parmi les soldats. Pourtant certains faits montrent qu'elle n'est pas restée sans résultats.

En 1881, à l'occasion de la mort du tzar, les révolutionnaires propagèrent une multitude de proclamations expliquant cet acte aux paysans, aux Cosaques, aux travailleurs des fabriques et des usines, au peuple de l'Ukraine. Ces proclamations se propageaient partout par milliers d'exemplaires et voici ce qui se passa à Saratov. Quelqu'un avait déposé une proclamation dans la caserne. Les soldats l'avaient ramassée et affichée sur le mur de leurs cabinets d'aisance. Ils couraient par centaines la lire. Ce va-et-vient attira l'attention d'un sergent-major : il les suivit, arracha la proclamation et la porta au chef du régiment. Le colonel convoqua les soldats et les somma sincèrement de désigner celui qui avait affiché la proclamation. « Nous l'ignorons, monsieur le colonel. » Alors le colonel leur demanda s'ils avaient lu la proclamation. Les soldats affirmèrent que nul ne l'avait lue et si opiniâtrément qu'enfin le colonel les crut. L'idée lui vint de profiter de l'occasion pour compromettre les révolutionnaires aux yeux des soldats. « Eh bien, écoutez, dit-il, je vous la lirai, afin que vous sachiez ce que veulent ces misérables ». Et il improvisa, en tenant devant ses yeux la proclamation, une série d'injures et de menaces dirigées contre l'armée. Dès que le colonel se fut retiré, la caserne s'emplit du bruit d'une multitude de voix triomphantes : « Voila, camarades, nous vous le disions bien, criaient-elles, les chefs ne font que mentir. Vous voyez, il nous a menti en face. Sur le papier est imprimée une chose et lui, il lit tout le contraire ! » — Après cela, dans le groupe des soldats, on pouvait entendre des discussions animées sur les moyens à prendre pour trouver les révolutionnaires et se joindre à eux. Un des soldats connaissait dans la ville un ouvrier qui passait pour révolutionnaire. Plusieurs soldats vinrent le trouver et le pressèrent de questions pour savoir quels de leurs officiers appartenaient aux leurs. « Nous savons, disaient les soldats, que parmi les officiers il y a des vôtres. Nommez-les, afin que nous les connaissions ; dans le cas d'un soulèvement nous garrotterons les autres et nous donnerons le commandement à ceux-ci ». Ces mêmes soldats se montraient très blessés de ce que les révolutionnaires n'avaient pas publié une proclamation à l'armée : « A tous ils ont écrit : aux paysans, aux ouvriers, aux Cosaques... à nous seuls, ils ne l'ont pas fait, comme si nous, soldats, nous ne méritions vraiment rien ? »

Dans les procès politiques, on voit rarement figurer des soldats. Pourtant, on fit en 1882 le procès des soldats de la forteresse de Pierre et Paul (15 hommes), qu'on accusait d'avoir des relations avec les prisonniers politiques et de leur avoir prêté assistance. L'enquête judiciaire prouve que certains d'entre les accusés « tiennent le tzar pour cause de tous les maux et attendent un soulèvement ». Dans une intéressante correspondance de la *Volonté du Peuple*, nous trouvons un récit des discussions des soldats à Saint-Pétersbourg, après le 1/13 mars, sur ce qu'ils auraient à faire si une insurrection se produisait. Certains émettaient l'opinion qu'il faudrait passer aux insurgés, d'autres préféraient s'abstenir pour voir qui prendrait le dessus. Bref l'état des esprits dans l'armée est d'un caractère peu tranquillisant pour le gouvernement. Ce qui pourtant est encore plus dangereux pour le gouvernement et ce qui marque un pas considérable pour les succès révolutionnaires, c'est la propagation du mouvement parmi les officiers. Il est caractéristique que de tout temps un nombre considérable de gens élevés dans les écoles militaires ont pris part au mouvement révolutionnaire. Tels par exemple Kravtchinsky, Rogatchev, Oussatchev et d'autres qui, en 1874, furent poursuivis pour propagande. Jadis seulement les officiers, en devenant révolutionnaires, le plus souvent quittaient leur milieu, et s'en allaient dans le peuple ou bien prenaient part aux conspirations civiles. Pendant ces dernières années, par suite de la propagation de l'idée que pour la Russie un coup d'État politique est indispensable avant tout, cette situation se modifia. Les militaires restent dans l'armée, ils font de la propagande

parmi leurs camarades, parmi les soldats ; l'idée d'une conspiration militaire apparaît ; des sociétés naissent dont le nom même désigne le caractère, celles des *Militaristes*.

L'organisation militaire de la Volonté du Peuple qui, comme l'ont démontré les procès politiques, avait un groupe central très fort et beaucoup de ramifications dans l'armée, a acquis un renom bien plus considérable. Le gouvernement fut excessivement inquiété par la découverte de cette conspiration à laquelle étaient mêlés, comme le démontra l'enquête, des officiers de mérite, tels que le colonel Achenbrenner, les lieutenants de la flotte Soukhanov et Stromberg, le lieutenant d'artillerie Pokitonov et d'autres. Le procès qui eut lieu à Saint-Pétersbourg en septembre 1884 n'engloba presque que des militaires. Les officiers condamnés sont des meilleurs de l'armée. Le capitaine de cavalerie Tikhotsky, déporté par mesure administrative en Sibérie, était personnellement connu de l'empereur pour ses brillants faits d'armes pendant la dernière campagne de Turquie. Soukhanov, pendu pour participation au régicide, était considéré comme un des ingénieurs les plus capables de la flotte. Le lieutenant-colonel Achenbrenner, condamné aux travaux forcés, et un mois après fusillé, était fort estimé de ses chefs. D'après ses états de service il avait conquis tous ses grades sur les champs de bataille. Il était décoré de l'ordre de Sainte-Anne de 4e degré avec inscription pour bravoure ; de l'ordre de Sainte-Anne de 3e degré avec épées et nœud, de l'ordre de Stanislas de 2e degré avec épées ; de Stanislas de 3e degré, et de l'ordre de Sainte-Anne du 2e degré. Il avait

reçu la médaille de la guerre de 1877-78. Le capitaine Pokitonov (condamné aux travaux forcés) avait fait de brillantes études à l'Académie d'artillerie et à 27 ans avait déja reçu l'ordre de Sainte-Anne du 3e degré avec épées et nœud, l'ordre de Stanislas du 2e degré avec épées, l'ordre de Vladimir du 4e degré avec épées et nœud ; il avait la médaille de la guerre turco-russe et les insignes de la Croix de fer de Roumanie. Je ne m'arrêterai pas plus longuement sur ces insignes de distinction militaire, par lesquels le gouvernement avait lui-même reconnu les talents et les mérites des officiers qui lui furent hostiles. Je remarquerai seulement que parmi les révolutionnaires appartenant à l'armée, nous trouvons souvent le même enthousiasme, le même dévouement à la Cause que dans les autres milieux. Le lieutenant baron Stromberg, membre de l'organisation militaire, lui donna toute sa fortune ; l'abnégation sans pareille de Soukhanov a fait naître dans l'armée de véritables légendes, et la mémoire du créateur de l'organisation militaire est en profonde vénération dans nos régiments.

Evidemment, rien ne peut menacer le gouvernement d'un aussi grand danger que ce mouvement révolutionnaire dans l'armée, et surtout que les conspirations militaires ; il agit donc vis-à-vis des militaires avec une inflexible rigueur. Il a fait pendre les officiers Doubrovine, Rogatchev, Stromberg, et a fait fusiller Soukhanov et Achenbrenner. Craignant que les procès ne dévoilent le danger qui le menace, le gouvernement évite de traduire devant les tribunaux. Il redouble de rigueur dans sa pénalité administrative. Il surveille l'armée avec d'autant plus de vigilance. Le ministre de la guerre, par une lettre circulaire qui, toute secrète qu'elle est, est connue par des copies, recommande aux chefs des régiments de régler la vie des officiers de manière qu'ils aient le moins de temps libre possible et de ne pas permettre les rapprochements des officiers avec l'élément civil, surtout avec les étudiants. Si un des officiers est si peu suspect que ce soit d'infidélité politique, on doit l'exclure du service, *sans en dire les raisons*, mais immédiatement en informer le gouverneur pour qu'il soumette le suspecté à une surveillance secrète. En même temps, le gouvernement essaie d'améliorer la situation des officiers, mais jusqu'à présent il n'a pu prendre que les mesures les plus insignifiantes. Il a un peu augmenté le traitement pour certains grades, et pour tous les officiers en général, il a organisé une réduction de prix des billets de théâtre et de chemin de fer.

Les circonstances montreront si les efforts faits par le gouvernement pour anéantir dans l'armée le mouvement révolutionnaire, seront couronnés de plus de succès qu'ils n'en ont ailleurs.

III

Le lecteur qui se souvient en quels traits j'ai peint le peuple, ne peut certainement pas en attendre un mouvement politique conscient.

Il y a, il est vrai, outre les ouvriers des villes, des

couches populaires plus ou moins développées, plus capables de se proposer un but politique net. Tels sont par exemple les Cosaques et les sectaires. Mais les sectes ne s'occupent jusqu'à présent que de morale ou de réformes sociales, et n'effleurent que rarement le terrain politique. Quant aux Cosaques, leur influence, autrefois très grande sur le peuple, s'est extrêmement affaiblie, grâce en partie à leur position trop privilégiée, en partie parce que le gouvernement les emploie de préférence comme policiers, ce qui naturellement donne mille prétextes à l'indignation du peuple. Cette circonstance diminue considérablement la portée des mouvements qu'on remarque dans le milieu cosaque, mouvements qui, autrefois, auraient pu devenir contagieux pour toute la Russie. En effet, sous l'influence de la tendance du gouvernement à étouffer peu à peu les franchises des Cosaques, il se produisit parfois, parmi ces derniers, des mouvements beaucoup plus conscients que ceux des paysans. Telle fut, il y a huit ans de cela, l'insurrection des Cosaques de l'Oural, insurrection étouffée d'une main inexorable. En punition, la population masculine d'âge majeur de l'armée, fut presque entière déportée au Turkestan, et elle n'a reçu la permission de regagner son pays natal que dans ces derniers temps. Il y a deux ans de cela, les Cosaques du Don adressèrent au gouvernement une remarquable pétition dans laquelle ils exigeaient que la nomination à toutes les fonctions civiles de l'armée eût lieu avec la participation des élus de la population et que toute l'administration économique fût remise entre les mains de ces élus qu'elle désigne sans détour aucun de leur ancien nom *Cercle de l'armée*. Elle tâche d'entourer cette assemblée d'une considération particulière en demandant que, dans ledit *Cercle de l'armée*, l'on expose tous les insignes et tous les augustes édits qui, à des époques quelconques, ont confirmé les franchises cosaques [1]. Ces tendances des Cosaques inquiètent tellement le gouvernement qu'il les désarme, transfère ailleurs les arsenaux du Don, ne donne pas de canons aux armées, etc. Les Cosaques séparent à tel point *leur* cause de la cause générale des paysans, se tiennent sur un terrain si particulier qu'ils ne peuvent et même ne veulent pas entraîner à leur suite la masse populaire et n'en deviennent pas les représentants, comme cela avait lieu au temps de Razine et de Pougatchev. Mais si aujourd'hui ce rôle de Cosaque n'existe pas comme *fait*, il n'est pas inadmissible comme possibilité. Par ses mesures, le gouvernement démembre les Cosaques en deux classes, dont une, la classe inférieure, est continuellement gênée dans ses droits et lésée dans ses intérêts. On semble par là les ramener de force à un nouveau rapprochement avec les paysans. On en a déjà plus d'une fois remarqué des exemples dans les derniers temps. Mais si la classe inférieure des Cosaques, ne fût-ce que pour la défense de ses intérêts personnels s'unissait aux paysans, cela pourrait avoir une immense portée, parce que les Cosaques ont de fortes traditions politiques républicaines et que le peuple a l'habitude de prendre en grande considération les opinions des Cosaques. Il est indispensable de songer à tout cela quand on réfléchit aux éventualités qui peuvent ou ne peuvent pas se produire.

1. *Messager de la Volonté du peuple*, n° 3.

Si nous ne dépassons pas les limites des faits existants, si nous nous demandons, non ce qui peut arriver mais ce qui *est*, alors, certainement, il faut avouer que dans la masse du peuple russe, un certain nombre d'ouvriers exceptés, il n'y a pas du tout de mouvement politique. Les paysans sont mécontents, ils s'agitent, mais ils n'ont pas de programme et ne forment pas un parti quelconque ayant des exigences précisées. Cette situation donnée, est-il nécessaire d'examiner l'état d'esprit de la masse populaire, en parlant de la Russie au point de vue politique ? Je pense que cette réponse doit absolument être résolue en sens affirmatif. En effet, si les programmes politiques créent les mouvements populaires, ils sont aussi souvent créés par ces derniers. Le fait social possède sa logique intrinsèque, que les hommes peuvent longtemps ne pas remarquer, mais qui tout de même, les oblige à agir tout comme ils eussent agi s'ils avaient obéi à un programme conscient. Sous ce rapport, les mouvements des paysans russes sont très dangereux pour le régime actuel.

Au premier coup d'œil, le mécontentement et les protestations des paysans peuvent paraître *partiels* et dirigés contre des personnes et des faits isolés. Examinez de plus près, et vous verrez que ces cas partiels, contre lesquels proteste le peuple — sont précisément ceux dans lesquels s'exprime le plus clairement la politique du gouvernement. La contradiction des tendances du peuple et de celles du gouvernement se ressent aujourd'hui au moins autant qu'aux jours du servage. Les paysans russes qui se tinrent tranquilles, pendant quelques années, à l'époque de l'émancipation, recommencèrent leur agitation, lors de la mise en vigueur des réglementations agraires. Ils étaient mécontents de la répartition des terres qui, comme je l'ai déjà dit, avait réellement été exécutée fort peu consciencieusement. Pourtant, cette agitation, quoique s'étendant sur beaucoup de provinces et exigeant même quelquefois une répression armée, ne se transforma pas en une insurrection générale, grâce aux illusions habituelles des paysans. Ils espéraient que la réforme de 1861 ne serait que le *premier pas* du tzar et que bientôt celui-ci s'appliquerait à résoudre la question agraire. Il a couru et court partout encore à ce sujet des bruits opiniâtres, bruits qui plus d'une fois même désignèrent le terme où on doit commencer le *partage noir* [1]. Le *partage noir*, cela signifie le partage *général* des terres entre tous les Russes sans exception. Selon l'idée des paysans, la terre doit être partagée entre tous. Ce n'est pas une mesure de classe ayant en vue leur seul intérêt, c'est une mesure nationale. Un gentilhomme qui jouissait de la confiance des paysans, entendant dire qu'on enlèverait aux nobles leur terre, demanda : « Alors on me l'enlèvera à moi aussi ? — Et combien de terre as-tu ? interrogea le paysan. — Six déciatines. — Alors tu n'as pas à t'inquiéter, on t'ajoutera encore trois déciatines. »

Les bruits sur le partage des terres prennent un caractère si positif que les paysans calculent même quel

1. Ce mot, qui semble à M. Leroy-Beaulieu énigmatique, est en réalité très clair. Depuis des siècles, le mot *noir* nous sert pour désigner la *masse* du peuple ; ainsi qu'il y a eu les paysans de la noire charrue, l'impôt noir c'est-à-dire la capitation ; il y a encore à présent le peuple noir, *tchern* (plèbe).

sera le lot de chacun. Parfois l'on parle de 7 déciatines, parfois de 15. La foi de tous dans le partage, le nivellement, est si tenace que souvent à cause d'elle les paysans s'abstiennent d'acheter des terres. L'éminent légiste M. Iakouchkine, raconte comment de riches paysans qu'il connaissait vinrent le trouver pour savoir s'il n'était pas hasardeux d'acheter des terres. « — Un bon morceau nous tombe sous la main, disaient-ils, et l'on n'en demande pas cher. Mais nous hésitons. — Et pourquoi donc hésitez-vous? demanda Iakouchkine. — Et si, le partage venu, on nous le reprend? C'est justement pour nous renseigner là-dessus que nous sommes venus te trouver. Quels sont les bruits qui courent? Aura-t-il lieu dans un temps proche ou non? Est-ce la peine d'acheter [1]. » Tous les efforts du gouvernement ne purent mettre un terme à ces espérances d'une nouvelle augmentation ou même du *partage noir*. Tout le monde attend cette dernière mesure; un petit nombre de riches *koulaks* tâche de la remplacer par la mise en avant de l'augmentation prise sur les terres des gentilshommes et du fisc. Le gouvernement repousse et l'une et l'autre proposition; nul ne prête foi à ces négations; alors qu'il était ministre de l'intérieur, Makov publia une circulaire dans laquelle il démentait catégoriquement tous ces bruits. Cette circulaire fut affichée dans toutes les mairies de villages; on la lut dans les églises. Plusieurs années après, Makov, compromis dans une affaire de pot-de-vin, se suicida. Aussi le bruit naît parmi les paysans qu'il s'est suicidé

1. *Le droit coutumier*, préface

à cause de sa circulaire: « Il a écrit, racontent les paysans, en secret du tzar. Pendant longtemps, le tzar a tout ignoré ; puis, quand il l'a appris, sa colère fut terrible. Makov eut peur et se suicida. »

Le peuple ne se laisse pas déconcerter même par les déclarations *personnelles* du tzar. Alexandre III fit une déclaration de ce genre le jour de son couronnement. Son dernier discours fut entendu par huit cents maires de village... Elle fut expédiée dans les villages par cent mille exemplaires. Et dans un grand nombre d'endroits, les paysans disent tout de même que « les maires avaient sans doute mal entendu. » Ils n'ajoutent pas foi aux discours réels du vrai tzar et préfèrent leurs légendes! « Il faisait nuit, raconte un touriste; nous suivions le bord d'une rivière large et calme; sur l'autre bord, on apercevait les forêts du splendide patrimoine de N.N. Le postillon contempla pendant longtemps ce magnifique tableau que la lune inondait de sa pâle clarté. « Voilà, monsieur, laissa-t-il soudain échapper, bientôt tout cela nous appartiendra, et la — il indiqua de la main, — et là. » Le postillon parlait du *partage*. Le touriste observa que le gouvernement lui-même démentait ces bruits. — « Non, monsieur, répliqua le postillon d'une voix convaincue. Nous le savons positivement. Le tzar lui-même a un jour passé par ici, et les nôtres sont allés le solliciter au sujet de la terre. Attendez, mes enfants, leur a-t-il dit, on ne peut faire tout à la fois... Mais patience! bientôt tout sera nivelé; voyez cette rivière, tout sera nivelé comme elle. » Le peuple se berçait de ces rêves, et les années se suivaient sans rien apporter que de nouvelles charges. Les impôts, l'arbi-

traire sans frein aucun de l'administration, le manque de terre, le malheur d'être à la merci de chaque *koulak* qui possède quelques écus, combien peu tout cela s'accorde avec les resplendissants rêves d'une vraie liberté! Le mécontentement commence à s'amasser. Les paysans, las de souffrir, envoient au tzar des solliciteurs avec des plaintes et des requêtes, mais ces solliciteurs arrivent rarement jusqu'au tzar; avant qu'ils le fassent on les garrotte et on les jette en prison. S'ils arrivent jusqu'au tzar, le résultat n'est pas plus avantageux. On ne les reçoit même pas. L'envoi d'un solliciteur passe chez nous presque pour une révolte, et en tous cas pour une manifestation séditieuse. Loin d'encourager cette conduite des paysans, qui est cependant la preuve manifeste de leur confiance en eux, les tzars ordonnent eux-mêmes la déportation de ces délégués paysans.

A la décharge du pouvoir, il faut pourtant dire que la situation des tzars et du gouvernement en général est souvent fort embarrassante. Parfois les paysans ont parfaitement raison, même au point de vue légal. Les propriétaires fonciers et les capitalistes, profitant de leur ignorance, concluent avec eux les contrats les plus malhonnêtes; les paysans y apposent des croix, ignorent leur teneur et tombent ainsi dans un véritable esclavage. Souvent les propriétaires fonciers et d'autres gens riches s'approprient les terres des paysans à l'aide de procédés qui sont de pures canailleries. Les autorités reçoivent des pôts-de-vin révoltants, lèvent parfois de leur propre arbitre de faux impôts. On raconte que quelque part en Sibérie, un *stanovoï* de concert avec un secrétaire de mairie villageoise, leva sur les paysans un impôt qui, à son dire, devait payer *un habit en or* pour l'héritier du trône qui allait se marier. Ici le gouvernement avait une occasion toute trouvée de mériter la confiance du peuple sans sortir de la légalité. Si les paysans ne peuvent obtenir raison même en ces cas-là, n'est-ce pas la preuve formelle de la désorganisation et de la décadence morale du gouvernement? D'autres fois, les paysans au point de vue de la loi n'ont pas *raison*, tandis qu'à leur point de vue, ils se considèrent comme absolument dans leur droit et s'indignent terriblement quand on les accuse. Je cite un fait récent de ce genre: Il y a quelques années, non loin de la ville d'Ieisk, sur les terres appartenant à l'armée cosaque de Kouban, des paysans vinrent s'établir. Un immense espace de steppes fertiles constituant la propriété de l'armée se déroule près d'Ieisk, sans que nul s'occupe d'en tirer parti. De temps en temps seulement, des troupeaux à demi sauvages de chevaux cosaques viennent y rôder. Dans les premiers temps, l'administration de l'armée ne fit aucune attention aux quelques familles nouvellement établies, quoiqu'elles n'eussent aucun droit d'occuper les terres des Cosaques. Cependant, le nombre des émigrants croissait rapidement, ils arrivaient en foule. Au bout de plusieurs années, il se forma au milieu des steppes une énorme bourgade, qui avait envahi un immense territoire et qui comptait déjà plus de cinq mille habitants. Elle prit un nom fort caractérisque *Samosiolovka* (établie de son propre gré). Une pareille prise de possession de terre est dans les habitudes du peuple. Si la terre est inoccupée, cela signifie que le

travailleur peut l'occuper. Dans le sud de la Russie, ces occupations arbitraires furent l'origine de beaucoup de villes populeuses. Récemment la ville de Rostov s'accrut de la sorte d'un arrondissement nouveau tout entier. Les émigrants, tout simplement, sans demander autorisation à personne, sans payer pour cela un sou à la ville, construisirent des rues entières, et deux ou trois ans après, la municipalité apprit avec étonnement que la ville s'était accrue d'un nouvel arrondissement peuplé de quelques milliers d'habitants qui ne payaient aucun impôt, n'étaient soumis à aucune autorité. Pour Samosiolovka, les Cosaques ne furent pas disposés à céder leurs terres. L'administration cosaque porta plainte, plaida ; les habitants de Samosiolovka n'avaient certainement pas raison ; ils furent condamnés à *évacuer la terre*. Mais évacuer la terre, cela signifiait démolir un village entier, composé de plusieurs centaines de *dvors* et ruiner un millier de familles afin de rendre cette terre aux Cosaques qui ne l'utilisent pas. Les paysans étaient loin de considérer ce jugement comme équitable. Ils se considéraient comme opprimés, et quand l'administration tenta de les expulser par la force, ils lui opposèrent une résistance de vive force. Il se produisit ainsi une véritable émeute. Prévoyant de fâcheuses conséquences — car l'administration russe peut ne faire aucune attention au désordre, mais une fois lancée, elle le réprime avec une énergie tartare, — les paysans envoyèrent au tzar un solliciteur chargé de lui porter plainte et d'implorer son assistance. Après de nombreuses et infructueuses tentatives, ce malencontreux délégué réussit à parvenir jusqu'au

tzar. Un soldat de ses amis le laisse pénétrer dans un jardin où devait bientôt venir se promener le tzar, en compagnie de sa famille. Le paysan, ayant grand'peur des *nobles* qui entourent le tzar, se cacha derrière un buisson. Ensuite, quand apparut enfin Alexandre III, avec l'impératrice et son fils, le paysan surgit soudain de sa cachette et tomba à genoux en tendant au tzar la pétition. On peut s'imaginer l'effet de cette scène inattendue. L'impératrice tomba évanouie. L'entourage se jeta sur le prétendu nihiliste, le roua de coups et l'amena aux arrêts. L'affaire, pourtant, ne tarda pas à s'expliquer à la confusion générale. Naturellement, l'empereur voulut effacer l'impression produite sur le paysan par cette scène de frayeur. Il le fit venir, l'écouta et ordonna une enquête sur l'affaire. Pendant un certain temps, les paysans triomphent. Mais l'enquête ne pouvait dévoiler que ce qui avait eu lieu, c'est-à-dire l'envahissement par eux de terres qui ne leur appartenaient pas et ensuite leur résistance par la force aux autorités. Le ci-devant solliciteur comme fauteur se trouva le plus coupable et fut mis en prison. On ordonna la démolition de Samosiolovka. Voilà quel abîme il y a entre la loi et les idées du peuple. Les paysans ne voulurent pourtant pas céder à la violence, car ils considéraient cela comme une violence, et seule la troupe, qui cerna le village et faillit l'exterminer par la faim, put mettre à exécution le jugement. Maintenant sur l'emplacement naguère occupé par le populeux village — au-dessus des ruines de ses maisons incendiées, souffle de nouveau le libre vent des steppes, et seules les chauves-souris, tapies dans les tuyaux des cheminées, peuplent ce lieu de désolation.

Ce côté de notre question agraire, il est impossible de le perdre de vue, quand on étudie les émeutes des paysans. Leurs théories au sujet de la terre sont en complète divergence avec celles de la loi. Dans le langage habituel des paysans, jusqu'à nos jours le mot *vendre* quand il s'applique à la terre, est synonyme de *louer*; on dit : « *j'ai vendu pour dix ans.* » L'idée de la propriété agraire n'entre pas dans l'esprit du paysan, et l'idée des droits de l'agriculteur à la jouissance de la terre, est au contraire très vivace : « Que notre gouvernement est sot. Pourquoi ne nous donne-t-il pas de terre? voyez quelles terres restent incultes chez X. Y. Z. (il nommait les gentilshommes de la localité). Et moi je n'ai pas une parcelle qui m'appartienne. Je ne comprends pas comment il le tolère. Se peut-il que le gouvernement ne comprenne pas, que j'ai besoin de terre? » C'est ainsi que discourait un sergent de ville en retraite que je connaissais, individu qui jamais de sa vie n'avait entendu aucune propagande subversive. Comment le gouvernement pourrait-il satisfaire des exigences, qui ont pour sources de telles idées, sans produire une perturbation générale des rapports agraires! Seule la nationalisation du sol calmerait les paysans et inaugurerait un régime équitable à leur point de vue.

Calmer et satisfaire ce peuple, un gouvernement réellement grand pourrait seul le faire, un gouvernement qui ne craindrait pas les grandes mesures, qui saurait comprendre la vie nationale et la situation de son pays, et qui ne se laisserait pas intimider par la question de savoir, si en Europe ou en Asie on a jamais fait ce qu'il lui incombe de faire et qu'on peut aujourd'hui facilement décréter en Russie. Le gouvernement actuel est à coup sûr à mille lieues de ces idées subversives. Nous avons déjà vu qu'il agit à leur encontre. Certaines demi-mesures piteuses, destinées à garantir la possession du sol aux paysans, ne sont prises que, lorsque ceux-ci commencent à s'insurger, et les révolutionnaires se servent de l'indifférence gouvernementale pour ce peuple comme d'un moyen d'agitation.

Cette contradiction entre les tendances populaires et les tendances gouvernementales rendrait impossible le maintien de l'ordre, même dans le cas où le gouvernement ne voudrait que soutenir la loi existante et non plier le pays sous l'arbitraire. Or, nous avons vu dans quelle situation se trouve le gouvernement lui-même et comment l'arbitraire enfreint partout librement la loi. La situation du paysan devient absolument insupportable. Il patiente longtemps ; longtemps il croit que d'un moment à l'autre viendra enfin l'heure du triomphe de la justice. Mais le temps passe et tout ne fait qu'empirer. Alors les désordres commencent de plus en plus prononcés. Parfois il serait difficile de voir à ces désordres un but quelconque, une raison. On y voit seulement la lassitude de supporter cette situation que les nerfs ne peuvent plus endurer: on y voit la réaction de leur sensibilité maladive à chaque sensation. Un état d'esprit séditieux se produit et amène les éclats les plus inattendus, les plus inexplicables. Le jour même du sacre de l'empereur régnant, des désordres se produisirent dans divers endroits de la Russie; ils n'avaient en apparence aucune cause immédiate, si ce n'est que des forces policières considérables avaient

été enlevées à la surveillance locale et transportées à Moscou pour la sauvegarde du tzar.

A Saint-Pétersbourg, la foule, excitée par la boisson, imagina de battre les nobles... Cette idée se propagea spontanément par toute la ville. Les désordres eurent un caractère purement scandaleux. Les ouvriers arrachaient aux gens convenablement mis leurs chapeaux, les forçaient à crier hourra et cherchaient l'occasion de les battre. La police intervint en faveur des maltraités; cela ne fit qu'exciter davantage la foule. Un des commissaires fut tellement roué de coups que, plusieurs jours après, il mourut. Le préfet de police Gresser lui-même fut battu, et ce ne fut que par la fuite qu'il échappa à la foule. A Odessa, le festin offert à la population, à l'occasion du couronnement, ne lui plaît pas : elle se met à défoncer les tonneaux : la bière et le *kvass* inondent la place. La police veut arrêter ces démonstrations inconvenantes : la situation empire. La foule entre en lutte avec les Cosaques; des deux côtés, plusieurs hommes furent blessés; on parla même de tués. A Oufa, la foule, gorgée de vin, se mit aussi à battre les nobles. A Sterlitamak, la foule entre par force dans un cercle où, à l'occasion du couronnement, avait lieu un festin, chassa la société et mangea elle-même le repas. A Rostov éclatèrent, au moment du couronnement, des désordres antisémitiques, pendant lesquels la foule saccagea aussi beaucoup de maisons appartenant à des chrétiens. Ensuite elle se dirigea vers la prison qu'elle voulut prendre d'assaut, probablement dans le but d'élargir les prisonniers. La s'engagea une vraie bataille entre la foule et la troupe, qui avait cerné de tous côtés la prison. La foule fut vaincue, dispersée...

Dans un grand nombre de ces cas, il est inutile de chercher quel était le but de l'émeute. Le mouvement n'est qu'un réflexe préparé par des années de souffrances, d'abus, d'humiliations, et qui éclate sous un prétexte tout accidentel. Voici ce qui se passa en 1882 à Saint-Pétersbourg. Un sergent de ville conduisait au poste un cocher de fiacre pour infraction à je ne sais quel règlement : je crois que c'était parce que le cocher se tenait debout près de son cheval (le règlement les oblige à se tenir assis sur leurs sièges). Le cocher, qui craignait de perdre sa journée et peut-être de payer une amende, était désolé et, presque en pleurant, suppliait le sergent de le lâcher. A la vue de cette scène, la foule se rassembla peu à peu autour d'eux. Soudain on injurie le sergent : puis la foule soulevée l'arrête, le menace, exige qu'il rende la liberté au cocher. La foule était si furieuse que le sergent et ses camarades accourus à son secours tinrent pour plus prudent de céder. Les ouvriers emmenèrent en triomphe le cocher en criant : « Hourra! nous l'avons emporté! » et, joyeux, ils se dispersent de tous côtés.

Presque au même temps à Moscou, sur la place Loubianskaïa, un tramway renversa et blessa un ouvrier inattentif. En un instant, la foule s'amasse et veut battre le conducteur. Un sergent intervient; la foule s'excite encore davantage. Des menaces, des cris retentissent : « Assez! assez! vous ne faites qu'écraser le peuple! » Voyant le danger, le sergent et le conducteur se précipitèrent dans la voiture et s'y barricadèrent. La foule ne fut dispersée que par la police.

A Klimov (gouvernement de Tchernigov), la foule

entre en fureur à propos d'une querelle survenue entre un marchand et un ouvrier acheteur (tous les deux russes) et se met à saccager les boutiques, non seulement celle qui appartenait à ce marchand, mais toutes celles qui se trouvaient à portée. « Frères, crièrent les marchands, n'avez-vous pas honte de maltraiter les vôtres, les orthodoxes? — Cela nous est égal, cria-t-on de la foule, eh bien, donnez-nous des Juifs! Les vieux croyants sont encore pires que les Juifs... » Les marchands étaient probablement de vieux croyants. Cet état maladif des esprits aussi prompts à se révolter que l'enfant l'est à frapper la pierre qui le heurte, sans réfléchir si cela a le moindre sens commun, s'est reflété en partie dans les *désordres antisémitiques*. Je dis en partie, car c'est là un fait très compliqué engendré par mille causes diverses.

Dans les pays qui servirent de principale arène aux désordres antisémitiques, les Juifs composent le contingent principal des plus implacables exploiteurs, et, en outre, leur conduite envers le peuple est on ne peut plus provocante, grossière jusqu'à l'inouï. Le mépris du paysan sonne dans chaque parole. Lorsque après les premiers désordres, la troupe qui les avait réprimés, frappait cruellement la population de ses fouets, les Juifs ne purent se retenir de railler les paysans. « Ah! sont-ils bons, les fouets? Recommencerez-vous à battre les Juifs? » Sans doute tous les Juifs ne sont pas des exploiteurs, sans doute il y a parmi eux des gens honnêtes, mais quand le peuple voit que sur 100 de ceux qui le grugent, 77 ou même 96 sont Juifs, il confond facilement, surtout quand viennent à la rescousse les superstitions

religieuses traditionnelles et le fanatisme. Grâce à tout cela, des désordres antisémitiques éclataient autrefois aussi en Russie de temps en temps. Depuis 1881, ils prirent le caractère d'une immense explosion et se répétèrent d'année en année. Chaque année, la foule saccagea les maisons des Juifs, détruisit et parfois pilla leurs domaines, allant même jusqu'aux massacres et aux plus révoltantes violences. En 1881 ces désordres se produisirent à Elisavetgrade, Golta, Znamenka, Kiev, Kicheniev, Vassilkov, Jmérinka, Fastov, Nicolaiev, Odessa, Smiéla, Lozovaïa, Romny, Volotchisk, Biériozovka, Pierieiaslav, Niejin, Loubny, Borzna. Cette agitation s'étendit même à la Pologne et éclata violemment à Varsovie. L'année suivante, elle commença de nouveau à Balta, Doubossary, Lietychev, Miedjibojie, Nouvelle-Prague, Bereznovatovka, Vissounka, Piriatin, Okny. En 1883, de terribles désordres antisémitiques se produisirent à Rostov, Novomoskovsk, Ekatérinoslav, Krivoï-Rog, Kharkov et eurent leur contre-coup inattendu au cœur de la Russie à Nijni-Novgorod, où il n'y a presque pas de Juifs. Pendant l'année suivante, les désordres s'apaisèrent sans se calmer complètement, mais ils semblent depuis se transformer en crimes *agraires*. J'en parlerai tout à l'heure.

L'explosion de la colère du peuple, qui se manifesta sous la forme de désordres antisémitiques avait choisi précisément cette forme sous l'influence de circonstances qu'on peut constater sûrement. « Juif et noble se valent, déclare un ouvrier, seulement *il est plus facile de battre le Juif*, c'est pour cela qu'il est plus souvent battu. » Pourquoi donc est-il plus facile de battre le Juif? Ici la res-

ponsabilité incombe entièrement au ministère du comte Ighnatiev, formé par le tzar en 1881. Terrifié par les événements du 1/13 mars, voyant partout en Russie une extrême surexcitation morale, le ministère du comte Ighnatiev eut la pensée de détourner l'attention de la société et du peuple fixée sur la politique en ravivant le sentiment *national*. Tout notre malheur est dans les *Etrangers*, il faut relever le *Russe* : le ministère popularisa bruyamment cette idée. Dans un grand nombre de journaux, qui reflètent toujours la politique gouvernementale, il parut une multitude d'articles dirigés contre tous les étrangers, surtout contre les Juifs. Ces cris furent si bruyants, que dans le peuple le bruit courut même, répandu partout et très tenace, que le gouvernement ordonnait de les exterminer et de les chasser. C'est en ce sens qu'on commente dans l'Ukraine le manifeste où le tzar parle de la nécessité très urgente de *débarrasser le pays des émeutiers et de la rapine*. « La rapine, disaient entre eux les Petits Russiens, mais qui la pratique, sinon les Juifs? Quant aux *émeutiers* (*Kramolniks*), cela est encore plus clair : c'est des *boutiquiers* (*Kramorniks*) qu'il s'agit, c'est-à-dire encore des Juifs. » Les Petits Russiens ne comprennent pas le vieux mot Kramolnik. Les concurrents russes des Juifs en voleries profitèrent de l'état d'esprit dans certains endroits : ils excitèrent le peuple et pour se débarrasser de leurs concurrents et pour détourner d'eux-mêmes son attention.

Partout la politique que le comte Ighnatiev pratiquait dans les hautes sphères avait son contre-coup. La haine du peuple pour les Juifs donnée, cette politique ne pouvait rester sans succès. Les désordres com-

mencèrent et qu'arriva-t-il? Dans le premier procès des fauteurs du désordre, à Kiev, le procureur Strielnikov, personnage connu comme jouissant de l'entière confiance du tzar et immédiatement après chargé de la répression du mouvement révolutionnaire dans le Sud avec un véritable pouvoir dictatorial, Strielnikov qui certes était censé représenter la politique du gouvernement, au lieu d'accuser, semble plutôt défendre ceux qui avaient maltraité les Juifs. Le procureur déplore bien haut dans la salle d'audience l'exploitation des Juifs, la situation intolérable du peuple... Ses discours s'impriment, se commentent. Une députation juive s'adresse au comte Ighnatiev, implorant un secours contre les attaques redoublées de la foule. Le comte Ighnatiev répond à la députation que la frontière *occidentale* de la Russie est ouverte aux Juifs. Le gouverneur général Drenteln, quand la députation lui est présentée, commence aussi à l'injurier, à lui reprocher les vols et lui dit que c'est en vain que les Juifs tâchent de gagner les personnages influents de Saint-Pétersbourg : « Là, dit-il, on prendra votre argent, mais l'on ne fera rien pour vous. » Toutes ces déclarations *s'impriment* dans les journaux et se propagent par milliers d'exemplaires dans toute la Russie. Que devait penser le peuple des intentions du gouvernement?

Il aurait été intéressant de voir ce qu'eût fait le ministère, si le mouvement antisémitique avait pris un caractère purement *national* et *religieux* qui eût détourné l'attention du peuple des questions politiques et sociales. Mais cette expérience n'a pu avoir lieu.

Les paysans excités par le mouvement, saccageant le

bien des Juifs, crièrent dès le début : « C'est notre sang. » Ils ne rappelaient pas le souvenir de Jésus crucifié par les Juifs. Dès la première heure ils disaient : « Nous commencerons par chasser les Juifs, puis les nobles ; ensuite les prêtres auront aussi leur dû. » Le caractère social du mouvement devint a son tour éclatant, ce qui effraya ceux qui l'avaient suscité, ou tout au moins l'avaient vu avec plaisir. Les organes conservateurs se mirent à crier que les désordres antisémitiques étaient le fait des socialistes, qu'ils étaient une école où le peuple se formait à la révolution. Le gouvernement réprima alors les désordres avec une sévérité extrême. Dans le Sud et à Varsovie, en six mois, on arrêta 6826 émeutiers, dont 5161 furent traduits devant les tribunaux. Les affaires de ce genre sont jugées, par ordre de l'empereur, sans *attendre leur tour* et les procureurs appelèrent l'attention des jurés sur cette ordonnance comme sur la preuve que le gouvernement réclamait une énergie particulière dans leurs verdicts. Partout les fouets des Cosaques sifflèrent contre le peuple ameuté, partout retentirent des décharges de fusil.

Le mouvement antisémitique se calma, mais il est douteux que ces représailles l'aient étouffé, car simultanément, avec l'affaiblissement de la persécution des Juifs proprement dits, commence avec plus de force le mouvement agraire. Il est beaucoup plus probable que les émeutes populaires suivirent ici tout simplement la loi intrinsèque de leur développement, qui s'était manifestée par la formule : « Nous commencerons par exterminer les Juifs, puis les nobles ; ensuite les prêtres auront aussi leur dû. »

J'ai déjà dit plus haut que les émeutes et les protestations partielles des paysans se multiplièrent dans la période qui suivit de très près l'émancipation. Les paysans semblent désespérer de trouver défense pour leur cause auprès des autorités légales, ils commencent à recourir de plus en plus souvent à leur *propre force*. Celle-ci s'exprime par exemple par l'incendie des blés et des foins des propriétaires agraires et des riches koulaks, l'assassinat des gardes et des forestiers, et ainsi de suite. Le *coq rouge* (l'incendie) voltige par toute la Russie. Vers le début du règne d'Alexandre III, cette agitation atteignit une force particulière ; elle parut débordée par un torrent d'émeutes qui, au début, furent antisémitiques. Depuis, le couronnement d'Alexandre III semble avoir donné une nouvelle poussée à l'agitation.

Lors de ce couronnement, l'Empereur qui y avait convoqué huit cents représentants des paysans, eut l'imprudence de les recevoir très peu hospitalièrement. Quelques-uns des maires convoqués à la fête racontèrent ensuite avec indignation qu'on les avait installés comme un troupeau dans la première caserne venue, sans même se préoccuper de leur entretien. Eux, confiants dans l'hospitalité de l'Empereur, n'avaient pas eu la précaution de se munir d'argent. En plusieurs cas, ils furent obligés de recourir à l'assistance de leurs compatriotes, présidents des chambres du Zemstvo, venus aussi pour le couronnement. Plus tard, quelques-uns de ces présidents présentèrent au Zemstvo des comptes-rendus officiels des sommes qu'ils avaient dépensées pour l'entretien des maires. Au surplus, les maires furent également mécontents de la conduite des courti-

sans envers leurs personnes. Pendant leur présentation au tzar, ils entendirent des remarques railleuses dans la foule des courtisans : « La voilà, la Russie! » Le ton méprisant ne leur échappa point. Enfin, après la cérémonie du couronnement, au moment du festin offert aux maires, l'Empereur lui-même fit déborder la coupe. Ce fut une étrange scène, tout à fait incompréhensible de la part du souverain. Les représentants de la noblesse figuraient parmi les convives. L'Empereur s'adressa tour à tour aux nobles et aux paysans et prononça deux discours qui semblaient avoir pour but spécial de mettre en relief sa prédilection pour la noblesse : « Je suis très content de vous voir encore une fois, dit-il aux paysans, je vous remercie de tout mon cœur de votre cordiale participation à nos solennités auxquelles la Russie entière a pris une part si chaleureuse. Quand vous aurez regagné vos foyers, transmettez à tous ma cordiale gratitude, *suivez les conseils et la direction de vos maréchaux de noblesse, et n'ajoutez aucune foi aux bruits absurdes et insensés sur les partages des terres, leur augmentation gratuite, etc.* Ces bruits sont propagés par nos ennemis. Toute propriété, de même que la vôtre, doit être inviolable. Que Dieu vous accorde la santé et le bonheur. »

Ensuite l'Empereur s'adressa aux nobles :

« Je vous remercie de votre fidélité. J'ai eu toujours pleine confiance dans les sentiments sincères de la noblesse, et j'espère fermement qu'elle sera toujours comme par le passé, le soutien des intérêts du trône et de la patrie. Que Dieu vous donne de vivre en calme et en paix. Je vous remercie de tout mon cœur. »

Ainsi, pour les paysans il n'y a que remontrances et ordre d'obéir aux nobles. On ne trouve même pas possible de les remercier de leur *fidélité*; on les remercie, comme des étrangers, de leur participation aux solennités. Les nobles, au contraire, sont le soutien des intérêts du trône et de la patrie, le tzar a toujours eu foi en eux. Il est difficile de comprendre quel besoin le souverain avait de prononcer ces discours blessants pour le peuple et d'un profit très problématique pour la noblesse qui n'existe que grâce à la foi du peuple dans le tzar.

Un nombre considérable de paysans, comme je l'ai déjà dit, ne croient pas que le tzar ait réellement pu prononcer de tels discours ; mais comment ils le furent en présence de huit cents témoins paysans, beaucoup durent y croire. Et puis, du couronnement, les paysans attendaient Dieu sait quelles félicités et bien entendu leur bien-aimé *partage*. Par le fait, le tzar combla de gratifications les nobles seuls. Tout ce qu'il donna aux paysans, c'est la *réduction* de la capitation dont la suppression complète avait été décidée depuis un an déjà. Pourquoi l'Empereur n'a-t-il pas profité de son couronnement pour accorder au moins au peuple ce présent d'avénement?

Cette conduite incroyable rendra certainement très perplexe les historiens de notre temps. Mais, il est clair qu'elle ne put manquer d'influer sur le redoublement de l'agitation des paysans. Dans les gouvernements entiers, le peuple fut ému par le bruit que le tzar aurait l'intention de rétablir le servage. Il est à remarquer que ces bruits coururent dès le 1/13 mars 1881, té-

moignant à quel point s'était affaiblie la confiance du peuple dans l'autorité du tzar. Les bruits et les commentaires répandus dans le peuple à l'occasion de la mort d'Alexandre II, furent bien singuliers. Ici la foule châtia les insultes au tzar, là elle l'insulta elle-même. J'ai déjà indiqué l'accentuation de ces dispositions hostiles après le 1/13 mars. Le plus souvent on disait ceci : « Il n'a que ce qu'il a mérité, etc. » Fréquemment encore, le peuple expliquait la mort du tzar par un châtiment que Dieu lui avait infligé pour ses péchés. Ainsi, à Saint-Pétersbourg, une concierge me disait : « C'est parce qu'ayant à peine enseveli sa femme, il en épouse une autre (la princesse Iourievskaia). » Un Vieux Croyant racontait dans un wagon, que Dieu permettait les attentats à la vie du tzar en pensant que « peut-être il se raviserait. » Dans le gouvernement de Kiev, c'était la légende suivante qui circulait: « On tire sur lui une fois, Dieu le sauve ; on tire une seconde fois, il le sauve encore ; il arrive de même la troisième fois. Alors Dieu manda saint Nicolas et les autres saints et leur dit : « Que dois-je faire pour le tzar, il ne veut pas se défendre lui-même? Assurément il fait du mal aux gens, puisqu'ils tirent sur lui. Si maintenant il ne se repent pas, je ne lui viendrai plus en aide, qu'on le tue. » Dans le gouvernement de Voronéj, raconte un voyageur, les bruits sur la mort du tzar varient, les uns disent que ce sont les nobles qui l'ont tué, les autres hésitent : « Peut-être, c'est pour nous venger? » On rencontre même l'opinion que le tzar a été tué par les *étudiants, amis des paysans*. Dans une réunion de sectaires, l'un d'eux déclara, que le meurtre du tzar,

antéchrist était un acte de haut mérite et que si les révolutionnaires n'avaient pas la force de *frapper l'antechrist* une seconde fois dans la personne d'Alexandre III, *les chrétiens* devaient se charger de cette mission. La réunion déclina la proposition, mais elle écouta jusqu'au bout ce violent discours. Bref, on ne trouve dans le peuple aucune compassion spéciale pour le tzar, et la moyenne de l'opinion a été assurément le mieux exprimée par une vieille villageoise : « Pourquoi, maman, ne vas-tu pas à l'église assister à la messe funèbre de l'empereur? lui demandait un passant. Tu ne le regrettes donc pas? — Et pourquoi le regretter? répondit la vieille, celui-ci est mort et il y en a déjà un autre. Nous en avons assez de nos propres chagrins. »

Prenant possession du trône dans de telles circonstances, l'empereur Alexandre III ne s'empressa pas de relever la popularité des tzars, il en hasarda même les dernières épaves. Quoi qu'il en soit, résultat ou non des discours du tzar, l'agitation redoubla. On la réprima. Une des plus révoltantes répressions, qui ruina l'immense *colost* de Vilchana, eut lieu presque le jour du couronnement. Battus par les soldats, les paysans se vengèrent par des incendies. « Les incendies deviennent à la mode, » écrit-on de Kichiniov aux journaux. « Ce qu'il y a de particulier dans les incendies de Zolotchev, lisons-nous ailleurs, c'est que les flammes détruisent les domaines des gens riches... C'est qu'on met le feu aux propriétés des gens détestés *qui oppriment trop les pauvres* ». Dans le district de Dmitriev, c'est aussi par la malveillance qu'on expliqua les incendies qui dévastèrent les biens des propriétaires.

On écrit la même chose de Rylsk, de Slavianoserbsk, etc. On trouve une quantité de renseignements analogues dans les journaux russes. Mais les incendies sont encore la plus douce expression de la colère populaire. Des attaques directes contre les propriétaires ne sont pas rares, et dans divers endroits ces attaques produisent une telle panique, qu'ils abandonnent leurs domaines. Des faits de ce genre eurent lieu dans les provinces de Piriatin, Vierkhniednieprovsk, Sosnitsa, etc. Ce mouvement est à l'état aigu dans les gouvernements du Sud qui avaient été l'arène principale des désordres antisémitiques. Dans la province de Novomoskovsk, le mouvement contre les Juifs se produisit simultanément avec les attaques dirigées contre des propriétaires fonciers. En septembre 1883, les paysans s'adressèrent à un propriétaire et lui demandèrent de leur céder gratuitement ses terres : « La terre nous manque, disaient-ils, nous n'avons presque rien à cultiver. Les impôts sont nombreux; nous n'avons pas de quoi les payer et nous-mêmes nous manquons de pain. » Ces raisons ne parurent pas convaincantes au propriétaire ; il s'empressa d'avertir l'ispravnik. Arrivé au village ce fonctionnaire déclara aux paysans que leurs exigences étaient illégales et rappela les paroles prononcées par l'Empereur le jour du couronnement « Ce n'est pas vrai, s'écrièrent les paysans, les maires ont certainement mal entendu ». Ensuite ils prièrent l'ispravnik de leur indiquer où s'adresser pour obtenir une augmentation de terre. Comme ces prières demeuraient sans fruit, les paysans commencèrent à s'agiter dans différents endroits de la province. Ils enlevèrent aux propriétaires le bétail, les

instruments aratoires, les récoltes enfermées dans leurs greniers, labourèrent les terres appartenant à ces propriétaires. On raconte qu'un propriétaire s'effraya et signa un acte par lequel il leur aliénait ses terres. Ce mouvement fut étouffé par le gouverneur avec le concours de la force armée.

Les événements qui eurent lieu dans le gouvernements d'Oufa ne sont pas moins caractéristiques. La noblesse de ce gouvernement fut même obligée de s'adresser en 1883 à l'Empereur, pour le prier de « prendre des mesures pour le rétablissement, dans le gouvernement d'Oufa, de l'ordre qui y était ébranlé, et pour la défense des droits agraires des nobles contre les violences qui augmentaient de jour en jour [1]. » Nous empruntons plusieurs faits à ce curieux document. Au printemps de 1883, la maison du gentilhomme Tcherniavsky fut incendiée avec ses dépendances, et tous les habitants de cette maison, au nombre de cinq, tués. L'intendant disparut sans laisser aucune trace ; toute la récolte du propriétaire fut enlevée des greniers ; on ne put découvrir les coupables. Au gentilhomme Rall les paysans, jadis serfs de sa femme, vinrent déclarer qu'ils avaient décidé de s'approprier un lot de son domaine grand de 50 déciatines, et qu'ils en jouiraient malgré tout. Chez le gentilhomme Fok, les bachkirs du voisinage vinrent en foule, détruisirent ses forêts, tuèrent plusieurs gardes forestiers, et par leurs menaces effrayèrent à tel point M. Fok, qu'il abandonna sa maison et

1. *Arrêté de l'assemblée de la noblesse d'Oufa*, 27 juillet 1883, présenté au ministre de l'intérieur et porté par la noblesse à la connaissance de Sa Majesté. *Messager de la Volonté du Peuple*, n° 4.

ses terres pour s'établir à Oufa. Le prince Tchinghise fut même empêché de fréquenter ses propres terres, par les violences de la population. Chez le propriétaire Iermalov, une foule de paysans envahit les champs, en chassa les ouvriers, déclarant qu'eux, paysans, prenaient possession des terres. Et, quand l'intendant vint, les paysans lui portèrent de graves blessures avec leurs haches.

Une multitude de faits de ce genre ont été constatés par les maréchaux de la noblesse des provinces de Oufa, Birsk, Sterlitamak et Bélébéy.

L'absence d'intelligence politique développée ne permet pas au peuple de se poser un but précis et dès lors de s'organiser. Le gouvernement, malgré les terribles éclats du mécontentement populaire, préfère en conséquence compter avec des éclats épars plutôt que de permettre la formation d'un parti paysan régulier, ayant un programme net qui pourrait grouper des forces considérables. Cependant, il faut remarquer que les incendies et les crimes agraires commencent à se systématiser ; les paysans, qui ne sont pas mauvais organisateurs, forment déjà parfois des bandes régulières ; on l'a remarqué pendant les désordres antisémitiques, au cours desquels les attaques des émeutiers, leurs mouvements en ordre, leur aptitude à se disperser au moment nécessaire pour se reformer ensuite dans un endroit où il n'y avait ni police, ni troupe, donnait involontairement l'idée d'une certaine organisation dirigeant la foule. Cela sautait tellement aux yeux que parfois l'on attribuait les désordres aux révolutionnaires. Ce qui est encore plus étonnant, les

paysans eux-mêmes le pensèrent parfois ! Cependant il fallut abandonner sans retour cette idée lorsque de nombreux jugements eurent irréfutablement démontré qu'aucune sorte de révolutionnaires ne se trouvaient mêlés aux désordres. Evidemment la foule apprend à s'organiser elle-même. Cela devint encore plus clair quand on incendia systématiquement les propriétaires. Dans la province de Slavianoserbsk, en effet, les incendiaires détruisirent successivement des fermes appartenant aux propriétaires et réussirent toujours à échapper aux poursuites de la police. Enfin, dans les derniers temps, ces organisations sont dévoilées par les enquêtes judiciaires. Nous voyons même figurer un juif parmi les membres de la société secrète formée de paysans et ayant pour but, au dire de l'acte d'accusation, l'accomplissement de crimes agraires, et au nombre des victimes de cette société nous trouvons également des juifs et des koulaks orthodoxes. Ce fait est extrêmement significatif. Il semble indiquer que la transition définitive des troubles antisémitiques en troubles agraires est prête de s'accomplir. Ainsi, l'impossibilité absolue de former des partis paysans qui auraient pu prendre part à l'activité politique, porte dans le peuple les mêmes conséquences qu'elle a produites dans les sphères supérieures. Le peuple s'organise en sociétés secrètes et a recours à la terreur. Mais il est certain que, pratiqué par un peuple de tant de millions d'âmes, ce système, s'il se développait, menacerait la tranquillité publique de dangers infiniment plus grands que s'il n'avait pour terrain que la classe éclairée.

IV

Il est aisé de se figurer la situation difficile du parti libéral en Russie.

D'un côté, le gouvernement autocrate jusqu'à la moelle des os, jaloux de son autorité et en même temps incapable de donner au pays un régime supportable ; d'un autre côté, les révolutionnaires désespérant complètement des moyens d'action pacifique et ne reculant pas devant les mesures les plus extrêmes : la terreur et le régicide. En dessous, la masse populaire, lésée, opprimée, humiliée, exaspérée, employant les ressources dernières, l'incendie, les crimes agraires, les émeutes... Quel programme libéral peut-on tracer dans de telles conditions? Y a-t-il même place dans un pays pareil pour des libéraux et les circonstances n'indiquent-elles pas l'impérieuse nécessité de ne pas tolérer plus longtemps ce marasme et d'extirper d'une main énergique l'absolutisme pour déblayer le terrain des labeurs légaux et pacifiques? C'est ce que pensèrent de nombreux libéraux repentis en se joignant aux révolutionnaires. La tradition des troubles révolutionnaires et surtout des complots est cependant trop récente en Russie pour que nombre de gens fussent aptes à raisonner de la sorte.

La dictature des tzars pendant des siècles, pendant toute la période durant laquelle la Russie s'efforçait d'atteindre ses limites naturelles, avait été indispensable. Cette dictature fut pénible pour tous, mais tous en comprenaient la nécessité. On s'habitua aux tzars. L'idée de vivre sans tzar, l'idée d'agir contre le tzar, c'est-à-dire d'ébranler l'ordre, l'autorité centrale indispensable à la Russie, cette idée ne put naître que peu à peu, à mesure que disparaissaient les faits qui avaient rendu les tzars indispensables. Cette idée est aujourd'hui encore étrangère au peuple. Voilà pourquoi la société, même libérale, même profondément imbue des idées constitutionnelles, a peur d'agir ouvertement contre le tzar. C'est cette peur qui permit à l'autocratie de sortir sans limitation aucune de la crise qui suivit la campagne de Crimée. Mais si on ne peut agir contre le tzar, il est évident qu'il faut tâcher de s'arranger avec lui. Comment le faire? La question n'est pas facile à résoudre.

Le parti libéral essaya d'agir à l'aide des fragments d'institutions libérales qu'on avait arrachés à Alexandre II. Il essaya de créer une presse politique, une justice indépendante qui naturellement aurait limité l'arbitraire administratif ; elle essaya d'agir dans le Zemstvo, dans les municipalités. Le gouvernement se tint aussitôt sur la défensive. Notre *self-government* fut dès le début organisé de la plus détestable manière. Les villes furent livrées au pouvoir de l'oligarchie industrielle et commerciale. Le *self-government* municipal se trouva placé sous la surveillance d'un conseil municipal élu, mais représentant le capital et non la population. A Saint-Pétersbourg, sur le nombre total de la population, 962000 âmes, il n'y a que 19233 électeurs. Ces électeurs se divisent encore, d'après

le chiffre d'imposition payé par eux, en trois catégories; à la première catégorie appartiennent 261 individus, à la deuxième 777, à la troisième 18195. Chacune de ces catégories a un nombre *égal* de représentants au conseil municipal. De cette manière 2/3 des voix appartiennent à 1038 individus, 1/3 à 18195. Le reste de la population qu'on ne peut évaluer à moins de 800000 individus n'a aucune participation aux affaires de la ville. Que peut-on faire, étant donnée une organisation aussi absurde, grâce à laquelle une immense ville, peuplée d'un million d'habitants, se trouve livrée à un millier d'individus appartenant à l'aristocratie financière? C'est cela qui explique, pourquoi chez nous nombre de petites villes prient le gouvernement de les faire passer au rang des villages, car dans les villages tous les habitants prennent part à l'administration. Dans la municipalité, que ferait un homme qui nourrit des plans de réformes d'utilité publique? Aussi le parti libéral n'y est-il pas en force!

Dans le Zemstvo, la situation est un peu différente. Le gouvernement, de même qu'il donnait dans les villes le pouvoir aux capitalistes donne ici, comme je l'ai dit plus haut, la prépondérance aux nobles, et du coup il rendit le Zemstvo impuissant, en y introduisant l'animosité des classes. Heureusement, le parti libéral est très considérable dans la noblesse; il se saisit donc du Zemstvo avec une espérance toute particulière. Le gouvernement eut soin d'entourer le Zemstvo de conditions telles que tout ce qu'on y faisait équivalait, comme on dit, à battre l'eau avec un bâton. Le rôle du Zemstvo se borne, selon la loi, à défendre les intérêts économiques

de la localité; le Zemstvo n'a donc aucune autorité administrative, tout en étant obligé de faire une énorme place dans le budget à l'entretien de l'administration. La multitude de ces dépenses obligatoires, que le Zemstvo n'a pas le droit de mettre aux voix, engloutit presque la moitié de ses ressources et davantage même parfois. Ainsi le Zemstvo du gouvernement de Tver, depuis qu'il existe, en seize années a dépensé plus de 12 millions dont plus de 6 millions en frais *obligatoires* [1]. Dans le gouvernement de Kherson, le budget de 1885 porte 364000 roubles de dépenses obligatoires et 296000 de dépenses qui ne le sont pas [2]. Nous voyons par ces chiffres que le Zemstvo est extrêmement limité, même pour disposer de ses propres ressources. Il est obligé, avant tout, de céder aux exigences du gouvernement et ensuite s'il lui reste quelque chose, il est libre de faire des dépenses, non obligatoires. Et les dépenses non obligatoires ce sont les dépenses pour l'amélioration de la culture, les écoles, l'hygiène du peuple, c'est-à-dire pour tout ce qui est le plus indispensable.

Etroitement garrotté sur le terrain financier, le Zemstvo est en même temps placé sous la dépendance de l'administration. Toutes les décisions prises par lui sont soumises au contrôle du gouverneur, qui peut les suspendre s'il les trouve illégales ou bien contraires aux intérêts généraux de l'Etat. Le gouverneur a même été investi du droit de destituer les fonctionnaires du

1. *Recueil de matériaux pour servir à l'histoire du zemstvo de Tver*, 1883, I.

2. *Recueil du zemstvo de Kherson*, 1884.

zemstvo qu'il juge peu sûrs. L'administration a largement usé de ce droit illimité. Souvent ses actes ont un caractère très perfide ; souvent on ne peut les expliquer que par le désir de discréditer aux yeux du peuple le zemstvo. Ainsi par exemple, les zemstvos, voulant couper court aux abus, intercédèrent pour que les personnes en retard pour le paiement des impôts provinciaux, et les entrepreneurs qui se chargeaient de fournitures pour le compte des zemstvos, ne fussent pas éligibles aux fonctions publiques. Le gouvernement *refusa*. Les zemstvos ne purent obtenir pour leurs membres le droit de n'être pas arrêtés par les agents inférieurs de la police. Le gouvernement refusa quoiqu'il y eut des cas où l'administration employait les arrestations pour exercer une pression électorale. Pour faciliter la participation des paysans aux affaires, les zemstvos demandèrent la permission de voter des appointements pour les députés. Le gouvernement refusa. Les pétitions des zemstvos pour des questions d'intérêt local sont déclinées systématiquement. Les gouverneurs se mêlent arbitrairement de leurs affaires. Ainsi, en 1877, le gouverneur de la Tauride défendit les recherches statistiques sur la situation de la population. Les écoles primaires des zemstvos sont soumises à un contrôle si minutieux par le ministère que les zemstvos ne sont plus maîtres chez eux et perdent même le désir de faire quelque chose pour les écoles. En revanche, le gouvernement est beaucoup plus indulgent si les zemstvos sont entraînés par l'esprit de spéculation. C'est ainsi qu'il leur accorde des concessions de chemins de fer, pour lesquelles le zemstvo paiera plus tard des garanties. Le gouvernement se tait aussi quand le zemstvo

dépense ses fonds pour la fondation d'asiles pour les enfants des *nobles*.

Après plusieurs années d'une pareille pratique, le parti libéral comprit de plus en plus clairement que sans la limitation de l'autocratie sur laquelle s'appuie l'arbitraire administratif, il est inutile de penser à une activité sociale quelconque. Dès lors, la convocation des *représentants du peuple*, sous quelque forme que ce fût, devint son rêve. Une assemblée de représentants du peuple, même non investie par le gouvernement de pouvoirs particuliers, serait naturellement une force morale, qui refrénerait même inconsciemment l'absolutisme : c'est à cela que tendent toutes les pensées des libéraux. Ils profitent de tout prétexte pour essayer de persuader aux empereurs de convoquer soit des représentants du peuple soit au moins, ceux du zemstvo. Les zemstvos ont plus d'une fois fait des démarches pour obtenir le droit pour leurs représentants, de former des assemblées générales où ils traiteraient les affaires de leur compétence. Pour commencer ils ne demandaient le droit de s'assembler que pour les gouvernements *limitrophes* et représentaient au gouvernement que dans le cas d'épizootie, ou pour combattre les sauterelles qui dévastent le sud de la Russie, etc., des mesures *générales* prises simultanément dans plusieurs gouvernements, sont indispensables. Autant les libéraux tenaient à obtenir ces assemblées, autant le gouvernement craignait de les leur concéder.

Le mouvement révolutionnaire fut pour les libéraux un prétexte de multiplier leurs démarches, mais leur politique est généralement pusillanime ; elle manque de

sincérité, ce qui fait avorter ses tentatives. Au lieu d'*exiger* la convocation de représentants du peuple et la garantie des droits du citoyen russe, comme des mesures indispensables au pays, les libéraux essayèrent de convaincre le gouvernement que ces mesures étaient nécessaires pour *l'extirpation de la sédition*, dans le propre intérêt du gouvernement et des empereurs. Ils lui démontrèrent que la police n'était pas en état de lutter utilement avec le mouvement révolutionnaire, et que les représentants du peuple le feraient avec beaucoup plus de succès. Un journal révolutionnaire, *En avant!* fit la remarque sarcastique que nos libéraux priaient le tzar de les prendre *pour chiens de garde*. Ce sarcasme allait droit au but. Les libertés politiques, la liberté de la presse, etc. semblaient dire les libéraux, ne sont nécessaires que pour exterminer ceux qui les exigent plus énergiquement que tous. Cette conduite, outre son incorrection, eut l'inconvénient de dévoiler la complète impuissance des libéraux, de convaincre le gouvernement qu'ils n'oseraient jamais entrer en lutte ouverte avec lui. En même temps, elle ne trompait nullement le gouvernement, qui comprenait parfaitement l'étroite parenté qui existe entre les tendances des libéraux et celles des révolutionnaires. Il tint ferme et, ne cédant pas d'une ligne, il se borna à les écouter pour les endormir par mille contes.

La politique du gouvernement fut d'autant plus ferme sous ce rapport que, sous Alexandre II, déjà il s'était étroitement rapproché des réactionnaires. Le comte Dmitri Tolstoï, ami et élève de Katkov, avait tout l'air d'un représentant de la *Gazette de Moscou* près le

cabinet de Saint-Pétersbourg. Katkov dénonçait continuellement les menees des libéraux. Le gouvernement lui-même montrait parfois fort clairement qu'il ne se laissait nullement abuser. Une fois, il engagea pour rédiger un journal subventionné *Le Bord*, le professeur Tsitovitch. *Le Bord* parut consacré simplement à démontrer qu'entre les séditieux *sous-terrain*, c'est-à-dire les révolutionnaires et les séditieux *surterrains* (les libéraux), il n'existait nulle différence. Je ne sais à quel point ces révélations furent utiles au gouvernement. Toujours est-il qu'il y dépensa 200000 roubles, si la mémoire ne me fait pas défaut [1]; mais en tout cas il les fit. Cette démonstration est le passe-temps favori de la presse réactionnaire et les articles les plus spirituels de Katkov sont ceux qui traitent cette question.

Cependant, je n'ai pas dit encore ce que c'est que nos conservateurs ou *réactionnaires*. A proprement parler, il est bien difficile de les appeler conservateurs; ils ne défendent nullement l'ordre actuel et tâchent de le modifier tout aussi résolument que les autres. Leur vrai nom est *réactionnaires :* ce sont les antipodes des révolutionnaires. Tandis que ceux-ci ont pour idéal une société libre, formée d'individus libres et instruits ; l'idéal des réactionnaires, c'est la société de tous côtés contenue par le pouvoir, l'individu dont l'esprit et la conscience sont enchaînés par le prestige de la religion, des traditions, etc. Leur idéal, c'est la Russie de Nicolas Ier. Très peu nombreux, nos réactionnaires sont d'au-

1. Un des collaborateurs de Tsitovitch, Diakov (pseudonyme Niezlobine), a publié dans les journaux russes ces détails qui se sont un peu effacés de mon souvenir.

tant plus acharnés qu'ils ont conscience d'aller *contre le courant* selon l'expression de l'un d'eux, M. Lioubrimov. *Contre le courant*, c'est leur vraie devise ; ils vont en effet non seulement contre la société progressiste, mais aussi contre les tendances de notre peuple. Leur force est dans le gouvernement et aussi dans tous ceux qui exploitent le pays, et qui, pour leurs ténébreuses menées, ont besoin de l'absence de la publicité, de l'arbitraire administratif, etc. On peut généralement dire, et cela sans le moindre parti pris, que nos réactionnaires sont le fléau de la Russie, moins par leurs principes vaincus d'avance dans la Russie actuelle, que par le personnel de leur parti, composé de la lie de la société, des éléments les plus pervertis de *toutes* les classes. Mais grâce justement à ce mode de recrutement, nos réactionnaires ont ce qui manque à nos libéraux : l'énergie, la décision, la passion, la qualité de tout risquer pour tout gagner, et sous ce rapport ils rappellent nos révolutionnaires. Ce n'est pas pour rien qu'ils donnent asile à tous les traîtres révolutionnaires, dont ils peuvent apprécier l'énergie mieux que qui ce soit.

La deuxième moitié du règne d'Alexandre II fut l'époque d'un rapprochement de plus en plus étroit du gouvernement et du parti réactionnaire. Le développement du mouvement révolutionnaire donna, cependant, aux libéraux plusieurs nouveaux prétextes d'instances, auprès du gouvernement; il leur donna même une certaine impulsion. Les libéraux voyaient avec honte que pendant que leurs journaux et leurs revues devenaient de plus en plus impuissants devant l'arbitraire administratif, — les révolutionnaires publiaient clandestinement une série entière de journaux, *le Début*, *Terre et Liberté*, *le Partage Noir*, *la Volonté du Peuple*, etc. « Pendant que le nombre des organes clandestins ne fait que croître, les organes de la presse légale sont obligés de disparaître l'un après l'autre, » dit avec amertume en 1879 la déclaration officielle de l'assemblée du zemstvo de Tver. Pendant que les révolutionnaires organisent leurs sociétés et rendent des arrêts de mort contre les hauts dignitaires de l'Etat et même contre l'Empereur, les libéraux, les membres des zemstvos, représentants élus du peuple, n'osent s'assembler pour délibérer sur leurs plus humbles besoins, et sont obligés de se soumettre à l'arbitraire du moindre policier quand celui-ci dispose sans façon de leur personne. Sous l'influence de ces circonstances, il vient aux libéraux la pensée de s'unir en société. Du moins les rapports policiers affirment qu'en 1878 les membres les plus marquants du Zemstvo, tinrent des réunions secrètes à Moscou, Kiev et Khorkov [1]. Les mêmes rapports mentionnent l'existence d'une certaine Ligue libérale qui, de concert avec les membres du Zemstvo, organisa en 1880 un congrès secret, au cours duquel il fut décidé d'obtenir à tout prix la représentation du peuple. Ces premières tentatives d'union furent très peu nombreuses et très maladroites, quoique peut-être elles n'aient pas été sans influence sur l'apparition de déclarations du Zemstvo en faveur de la Constitution. Ces déclarations eurent lieu en 1879 et 1880, quand l'Empereur, poussé par le mouvement terroriste au milieu des révolution-

1. *La Cause générale*, n° 54.

naires, déclara publiquement à Moscou aux représentants des diverses classes qu'il avait foi dans le concours de la société et que ce même appel à la société fut renouvelé ensuite dans le *Messager du gouvernement*. D'un côté, on frappe la société; de l'autre, l'on exige son concours; les plaintes amères des zemstvos répondirent comme un écho. L'assemblée du zemstvo de Tver dit dans sa déclaration officielle, qu'elle est prête à lutter avec le mal toujours croissant, c'est-à-dire avec les révolutionnaires, mais qu'elle a les pieds et les mains liés par l'administration. Le ministère de l'instruction publique interdit au zemstvo toute participation à l'instruction du peuple, et lui-même n'est pas en état de préserver les écoles des influences pernicieuses. Chaque année, les écoles secondaires rejettent de leur sein 1/8 des élèves, avant qu'ils aient fini leurs cours, et, en les privant ainsi de tout avenir, elles forment un milieu, où toute idée subversive trouve un accueil favorable. Les étudiants sont entourés de suspicion et de contraintes, qui les aigrissent et détruisent en eux tout respect pour la loi. Le zemstvo est tellement humilié par l'administration que non seulement ses plus humbles démarches ne reçoivent aucune satisfaction, mais sont laissées sans réponses. La dignité des tribunaux est sapée à sa racine par les mesures administratives. Les tribunaux et la loi ne peuvent plus sauvegarder l'individu et il reste entièrement livré à l'arbitraire de l'administration. La presse est opprimée. Ainsi, dit le zemstvo, nous sommes privés de la possibilité de faire quoi que ce soit. L'Empereur a récemment reconnu indispensable d'octroyer à la Bulgarie délivrée le vrai

self-government, l'inviolabilité des droits individuels, l'inviolabilité de la justice, la liberté de la presse. Le zemstvo du gouvernement de Tver espère que le peuple russe jouira des mêmes bienfaits qui seuls peuvent lui permettre d'entrer au signe donné par l'Empereur, dans la voie du développement graduel pacifique et légal. Tel est encore l'esprit du rapport fait par la commission du zemstvo de Tchernigov en 1879. Après avoir énuméré les mêmes vexations, le rapport conclut en ces termes : « Le zemstvo du gouvernement de Tchernigov constate avec une tristesse indicible son entière impuissance à prendre des mesures quelconques, pour combattre le mal et considère comme un devoir civique d'en informer le gouvernement [1]. » Le gouvernement cependant ne daigna même pas accorder son attention à ces déclarations. Il ordonna simplement aux gouverneurs et aux maréchaux de la noblesse [2], de surveiller plus sévèrement les zemstvos.

A la fin de l'année 1879 eurent lieu pourtant des événements qui produisirent sur l'Empereur une impression plus forte que celle qu'il avait été donné à la voix du pays de produire sur lui. Le 19 novembre 1879, sous les murs de Moscou, on fit sauter le train impérial et le 5 février 1880 eut lieu au Palais d'Hiver, l'affreuse explosion qui en détruisit la salle à manger. L'Empereur, qui se trouvait accidentellement en retard pour le repas, vit la terrible catastrophe du pas de la

1. *Les opinions des Assemblées de zemstvo sur la situation actuelle de la Russie*. 1883, Berlin.

2. Les maréchaux de la noblesse sont, aux termes de la loi, présidents des Assemblées de zemstvo.

porte, qu'il avait eu le bonheur de ne pas franchir quelques instants plus tôt. De nombreuses arrestations eurent lieu dans la ville entre ces deux explosions ; on mit alors la main sur deux imprimeries clandestines et sur des bombes à dynamite. D'autres événements du même temps : le meurtre de l'espion Jarkov, et la résistance désespérée, opposée, lors de la saisie de l'imprimerie de la *Narodnaïa Volia*, au courant de laquelle soixante coups de revolver furent tirés de part et d'autre, révélèrent à l'Empereur la force qu'avait prise le mouvement révolutionnaire. On l'exagérait alors singulièrement, cette force. A Saint-Pétersbourg, on s'attendait d'heure en heure à voir éclater la révolution. L'Empereur se croyait près de sa perte, et soudain il se décida à faire des concessions. Il manda un libéral connu, le comte Loris Mélikov et l'investit d'un pouvoir illimité pour le rétablissement de l'ordre.

Ici commence une période très intéressante de l'histoire contemporaine de la Russie. Il n'est pas facile d'en parler ; tout est encore couvert d'un mystère, que les rumeurs de la ville dissipent d'un côté, mais qu'elles accroissent en même temps, et nous nous trouvons malgré nous confinés dans les domaines du cancan et de l'anecdote. Je suis certain que je commettrai dans le récit qui va suivre une foule de bévues, tout autre le ferait de même et j'ai la franchise d'en avertir le lecteur. La valeur de mon récit consiste uniquement en ce que je tâche d'être absolument impartial et qu'ainsi je suis, je l'espère, plus près de la vérité que la plupart de ceux qui ont raconté la fin du règne d'Alexandre II et le commencement de celui d'Alexandre III.

Le parti libéral n'eut jamais un moment aussi favorable pour agir. L'empereur appelait au pouvoir un homme que les libéraux russes étaient prêts à considérer comme leur représentant et leur chef. Le comte Loris Mélikov jouit en Russie d'une immense popularité. Pourquoi ? Il est difficile de le dire. La popularité, comme la chance, a ses favoris et le comte Loris Mélikov avait une grande chance. De capacités éminentes, beaucoup plus intelligent et beaucoup plus instruit, que ne le sont ordinairement les hommes d'Etat russes, le comte Loris Mélikov acquit sa réputation, lorsqu'il était ataman de l'armée cosaque du Térek. Il est vrai qu'alors aussi il y avait des gens, qui remarquaient chez le comte beaucoup plus de ruse mesquine que d'esprit vraiment large, vraiment apte aux affaires. Arménien d'origine, le comte a conservé dans son caractère quelque chose d'asiatique. Il est très énergique, mais goûte peu la droiture des procédés, semble ne pas avoir foi en elle, et préfère les ruses de toutes sortes, les détours, les chemins tournants. Ces qualités, il les a manifestées même à la guerre, où il a acquis une gloire retentissante par la prise de Kars. Ses talents de général sont incontestables ; la bravoure personnelle du comte est même admirable, et pourtant, il a pris Kars plutôt par l'or et l'intrigue, que par la force. Du moins tout le monde a affirmé que l'assaut de Kars avait été fictif, et que la forteresse succomba aux suites des négociations secrètes du comte avec les autorités turques et les meneurs arméniens de la ville, négociations abondamment arrosées par une pluie d'or. Ensuite le comte fut, pendant un certain temps, gouverneur gé-

néral de Kharkov, poste auquel il fut nommé pour lutter avec la sédition et dans lequel il sut mériter de nouveau la reconnaissance de la population. Dans ce temps, où à Saint-Pétersbourg, Kiev, Odessa, la vie des habitants était à la lettre le jouet des policiers, Kharkov formait comme un îlot, où un habitant dormait tranquille avec l'assurance que les gendarmes ne feraient pas irruption au moins sans une raison particulièrement grave dans la chambre à coucher de sa femme.

En 1879, Loris Mélikov eut aussi une autre occasion de se distinguer. Vers la fin de 1878, la Russie fut consternée par une terrible nouvelle. La peste avait fait son apparition à Vietianka (embouchure du Volga). L'Empereur nomma Loris Mélikov pour diriger la lutte avec la contagion. On dit que le comte exécuta avec beaucoup d'énergie les mesures d'assainissement de la contrée, mais il est difficile de dire où finissent ici ses mérites et où commence la simple chance, car en réalité, au moment de sa nomination, l'épidémie avait déjà disparu [1]. Quoi qu'il en soit, après son arrivée, il n'y eut pas un cas de peste sur le Volga et le succès sembla stupéfiant. Aussi quand se produisit la catastrophe du Palais d'Hiver, le comte fut-il appelé à Sain-Pétersbourg.

L'appel au ministère de Loris Mélikov de préférence à un autre, était déjà une *concession*. Le comte jouissait de la réputation d'un homme libéral. Kochelev parle plus d'une fois dans ses *Mémoires* de ses conversations avec Loris Mélikov et des rapports amicaux qui existaient entre lui et le comte, qu'il considère comme partageant entièrement ses opinions. Or, les

1. *Recueil de travaux sur la médecine légale.* 1880.

opinions de Kochelev, chef du parti libéral du Zemstvo, sont bien connues. Il est monarchiste, mais il est en même temps l'ennemi juré du bureaucratisme, le partisan du *self-government* local, de la liberté de la presse et de la parole. Reconnaissant au tzar une souveraineté sans limites, il tient pour indispensable la présence auprès du tzar d'un Zemsky-Sobor, (assemblée nationale), que le tzar devrait consulter sur toutes les affaires. Sur la nécessité d'un Zemsky-Sobor, Kochelev avait présenté un mémoire au terrible Nicolas lui-même. Loris Mélikov était considéré comme encore plus libéral. Il est très probable que si Loris Mélikov eût du premier coup posé à l'empereur la convocation des représentants du peuple comme condition *sine qua non*, l'empereur y aurait consenti. Le comte n'en fit pourtant rien. Peut-être lui-même ne comprenait-il pas toute l'urgence de cette mesure, peut-être l'énergie lui manqua-t-elle pour poser nettement la question au tzar sans ambages. Peut-être ne voulut il pas risquer une rupture et préféra-t-il suivre un chemin plus lent. Quelles que fussent ses raisons, il suivit une tout autre voie. Il mit fin en fait à l'état de siège. Il permit à la presse de parler. Il autorisa la fondation de quelques nouveaux journaux. La déportation et les arrestations devinrent très rares : quelques révolutionnaires repentants reçurent leur grâce du comte... La Russie respira pendant quelques mois. De son côté, le comte ne faisait qu'hésiter, que tâtonner. Il semblait se préparer on ne sait à quoi. Il essayait de se créer un parti dans le gouvernement, entourait le trône de nouveaux ministres. Il persuada à Alexandre II de congédier le comte Dmitri Tolstoï. La

société entière battit des mains. La presse accompagna de ses malédictions le ministre déchu, et quand Tolstoï, rentré dans la vie privée, se présenta comme candidat aux élections du zemstvo de sa province natale, il ne fut pas élu. Hélas, la presse et le Zemstvo ne savaient pas qu'avant deux ans celui qu'ils insultaient pourrait tirer d'eux une vengeance éclatante! Ils triomphaient, la presse libérale s'écriait : « *Ex oriente lux.* » Le comte Loris Mélikov fit à la société une autre surprise, quoique celle-ci ressemblât déjà aux escamotages habituels des gouvernements. Il convainquit le tzar d'abolir la terrible IIIe section [1]. Ce n'était qu'une phrase, car la police politique ne fut pas anéantie par cette décision, elle ne fit que *changer de nom*. Pour un homme perspicace, cette réforme indiquait seulement que le comte, au lieu d'entreprendre de vraies réformes, était déjà entré dans la voie des mystifications. La société pourtant ne le remarquait pas encore et continuait à se réjouir. Le comte s'orientait toujours.

En arrivant au pouvoir, il avait trouvé l'entourage personnel de l'empereur dans une situation très compliquée. Alexandre II avait depuis assez longtemps contracté une liaison avec la princesse Catherine Dolgoroukova, rejeton d'une famille illustre mais appauvrie [2]. Cette liaison ne fut cependant pas aussi banale, que le sont d'ordinaire les liaisons de ce genre, la princesse réussit à s'attacher l'Empereur au point que la famille impériale en fut inquiète et mécontente;

1. Celle de la police politique.
2. *La Cause commune*, n. 48, article : L'ex-impératrice princesse Iourievskaïa.

la femme de l'héritier du trône, dit-on, en fut tout spécialement froissée. Sur ces entrefaites, bientôt après l'entrée au pouvoir de Loris Mélikov, l'Impératrice mourut. Nouvelle complication. Jusque-là, raconte-t-on, Loris Mélikov avait su entretenir les meilleurs rapports avec le tzarevitch. Les rumeurs de la ville disaient qu'ils agissaient de concert dans le but de prédisposer le Tzar aux réformes indispensables. Après la mort de l'Impératrice, l'empereur se mit en tête d'épouser la princesse Dolgoroukova qui, à en croire les renseignements donnés par Victor Laferté [1], exerçait sur lui une énorme influence. Aussitôt Loris Mélikov de se rapprocher de la princesse, de favoriser son mariage avec l'empereur, en même temps qu'il reçoit d'elle son appui pour ses plans de réformes. On affirme en tous cas qu'au début la princesse Iourievskaïa tenait les réformes pour indispensables, et il n'y a rien d'impossible à cela, car n'appartenant pas par son origine au monde des courtisans, la princesse avait certainement eu l'occasion de voir la situation de la Russie. Désirant épouser l'Empereur, la princesse devait aussi savoir que toutes les hautes classes lui seraient contraires, et par conséquent, elle pouvait chercher à se créer une popularité dans la société en soutenant les mesures libérales. Son mariage projeté avec l'empereur était tenu dans le secret le plus sévère, surtout vis-à-vis l'héritier du trône, de sorte que, lorsqu'un beau jour, l'empereur la présenta au tzarevitch et à la tzare-

1. *Alexandre II, détails inédits sur sa vie et sur sa mort.* L'auteur qui signe Victor Laferté est évidemment un des intimes de la princesse sérénissime Iourievskaïa (la princesse Dolgoroukova a reçu ce titre).

vna comme sa femme et leur mère, ils furent frappés comme d'un coup de tonnerre. Le tzarevitch fut profondément indigné de la conduite du comte Loris Mélikov et ce sentiment causa probablement la chute future du comte. C'est du moins ainsi qu'on le raconte.

Etrange chose, dès que la princesse Iourievskaïa devint presque impératrice, car selon la loi elle n'était pas tout de même impératrice, dès que le bruit commença à courir que le tzar aurait l'intention de la couronner, bruit probablement faux; dès que Loris Mélikov fut l'ami intime de l'Empereur, on ne parla plus de réformes. Plus d'une année, Loris Mélikov demeura au pouvoir; plus d'une année, les révolutionnaires n'employèrent aucune mesure violente; plus d'une année, la société russe attendit : nulle trace de réforme. Ce n'est pas encore tout. Loris Mélikov engage les libéraux à ne pas s'adonner aux illusions. Dans une conversation intime avec Kochelev, il déclara avoir déja perdu l'espérance d'obtenir le consentement de l'Empereur à la convocation du Zemsky-Sobor (assemblée nationale) [1]. Ce n'est pas tout encore : peu à peu on voit des représailles contre la presse, des arrestations. Il est vrai que Loris Melikov élabora un plan de réformes indispensables à la Russie dans lequel entraient, à ce qu'on dit, l'extension du self-government du Zemstvo, l'extension de la liberté de la presse, certaines mesures tendant à l'amélioration de la situation des paysans. Il nourrit même l'idée de convoquer une assemblée formée de gouverneurs, des maréchaux de la noblesse, et de représentants haut placés du Zemstvo et des villes

1. Mémoires de Kochelev.

qui aurait pour mission de délibérer sur ces mesures... Victor Laferté, dont le témoignage est confirmé par certains renseignements de nos journaux, affirme même que le décret de convocation de cette assemblée fut signé par l'empereur presque à la veille de sa mort... Il va de soi, que tous ces plans étaient loin de ce que la Russie avait espéré. C'étaient des notables et non des représentants du pays. On ne soumettait à leurs délibérations que certaines mesures, et non la situation entière du pays. Et cette convocation, on la tenait dans un profond mystère, comme si elles eussent été l'affaire personnelle de l'Empereur et n'eussent touché en rien le pays qui attendait plein d'anxiété une solution à cette situation intolérable. Alexandre II avait peur : il hésitait. Il est très probable qu'il aurait rétracté son décret convoquant les notables.

Au milieu de ses hésitations, retentit l'explosion du 1/13 mars 1881. L'Empereur mourut presque subitement. Presque aussi subitement, Alexandre III se vit maître de la Russie dans un moment qu'il est impossible de ne pas avouer fort embarrassant.

Le fait fatal dans la question des réformes politiques en Russie est que, quand le pays se tait, fût-ce par délicatesse, les empereurs en tirent la conclusion que l'on est content, et que par conséquent il est inutile de faire des concessions. Quand le pays commence à s'insurger ou même seulement à présenter des requêtes, les autocrates trouvent que leur honneur ne leur permet pas de faire des concessions sous cette pression.

A l'avénement d'Alexandre III, la voix du pays

se prononça fort distinctement. Il doit suffire ici de rappeler les opinions émises par la presse pendant les premiers jours qui suivirent le 1/13 mars, quand le cadavre de l'Empereur se trouvait encore au Palais d'Hiver : « La volonté du Très-Haut s'est accomplie, » écrivait *l'Ordre*. Maintenant il ne reste qu'à se courber devant l'inébranlable volonté de la Providence et, sans entrer dans une vaine lutte avec elle, consacrer tous ses efforts à poser la base durable de l'avenir. Ce n'est pas de la réaction pernicieuse... qu'il faut parler maintenant... Sire ! les sévères mesures de contrainte ont prouvé leur insuffisance ! Interrogez votre pays dans la personne de ses élus. » « Pourquoi, s'écriait *le Pays*, pourquoi la responsabilité de tout ce qui se fait en Russie, des fautes économiques, des mesures réactionnaires, des déportations dans la Sibérie Orientale, doit-elle peser sur la seule personne du chef de la nation russe? Les conseillers incapables d'hier, les meneurs de la réaction sont sains et saufs et notre tzar, le tzar émancipateur, a péri ! » Puis le journal concluait : « Il faut que les mesures fondamentales de la politique intérieure soient inspirées par les représentants de la nation et que par cela même ils en aient la responsabilité. Il faut que la personne du tzar ne soit plus à l'avenir que le symbole, également sympathique à tous de notre unité nationale, de notre puissance et de la prospérité croissante de la Russie. » *La Voix* disait : « De tous les faits précédents se dégage la nécessité de fonder une organisation nationale propre à contribuer, de concert avec le gouvernement à la prospérité de la Russie qui nous est si chère à tous. Il est indispensable de reprendre les réformes

interrompues par la sédition en appelant à l'aide les forces de la nation. » Ces déclarations s'élevaient de toute part. Des déclarations analogues venaient des zemstvos. Dans les déclarations de condoléances envoyées à l'Empereur à l'occasion de la mort de son père, des allusions plus ou moins claires à la Constitution furent faites par les assemblées gouvernementales des zemstvos de Samara, Novgorod, Kazan, Tver, Riazan, par l'assemblée de zemstvo des provinces de Soligalitch, par celles de la noblesse de Samara et de Tchernigov, et par le conseil municipal de Kazan. Dans beaucoup d'endroits, il ne fut pas fait des déclarations de ce genre, par un sentiment de délicatesse, comme dans le zemstvo de la Tauride qui trouva que ce serait « manquer de tact que de parler de la Constitution au tzar, au moment où son cœur était déchiré d'angoisse filiale. » Ce sentiment de délicatesse était bien naturel et les révolutionnaires eux-mêmes le partageaient. En effet, en envoyant à Alexandre III sa déclaration sur la nécessité de la convocation d'une assemblée constituante, le Comité Exécutif s'excuse, lui aussi, d'en parler dans un tel moment et dit que ce n'est que l'impossibilité de perdre le temps, quand la Russie se trouve dans une situation intolérable qui force le comité de méconnaître le « sentiment si naturel de délicatesse qui exigerait qu'on attendît un moment plus favorable. »

En dehors de ces déclarations du pays, l'Empereur avait encore en main le décret de son père, peut-être signé, convoquant les notables.

L'attention du gouvernement était, il est vrai, absorbée par autre chose : sauvegarder la sûreté person-

nelle de l'Empereur. Par toute la ville, on commença d'innombrables visites domiciliaires et de non moins nombreuses arrestations, en même temps on cherchait un asile sûr pour l'Empereur; on examinait minutieusement les palais. Autour du palais Annitchkov on creusa un fossé profond, cherchant s'il n'y avait pas quelque part une mine. Malgré toutes ces occupations il fallait décider du sort du décret : le publier ou non? Si le décret semblait être une sorte de testament d'Alexandre II, exprimant sa dernière volonté, il ne serait pas convenable que son fils ne l'exécutât pas. Convoquer les notables, cela signifiait s'engager d'un seul coup dans la voie libérale. Le parti réactionnaire s'agita. Ce fut surtout le grand-duc Vladimir, frère du tzar et même, on l'affirma autrefois, prétendant au trône, qui fit le plus de bruit. On dit que l'impératrice défunte se serait pendant un certain temps bercée de l'espérance qu'elle pourrait amener Alexandre à abdiquer en faveur de Vladimir qui, dans la famille impériale, est considéré comme le plus capable. On le dit en effet très énergique, quoique terriblement despote et réactionnaire. Vladimir protesta bruyamment contre toute pensée de concession et fut le premier point d'appui du parti réactionnaire. Le tzar hésitait. Une semaine après la mort de son père, il convoqua en séance extraordinaire le conseil des ministres. Là éclatèrent de vrais orages. On accusa Loris Mélikov de vouloir détruire l'autocratie. Il prit feu et démontra chaleureusement que les réformes étaient indispensables pour consolider la monarchie elle-même. Quand la question fut mise aux voix, le conseil par une majorité de neuf voix

contre cinq se prononça pour la publication du décret. L'Empereur remercia la majorité de sa sincérité, mais s'abstint de tout acte.

Pendant ce temps, le parti réactionnaire ne sommeillait pas. De tous côtés l'on agissait sur le tzar. On lui manifestait un dévouement à toute épreuve et plein d'abnégation. Comme la question de sûreté du tzar dominait la politique du moment, les fidèles conçurent la pensée de fonder une société secrète, dont le but serait de sauvegarder le tzar et de lutter avec la sédition. C'est ainsi que naquit bientôt *la Sainte Ligue*. En même temps, avec l'aide de la presse réactionnaire, on produisit une active agitation qu'on devait représenter comme la marque des tendances monarchiques de l'opinion publique. *La Gazette de Moscou*, *Les Nouvelles contemporaines*, *La Russie* d'Aksakov jetèrent les hauts cris contre la sédition et les libéraux, mirent en avant des projets d'espionnage mutuel entre les habitants, etc. *La Russie* s'efforçait de prouver à l'Empereur que le trouble avait pour cause la crainte que le tzar ne fît des concessions, et que tout se calmerait, dès que l'empereur aurait solennellement déclaré à ses sujets sa décision inébranlable de conserver intact le pouvoir autocratique. On exerçait la même pression sur le tzar par des influences personnelles. A cette fin, M. Pobiedonostsev arrangea le rapprochement du tzar avec Katkov. Mais l'agent le plus utile aux réactionnaires fut Aksakov. Ce slavophile, connu pour son opposition au bureaucratisme, avait la réputation d'un parfait honnête homme, partisan de la liberté de la parole, du *self-government* local, du

Zemsky-Sobor. Le malheur est que, chez les slavophiles, tout cela s'accorde avec l'autocratie et avec un dégoût absolu de la constitution. La Russie est un pays qui a sa civilisation propre : elle doit avoir son organisation particulière grâce à laquelle l'autocratie illimitée octroiera à son gré à ses sujets le droit d'être libres. Cette théorie, dont l'absurdité est fort bien comprise de MM. Pobiedonostsev et Katkov à l'heure qu'il est, leur était pourtant très utile. Aksakov prouva au tzar avec une grande éloquence que son premier devoir était de garder le pouvoir absolu et ensuite d'*agir d'après ses propres inspirations*. Personne au monde ne comprend ce que signifie la seconde partie du programme, mais la première plaisait d'autant plus au tzar qu'elle était exposée par un homme respecté de tous.

Ainsi les réactionnaires formèrent un parti compacte, qui agissait avec ensemble et habileté. Les meneurs dirigeaient personnellement et immédiatement la masse de leurs adeptes, les organisaient et se les attachaient par l'intérêt. Les libéraux agissaient, au contraire, sans aucun accord, chacun à sa guise. Les gens d'opinions libérales étaient encore au pouvoir, mais ils n'avaient aucune attache avec leur propre parti. Pendant que les réactionnaires, dans leurs journaux, s'efforçaient de rendre de plus en plus bruyantes les protestations contre la constitution, les ministres libéraux fermaient la bouche aux organes de leur parti pour la moindre allusion. Pendant les mois de mars et d'avril, le ministère libéral frappa les journaux de douze avertissements, trois suspensions, deux interdictions de vente, sans compter une grande quantité de défenses

de parler de telle ou telle question, entre autres de la Constitution. Il est inutile de dire que les ministres libéraux eussent été saisis d'effroi à la seule pensée de participer à l'organisation du parti libéral dans le but d'opérer une pression systématique sur le gouvernement. Il est vrai que les timides tentatives d'union essayées auparavant, nous l'avons vu, se continuaient au milieu du zemstvo. Mais elles étaient insignifiantes et timides. Les rapports policiers signalés plus haut, affirment que la *Ligue libérale* ne refusait pas aux révolutionnaires un certain appui. Quand ils le surent, les membres du zemstvo décidèrent de se séparer complètement de la *Ligue*. Leur congrès à Kharkov, composé de trente membres, résolut de poursuivre seul la réalisation de leur programme. Il comprenait la représentation populaire centrale et la décentralisation de l'administration. Ce groupe qui prit le nom d'*Alliance des Zemstvos* admettait comme moyens de réaliser son but :

1° l'influence sur le personnel du gouvernement,
2° la propagande dans la société,
3° l'action sur la société par la presse.

Nous ne voyons là pas trace d'une décision d'agir quand même, par la force. Au surplus le groupe agissait tout à fait isolément, se querellait même avec la Ligue Libérale, qui cessa toute action.

Au total, en bas comme en haut, les libéraux se montrèrent dignes les uns des autres. Pendant qu'ils traînaient en longueur et raisonnaient, les réactionnaires agissaient.

L'ajournement de la publication du décret obtenu, le 8 mars, les réactionnaires imaginèrent un tour très adroit : persuader l'empereur de faire un pas quelconque, qui le séparerait à jamais du parti de la constitution. Pour y parvenir, ils écrivirent en secret un manifeste dans lequel le tzar déclarait nettement : « La voix de Dieu nous ordonne de nous placer fermement à la tête du gouvernement, confiant dans la providence divine, plein d'espoir dans la force et la justice des pouvoirs absolus, que nous sommes appelé à consolider et à sauvegarder de tous attentats [1]. » Ce manifeste, copié presque mot à mot dans les articles d'Aksakov, fut, dit-on, non seulement écrit, mais aussi imprimé à l'insu des ministres libéraux, et leur tomba sur la tête comme la foudre. « C'est une trahison ! » s'écria Loris Mélikov, quand il eut connaissance du Manifeste... Le coup était adroit. Loris Mélikov crut de son devoir de présenter sa démission. Quant à l'Empereur, il ne comprenait pas bien clairement, à ce qu'il paraît, la gravité du pas qu'il venait de faire ; du moins, il fut très étonné que les ministres libéraux donnassent leur démission après son manifeste [2].

Ainsi, un mois à peine après l'avénement d'Alexandre III, les réactionnaires avaient obtenu une série de succès marquants, sans compter que peu à peu on éloigna tous les ministres libéraux : Gortchakov, Sabourov, Loris Mélikov, Milioutine, Abaza... L'édifice à la construction duquel Loris Mélikov avait travaillé une année entière, s'effondra en quatre semaines.

1. Manifeste du 29 Avril.
2. *Le fiasco des réformes d'Alexandre II*, et aussi *la Cause Générale*, nº 41.

Le gouvernement était aux mains des réactionnaires.

Cependant, les libéraux pris en masse, n'étaient pas encore battus. On les redoutait encore, on croyait encore indispensable de leur faire certaines concessions, ou du moins de leur donner le change. Le gouvernement se sentait faible, et réellement, il se trouvait dans une situation fort précaire. Il serait même permis de se demander si la Russie avait alors un gouvernement.

L'Empereur se retira à Gatchina. Ce taciturne palais de Paul Ier, déjà semblable à une forteresse, fut encore plus fortifié et isolé du reste de l'univers. Une nombreuse armée entourait le tzar, gardait tous les chemins. La position de Gatchina était exceptionnelle : quatre voies ferrées s'y croisent par lesquelles on peut s'en aller dans toutes les directions : à Moscou, Varsovie, Pétersbourg, Kronschtadt, à l'étranger, et cela tout à fait secrètement. L'Empereur y passait son temps, dans la solitude. L'accès auprès de lui était très difficile ; on fouillait tous ceux qui venaient le voir. Ses rares absences de Gatchina, le tzar les entourait d'un tel mystère que, quand il alla voir l'empereur Guillaume, les ministres eux-mêmes ne surent rien de son départ et vinrent lui présenter leurs rapports... Dans de telles conditions, l'influence personnelle du tzar sur la marche des affaires, devenait très difficile. Cette circonstance n'aurait pas beaucoup d'importance en temps ordinaire, quand les affaires sont dirigées par les hommes d'Etat, mais les conseillers intimes d'Alexandre III n'avaient pas un caractère officiel. M. Pobiedonostsev, comme procureur général du synode, ne pouvait évidemment influer sur les autres

ressorts que d'une manière indirecte. M. Katkov, publiciste, n'occupait aucune charge officielle. Les autres favoris, dans lesquels l'Empereur avait une confiance particulière, étaient de complètes nullités... Il semblait que les réactionnaires abandonnaient avec intention le gouvernement du pays à des mains quelconques pour consacrer alors toute leur attention sur un seul point : s'emparer définitivement de l'empereur. En effet, au lieu de former des ministères, ils se cachent dans des fonctions toutes secondaires, mais en revanche organisent activement la *Ligue Sainte*, en tête de laquelle étaient, dit-on, placés le grand-duc Vladimir et M. Pobiedonostsev...

Cette société s'était donné pour but la sauvegarde de l'Empereur et la lutte avec les révolutionnaires. Elle s'organisa, selon ses propres aveux, *sur le plan du Comité Exécutif*, c'est-à-dire, en société secrète fortement centralisée, militante. La police d'état n'avait aucun contrôle sur la Ligue sainte ; en fait même, elle était sous sa surveillance. Les meneurs de la Ligue possédaient d'immenses ressources pécuniaires qui avaient, dit-on, pour source, entre beaucoup d'autres, l'énorme fortune du prince Démidov San Donato. Cet homme étrange est suffisamment connu en Europe par la multitude de ses excentricités. Possédant une fortune dont lui-même ne connaissait pas bien le chiffre, il était depuis longtemps blasé sur toutes les jouissances que la vie est capable de donner, et ne se jeta, paraît-il, dans la politique que pour se soustraire à l'ennui, pour occuper un peu son imagination épuisée. Il se sentait attiré par le mystère d'une société secrète, par ces mots d'ordre, ces chiffres, ces signes mystérieux, ces sentences de mort émanant

d'une source mystérieuse et frappant le condamné d'une main invisible...

La Ligue sainte pensait en effet employer aussi ses membres à cette besogne. On affirme qu'elle prononça des arrêts de mort contre Hartmann, Krapotkine, Lavrov. En Suisse, il se produisit même un fait étrange. Une Russe attenta à la vie d'un paisible citoyen suisse que, selon ses explications, elle avait pris pour Lavrov. Cette femme fut reconnue folle, mais la rumeur attribua cette affaire à la Ligue sainte. La Ligue organisa une police secrète dont les membres surveillaient les révolutionnaires... et même étaient-ce les révolutionnaires seuls? Cette question, probablement, n'échappa pas à l'Empereur lui-même. Une société secrète, riche, militante, qui possédait sa propre police... peut-être son armée, pourrait un beau jour les tourner contre l'Empereur lui-même, si celui-ci se montrait réfractaire aux impulsions de ces fanatiques de réaction?

Cette inquiétude a, peut-être, facilité la formation d'une autre société secrète la *Sauvegarde volontaire*. Les rapports policiers disent que cette société jouit de la *confiance toute particulière du Monarque*. Cela n'a rien d'étonnant, s'il est vrai, qu'en tête de cette société était le comte Vorontsov Dachkov. Chose étrange ! Dans la vie d'Alexandre III, l'on se butte constamment à de mystérieuses analogies avec la vie des plus funestes tzars : il naît, comme Paul Ier, d'un père tué par des conspirateurs ; comme Paul Ier, il se réfugie à Gatchina ; comme Pierre III, il est intimement lié avec la famille de Vorontsov Dachkov, famille fatale à Pierre III. Une des Vorontsov fut son amie la plus dévouée, et la pa-

rente de cette amie, mademoiselle Dachkov, dirigea avec une énergie plus virile que féminine une conspiration contre l'Empereur. Le comte Vorontsov Dachkov est d'ailleurs considéré comme un homme de faible sens politique, mais honnête serviteur et dévoué jusqu'à la moelle des os à la personne d'Alexandre III.

La situation de ce dévoué serviteur à la tête de la Sauvegarde volontaire devait garantir l'Empereur de toute sorte d'inquiétudes. La Sauvegarde volontaire agit d'ailleurs, avec plus de largeur et beaucoup plus de prudence que la Ligue Sainte. Elle se donna pour but de veiller à la sûreté de l'Empereur et de rendre possible son couronnement, mais repoussa tout plan de meurtres politiques. Jouissant de la protection du tzar, la société recrutait ses membres presque par des invitations officielles. Dans l'armée, on en vint tout net à ce procédé de recrutement. Liée d'un côté à la police, la société contenait pourtant une quantité assez considérable d'éléments libéraux qui, de cette manière, croyaient pouvoir influer sur le tzar dans le sens des réformes libérales. Les réactionnaires très fougueux n'aimaient pas cette société. Le comte Tolstoï la haïssait même. Mais la société se développait et, à ce qu'il paraît, réussit à devenir pour un certain temps le centre des autres sociétés. Ainsi elle entra en conciliation avec la Ligue sainte, sous condition que celle-ci abandonnât ses plans de meurtres politiques, en même temps qu'elle se rapprochait de l'*Alliance du Zemstvo*. Pendant un certain temps, cette dernière se développa néanmoins assez rapidement et se décida même à publier un organe politique à l'étranger, *La Parole libre*. Au total, il résultait

de toutes ces sociétés un tohu-bohu général : libéraux, radicaux, espions, réactionnaires honnêtes, tout se mêlait et formait une mare trouble où tout homme pouvait pêcher, pourvu qu'il fût adroit... il est inutile de dire, qu'à la fin ce ne sont plus les libéraux qui furent les pêcheurs... Mêlés d'espions, ayant compromis les quelques hommes qui auraient le mieux pu leur servir de guides, ayant dévoilé à la police tous leurs plans et tout leur personnel, et en même temps ne se décidant à aucun pas sérieux, les libéraux devaient inévitablement être battus dès le jour où le gouvernement se sentirait suffisamment fort.

Pendant que dans la coulisse, les partis se formaient en sociétés secrètes, tâchaient chacun de s'approprier le tzar, exploitant ses craintes, exploitant le désir qu'il avait d'être plus vite couronné, dans la politique officielle intérieure avait lieu une bagarre qui surpassait tout ce que la Russie avait vu dans ce genre. Les réactionnaires intelligents et énergiques n'osaient ou ne voulaient pas prendre en mains les rênes du gouvernement. Ils se contentaient d'exciter le gouvernement à l'extermination de l'esprit révolutionnaire, à l'organisation de la police. La masse des libéraux ne les contredisait pas, elle les aidait plutôt. Ainsi naquit le terrible *Règlement sur les mesures pour la sûreté de l'Etat*, dans lequel avec les signatures de réactionnaires enragés comme Strielnikov, figure celle du célèbre libéral Kokhanov. Les réactionnaires, en même temps, ne laissaient pénétrer aucun libéral intelligent dans les hauts postes de l'Etat. Le pouvoir devait fatalement tomber aux mains de gens dont la nullité n'excitait de crainte

ni chez les libéraux, ni chez les réactionnaires. Au milieu de ces nullités, la personne du comte Ighnatiev ressort avec une vivacité particulière.

Je ne désire pas discuter les capacités du comte, mais son rôle pendant une année entière fut des plus tristes. Il sut préparer le triomphe définitif de la réaction par des moyens devant lesquels eussent reculé et Katkov et Pobiedonostsev. Je ne sais aussi si le comte agissait en connaissance de cause, ou fortuitement. Mais, en présumant qu'il comprenait ce qu'il faisait et qu'il voulait faire ce qu'il a fait, les bases de son système peuvent être analysées en ces termes : demeurer inerte, en produisant le plus de bruit incohérent possible et fatiguer le pays par un désordre insensé. Il fallait éviter toute concession au pouvoir absolu, contrebalancer les exigences de la classe éclairée par les exigences du prétendu peuple et en même temps ne rien donner au dernier. Pour résoudre ce problème, — c'est ce qu'on appela la *politique populaire* — il profita des réformes que Loris Mélikov comptait réaliser. Laisser dans le *statu quo* les projets de Loris Mélikov, c'eût été incommode, parce qu'ils étaient déjà en partie livrés à la publicité ; la question de la réforme du *self-government* des paysans notamment avait été, sous Alexandre II, soumise aux délibérations des zemstvos. Le comte Ighnatiev joua justement sur ces réformes. Avant tout, il tâcha de s'assurer contre la presse. De terribles persécutions s'élevèrent contre elle. Pendant deux années, de l'avènement d'Alexandre III à son couronnement, divers châtiments furent infligés à 28 journaux. Ils reçurent au total 44 avertissements et un nombre égal d'autres punitions :

suspension, défense de vente. Certains journaux de tendance libérale ne publiaient même pas la moitié de leurs numéros annuels. Treize journaux furent exterminés par toute sorte de moyens. En même temps, le comte Ighnatiev créait une presse gouvernementale, entrait en négociations avec certaines rédactions achetables, fondait un journal pour le peuple *Le Messager des villages*, créait même une agence télégraphique spéciale et lui donnait des millions en subsides pour la propagation des *nouvelles les plus sûres*. Le comte Ighnatiev sut ainsi soulever par toute la Russie un effroyable bruit sur les questions étudiées par lui. C'était la réduction des sommes payées pour le rachat des terres, l'accélération du rachat lui-même, les facilités accordées aux paysans par l'affermage des terres du fisc, la régularisation de la migration des paysans, la répression de l'ivrognerie. Le comte Ighnatiev faisait d'autant plus de bruit que la *question*, qu'il soulevait, était plus nulle. A l'occasion de la répression de l'ivrognerie, on chantait partout des messes, on faisait des appels au peuple, on affichait sur les murs des proclamations contre l'eau-de-vie. Pour augmenter le bruit, le comte Ighnatiev convoquait à l'effet de délibérer sur ces questions de prétendus représentants de la société, c'est-à-dire, tout simplement différents fonctionnaires ou non fonctionnaires, qu'il jugeait utile *d'y inviter* (car ils n'étaient pas soumis à l'élection). La presse vendue s'enthousiasmait à propos de cette *institution libérale*. La critique des organes indépendants était étouffée par les avertissements et les suspensions, et la presse réactionnaire, désignant du doigt les sottes séances des *hommes compétents* (leurs

séances étaient en effet absurdes) démontrait railleusement l'inutilité des « mesures libérales. » Cependant, une fois la politique populaire inaugurée, le gouvernement pouvait sans se gêner déclarer dans les articles de ses journaux que la classe éclairée devait patienter pour les libertés politiques. Quant à la Constitution, elle est tout à fait inutile puisque l'Empereur devient de nouveau un tzar moscovite, un tzar populaire... Ce jeu au nationalisme vieux style communiquait un bouquet tout spécial à la *politique populaire*. Des mois entiers, la Russie n'entendit parler que de la nécessité qu'il y avait de ramener les charges de la cour à l'ancienne étiquette, du rétablissement des écuyers, des chambellans, des modifications des uniformes (l'Empereur n'oubliait pas de s'en occuper, même aux heures de grand danger) qui s'opéraient *selon le goût russe*, selon *la façon russe*. Aux bals de la cour et du grand monde, les hauts personnages se montraient affublés du costume des boyards, des chevaliers, des diaks (secrétaires) avec un encrier attaché à la ceinture. MM. Aksakov et Souvorine décrivaient tout cela avec attendrissement, avec enthousiasme. Il était évident que nous entrions dans la voie du développement national. Les journaux faisaient apparaître devant la Russie la fantastique vision d'un tzar paysan bon et désintéressé, père du peuple. Contre la classe éclairée on souleva une active agitation, on ameuta contre elle le peuple.

Que faisait la société, que faisaient les libéraux? Certainement ils se défendaient. On interdisait un organe libéral ; ils se serraient autour d'un autre. Les membres du zemstvo assiégeaient le gouvernement de leurs requêtes et de leurs avis, mettant à propos toutes les occasions. Ainsi les zemstvos de Novgorod, de Kirilov et de Tver rappelaient de nouveau l'absolue nécessité d'une représentation populaire. Mais les voix étaient craintives, et bientôt, dès les premières représailles, elles se turent. Le ministère avait d'ailleurs pris ses mesures pour prévenir de pareilles déclarations. Les gouverneurs reçurent l'ordre de ne pas permettre à l'avenir la discussion de ces questions dans les zemstvos. Le président du zemstvo de Kirilov fut destitué de ses fonctions et la déclaration de ce zemstvo ne put être imprimée par ordre du gouverneur. Dans le gouvernement de Vladimir, le gouverneur, en ouvrant la session du zemstvo, l'invita « à ne pas sortir des limites » du programme ; la requête du zemstvo de Samara concernant l'*éligibilité des hommes compétents* ne fut pas mise aux voix. A Kherson, le gouverneur défendit de donner cours à une requête du même genre... Devant ces mesures, la tendance du zemstvo à réclamer une assemblée des représentants du pays s'exprima sous une forme de plus en plus timide. Ainsi les assemblées de Kharkov et de Tchernigov demandèrent que les questions relatives à l'administration des paysans, que le gouvernement avait soumises à leurs délibérations, fussent examinées par un *congrès des représentants de tous les Zemstvos* ; 12 assemblées gouvernementales de zemstvo exprimèrent le désir que les *hommes compétents* fussent élus et non nommés par le gouvernement. Certaines de ces assemblées, celle de Novgorod par exemple, eurent l'audace d'appuyer leur requête par la défense faite à leurs membres de participer au con-

grès des *hommes compétents* autrement que par le mandat de leur zemstvo.

Toutes ces démarches présentent un grand intérêt dans un sens : elles montrent quels étaient les désirs de la Russie. Sur le gouvernement elles ne produisaient pas même l'ombre d'une influence, car il n'y voyait aucune résolution de soutenir leurs exigences par la *force*. Cette résolution, on ne la voyait ni dans l'Alliance du Zemstvo, qui, au surplus, restait toujours faible en nombre, ni dans les petits groupes de libéraux qui avaient adhéré à la *Sauvegarde*. Cette multitude d'individus, ces groupes innombrables mais désunis, tremblant devant le gouvernement, tremblant aussi devant la *plèbe*, répugnant à toute action violente ; qui, pendant une année entière, avaient prouvé leur complète inaptitude aux complots — cessèrent définitivement d'exciter les craintes du gouvernement. Eux-mêmes, à proprement parler, le désiraient, pensant que, au moment où cesseraient les craintes, commencerait une nouvelle ère de politique libérale inaugurée par le tzar. C'est tout le contraire qui eut lieu.

Les révolutionnaires seuls continuaient à inquiéter le gouvernement. Pourtant la police mit en lumière durant cette période plusieurs talents remarquables : Soudiéikine surtout, presque génial dans sa sphère, quoique nourrissant à part soi des plans ambitieux, capables d'effrayer le gouvernement, s'il les eût seulement connus. Soudiéikine organisa remarquablement bien la police et réduisit plus d'une fois à néant les plans des révolutionnaires. De ce côté aussi, sinon l'Empereur, du moins Pobiedonostsev et Katkov pouvaient être beaucoup plus tranquilles. D'ailleurs, la politique d'Ighnatiev, indigne sans nul doute d'un homme d'Etat sérieux, comme Tolstoï ou Katkov, avait déjà joué son rôle : elle avait énervé la société russe, engendré un chaos général, entremêlé toutes les opinions dans une sorte de fatras impossible à définir, sans physionomie aucune, grâce auquel les socialistes et les démocrates mêmes pouvaient se grouper autour du *tzar paysan*, grâce auquel, sous l'égide du tzar, on pouvait massacrer les juifs et les propriétaires. Il était temps qu'on cessât de tirer profit du désordre et qu'on inaugurât l'ordre. L'Empereur congédia Ighnatiev et appela le comte Tolstoï. « Comte, aurait-il dit à cette occasion, vous êtes en Russie le seul homme que je puisse nommer ministre de l'intérieur. » Le comte Tolstoï répondit qu'il était à la disposition du tzar, mais qu'il ignorait si ses vues auraient l'honneur de mériter l'approbation de Sa Majesté : « Moi, expliqua-t-il, je ne comprends pas du tout la *Russie paysanne*. A mes yeux, la force de la Russie, comme celle de tous les pays, réside dans les classes éclairées et le développement civilisateur. Je reconnais sincèrement que j'ai toujours été l'adversaire des réformes du règne précédent. » Le comte Tolstoï entend sous le nom de classes éclairées la classe noble, et sous celui de *développement civilisateur*, l'extension de la police ; il faut savoir comprendre sa langue. Quoique l'Empereur eût joué, toute une année, le rôle de tzar paysan, il approuva aveuglément les idées du comte qui ne pouvait comprendre la Russie paysanne. La *politique populaire* est laissée de côté, nous entrons dans la phase présente.

Le parti réactionnaire s'était donc décidé à parti-

ciper ouvertement au gouvernement. Quelque temps encore, il s'abstint presque entièrement de toute activité et employa toutes ses forces à mener à bonne fin le couronnement de l'Empereur, événement qui, comme on le sait, s'effectua en pleine sécurité au milieu de quelques milliers de membres de la Sauvegarde, d'une innombrable police et d'un prétendu peuple enrôlé à des prix très modérés. Ainsi se termina la lutte des deux partis par le triomphe complet des réactionnaires. Leurs efforts tendent maintenant à la consolidation de leur pouvoir et à l'établissement en Russie d'un ordre conforme à leurs idées. Les sociétés secrètes sont supprimées par le tzar. La police rentre dans la sphère d'activité, qui lui est assignée par la loi et dont les limites sont infiniment plus élargies qu'en aucun autre temps. La législation commence à détruire une à une les frêles réformes d'Alexandre II. La presse est soumise à la censure [1]; l'autonomie des universités supprimée. Le jury se maintient à grand'peine en subissant plusieurs amoindrissements. Les rêveries de l'époque de Loris Mélikov et d'Ighnatiev sont enfouies sous terre. A cette marche triomphale de la réaction, il ne manque qu'une chose — le soutien de la société et du peuple. Elle tâche de se la donner en essayant de rendre la vie à la noblesse et au clergé. Les ressources du trésor public sont gaspillées par millions pour relever noblesse et clergé. Les réactionnaires complotent de livrer le Zemstvo aux mains de la noblesse, et l'école à celles du clergé. Pour relever l'esprit de caste de la noblesse, on

1. D'après la loi nouvelle, chaque journal ou revue est soumis à la censure après un avertissement.

déclare que la faveur du tzar serait dorénavent la source unique de cette haute dignité. On fonde une banque pour aider à l'extension de la propriété agraire des nobles, etc., etc.

Le travail de réaction est en pleine effervescence.

Que donnera-t-il pour résultat? La volonté de Katkov fera-t-elle de la Russie un pays de gentilshommes, jouissant paisiblement du calme sous la pression du poing policier? ou bien cette tentative de faire prendre au courant une direction opposée finira-t-elle par une terrible explosion, pareille à celle que produit la vapeur hermétiquement enfermée dans une chaudière chauffée à blanc?

APPENDICES

APPENDICES

A Statistique du revenu national.
B L'expression *nihilistes*.
C Sujets interdits par la censure.
D Ouvrages cités.

APPENDICES

A

STATISTIQUE DU REVENU NATIONAL

Malgré mon désir, je n'ai pu, en évaluant le revenu national russe, profiter des évaluations qu'on trouve dans la littérature de la question.

Dans la plupart des cas, les chiffres sont trop anciens de date et, maintes fois, je ne suis pas d'accord avec les auteurs, même sur leur système de calculs ; je ne puis pas surtout admettre de fautes visibles comme celles de M. Schnitzler, par exemple [1]. M. Schnitzler évalue notre revenu national à 16 milliards, mais il n'obtient ce chiffre que parce qu'il estime le rouble d'argent à 4 francs. Cet auteur dont l'érudition est certes indiscutable confond apparemment le rouble d'argent, qui est tout simplement la *dénomination* du rouble-papier, avec le *rouble métallique* ; la Russie devient ainsi plus riche au moins de 20 à 30 °/₀. Ensuite on trouve souvent, chez M. Schnitzler, comme chez les autres statisticiens, une double énumération

1. J. H. Schnitzler. *L'empire des tzars au point de vue actuel de la science*. Paris. 1869.

des produits : ainsi ils énumèrent la valeur du *travail* des chevaux et du bétail, en oubliant que ce travail est déjà estimé avec les produits de l'agriculture, des forêts, et ainsi de suite.

Ailleurs les statisticiens essaient d'apprécier et d'introduire dans la somme générale du revenu national la valeur que le commerce donne aux produits. Sans nier l'intérêt scientifique de cette question, je crois que, dans la pratique, cette façon d'agir conduit à une confusion, à une double estimation du même produit. En effet, si nous évaluons le produit par son *prix moyen* sur le marché, la valeur du travail du commerçant y est déjà comprise. Et si nous nous mettons à évaluer le produit autrement que par son prix sur le marché, nous aboutissons infailliblement à des hypothèses arbitraires. Le désir d'éviter des fautes, dont je n'ai indiqué ici que la moindre part, ainsi que la nécessité de me conformer aux données récentes de la statistique, me porte à faire moi-même le calcul de notre revenu national. Du reste, je conserve les chiffres anciens des économistes toutes les fois que ces chiffres sont conformes à la réalité contemporaine.

La somme la plus grande des valeurs est produite chez nous par l'économie rurale. Voici la quantité des blés de la récolte de 1883, que j'évalue d'après le prix moyen du marché pendant les dernières années (les semences déduites) :

1) *Froment*,
28602000 tchetv., de 9 roubles chacun, 257 millions roubles.
2) *Seigle*,
66059000 tchetv., de 7 roubles chacun, 492 millions roubles.
3) *Avoine*,
67671000 tchetv., de 4 roubles chacun, 270 millions roubles.
4) *Orge*,
16792000 tchetv., de 5 roubles chacun, 83 millions roubles.

5) *Blé sarrasin*,
9442000 tchetv., de 7 roubles chacun, 66 millions roubles.
6) *Autres grains* (millet, pois, haricots, maïs, etc.),
15765000 tchetv., à 6 roubles chacun, 95 millions roubles.

Les renseignements officiels sur la récolte de 1883 ne comprennent pas le Caucase du Nord et la Sibérie. Nous devons pourtant y estimer la récolte à au moins 20 millions de tchetv. (ce chiffre est probablement au-dessous de la réalité) valant 120 millions de roubles. Ainsi le total des grains récoltés est 224 millions de tchetv. valant 1383000000 roubles.

La récolte des pommes de terre, selon les mêmes renseignements, a été dans la Russie d'Europe de 32351000 tchetv. En estimant à 1 million 1/2 de tchetv. la récolte du Caucase et de la Sibérie, nous obtenons un total de 33851000 tchetv. qui font, à 1 rouble 50, une somme de 48 millions de roubles.

La quantité de *foin* et de *paille*, d'après les dernières données, est la suivante :

Foin,
4000000000 pouds, à 10 kop. chacun, 400 millions roubles.
Paille,
2000000000 pouds, à 5 kop. chacun, 130 millions roubles.

Plantes à filer (*Recueil statistique militaire*, T. IV) :

a) *Lin* en fils,
12000000 pouds à 4 roubles = 48000000 roubles.
b) *Lin* en semences,
25000000 pouds à 1 rouble = 25000000 roubles.
c) *Chanvre* en filasse,
6000000 pouds à 2 roubles = 12000000 roubles.
d) *Chanvre* en semences,
25000000 pouds à 1 rouble = 25000000 roubles.

Le rapport des jardins et des potagers est si difficile à évaluer que j'accepte le vieux chiffre de Tengoborsky, (*Etudes sur les forces productives de la Russie*) — 60000000 roubles.

Betterave. — Les raffineries seules en ont employé (en 1883) 20000000 berkovets, ce qui fait en estimant le berkovets à 1 rouble. — 20000000 roubles.

Tabac. — Selon les renseignements de 1878, il s'en récolte 3500000 pouds, ce qui fait à 2 roubles le p. — 7000000 roubles.

Raisin. — On estime la quantité de vin en Russie à environ 5000000 millions vedros, à 80 kop. le védro, on obtient ainsi 4000000 roubles.

Les plantes tinctoriales donnent environ 2000000 roubles.

Le total des produits de l'agriculture peut ainsi être estimé, à 2130000000 roubles.

Malgré l'absence d'économie forestière régulière, les vastes forêts de la Russie rapportent beaucoup à la population. Dans beaucoup d'endroits, le flottage de bois, la distillation du goudron et de la résine sont les principales occupations de la population. En outre, la consommation du bois est très grande en Russie. La plupart de la population habite des maisons de bois, emploie de la vaisselle et des ustensiles en bois, le bois sert de combustible, même dans nos usines et nos chemins de fer, etc. La somme générale des produits que les Russes tirent de leurs bois est, selon Bouchene, de 750,000,000 roubles. Ce chiffre est plutôt diminué qu'agrandi. Il est pourtant à remarquer qu'en Russie, le rapport des bois n'est pas un revenu du capital, mais la consommation du capital lui-même. La destruction des forêts marche à pas rapides et à cette heure provoque des plaintes dans toute la Russie.

L'autre branche de l'économie rurale, l'élevage des bestiaux, a aussi une grande importance pour la Russie. D'après le recensement des chevaux en 1882, le nombre des chevaux dans la seule Russie d'Europe est évalué à 20 millions. Il n'y a pas en Russie moins de 24 millions de bestiaux; 50 millions de brebis, environ 1 million 500 mille chèvres, plus 10 millions de cochons; puis dans des proportions moins importantes, il y a des chameaux, des rennes, des buffles, etc. Quant aux oiseaux domestiques, leur nombre généralement énorme ne peut être estimé que conjecturalement. Les produits de ce nombre énorme d'animaux sont variés et abondants. Seulement la valeur de la plupart des produits de l'élevage des bestiaux est déjà entrée dans la valeur des produits de l'agriculture, par exemple la *force ouvrière* des chevaux et des bestiaux; c'est ainsi qu'y est entrée aussi la valeur du *fumier*, qui rapporte plus à la Russie que ses mines d'or. Nous avons donc à évaluer maintenant les seuls produits de l'élevage dont nous n'avons pas encore énuméré la valeur. Ainsi de la valeur générale des chevaux, nous pouvons retenir seulement 3 millions de roubles de cuir, de viande et de lait.

Les bestiaux créent une masse de valeurs, outre leur travail; la statistique énumère :

a) 5 millions de cuirs à 5 roub. chacun	= 25000000	roubles.
b) La viande (selon Bouchene).	= 83000000	—
c) La graisse	= 17500000	—
d) Le lait (selon Ianson), 336 millions de védros, à 30 kop. le védro . . .	= 100000000	—
e) Le beurre, plus de 3 millions de pouds, à 8 roubles le poud	= 24000000	—
Total (les fromages exceptés). . .	250000000	roubles.

Nous ne pouvons pourtant pas porter cette somme en

totalité dans le revenu national, puisqu'il y entre évidemment la valeur du fourrage consommé par les bestiaux et déjà porté dans notre calcul. Quel chiffre faut-il déduire de 250 millions de roubles pour obtenir le chiffre qui exprime l'agrandissement de valeur que les bestiaux ajoutent au fourrage consommé? Dans les conditions de l'économie rurale russe, la valeur du fourrage peut être estimée à environ 60 °/₀ de la valeur générale des produits de l'élevage : j'obtiens ce chiffre en observant des économies différentes. Par conséquent l'augmentation réelle du revenu national créé par les bestiaux doit s'élever à environ 100 millions de roubles. La valeur des produits de l'élevage des bêtes à laine est la suivante :

a) Peaux de mouton, 2 millions, à 1 r. pièce	= 2000000	roubles
b) Viande de mouton, 10 millions de pouds	= 30000000	—
c) Graisse, 3 millions de pouds.	= 6000000	—
d) Laine	= 42000000	—
Total.	80000000	roubles

En déduisant la valeur du fourrage (environ 50 °/₀), on obtient 40 millions de roubles.

On consomme en Russie, je crois, environ 5 millions de porcs ; en estimant le prix moyen de la pièce à environ 5 roubles et la valeur du fourrage à environ 30 °/₀, on obtient un revenu d'environ 17 millions 500,000 roubles.

Le rapport de l'élevage des oiseaux est évalué par M. Tengoborsky, du reste tout à fait arbitrairement, à 10 millions de roubles. Je n'ai aucunes données pour changer ce chiffre, si ce n'est que, vu la valeur du grain, il doit être diminué de 20 °/₀, c'est-à-dire être réduit à 8 millions de roubles. Le rapport réel de l'élevage des oiseaux est probablement plus grand.

La Russie enfin exporte à l'étranger 19 millions de roubles de bestiaux. En supposant que la valeur du fourrage s'élève à 50 °/₀ de cette somme, on peut ajouter au revenu national 9 millions 500000 roubles.

Au total, la somme générale de valeurs qui sont ajoutées au revenu national par l'élevage du bétail peut être évaluée à 176 millions de roubles.

L'apiculture et la sériciculture sont des branches assez peu importantes de l'économie rurale en Russie.

Dans la Russie proprement dite, on s'occupe peu de sériciculture ; la sériciculture des pays au delà du Caucase n'existe pas dans nos calculs. Ainsi la sériciculture russe ne doit pas plus donner que ne l'évalue Tengoborsky, c'est-à-dire, environ 1 million 200000 roubles.

L'apiculture, au contraire, est une branche d'industrie purement nationale. Jusqu'à présent, on amasse chez nous près de 700000 pouds de miel, ce qui fait, à 5 r. le poud, 3 millions 500000 roubles ; et 200000 p. de cire, à 10 r. le poud, soit 2 millions de roubles. En somme *le rapport de l'apiculture et de la sériciculture ne peut être inférieur à 7 millions de roubles.*

Le rapport de la chasse s'évalue à environ 4 millions de roubles, celui de la pêche à 24 millions de roubles. Ces chiffres sont tous les deux extrêmement diminués, surtout le dernier. Néanmoins, vu l'absence de données pour les corriger, nous devons les conserver. Il est à remarquer pourtant que la pêche russe, qui pourrait devenir, dans des mers aussi poissonneuses que la mer d'Azov et la Caspienne, une très riche branche d'industrie pour des siècles est exploitée avec un gaspillage qui en fait tarir la source avec une rapidité extraordinaire.

Passons à l'exploitation des mines. Là encore nos richesses naturelles sont très mal exploitées.

a) *Or*.....	2641 pouds	.....	40 millions de roubles.		
b) *Argent*.....	616	—	plus de..	» 1/2	—	—
c) *Platine*.....	179	—	moins de	» 1/2	—	—
d) *Plomb*.....	74000	—	.....	2 1/3	—	—
e) *Cuivre*.....	190000	—	.....	2	—	—
f) *Fer fondu*...	22000000	—	.....	78	—	—
g) *Fer et acier*..	30000000					
h) *Houille*.....	120000000	—	.....	8	—	—
i) *Sel*.....	47000000	—	.....	24	—	—
Total.....				154 1/3 millions de roubles.		

Quant au naphte, on l'exploite très médiocrement dans la Russie proprement dite (Caucase du Nord). Il y a aussi de grandes sources de naphte, dans la contrée au delà du Caucase, mais je ne les comprends pas dans le revenu national russe.

Passons à l'*industrie* proprement dite.

Selon les renseignements officiels récents (1882) dans la Russie d'Europe (sauf la Pologne et la Finlande), il y aurait 57000 usines et fabriques produisant au total 1126000000 roubles. Il entre cependant dans ce chiffre 78000000 r. évalués par nous sous la rubrique précédente. La valeur des matières brutes est, selon M. Schnitzler, de 23 °/₀ de la valeur du produit. Ce chiffre diffère absolument des données de la statistique russe. A en juger par les fabriques de Moscou où la valeur des matières brutes balance de 10 °/₀ à 85 °/₀ la valeur du produit, on peut admettre la moyenne valeur des matières brutes de 60 °/₀. Ainsi, l'industrie de fabriques et d'usines de la Russie d'Europe ajoute au revenu national russe environ 420 millions de roubles... Il faut encore ajouter à cette somme près de 3 millions de roubles, créés par l'industrie russe du Caucase et de la Sibérie. Enfin une somme très considérable de valeurs est produite par la petite industrie, celle des

Koustars et des artisans. Ici les données de la statistique officielle sont encore moins exactes que pour la grande industrie. Si l'on mettait les chiffres groupés par le *Recueil de statistique militaire* et si l'on estimait la valeur des matières brutes à 60 °/₀ (quoiqu'elle doive être moindre), l'augmentation générale du revenu national pour ce genre d'industrie serait d'environ 80 millions de roubles[1]. En somme, l'industrie donne au revenu national 503 millions de roubles.

En faisant le total général, nous obtenons pour le revenu national russe la somme de 3740 millions de roubles, ce qui fait environ 11 milliards de francs, si nous estimons le rouble à 3 francs.

Je répète du reste qu'on doit considérer ces chiffres seulement comme approximatifs.

1. Je choisis ce chiffre comme le moins contesté; mais on estime parfois la production des Koustars à un chiffre trois fois plus fort.

B

L'EXPRESSION *NIHILISTES*

La partie militante de notre *intelliguentia*, celle que je nomme les révolutionnaires, a reçu en Europe l'étrange nom de *nihilistes*.

Cette seule dénomination prouve que les notions les plus erronées circulent au sujet de nos révolutionnaires en dehors de la Russie. En effet, si en Europe on comprenait le mouvement révolutionnaire russe et celui qui se produit dans notre *intelliguentia*, on n'aurait certainement pas employé ce mot, de même qu'on ne l'emploie pas en Russie. Ce surnom n'est, en effet, usité chez nous que dans un sens injurieux et seulement par des gens capables, par exemple de dire : « Le parti anarchiste a enfin obtenu le pouvoir en France : M. Clémenceau est président du conseil des ministres. » En Russie, il y a des journaux capables d'écrire cette phrase, mais si, me basant sur un télégramme de ce genre, j'appelais M. Clémenceau un anarchiste, cela ne prouverait qu'une chose : que j'ignore complètement ce qu'est M. Clémenceau, et ce qu'est l'anarchisme.

Le surnom de nihiliste naquit chez nous de circonstances entièrement passagères et fortuites qui accompagnèrent l'explosion du mouvement de l'*intelliguentia* au début du règne d'Alexandre II.

La Russie venait d'échapper au joug du régime de Nicolas et se préparait à briser celui du servage. La pensée, après avoir rompu ses chaînes, se mit à travailler fiévreusement. Toute la Russie maudissait son passé, cherchait son avenir. Une multitude d'éléments peu éclairés, peu instruits, d'éléments qui venaient tout droit de la rue, affluèrent spontanément vers l'*intelliguentia*. Tous se mirent à raisonner, à critiquer, à nier, à chercher.

Les *pères* — la génération aînée de la Russie, – étaient affreusement compromis par le règne de Nicolas; eux-mêmes, ils se sentaient coupables vis-à-vis de la Russie, vis-à-vis de leurs enfants, vis-à-vis de leur conscience. Comment avaient-ils pu supporter le despotisme de Nicolas ? Comment avaient-ils pu souffrir, — et n'avaient-ils fait que souffrir? — participer à tous les affreux abus du servage ? Comment avaient-ils osé permettre que durant trente-cinq années on persécutât la science ? Où tout cela avait-il conduit la Russie ? Les *pères* se sentaient très coupables, ils auraient voulu se faire tous petits, se cacher sous la terre. Les *enfants* — la génération cadette — pouvaient crier en pleine liberté, avec toute la force d'une indignation vraiment honnête, d'un jeune enthousiasme et de l'inexpérience ; alors certains côtés de la philosophie générale, certains traits caractéristiques de notre *intelliguentia* se manifestèrent parfois de la façon la plus exagérée et la plus ridicule. La tendance aux idées démocratiques se manifestait par l'éloignement le plus outré de tout ce qui était aristocratique, de tout ce qui sentait la noblesse, et par conséquent de toutes les formalités de

la civilisation superficielle. On vit apparaître des visages malpropres, des cheveux en désordre, des costumes sales et tout à fait fantastiques. Dans la conversation, pour faire preuve d'une grossièreté voulue, on employait le langage du paysan. Le mépris de l'hypocrite et conventionnelle morale de forme, le mépris des traditions ineptes qui, si longtemps, avaient été considérées comme l'expression de la haute sagesse de l'Etat, l'indignation contre les pressions subies par l'individu — s'exprimaient par la négation la plus absolue des *autorités* de tous genres et dans la tendance la plus outrée à la liberté.

Tout cela prêtait certainement à la caricature ; tout cela permettait aux gens de parti pris de formuler contre l'*intelliguentia* l'accusation de vouloir *tout détruire*, de n'avoir rien de sacré, de n'avoir ni cœur, ni morale, etc. Naturellement les ennemis de l'*intelliguentia* en profitèrent et relevèrent avec joie le surnom lancé par Tourguéniev dans son roman. Dans l'*intelliguentia*, quelques-uns, par esprit de contradiction et en guise de provocation aux réactionnaires, commencèrent à se donner ce surnom. Ainsi, chez Niekrassov, un fils répondant aux reproches de son père : « Nihiliste, c'est un mot bête. Mais si, par lui, tu comprends un homme franc, qui n'aime pas à vivre du bien d'autrui, qui travaille, cherche la vérité, tâche que sa vie ne soit pas inutile, qui siffle sous le nez de toute canaille, et à l'occasion la gifle, alors je n'y vois pas de mal, appelle-moi nihiliste ! Pourquoi pas [1] ? » Cependant un très petit nombre seulement d'entre les gens connus, comme Dmitri Pissarev, par exemple, acceptèrent ce surnom, et encore ne l'acceptaient-ils, pour ainsi dire, que momentanément. Pissarev inventa bientôt un autre surnom pour lui et ses coreligionnaires — les

1. Œuvres de Niekrassov. *Le cabinet de lecture.*

réalistes, surnom qui pourtant n'obtint pas de succès. L'absurdité du mot nihilisme sautait trop aux yeux. Au surplus, les faits mêmes qui avaient provoqué ce surnom disparurent naturellement avec beaucoup de rapidité. L'entraînement aux manifestations extérieures fit place au redoublement de travail positif, et bientôt tous ces enfantillages, cheveux coupés courts chez les femmes, ou rudesse outrée dans les manières, furent fort déconsidérés. Ainsi le mot nihilisme, qui, dans les premiers temps, avait un sens, au moins comme caricature, plusieurs années plus tard perdit définitivement toute signification. En Russie, aucun auteur sérieux, fût-il même réactionnaire, ne l'emploiera pour désigner les révolutionnaires. Le mot est passé à jamais dans le domaine du pamphlet et de l'injure.

En Europe, au contraire, le mot nihilisme a la plus large vogue. Le plus étrange, — c'est qu'on croit à cette caricature, comme à une chose réelle. Le nihilisme est considéré comme une doctrine particulière, fondée sur la négation privée de tout idéal positif. Cela se répète, et même dans d'autres ouvrages que ceux de M. Cheddo-Ferotti[1]. Il n'y a là rien d'étonnant. Ce qui est à regretter, c'est que nous ne trouvions pas beaucoup plus de précision chez des écrivains aussi consciencieux et aussi érudits que M. Leroy-Beaulieu.

Qu'est-ce que le nihilisme ? se demande M. Leroy-Beaulieu ; et il répond que c'est un fait *maladif*, il parle de *grossier matéralisme*, de *négation absurde*, d'*immoralité*. Il est même prêt à entrer dans des considérations sur la question de savoir si le climat (!?) de la Russie a oui ou non eu une influence sur le développement du nihilisme. Il est même

1. Le *nihilisme et l'avenir de la Russie*, par CHEDDO-FEROTTI. C'est un pseudonyme sous lequel se cache un Russe qui ne sait rien de la Russie.

prêt à dire de concert avec ce pauvre radoteur de prince Mechtchersky, que le *nihilisme* est une sorte de névrose engendrée par l'anémie et la cacochymie de la classe éclairée, qui n'a probablement pas les moyens de se bien nourrir. Un Russe, reconnaissant à M. Leroy-Beaulieu de son bel ouvrage, exception faite de quelques mécomptes, — pourrait souhaiter du fond de cœur à l'auteur une santé pareille à celle dont jouirent les *Apôtres du nihilisme*, cités par lui : Hertzen, Bakounine, Lavrov, Tchernychevsky, Netchaïev, etc. M. Leroy-Beaulieu en arrive même à donner la définition suivante de la *doctrine du nihilisme*. « *Prenez la terre et le ciel, prenez l'Etat et l'Eglise, les rois et les dieux, et crachez dessus. Voilà notre symbole* [1]. » On peut certainement convenir que, si sous le nom de *nihilisme* on sous-entend celui de *sottise*, le nihilisme et la sottise auront une seule et même signification. Mais il est tout aussi vrai qu'avec de tels procédés d'examen, il est fort difficile d'arriver à comprendre le sens réel des mots et des faits. Et si on commence par se demander, où est en Russie le *fait réel* qui pourrait correspondre au mot nihilisme, on ne trouvera pas autre chose que le mouvement intellectuel général, que nous essayons de caractériser dans notre livre VI et notre livre VII et qui, comme on a pu s'en convaincre, ressemble fort peu à la définition donnée par M. Leroy-Beaulieu. A coup sûr, le mouvement intellectuel, en Russie ainsi qu'ailleurs, peut donner lieu chez tel ou tel individu à des manifestations ridicules, niaises, prêtant à la caricature, parfois même peut-être criminelles. C'est précisément de ces faits particuliers qu'on a composé le nihilisme, en les unissant sans raison aucune en une seule idée, bien qu'ils ne fussent nullement unis dans la réalité Ainsi, dans la nature

1. *L'Empire des tzars*, T. I, p. 176.

il existe des êtres ayant une queue, d'autres ayant des écailles du lézard, d'autres encore qui ont des pattes et des griffes de tigre, d'autres enfin qui ont des ailes. Quand vous réunissez tous ces attributs dans un *dragon*, vous avez devant vous une création de votre imagination, et non un être réel. C'est exactement ainsi qu'a été créé le *nihilisme*. Mais si le dragon joue un rôle fort commode dans les contes dont on effraie les enfants, — il n'a pas de place dans l'histoire naturelle. Dans une sérieuse étude sur la Russie — pour le nihilisme, comme doctrine ou tendance particulière — il ne peut de même y avoir de place. Voilà pourquoi le lecteur ne trouvera pas chez moi le mot *nihilisme*.

J'emploie ici la terminologie russe, qui est certainement la plus exacte sur cette matière et qui distingue les dénominations suivantes : la *classe éclairée* ou *intelliguentia*, toute la couche civilisée, qui porte en elle l'idée de la lumière, de la liberté, de la démocratie ; les *révolutionnaires* — la partie de cette couche sociale qui entre en lutte ouverte avec le gouvernement.

Ce qui distingue la classe éclairée, ce n'est pas la différence des opinions — il n'y a qu'une différence de nuances, c'est plutôt le choix des moyens d'action. Tout récemment encore, le gouvernement lui-même a constaté avec éclat combien il y a peu de différence *théorique* entre les révolutionnaires et l'*intelliguentia*. « La liberté accordée à la presse (?) lui a servi, dit le gouvernement en parlant des organes libéraux, à prêcher des théories qui se trouvaient être en opposition évidente avec les bases fondamentales de la constitution de l'Etat et de la société... Il en fut ainsi précédemment et à notre grand regret il continue d'en être ainsi maintenant. Les colonnes des revues et journaux appartenant à une certaine nuance sont toujours marquées de la tendance, qui a engendré un mal

incalculable et dont le lien avec les doctrines criminelles exposées dans les publications clandestines ne peut être mis en doute. » La ressemblance non seulement d'idée, mais aussi de ton et de manière d'exposer des publications de la presse clandestine avec un grand nombre d'articles émanant de publications périodiques autorisées est si grande, qu'elle a poussé le gouvernement à supposer, que dans celles-ci comme dans celles-là, c'étaient les mêmes personnes qui tenaient la plume. Les idées des révolutionnaires sont donc loin d'être si criminelles et si subversives, si nihilistes. Nous ne trouvons chez les révolutionnaires aucune négation particulière. La classe éclairée ne peut nier par système. Mais comment pourrait-elle se comporter autrement envers un régime qui pèse si lourdement sur le peuple, et sur l'individualité elle-même? En pareil cas la tendance à la négation ne peut manquer de se faire jour, et pour la comprendre il n'est aucunement besoin d'étranges raisonnements sur l'influence du climat (?!) de la Russie sur le *nihilisme*. Cette négation a d'ailleurs des limites très nettes. Tourguéniev par exemple a déclaré par voie de presse qu'il s'accordait en tout avec son Bazarov (son célèbre type du nihiliste), exception faite des idées sur l'esthétique. Par conséquent, Tourguéniev doit être considéré comme « nihiliste » par ceux qui emploient ce mot. Mais se peut-il que Tourguéniev ait tout nié, ait voulu tout détruire? Les lecteurs français connaissent bien cet écrivain, et ils savent qu'avancer une thèse pareille serait tout simplement ridicule. Il s'ensuit que les phrases violentes de Bazarov ne sont pas du tout appuyées d'une philosophie exclusivement négative. Adressons-nous d'ailleurs aux *apôtres du nihilisme* eux-mêmes... Peut-on trouver un homme plus ardemment croyant en la Russie qu'Alexandre Hertzen? Qui a défendu nos institutions populaires avec une ardeur plus

grande que ne le firent Tchernychevsky et Dobrolioubov? Ce ne sont nullement des réfractaires à leur pays : tout au contraire ils voient en elles beaucoup de points sur lesquels on peut et on doit s'appuyer. Il en fut de même de Bakounine, cet apôtre de l'anarchisme en Russie. Un peu plus tard — la fraction la plus considérable du parti révolutionnaire russe, les *narodniks* (démocrates), se posent comme but direct de formuler les *aspirations du peuple*, et de réaliser les *exigences du peuple*; plus tard encore, le programme du parti de la *Volonté du Peuple* qui se donne pour but de renverser le gouvernement par un complot, prend pour point de départ l'affirmation que les institutions populaires de la Russie contiennent les germes les plus sains d'un régime social et que, en vertu de ce fait, il suffit de *donner au peuple la possibilité de vivre et de s'organiser conformément à ses penchants naturels*. Le parti exprime l'assurance, qu'alors l'histoire de la Russie prendrait réellement une direction juste, *conforme à l'esprit national*.

A qui d'entre eux peut-on appliquer le nom de *nihiliste* ne voulant rien admettre qu'une implacable négation, de *nihiliste* qui crache sur la terre et le ciel?

Il serait grandement temps de laisser de côté ces phrases vides de sens, comme aussi de renoncer à la supposition d'un esprit de destruction qui animerait le mouvement intellectuel et révolutionnaire de la Russie. Si, en fait, il a anéanti beaucoup de superstitions, beaucoup de sauvagerie et de grossièreté dans certaines couches de la société russe, — il a donné bien des notions saines et posé dans notre société les bases du développement de rapports sociaux équitables. Toutes les autres nations peuvent nous envier, par exemple, notre famille russe contemporaine. Si la classe éclairée se vit obligée de tant parler de destruction, de révo-

lution, etc. — la faute en retombe avant tout sur notre régime politique absurde, qui entrave tout travail de création; la classe éclairée s'est toujours adonnée avec le plus grand empressement à ce travail de création, dès qu'il était le moindrement possible. Tchernychevsky, par exemple, prit la part la plus ardente à la réforme paysanne et écrivit une série de projets sur les moyens d'effectuer l'émancipation des serfs. Personne certainement ne considérera ces projets comme utopiques. Puis Tchernychevsky énonça sa conception de l'homme politique : c'est à la fois un Robert Owen (philanthrope socialiste fort connu), et un Bright, qui en Angleterre aurait pu être considéré comme un des hommes d'Etat les plus sérieux. Est-ce la faute de l'*intelliguentia* si chez nous l'activité de Bright est impossible?

Dans les derniers temps, le Comité Exécutif, dans sa lettre à Alexandre III, en exigeant de ce dernier la convocation d'une assemblée constituante, déclare qu'en ce cas « le parti ne se permettrait à l'avenir aucun acte d'opposition violente envers le gouvernement sanctionné par une assemblée nationale... Le Comité Exécutif, dit encore la lettre, mettra spontanément un terme à son activité, et les forces organisées autour de lui se disperseront de tous les côtés pour se consacrer au travail civilisateur nécessaire au salut de la patrie. La lutte pacifique des idées remplacera la violence qui nous inspire plus d'aversion qu'à vos serviteurs et que nous ne pratiquons que grâce à la triste impossibilité où nous sommes d'agir autrement? » Le même Comité Exécutif a publié à l'occasion du meurtre de Garfield (président de la République des Etats-Unis) une déclaration dans laquelle il désapprouve hautement le meurtre politique dans un pays où chaque opinion peut librement être exprimée et où le choix des gouvernants dépend de la nation. « C'est,

déclare le comité, un acte de despotisme analogue à celui contre lequel nous luttons en Russie. »

Je me borne à ces quelques exemples. Ils prouvent, je pense, suffisamment combien est peu fondée l'idée de l'existence d'un *nihilisme* russe. Si nous voulons étudier la Russie réelle, nous devons expulser de notre dictionnaire ce mot, auquel se rattachent une foule de notions fausses et presque aucun trait réel.

C

SUJETS INTERDITS PAR LA CENSURE

Les circulaires du ministère de l'intérieur, qui interdisent de discuter telle ou telle question — ne sont pas *remises* aux journaux, elles sont seulement *communiquées*, puis reprises. Par conséquent, on ne peut trouver dans nos rédactions une collection de ces documents curieux, et ce n'est pas une tâche facile de rechercher exactement les innombrables questions, les événements qui furent à un moment quelconque ravis à la discussion publique. J'ai donc eu à cœur de recueillir ici quelques fragments de cette Statistique publiés dans un supplément du *Narodnaïa Volia*. Le lecteur ne doit pas oublier qu'il ne s'agit que d'un certain laps de temps, des années 1881-1882 et de quelques-unes seulement de ces interdictions :

4 *Mars* 1881.

Quelques organes de la presse, en s'excusant sur les circonstances extraordinaires du moment, se permet-

tent d'insérer des articles absolument déplacés sur la nécessité de réformer notre ordre politique et où l'on exprime aussi des doutes sur l'existence du vrai patriotisme dans les plus hautes couches de la société russe — indifférentes, dit-on, aux intérêts du peuple. L'insertion d'articles analogues amènera infailliblement la suspension du journal.

25 *Mars*.

En considération du prochain procès du crime scélérat du 1er mars [1], le directeur-général de la presse conformément à l'ordre de son Excellence le Ministre de l'Intérieur, rappelle de nouveau l'interdiction, sous peine de suspension, d'insérer dans les journaux des renseignements non officiels sur les procès politiques.

16 *Avril*.

Il est reconnu nécessaire d'interdire à la presse la publication des renseignements sur les incidents et événements de la vie universitaire, si ces faits ne sont pas soumis aux tribunaux universitaires, ainsi que toute appréciation de ces faits.

29 *Avril*.

Vu le coup d'Etat accompli en Bulgarie, vu aussi la nécessité de donner un appui au prince Alexandre, il est reconnu désirable que notre presse parle des événements actuels de Sophia avec prudence.

1. Le meurtre de l'Empereur.

1 *Mai.*

Il est reconnu nécessaire, que les rumeurs sur les maladies du Ministre de l'Intérieur, du Ministre de la guerre et du Ministre des Finances, ainsi que sur le programme du comte Loris Mélikov n'aient pas d'échos dans les journaux. Il est défendu également de rien publier des bruits sur les changements de personnel des hautes dignités de l'Etat.

9 *Mai.*

Nouvelle circulaire qui explique que par la circulaire du 29 avril, il n'est nullement défendu de parler avec *sympathie* du coup d'Etat de Bulgarie.

18 *Mai.*

Se garder de publier des renseignements quelconques sur la séance d'aujourd'hui du *Douma* (conseil municipal), où a été discutée la question de proposer au comte Loris Mélikov le titre de citoyen d'honneur de Saint-Pétersbourg ; la reproduction des débats est également interdite.

28 *Mai.*

Se garder de publier des renseignements quelconques, sur les arrêtés ou adresses des *doumas* et des *zemstvos*, ou de reproduire leur compte-rendu, sans l'autorisation des autorités indiquées par la loi.

31 *Mai.*

La presse périodique commence à publier des correspondances mensongères ou tendentielles sur les incidents survenus dans les écoles laïques ou ecclésiastiques. La Morale ne permet pas de transformer l'école en une arène de lutte pour les partis ou de polémique pour les journaux. L'école ne doit pas servir d'arène pour le divertissement du public au moyen de récits amusants sur l'irritation des professeurs et des écoliers. Pour punir les publications de ce genre on peut appliquer le § 56 du supplément au § 4 du Code de censure [1].

31 *Mai.*

Il est indiscutable, et plus encore durant les circonstances difficiles et malheureuses du moment, qu'on ne peut pas permettre la publication systématique d'opinions tranchantes, de renseignements privés de fondement, de bruits faux, qui ont pour principal but d'exciter le mécontentement contre les mesures du gouvernement. En conséquence, Son Excellence le ministre de l'Intérieur trouve nécessaire de faire connaître que dès à présent on ne souffrira plus l'excitation des passions par voie de presse ou la diffusion des renseignements qui sont capables de compromettre la tranquillité publique.

13 *Juin.*

Ne parler qu'avec une extrême prudence des travaux des commissions chargées de la question de la diminution des impôts de rachat.

1. Les incidents, dont il s'agit, sont les suicides des écoliers par suite de l'injustice des chefs des écoles ; parfois les vengeances des écoliers maltraitant leurs professeurs et même, en deux ou trois cas, préparant contre eux l'explosion de mines de poudre.

12 *Juin.*

La publication de bruits et de renseignements à sensation sur les rapports des paysans avec les propriétaires, ainsi que celle d'articles, comme ceux qu'on a consacrés au procès de Lioutoritchi [1] — amèneront l'application du § 55 du sup. au § 4 du Code de censure.

16 *Juillet.*

Il est interdit de publier *d'avance* l'indication des lieux ou institutions que S. M. l'Empereur et les membres de la famille impériale se proposent de visiter [2].

17 *Août.*

Se garder d'aucune allusion défavorable à l'activité du ci-devant préfet de Saint-Pétersbourg, général Baranov.

19 *Septembre.*

Il est reconnu indispensable d'interdire la publication de mesures quelconques du gouvernement au sujet des recherches sur les rapports économiques des Juifs et des populations de certaines provinces.

4 *Octobre.*

Dans les journaux étrangers, il a paru la nouvelle que M. le comte P. A. Valouiev est appelé à l'instruction

1. Affaire des paysans du village Lioutoritchi, tableau révoltant des abus des propriétaires nobles et de leurs intendants.
2. Rappel de l'interdiction faite en 1880.

pour l'affaire de rapine des terres d'Orenbourg. La direction générale de la presse recommande de ne pas reproduire ou citer cette nouvelle [1].

10 *Octobre.*

Son Excellence le ministre croit nécessaire de laisser à la presse la liberté de parole indispensable pour la discussion approfondie de la question des migrations, mais il sera très regrettable que les procédés déplacés de certains organes de la presse le forcent à limiter cette liberté. Tous les comptes rendus et toutes les communications, touchant la question des migrations, doivent être présentés à Son Excellence pour être révisés.

13 *Novembre.*

Ne rien publier sur la tentative contre la vie du général Tcherevine [2].

3 *Décembre.*

Dans quelques journaux, on laisse passer les erreurs typographiques les plus grossières dans les titres de Sa Majesté, ce qui donne lieu à des bruits divers dans le public sur la signification de ces erreurs. La Direction générale recommande de veiller avec une attention particulière à la précision du nom et du titre impérial [3].

1. La rapine des terres à Orenbourg est fameuse; les fonctionnaires du pays, d'accord avec plusieurs dignitaires de l'Etat, ont dévalisé la population bachkire aussi bien que l'Etat.
2. C'était le chef des gendarmes.
3. Dans quelques journaux, on avait publié un appel aux souscripteurs pour le monument d'Alexandre III (au lieu d'Alexandre II). Un rédacteur de *la Gazette de police,* qui avait commis le premier cette erreur, fut puni administrativement par une semaine d'arrestation au corps de garde.

28 *Janvier* 1882.

Vu le prochain changement des statuts des écoles réales, il est interdit de publier les discussions et les avis des travaux prochains.

4 *Février*.

Ne publier aucuns renseignements sur les affaires de famille du conseiller privé M. Markousse [1].

17 *Mars*.

Il est complètement interdit d'insérer des correspondances relatant les rumeurs des paysans sur les partages de terre, sur le partage noir, etc., ainsi que des articles qui parlent de la nécessité ou de la justice de changer la situation agraire des paysans.

21 *Mars*.

Il est interdit d'insérer des renseignements non officiels sur le procès des assassins du général Strielnikov.

20 *Avril*.

Ne rien insérer sur la question des Juifs.

30 *Mai*.

Se garder de tous raisonnements sur le Zemsky Sobor.

1. M. Markous s'était suicidé, n'ayant pas la force de supporter le traitement grossier d'un des princes impériaux et n'ayant pas le moyen de satisfaction.

26 *Juin*.

Plusieurs organes de la presse discutent sous une forme subversive et violente l'affaire du prince Chtcherbatov avec ses paysans. Vu que des articles pareils ont une influence nuisible sur les rapports des paysans et des propriétaires, il est interdit de toucher à cette affaire.

19 *Août*.

Au sujet de l'accident sur le chemin de fer de Koursk, il a paru des articles, qui accusent sans raison des employés du ministère des voies de communication. Dès aujourd'hui, la publication d'articles aussi subversifs peut provoquer l'application des plus sévères représailles administratives.

29 *Octobre*.

Il est interdit d'insérer des réflexions quelconques au sujet du collégien Fougalevitch, exclu du collège [1].

1er *Novembre*.

Ne rien insérer sur les désordres à l'Université de Kazan.

25 *Novembre*.

Ne rien insérer sur les malentendus entre MM. Neigard et Kvatz.

1. Je n'ai pu recueillir aucun renseignement sur cette affaire ni sur celle qui motiva la circulaire du 25 Novembre.

24 *Novembre.*

Ne rien insérer sur la société secrète, qui aurait pour but d'agir contre les terroristes

16 *Décembre.*

Ne pas publier le compte rendu du tribunal de Kazan et n'insérer aucun renseignement sur l'affaire de l'ex-étudiant Semionov, condamné à l'emprisonnement pour avoir offensé le titulaire de l'Université.

Au cours de l'impression de cet ouvrage je reçois de nouveaux documents à ajouter à ceux que je viens de citer. C'est le résumé d'une circulaire du département des Affaires générales (notre Ministère de l'Intérieur) en date du 18 septembre 1885, n° 3188. Cette circulaire interdit absolument toute discussion et toute publication de renseignements au sujet de l'anniversaire prochain (le 25e) de l'Emancipation des paysans.

D

PULICATIONS ET OUVRAGES RUSSES CITÉS

Novoïé Vremia (journal).	*Le Nouveau Temps.*
Viestnik Narodnoï Voli (revue).	*Le Messager de la Volonté du Peuple.*
Sievernyi Viestnik (revue).	*Le Messager du Nord.*
Volnoïé Slovo (journal).	*La Parole libre.*
Rousskya Viedomosti (journal).	*La Gazette russe.*
Penzenskya Eparchialnya Viedomosti (journal).	*La Gazette diocésaine de Penza.*
Golos (journal).	*La Voix.*
Narodnaïa Volia (journal).	*La Volonté du peuple.*
Zemlia i volia (journal).	*Terre et Liberté.*
Grajdanine (journal).	*Le Citoyen.*
Zemskyi Obzor (journal).	*La Revue des zemstvos.*
Iouriditcheskyi Viestnik (revue).	*Le Messager juridique.*
Poliarnaïa Zviezda (recueil).	*L'Etoile polaire.*
Moskovskya Viedomosti (journal).	*La Gazette de Moscou.*
Rousskaïa Mysl (revue).	*Le Pensée russe.*
Otetchestvennya Zapiski (revue).	*Les Annales de la patrie.*
Nabate (journal).	*Le Tocsin.*
Obchtchina (journal).	*La Commune.*

Peterbourgskya Viedomosti (journal).	*La Gazette de Saint-Pétersbourg.*
Kievlianine (journal).	*Le Kievien.*
Iskra (journal).	*L'Etincelle.*
Moskovsky Telegrafe (journal).	*Le Télégraphe de Moscou.*
Svistok (supplément du *Contemporain*).	*Le Sifflet.*
Obchtchée Dielo (journal).	*La Cause générale.*
Rousse (journal) de M. Aksakov.	*La Russie.*
Studentchestvo (revue).	*Journal des Etudiants.*
Strana (journal).	*Le Pays.*
Viestnik Evropy (revue).	*Le Messager de l'Europe.*
SOKOLOVSKY. *Sbornik materialov dlia izoutchena selko pozemelnoi obchtchin*	SOKOLOVSKY. *Recueil des matériaux sur la commune agraire.*
Sbornik sotchinienii po soudebnoi Medicinié, etc, publié par le Meditcinskii Depertamente.	*Recueil de travaux sur la médecine légale, etc.*, publié par le Département médical.
Vperiéd (revue).	*En Avant!* sous la direction de M. LAVROV.
Gromada (en langue ukrainienne).	*La Commune* (en langue ukrainienne), sous la direction de M. DRAGOMANOV.
Sravnitelnaia Statistika par IANSON.	*Statistique comparée* par IANSON.
Voenno-Statistitcheskyi Sbornik.	*Recueil militaire de statistique.*
SCHEÏN. *Bielorousskia piesni.....*	SCHEIN. *Chansons blanches-russiennes.*
SCHEÏN. *Narodnya rousskya piesni.*	SCHEIN. *Chansons grandes-russiennes.*
KOSTOMAROV. *Monografii.*	KOSTOMAROV. *Monographies.*
KOSTOMAROV. *Istoria Novgoroda, Pskova i Viatki.*	KOSTOMAROV. *Histoire de Novgorod, Pskov et Viatka.*
Vsenaoutchnyï Slovar, par KLIOUCHNIKOV.	*Dictionnaire encyclopédique*, par KLIOUCHNIKOV.
Kalendar de M. SOUVORINE.	*Almanach* de M. SOUVORINE.
Kalendar de M. HOPPE.	*Almanach* de M. HOPPE.
Boiarskaia Douma drevnei Roussi, de M. KLIOUTCHEVSKY.	*Le Conseil des boyards de l'ancienne Russie*, par KLIOUTCHEVSY.
LORENTZ. — *Istoria novieichiago vremeni*, traduction russe avec supplément, de M. MARKOV.	LORENTZ. *Histoire contemporaine*, traduction russe avec supplément, de M. MARKOV.
ROMANOVITCH-SLAVATINSKY. *Dvorianstvo v Rossii.*	ROMANOVITCH-SLAVATINSKY. *La Noblesse en Russie.*
DITIATINE. *Kistorii jalovannych gramot* (*Rousskaia Mysl*).	DITIATINE. *Pour l'histoire des ordonnances royales de gratifications* (dans *la Pensée russe.*)
SEMEVSKY. *Krestiane v Tzarstvovanié Ekateriny II.*	SEMEVSKY. *Les paysans sous Catherine II.*
KOCHELEV. *Zapiski.*	KOCHELEV. *Mémoires.*
KARNOVITCH. *Zamietchatelnyia bogatstva v Rossii.*	KARNOVITCH. *Les grandes fortunes de la Russie.*
IVANIUKOV. *Padenié Kriepostnago prava.*	IVANIUKOV. *La chute du servage.*
Zemskié « Sborniki statistitcheskich Sviedenii » de provinces, dont les noms sont indiqués dans le livre.	*Recueils des renseignements statistiques des zemstvos...*
Otcherk dvijenia pozemelnoi sobstvennosti v Poltavskoi goubernii.	*Esquisse du mouvement de la propriété foncière dans le gouvernement de Poltava.*
Kak oplatchivactsia troud srednei krestianskoy semii v Tverskoi goubernii (brochure).	*Comment est rétribué le travail d'une famille ordinaire de paysans du gouvernement de Tver.*
Ejegodnik Ministerstva Finansov.	*Annuaire du ministère des finances.*
GOLOVATCHEV. *Istoria jelesnodorojnago diela v Rossii.*	GOLOVATCHEV. *Histoire des chemins de fer en Russie.*
Doklady Vyssotchaiche outverjdennoi Komissii po izsliedovaniiou nynicchniago polojenia selskago choziaistva, etc.	*Rapports de la commission chargée par ordre impérial de l'enquête sur la situation présente des cultures, etc.*

PIESKOV. *Fabritchnyi byt Vladimirskoï goubernii.*	PIESKOV. *La vie de fabrique dans le gouvernement de Vladimir.*
IANJOUL. *Fabritchnyi byt Moskovskoï goubernii.*	IANJOUL. *La vie de fabrique dans le gouvernement de Moscou.*
SOUCHTCHINSKY. *Jenchtchina-vratch v Rossii.*	SOUCHTCHINSKY. *La femme médecin en Russie.*
IADRINTZEV. *Tiourma i ssylka.*	IADRINTZEV. *La prison et la déportation.*
Bachi-bouzouki Peterbourga (brochure).	*Les bachi-bouzouks de Saint-Pétersbourg.*
Oubiïstvo chefa jandarmov gheneral adioutanta Mezentzeva (brochure).	*L'assassinat du chef des gendarmes, général adjoint Mezentzev.*
MALCHINSKY. *Obzor sotzialno-revolioustsonnago dvijenia v Rossii* (édition secrète de la IIIe division de la chancellerie Impériale	MALCHINSKY. *Révision du mouvement socialiste révolutionnaire en Russie.*
Kalendar Naradnoï Voli.	*Almanach de la Volonté du Peuple.*
IAKOUCHKINE. *Obytchnoé pravo.*	IAKOUCHKINE. *Le droit coutumier.*
Sbornik materialov dlia Istorii Tverskogo Zemstva.	*Recueil pour l'histoire du zemstvo de Tver.*
Sbornik Khersonskago zemstva.	*Recueil du zemstvo de Kherson.*
Mnienia Zemskikh sobranii o sovremennom polojenii Rossii (brochure).	*Les opinions des assemblées de zemstvo sur la situation actuelle de la Russie.*
Tchernyi perediel reform Aleksandra II (brochure).	*Le fiasco des réformes d'Alexandre II.*
ORLOV. *Formy krestianskago zemlevladenia* (partie I du volume IV de statistique de Zemstvo de Moscou).	ORLOV. *Des formes de la tenure du sol par le paysan.*
BLUMENFELD. *O formach zemlevladienia v drevnei Rossii,*	BLUMENFELD. *Les formes de la tenure du sol dans l'ancienne Russie.*

IEFIMENKO. *Izsliedovania narodnoï jizni.*	IEFIMENKO. *Recherches sur la vie du peuple.*
CHTCHERBINA. *Otcherki ioujnorousskich artielei.*	CHTCHERBINA. *Esquisses des artels de la Russie méridionale.*
LOUTCHITZKY. *Sbornik materialov dla istorii obchtchiny i obchtchestvennych semel v lievoberejnoï Oukraïnié XVIII vieka.*	LOUTCHITZKY. *Recueil de matériaux pour l'histoire de la commune et des terres communales dans l'Ukraine de la rive gauche au* XIXe *siècle.*
KLAUS. *Nachi Kolonii.*	KLAUS. *Nos colonies.*
Istoritcheskia Sviedenia o tzenzourie v Rossiu. Publication de Ministère de l'Instruction publique 1862.	*Renseignements historiques sur le censure en Russie.*
VARFOLOMEI KOTCHNIEV. *Protiv tetchenia.*	VARFOLOMEI KOTCHNIEV. *Contre le courant, dialogue de deux amis.*
DRAGOMANOV. *Novi oukrainski pisni pro gromadski spravi.*	DRAGOMANOV. *L'esprit des chansons politiques de l'Ukraine moderne* (en langue ukrainienne).
Iz za riechetki.	*D'au delà les barreaux.*
KHVOSTOVA *Zapiski.*	*Souvenirs de madame Khvostova.*

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE PREMIER

L'EMPIRE RUSSE ET LA RUSSIE

I. — La Russie, terme de géographie politique et la Russie nation. Faiblesse et fragilité des grands Empires. — La vitalité de la Russie. — Son mode de développement historique. — Il est surtout le fait du peuple 3

II. — Population de la Russie. — Population de race russe, populations de races étrangères. — Peu d'importance de ces dernières. — Répartition de ces populations 9

III. — La Finlande. — L'union sur le pied d'égalité. — Ses conséquences. — Vieilles libertés finlandaises. — Le *Modus vivendi*. — Importance stratégique de la Finlande pour la Russie. — Motifs d'inquiétudes pour les Finlandais. 13

IV. — Provinces de la Baltique. — Importance de leurs ports pour la Russie. — Race lithuanienne. — Conquérants allemands. — Question agraire. — Indifférence maladroite de notre gouvernement 20

V. — La Pologne. — Population polonaise et russe — Question de l'Ukraine et de la Russie Blanche. — Historique. — Les idées de Milioutine : sa réforme agraire. — Liens de la Pologne et de la Russie actuelle. — Politique néfaste de notre gouvernement 26

VI. — La Bessarabie. — La Crimée. — Le Caucase et la Géorgie. — L'Arménie. — Politique économique et policière de notre gouvernement de nature à faire perdre à la Russie le bénéfice de ses bons services 41

VII. — Le Turkestan. — Populations indigènes. — Notre gouvernement n'a su que conquérir. — Conflit commercial et, un jour, militaire, avec l'Angleterre. 51
VIII. — Le nationalisme en Ukraine. — Chevtchenko et les nationalistes contemporains. — Aspirations populaires. — Les nationalistes ne leur donnent pas satisfaction. — M. Dragomanov et son influence. — Résumé et conclusions du livre. . 55

LIVRE SECOND

LA RUSSIE RUSSE, LES ALLEMANDS ET LES JUIFS

I. — La Russie physique. — Influence de son unité climatérique et agricole sur l'unité du peuple russe. — Influence du *struggle for life* sur cette même unité. — Différences des types provinciaux. — Les trois grandes races russes 61
II. — Traits caractéristiques de ces trois races, d'après les chansons et les contes populaires. — Différences dialectales . . . 66
III. Les Cosaques. — Rôle historique des Cosaques. — Organisation de l'armée cosaque. — Politique de notre gouvernement à l'égard des Cosaques. — Mécontentements qu'elle a fait naître parmi eux 78
IV. — Les Allemands et les Juifs. — Prétentions des Allemands à avoir civilisé la Russie. — Grande influence des Allemands de la Baltique sur la politique russe. — Colonies allemandes laborieuses. — Leur rôle dans la Russie méridionale. — Les Juifs. — Leur importance comme population. — Leur situation méprisée. — Juifs polonais et caucasiens. — Droit de séjour. — Juifs dans l'administation des écoles. — Rôle économique des Juifs. — Leur pauvreté et leurs pilleries. — La question sémitique. — Le moyen de la résoudre. 86

LIVRE TROISIÈME

LES CLASSES SOCIALES EN RUSSIE : LE PEUPLE

— Les invasions tartares ont coupé court au développement des germes d'aristocratie foncière et de la classe commerciale. —

Le village ancien en Russie. — Le *mir* primitif. — Importance prépondérante de la classe populaire. — Son action indirecte sur le pouvoir. — A ses yeux, le servage ne fut qu'une institution passagère. — Il la rattacha davantage au *mir*, seul asile de la liberté 99
II. — Ce qu'est le *mir*. — Village russe ; l'*izba*, la *dvor*. — L'*osmak*. — Organisation du travail. — Administration du *mir*. — Les Assemblées. — Les droits des femmes. — Le contrôle administratif. — Partage des terres. — Travail en commun. — Pourquoi les partages avaient cessé ? — Leur reprise. . 107
III. — Origine historique du *mir*. — M. Leroy-Beaulieu et l'école de M. Tchichérine. — Pas de connexité entre le *mir* et le servage. — Mouvements respectifs de la propriété individuelle et de la propriété en commun. — Le régime *tchetvertnoï*. — Transition au régime du *mir*. — Obstacles de la législation d'Alexandre II. — Progrès du *mir*. — Esprit de solidarité du peuple russe. — Associations ouvrières. 122
IV. — Le *mir* contraste avec le système politique du pays. — Naïveté des idées populaires. — Elles confondent les effets des phénomènes physiques et ceux des phénomènes politiques. — Exemples tirés des observations des voyageurs et des traditions populaires. — La croyance aux sorciers. — La légende de l'Emancipation. — Mépris de la dignité humaine. — La grande famille ancienne 132
V. — Le peuple prend part au mouvement moral. — Le schisme. — Ses causes et ses effets. — Les sectaires. — Leur rôle dans la Russie actuelle. — L'action de l'Europe. — La classe instruite se rapproche du peuple. — Ministère Tolstoï : Les écoles en Russie. — Les *otkhojie promysly*. — Leur importance dans la vie du peuple russe. — Disparition de la famille ancienne. — Partages familiaux. 146

LIVRE QUATRIÈME

LES CLASSES SOCIALES, LE CLERGÉ, LA NOBLESSE ET LA BOURGEOISIE

I. Y a-t-il en Russie d'autre force organique que le peuple et le tzar ? — L'autocratie moscovite et son rôle historique. — Elle dégénère en tyrannie. — Les tzars s'efforcent de concentrer autour d'eux les hautes classes domesticisées. 161

II. Le clergé russe. — Organisation de notre église. — Rôle policier de notre clergé. — Clergé noir et clergé blanc. — Tyrannie du clergé noir. — Absence d'influence morale. — Persécutions contre le Raskol. — Le clergé de Tolstoï. — Le Nihilisme enlève la fleur de la jeunesse ecclésiastique. — Le clergé actuel et la politique impériale 170
III. Ancienne aristocratie princière. — Notre *noblesse* russe. — Son recrutement dans la plèbe. — Le *tchin*. — Impuissance générale de notre noblesse. — Les privilèges anciens et le servage. — Les horreurs du servage. — Révoltes des serfs. — Rôle civilisateur de la noblesse. — Elle introduit chez nous les idées de l'Occident. — La noblesse et l'ukase d'émancipation. — Comment elle devait se faire et comment elle se fit. — Noblesse libérale. 179
IV. La bourgeoisie : Bourgeoisie des villes. — Notre capitalisme. — Pas de tiers état en Russie. — L'*accumulation primitive*. — Les fraudes, les vols, sources des fortunes. — Les faiseurs d'affaires. — La bourgeoisie villageoise : *Koulaks* et *Miroïeds*. . . 201

LIVRE CINQUIÈME

LA RUSSIE ÉCONOMIQUE ET INDUSTRIELLE

I. Richesses naturelles de la Russie. — Sa pauvreté au point de vue des produits effectifs. — Total de la production annuelle. — Revenu par habitant. — Charges de l'Etat. — Expansion rapide de la population disproportionnée à l'accroissement du revenu national. — L'agriculture et l'industrie russe, leur situation arriérée. 217
II. La guerre de Crimée révéla à la Russie son infériorité économique. — Emancipation des serfs. — Politique gouvernementale contraire à la logique. — L'agriculture est la principale force économique de la Russie. — La grande propriété foncière. — La possession paysanne. — Mesures contraires à l'extension de cette dernière. — Spéculation du rachat. — La crise agraire. — L'exportation est stationnaire. 223
III. Industrie. — Efforts gouvernementaux pour favoriser le gros capital. — La spéculation. — Sociétés par actions. — Chemins de fer. — Tarifs protectionnistes. — Questions de la Transcaucasie et des frontières. — Les Allemands en Pologne. — Remède merveilleux proposé par M. Katkov. — Bilan commercial. 233
IV. Finances de l'État. — Leur situation. — La dette de l'État. — Le déficit et la crise monétaire. — Dépréciation du rouble. 244
V. Caractère démocratique de la propriété foncière. — Transmigration des paysans. — Politique du gouvernement. — Les industries locales. — Initiative des paysans. — Crise que soulèvent ces industries 248
VI. Situation matérielle du peuple russe. — Budget de la famille aisée et de la famille indigente. — Salaires des ouvriers. — Budget des paysans moscovites. — Nourriture. — *Le pain de famine*. — Accroissement de la population. — Naissances et mortalité. 257

LIVRE SIXIÈME

LE MOUVEMENT DES ESPRITS

I. L'*intelliguentia*. — Sa naissance. — Son développement. — Le gouvernement en persécute les maîtres. — L'*intelliguentia* lutte au nom du peuple. — Sa conscience de sa force. — Son idéalisme. — Théoriquement l'*intelliguentia* et les révolutionnaires ne font qu'un. 265
II. La question des femmes. — Pourquoi elle se posa ? — Idées des hommes ; idées des femmes. — Erreurs d'application. — L'application sérieuse. — La femme de l'*intelliguentia*. — La famille de l'*intelliguentia* 294
III. L'Université. — Son rôle est secondaire. — Idée gouvernementale de l'Université. — Besoin général d'instruction. — Etudiants et professeurs. — Troubles universitaires. — Leur cause. — Leur inutilité. 315
IV. La littérature. — Rôle social de notre littérature. — La littérature est un moyen d'exprimer les idées que ne peut exprimer la presse. — L'art, objet de luxe. — Protection de la littérature par mode. — Le roman social. — La presse naît. — Littérature à tendance. — Mal qu'elle causa aux écrivains artistes. — La censure. — La presse hors la loi. — La littérature est absorbée par la satire. — Chtchédrine. — Poètes et conteurs. — Ouspensky et Garchine 334

LIVRE SEPTIÈME

LA RUSSIE POLITIQUE

I. L'administration russe. — Administration médicale. — L'armée. — Le procès Skariatine : ses révélations. — L'administration locale. — Ses abus 375

II. Les partis politiques : Réactionnaires ; — libéraux ; — révolutionnaires. — Les fautes des libéraux et des révolutionnaires. — Réaction. — L'état-major révolutionnaire. — La jeunesse va dans le peuple. — Procès et persécutions. — Mouvement terroriste. — Conspirations. — Propagande dans l'armée. . 403

III. *Le partage noir.* — La question agraire. — Les désordres antisémitiques. — Les crimes agraires 449

IV. La politique libérale. — Les zemstvos. — Avénement du parti libéral en 1880. — Loris Melikov. — Lutte des partis libéral et réactionnaire. — Attentat du 1/13 Mars. — Avénement d'Alexandre III. — Sa politique. — Associations secrètes. — Ministère du comte Ighnatiev. — *Les hommes com pétents.* — La police. — Ministère du comte Tolstoï. — Influence prépondérante de M. Katkov 478

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES

IMPRIMERIE GÉNÉRALE DE CHATILLON-SUR-SEINE. — A. PIGMAT.

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES
1010678425